

309.144 V783E c.1  
Vinet, Alexandre Rodolphe  
L'éducation, la famille et  
R.W.B. JACKSON LIBRARY

OISE CIR



3 0005 02003 6193

THE LIBRARY

The Ontario Institute  
for Studies in Education

Toronto, Canada

















L'ÉDUCATION,

LA FAMILLE ET LA SOCIÉTÉ.

LIBRARY

APR 11 1969

THE ONTARIO INSTITUTE  
FOR STUDIES IN EDUCATION

AVIS IMPORTANT.

Les éditeurs de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes les langues. Ils poursuivront, en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

Le dépôt légal de ce volume a été fait à Paris, au ministère de l'intérieur, dans le cours du mois de décembre 1854, et toutes les formalités prescrites par les traités seront remplies dans les divers États avec lesquels la France a conclu des conventions littéraires.

PARIS. — IMPRIMERIE DE CH. MEYRUEIS ET COMP.,  
rue Saint-Benoît, 7. — 4835.

APR 11 1888

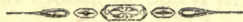
THE BRITISH INSTITUTE  
FOR STUDIES IN EDUCATION



# L'ÉDUCATION, LA FAMILLE ET LA SOCIÉTÉ,

PAR

A. VINET.



PARIS,

CHEZ LES ÉDITEURS, RUE DE CLICHY, 47.

—  
1855.

Les Éditeurs se réservent le droit de traduction.

309.144  
V783E



# AVERTISSEMENT

DES ÉDITEURS.

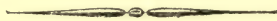
L'unité de ce volume n'est pas seulement dans le titre ; elle ressort de toutes ses pages, parce qu'elle était tout d'abord dans la pensée de l'auteur. Pour offrir au public un ouvrage en quelque sorte complet de M. Vinet sur l'un des sujets les plus importants de ses méditations, nous n'avons donc eu qu'à classer, sous les trois chefs de l'*éducation*, la *famille* et la *société*, les matériaux nombreux que nous avons en main. M. Vinet lui-même a souvent fait allusion au rapport qu'il y a entre les sujets que nous avons réunis ici et à leur enchaînement. C'est ainsi que dès l'entrée du livre, en parlant de la faiblesse de l'enfant nouveau-né, il montre que la famille est au prix de l'insuffisance et de la dépendance de l'homme ; les dernières lignes du recueil sont le couronnement de cette première donnée : « Le sort de l'État, dit M. Vinet en finissant, dépend de la condition de la « famille. »

Vu la date d'une partie des morceaux que ce volume renferme, il sera nouveau pour la plupart de ses lecteurs. Le plus ancien remonte à l'année 1824 ; le

plus récent porte la date de 1847, année de la mort de M. Vinet. Nous n'avons pas besoin de dire que quelques-unes des opinions de l'auteur ont pu se modifier dans un aussi long espace de temps ; notre tâche d'éditeurs nous appelle seulement à reproduire ses écrits avec une scrupuleuse fidélité.

Quelques-unes des grandes questions étudiées dans ce volume avec le plus d'étendue, l'ont été par M. Vinet pour l'amour d'elles-mêmes, parce qu'elles le préoccupaient vivement, et non pas seulement à propos du compte-rendu du livre de quelque auteur qui s'en était occupé avant lui. On remarquera aussi quelques morceaux plus courts, anneaux nécessaires pour lier entre elles les portions principales du livre, et qui y répandent de la variété, sans en détruire l'unité. Tous ceux dont on n'a pas indiqué l'origine en note, ont été écrits pour le *Semeur*. Il en est plusieurs dans ce nombre, le dernier entre autres, intitulé *le Christianisme et le progrès social*, que M. Vinet avait signés dans ce journal des initiales K. V. O. (*caveo*), dont il se servait lorsque les sujets qu'il traitait lui semblaient devoir être abordés avec précaution à cause de leurs difficultés.

# L'ÉDUCATION, LA FAMILLE ET LA SOCIÉTÉ.



## I.

### L'ORPHELIN ET L'HOMME \*.

1847.

Au seul mot d'*orphelin*, la pitié s'éveille : elle devrait s'éveiller à la seule vue, à la seule pensée du petit enfant, de l'homme entrant dans la vie. Quelle nudité, quelle imbécillité, quelle impuissance ! Point d'animal dont les débuts ne soient plus glorieux : l'insecte, à cet égard, peut faire envie à l'homme. Le roi de la nature, s'essayant à vivre, s'y prend moins bien, ce semble, que le dernier de ses sujets ; les détails humiliants abondent dans l'histoire de sa première éducation ; et l'homme enfant apprêterait à rire au mollusque, si le mollusque pouvait rire.

Beaucoup d'animaux sont plus forts que lui ; tous

\* Ce morceau, inséré dans le *Semeur*, a été écrit par M. Vinet pour le recueil publié à Londres en 1847 sous le titre d'*Orphanhood*, au profit d'une maison d'orphelins. (*Éditeurs.*)

sont mieux armés; tous sont vêtus ou se passent de l'être. Il deviendra plus fort, sans l'être jamais autant qu'un taureau, qui n'est pas, à beaucoup près, le plus puissant des quadrupèdes. Les années ne le couvriront pas d'une toison, et ne lui feront pousser ni des griffes aux mains, ni des cornes au front. Rien ne prouve que ses sens soient naturellement plus parfaits que ceux de la plupart de ses sujets, et quant aux instincts, évidemment il leur est inférieur. Son développement, comparé à celui de la bête, est d'une extrême lenteur; il passe sa vie à se préparer à vivre; et quand il est prêt, s'il l'est jamais, il meurt. Au moins est-on obligé de convenir que, pour atteindre le degré de perfection animale dont il est susceptible, il lui faut, proportionnellement, bien plus de temps qu'à l'animal.

Il est vrai qu'il marche sur deux pieds, qu'il regarde le ciel, qu'il a des mains, une figure expressive, une voix articulée. Tout cela signifie quelque chose et promet beaucoup. Ce sont des présages de grandeur; mais sa faiblesse elle-même en est un, et les disgrâces de son berceau ne sont que des grâces déguisées.

Si l'homme est vraiment l'homme, c'est-à-dire une créature libre et spirituelle, la race et l'image de Dieu, le médiateur entre la matière et l'esprit, c'est bien ainsi qu'il doit venir au monde.

Les avantages que l'homme est tenté d'envier à l'animal l'auraient, selon toute apparence, à jamais relégué parmi les animaux. Armé, vêtu, fort comme



l'animal, il se fût senti indépendant, il l'eût été : dès lors point de société humaine, point de civilisation, et, par là même, point d'humanité. Notre insuffisance est un principe de dépendance, et notre dépendance un principe de grandeur. Est-il besoin de dire que la *famille*, dans le sens humain de ce mot, est au prix de ces disgrâces apparentes ?

La cause finale, l'intention providentielle paraît ici avec éclat. Mais ce n'est pas là l'unique but du Créateur. En faisant naître si chétif le roi de la nature, l'être sans lequel la création est une phrase sans verbe, il a voulu le contraindre à chercher sa grandeur ailleurs que dans la matière. Il a détourné vers le monde intellectuel les regards de l'homme. Si l'homme n'est pas un esprit, il n'est pas même le premier des animaux. L'esprit seul, combiné avec l'affection, assure et prolonge son existence. C'est pour l'y faire songer que Dieu réduit cet orgueilleux monarque au plus sévère incognito. De même qu'une crèche devait être le berceau de Jésus enfant, une chair infirme est la crèche où Dieu couche et retient notre esprit immortel. Le joaillier divin n'ignore pas ce que sait le moins habile des joailliers d'ici-bas, c'est qu'il n'appartient point au plus riche des métaux, mais à l'argent, beaucoup moins précieux, de servir de monture au diamant.

Cette dispensation remarquable a encore un autre motif. Dieu a voulu que nous fussions ouvriers avec lui dans l'œuvre de notre propre création. Pour ce qui est de l'animal, Dieu prend tout sur soi, et ne lui laisse rien à faire ; mais l'homme, à partir d'un point

déterminé, se crée en quelque sorte lui-même. Dieu, sans doute, est toujours présent et pourvoit sans cesse, mais invisible et silencieux, jusqu'à ce que, pour l'accomplissement d'un plus grand dessein, et pour opérer une création toute nouvelle, il se montre et parle.

C'est ainsi que, sans renier et sans maudire la matière, Dieu manifeste la prééminence de l'esprit, auquel il subordonne tout, et vers lequel il fait tout graviter. Il a donné plus d'une forme à cette importante leçon. Cette création préadamite que la science exhume sous nos yeux et dont elle rédige peu à peu l'effrayant procès-verbal, était le triomphe de la matière. Elle a cédé la place à un monde nouveau, où l'esprit, incarné dans l'homme, apparaît. Dans l'histoire même de l'humanité, c'est, en tout genre, la matière qui ouvre et l'esprit qui ferme la marche. Les Pyramides précèdent le Parthénon ; la poésie charnelle et massive de l'Orient prélude à celle de la Grèce, où le spiritualisme se fait jour. En religion, le Dieu vivant prend la place des forces de la nature, et le culte des symboles se retire devant le culte en esprit et en vérité. Le plus stérile et le plus froid des continents est le théâtre glorieux de tous ces triomphes de l'esprit, et le premier pas de saint Paul sur le sol de la Macédoine ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité, pour ne pas dire dans l'histoire de Dieu. Tout conspire à la gloire du « roseau « pensant (1), » ou plutôt de la Pensée qui a fait penser ce roseau.

(1) PASCAL, *Pensées*. Partie I, Art. IV, § VI.

## II.

### NÉCESSITÉ DE L'ÉDUCATION DES ÉDUCATEURS.

(A propos d'un *Essai sur l'éducation de l'enfance* \*.)

1838.

On peut défier un esprit sérieux de lire quelque bon livre sur l'éducation, sans éprouver un sentiment d'effroi, en pensant à la manière dont ces préceptes sont observés et ces conseils suivis dans la plupart des familles. On ose assurer qu'il *jouera de bonheur* si, passant une seule journée dans une maison où il y a des enfants, il n'y voit pas plusieurs des règles capitales d'une bonne éducation violées par ignorance, par erreur ou par légèreté. A moins que les livres les plus réputés sur cette matière ne soient un tissu d'hyperboles et de déclamations, il faut reconnaître que rien n'est moins connu que l'art d'élever des enfants, que rien ne se fait plus au hasard, et qu'il ne se commet, dans aucune des sphères de notre activité, de plus nombreuses et de plus énormes bévues; et comme elles ont lieu sur le sujet du monde le plus important, on se demande comment, les choses étant ainsi,

\* Un volume in-12. — Genève, 1837.

la société peut subsister encore et le monde peut aller.

C'est ce que je me demandais en parcourant ce livre, l'un des plus sensés, par conséquent l'un des plus modérés qu'on ait écrits sur l'éducation de l'enfance. A chacune des règles qu'il trace, sous la dictée du bon sens et de l'observation, je me disais : Où cette règle est-elle observée ? Où n'est-elle pas méconnue ? Et combien de familles, je dis de familles respectables, où l'éducation des enfants semble être, d'un bout à l'autre, le contre-pied exact de ce qu'on m'enseigne ici ! Encore une fois, si ce livre a raison, comment le monde peut-il aller ?

Il va pourtant, dit-on, et ne va pas si mal. Cela pourrait sembler vrai ou non, selon le point de vue. Au point de vue d'une civilisation superficielle et d'une morale vulgaire, le monde va, j'en conviendrai ; et dans tel ou tel système, on peut dire qu'il va supérieurement. Il faut bien peut-être, en tout ceci, faire une petite part à la Providence, à la force des choses, à je ne sais quelle *vertu médiatrice* déposée dans l'homme et dans la société, enfin à l'éducation de la vie, meilleure bien souvent que celle des hommes ; mais, après tout, le moins pessimiste des hommes est encore obligé de dire, comme Philinte :

Qu'il voit autour de lui cent choses tous les jours

Qui pourraient aller mieux, suivant un autre cours ;

et celui qui accorde le plus de confiance à ce jeu de poids et de contre-poids sans cesse en mouvement entre les intérêts, entre les passions de ce monde, ne trouvera pas superflu qu'on essaye l'éducation des



éducateurs de la génération croissante, et qu'on substitue à l'empirisme grossier de tant de pères et de mères de famille quelque chose de plus rationnel et de plus sûr.

Car le bon sens ne suffit pas; et même il s'agit précisément de donner du bon sens, de maintenir ses droits dans une affaire où les plus sensés cessent de l'être. Il n'est pas rare, en effet, de voir des hommes et des femmes de tête et d'esprit devenir complètement absurdes dès qu'il s'agit de la pratique de l'éducation. Et d'ailleurs, si la ressource qu'on propose suffisait, elle suffirait partout, ce dont personne ne convient. Tout s'observe, tout s'étudie, tout s'apprend; et pourquoi pas l'éducation comme tout le reste?

Il est heureux que cette partie considérable de la société qui n'a juste que le temps d'agir, et nullement le loisir d'observer et de généraliser, trouve dans le christianisme un second bon sens, meilleur et plus complet que le premier. Le christianisme est, dans toutes les acceptions du mot, le bon sens de l'humanité; et, lorsqu'il est devenu affection et vie du cœur, il a la force et les caractères d'un instinct. Le christianisme, compris simplement et simplement appliqué, prévient sans contredit les plus grosses erreurs; l'Évangile est, pour les choses essentielles, le meilleur traité d'éducation, et en général l'enfant élevé chrétiennement est un enfant bien élevé.

Il ne faut pourtant pas s'y tromper : si le christianisme est utile à l'éducation, c'est qu'il élève les éducateurs, c'est qu'il leur donne un bon tempérament



moral, et le sentiment simple des mêmes vérités que l'observation suggère et que la réflexion conseille ; mais ce n'est point qu'il remplace l'éducation et qu'il en dispense.

J'indique ici, en passant, une erreur capitale, une erreur funeste, et dont trop d'exemples se rencontrent. Quelques personnes, partant du principe vrai que l'homme, pour accomplir sa destination, doit devenir une *nouvelle* créature, se croient dispensées de tirer aucun parti de l'*ancienne*. Elles attendent, ou bien elles hâtent la conversion de l'enfant, ce qui signifie à l'ordinaire qu'elles lui inculquent des principes ; mais, avant et après, elles négligent de lui donner des habitudes ; ou, ce qui revient peut-être au même, elles lui en laissent prendre dont la grâce, survenant, aura charge, selon eux, d'effacer le pli ; elles laissent croître la nature sans la surveiller, sans la diriger, à moins que, par une erreur opposée, elles ne s'empressent de l'étouffer ; elles s'effrayent de tout ce qui est natif, spontané ; elles ne tolèrent de la part de l'âme ni élan ni abandon ; elles ne lui permettent pas de naître avant de renaître ; elles ignorent et négligent volontairement toutes les forces du dedans, par respect, disent-elles, pour la force du dehors ou d'en haut ; et ainsi, tantôt comprimant sans pitié la nature qui se déploie, tantôt la laissant se déployer et divaguer à son aise, elles préparent à la grâce attendue ou les résistances d'une âme rude et volontaire, ou l'insipide complaisance d'un automate. L'enfance ne présente que trop souvent l'un ou l'autre de ces aspects dans

des familles religieuses ; on y trouve, avec une pénible surprise, ou des enfants gâtés, et gâtés avec moins de scrupule que partout ailleurs, dans l'expectative de la conversion, ou des natures mortifiées, sans saveur, sans générosité, qui ne seront pas susceptibles d'une seconde nature, n'en ayant pas eu une première.

Ces quelques lignes pourront signaler à quelque ami de la religion et de l'enfance le sujet d'un grand et utile travail. Ici, nous voulons seulement rappeler que, même pour le chrétien, il y a un art de l'éducation, art qui tient compte de la nature humaine, s'appuie sur elle, en accepte les secours aussi bien qu'il en reconnaît les obstacles. Si l'éducation chrétienne diffère considérablement de toute autre, ce n'est pas en prenant pour point de départ un état surnaturel, auquel, en thèse générale, elle prélude, elle prépare. Elle reconnaît, elle accepte, elle exploite la nature ; elle s'adresse à la volonté, à la raison ; elle parle du bien et du mal moral ; elle agit par l'exemple et par l'habitude ; elle établit les droits et les éléments de la loi, ou de la morale, afin que l'enfant, ne versant pas tout d'abord et précipitamment sa vie morale dans l'abîme de la grâce, s'accoutume à la réalité de la loi, se pénètre de ce qu'elle a de valeur propre, et passe par Jean-Baptiste avant d'arriver à Jésus-Christ. On peut donc présenter des livres d'éducation à des parents chrétiens ; et même je ne verrais point sans plaisir leur attention se porter sur ceux de ces livres qui, sans avoir l'Évangile pour base, se distinguent par une connaissance profonde de la nature humaine

et de l'enfance, ainsi que par l'élévation de la tendance morale. On a trop légèrement mis à l'index quelques-uns de ces ouvrages ; il eût fallu d'abord les remplacer.

C'est ce que paraissent avoir essayé l'auteur et le traducteur, je crois qu'on pourrait dire les deux auteurs, du livre que nous annonçons. Ce sont deux femmes. C'est donc décidément à des femmes que notre siècle aura dû ce qu'il possède de meilleur, à tous égards, sur la science de l'éducation ; et si quelqu'un de ces ouvrages était plus profond de doctrine, plus psychologique, plus libéral et plus applicable, vous verriez qu'il est sorti d'une plume chrétienne. Eh ! qui donc, toutes choses égales d'ailleurs, écrirait mieux sur l'éducation qu'une *femme chrétienne* ? Qui pourrait être plus vrai, plus délicat, moins systématique et moins roide ? Qui ferait aussi bien la part de toutes choses, et aurait, par l'effet d'un même principe, plus d'élévation tout ensemble et plus de mesure ? Je vois que je fais d'avance l'éloge du livre auquel cet article est consacré ; et, dans l'opinion de mes lecteurs, j'ajouterai quelque chose à cet éloge, en disant qu'il paraît écrit sous l'inspiration de Madame Necker, dont il se réclame souvent. Le besoin d'être ou de paraître neuf se satisfait à meilleur marché dans la création de systèmes singuliers ou exclusifs, qu'en ramassant, sur la grande route du bon sens, des idées de détail justes et intéressantes. Il est bien vrai que le bon sens lui-même *systématise*, en tant qu'il rattache ses conseils à des idées générales ou à des principes ; mais ce ne

sont pas là de ces systèmes qui valent le renom d'inventeurs à ceux qui les ont trouvés. Rien n'est plus modeste et plus simple que le plan du nouveau livre sur *l'Éducation de l'Enfance* ; mais rien n'est moins fragmentaire, moins décousu, moins marqué au coin de l'empirisme. Le premier chapitre, sur le but et les principes généraux de l'éducation, ramène toute la matière à quelques idées directrices, les seules auxquelles l'auteur reconnaisse un caractère absolu. Nous les transcrivons :

« 1° Gagner de vitesse les impressions mauvaises, « c'est-à-dire s'appliquer à les prévenir plutôt qu'à « tendre d'avoir à les corriger.

« 2° Inspirer à l'élève le goût de la vertu par les « exemples dont on l'entoure, autant que par les pré- « ceptes qu'on lui donne.

« 3° Veiller à ce que les heureuses dispositions mo- « rales de l'élève se consolident en habitudes, et, pour « atteindre ce but, suppléer par une surveillance ac- « tive à l'impuissance de sa volonté.

« 4° Envisager l'éducation dans ses rapports avec « le perfectionnement futur de l'élève, et non dans « ses résultats immédiats.

« 5° Déterminer enfin l'importance relative des dif- « férents résultats qu'on a en vue dans l'éducation, et « proportionner au rang que chacun d'eux occupe « dans l'échelle morale, le degré d'attention que nous « leur accordons, ainsi que les efforts que nous faisons « pour y atteindre. »

Il y a là, ce me semble, de la philosophie, et de la



bonne. L'idée qui y domine est éminemment évangélique, ce qui veut dire pour ceux qui s'y entendent, éminemment philosophique : c'est celle de « surmonter le mal par le bien, » ou d'absorber dans le bien le mal qui va naître, de noyer, pour ainsi dire, l'orgueil dans l'humilité, l'égoïsme dans l'amour, et ainsi du reste. Seulement, à ces mots : *le mal qui va naître*, j'ajouterais : *le mal qui est né* ; car enfin, nous aurons beau faire, le mal assez souvent nous gagnera de vitesse ; et même en sens absolu, il nous gagne de vitesse toujours, étant actuel et flagrant avant que nous ayons pu organiser le bien qui doit le supplanter. Nous ne nions pas la bonté du principe, ni par conséquent la possibilité de l'appliquer ; car il ne serait pas bon s'il n'était pas applicable ; mais nous croyons qu'il faut s'arranger pour *surmonter le mal par le bien* dans les cas mêmes où le mal n'a pas pu être *gagné de vitesse*. Au reste, l'auteur fait droit à cette observation dans plusieurs endroits de son livre, où le mal est supposé non-seulement possible, mais réel et advenu. Seulement j'aurais désiré que l'auteur eût montré avec plus de précision quel peut être, dans ces cas, l'usage de l'Évangile directement appliqué. Les moyens qui peuvent suffire quand la place est vacante, ne sont plus suffisants quand la place est prise. C'est le cas de faire remonter l'enfant plus haut que sa nature, et de lui donner contre lui-même, pour point d'appui, la pensée de Dieu, celle de la grâce, la contemplation de Jésus-Christ, la prière enfin, par conséquent tout ce qui peut élever l'âme de l'enfant, comme celle de



l'adulte, au-dessus des impressions sensibles et des suggestions de la nature. L'auteur, qui a déclaré avec tant de force (page 258) qu'une véritable vertu ne se forme que sous l'empire des sentiments religieux, sait mieux que nous que ces sentiments eux-mêmes sont impuissants et vains s'ils ne se rattachent aux idées spéciales d'un christianisme positif, aux noms propres et aux personnalités de l'Évangile. S'il en était autrement, il faudrait se hâter de rayer ces noms propres et d'effacer ces personnalités, qui ne sont rien, moins que rien, s'ils ne sont pas tout, dans la religion.

Après tant de livres sur l'éducation, je ne présu-  
mais pas qu'on pût, sur ce vieux sujet, dire encore tant  
de choses nouvelles. Et de fait, il est peu de pages,  
dans ce volume, qui ne présentent quelque observa-  
tion qu'on n'avait pas vue ailleurs, quelque pensée  
qui semblait avoir échappé aux esprits les plus atten-  
tifs. C'est qu'à vrai dire ce sujet de l'éducation est le  
plus vaste et le plus fécond, et qu'un champ tel que  
celui-là

. . . . . ne se peut tellement moissonner  
Que les derniers venus n'y trouvent à glaner.

Mais glaner comme le fait notre auteur diffère peu de  
moissonner; et les épis qu'elle ramasse sont beaux.  
J'en vais montrer quelques-uns à mes lecteurs, afin  
d'engager ceux d'entre eux pour qui *l'éducation de  
l'enfance* est un sujet d'un intérêt prochain à se pro-  
curer un ouvrage si peu volumineux, si plein de  
pensées intéressantes, de réflexions justes, et enfin si  
naturellement écrit et si facile à lire. Qui sait combien

de réformes salutaires cette lecture pourra suggérer à des parents sérieux? Tout respire dans cet ouvrage le désintéressement, la modestie, le désir du bien; tout semble dire que le véritable succès ambitionné par l'auteur ou les auteurs, c'est une meilleure éducation de la génération nouvelle. Je serais heureux de contribuer à l'accomplissement de ce vœu, en procurant à ce volume quelques lecteurs de plus.

— « Qu'arrive-t-il aux parents qui, durant les premières années de l'éducation de leurs enfants, s'amuse d'eux comme de jouets, encouragent leurs caprices, satisfont toutes leurs fantaisies sans s'inquiéter des résultats de cette conduite pour leur moralité? Comme ils ont été dirigés par l'impulsion du moment, par un engouement basé sur les charmes de l'esprit ou de la figure, comme ils n'ont eu en vue que leur propre satisfaction et non le perfectionnement moral de leurs élèves, cet enchantement, ce plaisir cessent lorsque la grâce et la gentillesse de l'enfance ont passé avec elle; ils s'aperçoivent alors des défauts dont ils ont eux-mêmes favorisé le développement, et ils adoptent un système tout opposé de sévérité et de contrainte.

« A peine est-il nécessaire de faire observer les graves inconvénients qui résultent d'une méthode où la faiblesse et la rigueur se succèdent sans motifs, qui émancipe les enfants à l'âge où il faut obtenir leur soumission, et qui les comprime à celui où il devient d'une importance toujours crois-

« sante que leurs parents obtiennent leur confiance  
« et leur affection. »

— « L'influence de la réputation de l'enfant est si  
« grande, tant sur lui-même que sur les autres, tant  
« sur l'avenir que sur le présent, que nous ne sau-  
« rions trop ménager cette fleur délicate. Quel n'est  
« pas le découragement de l'enfant qui sait qu'on a  
« conçu de lui une opinion défavorable, quel danger  
« n'y a-t-il pas à ce que ce découragement influe sur  
« tout le reste de sa carrière ! Que d'impressions  
« fâcheuses, enfin, ne conserveront pas contre lui  
« les confidents ou les témoins des plaintes indiscrètes  
« qu'ont faites sur ses défauts des parents irréfléchis !  
« Voilà ce que n'oublieront pas les parents prudents  
« et tendres. Jaloux de la réputation, de la moralité  
« de leurs enfants, ils répugneront à la seule idée  
« de proclamer leurs torts, et les corrigeront dans le  
« secret de leur famille. »

— « Une autre opinion non moins répandue, quoi-  
« que non moins erronée, et plus propre peut-être  
« encore à relâcher insensiblement les liens de fa-  
« mille, est de nous imaginer que nous ne soyons  
« pas engagés envers nos enfants par les considéra-  
« tions d'honneur et de justice qui régissent nos re-  
« lations avec nos semblables. Nous nous faisons  
« avec eux moins de scrupule d'oublier nos promes-  
« ses, de les offrir comme appât, et d'en négliger l'ac-  
« complissement, de disposer des objets qui leur  
« appartiennent, sans respecter leur volonté ou leur  
« convenance. Cependant la qualité de père ou d'in-

«stituteur ne donne pas à ceux qui la possèdent le  
 «pouvoir de fouler aux pieds les droits des enfants ;  
 «elle leur impose au contraire l'obligation de les  
 «respecter toujours , non-seulement parce que la  
 «place élevée qu'ils occupent leur commande une  
 «plus stricte observation de leurs devoirs, une sur-  
 «veillance plus attentive sur eux-mêmes, mais en-  
 «core parce qu'ils répondent devant Dieu de la mo-  
 «ralité de leurs élèves, et que rien n'est plus propre  
 «à dénaturer le caractère d'un enfant, à le rendre  
 «injuste, irritable, jaloux, que l'injustice dont il est  
 «victime. »

— «L'instituteur qui, pour former ses élèves à la  
 «probité, à la bonne foi, à la justice, n'a pas con-  
 «stamment en vue le développement du sentiment  
 «religieux dans leurs cœurs, qui ne s'en sert pas  
 «pour base et pour appui de leur moralité, ne  
 «produira qu'une œuvre imparfaite, en harmonie  
 «peut-être avec la tiède vertu du monde, mais nul-  
 «lement avec la vocation du chrétien. L'intérêt per-  
 «sonnel, le désir de jouir de l'estime des autres,  
 «fait naître un échange de procédés équitables,  
 «sans lequel l'état social ne saurait exister ; mais  
 «que cette vertu calculatrice est froide, rétrécie,  
 «quand on la compare à la vertu large, sensible,  
 «complète, du christianisme. L'influence du chris-  
 «tianisme est puissante en toutes choses, mais sur  
 «aucun point de morale elle n'est plus évidente,  
 «plus développée, plus féconde en admirables ré-  
 «sultats que dans tout ce qui se rapporte à la jus-



« tice ; elle en recule les limites, elle en fait une  
« vertu nouvelle. L'Évangile ne se borne pas à  
« dire : *Ne faites tort à personne* ; il dit : *Toutes les*  
« *choses que vous voulez que les hommes vous fassent,*  
« *faites-les-leur aussi de même* (1). Maxime simple,  
« belle et touchante, qui est à elle seule l'abrégé de  
« toute la morale, qui est à la portée de tous, qui  
« s'applique à toutes les positions comme à tous les  
« âges, qui unit enfin la justice par un lien d'amour  
« et de bienveillance à la plus belle des vertus, la  
« charité. »

— « La sévérité échouerait particulièrement contre  
« l'égoïsme, et risquerait même d'en accroître l'in-  
« tensité, en aigrissant l'humeur de l'enfant, en lui  
« fournissant un prétexte de se concentrer davantage  
« encore en lui-même, et en convertissant peut-être  
« en éloignement son indifférence. »

— « Les idées confuses et inexactes qui forment  
« ordinairement le fonds de la conversation dans le  
« monde, sont une preuve que si la véracité doit  
« être envisagée et recherchée comme une vertu, elle  
« a besoin qu'on la cultive comme un talent ; c'est-à-  
« dire qu'il ne suffira pas de dire à un enfant qu'il  
« doit respecter la vérité, et de le punir lorsqu'il y  
« manquera, mais qu'il faudra lui enseigner aussi  
« l'art d'être véridique avec exactitude. »

— « Ce n'est point une partie de l'éducation qu'il  
« faille négliger, que celle qui rend gracieux et  
« agréable. Accordons à l'apparence extérieure le

(1) Évangile selon saint Luc, VI, 31.



« degré d'attention qu'elle réclame ; ne feignons pas  
« de n'y mettre aucun intérêt, subterfuge inutile qui  
« ne trompe personne ; mais efforçons-nous d'inspi-  
« rer aux enfants un esprit de simplicité, de mo-  
« destie, et nous ne devons pas redouter l'effet  
« que produira sur eux la certitude de posséder une  
« jolie figure, ou la facilité de porter des vêtements  
« élégants. »

### III.

#### DE L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE.

(Tomes I et II de *l'Éducation progressive* de MADAME NECKER  
DE SAUSSURE.)

1832.

Dans des temps paisibles, l'apparition d'un livre comme celui-ci eût été un événement dans le monde littéraire et philosophique. Alors comme à présent il n'aurait trouvé qu'un public restreint et ne fût jamais devenu populaire; mais cette condition, qu'il partage avec les ouvrages de Bacon et de Montesquieu, ne l'eût pas empêché de prendre place parmi ces productions dont un pays entier compose la meilleure partie de son héritage de gloire. Aujourd'hui, comment pourrait vaincre la défaveur des circonstances, *fata aspera rumpere*, et jeter un grand éclat sur la scène littéraire, un ouvrage dont pas une ligne ne fait appel aux passions du jour, et consacré tout entier à des intérêts sans aucun rapport direct avec les préoccupations, les espérances et les craintes du moment? L'avenir de l'Europe, le seul du moins que sachent voir les masses, s'appelle *demain*; et quand il

s'agit d'*être* ou de *ne pas être*, la manière d'exister importe peu, ce semble. On nous parle de préparer la génération future, le siècle futur : ah ! c'est de *demain* qu'il est question, c'est demain qu'il faut régler ; c'est demain qui nous importe ; arrangez-le au gré de notre envie et selon la sagesse de nos passions ; nous vous tenons quitte d'une vue plus vaste ; à chaque jour sa pensée, comme à chaque jour sa peine : nous n'en demandons pas davantage.

Et nous, nous saluons avec respect l'œuvre qui respire une haute espérance et qui, au milieu de nos agitations civiles, construit en paix notre avenir. Nous remercions aussi, avec sensibilité, le noble et beau talent qui, nous entraînant dans une auguste solitude, loin de l'arène où luttent à corps perdu tous les éléments corrompus de notre nature, nous entretient de vérités sans date et sans âge, lave dans ses saintes pensées comme dans un pur Siloé nos pensées souillées et flétries, et détache nos regards de cette sagesse hautaine du monde, toujours le défi sur les lèvres, toujours la lance en arrêt, et plus avide, ce semble, d'adversaires que de partisans, pour les porter sur cette « sagesse qui vient d'en haut, la-  
« quelle est premièrement pure, puis paisible, mo-  
« dérée, traitable, point difficile et point dissi-  
« mulée (1). »

Tel est, on est heureux d'avoir à le dire, le caractère qui distingue, entre tant de livres modernes, et même entre bien des livres religieux, le bel ouvrage

(1) Épître de saint Jacques, III, 17.

de Madame Necker. La sagesse répandue dans l'*Éducation progressive* est bien la sagesse *d'en haut*, avec tous les aimables attributs qu'énumère l'Apôtre. C'est bien une inspiration chrétienne qui a soutenu, animé l'auteur ; et l'on sent de plus que cette inspiration s'est lentement épurée à travers les années, les épreuves et peut-être les douleurs. L'astre du jour, vainqueur des vapeurs de son midi, arrive radieux et pur à un occident sans nuages, d'où, avant de faire ses adieux à la nature, il lui verse les flots de la plus douce lumière. L'empreinte d'une haute maturité, le calme d'une conviction vieillie, sont remarquables dans l'ouvrage de Madame Necker, et paraissent jusque dans son beau style, plein d'émotion, de tendresse, et pourtant de repos et de mesure. On sent que le livre qu'elle nous donne aujourd'hui est un livre qu'elle a fait toute sa vie ; on sent que ce livre est une vie ; et quelle vie ! Le récit de toutes ses phases ne serait-il pas le plus bel accomplissement de l'engagement que l'auteur a pris envers nous dans son titre, le plus beau tableau de l'*Éducation progressive* portée jusqu'à cette époque heureuse où « un désintéressement plus « entier, une sérénité plus constante, je ne sais quoi « de sage, de paisible, de céleste, semblent entourer « d'avance un front vénérable d'une auréole d'im- « mortalité (1) ? »

En attendant, nous avons dans ces deux volumes, dont le premier a paru en 1828, l'histoire de deux périodes intéressantes de la vie humaine ; et c'en est

(1) Tome I<sup>er</sup>, page 18.

assez pour connaître à fond les principes auxquels l'auteur s'est proposé de rattacher toute son œuvre. Ces principes sont les plus complètement évangéliques qu'on puisse trouver, ce nous semble, dans aucun ouvrage français sur le même sujet. Le christianisme, qui s'assimile et ramène à sa propre nature toutes les parties de notre activité morale, a enseigné à Madame Necker à voir dans l'éducation une rédemption, une délivrance. Cette belle pensée de Claudius : « Dans « ton sein vit un noble esclave à qui tu dois la liberté, » semble avoir inspiré son ouvrage. Elle-même dit quelque part : « L'éducation ne veut que « rendre l'homme libre (1). » Le christianisme, et par conséquent l'éducation chrétienne, fait même cette œuvre deux fois. Elle met fin successivement à deux servitudes fort différentes, dont la dernière, si haute et si noble que, comparée à la première, on la nommerait volontiers liberté, n'est pas encore pourtant la liberté telle et si grande que l'a promise le Fils de l'homme à ceux qui croiraient en lui. Pour beaucoup d'âmes, il y a deux époques assez distantes l'une de l'autre. Le passage d'un mauvais maître à un meilleur, du tyran au roi constitutionnel, c'est-à-dire de la convoitise à la conscience, marque la première de ces époques ; mais cette révolution n'est pas encore l'affranchissement. La pleine et glorieuse liberté du chrétien est celle qu'enfante l'amour, alors que, sans cesser d'être soumis au même maître, il commence à le servir comme un père et comme un ami, alors que,

(1) Tome I<sup>er</sup>, page 31.



rapproché de lui de toute la distance de sa chaîne, il la porte sans la sentir. Tel est le but sublime que l'auteur propose à l'éducation ; soit à celle que nous donnons aux autres, soit à celle que nous devons nous donner à nous-mêmes jusqu'à la fin de nos jours. Mais cette grande vue, toujours présente à l'éducateur chrétien, se subordonne toutes ses pensées et ne les exclut point ; elle laisse beaucoup à faire à l'observation et à la méditation combinées ; à plus forte raison laisse-t-elle à disposer d'un vaste terrain l'auteur qui, comme Madame Necker, avant de partir, avec ses lecteurs, de cette idée, a d'abord besoin de les y conduire, qui même ne les y conduira pas directement, mais qui, pénétrant toute sa composition des idées et des sentiments dont elle est pénétrée elle-même, leur montrera, s'il est permis de s'exprimer ainsi, le christianisme à l'état de synthèse, en application, en vie, et cherchera à les tenter saintement par ce doux et magnifique tableau. « Ce livre, dit l'auteur, sera « religieux, je l'espère ; mais ce ne sera point un livre « d'édification, puisque l'observation de la vie telle « qu'elle est y domine, et l'esprit du christianisme « doit y régner sans qu'il y soit souvent fait allusion « à sa doctrine. Ce n'est pas toutefois que je regarde « la doctrine comme indifférente. Si le culte du cœur « est le premier de tous, la religion n'en repose pas « moins essentiellement sur une croyance, et la nature de cette croyance influe sur celle du culte « même et d'une multitude d'opinions. Mais, sincèrement attachée au christianisme, tel que l'ont envi-

« sage nos illustres réformateurs, je considère ici plutôt  
« ses effets que leur cause. J'en appelle au sentiment  
« qu'on devrait supposer universel chez des chrétiens,  
« à cette immense charité, pour laquelle le mot de  
« tolérance envers des frères est faible, injurieux  
« même, à cette charité dont l'exercice le plus difficile  
« et le plus fréquemment nécessaire consiste à pardon-  
« ner à ceux qui en manquent (1). »

Il en résulte que l'exposition de principes qui remplit tout le premier livre de l'ouvrage, ne sera pas textuellement l'exposition du dogme chrétien, mais sera telle du moins qu'a pu la concevoir et la tracer une personne à qui ce dogme, ou plutôt ces faits divins, sont tout à la fois bien connus et bien chers. Si l'auteur ne met pas entre les mains de ses lecteurs le flambeau de la Révélation, il est certain du moins qu'elle s'en est servie elle-même pour se tracer la route où elle veut se faire suivre par eux, et qu'aucune autre lumière n'eût pu lui faire découvrir. Peut-être, néanmoins, dans ce premier livre, où toutes les idées générales et hautes courent parallèlement aux grandes vérités révélées, et en sont comme le calque fidèle, une énonciation plus directe de celles-ci eût mieux éclairci telle ou telle des questions les plus profondes.

« Élever un enfant, c'est, dit l'auteur, le mettre  
« en état de remplir un jour, le mieux possible, la  
« destination de sa vie. Mais quelle est la destination  
« générale de la vie humaine? » Est-ce de perfectionner

(1) Tome Ier, pages 6-7.

nos facultés? Mais nos facultés n'étant que des moyens, leur perfectionnement ne peut être que *l'œuvre*, et non *l'objet* de l'éducation. Le but est plus loin. Est-ce le bonheur? On l'a dit : mais le cri de la conscience a dit le contraire; mais la morale a maintenu victorieusement ses droits à disposer elle seule du vrai bonheur; mais personne encore, à moins de se placer dans le point de vue du désintéressement, n'a pu dire du bonheur, ni ce qu'il est ni où il se trouve; mais le bonheur parfait, dans les vues terrestres, ne peut rien promettre de mieux que d'éteindre l'un après l'autre tous nos désirs, et par conséquent de s'annuler lui-même, puisque l'absence de tout désir serait la mort de l'âme; mais la recherche assidue du bonheur rend nécessairement plus poignantes d'autant les atteintes inévitables de la douleur; elle rend plus tendres à la souffrance ceux qu'elle a rendus plus vifs à la jouissance. Le bonheur ne saurait être le but de la vie et la loi de l'âme. Toutefois cet instinct est bien là. Faut-il le nier à lui-même? Non, pas plus que l'instinct moral. « Jamais, dit Madame Necker, on « n'expliquera les résultats contradictoires qu'offre « l'étude si compliquée du cœur humain, si l'on n'ad- « met en nous qu'un mobile. » Entre ces deux éléments, l'auteur propose un traité de paix que l'Évangile a apporté d'en haut. L'Évangile a reculé jusque dans le ciel la perspective du bonheur, et le bonheur du ciel est essentiellement la satisfaction du besoin le plus noble de notre nature, *la perfection*. Il semblerait que, donnant le change à nos désirs, il les entraîne,

au nom du bonheur, vers quelque chose qui est bien le bonheur sans doute, et même la suprême félicité, mais qui ne l'est que parce qu'il enferme en soi la perfection. Nous sera-t-il permis de dire, en reconnaissant la vérité et la beauté de ces idées, que l'Évangile offre peut-être une solution plus complète et plus simple? C'est plus directement que le christianisme répond aux inépuisables prétentions du moi humain. C'est par les apaiser qu'il commence. C'est en accordant tout à ses désirs qu'il en change pour jamais la direction. Le salut par grâce est son premier mot. Celui qui venait s'enquérir du prix du bonheur et qui se préparait peut-être à disputer sur les conditions, se voit accorder en pur don cette félicité tant désirée. L'égoïsme satisfait se retire, et laisse le chemin libre à l'amour que jusqu'alors il avait empêché d'avancer. Sur ce renversement du plan de toute morale humaine repose la morale de Dieu, qui donne avant de recevoir, sans garantie, sans mesure, avec abandon. Ainsi Dieu réconcilie deux éléments hostiles, et les force à s'entr'aimer; ainsi l'éternelle difficulté de la morale est enfin résolue.

Ces vues n'apporteraient, du reste, aucun changement à la marche des idées de l'auteur. Ce que nous avons dit ne se rapporte qu'au mobile de la vie; et c'est de sa direction ou de sa destination que l'auteur doit nous entretenir. Cette destination, n'étant pas le bonheur, doit être *la perfection*. Dans un chapitre, modèle d'analyse philosophique sans roideur et sans faste, l'idée de perfection est décomposée, ses éléments



distingués, et la perfection morale contemplée dans ses deux inséparables caractères, la raison et le dévouement. Mais il ne suffit pas à l'éducateur de la voir dans ce haut degré de généralité; c'est dans l'individu qu'il doit la produire, c'est sur un terrain donné qu'il doit bâtir; comment ne tiendrait-il pas compte des inégalités du sol? Chaque individu est appelé à être parfait, mais à sa manière; il ne serait pas même parfait s'il ne l'était pas à sa manière; un des caractères, une des conditions de la perfection, pour chaque individu, c'est de se conserver *soi*; une qualité étrangère au caractère de l'individu est par là même étrangère à *lui*; elle lui est appliquée, elle n'est pas en lui. Conserver cette originalité en la conciliant avec une règle qui n'a rien d'individuel, et dont la beauté même est dans son universalité, voilà un grand problème de l'éducation. Puis viennent les inégalités sociales; autant d'états, autant de destinations, autant d'idéaux, par conséquent autant d'applications diverses de la perfection. C'était ici l'occasion, et l'auteur ne l'a pas négligée, de parler de ce fonds de culture qui doit être commun à toutes les classes de la société, de l'influence des lumières sur le sort des classes inférieures, et des conditions auxquelles ces lumières y propagent et y entretiennent la moralité.

Mais on ne peut pas regarder la perfection comme un état arrêté, où l'on puisse porter, puis laisser l'élève. La perfection consiste essentiellement dans une impulsion soutenue vers le perfectionnement. C'est cette impulsion surtout que l'éducation doit donner :



tâche qui n'est pas même à moitié remplie lorsque vous avez fourni à l'élève des moyens hors de lui ; le principal moyen est en lui, c'est la volonté ; la volonté est la force vive sur laquelle doit se diriger le principal intérêt de l'éducateur.

Les devoirs de l'éducation, sous le rapport de la volonté, se réduisent à trois principaux : à la fortifier, la diriger, mettre à sa portée un secours où elle soit sûre de pouvoir puiser dans toutes ses défaillances, et qui maintienne toujours à son premier niveau cette source d'énergie. En traitant du premier de ces devoirs, Madame Necker signale avec beaucoup de raison le tort le plus commun de l'éducation, celui de briser, d'annuler la volonté, le premier élément de notre dignité morale. Nous abondons dans son sens, et nous regrettons que des vues religieuses erronées, qui n'ont aucun appui dans l'Évangile, aient accrédité dans la plus haute sphère des affections humaines l'erreur que relève l'auteur de l'*Éducation progressive*. Il semblerait, à entendre bien des personnes, que le propre du chrétien, de celui à qui Dieu a promis le *vouloir* avec le *faire*, soit précisément de ne plus vouloir, comme si au contraire sa volonté, mieux dirigée, ne devait pas devenir aussi plus intense ! Écoutons, sur le premier des soins dont la volonté doit être l'objet, la haute raison de notre auteur :

« Est-il accordé aux instituteurs d'augmenter chez  
« un enfant l'énergie morale ? Je l'ignore, mais il me  
« paraît certain qu'il leur est extrêmement facile de  
« la diminuer. C'est peut-être à cet égard que nous

« commettons le plus de fautes... Malheureusement  
« l'éducation presque entière tend à ébranler la fer-  
« meté; elle n'est le plus souvent, à vrai dire, qu'un  
« système de moyens pour affaiblir la volonté. Per-  
« suasive et insinuante, elle l'empêche de se former;  
« sévère ou inflexible, elle la fait ployer ou la brise.  
« Elle vise à faire contracter de bonnes habitudes, et  
« le propre des habitudes est précisément d'obtenir  
« des actions sans le concours de la volonté; elle tire  
« un grand parti de l'instinct imitateur qui produit  
« un effet semblable. Heureuse quand elle peut se  
« passer d'user de mauvaise foi; exemple le plus per-  
« nicieux de tous, non-seulement pour la moralité,  
« mais encore pour l'énergie !

... « Quelle que soit l'importance de cette qualité,  
« la raison qu'ont les instituteurs pour ne pas en  
« favoriser le développement est bien simple : c'est  
« qu'ils la rencontrent sans cesse comme obstacle  
« dans l'éducation. Tout ce qu'ils désirent donner à  
« l'enfant, instruction, application, sagesse, généro-  
« sité, bonnes manières, exige le sacrifice continu  
« de sa volonté. Diminuer l'énergie de cette faculté  
« est un parti tellement commode, qu'on le prend  
« souvent sans y songer. Peut-être qu'en y songeant  
« on se conduirait encore de même. Quand les écarts  
« de la volonté sont toujours à craindre, quand on  
« est loin et bien loin encore d'être rassuré sur sa  
« direction, comment travailler sérieusement à lui  
« faire prendre une force qui pourrait n'être qu'un  
« danger de plus ?

« L'éducation doit, selon moi, compter assez sur  
« ses ressources pour ne pas redouter d'avance le  
« développement de la fermeté, et puisque le gou-  
« vernement des parents ou des instituteurs a néces-  
« sairement une influence répressive, puisque les  
« usages de la société en ont une aussi, puisque la  
« marche de la civilisation a détruit nombre de  
« préjugés qui étaient des sources d'énergie, il serait  
« bien essentiel de compenser ces divers effets, et  
« de rendre aux enfants, qui sont les hommes de  
« l'avenir, le nerf et la vie dont le germe paraît leur  
« avoir été accordé par le Créateur (1). »

Toutefois, donner de l'intensité à la volonté, c'est  
l'armer pour le mal comme pour le bien. Le prix  
de cette énergie est entièrement subordonné à son  
emploi, par conséquent à sa direction. Quels seront  
les directeurs, ou, comme le dit ingénieusement  
l'auteur, « les ministres responsables » du monarque  
de l'âme ? Il est assez général de prétendre charger  
de ces fonctions la raison ; mais la raison n'est pas  
le mobile de nos actions ; elle est plutôt le régulateur  
des mobiles qu'elles peuvent avoir ; et dans le dé-  
ploiement le plus avantageux de sa force, elle ne  
sait guère que réprimer. Encore n'est-ce qu'à la  
longue et dans un vaste ensemble de volontés que  
ce pouvoir de répression est bien sensible ; pour  
être amené à le lui reconnaître, il faut interroger  
les siècles et l'histoire ; on apprend d'eux que la  
raison universelle est quelque chose, probablement

(1) Tome I<sup>er</sup>, pages 73-80.

parce qu'elle ne rencontre point, comme la raison individuelle, la puissance et la résistance dans le même sujet. La raison individuelle, soumise à ce grave inconvénient, n'a guère qu'une influence négative, et même elle ne peut l'exercer qu'à condition de trouver un point d'appui tout préparé dans quelque instinct de notre âme ou dans quelqu'un des besoins de notre nature ; ces instincts, ces besoins, voilà nos véritables mobiles, les souverains du souverain, les arbitres de la volonté et de la vie ; c'est donc eux qu'il s'agit de modifier ou de gagner. Or, il y en a de bien des sortes, depuis l'égoïsme brut jusqu'au sentiment religieux. Les premiers, tous relatifs à l'amour du moi, ne demandent point de culture, et l'éducation ne leur doit guère autre chose que de les modérer. Ce sont les autres qu'il faut cultiver et fortifier. Sans doute ici la raison est nécessaire : « Les sentiments, dit Madame Necker, sont « impétueux, aveugles, sujets à une dangereuse exal-  
« tation ; mais ce sont les forces vivantes de l'âme.  
« Cultivons-les chez nos enfants, de pair avec l'intel-  
« ligence ; ne les laissons pas sans aliment dans leur  
« cœur ni sans exercice dans leur vie, et ne nous  
« reposons pas entièrement sur la raison. Pensons  
« que la plupart des maux de ce siècle sont dus à  
« cette personnalité systématique qui laisse les indi-  
« vidus sans énergie, comme le corps politique sans  
« vigueur. Quand on n'est attaché à rien, il faut bien  
« s'attacher à soi-même. L'égoïsme n'est qu'un mot  
« plus amer pour désigner l'indifférence ; l'amour



« de soi est l'héritier naturel de tous les autres  
« amours (1). »

Mais quand vous avez fait, à ces différents égards, tout ce qu'il est humainement possible, une découverte imprévue vient vous abattre : cette volonté que vous avez cherché à fortifier, à diriger, il lui reste, malgré tous vos soins, un fonds d'infirmité irrémédiable, qui se montre jusque dans les déterminations dont un intérêt personnel et pressant est le premier mobile. Il y a, dans cette âme qui veut, une altération organique que tout l'art humain ne saurait guérir. Appellerez-vous la volonté au secours de la volonté ? Le simple énoncé de cette supposition l'accuse d'absurdité. Aurez-vous recours à la raison ? Vous avez vu ce qu'elle est et ce qu'elle peut. Il faut, pour imprimer à l'âme un mouvement qui la porte au delà du terme où ses forces l'abandonnent, il faut trouver un point d'appui hors d'elle. « Que faire ? dit « l'auteur. Nous prosterner aux pieds de l'Être su-  
« prême , nous plonger dans cette immensité de  
« consolations et de secours, puiser à la source de la  
« vie, et nos forces abattues se relèveront dans notre  
« sein. Instinct éternel, pente irrésistible de notre  
« âme, besoin d'excellence, d'ordre et de grandeur,  
« harmonie de l'univers qui nous gagne à l'idée du  
« Créateur de l'univers, tout tend à dissiper une  
« ivresse fatale, à faire luire un jour plus pur dans  
« notre cœur. Le calme des régions célestes semble  
« s'y répandre ; une impression profonde et solen-

(1) Tome 1<sup>er</sup>, page 103.

« nelle est pour nous l'annonce d'un état nouveau,  
 « état à la fois humble et sublime, où la volonté se  
 « soumet, où les intentions se purifient, où nous  
 « acceptons l'avenir quel qu'il soit que Dieu nous  
 « destine, et où il semble que sa loi sainte se pro-  
 « clame au dedans de nous. La prière, enfin, refuge  
 « sacré où nos passions n'osent nous poursuivre,  
 « source où se restaure la vie de l'âme, la prière a  
 « sur notre cœur une influence puissante, immense,  
 « infaillible peut-être, et celui qui ne l'a pas éprou-  
 « vée n'a pas invoqué Dieu avec assez de persé-  
 « véranee et de foi. *Esclaves par nos passions*, a dit  
 « Rousseau, *nous sommes libres par la prière* (1). »

Mot bien remarquable dans la bouche d'un tel homme, s'il l'a dit dans le sens de Madame Necker ; si le résultat de la prière était, dans sa pensée, autre chose qu'une modification de nous par nous-mêmes, autre chose qu'une heureuse déception par laquelle nous nous donnons ce que nous croyons recevoir ; si c'est une prière qui va à Dieu, non à nous ; si, sous le nom du Très-Haut, ce n'est pas nous-mêmes que nous invoquons ; mais la pensée de Madame Necker nous importe plus ici que celle de son célèbre compatriote ; revenons à elle, et suivons-la jusqu'au bout de l'admirable avenue de son ouvrage.

Cette impulsion énergique, qui traversera sans s'anéantir les alternatives de la volonté, qui même « soustraira l'élève à ces tristes variations qui sont « pour tous un sort inévitable, » puise sa force dans

(1) Tome I<sup>er</sup>, page 110.

les vérités particulières qui font du christianisme une religion positive. Le christianisme a tout à la fois des exigences insatiables et des secours inépuisables. Il donne un besoin immense de perfection, il donne des espérances proportionnées à ce besoin. Il ne fait grâce à aucune des laideurs de notre âme, nous les présente toutes dans un impitoyable miroir, et ne permet pas à cette vue même de nous décourager jamais. Il ne montre pas un point donné où il s'agit d'arriver et de s'arrêter ; il indique une route qu'il faut suivre, route qui s'enfonce et se perd dans l'infini, mais où Dieu lui-même marche toujours à notre côté. Il montre un modèle qui est la perfection même, et il sait le secret de nous porter à n'en vouloir point d'autre. Ce modèle nous poursuit partout, s'empreint pour ainsi dire dans nos regards mêmes, les empêche de tomber plus bas. C'est que nous aimons ce modèle ; c'est qu'il nous a forcés à l'aimer, par la sainte violence et l'excès de l'amour par lequel il nous a prévenus. « Le besoin si impérieux pour ceux qui aiment, de se mettre en harmonie avec l'objet de leur dévouement, ce besoin devient celui d'une amélioration constante (1). Le désir, le besoin constant de se perfectionner au fond de l'âme, la ferme intention de poursuivre un tel dessein, quel qu'en soit le résultat au dehors, cette intention ne sera jamais fondée sur des motifs purement humains. L'amélioration progressive du cœur ne peut être que religieuse (2). »

(1) Tome I<sup>er</sup>, page 117.(2) Tome I<sup>er</sup>, page 115.

Nous nous étions proposé, après l'analyse de l'introduction générale de l'ouvrage, de passer immédiatement au second volume, le seul que nous ayons voulu annoncer (1); mais, pour demeurer fidèle à ce dessein, il eût fallu ne point relire le premier volume; et, après l'avoir relu, nous n'avons pu résister au désir d'en parler à nos lecteurs. Cette philosophie qui vient s'asseoir auprès du berceau d'un petit enfant et développe lentement ses langes pour l'étudier à loisir, est la plus haute philosophie; non-seulement dans ce maillot est l'homme futur, et par conséquent un digne objet de notre attention; mais, comme si cette chétive créature était plus près de sa divine origine, comme si elle en portait plus visiblement l'empreinte, elle nous laisse apercevoir dans les faibles rudiments de sa vie intérieure d'admirables vestiges de la main qui l'a formée, vestiges qu'il faut se hâter d'observer, parce qu'ils ne tarderont pas à disparaître. Des philosophes, moins observateurs que logiciens, avaient déclaré que l'homme n'apportait dans le monde que ses sens; ils ajoutaient que ces sens, modifiés par les objets extérieurs, formaient à leur tour la raison, et que des combinaisons de la raison avec les penchants naturels naissait enfin la morale. De ces suppositions ils avaient conclu tant bien que mal le matérialisme. Ce système nous paraît aujourd'hui bien peu solide, et le long crédit dont il a joui nous étonne; mais ce

(1) Ces articles ont été écrits pour le *Semeur* à l'occasion du second volume de l'*Éducation progressive*, publié en 1832, quatre ans après le premier. (*Éditeurs.*)



qu'il y a de plus étonnant, c'est que ceux qui l'ont introduit et propagé aient cru marcher, mieux que personne, dans les voies de la philosophie de l'observation. S'ils eussent été observateurs, sans doute au lieu d'animer une statue, comme l'a fait Condillac, ils eussent étudié l'homme lui-même au sortir des mains de son Créateur ; ils auraient recueilli, comme l'a fait Madame Necker, les premiers et les moindres indices de la vie morale ; ils auraient découvert chez l'enfant des mouvements intérieurs qui ne se peuvent expliquer ni par les sens qui n'y ont évidemment aucune part, ni par la raison qui n'est point encore éveillée ; ils eussent été contraints de reconnaître que l'enfant reçoit dès sa première heure, sans en avoir la conscience, un enseignement intérieur, un enseignement merveilleux, qu'il faut appeler *instinct* et rapporter à Dieu ; ils eussent compris que ces *instincts*, avant toute autre manifestation, marquent dans l'homme la place de l'âme, et témoignent de la présence d'un élément immatériel au sein de cet organisme vivant ; puis, poursuivant leurs observations, et voyant éclore d'autres instincts sans aucun rapport à la conservation de l'être et à ses besoins, et particulièrement cette divination par laquelle l'enfant lit dans l'expression des traits de ceux qui l'environnent, la sympathie, l'amour et la douleur, ils eussent reconnu encore plus distinctement dans ce don merveilleux la main d'un Dieu qui, dès l'origine, a préparé l'homme pour l'homme, et dans les premiers rudiments qu'enferme le sein maternel a jeté les fondements de la so-

ciété humaine; ils eussent reconnu la réalité d'une essence différente de la matière, puisque la matière ne saurait rendre compte de ce phénomène étrange. De telles observations font paraître le matérialisme bien superficiel, et ne lui laissent qu'à peine le mérite de la bonne foi.

L'avantage de l'ouvrage de Madame Necker est d'être, avant tout, une histoire. Avant d'énoncer aucune règle, elle raconte des faits. Ces faits, elle les voit à la lumière pure d'un esprit candide, non à travers le milieu toujours trompeur d'une théorie. Elle ne contraint pas le développement de l'âme enfantine à se plier à notre logique, ni la Providence à raisonner comme nous. Il résulte, au contraire, de plusieurs de ses observations, que les premiers progrès de l'homme intérieur chez l'enfant suivent un ordre inverse de celui que nous leur eussions assigné; que l'œuvre, en bien des points, débute par la fin; et que c'est plus tard seulement que la raison prend tout son rôle, et le développement de l'être humain une marche vraiment logique. Partout, à cette aurore de la vie, Dieu est immédiatement la lumière de l'enfant, et pour ainsi dire, son âme; l'inspiration préside au premier essor de cette mystérieuse existence; une admirable divination se révèle dans le petit enfant; et, à défaut de l'intelligence qu'il n'a point encore, on pourrait dire qu'il a du génie. Il ne faut pas s'étonner, après cela, du sentiment que Madame Necker éprouve pour l'enfant au berceau : c'est un tendre respect, une sorte de piété; car ce n'est point seulement l'homme

futur, le membre en espérance de la société humaine qu'elle voit en lui ; le présent la saisit autant que l'avenir ; le présent lui montre l'œuvre palpable, soutenue, progressive de Dieu, Dieu lui-même façonnant de sa main la créature qu'il va nous confier, Dieu son premier éducateur, son premier maître, partageant, si je l'ose dire, les soins de la mère, veillant aux développements intérieurs de ce nourrisson, dans le temps où la mère ne lui rend guère que des services tout extérieurs ; en un mot, renouvelant pour chaque homme ce qu'il fit pour le premier des humains, alors qu'après l'avoir pétri du limon de la terre, il lui « souffla une âme » et lui enseigna à vivre. C'est donc toujours Dieu que Madame Necker voit dans l'enfant, et pour elle l'éducation est une sorte de culte, une adoration pratique du « Père des esprits. »

La même méthode qui, individuellement, a fait du livre de Madame Necker un livre de religion, en a fait un beau traité de psychologie. Sans le prétendre, elle a peut-être indiqué aux scrutateurs de l'esprit humain le point de départ qu'ils auraient dû prendre. Ne serait-ce point dans les premiers développements de l'esprit enfantin qu'il aurait fallu étudier la nature intime de l'esprit humain et le rapport mutuel de ses différentes facultés ? Quant à nous, il nous semble avoir trouvé dans les détails que Madame Necker démêle et apprécie avec tant de sagacité, plus de lumière que dans bien des livres de psychologie ; et nous espérons que la science s'abaissant avec notre auteur près du berceau des nouveau-nés, lui devra plus d'une

donnée intéressante, et la solution de plus d'une énigme.

Il est inutile de dire beaucoup de choses sur la méthode de l'auteur, considérée dans ses rapports directs avec l'intérêt de l'éducation. Ce serait empiéter (et certes nous nous en garderons) sur le chapitre intéressant que l'auteur a consacré à ce sujet (1). C'est après avoir démontré les avantages de la méthode historique ou d'observation pour le perfectionnement de l'art de l'éducation, que l'auteur entre en matière, c'est-à-dire se met à observer. Elle s'approche du nouveau-né, assiste aux premiers symptômes de sa vie sensitive, à la naissance des premiers instincts, aux premiers éclairs de la sympathie, alors que « l'âme nouvelle « semble en deviner une autre, et lui dire : *Je te con-* « *nais*, » alors que « l'enfant, qui n'a encore rien « discerné, prévoit la bonté et l'amour. » Elle fait ressortir la valeur de ses instincts, « rayons directs de la lumière d'en haut. » Elle fait voir que la plupart de ces instincts sont désintéressés, ne correspondant à aucun besoin. Alors déjà, le rôle de l'éducation commence ; elle se rattache à ces instincts et aux sensations de l'enfant. « Varier sans excès les sentiments « de l'enfant, en y faisant intervenir son moral le « plus possible, telle est l'éducation de l'intelligence « dans le premier âge. » Quant à celle du cœur, elle se borne à nourrir de certaines dispositions, où la morale proprement dite n'est point contenue, mais qui faciliteront pour la suite une culture approfondie. Le calme in-

(1) Le premier du second livre.



térieur, la sérénité, la bienveillance sont les dispositions qu'il faut s'attacher à former dans la première année.

Dans la seconde année, la vie relative s'accroît. L'imitation, la disposition à recevoir l'influence d'autrui, le besoin d'influer à son tour, se développent chez l'enfant. Chacun de ces éléments, à mesure qu'il paraît, devient entre les mains de la mère un moyen d'éducation, dont il faut toutefois n'user qu'avec précaution. Le plus précieux parti qu'on puisse tirer de ces dispositions, c'est d'apprendre à l'enfant à aimer. Dans ce temps où, par une disposition toute providentielle, il vit moins de sa vie que de la nôtre, où, éveillée au besoin de se communiquer et de se répandre, l'âme cherche l'âme, il ne faut que répondre à cette demande d'amour pour produire l'amour dans le cœur de l'enfant. Et si c'est bien de l'amour qu'on lui donne, non d'amollissantes caresses, si on lui épargne la vue d'une impatience et d'une colère qu'il ne comprendrait pas, et qui n'amèneraient que l'aversion à la suite de l'effroi, vous pouvez donner à cette jeune âme la direction la plus généreuse ; et ce profit ne vient pas seul : l'intelligence s'anime aux rayons de l'amour.

Les premiers essais de la parole occupent alors l'attention de l'auteur. Un résultat intéressant de ses observations, c'est que le besoin n'est pas le premier mobile du langage ; l'enfant ne parle pas d'abord pour demander, ni même pour communiquer : il parle pour parler, et la parole est encore un de ces instincts désintéressés que l'auteur se plaît à relever chez l'enfant. Une discussion curieuse sur l'origine des termes



généraux se fait remarquer dans ce chapitre; Madame Necker n'admet pas que l'enfant généralise à la manière de l'homme fait, c'est-à-dire par voie d'abstraction, mais par une reconnaissance vague et prompte de la parité des objets. Il compose toujours plus qu'il ne décompose; il n'a pas encore, comme nous, échangé son monde d'impressions immédiates contre un monde de notions artificielles; il n'a pas, comme nous, converti son numéraire en papier. C'est un effet de nos généralisations ou de nos abstractions, que de nous éloigner, en beaucoup de choses, des idées concrètes ou des réalités; les mots, bien souvent, nous montrent moins les choses qu'elles ne nous les dérobent; ils se mettent entre le monde et nous, et, contents de ces signes, comme s'ils portaient en eux la chose signifiée, comme s'ils étaient la substance même de nos jugements, contents de ces agents, qui font pour ainsi dire l'office de courtiers entre nous et la vie, nous nous passons trop du contact de la réalité elle-même, nous négligeons trop de nous y retremper, et la parole supplante la vie. Tel est le danger auquel l'exercice de la parole ou de l'analyse expose plus ou moins ceux qui s'y livrent. « Plus les mots, dit Madame Necker, jouent un rôle important dans l'exercice de la pensée, plus les images reculent au loin, et plus la scène est décolorée. Le moment brillant de notre existence est celui où les images et les impressions, également abondantes, marchent de pair, s'appellent et se répondent avec facilité, en offrant une heureuse harmonie. Quand il n'en est plus

« ainsi, quand les tableaux viennent à s'effacer, et les  
« sentiments qu'ils excitaient à se refroidir, alors les  
« mots peuvent régner seuls, vains simulacres de  
« pensées éteintes, représentation mensongère qui  
« bientôt ne produit plus même d'illusion. Tel serait  
« l'effet infallible de l'âge, si l'on n'entretenait pas  
« dans l'âme un foyer de vie et de chaleur (1). »

Avec les progrès naturels de l'âge, et à mesure qu'il offre plus de points d'appui, l'éducation avance. Dans la deuxième et la troisième années, il s'agit surtout de créer des habitudes, non pas que l'homme doive devenir « un faisceau d'habitudes, » mais plutôt un faisceau de sentiments et d'idées morales serré par les habitudes. C'est à cet âge qu'on peut obtenir à titre d'habitudes ce qu'il serait peut-être plus difficile d'obtenir à titre de devoirs, « ainsi certaines obligations, « en quelque sorte matérielles, celles qu'imposent « notre nature physique et les conventions tacites de « la société, » les habitudes d'ordre, la propreté, la décence, le respect pour la propriété, la politesse, mais surtout l'obéissance. L'auteur consacre un chapitre à cet important sujet; et rien n'est plus fort, selon nous, que la manière dont elle plaide auprès des parents la cause de leur autorité même; toute cette argumentation a pour nous le cachet d'une évidence complète.

Dans la troisième année, avec un surcroît de forces, naît le besoin d'action, d'action sans but, sans autre intérêt que l'exercice même des forces. Il faut fournir à ce besoin d'agir un aliment; l'auteur entre à ce sujet

(1) Tome I<sup>er</sup>, page 233.

dans différents détails, et s'attache surtout à montrer combien facilement ce besoin d'action pourrait être tourné au profit du perfectionnement moral de l'enfant.

De l'activité, l'auteur passe à la vérité de caractère. Que ne pouvons-nous transcrire en entier cet admirable chapitre ! Jamais, ce nous semble, la beauté de la vérité, son rapport intime avec la dignité de notre nature, son importance sociale, n'ont été sentis plus vivement, ni retracés avec plus d'éloquence. Hélas ! cet auteur si tendrement attaché à l'enfance, mais qui ne sait point la flatter, a découvert l'hypocrisie jusque dans les premiers épanchements de l'âme enfantine ; elle a reconnu que l'homme est menteur dès le commencement, menteur à l'âge de la candeur et de l'ingénuité : que sera-ce plus tard ? qu'est-ce de nous tous, engagés dans une société qui a répandu le mensonge comme l'huile entre ses rouages criants et durs ? L'influence de la vérité de caractère n'a pas été oubliée par l'auteur. Quel sujet de méditation pour certains pays, que les paroles suivantes : « Quand on « voit des peuples entiers succomber sous le poids des « maux attachés à la dépréciation du langage ; quand « on voit que, dans leur infortune, ils excitent à peine « la pitié ; que des êtres distingués par les dons les « plus brillants, les plus propres à émouvoir l'imagi- « nation des autres hommes, dans l'impossibilité de « produire de l'impression, tombent dans le décou- « ragement, ou sont réduits à recourir à une exagé- « ration ridicule, symptôme et effet désastreux du mal « qui afflige leur nation ; quand, au contraire, on voit

« combien les paroles rares et mesurées peuvent im-  
« poser du respect chez d'autres peuples, comment  
« ne pas mettre le plus grand soin, dans l'éducation  
« publique et particulière, à relever le prix du signe  
« représentatif de la pensée (1)! »

Sous un rapport différent, le chapitre suivant, qui traite de l'imagination à trois ans, n'est guère moins remarquable. Il est plein des observations les plus intéressantes, dont quelques-unes, je crois, sont tout à fait neuves. On sent quel parti l'on peut tirer et quel abus on peut faire de cette faculté. L'auteur indique les règles et signale les écueils.

Mais enfin l'être moral se révèle. D'entre la sympathie et l'affection filiale la conscience se dégage peu à peu, indépendante, individuelle, ne reconnaissant plus de lois absolues que les siennes. Les habitudes avaient été préparées pour la recevoir, avaient été formées en vue d'elle; elles n'ont fait que balayer et orner le palais de leur souveraine. Elle vient; mais dans quel état trouve-t-elle la demeure qu'on lui prépare? En d'autres termes, quelle est la vraie condition de l'âme? Madame Necker se prononce pour le dogme de notre corruption originelle; et à ses yeux cette corruption n'est pas négative seulement, comme quelques-uns l'ont pensé, mais positive. Après avoir donné de riches développements à sa pensée, elle se propose une objection. « Cette doctrine est dangereuse, dira-t-on. On prépare, en la professant, trop d'excuses à la faiblesse. L'essentiel est de savoir si, en ne la

(1) Tome 1<sup>er</sup>, page 285.



« professant pas, on lui prépare assez de secours. Il  
« n'y a de dangereux que l'erreur. Il est inutile d'es-  
« pérer qu'on puisse former la moralité avec d'autres  
« éléments qu'avec ceux de la nature humaine ; il l'est  
« surtout de supposer que, si l'œuvre pouvait être  
« exécutée, elle fût susceptible de se conserver. Si l'on  
« ne s'est pas d'avance assuré de la solidité du terrain  
« sur lequel on a bâti, si l'édifice a été construit sur le  
« fondement trompeur de la pureté naturelle, quand  
« les vents se sont déchaînés, quand les eaux se sont  
« débordées, quand le torrent grossi a heurté contre  
« les murs, la maison est tombée, et la ruine en a été  
« grande (1). »

Cette connaissance du véritable état de notre nature nous fait sentir la nécessité de recourir plus haut que notre nature. La religion seule pourra fermer cette grande plaie ; la religion, dis-je, et non la pensée religieuse. C'est bien ainsi que l'entend notre auteur. Pour elle, la religion est bien un fait en dehors de nous, destiné par la Providence à agir sur nous, non-seulement par son énergie intrinsèque, mais par l'action de l'Esprit de Dieu qui le recommande à notre esprit. Mais il n'en est pas moins vrai que, même dans le sens le plus général, la religion est nécessaire à l'homme ; et il est bien étonnant que les chrétiens soient seuls à reconnaître franchement et à sentir vivement cette nécessité. La philosophie aussi devrait s'empresser de dire que la religion seule complète l'homme, et que, sans cet élément supérieur, la plus

(1) Tome I<sup>er</sup>, page 331.

belle des existences humaines ne sera jamais qu'une existence mutilée. « L'âme qui n'exerce pas toutes ses  
« forces subit un appauvrissement partiel, sans pouvoir se figurer ce qui lui manque. Un jeune cygne, « élevé loin de l'eau, n'aurait pas l'idée distincte de « l'eau, mais il languirait ; tour à tour agité, inquiet, « ou livré à l'abattement, sa tristesse, sa maigreur, la « teinte jaune de son plumage indiqueraient assez que « sa destination n'est pas remplie. A l'aspect d'une « mare infecte, il pourrait s'y précipiter, et ce noble « oiseau nageant dans la vase ne paraîtrait qu'un être « vil, rebut et honte de la création. Mais donnez-lui la « source vive ; que l'onde pure du grand fleuve vienne « à restaurer sa vigueur ; et vous verrez ce qu'est le « cygne. En peu de jours, sa blancheur éclatante, la « grâce, la majesté, la rapidité de ses mouvements « vous montreront quelle était sa nature, quel élément « avait manqué à son développement. — Telle est « notre âme : elle peut vivre sans adorer Dieu, mais « languissante et desséchée ; elle peut donner le change « à ses désirs et se plonger dans la superstition. C'est là « ce qu'on voit sur les bords du Gange ; mais sur ceux « de la Tamise, mais sur les rives de l'Atlantique où « s'élève un monde nouveau, on apprend quel est « l'essor que la religion donne à l'âme (1). »

Mais faut-il peut-être, par ménagement pour la faiblesse de l'âge, par respect pour la religion même, n'en occuper que la dernière période de l'enfance ? Ce n'est point l'avis de Madame Necker. Elle ne veut pas subor-

(1) Tome 1<sup>er</sup>, page 336.

donner aux progrès de l'intelligence une relation qui peut être contemporaine des premières relations du cœur. La religion naturelle ne saurait être facilement conduite auprès des berceaux ; mais le Dieu de Jésus-Christ veut être le Dieu de tous. « Se plaçant dans  
« l'immense intervalle qui sépare des êtres bornés de  
« l'Être infini, des malheureux de la source du bonheur, des pécheurs de la sainteté éternelle, il rapproche Dieu de nos cœurs, il le met à notre portée,  
« à celle des plus humbles d'entre nous. Cette innombrable multitude condamnée à rester étrangère au  
« langage des esprits cultivés, entend un autre langage ; les ignorants sont appelés, l'âge tendre est  
« appelé, tout marche dans la race humaine. Partout  
« où se trouvent les dispositions si particulières à l'enfant, l'amour, la confiance, la soumission, on voit  
« Jésus-Christ s'offrir pour guide. En disant : *Laissez venir à moi ces petits enfants*, il semble nous avoir ré-  
« vélé et notre devoir comme parents, et l'esprit général de son culte (1). »

Entre les avantages que voit l'auteur à cultiver de bonne heure le sentiment religieux dans le cœur des enfants, elle compte celui d'épargner à un âge plus avancé la crise d'une conversion subite. Avant tout, ce nous semble, une telle éducation a pour avantage de donner plus de chances à la conversion. Cet événement, sans doute, n'est pas nécessairement subit ; mais, en thèse générale, une révolution est réservée pour l'époque où toutes les facultés ont pris leur essor,

(1) Tome 1<sup>er</sup>, page 342.

et où l'être humain a expérimenté la vie. C'est alors seulement que cet être peut bien sentir tout ensemble la nécessité et la difficulté de croire, et que son cœur, se rendant une seconde fois, se rend pour toujours. Les convictions fortes et, si l'on me permet de parler ainsi, l'originalité chrétienne, sont sans doute préparées et plus ou moins garanties par la culture religieuse des premières années ; mais elles ne tiennent ordinairement leur réalité entière et leur vie que d'une épreuve, que d'un combat plus ou moins rude, qui les retrempe et les renouvelle. Témoin des grands inconvénients des conversions soudaines, et toujours disposé à douter de leur réalité jusqu'à ce que le temps y ait apposé son sceau, j'ai été témoin également de la pâleur du christianisme de ceux qui, pour ainsi dire, nés convertis, ont conservé sans lacune, de l'enfance à l'âge mûr, la somme complète des croyances qu'on leur avait inculquées ; et peu s'en faut que je n'aie souhaité à ces âmes enchaînées dans un calme plat, les nuages momentanés du doute et la tempête des passions. C'est peut-être à l'absence de tout combat que nous devons cette foule de chrétiens fort exacts, mais fort vulgaires, qu'il serait difficile peut-être de distinguer des mondains honnêtes gens autrement que par un sentiment de sûreté, pure et simple transformation de l'égoïsme, mensonge officieux de l'âme à l'âme. Pour être juste, il faut ajouter qu'une certaine direction de l'enseignement chrétien a donné aussi, quoique plus rarement, un résultat pareil aux conversions subites ; et le moment est peut-être venu pour la



prédication chrétienne de signaler ce nouvel ennemi.

C'est moins un enseignement religieux que des habitudes religieuses du cœur que Madame Necker réclame pour l'enfant. Il faut surtout qu'il apprenne à communiquer, à converser de l'âme avec Dieu. « Sans  
« la persuasion que notre appel est entendu, sans  
« l'espoir qu'une réponse au moins tacite est obtenue,  
« qu'il redescend je ne sais quelle bénédiction de  
« l'encens offert par la prière, il n'y a rien, plus rien  
« de consolant, plus rien de régénérateur dans le culte,  
« et l'âme isolée cesse bientôt d'adresser un hommage  
« inutile (1). »

Il faut donc apprendre à l'enfant à prier, il faut l'exercer à la prière, c'est-à-dire prier avec lui. C'est par des directions fort sages sur ce devoir, et par des modèles touchants de prières pour les petits enfants, que l'auteur termine la partie de son ouvrage relative à la première enfance.

Nous ne suivrons pas, à l'égard du second volume, la marche que nous avons suivie pour le premier. Une analyse régulière et complète prendrait trop d'espace : qu'il nous suffise de dire que cette seconde partie est consacrée à l'étude de la dernière période de l'enfance, c'est-à-dire à l'âge de cinq ans jusqu'à dix pour les enfants des deux sexes, et jusqu'à quatorze pour les jeunes garçons. Ce volume commence, ainsi que le premier, par une exposition de principes généraux ; mais l'introduction du premier vo-

(1) Tome I<sup>er</sup>, page 341.

lume se rapportait à tout l'ouvrage et à l'ensemble de l'éducation ; et celle du second, essentiellement relative à la seconde période de l'enfance, ne concerne que l'éducation intellectuelle. L'auteur y traite successivement de trois objets différents, qui renferment tous les éléments d'un plan d'instruction : la formation des facultés , la communication des connaissances et les moyens d'instruction. On sait de quelle hauteur Madame Necker envisage l'éducation ; ainsi nous n'étonnerons personne en disant que ce premier livre abonde en considérations élevées, qui, détachées du sujet particulier de l'ouvrage, conservent encore, comme étude philosophique de l'homme, la plus haute valeur. Dès le début, l'auteur pose et développe un principe qui, malheureusement, étonnera trop de monde. Il est certain que l'éducation, de même que la vie, dont elle est l'apprentissage, réclame un centre, prétend à s'ordonner tout entière d'après une idée ; cette idée unique est l'élément d'ordre, d'harmonie et de consistance qu'elle demande impérieusement. Or, quelle serait cette idée si ce n'était la religion ? Cette question est toute philosophique. Il s'agit, en effet, de savoir si l'univers forme un tout, si l'univers est conçu d'après *une* idée, et, dans ce cas, s'il est possible de rien comprendre bien et de se comprendre soi-même avant d'avoir atteint à l'idée créatrice à laquelle l'ensemble des choses et notre existence elle-même est suspendue. Il s'agit de savoir si, cette idée étant mise hors de l'univers, tout n'est pas décousu,

discordant, inintelligible ; si, cet élément étant jeté hors du calcul, les résultats peuvent être autre chose que des résultats faux. Où est le point commun où toutes les branches des connaissances humaines pourront se mettre en contact et se concilier par l'effet d'une toute-puissante médiation ? Où est la vérité générale, plus haute que toutes les vérités particulières, et d'où elles découlent en un seul torrent, avant de se diviser dans notre esprit ? Où est, en un mot, pour toutes les idées que l'intelligence peut recevoir, ce centre qu'elles demandent, et sans lequel, malgré tous nos efforts et nos systèmes, elles demeureraient éternellement isolées, éternellement contrastantes ? Ce centre n'est que la religion. Madame Necker consacre son premier chapitre à la démonstration de cette précieuse vérité, qui se reproduit, sous différents points de vue, dans la suite de l'ouvrage. « Le principe religieux, dit-elle encore « plus tard, le principe religieux, fortement conçu « par l'instituteur, lui fait voir toutes choses sous un « aspect juste. Une âme d'origine céleste est pour lui « l'objet de l'éducation ; il se propose d'en développer les immortelles facultés dans des proportions harmonieuses, et il la prépare à retourner dans le sein de Dieu, ornée des dons heureux dont elle avait reçu le germe.... Dans tous les sens du mot *élever*, « il n'y a que la religion qui élève, il n'y a qu'elle qui « fasse passer de l'ordre physique à l'ordre moral, et « à des degrés toujours supérieurs de cet ordre (1). »

(1) Tome II, pages 14 et 78.

Madame Necker se plaint avec raison de la tendance qui porte à concentrer à peu près toute l'éducation intellectuelle dans l'acquisition des connaissances. Cette tendance trahit peut-être le caractère utilitaire de l'époque, puisqu'une vue plus spiritualiste de l'éducation ferait considérer le perfectionnement des facultés comme le premier objet de l'instruction. Il n'a pas fallu grand'peine pour se convaincre qu'il n'est pas besoin de porter si haut sa visée pour réussir ; on réussit assez bien sans ces soins pour ainsi dire métaphysiques. « La mémoire et l'imitation , dit Ma-  
« dame Necker, ne conduisent pas très mal de nos  
« jours. Au degré de civilisation où nous sommes par-  
« venus, il y a des usages pour toutes choses. On a  
« des règles pour gouverner sa fortune, pour tenir sa  
« maison , pour se marier, pour être malade, pour  
« mourir. La raison universelle, en gagnant beau-  
« coup, a soulagé d'une grande partie de son travail  
« la raison individuelle. Et si les anciens ont avancé  
« que les animaux par eux-mêmes ne pensent pas,  
« mais que l'âme du monde pense en eux, ne peut-  
« on pas souvent dire de nos jours que l'esprit de  
« société pense dans les hommes ? Une éducation rou-  
« tinière étend son pouvoir sur toute la vie ; et c'est  
« ainsi que se multiplient ces êtres nuls, ces êtres  
« qui font toujours nombre sans jamais compter ,  
« exemplaires sans fin d'une œuvre insipide, l'homme  
« médiocre du siècle et du pays où il vit (1). »

Ceux mêmes qui, se faisant de la tâche de l'éduca-

(1) Tome II, page 16.



tion une moins basse idée, mettent la culture de l'intelligence au-dessus de l'acquisition des connaissances, restent aussi quelquefois à mi-hauteur de l'entreprise. Ils oublient trop que nos facultés ne sont point isolées, qu'elles ne subsistent ni ne se développent indépendamment les unes des autres ; que, dans chacun de ses actes, c'est tout l'homme qui agit ; qu'une faculté entraîne plus ou moins toutes les autres dans son mouvement, et que, selon la très juste expression de notre auteur, « l'esprit fait « partie de l'âme. » Si même il y avait une prééminence à assigner, c'est au sentiment qu'on l'assignerait ; car c'est dans le sentiment que réside notre vie la plus intime ; c'est au sentiment qu'appartient la perception immédiate et la plus vive intuition des choses ; il est, si on peut le dire, enraciné dans notre être à une plus grande profondeur ; il est nous-mêmes dans le sens le plus énergique ; et, à le considérer dans ses rapports avec la pensée, il en est la base et le point de départ ; la pensée en tire sa substance : d'où il résulte que la culture du sentiment importe beaucoup à celle de la pensée, à sa justesse, à sa délicatesse. On tombe encore dans d'autres erreurs. De l'intelligence proprement dite on n'a même souvent qu'une vue incomplète. On la réduit à la faculté du raisonnement. L'esprit a pourtant d'autres voies, d'autres canaux pour faire couler jusqu'à lui les faits du monde extérieur. L'observation est un procédé, la contemplation en est un autre. Il y a, chose merveilleuse ! comme une émanation de

la nature à nous, qui fait arriver de *prime-saut* à notre âme, sans l'intermédiaire du raisonnement, mille impressions qui sont autant de vérités. Dans l'ordre même de la nature, nous sommes enseignés par voie de révélation beaucoup plus qu'on ne le pense ; le perfectionnement des méthodes réfléchies et l'invasion de l'analyse nous font trop méconnaître la réalité d'un enseignement que connaissaient mieux les hommes primitifs, et qui servirait peut-être à expliquer quelques-unes des étonnantes divinations de la science antique. Toute science a commencé par la poésie, et doit peut-être finir par la poésie. C'est donc avec raison que Madame Necker relève l'importance des facultés contemplatives, et considère leur culture comme le complément indispensable de celle des facultés actives, et que, tout en insistant sur la nécessité de cultiver la faculté logique de l'entendement, elle dit avec tant de force aux parents : « Ne souffrez pas que  
« l'éducation intellectuelle soit desséchante. Ne laissez  
« pas faire de vos fils des métiers à raisonnement, des  
« machines où l'on jette des faits et d'où il ressort des  
« conclusions (1). »

N'ayant point, comme j'ai dit, l'intention de faire de ce volume une analyse régulière, je recommanderai dès ce moment à l'attention des lecteurs les chapitres, plus rapprochés de la fin de l'ouvrage, où Madame Necker est ramenée par son sujet vers les facultés de l'esprit humain. Ces chapitres sont parmi les plus remarquables d'un livre où l'on peut dire

(1) Tome II, page 120.

que tout est remarquable. Il y a, si nous ne nous trompons, bien des choses originales et neuves sur l'imagination et sur le jugement. Sur la première de ces facultés, il y avait véritablement un procès à terminer. Ceux qui disent le plus de bien de l'imagination et ceux qui en disent le plus de mal, s'accordent à la mettre hors de la ligne de toutes les facultés; c'est, pour les uns et les autres, une espèce de zone torride de l'esprit humain, où les premiers ne voient qu'une nature surnaturelle et de magiques splendeurs; et les autres, seulement des volcans, des tremblements de terre et des orages. Et pourtant l'imagination n'est qu'une faculté très normale, très nécessaire, et dont les excès ne sont ni plus redoutables ni peut-être plus communs que ceux de nos autres facultés. Pour sentir combien il s'en faut qu'elle ne soit un objet de luxe ou une anomalie dans notre organisation, il faut bien se dire que l'imagination n'est autre chose que *la spontanéité de l'esprit humain*, merveilleuse faculté, si toutes n'étaient merveilleuses; merveilleuse faculté, sans laquelle toutes les autres seraient enchaînées dans un calme plat; faculté la plus primitive de l'esprit, non-seulement en général, mais dans chacun de ses actes, puisque tout mouvement que fait en avant la pensée ne peut se faire que sous l'impulsion de l'imagination. En vain voudrait-on réduire la science aux deux béquilles qu'on appelle *observation* et *induction* : le premier de ces actes, le plus passif à ce qu'il semble, est nécessairement précédé par un acte de l'imagination. Pour

observer, il faut imaginer qu'on découvrira ; il faut tourner son regard sur un certain point, et, pour cela, il faut supposer quelque chose ; toute la marche de la science est d'hypothèse en fait et de fait en hypothèse. L'illustre Laplace n'a point méconnu cette vérité : « Telle est, dit-il, la *faiblesse* (je pense qu'il fallait dire « la *nature*) de l'esprit humain, qu'il a souvent besoin « de s'aider d'hypothèses pour lier entre eux les phénomènes et pour en déterminer les lois : en bornant les hypothèses à cet usage, en évitant de leur attribuer de la réalité, et en les rectifiant sans cesse « par de nouvelles observations, on parvient enfin « aux véritables causes. »

C'est donc faute de réflexion qu'on a pris pour une des maladies de l'esprit humain une de ses facultés, un de ses éléments. On a quelquefois entrepris de l'étouffer ; on serait bien malheureux si l'on réussissait, car on aurait étouffé l'esprit humain. On ne guérit de la superstition que par la religion, qui n'est que la satisfaction régulière d'un besoin que la superstition reconnaît, flatte et trompe ; pareillement l'imagination mal réglée doit être mieux dirigée ; mais c'est tout ce qu'on peut et tout ce qu'on doit faire. Certes, c'est bien un des soins les plus importants de l'éducation ; et l'on n'en doutera pas, si l'on reconnaît, avec notre auteur, que l'imagination n'est point seulement la mère des brillants écarts ; qu'elle prête sa force aux plus vils éléments de notre nature déchue ; qu'elle fouille dans la fange comme dans la mine d'or ; qu'elle est une échelle qui sert pour descendre comme pour



monter, et que les caractères les plus abjects lui peuvent devoir l'excès de leur dégradation. « La manière  
« dramatique dont nous sommes accoutumés à envisager l'imagination, dit Madame Necker, nous  
« trompe souvent. Dans l'exaltation de l'esprit, dans la préoccupation d'idées fantastiques, on reconnaît  
« aisément la fée et son œuvre. Mais quand, dépourvue d'enthousiasme, elle vient à se retourner sur  
« les intérêts les plus matériels, les plus vulgaires de l'existence, sur ceux dont notre nature physique  
« apprécie toujours assez la valeur, on cesse de lui donner son vrai nom, et c'est pourtant alors qu'elle  
« est terrible. Une fois attachée à l'aride région de la personnalité, on peut d'autant moins l'en déposséder, que ce ne sont pas constamment des chimères  
« qu'elle se forge; la vie, telle qu'elle est, a d'assez tristes réalités pour qu'en les rapprochant de nos  
« regards, elle s'en serve comme de fantômes... Offrant toujours les chances les plus redoutables à la  
« pensée, la faisant vivre dans un sombre avenir, elle éteint tous les sentiments consolateurs et nourrit  
« souvent des passions funestes; on la voit tourner à la noire envie, devenir tour à tour cupide, avarice, méfiance, misanthropie; tout devient  
« pour l'imagination poison ou danger, quand elle se dirige en dedans, au lieu de prendre au dehors l'élan que peut lui donner une éducation judicieuse (1). »

Même dans l'enceinte des pensées naturellement

(1) Tome II, page 325.

innocentes, il faut refuser à l'imagination un trop grand ascendant. L'esprit voit trouble et vague, lorsqu'on l'habitue trop à ne voir qu'à travers des images. Ce qui est le plus perdu de la réalité, c'est l'*idée* (quoique encore l'idée participe plus ou moins de l'image); c'est donc, en toutes choses, à l'idée qu'il faut attacher notre esprit, je veux dire à l'empreinte pure de l'objet, à la notion immédiate de ses caractères essentiels. Or, l'image (et je n'entends pas par là la métaphore ou l'emblème, mais la représentation, la vision de l'objet dans ses circonstances sensibles), l'image, si elle n'est surveillée par l'idée, est toujours plus ou moins infidèle; infidèle, parce qu'elle est incomplète, ne représentant que l'extérieur de l'objet. L'esprit qui se repaît des images des choses, perd peu à peu l'habitude d'en percevoir les idées; sa pensée est une fantasmagorie continue, toute pleine d'émotions et d'éblouissements, mais confuse et fallacieuse. Cette direction exclusive de l'esprit a produit des poètes, encore ne sont-ce pas les grands; mais leur talent est presque une maladie; ils en viennent peu à peu à penser avec les nerfs; rien de vrai, aucune perception pure n'est plus en leur puissance; l'espérance, la crainte, gagnent sur de telles âmes un pouvoir illimité. Aux visions de ces imaginations malades, la vue et le contact des réalités sont peut-être le meilleur remède; la réalité impose à nos représentations des limites précises, et enlève à la fantaisie tout autant qu'elle donne aux sens; l'imagination se repose quand les yeux travaillent. On pourrait tirer

parti de cette observation dans sa propre éducation , comme dans celle des autres.

Chez beaucoup de personnes, c'est à l'indiscipline de l'imagination qu'il faut attribuer plus ou moins le manque de cette précieuse qualité qu'on appelle le *jugement*. Madame Necker nous fait bien entendre que c'est pour se laisser distraire par les *images* des choses qu'on laisse échapper leur *idée* ; car le jugement, d'après elle , consiste essentiellement à démêler et à saisir dans chaque affaire le point décisif. Mais l'imagination nous disperse aisément dans des circonstances accessoires, qui sont peut-être plus pittoresques, plus impressives par conséquent, quoique, au fond, moins importantes. Il y a, dans la vie de chaque homme, des situations compliquées, où ce même danger pour l'esprit se retrouve. Excitée de toutes parts, l'imagination reçoit et communique à l'âme mille secousses diverses ; dans cette chaude mêlée d'images, dans ce tumulte d'impressions, l'esprit se trouble, erre indécis d'un objet à l'autre, ou plutôt d'une impression à l'autre ; et le vrai point de la question se perd dans le désordre de la pensée. C'est le malheur de beaucoup de gens qui ont, un quart d'heure trop tard, autant et plus d'esprit que les autres ; ceux-ci n'ont eu que l'avantage de ne pas se laisser amuser par leur imagination et d'aller droit à la question ; mais c'est un grand avantage. Les premiers sont retardés par leur vivacité même ; ils voient mal parce qu'ils voient trop. Combien de gens, dans ces temps féconds en événements et en situations complexes où leur juge-

ment s'embarrasse, ont dû regretter qu'il n'y ait pas pour l'esprit, comme pour les yeux, des verres qui *éloignent* les objets!

Des habitudes trop dialectiques de l'esprit sont un autre écueil du jugement, du moins dans la pratique de la vie. La réalité, dans le monde social, n'est pas toujours, n'est pas même ordinairement le développement légitime d'un principe abstrait; et marcher directement sur la ligne de ce principe, n'est pas un moyen sûr de se rencontrer définitivement avec les faits. La conduite de la vie est, à bien des égards, un empirisme perpétuel et un peu vulgaire, qui conclut à bout portant. L'esprit purement logique, dans son inflexible direction, coupe les faits en deux, ou passe à côté. Telle personne que, dans ce monde, on accuse de manquer de jugement, dans un monde meilleur passerait peut-être pour en avoir beaucoup.

Je m'aperçois que je n'ai point assez ménagé l'espace; je ne puis plus qu'indiquer en courant les choses qui m'ont le plus frappé dans le reste de l'introduction de ce second volume. Après la formation des facultés vient la communication des connaissances. L'auteur les envisage surtout dans leur effet moral, signale les écueils de chacune d'elles, et fait voir que, soit qu'il s'agisse des sciences naturelles, ou des beaux-arts, ou de l'histoire, « vaste champ où s'enfouit « la racine de toutes choses, » l'idée religieuse est nécessaire à la direction morale de chacune de ces études; non pas pourtant qu'il faille, au profit de la religion, dépouiller la science de son impassible neu-



tralité, en faire l'officieux avocat des vérités qu'on aime. « On se presse trop d'inculquer des opinions  
« au moyen de l'histoire, et l'on empêche la raison de  
« s'exercer en lui dictant bien ou mal son rôle. Sans  
« doute il ressortira un jour des idées, des doctrines  
« même, de l'ensemble des faits; les événements,  
« considérés en grand, révéleront leur morale et leur  
« religion cachée; mais laissons le temps accomplir  
« son œuvre chez l'élève (1). »

Passant aux moyens d'instruction, l'auteur traite successivement la question des méthodes et celle de l'émulation. Bornons-nous à dire, quant au premier de ces sujets, que Madame Necker repousse l'emploi exclusif de la méthode d'investigation; et, quant au second, qu'elle s'élève avec beaucoup de force contre le mobile de l'émulation. Nous avons lu avec une grande sympathie tout ce qu'elle a écrit sur ce sujet, et nous restons convaincu, avec l'auteur, non-seulement que cet instrument est mauvais sous le point de vue moral, directement contradictoire au sentiment chrétien, trop délicat pour ne pas se gâter, dès le premier essai, entre des mains vulgaires, mais encore qu'il trompe sur ses résultats, qu'il n'opère point profondément sur les facultés, qu'il ne féconde pas l'intelligence, et que, comme le dit Madame Necker, « ce  
« n'est qu'un aiguillon qui fait avancer en piquant,  
« sans donner d'impulsion intérieure (2). »

Nous avons mis sous les yeux du lecteur quelques-

(1) Tome II, page 84.

(2) Tome II, page 110.

unes des idées générales de Madame Necker sur l'éducation intellectuelle. Il nous resterait maintenant à reprendre, sous la direction de l'auteur, cette histoire de l'enfance, interrompue quelques moments par une exposition nécessaire de principes ; mais la richesse des matériaux, leur valeur, une espèce d'impossibilité morale que nous éprouvons à indiquer, en courant, tant d'idées précieuses, nous font prendre le parti de tout omettre, ne pouvant tout citer. Nous renonçons à faire usage des notes nombreuses que nous avons rassemblées, et nous aimons mieux, embrassant d'un coup d'œil l'ouvrage entier de Madame Necker, relever un des caractères les plus saillants de cette belle production.

Ce caractère ne nous a pas frappé nous seul. Il a été signalé par un autre critique, dont nous citerons les paroles, ne pouvant nous flatter d'avoir si bien vu, ni de si bien dire :

« De grands penseurs ont signalé le mouvement  
« des esprits vers cette philosophie éclectique qui,  
« sans partir d'aucun système, cherche dans tous les  
« systèmes la portion de vérité que la nature y a dé-  
« posée, et rassemble ainsi en un seul faisceau les  
« rayons que l'esprit humain a si souvent obscurcis  
« en les isolant. Cette tendance est remarquable dans  
« le livre de Madame Necker... Qui, mieux qu'elle,  
« fait resplendir dans chaque page la spiritualité et la  
« moralité de l'âme ? Qui constate plus nettement la  
« présence de l'Hôte céleste dès les langes du premier  
« âge ? Et qui, cependant, recommande plus franche-

« ment la fusion de la matière avec l'intelligence, et  
« l'influence qui en est la suite? Qui fait une plus  
« large part aux objets sensibles dans l'éducation?  
« Occuper les enfants de faits palpables, d'observa-  
« tions visibles; développer en eux les facultés du ju-  
« gement, du raisonnement, par des actes matériels  
« qui nécessitent leur emploi, voilà les conseils qu'elle  
« donne. Plus tard, dans l'analyse du langage, il faut  
« voir comment elle insiste sur la nécessité des mots,  
« pour éclaircir et déterminer les idées, pour fixer des  
« perceptions qui seraient toujours restées confuses  
« sans ce puissant instrument. Dans l'examen des di-  
« verses méthodes, l'observation des faits l'a conduite  
« à les toutes admettre suivant les cas. Elle ne re-  
« pousse pas même la routine dans certaines circon-  
« stances. Dans l'ordre moral, elle fait régner de con-  
« cert la doctrine de la liberté humaine, le plus haut  
« développement de la volonté, l'emploi le plus éner-  
« gique de nos facultés naturelles, avec le recours le  
« plus humble et le plus constant à la puissance, à la  
« force, à la sagesse divines. Elle présente, dans sa  
« mystérieuse profondeur, cette énigme de l'homme,  
« dépendant et libre à la fois, moral et responsable  
« d'une part, de l'autre soumis à une céleste influence,  
« sans laquelle tous ses efforts n'ont que l'apparence  
« du progrès. »

Ces observations ont suscité en nous une question.  
Cet éclectisme, où Madame Necker l'a-t-elle puisé?  
Est-ce dans le tour de son esprit, naturellement tem-  
péré, sage, ennemi des extrêmes? Est-ce dans l'expé-

rience, qui, dévoilant successivement la fausseté de tous les systèmes, finit par conseiller de n'asservir son esprit à aucun? Ou bien, cet éclectisme serait-il lui-même un système philosophique? Il peut y avoir du vrai dans chacune de ces suppositions; mais j'en sais une plus naturelle, puisqu'elle se fonde sur un fait bien notoire, sur un fait dont l'ouvrage de Madame Necker est l'expression continuelle et vivante. Abstraction faite de toutes les suppositions indiquées, il fallait que Madame Necker fût éclectique, puisqu'elle est chrétienne. Le christianisme, dans toutes les sphères de la pensée et de la vie, est l'éclectisme par excellence.

L'éclectisme, instinct de la philosophie et bientôt de la politique moderne, est un instinct vrai. Il n'y a pas un des systèmes absolus, même des plus contradictoires entre eux, qui ne défende avec avantage quelque'une de ses parties. Aucun d'eux ne s'est entièrement éteint dans l'esprit de l'humanité. Elle les réclame tous; et l'on pourrait dire que de leur combinaison, en apparence indigeste et parfois inconcevable, se compose la philosophie de l'humanité. Certains esprits, trouvant monstrueux cet amalgame, embrassent avec force un de ces systèmes, à l'exclusion de tous les autres. D'autres, dont Socrate est le type, tenant toutes ces discussions, non-seulement pour interminables, mais pour oiseuses, résolvent toute la philosophie en l'art de bien vivre. D'autres enfin, et ceux-ci arrivent aux époques de lassitude, posent en principe qu'aucune philosophie individuelle, aucune



sagesse d'école ne peut se donner exclusivement pour la vraie ; que l'humanité, prise dans son ensemble et dans ses caractères les plus généraux, possède ce qui se peut posséder de la vérité ; que ce n'est ni Platon qui a raison, ni Aristote, mais l'homme ; et que l'unique philosophie consiste à recueillir les pensées dont le retour au sein de l'espèce humaine est perpétuel et fatal, puis à les souder l'une à l'autre autant que faire se peut : ce qui ramène le ministère du philosophe à la recherche des points de contact qu'ont ensemble les différents systèmes qui ont tour à tour préoccupé les penseurs.

Encore une fois, je crois cet instinct vrai ; mais tout son prix se borne à constater un besoin qu'il n'est pas en son pouvoir de satisfaire. Il a contre le succès de son entreprise une effrayante présomption, je veux dire l'inutilité des efforts tentés, à différentes époques, dans le même sens ; il a contre lui davantage encore. Si tous ces différents systèmes, qui, dans sa pensée, devaient tous ensemble former un tout, sont pourtant maintenant désunis, séparés, et même contradictoires entre eux, il est impossible de ne pas conclure que quelque idée qui les unissait se trouve actuellement absente. Sans cela, je le demande, comment s'expliquer leur dislocation ? Et sans cette idée, comment songer à la reconstruction du tout ? Avec quel ciment lier toutes ces parties discordantes ? Suffira-t-il d'affirmer que tous ces systèmes étaient destinés à composer une unité ? L'unité sera-t-elle par là même reconstituée ? On relevait dernièrement, dans le *Semeur*, l'im-

puissance des physiologistes à saisir dans les composés organiques le siège ou l'élément de la vie. Les décompositions les plus subtiles ramènent toujours, disait-on, à trois ou quatre substances connues, mais dont la combinaison, dans quelque proportion qu'elle ait lieu, ne donne jamais le phénomène de la vie. Un *je ne sais quoi* manque toujours, et à quelque profondeur que pénètre l'analyse, elle a toujours l'infini entre elle et la découverte qu'elle sollicite. Les philosophes en sont au même point : oui, *la vérité* doit bien se composer de toutes ces vérités disséminées ; rapprochons-les pour avoir un tout.... Mais ce tout ne se constitue jamais, pas plus que l'être vivant ne jaillit des combinaisons multipliées du chimiste. L'éclectisme donc, intéressant comme instinct, est vain comme système, aussi longtemps qu'il ne produit pas à nos regards l'idée centrale autour de laquelle doivent se grouper et vivre d'une vie commune tous les éléments épars de la philosophie de l'humanité.

En tant que l'éclectisme confesse chercher cette idée absente, l'éclectisme est vrai ; c'est dans ce sens qu'adhère à ce système le judicieux critique dont nous avons cité les paroles, et c'est dans ce sens que nous y adhérons nous-même. Mais aller à la recherche de cette idée, c'est vouloir mourir à la peine. Nous le savons positivement, nous qui croyons que Dieu a révélé cette idée au monde ; car s'il a dû la révéler, c'est que l'homme était hors d'état de se la révéler à soi-même. Mais indépendamment de notre croyance religieuse, qui nous fait parler ainsi, nous disons, et qui

n'y consentira pas avec nous ? que la religion vraie doit renfermer cette idée, et que c'est à ce caractère, tout particulièrement, qu'on peut discerner la vraie religion.

Ce serait le sujet d'un beau travail que cette question : Prouver que dans le christianisme il y a place pour tous les systèmes ; qu'il est leur unique et suprême conciliateur ; que lui seul est capable de donner de l'unité à la pensée de l'humanité, de l'unité à la vie de l'humanité ; que lui seul est, pour tout homme, le gage et la source d'une existence harmonieuse et parfaitement conséquente ; que lui seul donne un centre à l'âme.

Mais sur le mot même de *christianisme*, il faudrait bien s'entendre. Ses doctrines fondamentales sont bien nettement tracées dans l'Évangile ; cependant, dire que le christianisme que nous avons en vue est celui de l'Évangile, ce n'est pas encore parler assez nettement ; l'exégèse mondaine a fait de l'Évangile *un gant pour toutes mains*. Dire que c'est le christianisme orthodoxe, c'est bien exprimer notre pensée, mais ce n'est pas nous faire bien comprendre de tout le monde. Dire que c'est le christianisme reçu par un cœur simple et avec une humilité d'enfant, ce serait demeurer dans le vague, attendu que beaucoup de gens s'attribueraient gratuitement ces rares dispositions. Nous dirons donc que ce n'est le christianisme ni d'une école, ni d'un temps, mais le christianisme des siècles, c'est-à-dire avec les caractères et l'ensemble d'idées dont il apparaît revêtu à toutes les époques où il a

manifesté de la vie et de la force. Tout le monde nous comprendra maintenant : c'est la doctrine de la croix avec ses développements.

Le livre de Madame Necker sera toujours la plus belle application, sur un point spécial, de l'idée que nous avons exprimée. Elle a fait voir, par le fait, que le christianisme est, en éducation, essentiellement éclectique. La même preuve, nous n'en doutons pas, serait fournie plus ou moins par tous les écrivains qui ont traité de l'éducation dans un esprit chrétien ; j'en excepte pourtant ceux qui, portant le système dans la religion, ont enfermé le christianisme dans le cercle étroit de quelques idées favorites. Examinez, au contraire, les autres écrivains sur l'éducation, même les éclectiques de profession, et vous verrez combien ils sont éloignés de l'éclectisme de Madame Necker. Presque tous ont un système exclusif ou une tendance qui rompt l'équilibre de leur œuvre.

Puisque j'ai parlé de certaines mutilations du christianisme, je ne puis me dispenser de remarquer que Madame Necker semble l'avoir conçu dans sa forme la plus générale et la plus pure ; et c'est sous cette forme, on le sait bien, que la religion chrétienne est sûre d'un avantage que, plus vague ou plus circonscrite, elle ne saurait jamais obtenir, je veux dire l'avantage d'une application libre et facile à toutes les nécessités de la vie intellectuelle et morale. Madame Necker n'admet ni plus ni moins sous le nom de christianisme, et ne juge applicable à l'éducation que le christianisme qui proclame la déchéance de l'homme, la miséricorde



pure de Dieu et le renouvellement de l'âme par l'Esprit céleste. Elle sait trop bien, du reste, combien peu de chances il y a pour que ce christianisme préside, sans interruption, à toutes les périodes de l'éducation d'un jeune homme. Dans les établissements publics, la différence des cultes ou des opinions ne permet pas, en religion, un enseignement commun. Pour ce cas-là, Madame Necker se réduit à demander qu'au moins « la religion universelle, ces vérités primitives qui « sont au fond de tous les cultes, au fond même de « tous les cœurs empreints du sceau de l'humanité, « soient répandues, infuses, si l'on peut le dire, dans « la totalité de l'instruction ; que mille allusions, mille « appels à l'idée d'un Dieu infiniment saint, d'une « Providence, de l'immortalité de l'âme, d'une rétri- « bution future, y soient entendus (1). » La charité porte à espérer beaucoup ; mais peut-être est-ce un peu trop espérer. Nous osons à peine croire que, dans l'absence d'un enseignement plus positif, les vérités de la religion naturelle seront du moins présentées aux élèves. Le chrétien ne sait point les séparer de la forme sacrée que leur a donnée la Révélation, et le moraliste non chrétien ne songe guère à les présenter. Ce besoin de parler de Dieu à l'enfance, d'inculquer au premier âge les saintes et grandes idées que l'auteur vient d'indiquer, n'appartient guère, il faut l'avouer, aux sectateurs de la religion naturelle. Il n'appartient qu'au christianisme de vivifier ces grandes idées et de les transformer en sentiments. Comme

(1) Tome II, page 390.

idées même, comme simples représentations de l'esprit, ces idées sont extrêmement imparfaites, hors du christianisme. « Hors de l'enceinte du christianisme, « dit Madame Necker, il a toujours manqué quelque « chose à l'idée de Dieu. La philosophie la laisse in- « nimée, inactive, négative même; elle dit ce que le « Créateur et le Conservateur de l'univers doit être, « elle ne dit pas ce qu'il est. Avec elle, la cause pre- « mière reste engagée dans les chaînes de la nécessité. « Le mahométisme, plus grossier, la retient également « captive dans le fatalisme; l'Évangile seul nous a « montré Dieu revêtu de libre puissance, de beauté, « de perfection. A mesure que la connaissance de « Christ s'efface en nous, celle de Dieu même devient « confuse; ses attributs les plus augustes et les plus « saints tombent dans l'oubli. Il n'a plus à nos yeux « ni son immense amour, ni sa justice sévère; il s'en- « fonce dans un lointain obscur. Quand une fois les « deux grands traits de la nature divine, amour et « sévérité, sont éclipsés, Dieu cesse d'être en rapport « avec notre âme; *la religion n'est plus pour nous un* « *intérêt* (1). »

Nous nous séparons ici de ce beau livre avec un vrai sentiment de regret. Nous aurions encore plus de regret d'en avoir donné une idée si imparfaite, et de lui avoir fait tort peut-être par nos analyses; si nous n'avions lieu de croire qu'à présent il est généralement connu, et, par conséquent, généralement apprécié. Nous ne craignons nullement de compromettre notre

(1) Tome II, page 226.

jugement en disant que cet ouvrage sera un jour, s'il n'est aujourd'hui déjà placé, d'un consentement universel, au premier rang des monuments littéraires du dix-neuvième siècle ; qu'il sera pour les philosophes un objet d'étude et le point de départ d'observations nouvelles, et pour le christianisme une apologie indirecte, mais une des plus puissantes. Dieu veuille donner à l'auteur et les années et les forces nécessaires pour accomplir son beau dessein (1)! Dieu veuille ouvrir beaucoup de cœurs à cette sagesse si haute et si pure! Dieu veuille que cet ouvrage commence par faire l'éducation des parents, pour faire ensuite celle des enfants! C'est de cette manière, nous le croyons, que ce livre doit agir et qu'il agira.

(1) Ce vœu de M. Vinet a été réalisé : Madame Necker de Saussure, morte en 1841, à l'âge de soixante-seize ans, avait publié en 1838 le troisième et dernier volume de son ouvrage. (*Éditeurs.*)

## IV.

### DE L'INSTRUCTION POPULAIRE.

1832.

#### I. — INTRODUCTION.

Il n'y a pas si longtemps que l'instruction populaire avait ses ennemis, et que ses ennemis osaient se montrer. Beaucoup d'esprit fut dépensé à défendre l'ignorance, et les arguments employés par les soutiens de cette cause ne furent pas toujours ridicules. Il n'y a pas peu de chose à dire en faveur de l'ignorance, suivant les circonstances où l'on parle et les adversaires qu'on rencontre. Les bonnes causes sont souvent si mal défendues qu'elles donnent beau jeu aux mauvaises, et l'exemple des gens instruits n'a pas toujours recommandé le savoir.

Le point de départ qu'on donnait à la question n'était peut-être pas le plus propre à amener une solution. La question de principes était devenue une question de parti. La démocratie et l'absolutisme, se disputant le pouvoir, se disputaient aussi le peuple, matière première de tout pouvoir. Les uns espéraient,



en l'instruisant, le soustraire au domaine des Jésuites, de la congrégation et de la cour ; les autres le voulaient ignorant pour l'avoir maniable et soumis. Qui est-ce, dans cette affaire, qui songeait au peuple lui-même ? Quelques honnêtes gens du premier de ces deux partis, et peut-être même du second. Mais pour la grande masse des hommes politiques, le peuple était surtout un instrument, et son ignorance ou sa culture un marchepied qu'on se disputait. Pour un grand nombre, pour la tourbe des crieurs, l'ignorance ou la culture des classes inférieures était tout simplement un mot d'ordre, un signe de ralliement, une thèse qu'on affichait pour marquer sa position et soutenir son caractère.

Aujourd'hui le zèle pour l'instruction publique ne peut plus être affaire de parti ni d'opposition. Sur les nouvelles bases où le gouvernement se trouve placé, il ne peut pas spéculer sur l'abrutissement des populations ; il y a même plus : les dangers où le tirent ses deux ennemis mortels, le républicanisme et le carlisme (1), doivent lui faire désirer plutôt que craindre un rapide développement de l'instruction publique, de cette instruction sans laquelle le bon sens est un pauvre myope, et l'esprit plus dangereux que la bêtise. Le gouvernement actuel doit savoir, et n'ignore pas en effet, que, bien loin que la culture des populations puisse lui porter dommage, chaque progrès de cette culture est pour lui un gage de sécurité et d'espoir, et que si, dès ce moment, il avait à régir un

(1) Ces pages ont été écrites en 1832. (*Éditeurs.*)

peuple éclairé, les plus grands de ses périls seraient écartés.

L'opposition, j'entends celle qui ne s'oppose pas à l'ordre, ne saurait avoir sur ce sujet d'autres vues que le gouvernement. Si celui-ci se flatte que ses plus dangereux ennemis ne puissent leur force passagère que dans l'ignorance des masses, et s'il espère, en éclairant ces masses, les arracher à des influences réactionnaires ou anarchiques, l'opposition, de son côté, se flatte que l'accroissement des lumières populaires accroîtra nécessairement son crédit et son ascendant; que le peuple, en se cultivant, sentira toujours mieux l'importance des développements ultérieurs que le parti demande à la révolution, en un mot, que la France éclairée sera la France de l'opposition.

Aucun donc des *partis constitutionnels* qui se partagent la France ne peut être hostile aux lumières; les lumières ne peuvent faire peur qu'aux *factions*. Par un heureux concours de circonstances, ces deux partis sont donc contraints, sur le point qui intéresse le plus le bien-être du pays, de marcher absolument dans les mêmes voies. Si quelque chose pouvait étonner, ce n'est pas cela sans doute; ce serait plutôt que l'un et l'autre ne sentent pas plus fortement encore l'importance de ce progrès national; qu'ils ne s'en disputent pas plus vivement l'honneur, et que chacun ne se hâte pas de s'emparer de cette œuvre, pour en faire son titre et son symbole. Serait-il vrai qu'à présent encore, et gouvernement et opposition ne savent vivre qu'au jour le jour, qu'aucun des deux n'est assez fort pour

être patient, et que ces longues vues, ces combinaisons à vaste portée qui caractérisent l'homme d'État leur sont interdites ou par leur faiblesse ou par les circonstances? Chose déplorable! depuis dix-huit ans, on s'est arraché de part et d'autre les lambeaux du pouvoir, on a fait et défait des ministères, disputé sur les fondements mêmes de l'état politique existant, préparé le gouvernement; mais on a très peu gouverné. Dans ces luttes, toujours préliminaires, dans ce retour perpétuel à la question préalable, dans ce continuel avant-propos du gouvernement constitutionnel, qui donc a pu songer à l'avenir?

Espérons des jours plus heureux, et accueillons-en pour augure cet accord remarquable des deux partis constitutionnels sur l'article le plus fondamental des intérêts publics. Reconnaissons que les temps ont changé, et que *droite* et *gauche* veulent les lumières, et l'une et l'autre dans un but que chacune peut avouer. Mais parlons maintenant des vues d'un autre parti, celui des *chrétiens*.

Ce parti, distinct de tous les autres, en ce que proprement il n'en est pas un, ce parti, qui ne se laissera jamais inféoder ni au ministère, quoi qu'il fasse, ni à l'opposition, quoi qu'elle veuille, mais qui passera de l'un à l'autre avec la justice et, selon les cas, saura se séparer de tous les deux, ce parti a, depuis longtemps, sans vues politiques et sans arrière-pensée d'intérêt, témoigné la sympathie la plus réelle pour l'instruction populaire. Cette sympathie repose sur des principes bien plus nobles que celle de l'homme poli-

tique, ou même que celle du philanthrope. Le premier, dans son zèle pour l'instruction, ne voit que le citoyen, l'État, la liberté civile; le second, l'ordre, le repos, le bien-être, et tout au plus quelques vertus sociales : le chrétien seul conçoit toute la dignité de l'instruction; c'est l'héritier du ciel qu'il forme dans ses écoles; c'est en vue d'un bonheur spirituel, éternel, qu'il apprend à l'enfant à lire et à écrire; ses maîtres sont, en quelque sorte, des apôtres, ses élèves des prosélytes, ses écoles des temples, la science qu'il enseigne la science même de Dieu.

Telle est la première vue de l'éducateur chrétien. Il sait que Dieu, en déposant sa sagesse dans un livre, et en nous invitant tous à y puiser directement la nôtre, nous a, par là même, commandé à tous d'apprendre à lire. Mais ce n'est pas tout. Observant la liaison intime de l'intelligence et de la moralité, convaincu que la seconde est jusqu'à un certain point *conditionnée* par la première, et que, sans un *minimum* de développement intellectuel, tout développement religieux est impossible, il envisage la culture de l'esprit comme prescrite par celui qui a prescrit la culture de l'âme. Enfin, il se regarde comme responsable des talents que son maître lui a confiés; il ne suppose pas qu'on puisse sans crime laisser en friche un terrain que Dieu a évidemment destiné à produire; il croit que le perfectionnement intérieur de la créature honore le Créateur, et il ne reconnaît à cette obligation d'autres limites que celles que Dieu lui-même indique à chaque individu, soit dans la mesure de capacité



dont il l'a pourvu, soit dans les circonstances où il l'a placé.

On voit que les motifs qui engagent le chrétien à s'intéresser activement à l'instruction populaire ne sont pas seulement les plus instants, mais les plus élevés. Toutefois, en signalant l'ordre tout particulier de considérations qui rendent cette obligation si pressante pour lui, nous n'avons pas prétendu le rendre étranger aux considérations d'un ordre secondaire, qui sont spécialement celles de la philanthropie naturelle. Attaché par intérêt comme par instinct à la prospérité du pays qui l'a vu naître, le chrétien sent, comme tous les hommes éclairés, l'urgente nécessité de pourvoir les masses d'une certaine mesure d'instruction. Ne pouvant attirer les philanthropes sur le terrain du christianisme, il se résout sans peine à les suivre sur le leur, qui ne lui est pas étranger. C'est sur ce terrain que nous nous plaçons aujourd'hui avec nos lecteurs, sur le terrain, disons-nous, de l'intérêt social. Nous presserons quelques-unes des considérations qui doivent faire sentir à tous les honnêtes gens l'importance de travailler à la culture du peuple; mais nos convictions nous obligeront de faire ressortir l'imperfection de tout système d'instruction qui ne repose pas sur le christianisme.

Le danger de la société, dans l'époque actuelle, ne sort pas immédiatement des classes inférieures. Ce n'est pas d'abord dans leur sein que prennent naissance les grandes perturbations du corps social. Telles que ces classes sont constituées, toute spontanéité leur

est interdite. Elles reçoivent l'impulsion de plus haut. C'est donc plus haut qu'il faudrait aller chercher le mal et le guérir ; c'est sur la classe moyenne qu'il faudrait travailler. Mais que cette tâche est difficile ! Le mal qui, dans la classe inférieure, vient de l'ignorance, dans celle-ci vient plutôt de l'instruction. On peut instruire l'ignorant ; mais comment ramener à l'ignorance celui qui sait ? Comment lui enseigner cette « ignorance savante, » cette « ignorance qui se connaît » et qui est, selon Pascal, le couronnement et la perfection de toute science (1) ? Dans la difficulté d'influer suffisamment sur ceux qui donnent l'impulsion, il a fallu penser surtout à influencer sur ceux qui la reçoivent.

Or, les masses sont plus que jamais livrées à ces impulsions qui partent des rangs plus élevés de la société. La société, ayant cessé de *s'amarrer*, en quelque sorte, à des croyances religieuses et morales, est attachée au char de l'opinion. L'opinion a tout envahi. Les idées les plus fondamentales de l'ordre social sont tombées dans son domaine ; on fait et défait l'État avec des arguments ; on dispute froidement sur la forme du gouvernement comme sur une méthode scientifique, sur la dynastie comme sur une branche d'administration ; on remue tout, on remet tout en question ; on enlève les plus vieilles convictions, les instincts les plus profonds à la pointe du syllogisme ; la France est aux argumentateurs. Cet état d'anarchie des idées est transitoire, dit-on ; elles se raffermiront.

(1) PASCAL, *Pensées*. Partie I, Art. VI, § XXV.

Il faut que nous fassions un aveu : nous ne sommes pas encore parvenu à comprendre comment, avec la masse de liberté dont la France a accepté le fardeau, elle pourra marcher avec sécurité à travers les précipices de sa route, tant qu'une religion n'aura pas saisi profondément les âmes des citoyens ; et nous ne concevons, pour un peuple sans foi, aucun repos, aucun point d'arrêt que le despotisme. Pensez-y bien : tant de liberté, et point de croyances ! La conscience du droit séparée de celle du devoir ! De l'intérêt beaucoup, des affections si peu ! Quelles combinaisons ! Quelles chances ! Quel avenir ! Et qu'on n'essaye pas, pour se rassurer, de se citer des exemples analogues : il n'y en a que d'effrayants. La liberté sans la foi a fait crouler les nations ; et s'il y a aujourd'hui des peuples libres qui supportent leur liberté, qui en jouissent, qui y retrempent incessamment leur vigueur, et qui n'ont rien à en redouter, ce sont des peuples qui croient. Tout nous persuade que la liberté française est précaire, qu'elle est menacée par elle-même, qu'elle ne saurait se consolider ni se régler tant qu'elle ne pourra pas opposer aux tentatives des ambitieux de toute espèce, à qui la carrière est si largement ouverte par l'état des choses et des esprits, la cohésion d'un peuple éclairé, vraiment civilisé, uni dans une communauté de convictions morales.

Sur une partie au moins de cette vérité les philanthropes sont parfaitement d'accord avec nous. Ils pensent qu'il n'y a aucun gage assuré de stabilité ni de liberté dans un pays où les masses sont au plus offrant

ou au plus habile, à l'anarchiste ou au tyran, selon l'occurrence, et disposées à prêter à l'un ou à l'autre (c'est-à-dire à la tyrannie sous deux noms différents) la terrible souveraineté de la force. Ce sont ces masses qu'il faut, dans l'intérêt du progrès et de l'ordre, non pas désarmer, mais plutôt armer, armer d'instruction, de lumières, et par là même de prospérité matérielle. C'est le seul moyen de les arracher à l'influence de leurs trompeurs et dangereux amis, de les gagner aux deux intérêts que nous venons de nommer, et dont le nom commun est *civilisation*, en d'autres termes de créer pour le pays une liberté saine et robuste, qui n'ait pas plus à craindre de la corruption du dedans que des attaques du dehors.

En deux mots, à qui le peuple appartiendra-t-il ? A lui-même ou aux ambitieux ? Il faut que ce soit à lui-même ; et cette indépendance, cette *souveraineté morale*, l'instruction seule peut la lui donner. Le salut du pays est là.

## II. — LA MORALITÉ POLITIQUE ET LA MORALITÉ SOCIALE.

Une question se présente en avant de celles que nous avons à traiter. Nous devons constater et mesurer l'influence de l'instruction du peuple sur sa *moralité politique*. Cette moralité politique est-elle de même nature, repose-t-elle sur les mêmes principes que la moralité sociale ? n'en est-elle qu'une branche, ou bien forme-t-elle une plante à part ? La réponse à



cette question nous importe; car s'il n'y a qu'une morale, nous n'avons aujourd'hui qu'une tâche : nous aurons tout fait en établissant d'une manière générale que l'instruction a une tendance moralisante.

Or, à la question que nous venons de poser la théorie répond *oui*, et les faits, bien des faits du moins, semblent répondre *non*. Peut-être l'expérience ne nous montre-t-elle pas beaucoup d'hommes qui aient été, d'une part, bons fils, bons pères, bons époux, bons amis, et, de l'autre, mauvais citoyens; mais elle nous fait voir une foule de patriotes qui, dans les relations privées, ont manqué à quelques-unes des lois les plus élémentaires de la morale; et là-dessus, laissant en paix le temps présent et les vivants, nous en appelons avec confiance aux morts et à l'histoire. Comment lever cette difficulté?

Serait-ce en disant que le patriotisme d'un homme sans mœurs est nécessairement un patriotisme faux, qui se résout, à l'analyse, en un égoïsme déguisé? Quoi de plus légitime, au premier coup d'œil, qu'une telle conclusion? Quoi de plus naturel que de juger que le tyran domestique ne peut être un véritable ami de la liberté, que le père de famille insouciant n'aura guère souci de la grande famille nationale, et que le séducteur de l'innocence ne peut avoir, en aucune affaire, des principes bien délicats? L'homme peut-il se scinder? se partager en deux âmes? l'une, dans certains rapports, perfide, impitoyable et sans pudeur; l'autre, dans d'autres rapports, candide, pure et dévouée? L'homme n'est-il pas un? Et se divise-t-il en

autant d'êtres moraux qu'il a de relations dans la société? Il semble qu'il serait absurde de le supposer.

Nous sommes d'avis qu'il n'y a pas deux hommes dans chaque homme, et que le particulier, en entrant dans le domaine de la politique, y porte bien sa même âme. Nous admettons, en conséquence, que la pureté de l'homme public ne peut avoir, avant l'expérience, d'autre garantie que la pureté de l'homme privé, et nous pouvons dire que l'expérience vient souvent au secours de ce principe, à l'appui de cette règle. Mais souvent aussi elle semble les démentir. D'illustres exemples nous apprennent que *certaines vices* n'excluent pas un dévouement sincère à la patrie et un zèle admirable pour son honneur et sa prospérité. Fox et Mirabeau en sont la preuve. Le dernier surtout est, sous ce rapport, un des plus étranges phénomènes; car à des vices que l'exemple de son siècle n'autorisait que trop, et qu'il n'avait fait qu'étaler avec plus d'orgueil, il joignit ce qui semble contradictoire au patriotisme, une vénalité avide; et cependant il est impossible de ne pas croire que l'amour de la patrie et de la liberté le consuma jusqu'au tombeau. Démosthène fut-il plus pur? Non; mais « sa vie entière, a dit « M. Villemain, s'épure au feu du patriotisme qui le « dévore. » Trop d'exemples se réunissent pour nous forcer d'avouer que l'homme privé ne donne pas toujours l'exacte mesure de l'homme public.

Ce phénomène moral, comme toutes les contradictions de notre nature, a une cause sans doute, et elle est aisée à trouver. Une vie vertueuse, j'entends soli-

dement et généralement vertueuse, est toujours difficile; mille obstacles s'y opposent au dehors et au dedans de nous. Trop souvent les traits les plus honorables de notre caractère doivent naissance ou à notre tempérament, ou à quelque motif étranger au vrai principe de la vertu. Toutefois ces stimulants, ces encouragements extérieurs sont comparativement faibles dans la vie privée; la gloire d'être bon ami, bon père, bon voisin, homme de bien, n'est pas bien éclatante, et se réduit la plupart du temps à une bonne réputation négative, à laquelle on met du prix sans doute, mais qui est peu propre à exalter l'âme. Les vertus politiques ont bien d'autres encouragements; la gloire, le bruit du moins, les suit de près; on est incessamment soutenu par des regards, averti par des clameurs, poussé par des applaudissements. L'amour de la patrie, déjà plus poétique en lui-même que toute affection privée, se renforce de l'amour de la gloire; ils se confondent l'un dans l'autre; on ne les distingue plus; celui qui les éprouve sait à peine auquel de ces deux principes il obéit, tant ils se sont mutuellement identifiés. L'importance d'une vertu dont l'univers profite fait aisément croire qu'elle peut tenir lieu de toutes les vertus; on s'affranchit peu à peu des autres, dont le joug est dur; on n'a plus le temps d'y songer; « la grande morale tue la petite; » il fallait *porter celle-ci*, au lieu que *celle-là vous porte*; ce n'est plus vertu, c'est enthousiasme; on songe d'autant moins aux devoirs vulgaires, que le monde s'informe peu si vous les remplissez; l'homme d'État lui dérobe le père



de famille; et la nation ne demande pas à celui qui l'électrise, l'élève et l'agrandit, ce qui se passe dans l'intérieur de son ménage. L'homme d'État a-t-il un ménage? Le patriote a-t-il des pénates? Ne gisent-ils pas dans la cendre de son foyer, renversés par les dieux de la patrie? Et dans les acclamations d'un royaume tout entier, le soupir d'une femme délaissée, les plaintes d'une famille négligée, les murmures d'un ami maltraité, comment se feraient-ils entendre?

Ainsi tout ce que l'âme enferme de généreux se porte et reflue vers la partie du cœur qu'occupent les affections politiques; le reste de l'espace demeure désert. Et remarquez bien que je ne parle ici que des hommes sincères, qui, s'ils nous trompent, nous trompent à leur insu; à quel propos irais-je demander compte de leur vie privée à ces charlatans de patriotisme, dont le dévouement sonore s'exhale tout entier en clameurs? Ai-je le droit de réclamer quelque chose pour la vie privée à cette vertu commode qui n'est, jusqu'à l'heure des sacrifices inclusivement, qu'une vertu parlée; à cette vertu qui se dépense en discours et en écrits, véritables assignats que l'heure de la crise ou de la tentation ramène ordinairement à leur valeur intrinsèque; à cette vertu de papier, patriotisme pamphlétaire, civisme criard, avec ses mots sacramentels et vagues, ses injures apprêtées, ses colères stéréotypées, et son cortège de badauds de tous les rangs; censure austère, qu'une gratification enrhumée et qu'une place emmusèle? Qui est-ce donc qui nous disait que la révolution avait fait disparaître l'espèce de



l'hypocrite? L'hypocrite de religion, j'en conviens; il est à la retraite, en disponibilité; mais l'hypocrite politique est en pleine activité de service; et pour l'audace, l'imposture et l'adresse, certes il égale au moins le premier :

Tartuffe est l'image de l'un :

Ah! si Molière avait vu l'autre!!

Cependant on pourrait apporter aussi, mais en moins grand nombre sans doute, des exemples inverses de ceux que nous avons cités : des hommes qui, souillés d'intrigues, diffamés par leur corruption politique, se retrouvent purs et honorables à leur foyer, et peuvent opposer au déchaînement de l'indignation publique les témoignages mérités d'estime et de gratitude de leurs parents et de leurs amis; ceux-là ont fait un autre raisonnement que les précédents, raisonnement plus inconcevable : aussi est-il plus rare. Ils ont cru que la morale n'avait d'application possible que dans les relations privées; que là elle conservait tous ses droits; mais que les affaires d'État l'excluaient; que, dans ce domaine à part, on ne pouvait, sans compromettre le succès, faire un seul pas en sa compagnie; que la morale a ses lois, la politique les siennes. Cette opinion a été professée avec une hardiesse qui en relève l'immoralité, mais qui exclut l'hypocrisie.

Nous ne concluons point de ces exemples qu'il y ait lacune, solution de continuité, abîme entre la vie politique et la vie privée, et que la morale ordinaire, bien imprimée dans les habitudes et dans le cœur,

perde toute sa force pour l'individu dès le moment qu'il devient homme public. Nous soutenons le contraire, en principe et en fait. En *principe*, nous disons que la morale est *une*, et qu'elle enveloppe toute la vie; que dans une seule restriction volontaire et réfléchie, il y a désaveu de toute la loi morale; que celui qui n'est pas prêt à l'appliquer à tout la méconnaît absolument, que celui qui ne la veut pas souveraine la traite en esclave. En conséquence, il nous est permis et même commandé de croire que ceux qui la scindent d'une manière quelconque, soit en l'écartant de la vie privée au profit de la vie publique, soit en accueillant à leur foyer celle qu'ils bannissent de la curie ou du palais, que ceux-là ne sont pas, dans la force du terme, des hommes moraux; et que leur vertu, bien étudiée, se réduirait à une agrégation d'éléments étrangers à la conscience.

En *fait*, nous disons, malgré les exemples cités, que la moralité politique se conclut de la moralité sociale, se proportionne à elle, se peut juger par elle; et que, généralement, celui qui, dans l'une de ces deux sphères, est pénétré de la sainteté du devoir, la reconnaît et l'adore également dans l'autre; en sorte que créer des vertus privées, c'est créer des vertus publiques, et que former l'homme de la famille, c'est préparer l'homme du pays.

Il est vrai que nous n'avons observé jusqu'ici que la classe des hommes appelés par leur position à jouer un rôle en politique; et notre sujet nous invite plus particulièrement à étudier la classe inférieure. Y trou-

verons-nous les mêmes contradictions, le même phénomène, la morale scindée comme elle l'est souvent dans l'autre classe de la société?

Il y a des différences.

On peut affirmer hardiment, quant à cette classe, que le *mauvais sujet* (pour nous servir du terme vulgaire) n'est pas susceptible de vertu politique, et n'offre aucune garantie à l'État. Non qu'il soit incapable, dans l'occasion, d'un élan d'enthousiasme et d'un acte généreux. Tout le monde sait que les journées de juillet ont trouvé des héros et *des héroïnes* en dehors presque de la société et de la civilisation. Mais quand un rayon de soleil perce pour un moment les nuages d'un ciel noir, on ne compte pas pour cela sur une belle journée. La vertu ne doit pas être un accident, mais le développement continu d'un principe déposé dans les profondeurs de l'âme. Or, ce principe ne se trouve pas chez l'homme dont nous parlons; et ce qui le remplace jusqu'à un certain point chez l'homme d'une classe supérieure, les habitudes sociales, les intérêts, la connaissance des faits et la faculté de généraliser, manque absolument à l'individu qui est à la fois pauvre, ignorant et corrompu. Sans doute il ne vous sera pas toujours inutile. Une guerre nationale, par exemple, pourra le mettre en valeur; car la liberté nationale, l'indépendance du sol sont des intérêts qui remuent la société à de grandes profondeurs; et ces crises violentes, qui portent pour ainsi dire à la peau les mauvaises humeurs dont le corps social est infecté, lui sont par là même salutaires.



Mais prenons, comme il convient, la société dans son état ordinaire; nous trouverons ces mêmes individus dont le danger national a excité le zèle, aussi indifférents à la liberté intérieure qu'ils ont paru ardents pour la liberté nationale; la première, plus délicate, plus métaphysique en quelque manière, les touche dans la même proportion qu'ils la comprennent et qu'ils croient en profiter, c'est-à-dire très peu; ils n'en font de cas, et ne lui donnent un prix que pour la vendre; et quant à cette autre partie de la vertu politique, l'amour de l'ordre et des lois, et le respect de l'autorité, il ne faut pas l'attendre d'eux. Des instruments aveugles et mercenaires du pouvoir, ils pourront l'être, et le servir contre la liberté; mais de respectueux serviteurs de la loi, ils ne le seront pas; on ne peut attendre ce respect des lois, de ceux qui ne respectent pas la liberté.

Mais ce qui est plus remarquable, et ce qui frappe tous ceux qui ont quelque peu observé la France, c'est que d'honnêtes gens ont très peu de respect pour la loi, et très peu de zèle pour le bien public, à moins qu'ils n'y voient leur bien-être individuel directement intéressé. On peut assigner différentes causes à cette irrégion politique : tant de révolutions successives, la force si souvent mise à la place du droit sous le nom de droit, tant de serments donnés et repris, la loi violée par l'autorité elle-même, un sentiment confus de provisoire et d'instabilité, une longue habitude de changements; car si, quelquefois, une guerre civile retrempe une nation, de fréquentes transmutations po-



litiques la corrompent infailliblement. Peut-être aussi la nature de certaines lois aiderait-elle à comprendre la tranquillité d'esprit avec laquelle on les enfreint tous les jours. « Je n'aurais pas le moindre scrupule « de faire tort pour cent mille écus au gouverne-  
« ment, » disait un jour un honnête homme. Dans son ignorance il ne voyait pas que le gouvernement c'est l'État; il n'y voyait qu'un ennemi avec lequel malheureusement il faut partager. Qui pourrait dire de combien d'individus, en France, cet homme était l'écho? Mais les causes accessoires que nous avons cru pouvoir assigner à cette erreur, rentrent elles-mêmes dans une grande cause qui les a toutes engendrées, et avec laquelle toutes, nous en sommes certains, disparaîtraient.

Cette immoralité politique tient à l'immoralité privée. Elle tient à ce manque déplorable de convictions et de principes qui flétrit l'honnêteté de tant de gens estimables. Ces gens honnêtes, de quelle manière le sont-ils? A quoi se réduit leur morale? Et quand vous en aurez soustrait les affections naturelles, la crainte des lois, le respect de l'opinion, un reste de traditions et d'habitudes, que demeurera-t-il pour des principes plus élevés? Bien peu de chose, en vérité. Il ne faudra pas s'étonner que cette morale qui, sur son sol le plus familier, ne se soutient qu'à force d'états, chancelle et succombe sur un terrain moins connu; que, dans la sphère des devoirs politiques, sphère jusqu'à un certain point nouvelle, que les révolutions ont encombrée de tant de doutes et de problèmes, et compliquée de

tant d'idées contradictoires, une morale si débile, si aveugle, à qui l'incrédulité a arraché son guide, ait tant de peine à s'orienter et s'égare si souvent. Donnez de la morale, de la bonne, à un peuple, donnez-lui-en pour les relations privées et les circonstances ordinaires, et vous verrez si, même sans lui parler politique, vous ne lui aurez pas donné la morale politique. L'une donc, comme nous l'avons dit, enseigné l'autre; et l'on permettra qu'en général nous partions de cette idée dans la suite de ce travail.

Mais qu'on ne l'oublie pas : nous avons dit non *une morale*, mais LA MORALE, celle qui se rattache à un principe moral, la morale de conscience et d'affection. Où la trouver? où est-elle? Dans la vie de ce peuple ou ailleurs? Dans la nature ou ailleurs? Laissons dormir ces questions sur le seuil de notre sujet; le moment viendra de les relever; et nous verrons alors ce que, réveillées, elles auront à nous dire.

### III. — INSTRUCTION PROPREMENT DITE.

Le lecteur voudra bien se rappeler que, désormais, nos considérations se bornent à la moralité sociale, assurés que nous sommes de voir la moralité politique en découler tout naturellement. Il nous reste à chercher par quels moyens on peut la répandre dans les classes inférieures de la société.

On a proposé, et l'on propose encore, l'instruction populaire.

Cette instruction, telle qu'on la conçoit généralement, se réduit à savoir lire, écrire et un peu calculer.

Avant d'interroger les faits, tâchons d'apprécier la puissance de ces trois arts, en envisageant leur nature même.

Ce sont d'abord, comme toute connaissance usuelle, trois moyens de prospérité. Or, la prospérité, dans un sens, moralise. Elle attache par l'intérêt à l'ordre, qui est lui-même le respect de tous les intérêts. La propriété, qui a servi de base à la civilisation générale, est aussi le fondement de la civilisation individuelle. On s'attache aux fruits de son travail; on se respecte soi-même dans son œuvre; l'estime de soi-même devient une fortune, qu'on ne veut pas dissiper; elle amène le besoin de l'estime des autres; et c'est ainsi que d'un peu d'aisance, d'un peu d'*avoir*, naissent dans l'individu des habitudes morales qui profitent à la communauté. Ainsi, comme moyens de prospérité, les arts que nous avons nommés moralisent les individus, les classes, la nation entière.

Envisagées sous un autre rapport, ces mêmes connaissances mettent l'individu qui les possède à même d'en acquérir d'autres, d'éclairer son esprit, de connaître sa position, d'apprécier les bons et les mauvais conseils, de résister aux suggestions dangereuses. Ce sont autant de flambeaux que l'instruction allume devant l'homme du peuple dans sa route obscure et laborieuse.

Tout ce que les partisans de l'instruction (renfermée dans la possession de ces trois arts) peuvent nous dire



en sa faveur se réduit donc à ceci : c'est que l'instruction *peut devenir* un moyen de moralisation. En elle-même il est clair qu'elle ne saurait moraliser ; lire, écrire et compter n'ont aucun rapport nécessaire aux idées de droit et de devoir, ni même à celles de prudence et de réflexion ; tout dépend de l'usage qu'on fera de ces trois arts ; et s'il est aisé de comprendre qu'on peut les appliquer au bien, il est tout aussi aisé de concevoir qu'on peut les appliquer au mal ou ne pas les appliquer du tout. Prenons celui dont l'usage est le plus directement propre à influencer sur la pensée et sur la vie, prenons la lecture. On dit, à la vérité : Qui sait lire veut lire. Cela même n'est pas si absolument vrai qu'on pourrait bien le croire ; mais, la chose étant prise pour certaine, il reste à fournir au peuple des lectures et de bonnes lectures ; il reste à le préserver des mauvaises ; il reste à le mettre en état de discerner les unes des autres, et de préférer toujours l'utile et le bon à l'inutile et au mauvais. Car si les enfants n'ont appris à lire que pour lire de mauvais almanachs, les aventures de la belle Maguelonne ou de Pierre de Provence, ou des ouvrages beaucoup pires encore, si l'esprit n'est pas rendu assez solide ni le cœur assez fort pour résister à l'attrait des ouvrages frivoles ou pernicieux, il est clair comme le jour qu'il eût beaucoup mieux valu ne point apprendre à lire. Ce n'était certes pas la peine d'aller à l'école pour passer de l'ignorance à l'erreur. La première valait mieux. « Si la lumière que vous avez acquise « n'est que ténèbres, combien seront grandes ces té-



« nèbres (1)! Voilà des raisonnements tout aussi clairs que ceux qu'on a allégués plus haut en faveur de l'instruction. Il s'agirait maintenant de savoir si, dans l'état actuel de la France, on peut compter que les bonnes lectures seraient préférées; il faudrait savoir encore s'il y a une bibliothèque pour le peuple; et puisqu'on ne doute pas que celui qui sait lire ne veuille lire, il faudrait savoir si le peuple ne lira point trop, inconvénient grave, alors même qu'il ne lirait pas de mauvaises choses. Notre siècle souffre de trop lire; nos meilleurs esprits en sont malades : que serait-ce du pauvre peuple! Et, pour ne pas tout dire sur un sujet inépuisable, ce qu'il lirait avant tout, ce seraient assurément les journaux. Mais quelle lecture pour lui! Quel excellent moyen de brouiller toutes ses idées, d'émouvoir toutes ses passions, de le tirer violemment de la sphère de ses paisibles travaux pour le lancer, aveugle ou ébloui, dans la plus dangereuse des arènes! Quels résultats pouvons-nous donc attendre de la lecture dans un pays comme la France? Des résultats très divers, ce semble, si nous considérons l'étendue de son territoire et la variété des populations qui le couvrent; des résultats ici favorables, là défavorables à la lecture et à l'instruction. Mais quel étonnement! L'ensemble de ces résultats, au lieu de se borner à rabattre les prétentions exagérées des amis des écoles, semble donner gain de cause aux ennemis de l'instruction populaire! Voici les faits :

« M. Quetelet, mesurant l'instruction d'après la

(1) Évangile selon saint Matthieu, VI, 23.

« proportion d'accusés qui savent lire et écrire, a construit une carte de France et des Pays-Bas, ombrée d'après ce principe; et l'on voit au premier coup d'œil que les départements du centre de la France, surtout ceux de la Creuse, de l'Indre et autres adjacents, où il se commet le moins de crimes de toute espèce, sont les plus ignorants; que la Bretagne, où il se commet peu de crimes contre les personnes, est remarquablement obscure; que l'Alsace, au contraire, et les bords de la Seine, où il se commet plus de crimes de toute espèce que dans les régions voisines, sont remarquablement éclairés; que le département de l'Ain est moins instruit que celui du Doubs, où il y a cependant plus de crimes des deux sortes, etc.

« M. Guerry arrive aux mêmes résultats pour ce qui concerne les crimes contre les personnes.... Le centre et l'ouest se disputent le *maximum* d'ignorance et le *minimum* des crimes graves; au contraire, l'est et le nord, où l'instruction est très répandue, ont un peu plus de crimes; et le sud, qui est au milieu quant au degré d'instruction, dépasse toutes les régions quant à la masse des délits (1). »

Ces faits prouvent que la moralité d'un peuple ne se proportionne pas nécessairement à son instruction, qu'il y a des causes de mal que l'instruction ne peut pas écarter, et qui en empêchent les bons effets ou lui en font produire de mauvais. C'est bien là la con-

(1) *Bibliothèque universelle de Genève. Littérature. Tome XLIX, page 48.*

clusion la plus modérée qu'on puisse tirer des faits rapportés. On ne viendra pas dire sans doute que les criminels sont ceux à qui manquent ces connaissances élémentaires ; car premièrement cela n'est pas : d'autres renseignements, que nous puisons à la même source, nous montrent, sur 11,901 condamnés, seulement 6,537 ne sachant ni lire ni écrire ; ensuite il ne faut pas admettre dans nos calculs, en façon de balance, tous les individus innocents qui savent lire et écrire, parce qu'un grand nombre d'entre eux doivent leur moralité légale à d'autres causes que l'instruction, à des causes dont l'instruction elle-même n'est qu'un effet, à une position qui, en même temps qu'elle amenait l'instruction, excluait en quelque sorte les vices plébéiens dont les tribunaux connaissent, et jusqu'à la possibilité du plus grand nombre des crimes proprement dits ; enfin, en supposant même que, dans les départements très éclairés, la loi n'eût frappé aucun des individus sachant lire et écrire, il serait trop singulier que ce fussent ces départements-là précisément qui fournissent le plus de victimes à la justice humaine, comme si les individus instruits non-seulement eussent attiré à eux toutes les bonnes conséquences de l'instruction, mais encore eussent réduit leurs malheureux compatriotes à des ténèbres d'autant plus grandes. On ne peut éluder le résultat de ces tableaux : il laisse subsister la persuasion que l'instruction élémentaire a pu profiter à un certain nombre de personnes, dont il serait difficile de faire un relevé statistique ; mais il établit nettement que l'idée de



faire dériver la moralité d'un peuple de quelques connaissances élémentaires est une pure illusion.

Irons-nous jusqu'à dire que l'instruction nuit directement à la moralité, et qu'il faut s'attendre à les trouver partout en raison inverse l'une de l'autre ? Non. Les tableaux que nous avons sous les yeux établissent, à la vérité, que l'instruction ne surmonte pas, au profit des mœurs, toutes les causes qui leur sont hostiles ; qu'il y a telles circonstances qui neutralisent absolument l'effet des écoles ; ces tableaux vont même jusqu'à donner lieu de croire que là où existent, dans un certain degré, ces funestes circonstances, l'instruction elle-même, corrompue dans son application, peut devenir un poison pour un grand nombre d'individus ; mais admettre qu'en elle-même, indépendamment de toute circonstance, elle infecte les âmes et corrompt les mœurs, c'est ce que rien, dans ces documents, ne nous autorise à admettre. Tous faits appréciés, un jury interrogé sur cette cause prononcerait en faveur de l'instruction populaire une sentence d'acquittement. La seule question qui pourra encore être agitée sera celle-ci : Les circonstances de l'état social sont-elles de telle nature que l'instruction, propre par elle-même au bien comme au mal, soit plus souvent un moyen de mal qu'un moyen de bien ? Et, dans ce cas, ne faudrait-il pas préférer l'ignorance ?

Nous avons sur cela plus d'une observation à faire.

La bonté relative de l'*ignorance* ne saurait se conclure légitimement de la supposition ci-dessus. En admettant même que la lecture, l'écriture et le calcul



soient des connaissances pernicieuses, il n'en reste pas moins vrai qu'on ne peut fonder une moralité positive sur l'ignorance absolue. Chaque degré de moralité correspond à un degré de connaissance. La culture de l'âme réclame, dans une certaine mesure, la culture de la raison. Et si ce n'est par la lecture, puisque vous n'en voulez pas, il faudra du moins, par quelque autre moyen, fournir quelques lumières à l'intelligence. S'il y a des populations morales avec un très faible degré d'instruction, ce ne sont pourtant pas, bien s'en faut, des populations abruties. Quelques idées, et d'importantes idées, ont été sans doute déposées dans leurs esprits ; et c'est déjà de l'instruction, par conséquent plus que la lecture, qui n'est pas *instruction*, mais *instrument*. Il ne faut pas imaginer qu'avant d'avoir inventé l'écriture, l'humanité ne pensait point. Les livres ne sont pas l'unique véhicule de l'instruction. Il faut pour soutien à la moralité quelque autre chose que l'instinct ; et nous ajoutons encore que si, au delà d'une moralité négative, on souhaite une moralité positive, active, énergique, autre que celle qui peut résulter d'une certaine mollesse de constitution ou d'un tempérament flegmatique, on ne l'obtiendra pas sans mettre en jeu la pensée de l'homme. Les passions sans pensée mènent au crime, comme les passions avec la pensée. Tout dépend de la nature des pensées. « Travaillons à bien penser, dit « Pascal, c'est le principe de la morale (1). »

Mais, je le veux : admettons que le manque des

(1) PASCAL, *Pensées*. Partie I, Art. IV, § VI.

connaissances qu'on acquiert de nos jours dans les écoles constitue l'ignorance proprement dite, l'ignorance absolue, et de plus, que *cette* ignorance soit un bien. Peut-on naturaliser, légaliser, perpétuer cette ignorance? Autant il est difficile de la dissiper dans certaines contrées, autant il serait impossible de la propager et de l'établir dans tout le pays. Le gouvernement fût-il peu disposé à s'occuper de la culture du peuple (et nous espérons le contraire), l'impulsion donnée serait maintenue. La civilisation, en ce point du moins, ne rebrousserait pas. La révolution de 89, qui, pour la première fois, a constitué le peuple, ne l'a constitué qu'à condition qu'il s'instruisît. La division de la propriété, ou plutôt l'admission à la propriété d'une foule d'individus qui y étaient étrangers, ne peut se maintenir qu'à ce prix (1). Les agglomérations anciennes du sol renaîtraient. Une féodalité industrielle, qui agit en sens inverse de la révolution en rassemblant dans ses immenses ateliers une population que l'industrie plus imparfaite du dernier siècle distribuait dans des boutiques, aurait de trop grands inconvénients sans l'instruction du peuple; et cette nécessité, sentie par la philanthropie, l'est aussi, à leur honneur, par les manufacturiers eux-mêmes. En un mot, les progrès de l'instruction peuvent être, suivant les circonstances, ici plus lents, là plus rapides; mais rien ne peut reporter en arrière, sous ce

(1) Il serait intéressant de s'assurer si les départements les moins éclairés (dans le sens des cartes-Dupin) ne sont pas ceux où il y a le moins de petits propriétaires.

rapport, les populations françaises; et le seul parti en France qui voulût l'ignorance ayant disparu, ses souvenirs, ses principes, son œuvre, étant déshonorés dans l'opinion générale, on ne sait pas quelle cause pourrait, d'une manière durable, arrêter le mouvement qui porte la France vers l'instruction.

Enfin, il nous semble qu'avant de se décider, en désespoir de cause, pour l'ignorance, il faudrait voir si l'on ne peut pas tirer un meilleur parti de l'instruction. Si, au point même où une pente facile pourrait l'entraîner vers le bien, des forces ennemies l'interceptent, la font dévier et la poussent vers le mal, faut-il la faire rentrer dans les ténèbres, et n'est-il pas plus sage, plus utile, de lui donner une sauvegarde, une escorte qui couvre sa marche, et lui permette d'arriver sans obstacle au terme désiré? Cette sauvegarde existe-t-elle? Où la trouver?

Quelques-uns disent : Eh bien ! que l'*instrument* devienne *instruction*. En d'autres termes, qu'on donne au peuple une instruction plus étendue. C'est aussi notre vœu. Nous désirons l'instruction plus étendue et surtout plus profonde, ou, pour mieux dire, plus pénétrante.

Donner au peuple la lecture et l'écriture, c'est lui donner une machine dont il ignore l'usage. Le peu qu'il a lu pour apprendre à lire n'a pas beaucoup enrichi sa raison, d'abord à cause du peu, ensuite à cause que l'attention a été presque entièrement absorbée par le mécanisme. Si vous en restez là, vous abandonnez l'enfant à plusieurs chances diverses sur les-



quelles vous ne pouvez rien, et dont la moins mauvaise est qu'il ne tire aucun parti de ces moyens d'apprendre; ce qui suffirait pour condamner votre travail. Observez une différence. Dans un pays de civilisation avancée, où les lumières sont fort répandues, où l'instruction fleurit de longue date, ces préliminaires suffiraient peut-être. Ailleurs, il faut aller plus loin; il faut, dans l'intérêt de l'élève, passer des moyens à l'exécution, de ces connaissances tout instrumentales à leur application, des signes à la chose signifiée. Il faut munir l'esprit de l'enfant d'une certaine provision de notions diversement précieuses, soit par leur utilité immédiate dans la vie, soit par leur utilité médiate, plus relevée encore. Il faut que ce soit vraiment *instruction*, c'est-à-dire, ainsi que le mot l'indique, un armement, un renforcement de l'homme, un approvisionnement de toutes les choses propres à accroître sa puissance intellectuelle jusqu'à la pleine mesure des besoins de sa condition d'homme et de citoyen. C'est à l'expérience et à la réflexion à marquer ici les limites. Il y a dans l'instruction un point critique, un point fatal, auquel il faut s'arrêter, ou qu'il faut, si on le franchit, pouvoir dépasser de beaucoup. Quelque chose est peut-être plus pernicieux que l'ignorance : c'est la délibération imprudente de la science, c'est cette téméraire incursion dans des domaines qu'on ne pourra jamais parcourir, ce commencement de savoir qui n'est qu'un commencement d'erreur (1).

(1) M. Vinet a soin ici d'expliquer le mot latin *delibatio*, dont il vient de faire usage, quoique l'Académie ne l'ait pas légitimé. (*Éditeurs.*)



Une connaissance générale du monde, une idée nette des principales lois de la nature, une vue sommaire, sous le rapport physique et social, du globe où nous sommes confinés, ennobliraient singulièrement la pensée populaire, lui donneraient plus d'étendue, fermeraient la porte à bien des préjugés, à beaucoup de dangereux mensonges. Bossuet trouverait sans doute qu'il est aussi indigne du paysan que du prince « d'ignorer le genre humain ; » et nous trouvons aussi qu'aucun homme ne devrait ignorer les grandes masses de l'histoire et les moments principaux de la marche laborieuse de l'humanité. Nous n'avons pas besoin de parler de quelques autres connaissances immédiatement applicables à la vie, et utiles aux individus de toutes les classes ; et nous omettons à dessein les études qui, comme celle de la musique, ont directement pour objet la culture de l'âme. Nous ne sommes point encore appelé à cet ordre particulier de considérations.

Concevons-nous bien l'école populaire ? Elle devrait être avant tout une gymnastique de la pensée. Non-seulement la pensée bien dirigée est le chemin de la vérité ; la pensée est l'activité d'un principe noble dans l'homme. Bien loin que l'homme soit, comme l'a prétendu Rousseau, « un animal dépravé », il ne s'élève à la dignité d'homme que par la pensée. L'homme qui pense mal peut être vicieux, l'homme qui ne pense pas ne saurait être vertueux. Le perfectionnement intellectuel est souvent le prélude du perfectionnement moral. Cependant, que le lecteur veuille bien s'en souvenir : nous ne présentons point le perfectionne-

ment intellectuel comme la cause efficiente, la condition suffisante, le principe générateur du perfectionnement moral.

Qu'on mesure maintenant la distance qui sépare cette instruction de l'état actuel de l'instruction en France. Cette distance est effrayante. Qu'on rapproche la plupart de nos écoles, où tout se réduit à l'acquisition de deux ou trois habitudes mécaniques, de ces écoles de la pensée, où la partie intelligente de l'homme serait développée dans tous les sens, par toutes sortes de moyens, par les livres, par les choses, par les personnes, par la vie, où le livre de la nature servirait de suite à l'abécédaire, où le maître serait en quelque sorte l'introducteur de l'enfance dans le monde de la pensée et sur le théâtre de la vie (1); qu'on apprécie l'une des premières difficultés de leur établissement, en réfléchissant combien la pensée de la majeure partie du public est au-dessous de cet idéal de l'école populaire; qu'on se demande quelle portée il faut supposer à ceux qui seraient chargés de l'enseignement dans de telles écoles; qu'on n'oublie pas combien, dans certaines contrées, les difficultés morales, et, peut-être dans toutes, les difficultés matérielles de l'exécution seraient considérables (2); enfin, qu'on fasse attention que pour longtemps encore l'autorité laissera aux particuliers cette tâche presque tout entière : quand on

(1) Un nom propre m'aurait suffi pour caractériser une telle école, si tous mes lecteurs connaissaient l'école de Wehrly à Hofwyl.

(2) La première de ces difficultés serait le *temps* que pourrait réclamer un tel système d'instruction. Nous aurons peut-être plus tard l'occasion de revenir sur ce sujet, et d'offrir des renseignements qui réduiront cette difficulté.

aura fait toutes ces réflexions, on sera peut-être tenté de regarder comme impraticable une tâche qu'on avait jugée indispensable ; ou du moins l'on avouera qu'elle suppose un progrès de l'opinion, une force de conviction, une réunion d'efforts, une vivacité de zèle, une persévérance, qui sont loin d'exister encore, et que le temps seul peut former.

Bien loin que la volonté d'une telle réforme existe, c'est à peine si l'on en a l'idée, si l'on en sent le besoin. Nous en sommes, sur ces matières, aux vues les plus superficielles, et, s'il faut le dire, à l'indifférence la plus déplorable. Ceux qui donnent le plus d'intérêt à l'instruction populaire n'en conçoivent pas, à beaucoup près, toute la dignité. L'idée de former *l'homme*, l'homme tout entier dans les écoles de la patrie, n'est pas encore venue à bien des gens. C'est que le respect de l'homme nous manque ; et qui pourrait s'en étonner, lorsque toute idée élevée sur son origine et sa destination s'est peu à peu effacée de la plupart des esprits ? Il nous faut pour accueillir ces nobles vues, familières à d'autres pays, il nous faut des mœurs plus sérieuses que les nôtres. C'est le sérieux qui nous manque ; on en met l'apparence et le nom partout ; on joue le sérieux ; on s'applaudit d'avoir abjuré l'ancienne frivolité gauloise : on est frivole d'une autre façon ; frivole jusque dans ces passions politiques qui, quelque divergentes qu'elles soient, se rencontrent toutes dans une vaine adoration des formes ; frivole dans cet esprit pratique et positif, heureux don sans doute, mais qui perd beaucoup de

sa valeur, lorsque *pratique* signifie *égoïste*, et que *positif* signifie *terrestre*. Non, nous ne sommes pas sérieux : le vrai sérieux n'est que dans les idées infinies, et nous n'en avons plus ; le vrai sérieux est là où l'âme est considérée comme le but et le corps comme l'instrument ; et nous sommes arrivés à la théorie contraire. Aussi suis-je persuadé que si jamais cette importante réforme est opérée, qui doit faire des écoles une fabrique d'*hommes*, et de l'instruction un hommage à la dignité de notre nature, elle sera due à des hommes éclairés d'une autre lumière que celle que nous voyons briller en France, à des hommes que le respect des choses divines aura conduits au respect de l'humanité, et qui auront appris à reconnaître l'héritier du ciel dans le fils de la poussière.

Laissons toutefois cette question pendante ; et, supposant que le perfectionnement que nous avons demandé pour l'instruction populaire puisse être conçu et réalisé avec les éléments que nous possédons, apprécions en elle-même l'utilité publique de cette instruction solidement intellectuelle, mais tout intellectuelle.

#### IV. — COMPLÉMENT DE L'INSTRUCTION.

Nous avons tâché de déterminer la notion de l'instruction populaire telle qu'elle devrait être. Cherchons maintenant à évaluer ce qu'une telle instruction pourrait apporter d'avantages à la société.



Cette évaluation ne peut pas facilement être demandée aux faits.

Si nous les cherchons dans notre pays même, ils nous manquent. Une bonne instruction populaire, supérieure aux exercices rudimentaires dont nous avons reconnu l'insuffisance, est une chose très rare en France ; les exemples qu'on en pourrait citer correspondent à une population trop faible et trop éparse, pour qu'il fût possible d'en déduire aucune conséquence générale, ni même d'en attendre aucun résultat uniforme.

Si nous sortons de notre pays, et que nous allions demander à des contrées de meilleure civilisation les causes de l'avantage qu'elles ont sur nous à cet égard, nous verrons qu'elles le doivent à une réunion de circonstances parmi lesquelles la bonté du système d'instruction populaire ne fait que concourir avec plusieurs causes d'une autre nature. Nous verrons surtout que la culture morale y est comptée pour quelque chose dans l'éducation de la jeunesse, que le devoir y est l'objet d'un culte, et que la vertu y est regardée, non comme le moyen seulement, mais comme le but de la vie.

En un mot, il est si rare que l'instruction intellectuelle, à ce degré de supériorité, se présente seule, qu'on peut la considérer comme un être de raison, comme une pure idée ; et les jugements qu'on pourra essayer de porter sur elle se déduiront presque uniquement de la considération de sa nature et de ses éléments constitutifs.

Nous l'avons reconnu nous-même, la culture intellectuelle, prise en général, est le piédestal de la morale; mais, de même que le piédestal ne donne pas la statue, la culture de l'intelligence, à elle seule et de son propre fonds, ne produit pas la vertu.

Quels sont les rapports de l'intelligence et de la conscience?

La première est l'instrument de la seconde; mais, du reste, il n'y a entre ces deux forces aucun rapport d'essence. Tous les syllogismes du monde, tous les efforts de la puissance intellectuelle la plus vaste, ne pourraient faire naître dans l'âme le moindre sentiment du juste et de l'injuste, la moindre notion du devoir. L'intelligence peut féconder ce germe; sa fécondation ne saurait même avoir lieu sans elle; mais le germe préexiste.

Encore n'est-ce pas un effet nécessaire de l'intelligence de développer le sens moral et de le perfectionner. Pour le croire, il faudrait oublier qu'une multitude des plus méchants hommes qui aient désolé le monde étaient des hommes de génie. L'intelligence vient au secours de la moralité, *si on le veut*; mais cette restriction dit tout.

Si on le veut, on peut employer cette force intellectuelle dont on aura enrichi le peuple à lui faire mieux comprendre la force de ses obligations et l'étendue de sa responsabilité; on peut l'employer à renforcer l'évidence des motifs qui le pressent de remplir ses différents devoirs; on peut l'employer à lui rendre aimables et respectables les objets mêmes de ses de-

voirs; on peut lui faire de sa conscience une science; mais on peut aussi tout le contraire.

Je ne crois pas même qu'on se puisse attendre à quelque chose de purement négatif. Je ne crois pas qu'on puisse ne donner à l'élève d'idées morales d'aucune espèce. Le silence sur le vrai conclut à l'adoption du faux; et qui n'a pas recommandé ou inculqué l'humilité, le désintéressement, l'obéissance, a recommandé l'orgueil, l'égoïsme et l'insubordination. Il faudrait mal connaître le cœur humain pour ne pas avouer que, dans la plupart des cas, ne pas l'encourager au bien, c'est l'encourager au mal.

Si donc on parvenait à constater authentiquement d'heureux effets sociaux de l'instruction, il ne faudrait pas dire que l'instruction a amélioré la moralité interne; car l'instruction n'a, par elle-même, aucune prise directe sur cette moralité; mais il faudrait dire, avec Madame Necker, que, dans ce cas, « l'observation de la loi morale est l'effet indirect des habitudes de travail, d'ordre, de discipline, le résultat de l'exercice plus fréquent du jugement, et aussi du calme heureux que les plaisirs intellectuels répandent sur l'existence; mais ce n'est pas l'effet d'un désir sincère d'amélioration;.... ce n'est surtout pas l'effet du rapport qu'on a établi entre la morale et la plupart des objets d'étude (1). »

Ces effets indirects de l'instruction, nous y croyons, sans pouvoir les mesurer; tant de crimes sont le fruit de la misère, tant d'autres de l'oisiveté, tant d'autres

(1) *Éducation progressive*. Tome II, page 4.

de la superstition, que nous croyons sans peine à l'efficacité bienfaisante d'une force qui déracine plus ou moins toutes ces mauvaises plantes; mais nous ne pouvons croire toutefois, absolument, à un peuple moral sans morale; nous n'accordons pas plus à la prudence qu'à l'instinct le talent d'imiter à la longue et complètement la vertu; nous croyons que les bons effets de l'instruction sur les mœurs demandent eux-mêmes un certain fonds de mœurs pour avoir lieu; nous nous demandons (car il faut pousser la chose à l'absolu pour la mieux apprécier), nous nous demandons ce que serait un peuple qui n'aurait absolument d'autre morale que celle qui peut résulter du perfectionnement du jugement et de l'extension des connaissances.

Un peuple de gens d'esprit sans cœur serait un peuple d'égoïstes : d'égoïstes prudents, direz-vous; mais de ce qu'ils seraient tous prudents, il résulterait, pour l'égoïsme de chacun, des barrières que la passion de chacun frémirait de ne pouvoir franchir; la prudence apparemment se changerait en ruse; les vices prendraient une forme savante; la société présenterait moins d'aspects révoltants; mais, desséchée dans ses racines, elle n'aurait bientôt plus de sève à envoyer à ses différents rameaux, et, sous la lumière ardente d'un soleil toujours clair, on la verrait s'affaïsser et mourir.

Ce tableau est extrême, mais certainement vrai, et il fera comprendre que l'instruction elle-même, avec tout le bien qu'elle peut faire et que nous reconnais-



sons, ne vivifiera point le pays, ne préviendra même qu'une partie des maux qu'elle est destinée à prévenir, si un ingrédient d'une qualité plus élevée n'est mêlé à ce breuvage intellectuel qu'on prétend offrir à nos populations malades.

Cet ingrédient, c'est *l'éducation*. Avec l'éducation, ou la culture morale, la faible instruction que l'on reçoit dans la plupart des écoles pourrait suffire en attendant mieux. Il y a bien plus : la culture morale est pleine de développement intellectuel ; on perfectionne bien moins le cœur par l'esprit qu'on ne perfectionne l'esprit par le cœur. Si quelque intelligence est nécessaire à la morale, la morale lui rend cette avance avec usure ; les sentiments délicats et relevés qui appartiennent à une bonne morale correspondent nécessairement à des idées relevées et délicates ; la vertu élève l'esprit, la vertu civilise, la vertu donne un besoin de connaissance et de compréhension ; et l'on peut assurer que cette instruction supérieure que nous attendons sera bien plus promptement procurée par l'éducation morale, que le perfectionnement moral ne nous sera procuré par cette culture de l'esprit. Nous ne faisons qu'indiquer ici cette importante vérité, à laquelle nous aurons occasion de revenir et de nous arrêter.

Retournant à l'idée principale de notre sujet, nous répétons que ce qui manque à notre peuple, ce n'est pas l'instruction seulement, mais l'éducation. De bons esprits l'ont déjà senti. Plusieurs de nos lecteurs peuvent se rappeler que, dans un mémoire très remar-

quable dont la *Revue Encyclopédique* s'enrichit, il y a quelques années, M. Dunoyer se prononça contre l'idée de tirer la moralité d'un peuple de quelques connaissances usuelles, signala dans nos écoles la déplorable absence de l'enseignement moral, et proposa, si nous avons bonne mémoire, d'en revenir tout simplement à la morale du catéchisme. C'est aussi ce que nous proposerons ; et le choix du catéchisme nous embarrassera peu.

En résumé, nous voudrions pouvoir convaincre l'autorité que la chétive mesure d'instruction que le peuple reçoit agit à contre-sens du but ; qu'une instruction supérieure exige une masse d'efforts et de sacrifices ; que cette instruction même, au cas qu'elle pût être donnée, n'atteindrait qu'imparfaitement le but, à travers mille détours et mille longueurs ; que pour rendre un peuple moral, le plus court est de lui enseigner la morale ; qu'un bon enseignement moral rendrait presque suffisante la mesure d'instruction que donnent aujourd'hui les écoles ; que cet enseignement moral est en même temps un enseignement intellectuel ; qu'il pourrait faire attendre avec patience un meilleur système d'instruction populaire, et que même il en faciliterait, il en hâterait la naissance.

Sans doute que des considérations de cette nature ne seront repoussées ni par l'autorité ni par les hommes influents que préoccupe le bien du pays ; sans doute que la nécessité urgente de familiariser, hélas ! j'allais dire de réconcilier le peuple avec les principes d'une morale positive, est sentie de la plupart d'entre

eux. Mais ici une pensée se présente à l'esprit des hommes qui observent. Pour le peuple, la morale séparée de la religion n'est rien, absolument rien. Il ne rattacherà jamais solidement l'idée de devoir qu'à l'idée de Dieu. Il n'a pas, il ne peut avoir ces mobiles prétendus moraux de l'homme d'une haute culture. L'honneur, la dignité humaine, les vastes sympathies, tout cela n'est pas, en général, à son usage. N'ayant pas toutes ces brillantes idoles, il n'a que Dieu et se contente de Dieu. La crainte de Dieu lui tient lieu de toutes ces choses ; et il y a mieux, elle les lui donne. Hors du sentiment religieux, il ne les a pas, il n'a rien, rien que ce qui reste à tous les hommes, quelques instincts, quelques lueurs, quelques étincelles, que le besoin et la superstition n'éteignent que trop aisément. Vouloir donner au peuple de la morale indépendamment de la religion, c'est, à mon avis, la plus chimérique des chimères. Au fait, il n'y a ni pour les riches ni pour les pauvres de vraie morale sans religion ; toutefois, les premiers ont quelques moyens de s'imaginer le contraire ; mais cette illusion ne descend pas plus bas.

C'est donc de la religion qu'il faut donner au peuple. La lui donner ! que dis-je ? la lui rendre, car on la lui a prise. Telle a été l'action perpétuelle du mouvement social que nous subissons depuis quarante années. Tandis qu'en d'autres pays la liberté et la religion se sont donné la main et se sont mutuellement appuyées, chez nous la liberté n'a pas fait un pas sans déplacer la religion d'autant. Il serait trop long



d'en dire les causes ; mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'aujourd'hui les choses en sont venues au point que les termes, les locutions, le langage, je ne dis pas du culte autrefois dominant, mais de la simple religion naturelle, sont interdits aux hommes du pouvoir ; qu'ils ne pourraient les prendre dans leur bouche sans se compromettre, et qu'on les veut savoir impies pour les croire constitutionnels. C'était déjà un signe mémorable du temps, que le plus grand événement du siècle eût pu avoir lieu sans faire vibrer dans le cœur de la nation la corde religieuse ; on a pu en conclure que cette corde était brisée ; mais il y a eu davantage : la révolution, en croissant, a arboré l'impiété ; elle en a fait une des couleurs nationales ; elle a attaché cette odieuse cocarde au front des chefs du pays ; elle a fait de l'irréligion le symbole officiel, le *test*, le *serment d'allégeance* de tous les hommes qui veulent s'élever. Nul homme qui veut acquiescer ou conserver de l'influence ne laisse percer une seule de ces idées solennelles dont l'antiquité païenne elle-même faisait le support nécessaire des sociétés. Comment espérer que, sous le poids de cette nouvelle terreur, qui envoie au supplice non les têtes, mais les consciences, des hommes puissants de position, de crédit ou de génie, redemanderont pour le peuple son pain spirituel qu'on lui a ravi, son ancienne portion de foi, de piété et d'espérance ? Comment espérer qu'ils oseront sentir et avouer cette nécessité ? Et pourtant c'est tout ce qu'on leur demande. L'aveu de la première des vérités sociales, sortant de leur bouche,



romprait le charme fatal sous lequel est captive une nation entière. On oserait penser comme eux ; on se reprendrait de croire à l'âme ; on reconnaîtrait à l'éducation le droit et l'obligation de parler à cette âme ; quelques grands noms , quelques grandes paroles paraîtraient avec leur sainte puissance... Tout cela se pourrait encore s'ils le voulaient ; mais hélas !...

Quoi qu'il en soit, nous applaudissons au mouvement qui se fait apercevoir en faveur de l'instruction publique, parce que nous croyons qu'il ne s'arrêtera pas à multiplier des établissements imparfaits, que leur imperfection même rend dangereux ; parce que nous croyons qu'on sentira bientôt, qu'on sent même déjà la nécessité de remplacer l'instruction par la culture ; parce que nous croyons que cette impulsion, tout entravée qu'elle est, tout incapable qu'elle est de réaliser l'idéal que nous nous sommes fait, sera maintenue néanmoins et profitera à la nation ; parce que nous espérons que l'activité imprimée aux esprits les détournera peu à peu des lectures qui sont surtout dangereuses pour les esprits oisifs, et, en créant pour eux des intérêts intellectuels, ôtera peu à peu de leur force, et laissera moins de prise aux passions grossières qui sont le fléau des classes inférieures ; mais nous n'en insisterons pas moins sur la nécessité de joindre l'éducation à l'instruction ; et nous allons voir que cette éducation n'est possible qu'au christianisme, et que, de plus, le christianisme est, en lui-même, le promoteur le plus énergique de la culture intellectuelle du peuple.

## V. — LE CHRISTIANISME ÉDUCATEUR.

D'ingénieux penseurs, transportant dans l'administration de la vie l'idée du gouvernement à bon marché, ont imaginé de traiter la conscience comme une espèce de sinécure, et de la supprimer en faveur de l'intelligence, qui, d'elle-même, remplit les fonctions attribuées par l'erreur commune à un prétendu *sens moral*. Ils ont construit, en face de la nature, une morale d'où le principe moral est exclu, et où tous les résultats qu'on demandait autrefois à une force vivante sont imités par une mécanique subtile et compliquée. Sans examiner si la nature humaine ne désavoue pas cette substitution de l'intérêt au principe moral (je dis de l'intérêt, car évidemment l'intelligence n'est ici que pour le compte de l'intérêt), cherchons s'il est possible de donner au peuple une morale qui se rattache au sens moral.

Reviendrons-nous à l'instinct, à la morale naturelle? Ah! certes, de grand cœur, s'il n'y a de choix qu'entre lui et l'égoïsme! Ce qui demeure encore, parmi les hommes, de cette précieuse essence, vaut mieux assurément, pour la dignité et le bonheur de l'espèce humaine, que toutes les combinaisons de l'intelligence. Toutefois, sachons bien ce qu'est aujourd'hui cet instinct, cette morale naturelle. L'instinct! la morale naturelle! un assemblage confus de toutes sortes d'impressions, de préjugés, d'impulsions, de haines et d'a-

mours, incohérents, hétérogènes, si souvent factices ; la nature telle que l'a faite la société ; la nature telle que l'ont faite les passions, les systèmes et les sophismes ; la nature altérée, corrompue , méconnaissable. L'instinct ! c'est-à-dire des affections exclusives et égoïstes, un faux point d'honneur, une délicatesse de convention, des illusions romanesques, se combinant, pour les corrompre, à quelques mouvements de conscience, à quelques émotions de pitié, à quelques élans généreux, à quelques sentiments d'équité, à quelques restes épars de notre ancienne rectitude. L'instinct ! c'est-à-dire l'absence de tout principe et de toute règle précise ; une lyre à mille fibres discordantes ; une voix qui indique à l'un une route, à l'autre une route contraire, suivant le tempérament, l'éducation, les circonstances de temps et de lieu. L'instinct ! une loi dépourvue de sanction et d'autorité, et qui, bien loin de pouvoir se légitimer aux yeux d'autrui, serait fort en peine de se légitimer à ses propres yeux ! une puissance capricieuse, qui, pour un instant, élève l'homme à une grande hauteur pour se donner le plaisir de le voir retomber d'autant ; qui laisse cohabiter les penchants les plus opposés, la haine avec l'amour, le mensonge avec la franchise, la tendresse avec la férocité, l'avidité avec la bienfaisance, l'impureté des mœurs avec les raffinements de la délicatesse ! Raison et folie, vice et vertu, bien et mal, *oui* et *non* tour à tour sur les mêmes sujets, voilà l'instinct ! voilà la morale naturelle !

Encore cet instinct vaut-il mieux que l'intérêt et l'intelligence réunis ; encore fait-il spontanément ce

que l'un ni l'autre ne peuvent faire; de même que l'instinct, et non l'intelligence ni l'intérêt, porte les lèvres de l'enfant vers les mamelles de sa mère, pour y chercher une nourriture sans laquelle il mourrait, l'instinct seul, et non les deux substituts qu'on prétend lui donner, enseigne aux individus comme aux nations à compatir, à se dévouer, à combattre, à mourir. O force égarée, force autrefois divine, quand je te reconnais au milieu des cadavres de nos anciennes vertus, te relevant blessée et chancelante, et du sein de ce champ de mort, essayant encore le mouvement et la vie, un respect profond et douloureux me saisit; je me sens pressé d'adorer en pleurant celui qui t'a donnée; je le supplie de guérir tes plaies, et de te rappeler à la lumière et à la santé; je le supplie de t'élever à ton ancienne stature et à ta première beauté; mais telle que je te vois, troublée, aveuglée, ivre de toi-même, comment te confierais-je la direction de ma volonté, l'empire de ma vie, les rênes de l'humanité?

C'est donc à quelque chose de mieux encore que l'instinct, à quelque chose de mieux que la nature, que nous devons recourir pour modifier la volonté de la génération qui s'élève. Mais à quoi donc enfin? nous demandera-t-on. A un système peut-être? S'agit-il de régulariser l'instinct, de lui tracer sa voie, de lui apprendre la logique?

Mille déjà l'ont fait, mille pourraient le faire.

Mais qu'est-ce donc, en morale, qu'un système? Un ensemble bien lié de notions, dont la cohérence peut



plaire à l'esprit, mais qui, par lui-même, n'a aucune prise sur la volonté. Nous ne sommes, qu'on s'en souvienne bien, jamais modifiés par nos convictions seules. Qui veut nous porter à un acte quelconque, qui veut surtout soumettre à une règle notre vie entière, doit, au préalable, trouver dans notre âme une affection correspondante à ses préceptes, ou l'y créer. Sans un tel introducteur, un système ne pénétrera point de notre esprit dans notre âme. Nous apprendre notre devoir n'est rien, si on ne nous le fait aimer. Tel est le vice radical de tous les systèmes de morale humaine. Ils en ont bien d'autres, sans doute : nous les croyons tous erronés et incomplets, parce que leur point de départ n'est pas pris d'assez haut ; mais nous les considérons en ce moment sous le seul rapport de leur puissance impressive, et, dans ce point de vue, ce n'est pas d'imperfection seulement, mais de vanité, de nullité, que nous les accusons. S'ils n'allèguent, en fait de motifs, s'ils ne fournissent, en fait d'impulsion, que ce que la nature peut alléguer et fournir à chaque homme ; s'ils prétendent rectifier la nature humaine par cette nature même, leur entreprise est vaine ; et nous ne pensons pas surtout qu'un système ait jamais renouvelé une nation. En morale comme en politique, une nation n'est renouvelée que par des faits.

C'est la grande erreur de notre âge intellectuel et analytique. On attend tout des théories. On oublie que les sociétés n'ont jamais obéi, d'une manière durable, qu'à deux impulsions, la nécessité et l'affection, le soin impérieux de la conservation ou quelque émo-

tion puissante ; et que les constitutions à l'épreuve sont celles qui étaient écrites dans les cœurs avant de l'être sur le papier. Le gouvernement est devenu un système artificiel ; mais il y a bien plus de temps qu'on a voulu soumettre la morale à cette transformation : elle s'y refuse ; la charte du genre humain veut, comme toute bonne charte politique, tirer son origine de la nécessité et de l'affection.

Voulez-vous que la morale soit une force vivante, demandez-la au cœur même de l'homme ; mais commencez par fournir à ce cœur quelque autre raison de se rendre que des abstractions et des syllogismes. Que, du moins, la chaîne de vos arguments commence par un *raisonnement du cœur*. Invoquez la logique de l'âme ; mais donnez-lui un point de départ ; en d'autres termes, donnez-lui *un fait* qui la remue, qui la captive et la subjugue. Voilà le fondement, la condition de toute vraie morale.

Or, nous proposons une morale qui se distingue précisément par la condition qui manque à toute autre. — Eh quoi ! va-t-on dire peut-être, encore le christianisme, ce christianisme usé, ces vieilles formules, ces dogmes d'un caractère arbitraire qui ne correspond à rien dans la nature et dans la vie, et qu'on ne peut admettre sans faire violence à tout et sans tout déplacer ! — Nous entendons déjà ces exclamations, et de la part de beaucoup de personnes nous les comprenons ; il y a telle parodie du christianisme qui donne raison à tous ces reproches. Mais si ce qu'elles sont habituées à entendre appeler christianisme ne l'était

pas? Si, de fait, le christianisme antique et primitif leur était chose nouvelle malgré sa vieillesse, et inconnue malgré son éclat? Si celui dont nous avons à leur parler avait en réalité tous les caractères contraires à ceux qu'elles viennent d'énumérer? S'il était aussi *naturel* qu'elles le jugent *arbitraire*, aussi convenable à la vie qu'il leur paraît y être antipathique, aussi harmonique à tous les besoins de l'âme qu'elles l'y croient opposé; s'il avait été formé, pour ainsi dire, le même jour que l'humanité, sur un plan tout semblable et de la même main? Eh bien! qu'elles n'en croient pas notre simple promesse; mais, au nom de leurs plus vrais intérêts et de l'intérêt social qui les préoccupe, qu'elles nous prêtent un moment d'attention, et qu'ensuite elles jugent.

Le christianisme est la plus excellente des morales, parce qu'il est autre chose qu'une morale. Il ne s'adresse pas d'abord à la raison; il va droit à l'âme, avec toute la puissance d'un fait. Il ne répète pas les vieux arguments de toute morale humaine, arguments qui ne sont pas seulement usés, car ils ont toujours été impuissants, et leur plus habile emploi n'a pas régénéré un seul cœur; il apporte un nouveau fait, hors de la nature, au-dessus d'elle, au-dessus de la raison. Il dit les compassions du Très-Haut; le miraculeux abaissement de la Divinité; la Parole éternelle faite chair; le Saint que tous les cieux connaissent et que l'éternité adore, devenu « homme de douleur et sachant ce que c'est que la langueur. » Il raconte à l'humanité abattue sous le poids de ses péchés et sous



le sentiment confus de sa déchéance, sa réhabilitation conçue par l'amour, accomplie par l'amour. Il nous raconte, au Calvaire, la réconciliation du ciel avec la terre, et l'humanité appelée à recommencer ses anciennes relations avec le Père céleste ; au sépulcre désert du Christ, la vie et l'immortalité mises en évidence ; au grand jour de la première Pentecôte, la circulation rétablie entre l'Esprit de Dieu et l'esprit de l'homme, les joies du ciel venant visiter et bénir la terre, l'aurore de l'éternelle félicité illuminant nos misères, le temps se rejoignant à l'éternité par-dessus le gouffre du tombeau, et, sans interruption, de la terre au ciel, la vue continuant l'espérance, la joie continuant la joie, la vie continuant la vie. Voilà le fait qu'il proclame ; et par ce seul fait, frappant avec force à la porte de notre cœur, il y appelle d'une voix haute, il y réveille, il y fait lever, l'une après l'autre, la joie et la reconnaissance.

Qu'avons-nous dit des vrais fondements de toute association politique et de toute bonne morale ? Nous les avons trouvés dans la nécessité et dans l'affection, dans l'amour de soi et dans une émotion profonde du cœur. Eh bien ! ces deux mobiles, ces deux forces, les voilà dans l'Évangile ; et où les trouver avec cette puissance ? Ou plutôt où les trouver ailleurs que dans l'Évangile ? Quel système est en possession de fournir à l'âme d'autres motifs de régénération que ceux dont l'expérience a pleinement constaté l'impuissance ? Quelle force de persuasion pourrait pénétrer la vie morale à une assez grande profondeur pour la déta-



cher tout entière de sa base et la porter sur une base nouvelle? On parle de système : mais quel système au monde pourrait être combiné avec un art aussi merveilleux que cette religion, qui est si loin de ressembler à un système que c'est précisément le mérite qu'on lui accorde le moins? Par quelle nouvelle plus réjouissante l'intérêt pourrait-il être remué? c'est la nouvelle du salut. Par quel bienfait la reconnaissance pourrait-elle être plus vivement sollicitée? Ce bienfait est tel que la pensée n'en saurait concevoir un plus généreux. Et remarquez ici une chose bien digne d'attention. La joie toute seule ne consommerait pas notre restauration morale : il faut que la reconnaissance s'y joigne; mais cette reconnaissance, à son tour, si elle se rapportait à un don moins grand que celui du salut, n'agirait point sur l'âme avec l'énergie que demande l'œuvre de notre régénération. Quelque grand que soit un bienfait, s'il n'est pas le salut, s'il n'est pas la délivrance du plus immense des dangers et du plus redoutable des malheurs, s'il ne dissipe pas la plus terrible des craintes humaines, il ne produirait point dans l'âme cette complète révolution qui la fait devenir une nouvelle âme. Pour être enlevée à elle-même, déracinée du sol de l'égoïsme et transplantée dans celui de l'amour, il ne lui fallait pas moins que la conviction d'être perdue, repoussée de Dieu, réprouvée. Sans cette conviction, tous les bienfaits, même ceux qui auraient d'emblée porté sa félicité au comble et l'auraient mise à jamais hors d'atteinte, ne faisaient que glisser sur elle et ne changeaient pas sensiblement

ses dispositions habituelles ; nous ne disons pas seulement que cela devrait être : nous disons que cela est ; car rien ne se déduit plus aisément de l'expérience. Il fallait donc, avant tout, pour annoncer à l'âme son salut, lui déclarer sa condamnation, proclamer son état de déchéance ; quelle entreprise ! Mais l'âme humaine, intérieurement tourmentée, s'était bégayé à elle-même une partie de ce terrible aveu ; elle était plus ou moins préparée à cette pleine révélation de sa misère ; l'Esprit de Dieu est bon juge de ce qui est dans l'homme. Cette conviction de péché est le gond sur lequel tourne la porte qui nous ouvre le ciel ; elle est le complément ou plutôt la donnée première de ce hardi système de la rédemption, système vaste, lumineux, conséquent, parfait, dont le fils d'un charpentier et quelques pêcheurs ont fait présent à la terre. Combinaison admirable, dont l'effet moral ne trouve rien de comparable dans toute l'histoire des impressions humaines. Deux paroles adressées successivement : *Tu es perdue !* à l'âme qui se croit en sûreté ; *Tu es sauvée !* à l'âme qui se croit perdue, résument tout ce système de Dieu, et consomment toute cette œuvre de Dieu. Une joie inexprimable succédant à une terreur inexprimable, un infini de misères creusé pour recevoir les fondations d'un infini de bonheur ; l'âme désolée afin de pouvoir être rayée, voilà le plan de Dieu pour imprimer à l'homme un élan de reconnaissance qui l'emporte au delà de l'aire bornée où son égoïsme gravite, et le place sous l'empire d'une force plus généreuse. C'est un astre que la violence

d'une impulsion irrésistible transporte dans une autre sphère d'attraction. Le monde l'attirait ; à présent c'est Dieu qui l'attire.

Si maintenant l'on demande encore comment la reconnaissance régénère l'âme, qu'on réfléchisse à la nature de ce sentiment. La reconnaissance, d'abord, est le seul sentiment évidemment désintéressé dont notre nature actuelle soit susceptible ; et par là même il a été propre à devenir le point d'appui de notre régénération. Le fait de la rédemption, en donnant une énergie extraordinaire et un essor illimité à l'élément le plus généreux de notre être, a commencé par cela seul l'œuvre de notre renouvellement moral. Ensuite, et c'est là le point essentiel, le propre de la reconnaissance ou de l'amour est d'identifier l'âme qui l'éprouve avec l'objet qui a excité ces sentiments. La reconnaissance nous proportionne, nous assimile plus ou moins à notre bienfaiteur, nous perfectionne, s'il est pur, ou, peu à peu, s'il ne l'est pas, nous dégrade. La reconnaissance, et une telle reconnaissance, envers Dieu qui est saint, nous porte à être saints ; comment, d'ailleurs, serions-nous reconnaissants d'une expiation, sans cesser d'aimer ce qui a rendu cette expiation nécessaire ? Enfin, pauvres comme nous sommes par rapport à Dieu, incapables de rien donner à celui de qui nous tenons tout, comment lui témoigner notre gratitude autrement que par le sacrifice de nos cœurs, et comment lui donner nos cœurs sans aimer tout ce qu'il aime, sans haïr tout ce qu'il hait, sans aimer le bien, sans haïr le mal ? Voilà la logique de l'âme : elle



n'est point trompeuse ; elle est plus sûre que celle de l'esprit ; elle n'a jamais eu de fausses conclusions ; sa nature y répugne et ne les supporterait pas.

De la reconnaissance, suscitée par un tel bienfait et dirigée vers un tel bienfaiteur, découle naturellement toute la morale, individuelle, privée, publique. Il est moralement impossible que celui qui croit à ce bienfait et qui l'accepte ne soit pas en *principe* tout ce qu'il doit être. Toutefois la bonté de Dieu n'en est pas restée là ; et après avoir, on peut bien le dire, enseigné la morale sur la croix, il en a développé les maximes dans l'Évangile. Ici, nous trouvons la même cohérence, la même perfection systématique que dans l'*œuvre* elle-même qui sert de base au *livre*. L'Évangile, en tant qu'enseignement moral, est le mieux lié, le plus conséquent, le plus complet de tous les systèmes. Comme l'eau d'une source, quoique n'ayant reçu qu'une impulsion, se divise et se ramifie à souhait, suivant les mouvements du terrain et suivant ses pentes, ainsi de la première des vérités morales descendent sans effort, et se rendent chacune vers son objet, toutes les vérités particulières. La vie intérieure, la famille, la cité, se trouvent réglées dans le même sens et par les mêmes principes. Ce n'est qu'une même idée, prenant, comme l'eau, la forme du vase où on la répand ; c'est toujours, envers soi-même, envers la famille, envers la patrie, vérité, charité, justice. Et comment y aurait-il la moindre disparate ? Il n'y a pas un précepte qui ne puisse être rapporté et mesuré à un principe unique, le fait de la rédemption ;



l'idée-mère de toute la morale est déposée dans le sacrifice expiatoire de l'Agneau sans tache ; toutes les lignes directrices de la vie humaine partent de la Croix, où la justice et la miséricorde se sont donné une satisfaction mutuelle. Ce fait, médité, analysé, donne toute la morale.

Pourquoi nous étendre sur la doctrine morale de l'Évangile ? Elle n'a point de détracteurs. On ne lui fait sérieusement qu'un seul reproche, et ce reproche est un hommage. On l'accuse d'être impraticable ; et l'on a raison, aussi longtemps qu'on la considère séparée de son principe. Le *joug* de Christ n'est *aisé*, son fardeau n'est *léger* que pour ceux qui ont reçu de son Esprit cette foi qui est « la victoire du monde. » Mais pour ceux-là c'est à peine s'il y a un joug et un fardeau, parce que leur obéissance est volontaire, que l'amour les soulève comme une aile, et que, comme nous le disions, il y a peu de temps, d'une tout autre classe de personnes, *ils ne portent pas, ils sont portés* (1). Sans doute il y a différents degrés de foi, de joie et d'amour ; mais partout où la conviction du salut par grâce a pénétré, il y a quelque chose de ces effets ; on les démêle jusque dans les masses, là où le christianisme, décoloré pour le plus grand nombre, est pourtant demeuré national, et où la Bible est généralement connue ; il reste dans les idées encore quelque chose de cette saveur divine ; on retrouve plus ou moins dans tous les esprits la pensée d'un Dieu bon, une confiance vague dans son gouvernement,

(1) Voir page 83.

une idée confuse de sa paternité, enfin des notions morales plus arrêtées et plus saines, toutes choses que l'antiquité ne posséda jamais, et que l'Évangile a données au monde. « Si je puis toucher le bord de sa « robe, je serai guérie (1), » semble dire la chrétienté; et ce bord de la robe du Sauveur répand encore parmi elle plus de vie que toute la sagesse du monde ne lui en donnera jamais.

Que manquera-t-il à une telle morale, si de plus elle est populaire? Mais tout ce que nous avons dit jusqu'ici de sa base et de ses motifs la signale déjà comme la plus populaire des doctrines. Quels efforts d'esprit pour exiger la joie d'une délivrance inespérée? Combien de science faut-il pour être reconnaissant? Et quant aux préceptes eux-mêmes, qui a jamais prétendu que leur accomplissement demandât une culture extraordinaire de l'intelligence? Cette religion, qui est tout morale, cette morale qui est tout religion, se résolvent l'une et l'autre, l'une dans l'autre, en une seule idée, dont la contemplation peut absorber le philosophe, dont la conception est à la portée de l'enfant. A peine les premiers progrès de son langage vous ont-ils annoncé la présence de l'hôte immortel dans la maison d'argile, à peine a percé le premier germe de sa nature morale, donnez-lui son Sauveur, il peut déjà le recevoir; ces augustes vérités peuvent déjà offrir une matière au premier travail de sa pensée; le Dieu de la nature ne lui est pas plus tôt accessible que le Dieu de la grâce. Merveilleuse propriété de la

(1) Évangile selon saint Matthieu, IX, 21.

religion chrétienne, si profonde et si naïve ! c'est un océan, c'est un ruisseau : « l'éléphant y nage, l'agneau « y passé à gué. »

Ce n'est point dans une suite d'arides sentences que Dieu nous révèle sa volonté et les principes de son gouvernement : c'est essentiellement par des faits. Tout est histoire ou tout se rattache à l'histoire, dans le livre qu'il nous a donné. On dit quelquefois que ce livre, antique et oriental, refuse de s'assimiler aux formes modernes de notre pensée. Oh ! dans ce livre du genre humain, le local et le temporaire disparaissent dans l'universel. Ne voudrez-vous pas en croire l'enfant ? Sans aucune archéologie, il comprend la Bible comme le langage des compagnons de ses jeux. Cette langue des peuples enfants semble faite aussi pour les hommes enfants. Il fait mieux encore que de la comprendre : ces belles histoires font ses délices. On parle beaucoup d'embellir, d'adoucir les vérités sérieuses, c'est la tâche favorite des écrivains pour l'enfance. Mais l'auteur de la Bible est en cela leur maître comme en tout. Qui aurait su aussi bien emmieller les bords de cette coupe offerte à tous les hommes, et au fond de laquelle l'enfance ne trouve rien d'amer ? Pour elle tout est miel dans le divin calice. Quel livre plus attrayant ? quelles histoires plus magnifiques ? quelles merveilles plus éblouissantes ? Où la gravité fut-elle tempérée par plus de grâce, la grâce accompagnée de plus de gravité ? Où la morale fut-elle mieux mise en action ? Ce livre tout entier est l'histoire d'une éducation. Éducation vaste et sublime,



celle du genre humain : l'enfant la conçoit, sans qu'on le lui dise, comme sa propre éducation. C'est lui-même, lui pauvre et débile créature, qu'il ose reconnaître dans cet homme collectif, dans cet enfant séculaire, dont la vie morale, racontée, décrite et prophétisée, s'étend, avec une richesse infinie de détails, du premier verset de la Genèse au dernier verset de l'Apocalypse. De même que les profondeurs de l'homme, les profondeurs de Dieu s'ouvrent complaisamment à son œil enfantin. Il touche de sa petite main les merveilles de l'infini. Dieu a parlé selon toute sa sagesse et toute sa bonté : il entend cette grande voix ; la Parole a habité parmi les hommes pleine de grâce et de vérité : l'enfant la reçoit dans sa mémoire, se l'approprie, s'en nourrit ; et dans l'immense ignorance de son âge, il sait déjà plus de vérités que les sages de l'ancien monde n'en ont jamais entrevu ni cherché.

Ah ! si vous voulez que les hommes aiment le Sauveur, entretenez-en leur première enfance. Menez-les tout jeunes vers le Crucifié ; dites-leur tout l'excès de son amour pour eux ; dites-leur qu'il les aima dès avant leur naissance ; que, brebis malheureuses, sans berger et sans bercail, il est venu les chercher dans le désert, et qu'il a donné son sang pour pouvoir les ramener dans la céleste bergerie. Ne craignez pas de leur parler de leur misère, de leur corruption naturelle, du besoin de miséricorde qu'ils partagent avec leurs pères, avec vous : ils vous croiront, et ils croiront bien, aussi bien, mieux que le philosophe ; car



leur conscience dit *amen* à la parole qui les condamne; l'oreille de leur entendement est pure encore. Ils n'ont pas encore « cherché beaucoup de discours (1). » Faites croître dans la vérité ces jeunes plantes; d'année en année donnez-leur une plus solide et plus forte nourriture; que leur foi croisse avec leur raison; que leur raison, à chaque nouveau progrès, adhère avec plus de force à la raison divine; préparez un fonds de convictions, d'expériences chrétiennes, d'habitudes religieuses, de souvenirs graves et doux, pour les mauvais jours qu'amènera l'âge des passions et de l'orgueil. Et pourquoi verrait-on se démentir, en ce seul point, ce qu'on a dit si souvent de la puissance des premières impressions? comment une enfance ainsi formée serait-elle sans influence sur le reste de la vie? et, lors même que pour un temps l'élève du divin Maître devrait s'écarter de la route qui lui fut tracée, n'y a-t-il pas lieu d'espérer que ses égarements seraient moins funestes, et qu'il reviendrait plus tôt et plus sûrement qu'un autre au port où s'abrita sa jeunesse? Vous savez avec quelle difficulté la vérité chrétienne perce la dure écorce qu'épaississent autour de notre cœur l'exemple du monde, ses joies, ses vanités, sa fausse sagesse; hâtez-vous d'enfermer le christianisme dans le cœur, lorsqu'il peut y pénétrer sans peine. Le Sauveur vous a dit de laisser venir à lui les petits enfants; faites davantage encore : conduisez-les dans ses bras, et remettez-les à sa garde divine.

(1) Ecclésiaste, VII, 29.

Ces détails nous entraînent au delà des bornes que nous nous étions prescrites; et combien il nous resterait à dire! Combien sur le mode de cette éducation du cœur par la Bible! Combien sur les moyens à coordonner à ce premier moyen! Combien sur l'application de ces principes aux écoles! Il faut laisser tous ces développements; il faut même renoncer à dire sur la base de l'éducation chrétienne, sur la Bible et son influence, tout ce que le sujet réclamerait peut-être. Nos lecteurs trouveront ces idées développées et approfondies dans l'ouvrage distingué de M. de Félice sur l'*Institution biblique*, ouvrage que son titre semble adresser à une classe particulière de lecteurs, mais que son sujet recommande à tous les amis de l'humanité.

Nous avons cherché à mettre en évidence la puissance moralisante de l'Évangile, l'excellence de ses instructions, leur popularité, leur aptitude à servir de base à l'éducation morale de l'enfance. Nous livrons ces faits (car ce sont des faits) à l'attention des hommes sincères de toutes les croyances; nous les provoquons à les démentir s'ils croient pouvoir le faire, à proposer, dans ce cas, quelque instrument meilleur de restauration morale de la société, et nous leur disons avec le poète :

. . . Si quid novisti rectius istis,  
Candidus imperti; si non, his utere mecum.

Pour nous, nous avons besoin de le répéter, nous n'attendons le bien et le repos de la société que des convictions religieuses et morales; et ces convictions,

nous ne les attendons que du christianisme, parce que seul il les a. En ce triste moment où tant de causes diverses les ont flétries dans le cœur d'un si grand nombre de nos contemporains, elles verdissent encore dans toute leur fraîcheur au sein du christianisme. C'est dans le terrain de cette religion *révelée* que repoussent avec vigueur les sentiments et les idées qui s'étaient desséchés sur le tronc de la loi *naturelle*; c'est là, et là seulement, qu'apparaissent dans toute leur native énergie la foi en Dieu, la foi au devoir, et les espérances d'un immortel avenir. Le monde social du dix-neuvième siècle, moins hideux que celui des Césars, n'est pas moins usé sous le rapport des croyances morales : et si, sous les auspices de l'Évangile, l'humanité gangrenée sous l'Empire romain vit renaître sa jeunesse ; si « les ailes lui repoussèrent comme à l'aigle (1) ; » si, depuis lors, partout où l'Évangile a été compris, on a vu le même phénomène se reproduire et l'humanité reparaître dans une fraîcheur et une beauté juvéniles, qui contrastaient avec l'épuisement social ; si, de nos jours encore, ceux qui l'embrassent avec connaissance de cause deviennent de *nouvelles créatures*, même dans le sens humain de ce terme ; comment douterions-nous qu'appliqué en grand, le remède héroïque de la conversion ne tirât le monde de sa décrépitude, et, par une sorte de transfusion, ne lui donnât un nouveau sang et une santé florissante ?

(1) Ésaïe, XL, 31.

## VI. — LE CHRISTIANISME INSTITUTEUR.

Qu'on ne se méprenne pas au titre de ces réflexions : il ne signifie pas que la seule application du christianisme à l'intelligence suffise pour la cultiver dans tous les sens ; il signifie seulement qu'à tous les autres moyens de culture le christianisme en ajoute un nouveau, dont l'appréciation va faire le sujet de ce chapitre.

Tout ce qui s'empare de l'âme s'empare aussi de l'esprit. A chaque sentiment correspond une idée. Aussi est-ce un fait généralement observé que tout intérêt qui nous remue profondément crée ou plutôt réveille des forces intellectuelles dont nous n'avions pas la conscience. Helvétius n'est pas parti d'un principe faux en proposant de cultiver l'esprit par les passions. Il est certain qu'aussi longtemps qu'un homme n'a pas été travaillé par une affection, on ne sait pas encore de quoi son intelligence est capable. Hormis dans certains cas peut-être où la stérilité est trop évidente, on peut toujours penser que l'esprit tient en réserve, pour le jour de révolution de l'âme, une provision de forces qui sommeillent en attendant ce grand jour. Le précepte d'Helvétius est donc tout à fait philosophique, et serait vraiment bon si les affections qu'il propose d'exciter étaient de celles dont le développement est propre à purifier l'âme et à l'ennobler. Ce précepte, un chrétien aurait pu le donner ; et certes, à ne considérer que l'intérêt de l'intelligence,



quel moyen d'excitation plus énergique et plus puissant que le christianisme lui-même !

Si toute affection forte réagit sur l'esprit et le développe, c'est cependant d'une manière inégale, suivant la nature de l'affection et suivant son objet. Il faut, pour que l'effet soit complet, non-seulement que l'affection soit forte, mais que l'objet en soit grand. Il faut qu'il offre à la pensée beaucoup de prise, un grand nombre de côtés accessibles, des occasions fréquentes d'activité. Il faut que l'attrait soit si vif et en même temps si profond, que toute l'âme transportée entraîne avec elle tout l'esprit ; il faut que ce fonds d'intérêt soit inépuisable ; il faut que la réflexion, excitée par le sentiment, soit de nature à exciter à son tour le sentiment, et que cette action et réaction continuelle creuse à la pensée un lit nouveau, un lit profond, dont elle ne puisse plus s'échapper. Telle est la puissance du christianisme individuel ; on peut dire qu'il révolutionne toutes nos facultés, et leur donne, comparativement à leurs habitudes antérieures, un essor extraordinaire. Cet effet n'est inconnu à aucune portée d'intelligence ; le sentiment chrétien ajoute de la force à la force même ; « il donne à celui qui a, » et fait voir qu'il n'y a aucune richesse de génie qui n'ait quelque chose à recevoir d'une excitation morale ; mais ses effets sont merveilleux sur les esprits paresseux et lents. Ceci n'est pas une supposition, une conjecture. Une foule d'observateurs ont été dans le cas de s'assurer de la vérité de ces assertions. Particulièrement dans ces derniers temps, on a vu, en plu-

sieurs contrées de l'Europe, le *réveil religieux* être en même temps le *réveil des intelligences* les plus assoupies ; on a vu des hommes médiocres, et qui, sans cela, l'eussent été toute leur vie, devenir des hommes remarquables, et développer, dans des positions difficiles, des ressources dont on les croyait, dont ils se croyaient eux-mêmes entièrement dépourvus ; acquérir, non-seulement une facilité de langage, une éloquence, qui auraient bien suffi pour étonner ceux qui les avaient vus aussi pauvres d'expressions que d'idées, mais une netteté de vues, une finesse d'aperçus, une pénétration dont ils étaient plus éloignés que de toute autre chose. Dans les contrées dont nous parlons, on a vu la seule puissance de l'affection religieuse établir entre des gens du peuple, dont les uns croyaient et les autres ne croyaient pas, une différence frappante à l'avantage des premiers ; on a vu ce sentiment enseigner à des ignorants une expression nette et facile, une politesse de langage, un tact, une délicatesse, dont d'autres, sensiblement plus instruits, se montraient incapables ; et ces observations ont été trop concordantes et trop nombreuses pour ne pas permettre de croire que tout un peuple, ainsi placé sous l'action de l'Évangile, serait un modèle d'ennoblement intellectuel et de civilisation.

A-t-on fait attention que la religion est un enseignement populaire de métaphysique et de psychologie, enseignement qui, peut-être, se fait d'autant mieux qu'il se fait sans maître ? La religion chrétienne est une religion d'observation intérieure ; c'est par là

qu'elle commence, c'est par là qu'elle continue, c'est par là qu'elle finit. On lui a reproché le *mysticisme* auquel elle a paru conduire ; mais, en vérité, c'est un honneur pour elle d'être exposée à ce reproche ; le mysticisme fait l'éloge d'une religion qui a rendu capables des hommes sans culture de vivre dans l'intérieur de leur âme, d'en observer les plus légers mouvements, et de s'absorber dans la contemplation de ces phénomènes moraux. Mais si le mysticisme est l'écueil où quelques-uns vont donner, une connaissance étonnante des puissances morales qui servent de leviers et de contre-poids à la vie humaine, une vue singulièrement systématique des éléments de la volonté, une conséquence remarquable dans les doctrines morales, sont pour les autres le fruit de cette étude intérieure que le christianisme leur a recommandée, ou plutôt dont il leur a donné le besoin et l'habitude. La plus précieuse logique, la logique du devoir, est un des caractères distinctifs du chrétien ; on ne risquerait rien à dire que lui seul a des *principes*, dans toute la vigueur du mot ; du moins personne n'oserait se vanter d'avoir sur ses devoirs des notions aussi arrêtées et aussi bien liées que le chrétien ; et ici la *conséquence*, chose de grand prix sans doute, ne coûte rien à la beauté de la vie et à sa véritable harmonie. Tout cela, sans doute, a du prix dans la pratique, et mérite bien d'être un des objets de ceux qui travaillent à la culture des masses ; eh bien ! tout cela, quelle qu'en soit l'excellence, est applicable aux masses, applicable même à l'enfance. Dans la mesure que

comporte la faiblesse de cet âge, il est vrai, pour elle comme pour les adultes, que le sentiment religieux développe les forces intellectuelles à proportion de sa force, et que l'habitude de l'observation de soi-même mûrit de bonne heure la raison.

Bornons-nous maintenant à considérer le livre qui sert de dépôt à ces doctrines, pleines de toute espèce de régénération. Ce livre, ou plutôt cette bibliothèque, c'est la Bible.

Le christianisme, auquel nous attribuons tant de beaux fruits, est celui qui suppose, pour chaque individu, l'emploi immédiat de la Bible. Le peuple, l'enfance, l'homme de tout âge et de toute condition ne sauraient devenir chrétiens que par la Bible. Le plan de Dieu, dans le christianisme, allant des individus aux masses et non des masses aux individus, il a voulu que chacun reçût immédiatement la religion de ses mains divines; que chacun appropriât, appliquât à son propre cœur les dogmes révélés; que chacun se mît, pour son compte, en communication avec la voix d'en haut; que chacun, à parler humainement, se fît sa religion. D'après ce principe, dont la preuve directe n'appartient pas à notre sujet, la Bible est la bibliothèque de chacun des membres de la famille humaine.

Pour apprécier toute la puissance de culture attachée à la lecture de ces divins écrits, prenons dans le plus pauvre de nos villages un enfant d'une portée intellectuelle ordinaire. Que l'horizon de sa pensée est nécessairement borné! Que les moyens d'excitation



sont rares pour elle ! Nulle communication verbale de la part de ses parents, aussi ignorants que lui, et absorbés par l'anxiété perpétuelle de la subsistance du lendemain. Peu d'objets nouveaux frappent ses yeux ; les bruits des grandes scènes du monde n'arrivent point ou n'arrivent qu'affaiblis et vagues à son oreille ; sa vie, dure et laborieuse dès les commencements, réprime les jeux rians d'une imagination qui, comme toute imagination d'enfant, ne demande qu'un peu de liberté et de loisir pour se construire un paradis ; la nature est son seul précepteur, comme celui du sauvage ; elle lui donne quelques enseignements précis, forme son jugement par ses sens, ébauche à grands traits une éducation qu'elle n'achèvera pas ; c'est quelque chose sans doute, c'est même beaucoup plus qu'on ne pense ; et l'on a peut-être tenu trop peu de compte, dans les systèmes modernes de culture, du vif et prompt enseignement des choses ; mais enfin qu'on se représente ce que peut être, au milieu de la société civilisée, l'être que sa destinée réduit à cette éducation plus qu'à moitié spontanée. Faites-vous une idée de l'indigence, de la roideur, de l'aridité de cet esprit : puis ouvrez-lui l'école, qu'il apprenne à lire, et qu'il lise la Bible.

La Bible ! elle fut faite pour lui ; elle s'est mise d'avance à son point de départ, d'avance elle a appris son langage pour le lui parler ; on n'aurait jamais pu faire, en étudiant avec soin l'enfant du pauvre, un livre qu'il pût mieux comprendre. Or, dans ce langage qui est le sien, qui est celui de la nature, elle lui dé-

clare les plus grandes choses. Dès le début, l'axe de toute vérité philosophique et morale est solennellement posé. Les lois de la matière et les lois de la conscience se rattachent à leur centre commun et inamovible. Un même point de départ est donné aux pensées de l'enfant et à sa vie. Un mot l'oriente à jamais dans le labyrinthe du monde. Dieu proclamé, la conscience est reconnue, l'immutabilité de la loi du devoir est proclamée. Une fois ce phare élevé sur la route, l'enfant suit à sa pure lueur les destinées de la race humaine. Il assiste, témoin intelligent et intéressé, à l'établissement des premières sociétés. Un drame immense, où toutes les passions fondamentales du cœur humain se montrent dans leur candeur native, à la faveur de la simplicité des mœurs antiques, se développe à ses yeux ravis. L'imagination et la sympathie s'éprennent ensemble à la vue des péripéties majestueuses et des touchants épisodes de cette immense épopée qui, du seuil du néant au seuil de l'éternité, ne dévie pas un instant de l'unité la plus sévère. Que diriez-vous de l'idée de faire lire dans les écoles populaires l'Iliade et l'Odyssée d'Homère ? Laissez, diriez-vous, ce luxe à l'enfance opulente, et même ne le permettez qu'à un âge plus avancé. L'enfant chrétien, presque encore au berceau, balbutie la plus sublime des Iliades ; il fait, comme étude de première nécessité, cette lecture de luxe que vous ne permettez qu'à une classe privilégiée. Qu'y a-t-il dans la Bible qui soit moins fort, moins profond que les épopées d'Homère ? Par combien de côtés, au contraire, la Bible ne

paraît-elle pas, au premier coup d'œil, plus inaccessible qu'Homère? C'est pourtant là de quoi nous nourrissons l'enfant chrétien. Certes, c'est bien un phénomène, que le plus auguste monument historique et religieux que possèdent les nations soit le livre d'école de nos petits enfants, et qu'ils le comprennent et qu'ils le goûtent plus que tous les autres livres! Il a pour eux, il a pour le [peuple tout l'attrait d'une épopée nationale; ce sont les actions et les destinées de nos ancêtres selon la foi, que nous trouvons dans ce vaste poème cyclique. Nous nous identifions sans peine avec ces patriarches, premiers anneaux de cette chaîne qui lie, de siècle en siècle, les croyants aux croyants; avec ce Moïse, sur les pas duquel il nous semble que nous pénétrons nous-mêmes dans la terre promise; avec ce David, dont les longues adversités nous semblent en quelque manière les nôtres; et que dirai-je de ce grand et divin chef de la nation élue, de ce prince de l'humanité, en qui l'humanité fut réhabilitée et glorifiée, et qui, à son avènement sur la terre, étendant la notion du peuple de Dieu, proclame et nous enseigne le seul cosmopolitisme qui ait jamais été réel, sincère et généreux!

Oui, partout dans ces pages sacrées, l'enfant sait qu'il lit son histoire, son passé et son avenir. Ce puissant intérêt recommande à son attention les moindres détails, et concourt à son instruction, dont la source est si abondante et si variée dans la Bible. On ne pense pas assez qu'avec la Bible on met entre ses faibles mains, on place sous ses faibles yeux des tré-

sors de notions vraies sur les rapports de l'homme à la société, sur l'autorité des lois, sur leur sanction, en même temps que, par la partie matérielle du récit, on l'initie à la connaissance d'une foule de détails de la nature et des arts, qu'il eût, de toute autre manière, appris moins facilement et moins volontiers ? Ce qui me reste à dire étonnera peut-être : cette langue de la Bible, dans sa franchise, dans son caractère primitif, est plus propre qu'aucune autre à former celle de l'enfant. C'est bien là qu'il faudrait chercher pour lui les premiers modèles de narration, de description, d'éloquence, quand on n'aurait d'autre but que de lui apprendre à écrire et à parler. La Bible est le meilleur maître de rhétorique de l'homme du peuple. Ne sait-on pas que la langue de ce saint livre a puissamment contribué à la beauté d'une langue moderne ? C'est avec raison qu'un célèbre philosophe (1) a regretté qu'à l'époque de la grande crise de la langue française, une traduction de la Bible, de la main de quelque homme de génie, n'ait pas servi de type aux essais de notre idiome, et de donnée générale à ses formes. La Bible a manqué à notre langue comme à notre morale. Aujourd'hui elle ne changerait rien à la première ; mais, grâce à Dieu, elle peut toujours reformer la seconde.

Dans les pays où l'intérêt pour les choses religieuses s'est animé et répandu, cette influence du christianisme sur la culture se montre en mille manières différentes. Une prédication solide est un exercice

(1) M. Cousin. Voyez le *Semeur*, tome I<sup>er</sup>, page 7.



pour l'esprit comme pour le cœur, et comme plus elle est évangélique, plus elle se rapproche de la philosophie, elle communique à l'auditeur le plus simple des notions, de la profondeur et de la clarté desquelles on ne saurait trop s'étonner. Les bons livres religieux élèvent l'esprit sans l'égarer dans des régions vaporeuses, et sans le rendre moins positif et moins pratique. De nos jours, l'œuvre des missions, qui est la grande pensée chrétienne de l'époque, a vulgarisé des connaissances jusqu'alors bien étrangères au pauvre peuple. Tandis qu'on s'occupe des moyens de lui donner, ou plutôt, d'abord, de lui faire accepter des connaissances dont l'utilité n'est qu'indirecte et par conséquent doit le toucher peu, il se les est appropriées d'avance par un effet naturel de l'intérêt qu'il éprouve pour la grande œuvre que nous venons de nommer. Le désir de suivre de la pensée, à leur destination lointaine, ces missionnaires qu'il peut appeler les siens, lui a fait peu à peu apprendre la géographie. Avec cette connaissance, mille autres encore, mille idées plus justes de la terre que nous habitons et des choses humaines en général, sont entrées peu à peu dans sa mémoire. Ces expéditions aventureuses de la charité en Asie, en Afrique, dans l'Océanie, partant la plupart de l'Europe, lui ont, sous une foule de rapports différents, fait connaître l'Europe même. Je ne puis entrer dans tous les détails; mais je crois pouvoir me résumer en disant qu'il est telle contrée où le seul intérêt missionnaire a, depuis peu d'années, répandu proportionnellement plus de connais-

sances positives, plus d'idées justes, a plus élevé l'instruction du peuple, que ne l'ont fait, pendant un espace de temps beaucoup plus considérable, les efforts consciencieux d'un gouvernement ami des lumières.

Indépendamment de tout ce qui vient d'être dit, il reste au christianisme un avantage incontestable. A supposer même qu'il n'enseigne pas, il force à enseigner. Aucun stimulant n'est plus fort que la religion, aucune prescription plus pressante que les siennes, qu'on ne saurait décliner. Or, un certain développement de l'intelligence, et tout au moins l'art de lire, étant les conditions presque nécessaires de la formation du chrétien, tous ceux que la propagation et le maintien du christianisme intéressent ne sauraient se dispenser de procurer ces connaissances aux enfants du peuple. Quand Dieu, de sa propre voix, aurait ordonné d'apprendre à lire, le chrétien ne s'y sentirait pas plus positivement obligé. Dieu est à ses yeux l'inventeur de l'écriture. En donnant cet art aux hommes, il jetait au milieu d'eux la pierre d'attente du grand édifice du christianisme. Avec quel empressement les croyants chercheront-ils à répandre une connaissance où le salut des hommes est attaché ! Qu'il sera naturel de voir partout où le christianisme est fondé sur la Bible, la religion se faire l'appui, l'auxiliaire de l'instruction populaire ! Qui s'étonnera que les premières écoles en Europe lui soient dues, et qu'encore à présent, dans plusieurs pays, le soin des écoles soit l'attribution reconnue, incontestée du

clergé? Qui s'étonnera de voir, en bien des endroits, le pasteur être véritablement le premier maître d'école de sa paroisse? L'Église renferme l'École; il ne peut point y avoir, d'après la nature même du christianisme et la forme sous laquelle il nous a été donné, d'Église sans école. Partout où le vrai christianisme s'établira, vous verrez naître des écoles; des écoles sont les premiers établissements de tous les missionnaires; des écoles sont une des principales œuvres des philanthropes chrétiens; et l'on peut affirmer que, si la religion s'emparait des masses, par ce fait seul l'instruction populaire aurait fait un progrès immense.

Une question encore; l'instinct pédagogique est, dit-on, un instinct à part, et tous les hommes n'y sont pas également propres; nous le croyons; mais nous croyons aussi que l'amour et la patience sont deux éléments principaux de cet instinct précieux. Où les trouvera-t-on le plus sûrement? Et, toutes choses égales d'ailleurs, qui aura l'avantage, sous ce double rapport, de l'instituteur qui travaille pour le monde, ou de celui qui travaille pour Dieu? de celui qui forme des élèves pour la terre, ou de celui qui les prépare pour le ciel? Que la conscience de nos lecteurs nous réponde.

Nous aurions encore bien des choses à dire; il faudrait même revenir sur plusieurs de celles que nous avons dites; mais il est temps de finir ce chapitre; il serait temps, même, de poser la plume tout à fait. Que les lecteurs nous pardonnent des longueurs, dont plusieurs appartiennent au sujet, dont quelques-unes

sans doute restent à notre charge. Encore quelques mots de conclusion et nous aurons fini.

#### VII. — CONCLUSION.

Les chapitres qui ont précédé celui-ci étaient adressés aux personnes qui croient en Jésus-Christ et à celles qui ne croient pas en lui, mais plus particulièrement à la dernière de ces deux classes.

C'est à celle-ci surtout qu'il importait de représenter l'insuffisance de l'instruction actuelle pour l'amélioration de la vie sociale et politique, l'impuissance naturelle de l'instruction en général pour la restauration nationale, l'absolue nécessité de joindre l'éducation à l'instruction, l'impossibilité de trouver hors du christianisme le moyen de vivifier les mœurs publiques, enfin l'aptitude admirable du christianisme à concourir au développement intellectuel du peuple.

Il serait peu logique, et moins convenable encore, de prétendre que, sur ce simple exposé, ceux à qui les croyances chrétiennes sont étrangères confient au christianisme l'instruction du peuple. Une religion n'est sans doute pas plus à leurs yeux qu'aux nôtres un simple instrument de bien-être et de profit terrestre, qu'on prend ou qu'on laisse suivant qu'on est persuadé ou non de son aptitude à remplir certaines fonctions de la vie. Ni l'importance de ces fonctions, ni la grandeur du profit espéré ne sauraient déterminer à faire enseigner une doctrine, à la vérité de



laquelle on ne croirait pas. Il y a impossibilité morale. Aussi n'est-ce pas dans ce but et dans cette espérance qu'on a relevé, dans ce travail, les avantages du christianisme sous le point de vue de l'éducation du peuple. Mais on a cru que faire saillir un des caractères d'excellence du christianisme, le montrer comme seul suffisant à l'un des plus grands besoins de la société actuelle, c'était peut-être éveiller chez quelques-uns le désir d'examiner de plus près une religion trop peu appréciée, de même que, en relevant sur un seul point la couche de terre ou de sable qui revêt un filon d'or, on excite naturellement le désir d'une exploration plus étendue. Et véritablement, si cette influence du christianisme sur la civilisation se trouvait réelle ; s'il se vérifiait que cette religion, à l'exclusion de tout autre système, accomplit tout ce que se propose l'éducation populaire, comment cette première découverte n'établirait-elle pas, pour le christianisme considéré comme religion, une prévention des plus favorables ? Comment ce qui produit le plus grand bien pourrait-il être faux ? Comment les dogmes qui paraissent les plus éloignés de toutes les idées naturelles ne se recommanderaient-ils pas à notre acceptation, lorsqu'on verrait que c'est par ces dogmes mêmes, et non par ce qu'il a de commun avec la religion naturelle, que le christianisme se trouve capable de produire ces grands effets ? Disposer les esprits, sinon à croire, du moins à examiner, serait un beau résultat de cette suite de réflexions sur l'instruction populaire. Ce que le christianisme demande à notre société indifféren-

tiste, et qui n'est même tolérante qu'à force d'indifférence, c'est l'examen, un véritable et sérieux examen. Examiner, il est vrai, n'est que se mettre en route vers la vérité; mais dans l'état présent des esprits, il semble qu'examiner ce soit presque être arrivé, tant l'examen est difficile, tant il est rare, tant un examen sérieux du christianisme laisse facilement prévoir son résultat.

Toutefois, comme les considérations qui ont rempli ces pages ont été fort générales, et qu'une multitude de faits auxquels elles se réfèrent n'ont pu y trouver place, c'est à prendre connaissance de ces faits que le lecteur est d'abord intéressé; et si nos considérations l'ont mis sur la voie de le faire, c'est déjà un grand point de gagné. Les services rendus par le christianisme à l'instruction publique, sa grande activité pour la multiplication et l'amélioration des écoles, sa bienfaisante industrie dans une sphère qu'il a même agrandie, les beaux résultats dont les amis chrétiens de l'instruction publique ont à se féliciter, voilà les faits dont la vue donnera de la consistance et du poids aux considérations générales que nous avons présentées au lecteur. Chercher ces faits pour les voir est la tâche de tout le monde; chercher ces faits pour les montrer est plus particulièrement le devoir des chrétiens.

Quand ces faits seraient beaucoup moins nombreux qu'ils ne le sont, la valeur intrinsèque de chacun d'eux, l'examen attentif d'un seul, produirait déjà une grande impression. Qui a pu n'être pas frappé de

ce qui a été publié l'année dernière sur les seules écoles du dimanche dans la seule Angleterre (1)? En voyant la piété individuelle concentrer sur un seul point d'une des branches de son activité plus d'efforts et de sacrifices que le gouvernement d'un grand État n'en a pu répandre sur tout l'ensemble de l'instruction primaire dans toute l'étendue de son territoire, il est impossible de n'être pas tout au moins frappé de l'énergie extraordinaire du levier que met le christianisme entre les mains de ses disciples; et si des exemples de ce genre, qu'il est, grâce à Dieu, facile de multiplier, et de rendre plus frappants par le détail, étaient souvent présentés et expliqués aux lecteurs de toutes les classes, nul doute que ce témoignage rendu au christianisme par ses œuvres ne fixât sur lui bien des regards, et que la bienveillance ne suivît l'attention.

Mais il ne suffit pas de citer des faits, il faut en créer. Il faut se hâter de subvenir au premier besoin de la nation. Il faut que le christianisme fasse ses preuves envers le pays. Il faut qu'après avoir vu ses titres éteints par une trop longue prescription, il se légitime de nouveau par d'éminents services. Il se vante de renfermer dans son sein les éléments d'une restauration sociale : il faut qu'il le prouve. Les bras semblent manquer, je l'avoue, à cette grande et sublime culture dont il fait sa vocation particulière; les vrais disciples de la croix sont en petit nombre; le christianisme, dont on peut démêler encore un dernier

(1) Voir le *Semeur*, tome I, page 91.



reflet, quelques lueurs expirantes, quelques éléments disséminés, dans une civilisation qui semble avoir pris à tâche de mentir toujours plus à son origine chrétienne, ne se trouve que chez le petit nombre à l'état de concentration qui est la condition nécessaire de son efficacité régénérante ; mais là où il se trouve, ne fût-ce que dans un individu, il porte avec lui tous ses titres, il a toute son évidence. Un vrai chrétien est une apologie complète du christianisme. Et, Dieu soit loué, quelque petit que soit le nombre des croyants, il est tel encore que leur lumière peut illuminer bien des points à la fois du pays où la Providence les a semés. Le genre d'activité auquel les appellerait la réforme de l'instruction populaire, est un de ceux assurément qui tourneraient sur eux le plus de regards. Et il faut qu'ils soient avides de regards, parce que, dans cette époque avancée d'incrédulité, où l'indifférence, après avoir remplacé la haine, a fait place elle-même à l'oubli, le premier besoin du christianisme est d'être regardé. Que la lumière des chrétiens, ou plutôt celle de l'Évangile, luise dans les écoles qu'ils fonderont, dans les instituteurs qu'ils s'empresseront de former, dans les écrits dont ils composeront la bibliothèque à peine commencée du pauvre peuple. Qu'on les connaisse à leurs fruits : leurs fruits n'ont point de pareils.

Qu'ils ne s'isolent pas cependant des œuvres de la philanthropie naturelle. Qu'ils s'unissent, là où ils le peuvent, à ceux qui, sans travailler dans le même esprit, travaillent dans le sens de l'intérêt public. Il y



a, nous ne devons pas l'oublier, quelques points de contact entre les œuvres de ces deux classes de personnes, un terrain neutre où elles peuvent se réunir ; et lorsque la pureté de vues des philanthropes chrétiens sera connue, lorsqu'on aura été à même de bien distinguer leur religion du pharisaïsme ambitieux qui a excité tant de préventions légitimes, leur coopération active, intelligente et désintéressée, bien loin d'être refusée, sera recherchée. Il sied sans doute au christianisme, alors qu'il exige, au nom du Dieu jaloux, l'obéissance à sa loi sainte, de dire au monde : « Nous voulons tout ou rien ; » mais lorsque, sous les traits de la charité, il vient donner et non recevoir, il lui sied de se faire tout à tous. Son triomphe, comme religion, est éloigné ; il ne faut pas, en attendant, qu'il dise à la société : « Nous ne ferons rien avec vous qu'à condition que vous fassiez tout avec nous. » Ce serait se fermer quelques-unes des portes qui peuvent encore être ouvertes. Rien n'empêche un chrétien de coopérer chrétiennement à des œuvres où d'autres concourent dans un autre esprit. L'intention des autres n'a aucune puissance sur la sienne. Et sans obtenir peut-être de faire apposer sur l'œuvre qu'il vient seconder le divin cachet de l'Évangile, il dépend de lui plus ou moins de faire entrer dans cette œuvre bien des éléments qui, sans lui, n'y seraient probablement que trop étrangers, la modération, la simplicité, la patience. Il serait difficile de tracer ici des règles et des limites, mais on peut s'en fier là-dessus à l'esprit, à la fois candide et délicat, au tact religieux

des vrais disciples de Jésus-Christ; ils ont de qui apprendre, et sauront bien reconnaître où ils peuvent porter leur main et d'où ils doivent la retirer.

Mais il est une œuvre qu'ils feront seuls.

Ils savent que l'éducation publique ne peut point suppléer et ne doit point supplanter l'éducation domestique; que tout dépend de celle-ci; que les meilleures institutions d'enseignement public sont peu efficaces et même très difficiles à réaliser dans un pays où l'éducation de famille est négligée ou mauvaise; que c'est de dessous le toit paternel que sortent, pour un État, les bénédictions et les malédictions tour à tour; que c'est là qu'il faut poser la base du bonheur social; qu'elle n'est point ailleurs; et que, tant que là famille sera désorganisée, l'État ne saurait s'organiser. C'est bien, je l'avoue, le futur père de famille que l'on prépare dans l'enfant; mais avec quelle peine, quelle difficulté! Combien ne lui enlève pas la maison paternelle de ce que l'école lui avait donné! De là naît l'obligation de s'occuper sans retard de l'éducation des pères aussi bien que de celle des enfants.

L'éducation des pères de famille, l'éducation des adultes, l'éducation directe de la nation, tâche dont l'accomplissement rapprocherait de nous le résultat désiré, mais tâche si forte que la pensée en viendrait difficilement à d'autres qu'à des chrétiens. L'idée de modifier des caractères déjà formés, de créer dans l'âge mûr des habitudes nouvelles, de faire rebrousser vers l'enfance ceux qui s'avancent vers la vieil-

lesse, est en général hors des projets et au delà des espérances des philanthropes les plus ardents. Mais tout cela n'est pas au-dessus du pouvoir de celui qui sait faire fleurir (l'expérience l'a mille fois prouvé), au milieu de la vie une seconde enfance, comme ces arbres qu'un merveilleux automne pare quelquefois des rians attributs du printemps. La religion ramène l'âme à son berceau, lui fait répéter la vie et recommencer le cercle de ses saisons, et la mène par une seconde jeunesse à une seconde maturité. Cette puissance, déposée dans la Bible, nous l'exerçons par la Bible. La Bible, et la prédication biblique, sont les grands éducateurs de cet âge pour lequel il semble qu'il n'y ait plus d'éducation possible. C'est par eux que la masse de la nation pourra être gagnée à une moralité élevée, positive et vivante. Et nous avons pu nous convaincre qu'il y a chez le peuple infiniment plus de *susceptibilité* religieuse que les gens du monde et même beaucoup de chrétiens ne sont disposés à le croire. Nos convictions religieuses nous avaient bien fait pressentir d'une manière vague que les grandes dispensations des deux dernières années (1) ne seraient pas vaines, et que la sagesse de Dieu méditait quelque grand coup; mais nous étions loin de soupçonner que la voix d'avertissement eût été assez entendue pour que des populations considérables, au sein de l'incrédulité qui aveugle ou de la superstition qui éblouit, eussent ressenti une faim et une soif de justice telles qu'on ne les a vues se manifester que

(1) 1830 à 1832.



dans les plus beaux jours du christianisme. Rien n'est plus digne d'une sérieuse attention que les faits que nous allons transcrire :

Un des principaux administrateurs de la *Société Biblique britannique et étrangère* écrivait, au commencement de cette année : « J'ai fait l'addition de tous les  
« Livres saints qui ont été distribués (en France) dans  
« le dernier trimestre de 1831 ; elle s'élève à 51,000  
« exemplaires ; c'est le nombre que, les années précédentes, j'ai pu placer avec peine dans une année  
« entière, et j'aurais pu en distribuer bien davantage  
« si les livres ne m'avaient pas manqué. Des demandes m'arrivent journellement de toutes les parties  
« de la France. Il y a des milliers de communes où,  
« il y a quelques années, on n'avait jamais vu un  
« Nouveau-Testament, et où il se trouve aujourd'hui  
« dans les mains de tous les écoliers, qui en font journellement une lecture assidue. »

Il écrivait encore en date du 27 avril : « Le nombre  
« des Livres saints sortis, pendant le premier trimestre  
« de cette année, du magasin de Paris, s'est élevé à  
« 60,879 exemplaires. »

Des faits tout semblables sont consignés dans le rapport de la *Société Évangélique de Genève*. Elle a envoyé dans les départements français les plus voisins de sa résidence des colporteurs, hommes religieux et simples, munis de Bibles et de Nouveaux-Testaments. Malgré bien des circonstances défavorables, malgré l'opposition d'une certaine classe de personnes, et quoique la distribution de ces volumes ne fût point



gratuite, il s'en est répandu des centaines d'exemplaires dans l'espace de quelques mois ; les dépôts, contre toute prévision, ont dû être renouvelés, et le nombre des colporteurs a été porté progressivement de deux à neuf. On a lieu de croire que, dans d'autres parties de la France où la Bible était à peu près étrangère, le même besoin de la connaître existe, et que l'œuvre du colportage biblique y trouvera le même accès.

Voilà ce qui se passe, sans bruit, au milieu des événements qui en font tant, des craintes et des espérances vaines qui en font davantage encore. Je ne sache pas que nos journaux, à l'affût des moindres nouvelles, aient fait la plus légère mention de ce mouvement religieux, qui, s'il se soutient, prépare à la France la plus bienfaisante et la plus radicale des révolutions. Il révélerait aux hommes d'État, s'ils y voulaient prendre garde, dans l'esprit national un élément caché, inaperçu, dont on peut tirer le plus grand parti ; il leur ferait voir que la religion, traitée par eux avec trop de légèreté, vit, du moins sous forme de besoin, dans les cœurs de la multitude, et qu'il y a encore dans cette nation, qu'on a tant travaillé à rendre frivole et légère, l'étoffe d'un peuple sérieux, par conséquent d'un peuple paisible et d'un peuple libre.

Il reste à recommander à la charité chrétienne, toujours dans la même sphère, un devoir qu'elle seule peut-être est en état de remplir.

Il est, dans quelques départements de la France,

des enfants qui, privés de bonne heure de leurs parents, sans protecteurs naturels, quelquefois sans asile, composent leur vie de mendicité et de vagabondage, et préparent au pays moins une population qu'une vermine. Beaucoup d'autres, qui ont encore leurs parents, ne sont pas les moins abandonnés, peut-être même sont plus misérables. Le cœur se serre de douleur en voyant croître pour le vice, pour le crime, et en tout cas pour la brutalité, des créatures intelligentes et immortelles; et l'on s'effraye de voir se développer chez ces malheureux enfants une force physique qui, n'étant réglée et maîtrisée par aucune puissance morale, sera nécessairement hostile à la société. La société et Dieu lui-même semblent confier ces infortunés à la bienveillance chrétienne. Et qui s'en chargera si ce n'est elle? Qu'elle leur rende une famille; qu'elle leur assure un asile, des soins, une éducation, qui, fût-elle imparfaite, les rattacherait du moins à la société, et lui sauverait leur dangereuse et inévitable inimitié. *Quand ce moyen manque*, ne craignons pas de fonder quelques-uns de ces *asiles* que des pays voisins ont ouverts à des infortunes du même genre. Rendons à Dieu, si nous le pouvons, et tout au moins à l'humanité, tant d'êtres que le malheur de leur naissance ou de leur situation réduit à l'état sauvage au milieu de la civilisation. Quand la charité chrétienne ne rendrait que ce service au pays, quel droit n'aurait-elle pas acquis à sa reconnaissance! L'entreprise est difficile, je le sais, les moyens rares, les obstacles nombreux; mais la né-

cessité est urgente, le mal extrême : c'est tout ce qu'un chrétien a besoin de voir; il sait que Dieu donne les forces avec la tâche. « *Impossible* n'est pas « un mot français, » disait un guerrier de cette nation valeureuse et entreprenante; avec combien plus de raison ne disons-nous pas : « *Impossible* n'est pas un « mot chrétien. »

## V.

### DES ÉTUDES CLASSIQUES.

(A propos d'une discussion entamée dans la Chambre des députés  
le 29 mai 1835.)

Une question importante a été soulevée, le 29 mai, à la Chambre des députés. Un honorable membre, parlant sur le budget du ministère de l'instruction publique, s'est élevé contre la préférence accordée jusqu'ici aux études classiques, et a réclamé pour celles qu'on est convenu de leur opposer, une faveur proportionnée au crédit dont elles jouissent dans la société moderne. M. Saint-Marc Girardin et M. le ministre de l'instruction publique ont répondu à ce défi imprévu, et leur parole a été la parole des maîtres. Du reste, cette courte et vive discussion n'a eu de résultat immédiat que les réflexions qu'elle a pu faire naître. En faisant part des nôtres aux lecteurs du *Semeur*, nous ne voulons qu'inviter leur attention à se fixer sur un sujet que la Chambre et les orateurs eux-mêmes ont traversé en courant, mais vers lequel le ministère, la Chambre, la force des choses ramèneront bientôt les regards du pays.

Ce qui nous a frappé avant tout, c'est l'esprit de ce



débat, c'est la double pensée qu'il recèle. Sous les noms plus populaires et en apparence plus clairs, de partisans et d'adversaires du grec et du latin, c'est le spiritualisme et le matérialisme pratiques que nous avons vus aux prises. Que personne ne s'offense de nos paroles : on peut valoir beaucoup mieux que l'idée qu'on défend ; on peut aimer une thèse dont on haïrait le principe si on le connaissait ; et enfin, comme dit Buffon, « représenter n'est pas être. » Combien de gens seraient surpris et effrayés si on leur disait le vrai nom et toute la portée des opinions qu'ils professent ? Or, le vrai nom de la thèse qu'a soutenue le premier opinant est *matérialisme*, et ce nom désigne, dans notre sens, la préférence exclusive des intérêts matériels de la société. Il est permis, il est juste de les protéger, mais à condition de comprendre et de *préférer* les autres. Vouloir les premiers aux dépens de ceux-ci, ou seulement avant ceux-ci, c'est assumer, quoique involontairement et innocemment, une qualification dont à bon escient personne ne voudrait.

Il est vrai que la question n'est pas posée en ces termes : « Que voulez-vous, de l'esprit ou de la matière ? » mais en ceux-ci : « Voulez-vous du latin ou « n'en voulez-vous pas ? » Question toute simple, tout innocente, qui semble nous rejeter fort loin de la première. Bien des personnes même assureront que les deux questions n'ont rien de commun. Pour leur répondre à fond, il n'est pas nécessaire peut-être de traiter dans toute son étendue le sujet dont MM. Guizot et Saint-Marc Girardin ont indiqué les sommets les

plus élevés. Une remarque suffit ; sous ces mots sacramentels : *le grec et le latin*, n'entend-on positivement que le grec et le latin ? ou bien ces mots servent-ils à résumer une plus vaste idée ? En retranchant ces deux branches d'étude, se propose-t-on de conserver à l'enseignement le caractère particulier qu'elles lui ont imprimé jusqu'à présent ? Est-on hostile à la *substance* seulement des études classiques, ou l'est-on en même temps à leur esprit ? Veut-on cet esprit encore, du moins autant qu'il est compatible avec les intérêts que la vie extérieure confie aux écoles, c'est-à-dire veut-on une culture élevée de la raison et de l'imagination ? Veut-on pour l'âme le maintien et le renforcement de ses plus nobles tendances ? Veut-on son attachement, son dévouement toujours plus vifs aux intérêts immatériels ? Telle est la vraie question ; et la manière dont on y répondra, pourvu que ce soit avec franchise, éclaircira notablement le sens, un peu voilé dans la question présente, de ces mots à face douteuse : le grec et le latin.

Jusqu'à cette réponse, nous garderons au débat le nom et le sens que nous lui avons provisoirement assignés. Nous avons nos raisons pour cela. Chez nous, ces deux mots sont jetés et reçus avec confiance ; ailleurs, où le débat dure depuis plus longtemps, ils se sont déjà démasqués ; ailleurs on en est des deux parts au point de s'entendre ; ailleurs on se bat à la clarté du jour. En France, nous n'en sommes pas là ; que dis-je ? en France, le combat a-t-il commencé ? et ce que nous avons vu der-

nièrement à la tribune, est-il autre chose qu'un signal, ou tout au plus une première rencontre de deux armées depuis quelque temps en présence, mais jusqu'à ce jour immobiles?

Et c'est précisément là notre seconde réflexion. Il semble écrit dans le livre de la destinée des peuples, que jamais, dans la marche des faits sociaux, la pensée et l'action ne marcheront d'un pas proportionné; toujours d'un pied boiteux l'action halète après la pensée ou la pensée après l'action; chacune à son tour est trop lente ou trop précipitée. Ce mal incurable des sociétés, qui dérive lui-même d'un mal incurable de la nature humaine, est un principe fécond de déchirements politiques; et, partout malfaisant à différents degrés et de diverses manières, il nous montre un de ses effets dans le sujet même que nous parcourons aujourd'hui. Une nécessité impatiente va faire innover dans le domaine de l'instruction publique; un nouvel ordre d'écoles est réclamé par des vœux trop puissants, peut-être par des besoins trop réels pour n'être pas écoutés. Or, sur un sujet, dont toutes les dimensions sont grandes, dont tous les côtés sont graves, c'est à peine si la discussion est engagée. Les lumières du ministre y suppléeront, je l'accorde; il y a sans doute longtemps que les débats dont nous regrettons l'absence ont eu lieu dans son esprit; et l'on peut se tenir assuré que pour lui, du moins, la question est arrivée à son point de maturité. Néanmoins c'est toujours un mal qu'un fait social se consomme sans con-



viction. Un sentiment, quelque fort qu'il puisse être, ne tient pas lieu de conviction en de tels sujets ; plus même il est fort, moins il en tient lieu ; plus il est fort, plus il a besoin d'être surveillé. Il est si peu digne d'une nation éclairée de ne point savoir ce qu'elle fait, qu'il faut, au contraire, que tout ce qui se fait en son nom se fasse en quelque sorte par elle-même, c'est-à-dire sous son inspiration ou avec son assentiment raisonné. Peut-être même est-il difficile à l'intelligence individuelle la plus éminente de ne commettre aucune erreur dans des créations auxquelles a manqué l'antécédent d'une discussion patiente et ouverte à tous.

Dans aucune controverse peut-être l'élément du temps n'était plus nécessaire pour rétablir l'égalité des armes. Les premières chances sont toutes en faveur de l'un des partis. La voix qui s'élève contre le grec et le latin s'élève au nom du bon sens, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus national en France, de plus fondamental dans l'esprit français. Un jour peut-être on retracera tout le mal qu'a fait à la nation, sous ce faux nom de bon sens, l'ennemi-né de la philosophie, de la religion et de l'enthousiasme, de tout ce qui tire de la poussière les individus et les nations. En morale, il a nom l'intérêt bien entendu ; en philosophie, les premières apparences ; en religion, le matérialisme. Tout ce que le dix-huitième siècle a eu de mauvais et de funeste s'est accompli au nom du bon sens. Tout ce que le dix-neuvième siècle traîne après lui de bas et d'ignoble vers son glorieux avenir,



se réclame à haute voix du bon sens. Ce bon sens, le génie des parties les plus lourdes de la société, l'inspiration des moments les plus vulgaires de la vie, n'a pas toujours avec avantage disputé le monde à son mystérieux rival, sublime inconnu, illustre anonyme, vagabond sans origine terrestre, qui n'a auprès de l'humanité d'autres lettres de créance que son inimitable accent. Le cœur humain reconnaît cet accent pour l'avoir entendu dans un autre monde. A cette voix, les masses, étonnées d'elles-mêmes, se relèvent; l'invisible et l'immatériel, comme un puissant aimant, les tiennent pour quelques moments suspendues dans le vide. Mais la force ennemie, le bon ou plutôt le mauvais sens de la nature humaine a aussi son tour, a aussi ses heures ! Et combien plus universel est son empire ! combien plus spontanée l'obéissance qu'on lui rend ! combien plus rapides les victoires qu'il remporte ! La pierre ne monte point sans éprouver une résistance : elle n'en éprouve aucune pour tomber ; c'est le sens naturel de son mouvement, c'est son *bon sens*. En de certains temps, en de certaines questions, mettez aux prises le bon sens avec la philosophie, le bon sens avec le dévouement, le bon sens avec la foi, la victoire est au bon sens si la philosophie, le dévouement et la foi ne savent pas s'obstiner. Rentrons, de ces considérations générales, dans notre sujet particulier. De quel côté sont les avantages ? Qui parlera le plus clairement ? Pour quel parti sera le premier tour de scrutin ? Eh mais ! qui peut en douter ? Les arguments en faveur des études classiques sont en-

racinés à une certaine profondeur où ne parviennent guère du premier élan que les esprits dont la culture fut classique ; les arguments de la cause opposée sont à fleur de terre, où chacun les voit et peut les ramasser. Que répondrez-vous directement, et à lettre vue, quand on vous demandera : Qu'ai-je besoin du grec et du latin dans la profession que j'exerce ? Et même qu'en avez-vous affaire dans les professions qu'on appelle savantes ? Le droit est-il grec ? La religion est-elle latine ? Le corps humain, objet de l'étude du médecin, est-il latin ou grec ? Si les anciens, qui ne connaissaient d'ailleurs ni les bateaux à vapeur ni les chemins de fer, ont néanmoins quelque bonne idée à nous offrir, ne peut-on pas les traduire ? Ne sont-ils pas traduits ? S'ils renferment des beautés de forme dont la meilleure traduction ne puisse pas faire jouir un lecteur moderne, faut-il, à cause de ces beautés qui n'intéressent, au bout du compte, que quelques amateurs, courber toutes les générations sur des études dont elles sont si loin de recueillir un profit réel, qu'elles n'en aperçoivent pas même le but ? Ce que doit connaître un industriel de haute classe, un grand propriétaire, un homme public, est déjà si étendu ! s'étend si rapidement ! A ne prendre que les langues vivantes, en voilà deux ou trois que naguère il ignorait impunément, et dont aujourd'hui il ne saurait se passer (1). Il est temps que ces langues modernes remplacent des langues mortes, deux fois mortes ; et

(1) C'est ce que disait déjà Diderot longtemps avant la fin du dernier siècle. Voyez le *Supplément à ses Œuvres*. Paris, Belin, 1818. Pages 343, 353.]

encore faut-il avoir soin d'en rendre l'enseignement aussi pratique, aussi expéditif que l'enseignement du latin et du grec est spéculatif et lent. — Je demande si ces arguments n'auront pas pour la majeure partie du public une immédiate, une soudaine évidence, si son assentiment ne sera pas brusquement emporté. On pourrait dire des arguments de la thèse opposée ce que d'Alembert disait de la musique : Après les avoir trouvés, il faudrait enseigner l'art de les écouter. En effet, cette thèse, pour se démontrer, commence par reculer vers des principes abstraits, beaucoup plus généraux qu'elle-même; elle ne saurait prendre plus près son point de départ; c'est un grand désavantage; et c'est plus qu'un désavantage, c'est un échec décisif si on lui refuse le temps de dire ses raisons. Et certes, pour les bien dire, il lui faut un peu plus des trois jours que Boileau, critiqué par un grand seigneur, demandait à cette présomption ignorante, rien que pour la préparer à comprendre sa réponse.

Le désavantage de la cause s'accroît encore d'une autre circonstance. Il est presque impossible, dans ce temps de préoccupations politiques, qu'une opinion n'endosse pas un uniforme et n'arbore pas une couleur; bon gré mal gré, toute thèse doit aboutir à un parti, et ne le voulût-elle pas d'elle-même, on saurait bien lui imposer une couleur. En a-t-elle une enfin (et souvent il ne faut pour cela qu'un incident, une circonstance personnelle), elle voit naturellement réunis contre elle tous les partisans de la couleur oppo-



sée; mais le malheur est plus grand lorsqu'on n'a pu lui en donner aucune; chaque parti alors l'affuble des couleurs ennemies. D'ailleurs, il est très possible que par deux faces différentes elle paraisse hostile à deux extrêmes opposés; et c'est là précisément le cas de l'enseignement classique : il est suspect aux radicaux du stabilisme et aux radicaux du mouvement. Les premiers démêlent dans l'étude de l'antiquité un ferment d'enthousiasme démocratique; les autres aperçoivent le germe subtil d'une aristocratie de culture; or, après la chute ou l'anathème de toutes les autres aristocraties, c'est le tour de celle-ci d'exciter la défiance et la haine. Nous n'inventons pas ces opinions : elles se sont manifestées; et, dans une époque comme la nôtre, tout imbibée des poisons de la défiance et de la colère, c'en est assez pour que les préventions, toutes contradictoires qu'elles sont, s'établissent et s'enracinent des deux parts, et que bien des voix, puissantes au moins pour un temps, s'élèvent contre ces nobles études, les unes dans l'intérêt de l'ordre, les autres au nom de l'égalité. A bien prendre, rien ne parle mieux en faveur de ces études que cette double hostilité; ces reproches, qu'il est aisé de justifier, prouvent que l'étude de l'antiquité réunit deux éléments, et par conséquent satisfait à la loi de l'équilibre; j'aurais mauvaise opinion de cette étude si l'une des doctrines en découlait et non l'autre; le christianisme a subi le même reproche, et mérite, dans un degré bien plus éminent, la même louange : qui veut en tirer l'obéissance le peut très facilement; qui veut



en déduire la liberté n'y sera pas plus embarrassé ; l'une et l'autre s'y trouvent ; et comment, en effet, ne s'y trouveraient-elles pas l'une et l'autre ? Mais l'esprit de parti, mutilant la vérité, ne lui accorde qu'un pôle ; et il est évident que la moitié d'une vérité est une erreur, qu'une thèse isolée de ce qui lui sert de contre-poids se dénature par là même ; que tel suc, séparé de l'élément qui le tempère, de breuvage salubre devient poison ; que la liberté isolée de l'ordre n'est plus la liberté, mais l'anarchie, et bientôt la tyrannie ; que l'ordre détaché de la liberté n'est plus l'ordre, mais le souverain désordre. On ne peut élever à l'absolu des idées relatives sans les voir s'anéantir dans leur triomphe même. Mais les aveugles qui ne voient pas des vérités si simples, et les méchants qui ont intérêt à ne pas les voir, n'ont jamais qu'un des deux mots dans la bouche ; ils ne tolèrent dans une doctrine que l'élément qui les sert ; ils ne veulent pas concevoir qu'un système ou une religion prétende réunir les deux solutions ; et suivant la préoccupation de leurs pensées, ils rejettent ou ils embrassent cette religion ou le système pour l'amour d'un seul de ses principes, en haine d'un seul de ses éléments. Eh bien ! chacun des partis extrêmes en politique a regardé les études latines et grecques par le côté qui lui est antipathique, au lieu de reconnaître et de saisir la face qui lui est favorable. La même chose n'est pas arrivée à la religion ; et cela se conçoit : la religion était un fait trop considérable pour être écarté ; elle occupe encore trop de place dans la société, elle y joue

un trop grand rôle; les uns malgré eux, les autres de bon cœur lui décernent trop de respect, pour que personne ait pu songer à se la donner pour ennemie; dès lors il n'y avait pas de milieu, il fallait s'en faire une alliée; et comment aurait-elle été l'alliée de partis exclusifs et extrêmes, à moins de devenir elle-même extrême et exclusive? S'il restait moins de puissance au christianisme, s'il ne jouissait pas dans le monde de plus de considération que l'antiquité, il est plus que probable que chaque parti n'eût démêlé en lui que l'élément redouté, en sorte que, partageant le sort de l'enseignement classique, il verrait réunies contre lui les deux classes de radicaux dont nous avons parlé.

De digression en digression nous sommes arrivé, ce me semble, au point de conclure qu'une discussion lente et approfondie de la question serait nécessaire, non-seulement pour l'éclaircir et la résoudre, mais d'abord simplement pour mettre entre les mains des deux opinions des armes égales. Est-il trop tard pour aborder le sujet? L'intervalle qui nous sépare du moment décisif ne pourrait-il pas être rempli par quelques pourparlers entre les hommes sincères et bien intentionnés dans les deux opinions? De semblables débats seraient-ils, dans tous les sens, perdus pour cette partie du public qui écoute et cherche à s'instruire? Nous répugnons à le croire. Et c'est ce qui nous engage, non pas à pénétrer dans le fond de la question, nous ne nous en sentons ni la force ni le courage, mais à toucher du doigt quelques points iso-

lés, et notamment ceux qu'a laissés intacts le débat du 29 mai dans la Chambre des députés.

Le premier soin des défenseurs de l'éducation classique, si d'une part ou de l'autre la question était abordée, devrait être de l'élever tout de suite à son plus haut point de généralité. A ceux qui ne reconnaissent que pour certaines professions l'utilité des études classiques, comment répondre sans montrer que cette utilité n'est pas seulement d'application, mais de culture, et par conséquent universelle? Et à quoi servirait cette réplique, si l'importance d'une étude purement formative était niée, méconnue ou méprisée? C'est par établir cette importance tout immatérielle, toute métaphysique au premier aspect, qu'il faudra nécessairement commencer. Tous les arguments ultérieurs supposent l'adhésion à un premier principe. Ce principe est une bannière qui, à peine élevée, divise la société en deux camps; et le premier pas à faire en toute controverse, le seul moyen de faire avancer une question, c'est de mettre tout le monde en demeure de se reconnaître et de se classer. Rien n'est plus contraire à une conciliation finale, que cette confusion qui entasse d'un même côté, à la faveur d'apparences superficielles, les amis et les adversaires de la même cause. Or, pour opérer cette division utile, il faut, en toute question, remonter aux premiers principes. C'est là qu'on obtient la conscience de toute la profondeur d'un dissentiment qui semblait jusqu'alors ne résider que dans la sphère de l'application. S'il était possible, en chaque polémique, de remonter



ainsi au point précis où l'angle s'ouvre, on serait surpris de se trouver, tantôt beaucoup plus désunis, tantôt beaucoup plus d'accord qu'on ne se l'imaginait.

De cette manière, la question des langues se rangerait pour en laisser passer une autre et pour repaître à son rang, non plus sous l'aspect de principe, mais sous la forme de mode ou de moyen. La vraie nature de la culture humaine, les vrais intérêts de l'homme et de la civilisation, le vrai but des institutions d'enseignement public, seraient les premières questions à résoudre. Le débat aurait lieu d'abord entre l'humanisme et le réalisme, pris l'un et l'autre dans leur signification la plus générale. Ce premier débat est d'une telle importance, que les questions qui auraient servi d'occasion pour s'y élever, s'effaceraient, pour ainsi dire, vues d'une si grande hauteur. Personne aussi ne s'aviserait de maintenir dans le procès cette dictinction grossière de professions et de carrières sur laquelle on voulait d'abord faire tout reposer. Il ne s'agirait plus de savoir *si*, mais *comment*, sous quelle forme on pourrait conserver dans le système d'études réservé aux professions non littéraires, le caractère imprimé et propre à leurs rivaux; ou plutôt il s'agirait des moyens de maintenir en possession des études classiques et de leurs fruits les jeunes gens destinés à cultiver, dans l'intérêt de la société et dans une sphère supérieure, les intérêts matériels de la vie et les forces de la nature extérieure. En un mot, la première question à résoudre serait une question de haute philosophie sociale. Et qu'on



ne dise pas que le résultat unique de ce premier débat serait de faire cesser un accord apparent, de convoquer chaque parti sous sa bannière respective, et de nous mettre en état de faire sûrement le compte des voix. Non, de même qu'il peut y avoir des matérialistes parmi les sectateurs des études classiques, c'est-à-dire des humanistes inférieurs à leur opinion, il y a sans doute beaucoup de spiritualistes dans les rangs opposés, c'est-à-dire des réalistes qui valent mieux que leur thèse, et qui, dévoués par caractère aux intérêts immatériels, ne sont pas plus disposés à repousser l'application de leur principe, quand ils le discerneront bien, qu'ils ne le sont à abandonner leur principe même. Pour ceux-là, les mots de *grec* et de *latin* ne signifient pas grand'chose encore, rien de plus que pour les utilitaires les plus acharnés ; mais pour ceux-là, la dignité de la nature humaine, la beauté de la vie, la moralité de la civilisation signifient quelque chose, et beaucoup ; arrêtez-les un moment sur ce point, vous ne tarderez pas à les gagner au second.

Ici viendraient se placer les arguments en faveur du système qui fonde la culture humaine sur l'étude des langues. Le grec et le latin sont encore en ce moment hors de cause ; mais quand on aura établi par quelles forces cachées et dans quelle direction les langues cultivent l'intelligence et l'âme, on arrivera, comme sans le vouloir, à l'importance du latin et surtout du grec dans un système élevé d'instruction publique. L'excellence à peu près exclusive de ces langues, dans le point de vue de la culture, une fois

établie sur les bases que M. Saint-Marc Girardin a sommairement indiquées, il serait temps de faire observer que chacun de ces idiomes, indépendamment des avantages qui lui sont attachés comme idiomes, est, en outre, porteur d'une littérature dont l'étude n'est pas moins précieuse que celle de la langue elle-même.

Je ne puis dire, ni même indiquer toutes les considérations qui se rattachent à ce point de vue. Je laisse de côté ce que l'on peut dire sur la valeur intrinsèque de ces deux littératures et sur leurs convenances particulières avec nos besoins intellectuels. Une considération très simple pourrait tout emporter dans la question. Nous sommes intellectuellement, socialement, les descendants des Grecs et des Romains; c'est un fait historique que rien ne peut effacer.

J'écarte ici toutes les exagérations; nous ne sommes ni Romains ni Grecs. L'Europe et le monde moderne ont leur existence propre et s'appartiennent véritablement. Toute société, même dérivée, par le fait même de son existence en corps de nation, et par cela même qu'elle a une histoire, a une individualité parfaitement distincte. Le christianisme, l'introduction de la véritable vie privée, la création de la famille dans le sens chrétien, ont tracé entre nous et l'antiquité une profonde ligne de démarcation. Sous le nom de liberté, commun et cher aux deux âges, nous poursuivons un autre objet, un autre avenir. Leur politique divisait, la nôtre tend à assembler. Un nationalisme exclusif les enfermait dans un cercle fatal : nous

ne conserverons des nationalités que ce que la nature s'est réservé et ce que demande l'intérêt universel. En un mot, nous ne continuons pas les anciens, nous nous continuons nous-mêmes, et le monde moderne, au moment où les deux torrents des invasions et des doctrines évangéliques se réunirent pour opérer un redoutable et salutaire cataclysme moral, put se retourner vers le monde antique et lui faire cet adieu solennel : « Voici, les choses vieilles sont passées, et « toutes choses sont devenues nouvelles (1). »

Mais tout cela ne porte nulle atteinte à la vérité que nous avons exprimée ; il est de fait que des éléments antiques ont été conduits jusqu'à nous en de larges canaux ménagés par la Providence. L'arbre transplanté dans un nouveau sol, par quel moyen et dans quel but voudrait-il se séparer des sucres qu'il a puisés dans son premier terrain ? Comment faire que notre culture, notre forme d'esprit, notre substance intime ne soit à plusieurs égards grecque et romaine ? Comment renier notre passé et nous répudier nous-mêmes ? Si la chose n'est pas possible, comment ne pas cultiver, dans la mesure qui leur revient de droit, ces lettres grecques et romaines, qui sont pour nous, malgré nous, une tradition nationale, une littérature nationale, la clef de nos idées, la racine de nos langues, le sens de nos mœurs ? Tous les jurisconsultes conviennent que l'étude du droit romain est d'une nécessité rigoureuse et pratique à l'homme de loi. Mais n'avons-nous hérité de Rome que ses lois, et la nécessité qu'on reconnaît

(1) Deuxième Épître aux Corinthiens, V, 17.

pour un cas, peut-on la méconnaître dans des cas parfaitement analogues ?

C'est une faible réponse que celle qui se tire des traductions. Fussent-elles parfaites, un monde ne se traduit pas ni ne s'apprend par ouï-dire. L'antiquité veut pour traductions vivantes, pour représentants actifs, les hommes, toujours peu nombreux, qui ont puisé immédiatement à la source de ses trésors. Il lui faut, pour que le but soit atteint, renaître, pour ainsi dire, au milieu du monde moderne et s'y régénérer sans cesse, dans la personne de ceux qui lui appartiennent par un commerce immédiat et intime. Représentée par des traductions mortes, elle n'y serait bientôt plus représentée. Il y a plus : cette prétention même la tue. L'idée d'en finir une fois pour toutes avec elle au moyen de traductions, est fondée sur une pleine méconnaissance de ses droits et du besoin que nous avons d'elle. Cette idée ne montera jamais à l'esprit d'un appréciateur de l'antiquité. Ceux qui nous recommandent les traductions n'en feraient guère d'usage, et c'en est assez pour la repousser comme une inimitié mal déguisée.

Il est étonnant qu'on oublie que, comme modernes, nous sommes d'hier, qu'hier encore nous étions antiques ; que notre langue et notre littérature se sont, il n'y a que peu de temps, dégagées de l'antiquité ; que pendant longtemps, très longtemps, nous avons été nationalement Français, sans l'être littérairement ; que, dans ce dernier sens, nous avons été Latins jusqu'à ce que notre latin, graduellement corrompu, soit



devenu du français, et qu'alors les savants et le vulgaire aient cessé de s'entendre. Saint Bernard ne nous appartient-il pas ? Répudierions-nous tout ce qui a précédé Joinville ? La littérature savante, qui a précédé chez nous la littérature populaire, est-elle pour cela moins nôtre ? Et voulons-nous, à tout jamais, nous séparer des siècles de notre histoire où nous étions encore Latins ?

Une considération d'un ordre plus élevé, quoique prise dans le même point de vue historique, s'élève en faveur de la langue des Hélènes. Dieu a voulu que le christianisme fût grec. Accordez à cette proposition le temps de se légitimer. Dieu ne dédaigne pas les moyens naturels, tant s'en faut, et sa Providence se manifeste dans leur emploi, aussi admirable que dans les miracles mêmes. Il avait préparé au christianisme enfant un riche et commode berceau, formé des circonstances les plus remarquables de temps et de lieu. Contraste merveilleux ! le christianisme naquit là où, selon toutes les apparences, il ne devait pas naître, et où, selon toutes les apparences encore, il devait mourir en naissant. Mais la Grèce avait été préparée comme nourrice à cette enfance débile. La doctrine la plus humaine qui eût jamais été enseignée (et cela est naturel, puisqu'elle était divine) rencontra, à son premier pas dans la vie, le peuple le plus humain, à prendre ce mot dans une seule, mais une des plus importantes de ses acceptions diverses. La civilisation, l'intelligence, la culture grecques, étaient humaines de deux manières : d'une manière négative, en ramenant tout,

même la religion, aux formes et aux proportions de l'humanité : incarnation du divin, mais où le divin était absorbé ; puis, d'une autre manière, en cultivant les éléments humains de l'homme, ceux qui s'adaptent le mieux à sa position sur la terre, à l'intelligence et à l'exploitation des choses de la vie. L'humanité, dans ce sens restreint, ne fut jamais si parfaite qu'en Grèce, plus dégagée de ces éléments qui, dans l'Orient et dans le Nord, compliquaient l'existence morale et la rendaient moins propre à la vie. Tout est possible à Dieu. Il peut changer, il l'a fait souvent, les obstacles en moyens ; mais si nous admettons que Dieu préfère, en thèse générale, les moyens naturels, il n'est pas vraisemblable que, passant par-dessus la Grèce, il eût confié le frêle berceau du christianisme à quelque peuple de l'Orient ou du Nord. Il a dû (nous nous croyons autorisé à cette expression) choisir le peuple qui, par sa civilisation et sa culture n'appartenant à aucune direction exclusive, était par là même à la portée de toutes ; qui, par l'équilibre de tous les éléments humains, touchait à tous les peuples ; qui, sympathique à tous, hostile à aucun, pouvait être compris de tous ; le peuple qui portait dans son sein l'Orient et l'Occident réunis ; le peuple, en un mot, le plus doué d'universalisme. Un tel peuple devait être *bon conducteur* du christianisme, et puisqu'il faut que toute idée prenne la forme du vase où on la renferme, un tel peuple pouvait, avec moins d'inconvénient qu'aucun autre, imprimer sa forme à une idée éternelle. Le christianisme ne devait que trop tôt,

même parmi les Grecs, être plié de force à des inventions humaines, se voir repêtri par une orgueilleuse et charnelle sagesse ; mais que serait-il devenu, cet enfant du ciel, si, tout mol et tout frêle encore, il eût été, sans intermédiaire et sans préparation, transporté de la Judée en tout autre pays que les pays de civilisation grecque, parmi lesquels Rome doit être comprise ? Il fut donc dans sa destinée d'être naturalisé grec en naissant ; ce trait lui est demeuré ; par lui, nous sommes devenus Grecs, sans le savoir, comme par les documents qui lui servent de base, par l'Ancien Testament, nous sommes Orientaux. Tous ces ingrédients, que nous sommes bien éloignés de démêler, sont entrés dans les parties les plus intimes de notre être. Y a-t-il un milieu entre les nier et les cultiver ? Et le seul respect pour l'œuvre de la Providence de Dieu, pour notre passé religieux, ne doit-il pas nous détourner de mépriser ou de négliger une littérature, une langue, une antiquité sous les auspices, sous le sceau desquelles s'est préparé notre avenir et celui du monde ? A cet égard, comme au précédent, ne faut-il pas dire : Ce passé, qu'on veut nous soustraire, ou nous dérober sous le voile épais de la traduction, ce passé, c'est notre histoire, c'est nous, nous, comme Français, nous, comme hommes : Français, n'aurions-nous pas honte d'ignorer la France ; hommes, d'ignorer le genre humain ?

L'antiquité ! Qui nous parle de la désertter ? Jamais elle ne nous fut plus précieuse et plus nécessaire.



Notre civilisation, nos systèmes, l'exercice peut-être immodéré de la pensée, nous ont peu à peu conduits à un état intellectuel et moral dont il n'y a pas d'autre exemple dans l'histoire. Les forces de la nature humaine se sont toutes portées vers le dehors; l'homme pense, observe, combine, agit, mais en quelque sorte excentriquement; sa vie spontanée, naturelle, sa vie primitive est suspendue; il est devenu pour lui-même objet encore plus que sujet; il n'a plus rien d'intime et de natif que l'égoïsme; son existence morale lui est comme appliquée de l'extérieur, artificielle; la vie s'absorbe dans la pensée; les sentiments en apparence les plus personnels et les plus profonds sont donnés par la méditation ou par la société; l'être moral s'est, pour ainsi dire, lentement évidé; l'individu, à ce période extrême de la civilisation, n'est bientôt plus qu'une substance neutre, où vient s'appliquer en concrétions plus ou moins brillantes, une masse étrangère de pensées, d'opinions, d'illusions, de passions même, facticées et empruntées comme tout le reste. Dans cette complication, sous ces divisions toujours croissantes de la vie intellectuelle et sociale, la vie propre de l'individu s'étouffe et s'éteint, les données primitives s'effacent, la nature meurt. Rien n'est plus senti avec simplicité et pureté, rien n'est plus accepté par intuition; il n'y a plus d'évidence morale, plus d'instinct; la vie a perdu toute grâce et toute fraîcheur; elle aura bientôt perdu tout bonheur, car le bonheur est inséparable de la simplicité de l'existence, et, dans tous



les cas, l'intensité des douleurs morales se proportionne à la multiplication et au raffinement de nos imaginations.

Le malheur des individus fait le malheur social, qui, réagissant à son tour, s'ajoute à l'infortune morale des familles et des individus. Il faut dès lors songer à un remède aussi général que la maladie. Or, l'éducation publique en offre un pareil, si on lui permet de ramener, de retenir la partie la plus influente de la société à portée des trésors de l'antiquité classique ; car c'est la ramener et la retenir auprès du plus pur dépôt de la simplicité qui nous manque.

Mais il n'y a pour nous qu'une antiquité, c'est celle de la Grèce. Notre antiquité, à nous, ou, pour parler plus exactement, notre jeunesse, est tout empreinte de vétusté, de décrépitude. Notre origine est un déclin. Les grâces pures de l'enfance sont étrangères à notre berceau. Le peuple, le monde que nous continuons fut pareil à ces enfants, fruit d'un hymen tardif, qui naissent fanés, héritiers, dès le berceau, de la vieillesse de leurs vieux parents, et portant dans la pâleur et dans les rides de leurs jeunes visages, le simulacre trompeur d'un passé qu'ils n'ont pas vécu et d'une expérience qu'ils n'ont pas acquise. C'est l'ignorance sans la candeur, la barbarie sans la simplicité, la faiblesse sans la grâce. Ce monde a pourtant un avenir ; la maturité, la force lui sont promises : la jeunesse lui a été refusée. Les monuments de son premier âge ne seront pas marqués au coin de la belle nature, n'offriront point ce précieux mélange de la

naïveté et de l'art, si bien assortis, si bien proportionnés, que l'un ne se distingue point de l'autre, et qu'on ne sait si ce que l'on admire est le fruit de l'inspiration ou de la méditation. En un mot, la belle simplicité, la nature s'ouvrant à l'art, l'art s'épanouissant au sein de la nature, l'humanité naissant à la civilisation, avec toute l'indépendance et la grâce d'un développement spontané, sous des circonstances de climat, d'histoire, de tempérament, qui ne permettent à aucune force de se déployer au préjudice des autres, ce précieux moment, ce moment unique n'a pas existé pour nous; et cet anneau où le navire de la civilisation a besoin de pouvoir s'amarrer, manquerait absolument à la nôtre si l'antiquité grecque n'était pas nôtre, si nous ne pouvions, par-dessus nos propres origines, vénérables mais barbares, remonter jusqu'à elle et nous y rattacher par l'étude.

C'est à ce brillant point de départ de la civilisation qu'il faut retrouver nos traces perdues, nous retrouver nous-mêmes; c'est au milieu des monuments d'une simplicité qui n'a rien de la barbarie, que nous saisirons dans leur rare unité le beau et le vrai, le grand et le naïf, la nature et l'art. C'est là que les grands traits de la nature humaine, croisés en tous sens, et à peu près effacés par mille traces successives, c'est là que les grandes lignes de la vie nous apparaîtront distinctes et pures; c'est là que, nous réveillant de nos rêves, nous séparerons de nous-mêmes tout ce qui n'est pas nous, et détacherons de la vie tout ce qui n'est pas la vie; c'est là que notre existence

morale se simplifiera , que nous nous rétablirons dans le vrai ; que nos arts, notre littérature désapprennent l'exagération , l'enflure et la trivialité ; que notre civilisation se rengagera dans ses véritables voies.

La *simplicité de l'humanité* est tout entière dans les sources que nous indiquons ; et nous y puiserions à la fois pour tous nos besoins , si la *simplicité de la vérité* , ou , pour parler un langage plus précis, la simplicité de la volonté de Dieu , s'y rencontrait également. Cette dernière , il faut la chercher ailleurs. Mais il est bien certain que l'être humain , sculpté à la fois par l'antiquité et par la Bible , en reçoit , en a reçu toujours les formes les plus parfaites , et que , si jamais l'idéal de l'humanité, esprit et âme, s'est vu réalisé à l'applaudissement involontaire de ceux-là mêmes à qui échappait le secret de ce grand œuvre, ç'a été sous le ciseau de cette statuaire sublime, sous la double influence de la culture classique et des livres sacrés. Heureux serions-nous de revenir, non pas au siècle, mais aux disciplines qui donnaient à la France un chancelier de L'Hôpital , admirable exemplaire de cette édition de grands hommes et d'hommes de bien, formés à cette double école !

Qu'on ne s'y trompe pas , nous n'évoquons pas une nouvelle aristocratie ; ou , s'il est impossible que tout ce qui est excellent ne soit par là même aristocratique , c'est-à-dire une distinction réservée à plusieurs au milieu de tous, cette aristocratie du moins, nous en attendons à bon droit l'avantage de tous.

Hélas ! le christianisme , dans sa pureté , dans sa réalité , n'est la dotation que du petit nombre , puisque le grand nombre s'en exclut ; il y a privilège ici , parce que l'égalité offerte est repoussée , et pour ce qui est des études classiques , leur nature ne les rend pas immédiatement accessibles à tous. Mais , de bonne foi , croit-on que la pluie du ciel puisse tomber sur les couches supérieures de la société sans que les couches plus profondes en soient proportionnellement humectées ? Est-il pour une classe un seul bien réel qui ne devienne irrésistiblement le bien de tous ? Oh ! que cette loi de la Providence est belle , qui n'a pas permis qu'un seul avantage , je dis véritable et solide , se pût concentrer et enfermer dans une portion de la société ! Quand donc nous réclamons le réveil ou le maintien des études classiques , nous le réclamons pour le petit peuple comme pour les classes plus élevées ; le pauvre qui n'a souci de Sophocle ni d'Homère , et à qui les Turcs seuls ont su rendre populaire le nom de la Grèce , le pauvre aura pourtant sa part d'Homère et de Sophocle. Déguisés , mais non altérés , les sucs de la pensée antique sauront bien filtrer jusqu'à lui. Tout ce qui cultivera noblement les parties hautes de la société sera , si l'on peut s'exprimer ainsi , *revalu* aux parties les plus obscures ; et il est impossible que les classes qui ont du loisir pour la pensée rentrent dans de meilleures voies de civilisation sans y entraîner avec elles ces classes laborieuses , incapables de communiquer une impression à toute une société qui pèse sur elles et les presse,



mais d'autant plus susceptibles d'en être impressionnées et modifiées.

Maintenant, si toutes les considérations que nous n'avons qu'effleurées, si tant d'autres que de plus habiles ont fait valoir il y a longtemps, ou feront valoir encore, ne suffisent pas à protéger l'enseignement classique, s'il est décidé que les langues, où se réfléchit l'existence humaine dans sa plus grande généralité, comme dans sa plus grande intimité, ne sont pas la vraie base d'une culture vraiment humaine; que les langues mortes, les langues antiques ne sont pas entre toutes les langues, par leur perfection grammaticale, par leur antiquité, et par leur état même de langues mortes, les plus propres à l'office qu'on leur demande; s'il est décidé que des littératures au sein desquelles a pris naissance la culture moderne, et par lesquelles, pour une si grande part, nous sommes devenus ce que nous sommes, peuvent être impunément négligées; qu'un passé où le christianisme a élu son point de départ, et contracté sa première forme, n'a rien d'intéressant et de respectable pour nous; qu'une antiquité qui fut longtemps nôtre, et des mamelles de laquelle nous avons pendant longtemps exclusivement tiré notre subsistance, ne doit pas, par honneur pour nous-mêmes, garder une place élevée dans nos études publiques; enfin, s'il est décidé que notre civilisation, exténuée de raffinement, et par le raffinement rejetée dans la barbarie, n'a rien à gagner à s'aller retremper aux fontaines limpides et fraîches de l'antique;

en un mot, si l'on ne veut plus de ces études, il faut au moins dire ce que l'on veut, et puisqu'on est censé d'accord sur les principes fondamentaux, je veux dire sur le caractère et les conditions générales de la vraie culture, puisqu'on est convenu qu'elle doit surtout être spiritualiste, désintéressée, qu'elle doit, dès l'entrée de la vie, fortifier et développer les plus nobles parties de l'être moral, je demande ce qu'on veut mettre à la place de l'enseignement classique, et je réponds, pour ma part, « que s'il n'existait pas, « il faudrait l'inventer. »

Car, laissant dans l'ombre et consentant à ignorer les principes bien connus, et les intentions bien avouées de la plupart de ceux qui réclament un autre système et d'autres études, nous demandons seulement : Les vieilles études mises de côté, que reste-t-il ? que trouvons-nous ? Prenons-y bien garde ; nous trouvons des études dont chacune, j'en conviens, peut être cultivée, et l'est quelquefois dans l'intérêt d'une louable et généreuse curiosité, mais qui, en elles-mêmes, touchent de si près à l'application, y visent tellement à bout portant, qu'entre l'application et l'étude même, il ne restera à la plupart des esprits que bien peu d'espace ; des études dont l'objet matériel est susceptible sans doute d'être spiritualisé, mais a besoin de l'être, et ne le sera que dans des cas particuliers et par exception ; des études qui, n'ayant de rapport direct qu'à quelques-unes, et non aux plus nobles de nos facultés, n'enfoncent pas leur soc dans la couche la plus profonde et la plus riche de notre

existence intérieure ; des études, pour tout dire en un mot, qui *instruisent* et qui ne *cultivent* pas, et qui toujours se superposant à l'homme, jamais ne s'incorporant à lui, modifient sa position, sans le modifier lui-même.

Loin de nous toutefois d'en méconnaître le prix et la nécessité. Il ne faudrait pas que les principales, les plus générales de ces études demeuraient étrangères, même à ceux qui, dans la suite, n'en feront ni l'objet d'une étude spéciale, ni le moyen d'une exploitation matérielle. Des observations répétées, une longue expérience nous ont convaincu qu'elles nous sont nécessaires pour donner la substance où les autres études donnent la forme, qu'elles opposent un utile contre-poids à ce que l'éducation littéraire peut, dans certains cas, renfermer et communiquer d'exclusif ; et enfin, que par cela même qu'elles ne cultivent pas, elles ont un avantage propre, en créant dans l'homme, par l'instinct de la curiosité, une force centrifuge qui le dispute avec avantage à la force absorbante du *moi*, de ce *moi* qui trouve son piège partout, et que des études littéraires, en aiguisant la sensibilité, peuvent rendre exigeant, irritable et maladif. Dans une vie purement littéraire, nos passions ne sont que trop souvent l'étoffe de nos travaux ; c'est aussi là un grand danger ; et sans doute, il faut veiller à ce que la culture que nous donnons à la jeune âme, l'étende sans l'amincir, l'épure sans l'efféminer.

Nous sommes donc loin d'exclure et nous demandons seulement qu'on n'exclue pas. Renonçant même



à régler la préséance entre les éléments divers dont peut se composer l'instruction, nous demandons qu'aucune nécessité ne soit sacrifiée à une autre ; car toutes les nécessités, en tant que nécessités, sont égales. Qu'on se figure, nous n'exigeons rien de plus, qu'on se figure un système d'instruction où nul élément ne serait admis qu'à la charge de justifier de son aptitude à une application certaine et palpable. Cette base seule, cette condition fait peur. L'avenir de l'humanité, un avenir ignoble, y est écrit tout entier. Mais, indépendamment de l'esprit qui a dû dicter une telle institution, l'institution peut-elle avoir des effets opposés à sa nature ? et un matérialisme de fait doit-il engendrer autre chose que son semblable, c'est-à-dire se fortifier de son propre mouvement, et se prévaloir avec une rigueur exclusive de l'empire exclusif qui lui aura été abandonné, et auquel ne connive que trop la disposition générale des esprits ?

Vous oubliez, dira-t-on, une loi providentielle aussi admirable que celle que vous avez tout à l'heure signalée. Vous oubliez que, d'institution divine, l'honnête et l'utile sont inséparables, que, par conséquent, l'un conduit à l'autre, que, par conséquent, en pourvoyant aux besoins de la pratique, nous faisons droit d'avance à ceux de la spéculation, et que l'art aboutit à la science, comme la science aboutit à l'art.

Cette loi, Messieurs, nous la connaissons comme vous et nous la vénérons, mais nous croyons que vous l'entendez mal. Il y a dans l'existence humaine deux sphères distinctes, que, pour généraliser et simplifier,



nous appellerons la sphère de l'intérêt et celle du désintéressement. Selon les objets particuliers que l'on a en vue, ces deux sphères sont celles de l'honnête et de l'utile, du devoir et du droit, de la spéculation et de la pratique. Chacun des termes que nous venons d'accoupler n'est pas destiné à faire antithèse, mais, au contraire, à faire unité avec le terme qui lui correspond, la pratique avec la spéculation, le droit avec le devoir, l'utile avec l'honnête. Les deux pôles d'un axe n'en sont que les derniers termes; appartenant au même axe, ils s'appartiennent l'un à l'autre, ils ne peuvent exister ni être conçus l'un sans l'autre, ils se concluent l'un de l'autre, ils sont *un* l'un avec l'autre dans l'unité de l'axe qu'ils terminent. Ainsi, entre les termes que nous avons nommés, il y a non-seulement compatibilité, convenance, mais unité, mais identité, si l'on y regarde bien; chacune de ces choses est l'autre, considérée d'un point différent de l'horizon. Mais voici ce qu'il faut ajouter et ce que plusieurs oublient : de l'honnête on descend bien à l'utile, mais on ne remonte pas de l'utile à l'honnête; le sentiment du devoir conduit à la reconnaissance du droit, le sentiment du droit ne crée pas la notion du devoir; et enfin, pour nous rapprocher de notre sujet, la spéculation conduit vers la pratique, la pratique n'élève pas à la spéculation. Entendons-nous, *l'esprit de spéculation*, pris en lui-même, parfaitement désintéressé, parfaitement insoucieux des résultats extérieurs, a mille fois conduit aux résultats les plus positivement intéressants pour la société; mais nous ne

voyons pas que *l'esprit de pratique* ait rendu, à beaucoup près, la pareille à son émule, si ce n'est en lui fournissant involontairement des matériaux dont celui-ci s'est emparé avec empressement et a tiré parti pour les nobles intérêts dont la garde lui est commise. Il est même difficile de ne pas conclure de l'histoire des sciences que, si elles eussent été cultivées dans des vues intéressées, et tout d'abord comme instruments de bien-être, ce bien-être même y eût beaucoup moins gagné que perdu, tandis qu'en obéissant à une curiosité pure d'égoïsme et ne suivant d'autre bannière que celle de la spéculation, les savants ont préparé à la société d'immenses résultats, ont fait faire à la civilisation des pas de géant, ont renouvelé la face de la terre. Il est inutile de citer des exemples : Fontenelle et Cuvier, à cent ans de distance, ont proclamé et constaté cette grande vérité, à l'éternel honneur, ce nous semble, de la Providence de Dieu et de son gouvernement.

Mais de croire que, dans la région subordonnée où vous cantonnez les jeunes esprits, ils contracteront une tendance naturelle, ils prendront un vif élan vers la région élevée de la spéculation, vraiment il n'y a pas d'apparence. Si vous voulez ennoblir la pensée, commencez par la désintéresser, ou par lui donner, si l'on peut parler ainsi, des intérêts désintéressés ; retenez-la de préférence et longtemps dans des études dont l'utilité ne soit pas palpable, dont la substance ne réveille pas invinciblement l'idée d'un avantage temporel et que leur nature fasse immédiatement res-

sortir à l'âme. Veuillez, du moins, les mêler dans une proportion convenable, c'est-à-dire dans une proportion forte, aux autres études. Que si, vous bornant à ces dernières, vous essayez de les désintéresser, ou d'y rattacher un pur intérêt de spéculation, vous y serez déçus. Elles n'ont pas cette vertu, elles ne l'ont, du moins, que pour un petit nombre d'esprits, que leur constitution supérieure a voués à la science et à la méditation. Quant aux autres, vous les verrez bientôt étonnés ou impatients de votre tendance, vous demander compte de ce qu'ils appelleront des détours, réclamer une marche directe et accélérée vers les applications utiles, et vous contraindre à étendre les plus belles sciences sur le lit de Procruste. Sans doute que ces sciences en elles-mêmes sont belles, et bien dignes d'une affection sans calcul ; mais il faut d'abord aller à d'autres disciplines pour revenir à celle-ci avec cette pureté d'amour ; et je pense qu'on trouvera difficilement parmi les rois de la science des hommes dont la jeunesse soit demeurée étrangère et l'âme fermée à l'intérêt et à la culture des lettres. Mais il y a des exemples illustres et éclatants du contraire.

## VI.

### DE LA PETITE MORALE EN ÉDUCATION.

LETTRES DE LORD CHESTERFIELD A SON FILS PHILIPPE STANHOPE.

*Traduction revue par M. AMÉDÉE RENÉE.*

2 volumes in-12. — 1842.

La littérature moderne qui nous a donné, entre autres néologismes, l'étrange et affreux mot de *viveurs*, a eu ses *viveurs* aussi. A la vue de leurs excès, on a prêché, longtemps en vain, la lecture et l'étude des vieux livres; les livres nouveaux leur sont venus en aide. La littérature moderne a tant *vécu*, qu'on peut lui appliquer la locution sinistre : *elle a vécu* ! Ce sont les livres d'hier qui sont de vieux livres, et les anciens sont redevenus nouveaux. On réimprime à force, et je crois même qu'on lit, les écrivains renommés des deux derniers siècles; et de réimpression en réimpression, on est arrivé jusqu'à Chesterfield.

Peut-être a-t-il fallu, pour arriver sitôt à Chesterfield, une solution de continuité. Rigoureusement parlant, son tour n'était pas venu. Même parmi nos écrivains du second ordre, quelques-uns, si je ne me



trompe, devaient avoir le pas sur lui. Je m'étonne, par exemple, qu'un éditeur aussi lettré que M. Charpentier ne nous ait pas encore donné une nouvelle et bonne édition de Mademoiselle de Launay. Il fallait rendre à la circulation ce spirituel écrivain, dût-on même, pour lui faire place, évincer *le Père Goriot* ou *le Lys dans la Vallée*. Je m'étonne également qu'on n'ait point réimprimé les *Éloges de Fontenelle*, l'un des livres les plus ingénieux de notre langue, et j'ajouterais volontiers, l'un des plus bienfaisants. On y pensera peut-être ; en attendant, nous sommes loin de nous plaindre de la réimpression des lettres de Chesterfield. Nous déclarons (il faudrait dire peut-être *nous avouons*) que nous avons lu avec intérêt les *onze cents* pages de ces deux volumes, à commencer par l'élégante notice de M. Amédée Renée, qui, pour le remarquer en passant, ayant tout dit, nous rend notre tâche assez difficile. Le livre de lord Chesterfield, ce Machiavel des salons, ne peut plus faire aucun mal. L'espèce de corruption dont il est le bréviaire n'est contagieuse aujourd'hui pour personne. Elle est trop cynique pour les uns, trop froide pour les autres. On ne peut voir dans ce livre, si vous le réduisez à ce qu'il a de mauvais (et à coup sûr tout n'en est pas mauvais), qu'un sujet d'observation psychologique et un précieux document sur une époque de dissolution (à prendre ce mot dans tous les sens à la fois), sur une société où les incohérences et les disparates abondent.

Lord Chesterfield est bien de son siècle par cet en-

droit, et peut le représenter. Ses opinions ne sont point liées. Il a des pensées très hautes et d'autres pensées très basses. Il déteste le mensonge et donne à son fils des leçons de flatterie. Il se joue des préceptes de la loi divine, et tonne contre les esprits forts, qui avaient évidemment sur lui l'avantage de la conséquence. Il s'enorgueillit, pour sa patrie, de la liberté politique dont elle jouit, et ne veut pas que les gouvernements absolus soient l'obstacle d'aucun progrès. Il est fier et accommodant. Ce n'est pas que des contradictions aient droit de nous étonner dans le caractère, et moins encore dans la pensée d'aucun homme; elles sont essentielles à l'esprit de l'homme déchu; l'Évangile seul peut « amener toutes ses pensées capitives à l'obéissance (1) » d'un seul principe; l'unité des opinions n'existe point dans une autre sphère; tout homme qui n'est pas chrétien a des opinions qui se contredisent. Mais ces discords intérieurs, le principe de division et par conséquent de destruction, sont plus manifestes, plus frappants à certaines époques et chez certains individus : le dix-huitième siècle est une de ces époques, lord Chesterfield est un de ces individus.

Chose d'autant plus remarquable, que personne n'a eu naturellement l'esprit plus ferme et plus conséquent. Ce même livre en fait preuve. L'attitude, si l'on peut s'exprimer ainsi, du père vis-à-vis de son fils ne varie pas un instant. Il ne demande qu'à proportion de ce qu'il donne, et, n'affectant point la

(1) Deuxième Épître aux Corinthiens, X, 5.

dignité, il ne prétend pas au respect. En échange d'un attachement qu'il prouve assez pour n'avoir pas besoin de l'exprimer, il attend de l'attachement : la conservation du sien est à ce prix. Lord Chesterfield n'affecte rien ; mais s'il affectait ou du moins s'il exagérerait quelque chose, ce serait la part de personnalité et de calcul qui entre dans sa sollicitude paternelle. « Je ne puis, dit-il quelque part, être votre rival ni en amour ni dans les emplois ; au contraire, j'ai besoin que votre jeunesse, comme un soleil levant, répande ses rayons et un nouveau lustre sur mon déclin. » Rien de moins déguisé, rien de plus net que les stipulations de ce traité où le devoir est tout d'un côté, et l'affection seule de l'autre. Cette affection est généreuse, prodigue même, mais elle prétend rentrer dans ses avances. Les conditions qu'elle fait sont parfaitement équitables ; lord Chesterfield n'exige du jeune Stanhope que ce que tout père peut exiger de son fils, et l'on sent fort bien, à travers l'exactitude mercantile des sommations qu'il adresse à son enfant, qu'il est homme à l'aimer *quand même*. Néanmoins ce langage fait mal ; ce n'est pas le langage d'un père chrétien ; ce n'est pas même celui d'un père : la sainteté, l'onction manquent à ces rapports ; cette tendresse qui affiche l'égoïsme se calomnie sans doute ; mais, tout en se calomniant, elle se rend justice.

Comment aura compris la morale celui qui comprend ainsi la paternité ? On le devine aisément, du moins en gros ; pour le détail, c'est autre chose. L'erreur absolue, le mal absolu, ne sont pas à la portée



de l'homme. Il y a, dans tout système faux, de l'incohérence parce qu'il y a du mélange; les proportions et les combinaisons de l'erreur avec la vérité, du bien avec le mal, varient à l'infini; les circonstances et les instincts en disposent. Personne, après avoir de son mieux rassemblé tous ces éléments, ne construirait à coup sûr la morale de lord Chesterfield. Ceux qui disent, après Johnson, qu'il enseigne à son fils les mœurs d'une courtisane et les manières d'un maître à danser, n'en ont pas donné une idée juste. On a beau dire; l'homme qui peut aimer à ce point son enfant, ne peut pas lui enseigner toute espèce de mal; il ne peut pas même, en sens absolu, lui enseigner le mal. S'il en était capable, il serait incapable de l'affection paternelle: cette affection se lie à la morale, et ce sont les sentiments de famille qui ont conservé un peu de morale dans les sociétés les plus corrompues. Lord Chesterfield a quelque sentiment de la dignité humaine; et l'honneur mondain sert de sauvegarde à trop de vertus sociales pour qu'un homme si touché de l'honneur puisse prêcher à son fils, à un fils tendrement aimé, des mœurs déshonorantes. Quand la réputation d'un homme est établie, elle est toujours meilleure ou pire qu'il ne la mérite. Celle de lord Chesterfield est trop mauvaise parmi ceux qui ne l'ont pas lu. Ses lettres, après tout, sont autre chose que la théorie de la séduction et des mensonges polis. Il a, s'il faut tout dire, de belles maximes, mais elles ne sont point liées; elles n'ont ni principe, ni conséquence, et elles s'accroissent comme elles peuvent



avec de fort mauvais conseils. Il avait donné pour gouverneur à son fils un homme grave, un ministre de l'Évangile ; c'était lui que regardait spécialement le soin de faire du jeune Stanhope un homme religieux et moral ; lord Chesterfield s'en reposait sur lui : « Vous avez Moïse et les prophètes, » écrit-il plus d'une fois à son fils ; et Moïse et les prophètes, c'est le révérend M. Harte. « Il y a longtemps, dit-il ailleurs, « que je ne vous parle plus de vos grands devoirs « de religion et de morale, ne pouvant faire à votre « esprit l'affront de supposer que vous puissiez recevoir encore sur ces deux points importants quelques « instructions qui soient nouvelles pour vous. M. Harte, « j'en suis sûr, n'a rien négligé de cela. » Tranquille du côté des grands devoirs, lord Chesterfield s'évertue à prêcher les petits, ou ce qu'il appelle quelque part les moindres vertus, *leniores virtutes* ; mais s'il est vrai, comme l'a dit Mirabeau, que la grande morale tue la petite, ici la petite morale tue la grande : c'est qu'au fond, la petite morale est la grande aux yeux de lord Chesterfield.

Plaire, parvenir, voilà pour lui le grand œuvre ; les manières et les grâces, voilà pour lui la première des sciences et le premier des arts. Il faut être instruit, c'est-à-dire qu'il faut savoir tout ce qui peut assurer quelque succès dans le monde : tout le surplus est un vain savoir ; il est bienséant d'avoir entendu parler de tout, d'avoir tout effleuré ; mais rien ne serait plus *illibéral* que de connaître à fond certaines choses ; l'ignorance avec le bien-dire a plus de

chances que la science sans l'élocution. Il est des choses qu'il faut savoir : sachez-les bien ; de tout le reste ayez une teinture. Vous sauriez tout si vous saviez plaire. Et là-dessus mille et mille conseils sur les moyens de plaire. Conscience, principes, pudeur native, rangez-vous et laissez passer ! On n'imaginerait pas toute la place que réclame ce grand art de plaire, et tous les sacrifices que doit lui faire la morale.

« Cherchez, dit le judicieux Mentor, cherchez la passion dominante dont vous entendez tirer parti, mais  
« sans mépriser les moindres ; mettez-les dans vos  
« intérêts, car tôt ou tard elles auront leur tour. En  
« bien des cas, il ne sera pas en votre pouvoir de vous  
« rendre maître de la passion dominante ; alors sachez  
« au moins tirer parti de celle qui en approche le plus.  
« Il y a plusieurs avenues pour arriver à chaque  
« homme ; si le grand chemin vous est fermé, imitez  
« le serpent, prenez des détours, et vous arriverez à  
« la fin. » — « Je vous fais souvenir de prendre con-  
« naissance de vos amis, de vos connaissances et de  
« vos maîtresses, si vous en avez à Paris, de façon  
« que tous soient désireux et même impatients de  
« vous revoir. Assurez-les que vous n'êtes pas moins  
« empressé de les revoir, et faites-le de façon à ce  
« qu'ils pensent que vous parlez sérieusement, c'est-  
« à-dire avec onction et une espèce d'attendrisse-  
« ment. » — « Observez, et vous verrez qu'en géné-  
« ral les moindres choses plaisent ou déplaisent le  
« plus parce qu'elles indiquent nécessairement ou un  
« grand désir de se rendre agréable ou une indiffé-

« rence impardonnable à cet égard. La première fois  
« que je fus nommé ambassadeur en Hollande, le  
« comte de Wassenaar et son épouse, qui sont du  
« premier rang et de la première considération,  
« avaient un petit garçon d'environ trois ans, qu'ils  
« aimaient à la folie. Pour leur faire ma cour, je ca-  
« ressaiss cet enfant; je le prenais sur mes genoux et  
« je jouais avec lui. Un jour qu'il avait le nez mal-  
« propre, je pris mon mouchoir et l'essuyai : cela  
« causa un grand éclat de rire, et on m'appela une  
« adroite nourrice; mais le père et la mère en furent  
« si charmés que c'est encore aujourd'hui une anec-  
« dote dans la famille, etc. »

L'auteur, à plusieurs reprises, s'applique à distin-  
guer la dissimulation de la simulation, permettant la  
première et proscrivant la seconde; mais, dans les  
passages que je viens de citer, je voudrais bien savoir  
si c'est la dissimulation qu'il recommande, ou la simu-  
lation.

Il donne encore bien d'autres conseils à son *cher*  
*enfant*; il en est de tels que nous aurions quelque  
peine à les indiquer, si l'auteur ne nous fournissait  
des expressions que lui fournissait à lui-même la lan-  
gue du peuple spirituel où il avait pris ses modèles.  
On sait ce que le grand monde appelait alors des *ar-*  
*rangements*; le lord anglais, en ajoutant à ce mot  
l'adjectif *honnête*, croit avoir délicatement nommé ce  
que la loi de son pays appelle grossièrement une  
*conversation criminelle*. Il y revient souvent; il insiste  
sur ce moyen capital; le nouveau Mentor se plaint de

la timidité du nouveau Télémaque. Nous n'oserions citer. Il ne faut pas s'étonner des mœurs que ces conseils supposent; tout prouve que lord Chesterfield connaissait bien son siècle et Paris; mais qui pourrait aujourd'hui se défendre d'un sentiment de douleur et d'effroi en entendant un père reprocher à son fils un reste de pudeur, et le pousser par ses railleries dans le chemin du crime ?

Et il n'atteignit pas même son but principal. Il avait cru que les grâces pouvaient s'enseigner. « Les grâces  
« de la conduite et de parler, dit-il plus d'une fois,  
« sont en votre pouvoir, comme la faculté de poudrer  
« vos cheveux. » Il eût mieux fait de garder son fils auprès de lui, et de l'instruire d'exemple. Le jeune Stanhope, de retour en Angleterre, ne répondit point, au moins sous le rapport des grâces, aux espérances de son père. Les lettres qui suivent ce moment néfaste ne renferment point de reproches, mais aussi point de conseils; le pauvre père, découragé, se résout à aimer son fils tel qu'il est, et ne lui parle plus une seule fois ni des manières ni des grâces. Un esprit plus sérieux eût trouvé de quoi se dédommager; le jeune Stanhope avait des connaissances et peut-être des vertus. Mais un désappointement plus douloureux était réservé à lord Chesterfield. Son fils, depuis longtemps maladif, mourut à trente-six ans; et c'est alors seulement qu'on apprit que, prenant à la lettre un des avis de son père, il avait conclu, fort jeune, un *arrangement* vraiment *honnête* : il était marié depuis dix ans. Il aurait pu faire confidence à son père de



quelque relation criminelle ; il n'avait pas pu lui confier son mariage. Lord Chesterfield, en cette occasion, se montra fort bien. Il recueillit la veuve et les enfants de son fils : il fut vraiment noble et généreux envers Madame Stanhope ; et quoique septuagénaire et infirme, il prit en main l'éducation de ses petits-fils. Il se préparait à leur enseigner, comme à leur père, les *manières* et les *grâces* ; mais sa mort, qui ne tarda point, les fit passer en d'autres et, nous aimons à le penser, en de meilleures mains.

Il y a pourtant, dans les lettres de lord Chesterfield, quelque chose de mieux que les avis d'une sagesse plus que mondaine, à laquelle son fils a fait grâce en la caractérisant par ces mots : « *Maximes excellentes, mais calculées plutôt sur les méridiens de France et d'Espagne que sur celui d'Angleterre.* » Il y a une multitude de pensées justes et fines, revêtues de l'expression le plus naturellement spirituelle. Il y a des considérations historiques et politiques, dont quelques-unes pourraient passer pour des prophéties. Il y a d'admirables jugements sur les hommes et sur les choses. J'avais noté plusieurs passages que je voulais citer ; je ne transcrirai que le plus long, que j'ai été heureux de trouver dans un écrivain à qui l'on a, sous le rapport de la morale, tant de reproches à faire :

« Je dois maintenant vous dire quelque chose sur la matière que vous avez traitée en latin. J'avoue que j'y trouve une doctrine un peu hasardée, qui me surprend. Voici le passage :

« *Mais comme, toutes les fois que des parties belligé-*

« rantes sont aux prises, nous avons un ennemi qui nous  
« menace de toutes sortes de maux, soit de mort lente,  
« soit de mort instantanée, il importe fort peu, tant qu'il  
« exerce sa férocité contre nous, de quel moyen nous nous  
« servions pour l'accabler et le faire périr. Il est donc  
« aussi permis de se servir de poison, etc. » Je ne puis  
« concevoir que l'usage du poison puisse, dans aucun  
« cas, être mis au nombre des moyens légitimes de  
« se défendre. Il est hors de doute que l'on peut avec  
« justice repousser la force par la force, mais non  
« point par la trahison ou la fraude. Je ne dis pas  
« cela des stratagèmes de guerre, tels que embus-  
« cades, batteries masquées, fausses attaques, etc. On  
« doit s'attendre réciproquement à tout cela et le pré-  
« venir; mais pour des flèches ou des eaux empoi-  
« sonnées, du poison versé à son ennemi, ce qui ne  
« peut s'exécuter que par trahison, j'ai toujours lu,  
« toujours entendu dire, toujours pensé que ce sont là  
« des moyens illégitimes et infâmes de se défendre,  
« quelque grand que soit le danger. Mais, direz-vous,  
« *si ferociam exuere cunctetur*, dois-je plutôt mourir  
« que d'empoisonner cet ennemi? Oui, assurément,  
« plutôt mourir que de commettre une action lâche et  
« criminelle ! D'ailleurs, puis-je être sûr d'avance que  
« cet ennemi, dans les derniers instants, ne pourra  
« pas *ferociam exuere*? Il me semble que les docteurs  
« en droit public sont bien plutôt occupés de faire  
« plier la loi que de la défendre, et cela pour autoriser  
« ces procédés illégitimes des princes et des États,  
« lesquels étant devenus communs, paraissent moins

« criminels, quoique la coutume ne puisse jamais  
« changer la nature du bien et du mal.

« Je vous prie de ne pas souffrir qu'aucune subti-  
« lité d'avocats ni aucune mauvaise distinction de ca-  
« suistes altèrent en vous le moins du monde la plé-  
« nitude de ces notions du bien et du mal, que la  
« saine raison et le sens commun suggèrent à tous les  
« hommes. Une règle bien simple, très sûre et incon-  
« testable de morale et de justice, c'est de traiter les  
« autres comme nous voudrions en être traités : atta-  
« chez-vous-y, et soyez persuadé que tout ce qui peut  
« y porter la moindre atteinte, quelque spécieux que  
« soit le point de vue sous lequel on le présente, et  
« quelque difficile qu'il soit d'y répondre, tout cela  
« néanmoins est faux en soi, injuste et criminel. Je  
« ne connais point de crime dans le monde qui, dans  
« certains cas, ne soit présenté comme innocent par  
« les casuistes de la société de Jésus, surtout parmi  
« les vingt-quatre dont Escobar, à ce que je crois, a  
« donné la collection. Les principes qu'ils posent sont  
« souvent spécieux et leurs raisonnements plausibles ;  
« mais le mensonge apparaît toujours au bout, car la  
« conclusion est toujours l'inverse de cette règle in-  
« contestable : *Ne faites pas à autrui ce que vous ne*  
« *voudriez pas qui vous fût fait à vous-même.* Cepen-  
« dant, comme ces raffinements de casuistes et de  
« sophistes accommodent parfaitement les passions et  
« les appétits des hommes, ils acceptent volontiers  
« l'indulgence, sans se mettre en peine de découvrir  
« la fausseté du raisonnement, et en effet, le plus

« grand nombre est incapable de le faire, ce qui a  
« donné crédit à ces pernicioeux raffinements.

« Je ne suis ni un profond casuiste, ni un subtil  
« ergoteur ; cependant j'entreprendrais volontiers de  
« faire l'éloge de la profession d'un voleur de grand  
« chemin d'une façon assez plausible pour engager  
« nombre d'ignorants à l'embrasser comme parfaite-  
« ment innocente, sinon même comme fort honorable,  
« et probablement bien des gens de quelque peu de  
« lumières auraient peine à me répondre de point en  
« point. J'ai vu un livre intitulé : *Quidlibet ex quoli-*  
« *bet*, ou l'art de prouver une chose quelconque par  
« telle raison que l'on voudra choisir ; ce qui n'est pas  
« si difficile qu'il semblerait d'abord, si l'on aban-  
« donne seulement certaines vérités simples qui sont  
« en gros à la portée de tous les esprits, pour courir  
« après les difficultés les plus subtiles d'une imagina-  
« tion échauffée et du raisonnement purement spécu-  
« latif. Le docteur Berkeley, évêque de Cloyne, fort  
« digne homme, plein d'esprit et de lumières, a com-  
« posé un livre pour prouver qu'il n'y a point de  
« matière, et que tout ce que nous voyons n'existe  
« qu'en idée ; que vous et moi, nous nous imaginons  
« manger, boire et dormir, vous à Leipzig et moi à  
« Londres ; que c'est pure imagination de croire que  
« nous avons de la chair et du sang, des bras, des  
« jambes, etc. ; mais que réellement nous ne sommes  
« que des esprits. Ses arguments, à strictement parler,  
« sont de telle nature qu'on ne saurait y répondre ;  
« cependant je suis si éloigné d'en être convaincu,



« que je suis déterminé à continuer de boire, de  
« manger, de me promener et de monter à cheval,  
« pour entretenir en aussi bon état que possible cette  
« *matière* dont je m'imagine si ridiculement être bâti.  
« Le sens commun, qui, à dire la vérité, n'est pas  
« trop commun, est le meilleur sens que je connaisse;  
« attachez-vous-y et tenez son avis pour le meilleur.  
« Lisez, écoutez, pour votre amusement, des systèmes  
« ingénieux, des questions délicates, agitées subtile-  
« ment et avec tous les raffinements que des imagi-  
« nations échauffées peuvent suggérer; mais ne les  
« considérez que comme des exercices pour l'esprit,  
« et retournez toujours faire votre paix avec le bon  
« sens. » (Tome I, pages 302-305.)

Voilà, ce me semble, d'excellentes pages; je n'ai pu résister au désir de les reproduire, quelque répandu que soit le livre dont elles font partie.

## VII.

WILLIAM COBBETT ÉDUCATEUR.

AVIS AUX JEUNES GENS ET AUX JEUNES FEMMES DE TOUTES LES  
CLASSES DE LA SOCIÉTÉ, PAR WILLIAM COBBETT.

*Traduction de M. VERNES-PRESCOTT.*

Un volume in-12. — 1842.

Il y a des lectures toutes pleines d'un parfum suave et malsain qui vous prend au cœur et vous fait défaillir. On peut croire que si je voulais citer des exemples, je ne les chercherais ni bien longtemps ni bien loin. Je serais plus embarrassé à trouver dans la littérature contemporaine un exemple de quelqu'un de ces livres d'où s'exhale je ne sais quoi de semblable à la senteur salubre et fortifiante des pins ou des mélèzes dans les forêts de mon pays. Mais à coup sûr ce livre de Cobbett répondrait à cette image, car il me l'a suggérée. Arbre à l'écorce rude, aux rameaux vigoureux, à la sève résineuse et fortement aromatique, il ne tire de la terre que des sucS généreux. Aucune violence n'a courbé son tronc, aucun ver ne ronge sa moelle; des racines aux rameaux, du tronc jusqu'aux feuilles, qui sont des épines, tout est robuste, tout est

sain. Seulement, pour que la comparaison fût exacte de tout point, il faudrait que ce roi de la forêt tirât toute sa vie de la terre et ne dût rien au ciel. Tel est, ce me semble, Cobbett. Sa sagesse, humaine dans le bon et dans le mauvais sens du mot, n'emprunte rien, sciemment du moins, à la sagesse inspirée. Il lui arrive comme à tant d'autres : sans la religion chrétienne, il ne serait pas ce qu'il est, il ne penserait pas ce qu'il pense ; mais il ignore sa propre généalogie ; il est chrétien dans le sens et dans la mesure où tout le monde, actuellement, est chrétien ; nul peut-être n'est plus chrétien que lui parmi les gens qui sont chrétiens sans le vouloir ou en dépit d'eux-mêmes ; mais d'intention, de choix, de volonté, assurément il ne l'est pas : il est même, à certains égards, tout le contraire d'un chrétien.

S'ensuit-il qu'il ne soit pas bon à lire ? Nullement. Ses *avis*, en général, sont excellents. Cobbett a une religion, un objet de culte : c'est la famille. Il a compris, autant qu'on le peut sans être chrétien, la sainteté, le charme, la *divinité* de la famille. Il en parle avec autant de sagesse que d'enthousiasme. Il enseigne l'art de vivre en famille. Il signale tous les préjugés, il dénonce toutes les habitudes qui enlèvent à cette institution sa pureté et son charme. Il ne craint pas de heurter de front les opinions les plus accréditées. Ni les mots, ni les bienséances imaginaires ne lui imposent. Rude, mais secourable, il vous remet brusquement dans la voie du bon sens ; et sous son regard vigilant vous n'oseriez pas ne pas marcher droit. Je

n'avais pas rencontré, depuis longtemps, une parole si pleine d'autorité ni un style aussi direct. Je n'ai plus besoin de lire l'*Annual Register* pour m'expliquer la puissance démagogique de Cobbett. Était-il violent dans sa polémique? Je l'ignore, je sais seulement que la violence ne lui était pas nécessaire : on n'a pas besoin de violence quand on *articule* de la sorte. C'est, je crois, le vrai mot ; et l'on pourrait, dans un certain sens, adresser à la plupart des écrivains ces mots de La Bruyère : « Vous n'articulez pas, vous ne vous faites pas entendre. » Rien ne sert de crier à moins qu'on n'articule.

Une des originalités du livre, c'est le contraste (en France du moins c'en est un) entre le rôle politique de Cobbett et son caractère d'homme privé. Les démagogues ne sont pas, à l'ordinaire, d'excellents pères de famille ; le radicalisme ne s'acquine pas au foyer domestique ; et les révolutionnaires ne sont pas avides et amoureux des joies conjugales et paternelles. Que Cobbett fût un patriote, je le veux ; mais c'était un homme de parti : son opposition fut systématique, ses haines calculées, ses volte-faces très brusques. Cet « homme de bien, » comme l'appelle son traducteur, faisait plus ou moins un métier de la politique ; il laboura l'opinion comme on laboure des guérets ; mais suivez-le, lorsque, inondé de sueur et couvert de poussière, il regagne à pas pressés le toit qui l'abrite après son labeur, c'est dans un sanctuaire que vous pénétrez avec lui, et lui-même, vous ne tardez pas à vous en convaincre, est digne de l'habiter.



Sous le titre un peu froid d'*Avis*, ce livre a tout l'intérêt d'une biographie ; les mémoires les plus piquants ne sauraient l'être davantage. Cobbett en personne reparaît partout, sous toutes les formes, sous tous les prétextes. Il s'atteste lui-même, il s'allègue, il se loue ; et je ne prétends pas qu'il ne prenne, dans son ouvrage, une trop grande et une trop belle place ; à tous les bons exemples qu'il nous donne, que ne joint-il, pensera-t-on, celui de la modestie ? Mais Cobbett modeste, ce n'est plus Cobbett ; c'est mieux assurément, mais c'est autre chose. Cobbett pensait si favorablement de lui-même, et se croyait si bien en droit de dire de lui ce qu'il en pensait, que, s'il s'était fait modeste dans son livre, nous serions obligés de l'en estimer moins. Prenons-le donc tel qu'il est, sauf évaluation. Du reste, de quelque nom qu'on appelle ce défaut très réel de modestie, on ne l'appellera pas vanité. Cobbett s'estime trop pour être vain. Ajoutons qu'il s'accuse, sinon aussi volontiers, du moins aussi franchement qu'il se loue.

Ces *Avis* à un adolescent, à un jeune homme, à un mari, à un père, rappellent, à certains égards, la *Science du bonhomme Richard* ; mais cela est moins sentencieux et plus élevé. Ce n'est pas que Cobbett aussi ne donne assez souvent, mais presque sans s'en douter, dans l'utilitarisme ; ce n'est pas qu'il ne reste quelquefois au-dessous de la morale philosophique et au-dessous de lui-même, par exemple lorsqu'il dit sérieusement à son adolescent : « Persuadez-vous bien  
« que vous n'avez pas le moindre droit de vivre sans

« rien faire, à moins que vous ne possédiez une fortune suffisante pour vivre sans contracter des dettes. » Mais il ne faut pas juger du livre par ce trait et par quelques autres : Cobbett vaut mieux, beaucoup mieux que Franklin. La religion, je l'avoue, ne prend aucune place, ou, pour mieux dire, n'a aucun rôle, aucune fonction dans la doctrine de Cobbett; elle est admise, je ne saurais dire à quel titre; elle est supposée comme un fait; en cas de besoin, on cite un passage des Écritures. Celui-ci, par exemple : « Ne soyez redevables de rien à personne, sinon de vous aimer les uns les autres (1), » est allégué pour preuve qu'il ne faut pas faire de dettes : Franklin n'aurait pas mieux cité l'Écriture. Il faut le dire, la lacune est complète et difficile à concevoir; mais après tout, Cobbett est spiritualiste; ses paradoxes mêmes ont plutôt ce caractère que tout autre; si certains systèmes, certaines opinions, vraies peut-être, et notoirement professées par des spiritualistes, encourent sa réprobation, c'est à cause de l'apparence matérialiste qu'elles ont à ses yeux. C'est en lui tenant compte de ses motifs que les économistes lui pardonneront, je l'espère, des passages plus qu'irrévérencieux sur le compte de M. Malthus (pages 142 et 160; ce dernier est malheureusement fort joli), et cette appréciation du bon vieux temps, qui, pour le radical Cobbett, est en toute vérité, non-seulement *vieux*, mais *bon* :

« Nous avons l'habitude de parler avec peu de cérémonie de nos *rudés* ancêtres, de leurs usages

(1) Éptre aux Romains, XIII, 8.

« grossiers, de leur peu de délicatesse dans leur ma-  
« nière de s'exprimer. Cependant personne ne me  
« fera croire que les hommes qui ont pu achever tant  
« de magnifiques cathédrales fussent grossiers dans  
« leurs habitudes, dans leur manière de penser et  
« dans leur langage. On ne me fera pas croire qu'ils  
« fussent si grossiers et si mesquins, puisque je trouve  
« un édit rendu sous le règne d'Édouard IV, qui  
« règle l'habillement des différentes classes du peuple,  
« et qui défend aux ouvriers de porter des habits de  
« drap qui aient coûté plus de deux francs et demi  
« l'aune, et qui défend à leurs femmes et à leurs filles  
« de porter des ceintures brodées en argent ou en or.  
« Personne ne me fera croire que ce fût une race gros-  
« sière et misérable que celle-là, surtout si nous la  
« comparons avec celle qui se glisse aujourd'hui affa-  
« mée et grelotante dans nos rues et qui est à peine  
« couverte de sarraux de toile grossière et de coton  
« pourri. Des milliers de faits se présentent pour me  
« convaincre, au contraire, qu'à l'intérieur comme à  
« l'extérieur, et sous le rapport de son indépendance  
« comme de son bonheur et de son influence sur les  
« destinées du monde, l'Angleterre a été à son zénith  
« sous le règne d'Édouard III. Sa *glorieuse révolution*  
« l'a rendue ce que nous voyons aujourd'hui, c'est-à-  
« dire rongée au dedans par la misère du peuple, et  
« sans influence au dehors, et pliant sous le poids de  
« son énorme dette et des impôts, malgré un faste  
« apparent de brillants palais, de routes et de ca-  
« naux. »

J'ai dit ce qui manque aux *Avis* de Cobbett ; la lacune est extrêmement grave, surtout dans un livre populaire : néanmoins je crois pouvoir souhaiter que ce livre se répande et soit beaucoup lu, et j'aurais du plaisir à y contribuer. L'esprit en est aussi bon que peut l'être l'esprit d'un livre qui n'est pas chrétien ; les avis sont pour la plupart judicieux, souvent même excellents, l'enseignement clair et complet. Littérairement parlant, c'est un livre très remarquable. Les femmes, et peut-être les jeunes hommes, dont M. de Balzac a perverti le goût, n'en conviendront pas peut-être ; il faut les en prévenir : Cobbett est bourgeois, très bourgeois ; et quoiqu'il joigne à un bon sens hardi beaucoup de finesse et de tact et la plus fraîche poésie d'expression ; quoiqu'il soit infiniment moins vulgaire que la plupart de nos auteurs à la mode, il n'échappera pas au reproche de vulgarité : j'ose pourtant soutenir que les plus raffinés pourraient prendre chez lui des leçons de délicatesse et de goût. Je n'ai pas même assez mauvaise opinion de ces *raffinés* pour croire que cette lecture ne les amusera pas : une causerie aussi franchement originale a de l'attrait pour tout le monde. M. Vernes a traduit son auteur avec amour, on le sent ; et c'est bien ainsi qu'il fallait le traduire. Quelques légères incorrections, qu'il ne vaut pas la peine de relever, ne diminuent en rien le plaisir de cette lecture. Le traducteur a placé en tête de l'ouvrage une notice sur Cobbett, écrite avec beaucoup de naturel et d'agrément. Nous aurions souhaité d'y trouver plus de détails sur la carrière politique de



Cobbett et sur l'influence exercée par ses pamphlets. Mais peut-être tout cela est plus généralement connu que nous ne le supposons.

Il nous paraît difficile que les *Avis* de Cobbett ne mettent pas leur lecteur en goût d'être honnête homme, qu'ils n'inspirent pas quelque mépris pour les faux plaisirs, qu'ils ne rendent pas les saints devoirs du foyer respectables et doux. Ce ne sera qu'une impression, si l'on veut, et, pour plusieurs, une impression bien fugitive. Soit. Ne laissons pas, si nous le pouvons, de multiplier ces impressions-là. Tout se tient dans le bien comme dans le mal ; et si la foi seule peut rendre un homme solidement vertueux, la vue de la vertu, le besoin de la vertu peuvent lui faire souhaiter la foi, qui est la vertu de la vertu même.

## VIII.

### PENSÉES DIVERSES SUR L'ÉDUCATION \*.

1836 — 1845.

C'est déjà, sans doute, une force que de croire à notre force; mais c'en est une plus grande, dans la majorité des cas et pour l'ensemble de la vie, que de croire à notre faiblesse, lorsque, d'ailleurs, nous croyons à une force étrangère, toute prête, si nous le voulons, à devenir la nôtre. Même dans les âmes d'élite, la puissance et la résistance, la volonté et le devoir, sont bien loin de se balancer, et notre état moral n'est autre chose qu'un déficit permanent. Cette vérité, qui est la donnée première de l'Évangile, n'a pas, à ce qu'il nous semble, énervé la moralité humaine. Mais il n'y a pas de vérité dont on n'abuse; et celle de la nécessité d'étayer notre faiblesse sur la force divine, pourrait aller chez quelques personnes jusqu'à la négation de nos ressources propres et de nos moyens naturels, par leur négation à leur abandon, et finalement à un quiétisme amollissant. Il est bon que, de temps à autre, notre indolence soit ré-

\* Ces *Pensées* sont extraites de quelques annonces de livres pour les enfants écrites par Vinet. (Éditeurs.)

veillée, et notre conscience admonestée, par la rencontre du stoïcisme de principes et de pratique, et que, voyant ce que peut, tout infirme qu'elle est, la volonté sans appui, nous apprenions ce que doit la volonté secourue. Il faut que nous exercions nos forces, ne fût-ce que pour en connaître les limites. Il est à craindre que celui qui n'a pas fait cette expérience n'en fasse jamais une autre.

---

Le stoïcisme, qui ne veut que le devoir pour objet et que le devoir pour motif, poursuit toujours, involontairement, un autre but ; il rend témoignage de ce besoin inhérent à l'âme humaine qui l'oblige à chercher hors d'elle-même, sinon son appui, du moins sa récompense. L'aigle, sans le savoir, couve les œufs du paon, le stoïcisme couve l'orgueil, je ne dis pas l'orgueil de l'individu, mais celui de l'espèce. Quelle preuve plus sensible en donnerai-je que l'exemple d'un écrivain, qui, profondément inspiré par l'amour de ce qui est bon en soi, n'a pu s'empêcher d'ouvrir à la vertu la plus austère une sorte d'échappée vers la gloire ? « C'est une *glorieuse* chose, dit-on quelque part à Antonio Giovani, quand on montre un enfant « au doigt, qu'on dit de lui : Vous le voyez bien, tout « petit qu'il est maintenant, ce sera un jour un homme de génie. » Sans compter toutes les tromperies de l'espérance, n'est-ce pas en morale une *malheureuse* chose que cette perspective prématurée de la gloire ? Ne déplace-t-elle pas le point de vue, tout moral, tout

affectueux, où il faudrait soigneusement maintenir l'enfance? et parmi les hommes célèbres, les plus grands n'ont-ils pas grandi dans l'ombre, moins occupés de leur renom futur que du noble attrait de la science, de l'art ou de la vertu? Oh! l'amour de la gloire saura bien venir; laissez-le faire; ne l'aidez pas à usurper dans le cœur de l'enfant la place des affections tendres; que son souffle ardent ne brûle pas ces germes délicats, qui, desséchés, ne peuvent plus recroître; l'idée de la gloire est avide, usurpatrice; admise au seuil de la jeune âme, elle en aurait bientôt envahi tout l'espace; et l'amour, à qui, comme tous les esprits élevés, vous décernez la meilleure place et l'empire de la vie, l'amour, où le placerez-vous?

---

Le style enfantin n'a point pour les enfants tout l'attrait que nous imaginons.

Les bons *livres d'enfants* sont les meilleurs parmi les *livres d'hommes*. Les livres qui ont bien conçu et bien représenté la vie de l'enfance, sont du nombre de ceux qui donnent le plus à penser; ils ramènent l'homme et la morale à leur plus simple expression, et contiennent une psychologie d'autant plus profonde peut-être qu'elle est plus élémentaire. Un livre d'enfants peut être un grand et beau livre.

Peu de gens ont vocation d'écrire pour la jeunesse, et beaucoup s'en mêlent; peut-être n'est-il, dans cet ordre d'écrits, « point de degrés du médiocre au pire. »

---



Il faut apprendre aux enfants à éviter l'exagération dans les termes, comme une première déviation de la vérité.

---

La morale n'est pas toute en formules; la morale, dans les commencements, est aussi bonne à supposer qu'à enseigner; il importe autant de donner à l'enfant le préjugé du bien que de lui en présenter la règle; il y a un bon goût en morale comme en tout le reste; et sans préjudice de la théorie qui aura son tour, je voudrais que l'instinct prît les devants. La vérité n'est pas seulement une idée qu'il faut connaître; c'est un air qu'il faut respirer; c'est un régime qu'il faut suivre; c'est un regard qu'il faut occuper de la vue du bon et du beau. On néglige trop cette méthode qui est celle de Dieu même; Dieu nous sauve en se montrant; la foi est un regard.

## IX.

### DE L'ÉDUCATION DES FEMMES DE LA CLASSE MOYENNE \*.

1824.

Un peuple doit s'estimer heureux lorsque le gouvernement qui le régit accueille avec faveur, ou seulement avec attention, les divers projets d'amélioration que lui soumettent les amis du bien public; un gouvernement, à son tour, doit se féliciter quand il voit le zèle du public concourir avec le sien à ces perfectionnements que réclame l'intérêt de la société; et la liberté, la confiance avec laquelle des réformes sont demandées et des institutions proposées dans un pays, sont un des témoignages les plus flatteurs qui puissent être rendus au pouvoir et un des symptômes les plus intéressants que puisse offrir la vie morale et politique d'une nation.

C'est sous les auspices d'un public et d'un gouvernement qui veulent également le bien, que nous plaçons de temps en temps dans ce journal quelques

\* Ce travail a été publié, en juillet et août 1824, sous le titre de *Quelques réflexions sur un sujet important*, dans les Nos 59, 60, 62 et 63 du *Nouvelliste Vaudois*. Le plan qui y est exposé, a été réalisé par la fondation de l'École supérieure de jeunes filles à Lausanne. Voir, à l'Appendice, la notice de M. Vinet sur cette institution.

idées relatives au bien général. Et combien n'a-t-il pas été agréable à tout ami du pays, ainsi qu'à nous-mêmes, de voir s'ouvrir un dépôt à ces idées de perfectionnement et d'amélioration que suggèrent le zèle et la réflexion aux hommes instruits, et qui, sans ce moyen propice, n'arriveraient qu'après de longs détours, et peut-être altérées et méconnaissables, à l'oreille du public et à celle du pouvoir ! Un journal comme celui-ci doit être le canal par où les opinions correspondent, l'organe par où le peuple se rend compte à lui-même de ses désirs et de ses besoins. Il n'est plus possible de manquer d'un tel moyen de communication. Depuis l'invention de l'imprimerie, la publicité des écrits a remplacé et supprimé la publicité des individus ; les écrits parlent seuls ; et les grands mouvements de l'opinion publique, les grandes révolutions de tout genre se préparent et s'opèrent silencieusement par l'entremise du commerce des livres et de la distribution des journaux. Partout où l'on n'écrit pas, où l'on n'imprime pas, l'opinion ne peut se manifester avec énergie et efficacité ; les améliorations sont lentes et rares, les abus permanents, les préjugés opiniâtres. Désirons donc, dans notre canton, l'activité de la presse, pour pouvoir nous entretenir au moins de nos affaires de famille. A l'exemple de nos confédérés, livrons-nous à ces discussions domestiques sur les objets qui intéressent notre prospérité intérieure ; on doit espérer qu'elles n'inquiéteront personne.

Entre les objets qui touchent de près au bonheur

public, il en est un qui fixe depuis longtemps notre attention, c'est *l'éducation des femmes de la classe moyenne*, partie encore négligée dans le vaste domaine d'améliorations dont la culture de la jeunesse a été l'objet dans notre pays. Cet objet paraît même être demeuré si étranger aux vues de ceux qui ont fait tant de choses pour l'éducation publique, que nous nous attendons à exciter quelque surprise en le signalant à l'attention de nos lecteurs. La plupart se demanderont : N'est-il pas pourvu, dans notre pays, par une foule d'établissements, à l'éducation des filles ? Cette éducation peut-elle appeler les soins immédiats du gouvernement ? et prétendrait-on faire entrer la culture morale et intellectuelle des femmes dans le domaine de l'éducation publique, auquel elle a semblé jusqu'ici parfaitement étrangère ? — Eh ! bien, oui ; c'est là à peu près ce que nous prétendons, ou du moins ce que nous désirons. L'opinion générale est peut-être contre nous ; mais cette opinion, sur quoi repose-t-elle ? Est-ce sur le prestige de son ancienneté même ? Mais, en fait d'opinion, la durée de la possession n'est point une preuve et ne constitue pas un droit. Serait-ce sur quelques raisonnements spéciaux ? Nous allons les produire et les examiner.

Voici à peu près ce qu'on peut nous dire : D'institution divine, l'homme et la femme sont sur la même ligne ; leur âme est du même prix, leur perfectionnement et leur salut de la même importance aux yeux du suprême Législateur. Mais sous le point de vue des affaires de ce monde et des relations civiles, il y



a entre ces deux moitiés du genre humain une grande inégalité. L'homme a des relations bien plus étendues que sa compagne. L'homme appartient à la société, la femme appartient à son époux. La patrie est un cercle d'activité qui n'est pas trop étendu pour l'homme, la famille n'est point un cercle trop resserré pour la femme ; c'est assez pour elle d'être épouse et mère de famille ; qu'elle remplisse avec conscience ces respectables fonctions ; en obéissant à Dieu qui les lui impose, elle n'est pas moins utile à la société dont le besoin les réclame ; et tout son *civisme* doit se réduire là.

D'après ces principes, qu'il semble difficile de contester, comment l'éducation publique serait-elle applicable aux femmes ? Deux raisons la rendent convenable aux hommes : c'est premièrement leur état de citoyens, ou les relations immédiates qu'ils entretiennent avec la société. L'école primaire, le collège et l'académie sont comme une image ou une miniature d'une république ; c'est déjà même, on peut le dire, la société dans ses éléments les plus essentiels. Là, sans étudier ou avant d'étudier en d'abstraites théories les relations mutuelles des membres du corps social, le balancement réciproque des devoirs et des droits, les limites sûres que la liberté trouve dans la conscience d'elle-même, chaque jour, chaque instant de leur vie scolaire donne aux jeunes gens l'instinct et le jugement juste de toutes ces choses. Quoi de plus naturel, pour apprendre à l'homme à vivre en société, que de l'y faire vivre ? et si l'homme social est appelé

à des sacrifices, comment ferait-il mieux que dans l'éducation publique l'apprentissage de ces sacrifices ? L'éducation privée peut former des savants ; rarement fait-elle des citoyens et des hommes ; et l'incapacité que montrent, pour les choses de la vie, ceux qui ont été formés par elle, prouve assez que cette méthode, la plus naturelle en apparence, l'est dans le fond beaucoup moins que l'autre.

Mais si la femme ne doit vivre que pour la petite société qu'on nomme famille, société dont tous les individus lui tiennent de fort près et par des liens d'amour ; si son administration ne doit embrasser que les soins de son ménage, si ses vues ne doivent pas s'étendre au delà des murs du *gynécée*, quelle utilité pourrait avoir pour elle l'éducation publique ? Et quant au petit nombre de relations que peut former la femme hors de l'enceinte de son empire qui est la maison de son père ou de son époux, l'intérêt de sociabilité nécessaire à ces relations ne trouve-t-il pas assez d'aliments dans ces institutions et ces pensionnats que nous avons en si grand nombre ?

En second lieu, les établissements d'instruction publique sont aussi les seuls qui conviennent à l'homme, que son état appelle à posséder une masse considérable et une grande variété de connaissances ; mais à quelque degré de culture qu'une femme puisse aspirer, les établissements d'éducation destinés à son sexe lui offrent les moyens de former et même d'orner son esprit autant que sa destination peut le comporter et le permettre. Il ne faut pas lui laisser dépasser ce

point. Malheur à celle qui veut être plus qu'une femme ! Elle n'a à choisir qu'entre les infortunes de la gloire et les atteintes poignantes du ridicule. Mais si la nature, par une dispensation fatale, condamnait une femme à la carrière périlleuse du génie et de la renommée, la nature aurait soin d'achever son ouvrage, et l'objet infortuné de sa prédilection atteindrait, sans le secours des institutions humaines, cette hauteur extraordinaire où l'attendent le malheur et la gloire. L'éducation publique, nécessaire pour les hommes, est donc inutile et dangereuse pour l'autre sexe.

Nous avons réclamé pour les femmes, et particulièrement pour celles de la classe moyenne, le bienfait de l'éducation publique. Et sans doute ceux qui envisageront l'importance sociale de l'éducation des femmes, l'insuffisance et les défauts des établissements actuellement consacrés à cet objet, enfin les avantages propres au système de l'éducation publique exprimeront le même vœu que nous.

Les relations de la femme sont bornées, nous l'avons vu ; mais son influence ne l'est pas. Cette moitié du genre humain est dépositaire du bonheur de l'autre. La femme est l'ami le plus sûr, le plus constant et le plus dévoué que la divine Providence ait donné à l'homme pour charmer son pèlerinage. Compagne assidue et fidèle du bonheur et du malheur de son époux, elle sent comme lui, elle sent pour lui, elle est un autre lui-même. Froissé, humilié dans le monde, meurtri par le choc de tant d'intérêts et de

vanités étrangères, il se retire auprès d'elle, sûr de trouver un confident sans impatience, un juge bienveillant et un consolateur. Il s'élance à la poursuite de la fortune et de la gloire à travers les obstacles et les dangers; et, lorsque la fatigue a épuisé ses forces, ou que les écueils l'ont brisé, l'amitié d'une épouse est le port tranquille et sûr où vient se réfugier cet infortuné navigateur. La conduite morale de l'homme ne doit pas moins à l'influence de sa compagne. Combien de fois une épouse aimable et vertueuse n'a-t-elle pas enchaîné aux douceurs de la vie domestique un homme auparavant frivole et dissipé! Hélas! et combien de fois le défaut de culture, la mauvaise humeur, l'égoïsme d'une femme n'ont-elles pas éloigné de l'innocence des relations de famille et précipité vers de coupables distractions celui qu'une heureuse union eût pour jamais attaché au devoir! Arbitres de notre bonheur et d'une partie de nos vertus, les femmes impriment le sceau de leur caractère et de leurs mœurs à chaque génération nouvelle, puisque chaque génération, pendant ses premières années, leur appartient exclusivement. Quiconque a réfléchi sur l'énergie et la durée opiniâtre de nos premières impressions, quiconque pensera que ces premières impressions sont précisément celles qu'une mère communique ou modifie, n'hésitera pas à reconnaître que la femme porte en ses faibles mains, avec le caractère du peuple qui s'élève, les destinées de la société. Ces premières impressions de l'enfant deviennent les passions et quelquefois les principes de l'homme fait; le lait de sa



mère s'est moins assimilé à son sang que les idées de sa mère ne se sont identifiées avec son esprit ; il est même de ces idées que tous les soins d'une éducation réparatrice ne peuvent ni vaincre ni effacer, tant les sensations et les images se gravent avec force dans le tissu délicat de ce cerveau qui, en se fortifiant, ne fait que les fortifier. Ici la priorité d'influence emporte aussi la supériorité d'ascendant ; en sorte qu'on peut affirmer que la nature, en plaçant l'homme pendant ses premières années sous la tutelle de la femme, ouvre à celle-ci la plus grande part dans la destinée morale des individus et des peuples.

La femme n'a point une vie publique : elle n'administre point les États ; elle ne fait pas la guerre ; elle ne conclut pas les traités ; elle ne rend pas la justice ; ce grand train du monde semble se passer d'elle ; mais, invisible et silencieuse, elle gouverne ce monde où son rôle paraît si subordonné. Elle assiste, elle préside aux premiers développements, elle dirige ou détourne les premières impressions de ces guerriers, de ces magistrats, de ces politiques. Que dis-je ? avant même que d'être épouse et mère, elle dicte aux mœurs des préceptes et des lois. Dans nos sociétés civilisées par le christianisme, où la femme n'est point l'esclave, mais la compagne et *l'aide* de l'homme, sa puissance est proportionnée à l'attrait qu'elle inspire et qu'elle exerce librement. Son caractère décide le genre d'hommages que lui rend un sexe fort et faible à la fois. Simple, modeste et vertueuse, elle fait naître dans le cœur un sentiment dont nous ne

craindrons point de faire mention en un sujet si grave, un sentiment généreux, digne d'être le mobile des grandes actions; dissimulée, vaine et coquette, elle excite encore un sentiment d'amour, mais un sentiment sans pureté, sans noblesse, qui rabaisse et rétrécit l'âme, et lui donne la mesure de l'objet de sa poursuite insensée.

Tel est le pouvoir déposé par la Providence entre les mains de ce sexe que nous appelons faible; et peut-être, après s'être livré à ces considérations, ne pourra-t-on se défendre d'une espèce de frayeur en voyant combien peu les institutions veillent à l'exercice et à l'emploi de cette puissance toujours énergique, mais tantôt funeste et tantôt salutaire. Une grande part du bonheur de la société est dans le caractère et dans les sentiments des femmes. Et si les sentiments et le caractère de ces femmes qui font l'éducation des peuples dépendent de l'éducation qu'elles reçoivent elles-mêmes, quel gouvernement renoncerait au droit important, ou voudrait se soustraire à l'importante obligation de veiller à la culture intellectuelle et morale de ces êtres auxquels se rattachent de si grands intérêts?

Ce n'est donc point un paradoxe : l'éducation des femmes appelle instamment les soins d'une administration paternelle; elle n'est pas moins de sa compétence que l'éducation des hommes, puisqu'elle n'est pas moins importante. Et il paraîtra naturel que nous ajoutions ici une considération particulière à ce canton. Il est depuis longtemps en possession de fournir des

*institutrices* à l'Angleterre, à l'Allemagne et à la Russie ; c'est pour lui une branche d'industrie comme un titre d'honneur. Mais n'est-il pas bien important, pour le succès de cette industrie, pour le maintien de cet honneur, n'est-il pas par conséquent d'une utilité nationale, que ces femmes, à qui sera remise l'éducation des jeunes personnes nobles ou opulentes d'une partie de l'Europe, reçoivent elles-mêmes une éducation solide, complète, proportionnée à leur destination, et qu'elles ne portent pas, pour tout mérite, hors de leur pays, la connaissance superficielle de quelques arts d'agrément, et l'habitude d'un idiome que les étrangers pourraient bien s'aviser un jour de comparer avec la langue française ? Faudra-t-il qu'un grand nombre d'entre elles éprouvent, dans cet exil, où le devoir et la nécessité les transportent au sortir de l'enfance, des mécomptes bien plus pénibles que ceux que peut faire éprouver à des patrons abusés leur incapacité trop reconnue, et que la découverte de leur faiblesse les fasse descendre du caractère d'*institutrices* dont on avait flatté leur modeste ambition, au rôle, pénible alors, de femmes de chambre ou de bonnes d'enfants, qu'elles jugeaient bien au-dessous d'elles ?

Ces considérations nous conduisent naturellement à la nécessité d'institutions publiques pour l'éducation des femmes ; car de quelle manière le gouvernement pourrait-il exercer sur cet objet l'influence que nous croyons désirable, si ce n'est par des établissements créés sous ses auspices, soutenus, du moins dans les premiers temps, par sa munificence, revêtus de cette

consistance et de cet ensemble qui ne peuvent appartenir à des institutions privées? Soumettre à une règle uniforme et à une surveillance de détails, coordonner ou subordonner à des institutions publiques des établissements qui, par leur origine et par leur nature, sont des établissements privés, c'est une chose probablement impossible, et une chose peut-être qu'il ne faudrait pas tenter si elle était possible. Nous ne voyons que des établissements publics qui puissent remplir à cet égard le but du gouvernement, et ne pas rendre vaine sa sollicitude paternelle pour la culture d'une partie si intéressante de la société.

Mais ne pourrait-on pas s'en remettre de l'éducation des femmes à ces instituts et à ces pensionnats qui existent en si grand nombre, qui fleurissent et se multiplient de tous côtés, et hors desquels les femmes les plus accomplies de notre pays n'ont point puisé l'instruction, les talents et l'amabilité qui les distinguent? Nous nous sentons moins disposé que personne à déprécier des institutions qui ont été utiles, qui le seront encore, et des femmes respectables à qui leurs fonctions mêmes assignent, selon nous, une place distinguée dans la société; mais, comme c'est des vices ou plutôt des lacunes inévitables de ces institutions que nous nous occuperons, comme nos observations ne tendront point à la suppression de ce genre d'éducation qui offre des avantages particuliers dans des cas donnés, et qui doit subsister à côté de l'éducation publique, comme un auxiliaire indispensable et une concurrence salubre, nous nous livrerons sans crainte



à une discussion qui ne blessa aucun sentiment de justice, n'effaroucha aucun amour-propre, et ne compromettra que les intérêts directement opposés à l'intérêt général. Nous prions en même temps qu'on nous pardonne de causer un peu longuement; car nous ne sommes pas dans l'heureuse position de ceux à qui leur loisir permet la satisfaction d'effacer la moitié de ce qu'ils écrivent.

Nous croyons qu'un établissement consacré à l'éducation doit, entre autres conditions, accomplir les suivantes :

Il faut que la personne qui dirige ait reçu une culture supérieure, c'est-à-dire une instruction beaucoup plus approfondie que celle qu'elle est appelée à communiquer. Un instituteur peut n'être pas *savant*, dans le sens le plus étendu de ce mot, mais il faut que son esprit voie de haut la science qu'il professe, qu'il en saisisse les rapports généraux et en distingue les points dominants. A une moindre élévation, l'instituteur ne saurait donner à son enseignement ni la clarté, ni l'intérêt, ni surtout la simplicité nécessaires pour attirer et fixer des esprits jeunes et vifs. J'insiste sur la simplicité; car c'est lorsqu'on est savant qu'on est le plus capable d'être simple; premièrement parce que plus on est sûr de sa richesse, plus on est de longue date familiarisé avec elle, moins on est impatient de l'étaler; ensuite et surtout, parce qu'une demi-science n'élève qu'à des idées secondaires, qui sont complexes et chargées d'accessoires, au lieu que

la vraie science élève jusqu'aux principes les plus hauts, qui sont des idées simples. La connaissance de ces principes est seule capable de faire voir les détails dans leurs vrais points de vue, et de faire exprimer les idées dans leurs véritables termes. On entend dire souvent de tel instituteur : Il est trop profond, il est trop abstrait ; et l'on en conclut qu'il est trop savant ; croyez plutôt qu'il est encore jeune, qu'il est peu instruit ; quand il aura plus d'années et de connaissances, il s'élèvera jusqu'à la simplicité.

De cette supériorité de culture résultera, pour l'instituteur, l'esprit de système et de méthode. Donner à chaque partie de l'instruction son étendue et son plan, combiner les différentes branches de l'enseignement de manière qu'elles se prêtent un appui mutuel, ne se permettre ni sauts, ni lacunes, ni écarts, suivre avec une attention pénétrante le développement des facultés de l'enfant, marier à la sévérité de l'ordre l'abandon qui le déguise, voilà une partie considérable de la science difficile de l'instituteur. Que cette science soit pour quelques-uns le fruit d'un instinct heureux, qu'on peut bien appeler génie, c'est ce que nous ne voulons pas nier : il est des hommes qui naissent instituteurs ; mais, sans nous arrêter à montrer que, même dans ses chefs-d'œuvre, la nature laisse à l'art des lacunes à remplir, il nous suffit de dire qu'on ne peut fonder des règles sur des exceptions. La nature a pu accorder à quelques hommes le don presque entier de l'enseignement ; la routine a pu joindre son secours à

la nature ; mais, en général, il n'y a qu'une culture supérieure qui puisse procurer à l'instituteur les précieuses qualités que nous venons d'indiquer.

On devrait désirer de plus que l'instituteur exerçât sur ses élèves une grande autorité ; qu'à l'ascendant du caractère il joignît celui d'une position indépendante, qu'une force supérieure fût placée en réserve derrière sa force personnelle. Cette même autorité, il faudrait qu'il l'exerçât sur les parents des jeunes êtres remis à ses soins. Tout en cherchant à fonder cette autorité sur la confiance due à son caractère, il devrait souhaiter que l'intérêt de son enseignement, celui de son industrie et sa dignité personnelle fussent à l'abri du caprice des parents, qui, très souvent, ont des vues particulières, s'attribuent le droit de les faire prévaloir au détriment de l'ensemble, et, chacun de son côté, sollicitent pour leur enfant une exception, une distinction, un ménagement ; prétentions qui gênent l'instituteur, et le décréditent, s'il veut y avoir égard.

Enfin, sous le point de vue de l'intérêt général du pays, il est désirable que les divers établissements d'instruction aient une tendance pareille, en d'autres termes, qu'il y ait entre eux de l'ensemble. Nous prions le lecteur de ne pas nous supposer des vues contraires à la liberté de l'instruction, qui est identique à la liberté de l'esprit humain et indispensable au progrès des vraies lumières. Partisan de cette liberté, nous n'en jugeons pas moins que l'unité de tendance entre les divers établissements d'instruction est fort

désirable, et que, pour la procurer, un gouvernement a droit d'employer l'influence morale qui est à sa disposition. Il est certaines idées qui sont nécessaires à la vie d'une nation, et qu'elle doit souhaiter de voir dominer sans concurrence parmi ses citoyens ; il en est d'autres dont le règne lui serait funeste, et dont elle doit désirer l'extirpation ; ainsi, dans notre pays, le luxe, le goût des spectacles, l'engouement pour l'étranger, les habitudes frivoles du grand monde, etc. Or, le crédit ou le discrédit de ces idées tient absolument à l'éducation ; et sur ces points et d'autres semblables, on ne saurait aspirer à une trop complète unité de vues.

Maintenant, les établissements actuels consacrés à l'éducation du sexe peuvent-ils, par eux-mêmes, accomplir ces conditions ?

La femme qui est à la tête d'un établissement semblable, et qui, la plupart du temps, cumule dans sa personne beaucoup d'emplois, c'est-à-dire est chargée à elle seule de toutes les branches essentielles de l'instruction, n'a pas ordinairement et ne peut avoir cette culture supérieure dont nous avons montré la nécessité. En général, où la prendrait-elle ? Elle ne le pourrait dans des établissements semblables à celui qu'elle dirige ; elle le pourrait jusqu'à un certain point dans les établissements publics dont nous présentons l'idée. Mais il est des leçons que des hommes seuls sont capables de bien donner, des études viriles, si je puis m'exprimer ainsi, auxquelles eux seuls sont capables de maintenir leur dignité et leur force. Il y aurait, à



cet égard, plusieurs échanges à faire entre les instituteurs des deux sexes : on voit *l'histoire* professée par des femmes, tandis que des hommes enseignent la *danse*. Avec toute la réserve que nous prescrit notre ignorance des principes de ce dernier art, nous nous permettons de demander si des attributions inverses ne seraient pas préférables.

Il y a, je l'avoue, une réponse à nous faire : c'est que ces études supérieures, pour lesquelles nous demandons des instituteurs d'une portée supérieure, ne sont pas des parties fort essentielles de l'éducation d'une femme. Mais ni le magistrat, ni l'ecclésiastique, ni le médecin, ni l'homme de loi, ni en général l'homme d'un esprit cultivé ne nous feront une semblable objection. Un Arnolphe peut trouver du plaisir à l'ignorance de sa compagne, qui n'est au fond que sa première servante. Mais l'homme délicat et sensible, qui veut faire de sa femme une amie, qui veut l'admettre à la confiance de tout ce qui l'intéresse, et pour qui une agréable et solide conversation est un des charmes de l'union conjugale, ne sera-t-il pas ravi de trouver dans sa femme au moins un écouteur intelligent, et n'aura-t-il rien à gagner aux questions naïves, aux observations pleines de sens d'une épouse dont l'instruction a cultivé l'esprit sans lui ôter le naturel ? On nous dit que la femme de Corneille ne savait guère que filer, et que celle de Racine ne connaissait pas même les titres des chefs-d'œuvre de son illustre mari ; mais il est permis de croire que ces grands hommes eussent trouvé un charme de plus

dans leur ménage, si ces dignes femmes eussent été moins étrangères aux arts qui faisaient la gloire de leurs époux. Pourquoi ne pas enrichir de tous les attrait, pourquoi ne pas resserrer par tous les moyens une union dont le bonheur fait le bonheur de la société et purifie les mœurs publiques ? Cultivez l'esprit, ornez la mémoire des femmes ; elles en plairont davantage à leurs époux, et leurs époux en seront plus vertueux.

Nous dirons peu de chose sur l'esprit de méthode et de système, qui tient de si près à une culture élevée et scientifique de l'esprit. Nous inviterons seulement le lecteur à jeter les yeux sur les établissements dont nous cherchons à démontrer l'insuffisance. Il s'assurera que, hors les cas où la nature a procuré une exception favorable, une routine plus ou moins aveugle tient lieu de méthode et de système, et que bien rarement les personnes qui sont à la tête de ces instituts sont en état de rendre raison de la marche qu'elles suivent. Et nous ajouterons qu'à cet égard elles trouveraient un modèle dans des établissements publics bien constitués, et que c'est par ce moyen que les établissements particuliers pourraient fournir la sphère d'utilité à laquelle ils sont appelés. Car nous sommes bien loin de les proscrire ; les institutions publiques ne doivent point les étouffer. Placés à l'entrée et à la sortie des établissements publics, d'un côté comme introduction, de l'autre comme complément, et perfectionnés par le modèle qui leur serait proposé, ils continueraient d'être utiles, et l'on ne pourrait

qu'applaudir à leur conservation et à leur succès.

Il n'est pas nécessaire de démontrer que l'un des désavantages les plus sensibles dans les établissements particuliers, c'est que la position de ceux qui les dirigent ne comporte guère cette autorité dont nous avons parlé. Nous nous en rapportons, sur ce point, aux plaintes des institutrices, et aux souvenirs des parents eux-mêmes, qui se rappelleront combien de fois ils ont pu faire céder à leurs convenances particulières le plan et les habitudes de l'institut où ils avaient placé leur enfant.

Quant à cet ensemble, à cette harmonie de principes et de tendances que l'on doit souhaiter de voir régner entre les divers établissements qui subsistent en concurrence dans un pays, il est aussi inutile de la prétendre qu'il est naturel de la désirer. Et en effet, d'où pourrait naître cet ensemble ? Et quelles raisons aurions-nous de l'espérer dans l'ordre de choses actuel ? Nous avons entendu par cet ensemble une tendance uniforme vers un résultat précieux pour la nation, un zèle commun à maintenir certaines idées qui sont tutélaires pour le pays. Au lieu de cette unité dans le bien, nous n'en concevons, et nous n'en voyons en effet qu'une bien différente : c'est cet accord à favoriser, à consacrer des abus qui ont fini par recevoir leur sanction de la prévention universelle ; c'est cette tendance toujours plus générale à sacrifier, dans l'éducation, l'essentiel à l'accessoire, et le solide au brillant ; c'est ce concert effrayant à regarder comme l'éducation la plus distinguée celle qui forme des femmes du

monde, des virtuoses et des précieuses, plutôt que celle qui prépare à la société des épouses vertueuses et des mères de famille respectables.

De graves abus nous paraissent s'être introduits, depuis un certain temps, dans l'éducation des femmes de notre pays. L'essence de la bonne éducation a été méconnue, et son but manqué. Les études qui fortifient l'esprit et ennoblissent l'âme ont été trop souvent sacrifiées à l'acquisition coûteuse de talents d'agrément, qu'on n'a pas même cultivés dans le vrai sens. Pour nous arrêter à un exemple, la musique, cet art qui devrait être tout entier au service de la religion, de la patrie et des doux sentiments de la nature, est devenue un art efféminé et corrupteur. On entend des bouches pures et virginales chanter dans des sociétés, et en public, des paroles qui, si elles étaient réduites en prose et parlées, feraient rougir le front le moins pudique. Les méprisables soupirs d'une âme énervée, le délire d'une passion égoïste qui sacrifie à l'objet de sa poursuite les sentiments les plus respectables et les relations les plus saintes, les jeux puérils d'une coquetterie moqueuse ou d'une pudeur parodiée, voilà le fond de ces chants que répètent au pied de nos Alpes les femmes et les filles d'une nation religieuse et libre. Ce sont les beaux-arts, nous dit-on ; et l'on ne s'aperçoit pas que cette abusive application des beaux-arts fait insensiblement pénétrer dans les cœurs un poison qui les infecte et les ronge ; qu'en se familiarisant avec les mots, on se familiarise avec les choses, et que la légèreté, qui est l'âme de ces chants érotiques, devient



peu à peu l'âme de celles qui les chantent. Il est permis aux esprits légers de confondre le raffinement des mœurs avec la civilisation, et la multiplication des jouissances avec le progrès des lumières ; mais nous ne désirons pour notre Suisse ni de telles lumières ni une telle culture, et nous ne voulons point pour nos filles et nos épouses de ces chants faits pour les capitales que ronge la civilisation du vice.

En voyant, dans l'éducation des femmes, donner une si grande prééminence aux parties brillantes et frivoles, nous déposâmes, il y a quelques années, dans un recueil qui a cessé de paraître, quelques paroles qui trouvent ici leur place trop naturellement pour que nous hésitions à les reproduire :

« O hommes ! voilà la compagne et l'aide qu'on  
« vous destine ; voilà comment on prépare celle qui doit  
« remplir des devoirs si importants envers vous et  
« envers la société ; voilà comment on élève celle qui  
« doit élever vos enfants. C'est par une éducation plus  
« efféminée qu'il ne convient même à une femme  
« qu'on fortifie cette âme qui sera appelée au partage  
« de tous vos maux, et en qui vous espérez trouver  
« une consolation et un appui dans les jours de l'é-  
« preuve ! Que pourra-t-elle vous offrir alors ? Quel-  
« ques-uns des agréments qui ornent la prospérité ;  
« mais de quoi vous serviront, dans les orages aux-  
« quels toute vie d'homme est appelée, quelques ta-  
« lents frivoles et des traces fugitives de beauté ? Ah !  
« malheur aux cités, malheur aux pays où les femmes,  
« dans les classes moyennes de la société, ne reçoivent

« vent presque pas d'autre éducation ! De ce premier  
« mal naissent une foule d'autres. Là où le sexe est  
« mal élevé, les ménages sont malheureux, les maris  
« infidèles ; les célibataires se multiplient ; on voit  
« s'éteindre cet amour du toit paternel et de la terre  
« natale dans lequel il y a comme un résumé de toutes  
« les vertus et une source de toutes les bénédictions...  
« On ne saurait trop le redire : la mauvaise éducation  
« des filles est une des principales causes de la corrup-  
« tion des mœurs. »

L'éducation publique est, par elle-même, à portée de remplir les conditions générales que nous avons énumérées. Chaque étude principale confiée à un maître particulier, les branches supérieures de l'instruction remises à des hommes, un esprit de système et de méthode, fruit de la culture supérieure des instituteurs, un ensemble et une consistance garantis par la nature même de l'institution, l'indépendance des maîtres à l'égard de leurs élèves, enfin l'unité de vues que fera régner une unité d'origine et de direction entre les divers établissements de ce genre, voilà les avantages essentiels et très saillants qui les recommanderont à la préférence du public. Il résultera sans doute d'heureux fruits pour la société d'une éducation à la fois si complète, si solide, si bien réglée et si nationale.

L'éducation publique, en tant que solide et forte, influera sur le caractère des femmes. Elle diminuera cette frivolité qui, sous les formes diverses de la vanité,

de la coquetterie et du luxe, ne prouve que le vide de l'esprit et l'impuissance de l'occuper sérieusement. Et, pour rendre cet effet plus sensible par un exemple, la conversation y gagnera sous tous les rapports. Elle n'est trop souvent, dans nos coterie féminines, et dans nos plus brillantes assemblées, qu'un vain bourdonnement composé de plaisanteries froides, de médisance et de commérage. On s'y occupe beaucoup plus des personnes que des choses, et des événements que des principes. Un propos sensé y passe pour un hors d'œuvre, et des réflexions sérieuses pour de la pédanterie. Nulle nourriture pour l'esprit, moins de profit encore pour l'âme. On en sort la tête fatiguée, gonflée de vide, et le cœur mal à l'aise par le sentiment d'heures précieuses perdues ou de paroles indiscretement prodiguées. Les hommes, qui savent mieux descendre à la conversation des femmes que les élever à la sévérité de la leur, se mêlent à ce langage frivole et pernicieux ; et les discours deviennent tels que les personnes les plus solides donnent la préférence au jeu sur de tels entretiens. Ne croit-on pas qu'une meilleure éducation des femmes pourrait introduire dans ces conversations plus de solidité et les rendre plus innocentes, sans en bannir les grâces et l'abandon ?

Mobile, enthousiaste et trop constamment sous le joug du sentiment, la femme se passionne aisément ; elle est à la merci de ses émotions ; et n'examinant souvent les plus grandes questions que dans les rapports qu'elles ont avec le cœur, elle peut, avec les intentions les plus pures, donner dans les erreurs les

plus graves. Avec de pareilles dispositions, rien de plus dangereux qu'une éducation superficielle, qui ne fait que communiquer au sentiment plus d'exaltation et d'irritabilité; mieux vaudrait, sous ce rapport, une absence complète de culture; mais mieux vaut encore une instruction solide et sérieuse, telle que l'offrent les établissements d'instruction publique, laquelle, fortifiant l'ascendant de la raison, oppose aux écarts de l'imagination une insurmontable barrière. Alors il n'est pas facile de faire adopter aux femmes, à l'aide de termes mal compris, des opinions qu'elles embrassent avec d'autant plus de chaleur qu'elles s'en rendent un compte moins exact. Alors aussi les romans ne sont plus à leurs yeux la lecture du premier intérêt; et, en échange de ces rêveries, la réalité mieux connue leur présente des charmes positifs et plus à leur portée. Alors elles n'apprécient plus que d'après sa valeur intrinsèque leur position dans le monde, quelle qu'elle puisse être, et ne livrent plus au caprice de la mode et à des conventions arbitraires le droit de disposer de leur bonheur.

L'éducation publique des femmes ferait aussi disparaître, ou du moins rendrait moins tranchantes, ces distinctions, injurieuses dans leur excès, que la puérile vanité des femmes contribue par-dessus tout à établir dans la société. Rien n'est si risible ou si déplorable dans nos villes républicaines, que cette multitude de coteries, ou si l'on aime mieux, de castes, dont la distinction n'est fondée sur rien de positif et de reconnu, soigneuses de bien marquer leurs limites,



épouvantées à l'idée d'un mélange comme le gentil-homme du vieux temps à celle d'une mésalliance, hostiles les unes envers les autres, s'évitant même aux lieux où tout se rencontre et se mêle, empêchant, par leur inquiète vanité, toute association générale pour le bien, tout concert de sentiments et d'efforts dans les occasions graves, et entraînant dans leurs ridicules mépris et dans leurs vaines animosités ceux que la dignité de leur sexe et la gravité de leur état devraient soustraire à l'empire de ces préventions frivoles. Dans le système de l'éducation publique, la jeune fille née au sein de l'opulence vit dans une communauté d'études et souvent dans une intimité de cœur avec la jeune fille d'une classe moins riche; et de tels instituts n'excluant pas même les enfants de la classe inférieure, font vivre sous les mêmes lois et sur un pied égal, pendant les années les plus importantes pour la formation du caractère et des opinions, un très grand nombre de femmes, qui se trouvent placées par la fortune sur tous les degrés de l'échelle sociale, et représentent, pour ainsi dire, toute la société. Ils concourent par ce moyen à un résultat extrêmement désirable, j'entends l'établissement de relations plus intimes entre les différentes classes, qui, presque partout, vivent trop étrangères les unes aux autres, si ce n'est dans un état de défiance et d'aversion réciproques.

L'éducation publique des femmes offrirait encore l'avantage important de mettre en harmonie la culture des deux sexes, et de rendre par là chacun d'eux plus

propre à satisfaire aux besoins moraux de l'autre. Cet avantage est encore plus digne de considération dans une république dont la vraie force est toute morale, et tient par-dessus tout aux sentiments de ses citoyens, à l'unanimité et à la perpétuité de ces sentiments. Formée par une éducation semblable à celle de l'homme, imbuée des mêmes principes, la femme en grave la première empreinte dans l'âme de ses enfants; elle est auprès d'eux le premier organe, le premier interprète de ces croyances qui doivent devenir l'instinct du citoyen. Nous n'avons point en vue des doctrines politiques, persuadés que nous sommes que la femme doit demeurer étrangère à cette partie des affaires humaines; nous ne parlons que de ces idées dont le crédit fait la force du pays aux circonstances duquel elles sont appropriées : ainsi, dans notre pays, le goût de la simplicité, le mépris des distinctions arbitraires, l'indifférence pour les plaisirs factices et le respect de la terre natale. C'est sous ces rapports que la femme devient citoyenne, c'est de cette manière qu'elle exerce des fonctions civiques; et, quelque ridicule que puisse paraître, dans de grandes monarchies, l'application de ces termes aux personnes du sexe, il n'y a personne, dans un état républicain, qui n'en sente facilement la justesse.

Pour que les femmes se pénétrèrent de la dignité de leur vocation sociale, et même pour qu'elles en reconnaissent la réalité, il n'est pas inutile qu'elles se voient l'objet de la sollicitude de l'État. Élevées par ses soins et sous ses regards comme des instruments

considérables du bonheur public, elles éprouveront le besoin et formeront le vœu de répondre à cette attente de la patrie ; et ce motif agira puissamment sur leur vie.

Il nous semble qu'il n'y a rien de romanésque dans ces vues, et rien de chimérique dans ces espérances. Elles paraissent fondées sur la nature des choses ; et si elles offrent en apparence quelque chose d'extraordinaire et de hasardé, elles le doivent au long crédit d'une idée bien plus extraordinaire, savoir que les dépositaires et les représentants des intérêts nationaux n'ont rien à faire pour la culture de ces femmes qui seront un jour épouses, mères de famille et citoyennes. Qu'on examine, qu'on mette en parallèle les vues que nous proposons et l'ancien préjugé qui leur est contraire, et l'on pourra prononcer.

Il ne faut pas dédaigner les vues économiques ; il est donc permis de remarquer à combien moins de frais les parents donneraient à leurs filles une bonne éducation. Au reste, cette éducation, nous ne la supposons pas gratuite ; nous ne proposerions pas au gouvernement de notre canton d'étendre aux instituts de jeunes filles la libéralité peut-être étonnante qu'il exerce à l'égard des autres établissements. Mais en admettant, pour les écoles du sexe, le taux adopté dans les établissements de ce genre déjà existants, il y aurait toujours une grande économie pour les parents ; et l'affluence des élèves ne tarderait pas à rembourser à l'État tous ses frais. C'est le cas d'un établissement de ce genre que nous avons sous les yeux.

Nous avons déjà vu que la fondation de ces établissements n'entraînerait point la suppression de tous les établissements particuliers. D'ailleurs, si l'on nous permet ce rapprochement, le principe de l'économie politique relativement aux machines qui économisent les bras, est parfaitement applicable à tous les perfectionnements de l'état social produits dans les limites de la loi et du droit : il n'en est aucun qui porte un dommage durable et réel aux intérêts des individus.

Après toutes ces réflexions, nous nous plaisons à croire que le plan que nous proposons ne paraîtra ni d'une importance secondaire, ni d'une exécution difficile, et l'exemple d'établissements de cette nature, qui, sous le titre de gymnases ou collèges, fleurissent depuis quelques années dans plusieurs villes de l'Allemagne et de la Suisse, donne une nouvelle force à notre opinion.

Voilà le sujet important dont nous avons cru pouvoir entretenir les lecteurs de ce journal. Nous n'espérons ni une appréciation générale, ni un effet prochain de ces réflexions ; mais si ce travail, malgré sa faiblesse et les erreurs qu'il renferme peut-être, conduisait quelque ami du bien public à réfléchir à son tour sur cet objet, nous ne regretterions pas d'y avoir consacré quelques heures de notre loisir.



## X.

### DU MARIAGE AU POINT DE VUE CHRÉTIEN.

(A propos du livre publié sous ce titre par Madame la comtesse  
DE GASPARIN.)

1843.

*Le Mariage au point de vue chrétien, ouvrage spécialement adressé aux femmes du monde.* — On ne peut pas demander, ce semble, on ne peut pas même imaginer un titre plus explicite et plus clair ; et cependant ce titre a-t-il annoncé à d'autres que ceux qui connaissaient le nom de l'auteur, tout ce que l'ouvrage devait être ? Combien de lecteurs ont dû trouver dans ce livre ou plus qu'ils n'auraient voulu ou plus qu'ils n'espéraient ! Ce mot de *chrétien* est si vague ! Il l'est à tel point, que des écrivains à qui l'auteur de ce livre refuserait probablement la moindre intelligence de l'Évangile, auraient pu, en réponse aux funestes déclamations de l'infortunée qui a rendu célèbre le nom de George Sand, écrire pareillement un livre sur le mariage et l'intituler en toute sincérité : *le Mariage au point de vue chrétien*. C'est qu'il y a plus d'une et même plus de deux manières d'entendre le chris-

tianisme et d'y croire. Il en est d'absolument erronées, qui confondent le christianisme avec ses contraires ; il en est de moins fausses, qui retiennent une partie plus ou moins considérable de la vérité chrétienne ; il en est enfin de plus adéquates au christianisme ; irons-nous jusqu'à dire qu'il en est de parfaitement égales, d'exactly identiques à la doctrine et à l'esprit de Jésus-Christ ? Il est presque inévitable que chacun estime son symbole parfait, son exégèse sans faute comme sans fraude ; mais, à prendre les faits dans leur ensemble et l'homme dans sa nature, je suis peu disposé, pour ce qui me concerne, à accueillir de la part de qui que ce soit une telle prétention. Je ne dirai pas que « Dieu est plus grand que notre cœur (1), » et que la vérité divine nous débordera toujours ; mais je dirai bien que quelque chose s'échappe toujours à travers les fêlures du vase ; que quelque reste imperceptible d'impureté aigrit toujours tant soit peu la divine liqueur ; et que telle est, en des choses de cet ordre, l'intime union, la réaction mutuelle de l'intelligence et du cœur, que, quand on n'a pas toute la vie, on n'a pas non plus toute la vérité.

Loin de moi cependant la pensée que le plus pur et le plus éclairé parmi les chrétiens n'ait qu'un reflet ou un lambeau du christianisme, ou qu'il n'y ait, entre tous ceux qui s'emparent du nom de chrétiens, qu'une différence du *plus* au *moins*. Je crois au contraire que plusieurs sont distingués de tous les autres

(1) Première Épître de saint Jean, III, 20.

par une différence du *tout* au *tout*. Ceux qui ont saisi le christianisme par le centre ou par les racines sont moralement à l'antipode de ceux qui l'ont saisi par quelque une de ses branches ou de ses extrémités. A notre jugement, l'auteur de ce livre doit être mis au rang des premiers, et c'est ce que nous tenons à dire avant tout. Qu'après cela il ait une couleur, c'est possible ; la prétention de n'en point avoir ne ressemblerait pas mal à celle de ce personnage fabuleux qui voulait avoir un manteau de la couleur des rayons du soleil. La lumière, en nous traversant, se brise et se colore ; mais sous ses reflets variés, c'est pourtant encore la lumière, et si elle n'était pas brisée en couleurs, c'est qu'elle ne nous aurait pas traversés. Nous ne sommes pas, comme notre divin chef, « lumière de lumière. »

S'il fallait nommer la couleur de cet ouvrage, nous dirions : c'est la couleur la plus vive et la plus prononcée de ce qu'on est convenu, même entre adversaires, d'appeler le réveil évangélique. Mais tout le monde comprendra que c'était prendre, dans le réveil même, une position distincte, et pour ainsi dire exceptionnelle, que de traiter avec autant d'étendue un sujet aussi particulier que le mariage, et encore dans le point de vue d'une situation sociale qui est celle du petit nombre. Trois volumes sur ce sujet ! Il les mérite sans doute ; mais cela suppose que l'auteur, suivant la vie humaine dans tous ses méandres et la civilisation dans ses principaux accidents, traitera un grand nombre de questions délicates, aura

égard à une foule de nuances, dont le *réveil*, dans l'impatience de son premier élan, ne daigna pas même s'informer. Mais enfin, le caractère dominant demeure; cet ouvrage est une des productions, et l'une des plus belles productions du *réveil*; il en porte le sceau, il en a les grandes et inimitables qualités; peut-être n'en a-t-il pas évité tous les défauts.

Déjà c'est une nouveauté (nous le croyons du moins) qu'un traité aussi complet sur le mariage; c'en est une, en tous cas, pour la très grande majorité du public français, que le point de vue où s'est placé l'auteur de ce livre. Entre ce point de vue et le plus élevé de tous ceux où l'on peut se placer quand on n'a pas les convictions de l'auteur, il y a une distance qui ne se mesure pas. Pour quiconque n'a pas encore gravi cette colline, ce ne sera ni plus ni moins que la découverte d'un nouveau monde. Cette théorie du mariage en suppose une autre, qui en est la clef; et l'auteur l'a si bien senti, qu'un des chapitres de son premier volume n'est autre chose qu'une exposition sommaire des doctrines du christianisme orthodoxe. Ce morceau a trop d'intérêt pour que je puisse prendre sur moi d'en conseiller la suppression; toutefois il me semble que lui donner place dans un traité sur le mariage, c'est vouloir trop de choses à la fois, et que l'épisode a trop d'importance pour n'être qu'un épisode: on ne peut guère, ainsi pressé par le temps, se garder assez d'une certaine impatience dans l'allure, qui sied peu à l'exposition d'une doctrine; et si l'on m'objecte que tout le livre



du *Mariage* repose sur les idées de ce chapitre, j'ai deux réponses pour une : la première, c'est que la tâche est déjà assez belle de parler du mariage à ceux qu'on trouve établis plus ou moins solidement au point de vue chrétien ; la seconde, c'est que tous les autres lecteurs (puisque enfin il n'est pas besoin d'être déjà chrétien pour être curieux de lire cet ouvrage) trouveront, dans cette réalisation particulière des principes du christianisme, plus d'instruction essentielle, plus de lumière vive sur le fond même et l'essence de cette divine religion, que ne peut leur en procurer la lecture (en supposant qu'ils voulussent la faire) d'une ou de plusieurs apologies en forme. Un livre bien fait sur quelque'une des applications individuelles ou sociales du christianisme est, pour toute une classe de personnes, la meilleure des dogmatiques, et d'abord la seule accessible ; et, pour employer ici les termes techniques de la matière, une prédication spécialement calculée pour des convertis, est bien souvent la plus efficace des *prédications d'appel*.

Au reste, le titre de l'ouvrage avertit sans repousser ; il convoque autour du livre, à des titres divers, des classes diverses de lecteurs. Ceux qui partagent les opinions de l'auteur seront les premiers, mais non pas les seuls, ni peut-être les plus vivement attirés. Je m'imagine même que beaucoup de femmes du monde, de jeunes femmes du moins, dont le mariage n'a pas réalisé les rêves et à qui le désappointement n'a pas encore enseigné la résignation, senti-

ront l'espérance fermenter dans leur sein à la vue de ces deux mots réunis de mariage et de christianisme, dont le premier fut longtemps pour elles, dont le second doit être à jamais pour l'humanité, le plus beau mot, le plus doux, le plus rempli d'avenir. A d'autres le titre de cet ouvrage parlera surtout de devoir; à celles que nous avons en vue il parlera surtout de bonheur.

Au fait, l'auteur est loin d'avoir rejeté le bonheur au second plan. Elle ne l'a pas mis non plus au premier. Elle a fondu, comme le christianisme le fait avec un art ineffable et tout divin, le devoir avec le bonheur. Le livre du *Mariage* est une œuvre tout à la fois de conviction et de compassion. Il est des âmes que le bonheur ouvre à la pitié, ou, pour mieux dire, il est un bonheur qui ouvre les âmes à la pitié; et quelque éloquente que soit l'épigraphe dont Bernardin de Saint-Pierre a décoré ses *Études*, en sous-entendant le premier mot : *Misera miseris succurrere disco*, cette autre devise, que peu de gens pourraient s'approprier, serait bien plus admirable : « Heureuse, « mon bonheur m'enseigne la pitié ! » Ce que notre auteur n'aurait osé écrire au frontispice de son livre, elle a pu le mettre dans sa préface, et nous aimons à transcrire des lignes qui, en peu d'instant, concilieront à la femme distinguée qui nous a donné ce livre, tous les sentiments qu'elle est digne d'inspirer. Qui ne voudrait écouter, écouter longtemps celle qui parle ainsi :

« On reprochera probablement à l'auteur d'avoir,

« en fait de bonheur et d'union, visé trop haut dans  
« cet ouvrage ; d'avoir pris une chimère pour une  
« théorie applicable ; de s'être laissé séduire par la  
« douceur et par l'éclat de l'illusion. A ce reproche il  
« pourrait opposer des faits. Il lui a semblé que les  
« circonstances particulières où il se trouvait, loin de  
« le placer dans un monde illusoire, en même temps  
« qu'elles lui révélaient les trésors de la vie, lui don-  
« naient la clef de ses plus douloureuses énigmes ;  
« c'est pour cela qu'une position presque exception-  
« nelle ne l'a pas arrêtée. L'expérience du bonheur  
« seule pouvait lui inspirer la foi nécessaire à qui  
« veut triompher des obstacles ; de mélancoliques sou-  
« venirs, héritage commun à tous, l'initiaient aux  
« secrets de la souffrance morale.

« La félicité présente n'ôte point à l'âme la faculté  
« de comprendre l'infortune. Il n'est pas difficile à  
« l'être heureux de sonder les abîmes du malheur ;  
« ses joies elles-mêmes lui en découvrent l'étendue.  
« Un regard jeté sur son propre cœur lui montre vite  
« à quel point il est vulnérable et par combien de  
« blessures il saignerait s'il était frappé. Destinés en  
« général à rencontrer plus de peines que de félicités  
« dans la vie, nous avons avec les premières une  
« sorte d'affinité, des communications intimes qui nous  
« en dévoilent les mystères. Il y a chez nous beau-  
« coup de cordes qui répondent à la tristesse, et dont  
« les vibrations nous sont connues *par intuition*, avant  
« même qu'une main puissante les ait fait retentir.  
« Certaines impressions fugitives nous en ont révélé

« l'accent, comme le souffle passager qui glisse sur  
« une harpe nous en révèle les harmonies. Le bon-  
« heur, lorsqu'il remplit une âme, la satisfait, mais  
« ne la domine pas; une vague inquiétude la pré-  
« serve de l'enivrement. Plus ce bonheur est inouï,  
« plus elle le sent fragile; elle va sans cesse de la pos-  
« session à la perte, et ne s'élève point sans songer  
« à la chute. La félicité est un sanctuaire ouvert à  
« quelques-uns; la douleur est un vaste carrefour où  
« tous ont passé; c'est pourquoi les détails de celle-ci  
« n'échappent guère à l'homme heureux, tandis que  
« l'infortuné ignore souvent la plénitude de celle-là. »

Il ne faut pourtant pas se le dissimuler : le bonheur, même sanctifié, n'est qu'un des points de vue d'où l'on peut considérer la vie humaine; le bonheur ne fausse pas le regard, mais il peut le borner; et les personnes chez lesquelles il s'aggrave encore de cet autre bonheur naturel, élémentaire, dont chacun jouit à son tour, et qu'on appelle *la jeunesse*, sont exposées, même avec l'esprit le mieux tempéré, à devenir un peu exclusives, un peu absolues. Aussi pensons-nous que les pressentiments de l'auteur ne l'auront pas trompée, et qu'on lui fera les reproches qu'elle prévoit. Nous-même, nous nous en permettrons quelques-uns; ou, si l'on veut, nous proposerons des tempéraments à quelques opinions qui, maintenues dans toute leur étendue, dans toute leur intensité dirais-je volontiers, ne seraient ni entièrement justes ni tout à fait sans danger. Mais ce n'est pas par là que nous devons commencer.



Non, nous devons commencer par remercier l'auteur, ou, pour mieux dire, par la féliciter d'avoir bâti sur le terrain de l'Évangile, qui, en matière de mariage, est le terrain du bon sens. Nous savons bien qu'en tout ce qui concerne la pratique de la vie humaine, l'Évangile est le bon sens même, et que la gloire de cette doctrine, dont le point de départ est une *folie*, est d'avoir remis l'humanité dans l'ornière du bon sens. On ne peut nier du moins qu'il n'ait donné à la société moderne des préjugés dont l'ensemble constitue précisément ce que tout le monde, croyant ou incrédule, appelle sociabilité, civilisation, humanité. Tous nos bons instincts sont d'invention chrétienne, et l'on pourrait mettre au bas d'un tableau qui retracerait nos conquêtes dans ce domaine : « L'Évangile a dessiné, la raison a gravé. » Mais sur aucun sujet mieux que sur celui du mariage, le christianisme n'a fait paraître le divin bon sens et la justesse pratique qui le caractérisent. Quand on veut réorganiser le mariage et par le mariage la société, c'est au christianisme qu'il faut revenir. L'ordre, avec le bonheur qui en est la pierre de touche, est seulement là. Celui qui ne le saurait pas encore l'apprendrait en lisant cet ouvrage, dont les bases sont entièrement, exclusivement chrétiennes. J'ose assurer que nul n'échappera à cette impression, que chacun, sans même pouvoir le prouver, se dira, et dira à tout le monde : la vérité est là. Quelques opinions particulières qu'on pourra ne pas adopter, ne feront pas prendre le change ; car on sentira qu'elles sont indé-

pendantes du grand système religieux qui sert de base aux enseignements de l'auteur, et qu'elles ne le compromettent pas. Je dis donc, tout en maintenant des réserves que je compte bien faire valoir plus tard, que c'est là un livre de bon sens, d'un intrépide bon sens, et qu'en cela tout d'abord consiste sa vive et profonde originalité. L'auteur a senti qu'elle ne serait forte qu'en acceptant toute la responsabilité, qu'en se chargeant de tout le poids de ses principes, en allant jusqu'au bout de la vérité. Si, dans le domaine de la morale, rien ne pèse comme un devoir qu'on a voulu rendre léger, en philosophie rien n'embarrasse comme une vérité qu'on a voulu diminuer. Il est de bonne politique, quand on fait tant que d'avoir une opinion, d'en avoir tout le courage ; et certes, personne ne pourra nier que notre auteur n'ait tout le courage de la sienne. Le danger était à mi-chemin : elle n'a eu garde de s'y arrêter ; l'évidence du principe ne pouvait ressortir que de son entière application : elle l'a entièrement appliqué ; et cela est si vrai qu'à mesure qu'on avance dans la lecture de l'ouvrage, la confiance du lecteur dans le principe s'accroît, l'autorité de l'écrivain paraît augmenter.

Ce courage de la pensée, toujours respectable, l'était surtout en un tel sujet. Il n'en est point de plus périlleux. Je ne parle pas de certains dangers, dont on se sauve en les ignorant. Une extrême pureté peut tenir lieu de courage, et c'est à cette pureté encore plus qu'au courage de l'écrivain qu'il faut faire honneur de la franchise insolite avec laquelle certaines

questions sont abordées ; nous ne voulons pas même nier qu'une pureté si haute n'ait quelque inconvénient lorsqu'elle empêche d'éviter des idées à côté desquelles, sans dommage pour le but essentiel, on pourrait passer en silence ; après quoi pourtant il faut avouer que l'auteur n'a pas pu tout dire, ni même tout penser, et qu'un livre sur le mariage, écrit par une femme, sera toujours incomplet : là merveille, c'est que celui-ci ne le soit pas davantage. Je parle de tout autres dangers, de ceux que l'auteur n'a pas pu ignorer, de ceux dont mille circonstances quotidiennes, dont mille suppositions involontaires ont dû l'avertir à mesure qu'elle écrivait, et dont la pensée a pu même exercer sur son esprit une espèce d'obsession douloureuse. Qu'on juge s'il y avait péril à écrire ce livre puisqu'il y en a même à en parler. Je cherche en vain quel sujet pouvait faire frémir dans plus de cœurs plus de fibres à la fois, quel sujet rouvre plus d'anciennes blessures, que dis-je ? quel sujet en ouvre plus de nouvelles. Pris dans son ensemble, jugé dans ses premiers effets, ce livre, comme tous les livres hautement évangéliques, apporte, non la paix, mais l'épée. Je ne m'étonne plus si jusqu'à présent personne n'avait traité ce beau sujet à fond et avec ampleur : qui l'eût osé ? Pas même notre auteur quelques années plus tard ; et c'est ce qui me fait penser qu'il est heureux, après tout, qu'elle n'ait pas attendu plus longtemps à l'écrire : le livre y aurait gagné sous certains rapports, mais au total, je crois, moins gagné que perdu. Avec quelques défauts de moins, il eût été moins complet

et moins fort. La jeunesse a pour sa part toutes les hardiesses, même les plus justes et les plus saintes; il est des choses nécessaires qui ne se feraient jamais si la jeunesse ne les faisait pas : l'âge mûr peut continuer très bien, mais il commence peu. J'accepte donc, j'accepte après réflexion, le livre tel qu'il est; mais j'ajoute que ce livre, si essentiellement, si profondément conservateur, n'en a pas moins le caractère incisif et remuant d'une œuvre révolutionnaire, et qu'il en subira l'accueil. Tout essai d'application rigoureuse et conséquente du dogme évangélique ne peut faire son chemin qu'à travers les brisants, soit qu'il s'agisse d'arranger l'État, ou l'Église, ou la famille; mais de toutes les hardiesses la plus hardie est celle que tente l'auteur, de tous les paradoxes le plus paradoxal, c'est ce qu'elle appelle le mariage chrétien. D'autres entreprises du même ordre pourront éveiller de plus hautes clameurs, et seront plus sûrement traitées de révolutionnaires; mais aucune n'agitiera si vivement les esprits qui se seront laissé atteindre. Si nous sommes bien informé, on s'est récréé à peu près sur toutes les doctrines de ce livre; les uns sur celle-ci, les autres sur quelque autre; mais enfin chacune presque a eu son tour, parce que chaque lecteur a tressailli à son tour sous sa blessure touchée. Il faut féliciter l'auteur ou de ne l'avoir point prévu, ou, si elle le prévoyait, de n'en avoir pas tenu compte.

Je sais que l'esprit moderne ne l'entend pas ainsi, et qu'il suggérerait une autre méthode. « Sa muse, en arrivant, ne met pas tout en feu. » La leçon ne se



montre qu'en profil, et l'apologue même est un moyen trop direct. Il n'y a rien aujourd'hui dont on se fasse plus d'honneur que d'avoir une opinion, rien qu'on dissimule avec plus de pudeur qu'une conviction. Ces cinq petits mots : *au point de vue chrétien*, qui complètent le titre de cet ouvrage, ont pu sembler d'une couleur assez vive ; mais l'auteur eût à peine fait preuve d'une franchise moins hardie en intitulant son livre : *Le mariage au point de vue du devoir*. C'est déjà du style de catéchisme, et cela sent son écrivain d'un autre monde ou d'un autre temps. L'hommage rendu aux principes comme tels et antérieurement à l'expérience, c'est une chose qu'on respecte froidement, mais trop rectiligné toutefois pour ne pas manquer de bon goût et de grâce. Observer, analyser, expliquer les faits moraux, s'acquitter envers le bien et le droit par un peu d'ironie tournée du bon côté, quelquefois même par une bouffée d'indignation solennelle, mais ne jamais en appeler expressément aux principes, et se garder surtout de les poser jamais, voilà la façon dont les *honnêtes gens* ménagent les bienséances lorsqu'ils ont à se prononcer sur quelque sujet de morale. Pas de dogmatisme, encore moins d'effusion, l'air contenu, ou plutôt l'air d'une supérieure indifférence, tel est, pour de semblables occasions, le rituel tout négatif d'un écrivain qui sait son monde. Il faut en convenir, l'auteur de cet ouvrage n'a pas su ou n'a pas voulu s'y conformer. Elle n'a point affecté de n'entreprendre qu'une étude curieuse lorsqu'elle avait en vue une action immédiate et vive sur la

pensée et sur les mœurs. Elle s'est mise au-dessus de toutes les mauvaises hontes. Elle n'a dissimulé ni son but, ni son zèle, ni son anxiété. Elle a enseigné, démontré, exhorté, prêché même, si l'on veut. Son livre est une œuvre d'apostolat, qui, en fin de compte, s'est trouvée littéraire parce que l'auteur a du talent, mais qui ne l'est point d'intention et de propos délibéré. Je ne sais si la rareté de ce fait lui fera trouver grâce auprès du public mondain; mais cette humble et courageuse franchise, cette sainte gravité chez un jeune écrivain et chez une femme ne laissent pas d'être une nouveauté assez piquante. Un jet inattendu de fraîche et vigoureuse végétation, partant d'entre les rameaux desséchés d'un arbre mort, n'a pas, ce nous semble, un charme aussi vif. Mais, quoi qu'il en soit de l'impression qu'en recevra un public aussi amoureux des demi-teintes en morale que des grosses couleurs en littérature, honorons et bénissons une parole courageuse et franche, qui n'a pas voulu feindre de dominer son sujet, mais qui, au contraire, s'est fait honneur d'en être dominée.

Puisqu'il est question de nouveauté, ne terminons pas cet article sans dire ce qu'il y a de particulièrement *nouveau*, en fait d'opinions, dans le livre du *mariage*. L'émancipation de la femme fait partie, on le sait, de ce vaste programme social à la rédaction duquel nous avons vu concourir tant d'opinions, de sectes et d'intentions diverses. Non-seulement le sexe directement intéressé dans la question a réclamé assez vivement; mais cette émancipation, quelle qu'elle soit,

a trouvé parmi les hommes mêmes des défenseurs plus ou moins généreux. A vrai dire, le paroxysme, abrégé par sa violence même, est près de se calmer; des romans trop fameux ont dégoûté les femmes elles-mêmes du rôle de la femme émancipée, et l'odieuse figure de *Lélia* reste debout aux confins du pays des chimères pour en défendre longtemps l'entrée. Toutefois il est demeuré dans les esprits je ne sais quel doute et quelle anxiété sur la vraie condition de la femme; doute funeste parce qu'il n'est pas spéculatif, et que c'est comme un nuage né de l'état général des mœurs. Sur ce sujet controversé, notre auteur se range tout simplement du parti de l'Évangile. Elle est, en tout, de l'avis de saint Paul. Femme elle-même, sachant ce que c'est que la dignité morale et ce que vaut la liberté, elle ose faire de la femme la compagne soumise et obéissante de l'homme. Non qu'à ses yeux la femme soit absolument inférieure à l'homme. « Il n'y a, dit-elle, ni supériorité, ni infériorité, mais une différence. » Cette différence bien appréciée suffit pour justifier la doctrine de saint Paul, où la prévention seule a pu trouver la théorie de l'esclavage. Deux êtres, également responsables à Dieu, deux êtres égaux dans la condamnation, égaux dans le salut, sont entre eux dans un rapport d'égalité que rien ne peut altérer; et la religion qui constate cette égalité n'a pu consacrer la servitude de l'une des deux parties. Au point de vue de l'Évangile, il ne peut pas plus y avoir d'esclaves dans le mariage qu'en dehors du mariage. La dépendance de l'épouse, quoique sans autre terme

que celui de la vie de l'un ou de l'autre conjoint, n'est pas plus dégradante que la dépendance temporaire d'un fils. La femme est appelée à servir Dieu dans une position subordonnée, comme l'homme lui-même dans la position du commandement : la soumission, le commandement sont deux formes du même service et deux fonctions sociales. On peut encore, si l'on veut, les désigner sous d'autres noms : c'est, du côté des hommes, le pouvoir ; du côté des femmes, l'influence. Si la femme, à ce compte-là, est mécontente de son partage, j'ose dire qu'elle n'y entend rien. L'âme la plus vulgaire peut aimer le pouvoir ; une âme élevée et qui sent sa force, préférera l'influence, qui est le pouvoir de l'âme. Il faut sans doute haïr et flétrir des institutions barbares et les lâches abus de la force ; mais il ne faut pas demander des remèdes à la confusion des attributions respectives et au renversement de l'économie chrétienne du mariage. Les vraies prérogatives de la femme sont étroitement unies à la condition même dont on prétend lui sauver l'humiliation ; ce qu'elle gagnerait en indépendance, elle le perdrait en puissance aussi bien qu'en charme et en dignité : elle ne peut avoir en même temps les apparences et la réalité de l'empire.

Personne, nous le croyons, n'a mieux compris tout ceci que l'auteur de ce livre ; personne, au moins parmi les écrivains de son sexe, n'a plus nettement défini la condition des femmes ou ce qu'elle appelle très bien leur *vocation terrestre* ; personne enfin n'a mieux fait voir comment le plus haut degré de renon-



cement s'accorde avec le plus haut degré de consistance morale. Serait-il vrai que le beau chapitre du *Renoncement* et tout ce que le livre renferme dans le même sens, ait peu contenté un certain nombre de lectrices? Il faudrait les plaindre. Leur mécontentement donnerait lieu de penser qu'elles ne savent ni quelle est la noblesse de leur destinée, ni quels sont les avantages de leur condition; et si ce livre ne le leur a pas enseigné, il n'y a peut-être que le malheur qui puisse encore le leur apprendre.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que du caractère général et de l'esprit de cet ouvrage; mais pour lui rendre pleinement justice, il y aurait encore bien des choses à dire. On ne pourrait se dispenser de louer la simple et judicieuse distribution des matières. A la seule lecture de la *table*, on sent l'écrivain maître de son sujet; et la transcrire serait déjà écrire une sorte de jugement, car elle fait voir quelle est la marche du discours.

Après avoir déterminé la vocation terrestre de la femme (vocation qui n'est autre chose que la sanctification de l'humanité par le mariage), l'auteur nous fait voir que cette idée s'est presque perdue, non-seulement dans la pratique, mais dans la théorie même, et que des esprits très diversement orientés y ont fatalement concouru. Le mariage a besoin d'être régénéré, par conséquent il a besoin d'être réhabilité, tâche double et unique qui appartient exclusivement au christianisme. Mais l'application du principe est d'au-

tant plus facile et plus fructueuse dans chaque cas donné, qu'elle est moins différée : de là *l'importance des débuts dans le mariage*, importance qu'il fallait bien signaler puisqu'elle est si profondément, si universellement méconnue, et que ces premiers jours, si solennels et si décisifs, de l'union conjugale sont livrés sans pitié à tous les hasards et à tous les étourdissements. Après ces *études préliminaires*, qui composent la première partie du livre, l'auteur passe en revue les conditions de l'ordre, et par conséquent du bonheur, dans le mariage, ou, comme il s'exprime, les *éléments essentiels de l'union*. Ce sont : la foi chrétienne, l'unité de croyance entre les époux, l'amour conjugal, l'intimité morale, le renoncement. Si tout n'est pas renfermé dans ces prémisses, tout s'y rattache du moins, tout s'y subordonne, et elles préparent tout ; c'est de cette hauteur qu'on voit et qu'on juge bien le reste du pays, je veux dire les *éléments secondaires de l'union*. C'est sous ce titre que, dans une troisième partie, l'auteur traite successivement : de quelques difficultés de la vie conjugale, du gouvernement de l'imagination, des vertus aimables, de l'accomplissement de quelques devoirs spéciaux (comme, par exemple, envers les parents des époux) et enfin du choix des habitudes de la vie. Connaissant dès lors les principes qui doivent dominer toute vie conjugale, il reste à pourvoir, par des directions particulières, aux circonstances qui, même dans une seule classe de la société, peuvent varier d'un couple à l'autre et différencier leur destinée ; c'est l'objet d'une quatrième et

dernière partie, qu'on ne sera pas surpris de voir occuper tout un volume, puisqu'on y trouve traités à fond des sujets comme ceux-ci : les enfants et l'éducation, les épreuves, le malheur par le mariage, la vieillesse, la mort et le veuvage.

Tel est le plan de ce livre. Ce plan est vaste et lumineux. Il joint à l'avantage de ne rien omettre, celui de placer chaque chose en son lieu ; et nous ne devons pas négliger de remarquer à cette occasion que, bien que destiné *aux jeunes femmes du monde*, cet ouvrage est presque tout entier à l'usage de toutes les femmes d'un esprit cultivé, quelle que soit leur position sociale. Il ne coûtera que fort peu de peine à chacune d'elles pour le transporter au point de vue de sa condition et de sa fortune ; un imperceptible calcul de réduction et de transposition y suffira dans la plupart des cas. On n'aura donc guère l'occasion de se plaindre que l'auteur ait écrit pour une classe particulière : plainte peu raisonnable d'ailleurs, alors même que les inconvénients seraient moins heureusement atténués ; car il eût été bien difficile, pour ne pas dire peu judicieux, d'embrasser à la fois toutes les conditions et de vouloir faire la part de chacune ; le livre y eût perdu en simplicité, en clarté, par conséquent en utilité ; et, tel qu'il est, il produira, nous n'en doutons pas, les livres plus spéciaux qu'on réclame, et jusqu'aux plus populaires : il se trouvera des écrivains pour le *transporter* (1).

(1) Madame la comtesse de Gasparin a elle-même depuis lors rempli cette tâche en écrivant *le Livre des femmes mariées*. (Éditeurs.)

Après avoir loué le plan de l'ouvrage, il faudrait parler aussi de la franchise avec laquelle toutes les questions sont abordées, de la candeur avec laquelle les objections sont discutées, et d'une abondance d'idées et de points de vue qui doit frapper ceux mêmes à qui l'étude de ce sujet n'est ni étrangère ni nouvelle. Il faudrait dire enfin que tout, dans cet ouvrage, porte l'empreinte, non-seulement d'une conviction forte et d'un zèle ardent, mais de méditations sérieuses et d'observations assidues. Armée d'un courage d'autant plus méritoire qu'il a les yeux bien ouverts et qu'il a mesuré tous les dangers, l'auteur n'évite aucune question, n'élude aucune difficulté ; et si l'on est saisi d'une sorte d'effroi (le mot n'est pas trop fort) chaque fois qu'elle s'engage dans un des défilés dont ce beau sujet est traversé en tous sens, on se rassure à mesure qu'on avance, et l'on se sent quand la question est traitée, non-seulement gagné à la vérité particulière que l'auteur a voulu établir, mais affermi dans cette confiance générale au christianisme, qui est l'âme du livre lui-même, et la constante inspiration de l'écrivain. C'est peu de s'être familiarisé avec une doctrine sur le mariage chrétien ; c'est avec le christianisme lui-même, je veux dire avec son esprit et son caractère, qu'on a fait ou qu'on a renouvelé connaissance. Ce livre, destiné à faire de bonnes épouses, fera peut-être tout d'un temps et tout premièrement des chrétiens.

Nous aurions trop à faire si nous voulions indiquer tous les endroits que nous avons distingués, comme



dignes d'une attention particulière. Si l'on tenait surtout à connaître ceux où l'auteur prend la défense d'une vérité paradoxale, et ceux où quelque idée moins controversée se trouve renouvelée par la nouveauté du point de vue ou par une impression très individuelle, nous pourrions indiquer entre plusieurs autres l'endroit où l'auteur établit la supériorité de l'affection conjugale sur l'amour maternel (T. I<sup>er</sup>, p. 62); une page remarquable sur la *comptabilité* dans l'amour (T. I<sup>er</sup>, p. 379); le portrait de la femme incomprise (T. II, p. 16); le chapitre entier sur le gouvernement de l'imagination (T. II, p. 69-82); celui sur les vertus aimables (T. II, p. 143-196); quelques pages sur le danger des travaux à l'aiguille (T. II, p. 131); d'autres sur les épouses qui s'imaginent qu'un mari ne mérite pas ou n'a pas besoin qu'on se mette en frais pour lui plaire (T. II, p. 97-98); la discussion très sérieuse des inconvénients qu'entraîne l'habitation des parents du mari ou de la femme avec les jeunes époux (T. II, p. 202); le morceau sur la fréquentation du théâtre et sur la comédie de société (T. II, p. 280-292); un avertissement à cette mère qui, après avoir donné sa fille à un mari, la reprend pour ainsi dire en détail, et trouble, par des exigences et des interventions également indiscretes, l'union qu'elle a sanctionnée (T. III, p. 100); enfin un examen très approfondi de la question du divorce (T. III, p. 212). Il suffirait peut-être de ce petit nombre de morceaux pour assurer le succès du livre. Ils sont presque tous trop étendus pour que nous puissions en transcrire aucun; mais nous pou-

vons en donner deux ou trois autres que leur brièveté permet de citer, et dont la brièveté n'est pas l'unique mérite.

Dans le premier, l'auteur juge l'opinion beaucoup trop caressée, celle qui veut que, le plus souvent, ce soit faute de connaître le péril ou de l'avoir démêlé qu'une femme, mariée ou non, manque aux devoirs les plus essentiels de son sexe :

« L'on s'égare et l'on se perd, dit-on, par ignorance. Il n'en est rien. On ne mesure pas dès le principe toute la profondeur de la dégradation féminale ; mais la violation du devoir, mais le péril, on les pressent d'instinct. Ce peut être une fiction fertile en situations piquantes, que l'ignorance où vit une femme de l'entraînement qu'elle subit ; mais c'est une fiction. Le cœur féminin n'a point de ces aveuglements ingénieux ; chacun de ses battements est une clarté pour lui ; chacun de ses tressaillements parle à la conscience ; s'il ne voit pas, si elle n'entend point, c'est que ni lui, ni elle, ne le veulent faire.

« Quoi ! une femme serait aimée, elle aimerait, et elle ne le saurait pas ; elle arriverait innocente jusqu'au moment où la passion, en éclatant dans sa force, ne lui permettrait plus de résister ; c'est sa chute en quelque sorte qui lui apprendrait l'existence du gouffre qu'elle côtoyait ! Ah ! cela n'est pas, cela n'a jamais été vrai. Le secret de l'amour adultère, cette femme le savait dès l'instant où le premier regard, où le premier soupir de la passion ont

« terni son âme. Les premières sensations de crainte  
« ou de joie qui ont agité son cœur, les premières  
« rougeurs qui ont coloré son front, le premier em-  
« barras qui a fait trembler ses lèvres, le lui ont dit,  
« et chacune de ses émotions le lui a répété dès lors.  
« Elle le savait quand elle s'est abandonnée au char-  
« me des longs entretiens; elle le savait quand elle a  
« laissé une pensée étrangère s'introduire dans toutes  
« ses pensées; elle le savait, quand l'espérance du  
« revoir faisait palpiter son sein; elle le savait, quand  
« la solitude lui rapportait sans cesse et la même  
« image et le même son de voix. Sa mélancolie, ses  
« remords, l'effroi dont elle se sentait parfois saisie,  
« le besoin qu'elle éprouvait de prier, cette vague  
« terreur qui glaçait la prière sur sa bouche, tout cela  
« témoignait contre elle. Mais ce témoignage, elle l'a  
« repoussé; ce témoignage, elle l'a nié. Quand la con-  
« science criait : *Péché*, elle criait : *Innocence*; quand  
« la conscience criait : *Trouble, égarement*, elle criait  
« plus fort : *Paix et sécurité*. Elle se refusait à croire,  
« elle se refusait à voir, elle se voulait entraînée, elle  
« se jetait dans le tourbillon, puis elle disait : Le tour-  
« billon m'emporte. Elle se désarmait elle-même, de  
« peur d'être la plus puissante; le triomphe la faisait  
« frémir, et c'est pour cela qu'elle est tombée (1). »

Citons encore quelques lignes sur la vieillesse :

« Lorsque le christianisme s'épanouit dans la vieil-  
« lesse, il a quelque chose de solennel qui impose,  
« quelque chose de tendre et de miséricordieux qui

(1) Tome II, pages 97-98.

« touche, quelque chose de simple qui pénètre de  
« conviction. Il ressemble au christianisme de l'enfant;  
« mais il possède de plus que lui l'expérience. Il est  
« revenu à la candeur et à la soumission par les com-  
« bats, par les douleurs. L'instinct, nous dirions pres-  
« que l'ignorance, donne à la foi de l'enfant sa pureté.  
« L'enfant croit, parce que rien n'est encore venu  
« ébranler sa croyance, parce que cette croyance plaît  
« à son jeune cœur et l'attire. Le vieillard croit, et  
« croit avec l'abandon de l'enfant, parce qu'il a  
« éprouvé toutes choses, et que la vérité de l'Évangile  
« est seule restée au fond du creuset (1). »

« Oui, si la vieillesse chez l'homme a de la majesté,  
« a de la grandeur, chez les femmes elle a sa beauté  
« secrète. Nous n'entendons pas parler de ces vieil-  
« lesses mondaines qui, à force d'indulgence, de fai-  
« blesse quelquefois, se font supporter des jeunes  
« gens; de ces vieillesse encore, qui n'ont point de  
« sexe, que les paroles hardies n'effrayent pas et que  
« la jeunesse prend pour confidentes de ses égare-  
« ments, parce qu'elles ont les oreilles complaisantes,  
« de ces vieillesse qui calculent sur les erreurs, sur  
« les vices des générations qui leur succèdent, et qui  
« se font flatteuses, qui se font faibles jusqu'à l'immo-  
« ralité, pour obtenir l'aumône de quelques heures  
« perdues. Oh! non, ces vieillesse-là nous causent  
« de l'horreur, ou plutôt une profonde compassion.

« La vieillesse que nous voulons dire, cette belle et  
« paisible vieillesse à laquelle doivent aspirer les fem-

(1) Tome III, page 262.



« mes chrétiennes, cette vieillesse qui plus d'une fois  
« s'est offerte à nos yeux et qu'ils n'ont jamais ren-  
« contrée sans se mouiller de quelques pleurs, pleurs  
« de joie bien plus que de mélancolie, cette vieillesse  
« était bonne, était facile elle aussi, mais par miséri-  
« corde et non par lâcheté; cette vieillesse avait de  
« l'attrait, non parce qu'elle adulait les mauvais pen-  
« chants de l'âme, mais parce qu'elle en excitait les  
« tendances généreuses; cette vieillesse se faisait  
« aimer, non parce qu'elle amusait, mais parce qu'elle  
« touchait et qu'elle instruisait. Ce n'était pas elle, ce  
« n'était pas son plaisir qu'elle cherchait en vous, c'é-  
« tait bien plutôt vous que vous trouviez en elle (1). »

L'auteur a pensé à tant de choses dont, malgré leur importance, nous ne nous serions point avisé, que nous en avons ressenti quelque humiliation. Pour nous débarrasser d'une impression si désagréable, nous nous sommes demandé s'il n'y aurait point, en revanche, quelque point que l'auteur ait négligé, et qu'il eût fallu toucher? C'est possible; mais d'autres pourront l'indiquer; nous avons été moins heureux dans nos recherches; le plan de l'ouvrage ne nous paraît pas moins bien rempli qu'heureusement conçu; et nous devons convenir que le livre, dans son ensemble ou par le seul fait de son existence, répond à la seule question un peu importante qu'il n'ait pas formellement résolue : la femme mariée peut-elle écrire et devenir auteur? Nous entendons surtout : le peut-elle selon les principes établis dans cet ouvrage,

(1) Tome III, pages 281-282.

et selon l'idée qu'il nous donne de la société conjugale ? Encore une fois, le livre est une réponse : nous pardonnera-t-on de l'avoir désirée plus explicite, plus directe, plus raisonnée, et, jusque-là, de ne pas bien comprendre comment cette existence dont le mariage, nous dit-on, est le but, à laquelle le mariage donne tout son sens, et qui, dans le mariage même, se caractérise par la dépendance, peut comporter ces relations avec le public, dans lesquelles aucun tiers, et moins que tout autre un mari, ne peut intervenir ? La question des femmes auteurs embarrasse quelques personnes ; mais le livre du *Mariage* n'est pas fait pour diminuer leur embarras ; il doit l'augmenter, au contraire, tant il subordonne au mariage et au mari la vie entière de la femme, tant il fait graviter avec force et par tous les points tout l'être de cette dernière vers un point unique. Or, il pourrait sembler que la carrière d'écrivain soustrait la femme à cette orbite, la jette, si l'on peut dire ainsi, dans un autre système, l'émancipe en dépit de tout, en dépit de sa volonté même, et lui crée une existence à part, une indépendance peu compatible, je le crois, avec la rigidité des principes de notre auteur. On répondra, sans doute, que la femme chrétienne ne deviendra auteur que de l'aveu de son mari, et qu'elle ne fera que des livres chrétiens, deux grands points assurément, mais qui n'empêchent pourtant pas qu'elle n'ait dès lors des relations immédiates avec le public, qu'elle ne contracte à son égard une espèce de responsabilité, et que son nom, séparément de celui de son mari,

ne soit dans la bouche du public, ou, pour parler plus exactement, qu'elle ne mette dans la bouche du public le nom qu'elle a reçu de son mari. On dira que la carrière d'auteur n'est pas la seule qui entraîne ces conséquences; qu'il y a, dans la vie féminine la plus modeste et la mieux réglée, mainte occasion qui place une femme dans les mêmes rapports; on dira que les œuvres de bienfaisance en fournissent de nombreux exemples, et que, de la part de la femme pieuse, un livre est toujours plus ou moins une œuvre de bienfaisance; et si quelqu'un rappellerait certains mots de l'Évangile qui semblent imposer silence à la femme dans des assemblées d'édification où les deux sexes sont réunis, il ne sera peut-être pas impossible de montrer qu'entre un public auquel on s'adresse par écrit et une assemblée qu'on endoctrine de vive voix il y a des différences si essentielles qu'on ne saurait se prévaloir, contre la femme auteur, de la règle bien connue de saint Paul. Et puis, les talents sont-ils faits pour être ensevelis? Est-ce la faute d'une femme si, née pour le mariage, elle est née aussi pour écrire? Enfin, il est, dans le domaine de la littérature, des genres, des sujets qui paraissent réservés aux femmes; et pour ne pas chercher les exemples bien loin, un homme aurait-il écrit ce livre sur le mariage? Et qui est-ce qui voudrait qu'il ne fût pas écrit?

J'ai peur qu'on ne me dise qu'il est par trop commode de soulever une question pour la laisser retomber aussitôt, et je ne serais guère bien venu à répondre que la solution est difficile, puisque je n'a-

vais qu'à laisser dormir le problème. Ne vouloir pas du tout se compromettre, c'est, en réalité, se compromettre beaucoup. Encore que personne peut-être ne soit curieux de mes conclusions, personne ne me pardonnerait de n'avoir pas conclu. Je le ferai donc, en disant qu'à prendre d'une manière générale la qualité d'auteur, et même d'auteur moral, cette qualité se concilie peu, dans la plupart des cas (surtout au point de vue du livre qui nous occupe), avec la qualité et les devoirs d'une femme ; mais j'ajouterai, qu'alors même qu'un âge avancé, ou un talent à la fois très spécial et très éminent, joint à une position tout exceptionnelle, ne devraient jamais restreindre l'application du principe, la question change beaucoup, quand au lieu d'un *ouvrage* seulement, il s'agit aussi d'une *œuvre*, où le talent devient l'instrument de la charité, et quand le bien qu'on voudrait faire sous cette forme demande une main féminine. La carrière n'est pas ouverte à toute femme en faveur de qui ces conditions se réunissent, mais ce sont toujours deux obstacles de moins, deux objections levées. Et remarquez que cette règle, comme toutes les règles très générales, comme toutes les règles d'une nature immatérielle, n'est bonne que pour la bonne foi et l'humilité ; on sent que, pour bien des femmes, elle pourrait maintenir dans toute sa largeur, si même elle ne l'élargit, le chemin qu'elle devait resserrer ; car il est trop facile d'attacher après coup une intention bénévole ou charitable à une entreprise qu'avait suggérée uniquement l'instinct littéraire ou le besoin de



se communiquer. C'est donc à la conscience, chaque fois, à donner *main-levée*, c'est à l'œuvre chaque fois à justifier l'ouvrier. Pour savoir si une femme qui écrit est dans les conditions de la dispense, j'attendrai, chaque fois, d'avoir lu son ouvrage. Et encore restera-t-il, après que j'aurai fait ce qui me regarde, c'est-à-dire que j'aurai approuvé, remercié, loué, une question tout individuelle, de position, de circonstances, de prudence spirituelle, dont je ne suis pas juge, et qu'elle aura à débattre, seule à seule, avec sa conscience. Mes conclusions, on le voit, sont loin d'être absolues. Des rapprochements un peu forcés, des distinctions un peu subtiles (j'y ai fait allusion plus haut) ne peuvent me faire ouvrir à deux battants la porte de l'arène au talent féminin le plus distingué; l'argument qu'on tire des dons qu'il ne faut pas enfouir me touche même assez peu, et je suis prêt à dire pourquoi; mais je n'en regarde pas moins comme constant que plusieurs femmes ont bien fait d'écrire, et qu'elles auraient manqué à un devoir en n'écrivant point. Après cela, il me sera peut-être permis de dire que l'accord d'une vie cachée avec la destination et la gloire de la femme est « un fondement qui demeure « ferme (1), » un principe dont l'oubli menace hautement cette « incorruptibilité d'un esprit paisible (2), » dont l'Évangile, avec un tact divin, a voulu que l'homme trouvât le bienfaisant exemple chez la compagne de sa vie.

(1) Deuxième Épître à Timothée, II, 19.

(2) Première Épître de saint Pierre, III, 4.

Cette longue discussion d'une question très particulière trahit, va-t-on nous dire, l'extrême envie de signaler une omission. Nous convenons sans détour que c'est bien cela ; mais enfin, puisque nous y sommes, nous remarquerons que la question peut être élargie. On pourrait, à cette occasion, s'enquérir du degré de réserve ou de liberté que doit ou que peut apporter la femme mariée dans ses communications, je ne dis plus avec le public, mais avec le monde. La correspondance, qui amuse les loisirs ou qui remplit les heures d'un assez grand nombre de femmes, demanderait peut-être quelques règles et quelques avis. On pourrait remarquer aussi qu'il est naturel aux femmes d'un esprit développé de rechercher et de préférer la société des hommes, et cette observation conduirait à demander si la société habituelle et plus ou moins exclusive des hommes n'a pas pour les femmes dont nous parlons, sinon quelque danger, du moins quelques inconvénients. On a dit d'une femme célèbre du grand siècle qu'elle était un fort honnête homme : il serait triste pour une femme d'encourir un éloge pareil ; mais si loin qu'elle puisse être de le mériter, ne se met-elle pas sur le chemin lorsqu'elle se livre avec trop peu de réserve à un goût qui, d'ailleurs, pris en lui-même, paraît plutôt fait pour l'honorer ? Le charme de la femme, c'est d'être femme, comme la dignité de l'homme est d'être homme ; or, le dernier est moins exposé, je crois, à oublier sa dignité que la première à méconnaître son charme. A leur tour, les hommes recherchent l'amitié des fem-

mes ; une amie leur plaît mieux et souvent aussi leur vaut mieux qu'un ami ; elle les comprend mieux quelquefois, et toujours elle les écoute mieux ; une femme aimable et sage devient facilement la confidente et l'asile d'un homme à qui Dieu n'a pas encore donné une aide semblable à lui. Faut-il s'interdire ces commerces ? peut-on s'y livrer sans crainte ? N'y a-t-il pas beaucoup à dire aussi sur les amitiés féminines, sur les amies, mariées ou non, de la femme mariée (1) ? Enfin, il est un fait digne d'attention : c'est que le principe de l'égalité a gagné toujours plus de terrain dans les rapports des *hommes* entre eux ; une assez grande différence de rang et de culture n'empêche pas, entre deux individus de ce sexe, des relations suivies, quelquefois même intimes. Les femmes, on le sait, n'en sont pas là, et l'on ne peut s'empêcher quelquefois de taxer de petitesse leurs scrupules et leurs répugnances ; mais ont-elles absolument tort, toujours tort ? et la doctrine de l'égalité n'est-elle pas un peu moins à l'usage d'un sexe que de l'autre ? Je m'arrête ; car à force de poser des questions, à force d'insinuer des précautions (et si je voulais, je ne serais pas au bout), il pourrait sembler impossible d'être femme ; mais enfin, si particulières qu'elles soient, ces questions ont leur intérêt, et elles ne sont pas résolues dans tous les esprits.

J'ai réservé, pour n'en parler qu'à la fin, le trait le plus distinctif, à mon avis, du talent de notre au-

(1) L'auteur n'a eu garde de négliger cette question, et l'a supérieurement traitée. (Note postérieure de M. Finet.)

teur : c'est la sympathie. La sympathie est une qualité morale, une richesse de l'âme, mais c'est aussi un talent, et je ne l'envisage ici que sous ce rapport. C'est le don de s'identifier avec tous les sentiments, d'entrer dans toutes les situations, quelque opposés que nous soient les premiers, quelque étrangères que nous soient les secondes, et parfois mieux encore lorsqu'il y a contraste que lorsqu'il y a harmonie. Ce don ne constitue pas à lui seul le talent du poète dramatique, mais il en est la condition et la base. Il suffit presque seul à l'éloquence ; et c'est lui qui donne du charme et de la puissance aux enseignements du moraliste. Si tous les talents n'étaient pas des dons, nous dirions que celui-ci, plus que tout autre, a le caractère d'un don ; non pas qu'il puisse se déployer sans travail, je veux dire sans une concentration énergique et une méditation plus ou moins passionnée ; mais l'art. l'analyse, l'observation ne l'ont jamais suppléé, n'en ont même jamais créé l'apparence. Que dis-je ? il suppose sans doute un certain degré de sensibilité, mais la sensibilité ne le suppose pas, et il ne lui est pas proportionné : la sympathie comme vertu, la sympathie comme talent, sont deux grâces distinctes. L'auteur de ce livre les possède l'une et l'autre ; mais pour ne parler que de la seconde, il est difficile, nous le croyons, d'en être plus richement pourvu. C'est par là, non moins que par la ferveur du zèle, que tout est vivant dans ce livre ; c'est par là seulement, et non par la vertu de cette ferveur, que toutes les idées de cette grande composition ont une couleur,



une forme, et pour ainsi dire une attitude ; que les abstractions palpitent ; que le livre n'est pas seulement peuplé de pensées, mais de figures humaines ; que cet ouvrage didactique est en même temps une scène à cent actes divers ; et que l'écrivain réunit à l'ascendant de la raison, quand il a raison, l'espèce d'autorité propre à un témoin oculaire. Ce n'est point un docteur seulement, c'est un spectateur ému, un confident intime ; et rien ne lui interdit de s'appliquer ces paroles, que tout moraliste doit pouvoir s'approprier jusqu'à un certain point : « Ce que nous avons vu de nos yeux et ce que nous avons touché de nos mains, c'est ce que nous annonçons (1). » Ce caractère est tellement celui de l'ouvrage entier, qu'à peine pourrais-je citer un morceau qui l'emporte à cet égard sur un autre.

Mais mon travail ne serait pas complet, et je n'aurais pas montré à l'auteur tout mon respect, si je m'interdisais la critique, et surtout si je m'abstenais de discuter celles de ses opinions que je ne puis partager.

On sait déjà que le livre sur *le Mariage* est proprement un livre sur *la femme mariée*. L'auteur était bien libre de circonscrire son sujet, et son livre, après tout, n'est guère moins instructif pour un sexe que pour l'autre. Néanmoins il est permis de regretter que la même plume, qui a si bien retracé les devoirs de la femme, n'ait point voulu exposer ceux qui sont propres au mari. Le sujet dans lequel elle a mieux aimé

(1) Première Épître de saint Jean, I, 1.

se circonscrire en eût été éclairé. Quoique les vertus de chacun des époux doivent s'exercer indépendamment de toute réciprocité, les devoirs de l'un, accomplis ou non, font mieux comprendre ceux de l'autre. L'institution du mariage apparaît seulement alors dans son idéale beauté, et l'on peut espérer de faire comprendre cette grande plaie des sociétés en déclin, la déformation progressive et l'avilissement du mariage. Les devoirs de la femme sont généralement mieux conçus, même par la femme, que ceux du mari. Parce que l'intérêt de l'association conjugale ne peut pas remplir toute la circonférence d'une vie d'homme, de même qu'elle remplit, au moins dans le sens temporel, toute celle d'une vie de femme, l'homme a trop négligé d'approfondir la nature et l'importance de ses engagements. Les meilleurs et les plus affectionnés parmi les maris sont, en cela, bien loin de compte. Il y aurait là-dessus trop à dire ; mais, pour nous en tenir à un point, la tutelle morale et religieuse, l'*évangélisation* de la femme par le mari, qui doit aimer sa femme *comme* Christ a aimé son Église, ne paraissent pas les préoccuper beaucoup ; ils ne songent guère, ce me semble, que leur responsabilité n'a pas pour unique objet la passagère félicité d'une épouse, mais l'intérêt de son âme, dépôt sacré qu'il ne faut pas dissiper. Un honnête homme conserve intact le bien de son épouse ; mais sa dot morale, il la gaspille, il la détruit sans remords. Que de maris qui corrompent leurs femmes ! ou plutôt qu'il y a peu de maris qui n'aient pas à se reprocher de les avoir corrompues ! L'auteur

n'a vu, dans tout le cours de son livre, que la femme pieuse associée à un époux incrédule. Et en effet, ce cas est le plus fréquent après celui des unions où les deux époux sont également éloignés de Dieu. Mais pourquoi ne supposer que ce cas-là ? pourquoi ne pas parler des devoirs et des vertus conjugales de l'époux chrétien ? et pourquoi ne pas dire à l'époux incrédule, hélas ! sans beaucoup d'espérance, je l'avoue, que ses pouvoirs ne s'étendent pas au delà du domaine du temps, que, pour lui, comme pour l'État dans sa sphère, le domaine de la conscience est inviolable, et même avec cette différence, que le respect de l'État pour la conscience est tout extérieur et négatif, tandis que celui qu'un époux doit à l'âme de sa compagne n'est véritable et sérieux qu'à condition d'être délicat ? Ce qui me manque, je l'avoue, dans cet ouvrage, c'est l'image de cette harmonie active, de ce concours idéal entre deux époux chrétiens dès l'entrée de leur carrière ; mon esprit est attristé du retour incessant de cette supposition, trop fondée mais désolante, d'un mariage mal assorti sous le point de vue religieux ; et s'il faut que je rencontre partout cette inégalité douloureuse, je voudrais ne pas voir toujours l'épouse luttant contre la mauvaise volonté ou l'inertie de son époux, et risquant trop (nous le verrons) d'oublier la loi fondamentale et la seule vraie forme de sa condition.

Mais si, après tout, l'auteur pouvait circonscrire son sujet, elle ne pouvait pas également circonscrire la femme et sa destinée. Nous osons lui reprocher de

l'avoir fait. Si la femme ne se marie point, telle est la doctrine de l'auteur, le but de son existence est manqué ; le célibat est une maladie, une disgrâce ; une femme célibataire serait une espèce de monstre si ce n'était une victime ; le mariage seul en fait un être normal et rationnel. Il est assez difficile de combattre une erreur quand cette erreur n'est qu'une vérité poussée au delà de ses bornes, et que ces bornes sont indéciées. Il y a pourtant toujours entre deux opinions qui diffèrent, un point précis où l'un dit *oui* et l'autre dit *non*. Ce point, nous croyons l'avoir trouvé. Nous admettons que le mariage est la règle, le célibat l'exception ; mais une exception n'est qu'une règle encore, une règle plus particulière. Si l'auteur attache le même sens que nous au mot d'*exception*, le célibat, pour elle, est autre chose qu'une exception, car le célibat pour elle n'est pas la règle dans des circonstances données. A son jugement, le célibat ne doit pas être, et quand il a lieu, c'est purement une difformité, un désordre et un malheur. Je crois que l'auteur, toujours si empressée à déférer, si prompte à recourir aux Écritures, éprouverait quelque difficulté à leur arracher un témoignage en faveur d'une assertion si absolue ; c'est même tout au plus si, avec le renfort de quelques théologiens consommés (qu'elle ne nomme pas), elle a pu absoudre saint Paul, accusé, on le sait, d'avoir recommandé le célibat. Au fond, tout ce que l'Écriture lui fournit de plus fort en faveur de sa thèse, c'est cette parole, fort souvent alléguée dans le livre que nous examinons : « Dieu a créé la femme



« pour l'homme. » En sorte que si cette parole n'avait pas la portée qu'on lui attribue, c'en serait fait de la thèse du livre, du moins en tant que cette thèse aurait besoin pour être soutenue (nous ne le prétendons pas) d'un témoignage exprès de l'Écriture.

La femme a été faite pour l'homme ! Nous ne voulons point affaiblir cette déclaration ; mais nous pouvons bien remarquer qu'elle ne s'introduit qu'obliquement et occasionnellement dans le discours de l'apôtre, lequel, évidemment, est moins préoccupé en cet endroit de la question du mariage que du rang inférieur qu'assigne aux filles d'Ève le caractère relatif de leur existence. Toutefois, de quelque manière que soit introduit le mot de l'apôtre, il subsiste, il demeure : « La femme a été créée pour l'homme, ou en vue, à cause de l'homme (1) » (1 Cor. XI, 9), et nous l'acceptons. Mais quoi ! est-ce la femme individu en vue de l'homme individu, et non pas aussi, d'une manière plus générale et dans un sens plus spirituel, un sexe pour l'autre ? Il n'y a, nous le pensons, que la dernière de ces formules qui soit vraie d'une manière absolue. La première n'est que la forme la plus habituelle et, si l'on veut, la plus complète de la seconde. Une femme, nous y consentons, est placée par le mariage le plus près possible de la destination commune

(1) *A cause de* est bien le sens de la préposition grecque dans le passage dont il s'agit. *Pour*, dans le sens de destination ou de cause finale, serait autrement rendu. Il est bon de faire observer ceci à l'auteur, si par hasard elle attache plus d'importance que nous au mot *pour*.

à tout son sexe, et, en général, dans les conditions les plus favorables pour la remplir ; mais nous ne saurions accorder qu'une femme qui n'est pas mariée ne la remplisse point. Que de manières d'accomplir l'oracle ! Et qui sait si, pour plus d'une femme, il n'est pas mieux accompli par le célibat qu'il ne l'eût été par le mariage ? On a besoin de penser que cela se peut en effet, afin de pouvoir se réconcilier avec la destinée de tant de femmes que les circonstances ou la nature ont condamnées au célibat. Il serait même prudent de répandre cette idée plutôt que l'autre. Ne vaut-il pas mieux qu'une femme qui n'a pas trouvé un homme au sort duquel elle pût unir le sien, ne soit pas d'avance et irrévocablement persuadée qu'en restant isolée elle trahit sa destination ? L'auteur, fort sévère (nous le verrons bientôt) pour la femme chrétienne qui épouse un incrédule, doit d'autant mieux entrer dans notre pensée, à cet égard, qu'elle n'a pu se dissimuler qu'il y a plus de croyants dans son sexe que dans le nôtre, et que par conséquent, à suivre ses principes, le mariage serait interdit à beaucoup de femmes. Ce n'est donc pas sans quelque réserve qu'il faut insister auprès des femmes sur cette vérité : que la femme a été créée pour l'homme. Il est vrai qu'au point de vue de l'auteur nous ne saurions nous interdire cette insistance, puisqu'elle fait de l'idée du mariage le centre ostensible et avoué de l'éducation de la jeune fille ; or, on ne sait ni qui se mariera, ni qui ne se mariera point. Mais encore ici, nous osons n'être pas de son avis. Nous croyons que la jeune fille peut

être parfaitement préparée au mariage sans qu'on lui en parle sans cesse, et même sans qu'on lui en parle jamais. Tout ce qui fait d'elle une bonne fille, une bonne sœur, une bonne chrétienne, en fait d'avance une bonne épouse ; et nous n'avons jamais vu que les jeunes femmes à qui l'on n'a point parlé du mariage en aient été moins préparées et moins aptes aux devoirs de leur nouvel état.

Certes, nous croirions faire injure à l'auteur en nous donnant l'air d'établir contre elle que cette grande vérité, « la femme a été créée pour l'homme, » ne saurait préjudicier à cette autre vérité, plus importante encore : la femme a été faite pour Dieu. Tout le livre dont nous nous occupons en est pénétré. Toutefois, il peut nous être permis de nous prévaloir de cette seconde maxime pour bien déterminer le sens de la première. Après tout, les femmes sont des hommes (*homines*). Leur relation avec Dieu n'est pas médiate. Elles sont avec lui exactement dans les mêmes rapports que les hommes ; et dans ce point de vue, qui est suprême, l'égalité entre les deux sexes est parfaite, comme elle l'est entre le riche et le pauvre, entre le faible et le fort. C'est dans ce sens qu'il a été dit que, sous la nouvelle alliance, « il n'y a plus ni homme ni femme, » comme il n'y a plus ni barbare ni grec, ni esclave ni libre ; et, pour le dire en passant, l'auteur n'aperçoit-elle pas combien, sur le pied d'une exégèse semblable à la sienne, nous serions fort contre sa thèse avec le seul passage que nous

venons de citer? Bornons-nous à dire que les deux sexes ne sont que deux formes ou deux fonctions d'une même humanité, dont tous les membres sont appelés à servir et à glorifier Dieu, les uns comme hommes, les autres comme femmes. Le service de Dieu, voilà la substance; le reste n'est que le mode ou l'accident. Or, nous croyons bien que Dieu a fait la femme pour l'homme dans ce sens qu'il a doublé l'homme, à qui il n'était pas bon d'être seul, et qui eût été seul, même dans le sens moral et surtout dans ce sens, avec un être qui lui aurait été exactement pareil et parfaitement égal; mais on ne peut pas, on ne doit pas s'imaginer que la totalité des hommes du sexe féminin (ou des *hommesses*, comme dit la Bible), ait été appelée du néant à l'être uniquement pour compléter l'existence des individus de l'autre sexe. Cette proposition : « la femme a été créée pour l'homme, » a donc pour contre-poids et pour complément cette autre proposition : la femme a été créée pour elle-même, ou cette autre, mieux encore : l'homme et la femme ont été créés pour Dieu. Nous entendons-nous bien là-dessus? Si nous nous entendons, je continue, et je dis : Il ne faut pas permettre au mode ou à l'accident de dévorer la substance, à la forme d'emporter le fond, à la relation subordonnée d'affaiblir la relation principale. Or, c'est ce qui arriverait, je le crains, si l'on pressait avec trop de rigueur cette parole fameuse : « La femme a été faite « pour l'homme. » L'institution du mariage ne me-



nace rien; mais on ne peut pas en dire autant de toute pensée sur le mariage.

Pour prévenir cette absorption d'une vérité absolue dans une vérité relative, l'Évangile nous a fait entendre que, si le mariage est toujours *honorable*, le célibat, dans certaines conditions, est *saint*; que le mariage a sa perfection, mais que le célibat est une perfection : ce n'est pas un apôtre seulement, c'est le maître des apôtres qui l'a dit. C'est bien là, n'est-il pas vrai? en élevant l'homme au-dessus des conditions ordinaires de l'humanité, défendre la vérité principale contre les invasions de la vérité relative; c'est dire en même temps que le mariage n'est pour personne, pas plus pour la femme que pour l'homme, une vocation irrécusable, une obligation irrémissible; c'est dire enfin que le célibat, même involontaire, n'est pas hors des conditions du bonheur, puisqu'il est ou qu'il peut se placer dans les conditions de la vérité. Répétons-le d'ailleurs : le célibat de la femme chrétienne ne fait à l'ordinaire que donner une autre forme, non moins généreuse peut-être, à l'accomplissement de la pensée de saint Paul : la femme, dans le plus chaste des célibats, et même sans aucun rapport direct avec les personnes de l'autre sexe, peut remplir à l'égard de ce sexe sa destination providentielle; même alors il y a, si l'on ose parler ainsi, quelque chose de conjugal dans les vertus qu'elle déploie, de même qu'il y a quelque chose de maternel dans les vertus d'une femme à qui Dieu n'a pas accordé d'enfants. La

femme est épouse et mère par essence; mais il y a plus d'une manière d'être l'un et l'autre; et puisqu'on ne prétend point que ce soit une vie manquée que celle d'une épouse qui n'est pas mère (1), il ne faut pas non plus appeler manquée la vie d'une femme qui n'est pas épouse.

Nous avons trouvé aussi l'auteur un peu absolue sur la question du bonheur dans le mariage; mais nous voudrions n'avoir pas à nous en expliquer, tant nous craignons de nous expliquer mal. C'est qu'au fond nous croyons bien, comme elle, que le bonheur est dans une proportion constante avec la vérité, et qu'à mesure qu'on sort des limites de l'une, on sort des conditions de l'autre. Mais n'y a-t-il rien de vrai, j'entends rien de chrétien, en dehors de la connaissance distincte des dogmes du christianisme? Nous devons l'avouer : au milieu d'un monde à qui l'Évangile n'était guère connu, nous avons rencontré tant d'unions heureuses, dont quelques-unes même eussent pu donner un démenti au fameux adage de La Rochefoucauld, que nous ne pouvons nous empêcher de croire qu'il y avait dans ces mariages-là quelque peu de vérité, c'est-à-dire quelque peu de christianisme. Il y a partout, dans la chrétienté, au sein même d'un paganisme qui fait peur; quelques filets de ce christianisme dérivé ou de seconde main, qui ne sauve pas, qui ne régénère point, mais qui renferme une

(1) Les paroles de saint Paul (1 Timothée, II, 15) ne peuvent se rapporter qu'au sexe pris dans son ensemble et dans la spiritualité de ses fonctions.

partie, une émanation de la vérité, et par là même « quelques-unes des promesses de la vie présente (1). » Dieu est très miséricordieux; et quoiqu'il soit trop vrai « qu'il ôte à ceux qui n'ont pas (2), » il ne leur retire pas tout à la fois; comme il mène au bonheur par la vérité, il convie aussi quelquefois à la vérité par le bonheur; il inspire, par l'ordre inférieur, un pressentiment et un besoin de l'ordre suprême; sans doute qu'un jour on se trouvera plus malheureux d'avoir méprisé ces avertissements, ces paternelles insinuations, qu'on ne le serait d'en avoir été privé; mais enfin du bonheur est du bonheur, et il y en a, quelque peu que ce soit et si peu qu'il dure, dans des unions dont Jésus-Christ n'a pas été le médiateur. Si le fait que nous osons avancer se trouvait vrai, nous n'avons pas besoin de dire pour combien de raisons il importerait de le reconnaître et de l'avouer.

Puisque nous avons parlé de la divine miséricorde, qu'il nous soit permis d'en invoquer l'idée contre une déclaration bien sévère, à ce qu'il nous semble, de l'auteur que nous étudions. Nous sommes complètement de son avis sur le devoir de la femme chrétienne de ne donner qu'à un époux chrétien le droit de disposer de son sort. Nous voudrions, comme l'auteur, faire peur à cette femme de cette espèce de *mariage mixte* qui ne peut être à ses yeux qu'un adultère spi-

(1) Première Épître à Timothée, IV, 8.

(2) Évangile selon saint Luc, VIII, 12.

rituel. Il nous semble bien aussi que celle qui l'a commis ne peut pas s'approprier le bénéfice de cette touchante promesse : « La femme fidèle sanctifiera le mari infidèle (1). » Mais nous ne pouvons aller plus loin ; nous ne saurions dire avec l'auteur : « Les livres saints ne contiennent *pas un mot* qui relève ou qui fortifie la femme inconséquente dont le premier pas dans le mariage a été un pas vers le relâchement de ses principes. » Non, pas *un mot*, mais mille ; car ce sont tous les mots qui relèvent les cœurs humiliés et fortifient les cœurs pénitents. De mots spéciaux, comme l'entend notre auteur, il n'y en a pas parce qu'il ne peut pas y en avoir ; mais Dieu a dit à son peuple par la bouche de Moïse : « Si vous faites ce qui déplaît à l'Éternel votre Dieu, afin de l'irriter.... l'Éternel vous dispersera entre les peuples, et vous demeurerez en petit nombre parmi les nations..... Et cependant si DE LA tu cherches l'Éternel ton Dieu, tu le trouveras, parce que tu le chercheras de tout ton cœur et de toute ton âme (2) ; » et certes, ce qu'il dit aux Hébreux, il le dit à tout le monde. Qu'on dise qu'il est des fautes où le repentir est impossible, c'est une autre question, et c'est une question ; qu'on dise, ce qui n'est que trop vrai, que chacune de nos fautes nous rend pires que nous n'étions, et que, de l'une à l'autre, le repentir est toujours plus difficile ; cette psychologie, qui recèle le mystère même de la perdition, est vraie autant qu'elle est terrible ; mais

(1) Première Épître aux Corinthiens, VII, 14.

(2) Deutéronome, IV, 25-29.



qu'on ne dise jamais que le repentir étant possible est en même temps inutile. Le repentir est de la fidélité ; l'absolution accordée au repentir lève le séquestre dont les biens spirituels du pénitent étaient frappés, et nous rend la libre disposition de nos revenus, qui sont les grâces journalières de l'Esprit de Dieu ; la femme chrétienne qui a reconnu le péché de ses illusions, le crime de ses espérances, et qui, humiliée devant Dieu, aura senti, si l'on ose ainsi parler, une nouvelle conversion éclore dans sa conversion même, cette femme rentre au bénéfice de la promesse ; elle peut se présenter pour en toucher les arrhes ; elle a de justes espérances ; elle peut prendre pour elle ces admirables paroles : « L'épouse fidèle sanctifiera le mari infidèle. » Le danger, il faut le redire, c'est de nous placer, par chacune de nos fautes, à une plus grande distance du repentir et de Dieu ; mais enfin, le repentir lui-même supposant la faute, la faute n'exclut pas le repentir, et le repentir nous rend à Dieu. Effrayons, il le faut, j'y consens ; mais ne jetons pas dans le désespoir : rien ne corrompt davantage.

J'en viens maintenant au sujet sur lequel je me trouve le plus et le moins d'accord avec l'auteur de ce livre. Il s'agit de ce qu'elle appelle l'*intimité morale* et de ce qu'elle eût pu appeler simplement l'*intimité*. Qui croirait qu'un mot si doux dût éveiller des idées presque effrayantes ? C'est qu'il est bien différent de décrire l'intimité comme un fait, ou même encore comme un idéal, comme la perfection de l'union con-

jugale, ou de l'imposer comme une condition, de la décréter comme une loi. L'intimité qui naît spontanément du rapport des caractères, de la confiance mutuelle, de l'amour, en un mot, pour qui la dernière ambition est d'être un en étant deux, est sans aucun doute une chose délicieuse; mais le bonheur ne s'impose pas, et dès qu'il est imposé, ce n'est plus le bonheur. De là vient que les pages que l'auteur a consacrées à ce devoir, et où l'on s'attend à cueillir toutes les fleurs du sujet, n'ont pas précisément de charme, et je ne serais pas étonné que, telles qu'elles sont, elles répandissent quelque amertume dans plus d'un cœur de femme à qui une intimité moins parfaite avait suffi jusqu'alors. Il faut tout dire d'ailleurs; l'auteur ne se contente pas d'une intimité subjective, ou de la volonté de vivre ensemble dans les rapports les plus intimes, de se désapproprier de soi-même, de ne faire, avec sa *moitié*, qu'un cœur et qu'une âme; il lui faut, à toute force, à tout prix, une intimité objective, une communauté de toutes les pensées, de tous les secrets, de tous les travaux, de toutes les convictions; c'est-à-dire qu'il lui faut l'impossible. Sa raison lui suggère bien de temps en temps certaines réserves; elle fait à regret quelques concessions; mais que tout ce qu'elle abandonne est peu de chose au prix de ce qu'elle retient! On croit sentir qu'un bonheur tout exceptionnel a tyrannisé son jugement, et a jeté, tranchons le mot, quelque peu de fanatisme dans cet excellent esprit. Nous ne pouvons discuter en détail son opinion sur ce point; nous

nous bornerons à quelques observations générales.

C'est une grande douceur, entre deux époux, de partager tout l'un avec l'autre ; il est permis de désirer ce bonheur, mais non de le convoiter, moins encore de le ravir. Cette tendre ambition doit s'arrêter devant des barrières dont nous parlerons ; elle y est d'autant plus obligée qu'il y a assez de bonheur, beaucoup de bonheur en deçà de cette limite, et que la perfection de l'union conjugale ne tient pas à cela. Point de bonheur, je l'avoue, sans intimité ; et qui parle d'intimité la suppose complète ; mais ce besoin d'intimité se satisfait à moins de frais, surtout entre des époux chrétiens. Et si l'auteur objecte que l'intimité ne peut pas en rester à sa pure idée, à l'état virtuel pour ainsi dire ; qu'elle veut un aliment et des applications ; que hors de là ce n'est plus qu'un mot ; bref, que l'intimité entraîne la communauté, j'en tombe d'accord ; mais je demande si la communauté, si les occasions d'un partage affectueux de pensées et d'un tendre échange de paroles, peuvent jamais manquer entre deux époux chrétiens : je dis entre deux époux chrétiens, puisque l'auteur renonce la première à trouver ailleurs une véritable intimité. Même entre eux, une certaine proportion de lumières et de culture est désirable sans doute, non-seulement comme une source de jouissances, mais comme un bien effectif, et dans certains cas comme une nécessité ; mais l'intimité manque-t-elle toujours où manque cette proportion ? L'épouse illettrée d'un homme lettré n'est-elle que sa première servante ou quelque chose

de moins encore ? Racine, je le crois, faisait assez bon ménage avec sa femme, qui savait à peine, dit-on, le titre des ouvrages de son mari. C'est un peu fort, j'en conviens ; mais il est un peu fort aussi de prétendre que l'épouse d'un savant doive réclamer les prémices des travaux de son mari, et qu'elle soit, dans tous les cas, son premier public. Faut-il, bon gré mal gré, que, pour remplir son devoir d'épouse, la femme étudie, approfondisse, comprenne les questions qui occupent son mari ou comme homme public, ou comme homme de lettres ? Et à moins qu'elle ne puisse le faire, n'y aura-t-il entre les époux point de communauté et par conséquent point d'intimité ?

Je dois supposer chez les deux époux un sens droit et une mesure ordinaire d'intelligence, la connaissance de l'Évangile, la piété, l'amour du bien. N'en est-ce pas assez pour fonder une vraie intimité et pour l'entretenir ? La matière manquera-t-elle à l'activité en commun, aux longs entretiens ? Et peut-on croire que, des deux parts, le dernier fond de l'âme ne se mettra pas à découvert, que les deux esprits ne se toucheront pas, ne s'uniront pas par tous les points, tellement que ceux par lesquels ils ne peuvent se toucher leur causeront à peine un regret ? Ce n'est pas par l'intelligence que deux êtres se touchent ; ils communiqueraient de la sorte durant des années sans devenir intimes ; mais le cœur est le véritable *moi* dans chaque homme, puisque c'est son cœur ou l'usage de son cœur qui fait sa valeur au jugement des hommes, et qui le classe éternellement au jugement de Dieu ; or,



le cœur est inépuisable. Et que sera-ce lorsque, entre deux époux qui se comprennent et qui s'aiment, le grand intérêt d'une famille à élever pour le ciel, de jeunes âmes à rendre à Dieu, aura fait éclore la plus tendre des préoccupations, le plus poignant des soucis, et la plus féconde des pensées?

L'intérêt de l'intimité n'exige donc nullement que la femme poursuive son mari partout. Et je veux bien qu'on prenne ceci au propre comme au figuré. On n'a jamais prêché avec plus de sévérité la résidence aux prélats de cour que l'auteur ne prêche aux époux le devoir d'être ensemble. On plaisantera là-dessus; nous, qui n'avons pas le bonheur d'être né plaisant, nous demanderons bien sérieusement à l'auteur à quoi bon tant d'insistance. Deux époux qui s'aiment, qui s'aiment comme elle l'entend, feront tout pour n'être point séparés; l'absence sera pour eux l'exception et l'exception très rigoureuse; les autres ne comprendront pas, ou feront semblant de ne pas entendre. Ils ne sont, de cœur, déjà plus ensemble, ceux qu'il faut supplier de rester ensemble, et même ceux à qui l'on n'est plus obligé de dire : Sachez prendre votre parti d'être quelquefois séparés. Que l'auteur n'ait pas jugé à propos d'insister sur ce dernier devoir, on le conçoit, on peut l'approuver.

S'il y a des exemples de ce conjugalisme exclusif qui veut prendre, je ne dis pas dans le cœur, mais dans la vie, plus de place qu'il ne lui en revient, et qui ne sait pas, maître qu'il est du cœur, céder généreusement le reste, ces exemples sont peu nombreux

et peu dangereux, et l'on peut, tout en le blâmant, laisser en paix un travers si rare. Si jamais il devient fréquent, l'auteur, nous n'en doutons pas, fera la dépense de quelques paroles pour condamner cet égoïsme à deux, cette prétention aussi ridicule qu'injuste, qui n'irait pas à moins qu'à embarrasser nos devoirs sociaux, à resserrer de plus en plus le cercle des vertus publiques, et peut-être à dissoudre la famille à force de vouloir la maintenir compacte. L'ambition des maris et, chez les meilleurs, le sentiment de leur vocation d'hommes, y met bon ordre; ainsi n'en parlons plus. Mais l'autre abus, l'absentisme, exige encore moins de paroles. Il n'est que le symptôme d'un mal profond, à la racine duquel, bien plutôt qu'aux branches, il faut s'attaquer d'abord. J'avoue qu'ici, comme dans tout le livre, il s'agit surtout des devoirs de l'épouse; c'est à elle qu'on parle, et qu'on recommande de ne pas consentir trop facilement à des absences dont elle peut, mieux que son mari, prévoir et calculer les inconvénients; à la bonne heure donc; mais qu'on lui recommande sur ce point, avec un peu plus de force, la générosité, qui, après tout, est de la justice, de la prudence, le monde dirait du bon goût.

Pour ce qui est d'être ensemble dans un sens tout moral, par le partage mutuel des pensées, je ne puis m'empêcher d'y revenir encore, pour dire que ce devoir, ainsi que le précédent, trouve dans d'autres devoirs des limites sacrées. L'intimité conjugale deviendrait redoutable au public, ou tout au moins jet-

terait la perplexité et la défiance dans les relations sociales, si tous les secrets dont un des conjoints est devenu le dépositaire, devaient être le butin de l'autre. Ni les secrets confiés sous la clause expresse de rester secrets (cela va bien sans dire), ni même beaucoup d'autres dont la communication n'a pas subi cette réserve, ne peuvent entrer dans le fonds commun. Je ne puis avec plaisir me figurer les deux époux apportant chaque jour leur proie au logis, et doublant chacun sa part de la part de l'autre. Il y a mille choses qu'il faut taire, ou qu'il vaut mieux taire ; le mariage ne peut surtout pas devenir un port franc pour la médisance, et tout mari qui sera à ses propres yeux ce qu'il doit être en effet, l'éducateur de sa femme, se gardera de troubler par des pensées, dont le nombre seul est un mal, cette « incorruptibilité d'un esprit paisible, » dont nous avons déjà parlé d'après l'Évangile, et dont nous aimons à faire le mot d'ordre de la femme chrétienne. Ce n'est pas à l'enfant seulement, c'est aussi à la femme, et dans le même sens, qu'un grand respect est dû : *Magna reverentia*.

Mais nos secrets, nos propres secrets ? J'ai connu quelques personnes de qui je suis persuadé que le fond de leur âme, soudainement mis à nu, les eût seulement fait aimer davantage ; il y a même, dans toute vie honnête, des moments où l'homme gagne à être jugé sur le dedans, de ces moments où le repentir, l'humilité, la prière, l'amour, sont flagrants, et où le texte, je veux dire le sentiment intérieur, vaut

mieux encore que la traduction, je veux dire les actions. Ceci réservé, pourquoi ne dirions-nous pas qu'il y a dans nos pensées intimes, si elles pouvaient s'exprimer d'elles-mêmes à mesure qu'elles se forment, deux fois plus qu'il ne faut pour nous faire haïr ? Il est vrai que l'humble courage de la confession peut contre-balancer, corriger du moins cette pénible impression, et que l'aveu de nos fautes peut quelquefois nous faire plus aimer que nos fautes n'eussent pu nous faire haïr : et béni soit celui qui, forçant notre entière confiance, nous aide, en nous arrachant l'aveu de nos misères, à les expulser loin de nous ! Jusqu'à un certain point, deux époux chrétiens sont nés confesseurs l'un de l'autre. J'ai dit : jusqu'à un certain point : cette limite, où est-elle ? Nulle part, si j'ai bien compris l'auteur de ce livre. Mais, par charité, si ce n'est par prudence, époux qu'une confiance mutuelle entraîne l'un vers l'autre, ne précipitez rien ; mesurez la portée de vos confidences morales à la connaissance, à l'expérience mutuelle que vous avez de vos caractères ; craignez d'éveiller le mépris, craignez jusqu'à la pitié, qui dégénère si vite lorsqu'elle ne comporte pas le respect ; craignez d'avoir excité la défiance par une démarche qui devait inspirer le sentiment contraire ; ayez peur des fantômes, ayez peur des images importunes que vous aurez évoquées. Il faut sans doute aspirer à la plus grande confiance possible, et il est douloureux, à proportion qu'on aime et qu'on est aimé, d'avoir quelque chose à cacher ; mais les intentions les plus saintes ne sauraient tout épurer ;



ici encore, le silence est du respect, la réserve est de la charité; et fussions-nous, ce qui est bien impossible, indifférents sur les suites qui nous concernent, il faut prendre garde d'avoir pris quand nous voulions donner, et détruit quand nous voulions édifier.

A bien plus forte raison, quand il s'agit d'avouer des actes ou même des sentiments par lesquels, quoiqu'ils soient antérieurs au mariage, notre moitié ne pourra s'empêcher de se croire offensée. Rien ne nous autorise à mentir; mais rien, pas même l'importunité de l'amour, ne nous autorise à tout dire. Ceux qui veulent qu'on dise tout se trahissent à leur grand honneur : ce sont des gens qui n'ont rien à dire; qu'ils répliquent, s'ils veulent, que ceux qui prétendent qu'on se taise sont des gens qui n'auraient que trop à dire. Entre les intérêts opposés que créent ces deux positions, ne pouvons-nous chercher ensemble la vérité? Disons-le donc sans détour : ces confidences entières ne se doivent pas faire; nous en admirons la générosité, et nous en condamnons l'imprudence; on doit tout dire à Dieu, et il est des cas où il faut tout dire à l'homme; mais ce n'est pas assez que nos confidences nous humilient salutairement, il faut qu'elles ne troublent pas le repos, qu'elles ne flétrissent pas l'imagination et le cœur des êtres que nous aimons, il ne faut pas que notre humilité soit cruelle, et que nous fassions du sublime aux dépens d'autrui. Mais où vais-je m'emporter à mon tour? Ce n'est pas là qu'est l'ennemi, ce n'est pas là du moins qu'il est en force. Je le sais bien; mais il s'est montré sur un

autre point, si près et si bien soutenu, qu'il a bien fallu jeter quelques flèches de ce côté.

Mieux que personne, l'auteur a compris que la véritable intimité se trouve seulement dans la communauté des convictions et des affections chrétiennes; il est donc tout simple qu'elle ait demandé à la pratique journalière du christianisme, à la régularité du culte domestique, un gage de l'intimité conjugale comme de tous les autres biens du mariage. Encore ici, c'est de la femme qu'il s'agit, et de la femme chrétienne dont le mari ne croit pas. Bien des gens croiraient que le culte ne sera possible, puisqu'il ne sera sincère, que lorsque l'incrédulité ou l'indifférence du mari aura été vaincue; mais c'est par le culte même que l'auteur prétend la vaincre. Mais quoi! si le mari, par un motif quelconque, par respect peut-être, n'y veut pas venir? — Il faut qu'il y vienne. — Mais comment l'y déterminer? — On lui dira qu'il le doit. — Mais le croira-t-il? — N'importe. — Mais s'il y vient, ce sera de mauvaise grâce, il le troublera, il s'y ennuiera tout au moins? — Il finira par s'y plaire; et quoi qu'il en soit, il faut qu'il y vienne. En vérité, devais-je m'attendre, moi qui, tout à l'heure, défendais contre le mari la liberté de conscience de la femme, que j'aurais à défendre contre la femme la liberté de conscience du mari? Et de quel droit, impérieuse épouse, dirais-je à la femme dont on vient d'évoquer l'image, le traînez-vous à votre autel, vous qui n'entendez pas ni qu'il vous en éloigne, ni qu'il vous entraîne vers le sien? Ne devez-vous pas être contente, très contente,

que, ne croyant pas, il vous permette de croire (1)? Est-ce donc si commun? est-ce donc si facile? « Quel « fruit espérez-vous de tant de violence, » ou, si ce mot vous paraît trop fort, de tant d'importunité, car l'importunité est la violence des femmes? En vérité, si au malheur de ne pas croire je joignais le bonheur d'être votre époux, j'obéirais peut-être, mais je trouverais, pour repousser intérieurement ce qui vous est cher, mille raisons dont, sans vous, je ne me serais pas avisé :

Vous me feriez haïr la grâce et la lumière,

et tout ce que je pourrais accorder à votre zèle, ce serait un respect mêlé de terreur. Quelques explications, quelques distinctions seraient nécessaires pour que les principes de l'auteur sur la subordination de la femme ne paraissent pas recevoir ici un assez notable dommage. Cette femme ne commande pas; mais qu'il s'en faut peu ! Au moins elle domine, elle régente son mari, « et le fait, la main haute, obéir à ses lois. » Un critique qui appartiendrait à la même moitié du genre humain dont fait partie l'auteur de ce livre, serait plus à son aise que moi pour dire que, non-seulement en cet endroit, mais ailleurs, on reprend d'une main ce qu'on a donné de l'autre. Un touriste rentrant au logis observait que c'était une chose fort agréable

(1) Je dis en cet endroit que la femme doit être contente de ce que son mari lui permet de croire à l'Évangile. Quoique, un peu plus loin, je recommande à l'épouse chrétienne l'âme de son époux, on a cru qu'ici je lui conseillais de ne s'en pas soucier. Rien n'est plus loin de ma pensée, et quiconque aura la patience de lire jusqu'au bout aura lieu de s'en assurer; mais enfin l'expression est malheureuse, et je devais la signaler. (*Note postérieure de M. Vinet.*)

que les voyages pédestres quand on faisait la moitié du chemin en voiture : l'obéissance, pareillement, est une chose assez commode quand c'est là ce qu'on appelle obéir. Il y a, ce me semble, dans le rôle assigné par l'auteur à l'épouse chrétienne, quelque chose d'agressif, j'allais dire de harcelant, en échange de quoi, s'il n'avait pas d'autre alternative, un époux accepterait volontiers d'obéir. Ce n'est pas que nous refusions à la femme un droit d'initiative, sans lequel bien des intérêts seraient en souffrance ; mais ce n'est pas là de l'initiative, c'est de l'obsession. Quiconque a le droit d'obsession, est le vrai maître au logis, et il ne faut plus parler du mari comme du chef de la femme. Cet excès d'ailleurs est inutile. La femme est plus puissante par l'influence que par l'action directe, par l'exemple que par le raisonnement, et souvent par le silence que par la parole. Enfermée dans ces limites, elle est encore la dépositaire et l'arbitre des plus grands intérêts de la vie humaine. La paix est la chose du monde la plus imposante, et de toutes les paroles la plus éloquente. La paix est comparable à une foudre muette qui fond et fait écouler les plus durs métaux. La paix, sur le front et dans les regards d'une femme, a une inconcevable puissance.

Nous voulons bien qu'elle désire la conversion de son mari, qu'elle y travaille même par ses paroles, qu'elle lui rende compte avec douceur et respect de la foi qui est en elle. Plus souvent qu'on ne croit, Dieu a prêté aux discours d'une épouse chrétienne une force de persuasion qu'il refusait aux vigoureux ef-



forts d'une éloquence virile et d'une apologétique savante. Mais souvent aussi, quand la science et la dialectique s'en mêlaient, le charme disparaissait. L'auteur, qui a pu l'observer comme nous, aurait bien dû le dire. Il est vrai que nous ne sommes pas tout à fait d'accord, elle et nous, dans une question plus générale. Notre confiance dans la vertu de l'apologétique est moins absolue que la sienne; et peut-être qu'un jour, un peu moins dominée par le souvenir moins récent du jour où elle vit la lumière de la science dissiper dans son esprit les derniers nuages du doute, elle pensera, comme nous, que le succès en est incertain, que le terrain du combat se renouvelle sans cesse, et que, si l'apologétique a préparé des conversions, si même elle en a opéré, l'immense majorité sont convertis autrement, c'est-à-dire par voie d'intuition. Nous n'oserions, pour notre part, conseiller à aucune femme de s'engager dans une voie scabreuse, dans laquelle une fois entré, il n'y a plus d'issue qu'à travers les ronces de l'érudition. Nous le conseillerions même à peu d'hommes; mais ne pouvant ici, faute d'espace, rendre raison de notre opinion, nous voulons bien n'avoir rien dit.

Nous venons de relire ce qui précède, et nous croyons pouvoir le maintenir. Mais, réduit à quelques lignes sur ce qui fait la matière d'un volume peut-être, nous n'avons pu ni nous livrer à une discussion approfondie, ni même rendre un compte détaillé des opinions de l'auteur. Si nous avions pu nous étendre, on aurait vu que l'auteur ne s'en tient jamais

à la pure affirmation, mais qu'elle discute amplement, qu'elle recueille les objections, qu'elle fait, sur presque tous les points, des réserves que nous n'avons pu indiquer. Il est même de toute justice, puisque nous avons accusé d'absolutisme ou d'exagération quelques-unes de ses maximes, d'ajouter qu'un des principaux mérites de ce livre consiste dans la sagesse des tempéraments et dans une pondération scrupuleuse de tous les éléments de la vérité. Au delà du premier volume, nous n'avons presque rien rencontré qui portât ce caractère un peu ardent, un peu excessif. Nous avons pu accepter, en en modifiant quelques-unes, presque toutes les opinions de l'auteur, et son livre nous a paru partout rempli de la substance la plus saine. Si l'espace ne nous manquait pas, nous dirions quelque chose peut-être des collèges et de l'éducation privée. Nous croyons bien qu'en France, il faut suivre les conseils de l'auteur, mais en regrettant toutefois d'être obligé de les suivre : l'éducation privée ou particulière a des inconvénients qui, pour être essentiellement négatifs, n'en sont pas moins graves. Il manquera toujours quelque chose à l'homme qui n'aura pas été plongé de bonne heure et longtemps dans ce courant d'eau vive qui nous refroidit un moment pour nous réchauffer plus tard.

L'observation qui nous reste à faire tombe sur le sujet même du livre, et nous la supprimerions si nous étions sûr que chacun s'est bien rendu compte de tout ce qui est essentiel à un tel sujet, en le réduisant

même aux moindres dimensions. Un sujet est ce qu'il est, rien de plus et rien de moins : on peut le mutiler, mais alors il ne faut pas dire qu'on l'a traité ; l'auteur de ce livre était trop sérieux pour en user de la sorte, et quelque élevé que soit son point de vue, elle n'a pu ignorer volontairement tout un ordre de faits par lesquels le mariage est modifié ou altéré dans son essence. Explicitement ou implicitement, elle a presque tout dit. Nous plaindrions ceux qui ne respecteraient pas les intentions de l'écrivain, et qui ne le trouveraient pas respectable surtout dans les passages mêmes dont la présence fait d'abord quelque peur. Si quelques détails eussent pu être évités, quelques termes adoucis, ces termes, ces détails sont en petit nombre ; presque tout était nécessaire ; et le respect se mêle d'attendrissement quand on pense qu'une sainte compassion, qu'une fidélité généreuse a pu seule enlever des barrières devant lesquelles un dévouement moins haut, une pureté moins grande, se seraient à coup sûr arrêtés. Rien de plus austère, rien de plus saint que les pages, peu nombreuses d'ailleurs, auxquelles nous faisons allusion ; et c'est de si haut que l'auteur considère et juge toutes choses, elle emprunte si évidemment pour les envisager l'*incontaminable* regard du Maître, que, plus elle est sincère et mieux elle articule, plus on sent la distance qui sépare ce noble esprit de ces humiliantes misères. Ce qui frappe uniquement, là comme partout, c'est ce courage de charité, qui, lorsqu'on réfléchit à la douloureuse difficulté de certaines questions, ne paraît pas sans analogie

avec le courage du martyr. Il n'en a fallu ni plus ni moins à l'auteur pour traiter des questions d'une tout autre nature, et, par exemple, pour écrire le beau chapitre des *Épreuves dans le mariage*. Au reste, il ne faut pas oublier que c'est *aux jeunes femmes du monde*, c'est-à-dire à des femmes mariées, que son ouvrage est adressé. Toutefois, l'idée de *l'importance des débuts*, qu'elle a si justement relevés, pourrait faire juger que la lecture de ce livre est convenable à de jeunes fiancées; elle l'est assurément; et il est dans cet ouvrage bien des choses qu'on lirait trop tard en ne les lisant pas avant le mariage; c'est ce qui nous oblige de remarquer qu'il y a çà et là dans ces volumes des vérités cruelles, qu'il n'est pas nécessaire peut-être d'apprendre trop tôt, et nous pensons qu'une jeune fiancée devra se faire indiquer par le doigt maternel les parties du livre dont, sans inconvénient et même avec avantage, elle peut ajourner la lecture.

Ne dirons-nous rien du style de l'ouvrage? Il a la clarté, l'énergie, l'éclat; mais l'élégance, la variété des tours, une sorte de douceur dans les mouvements, se laissent trop souvent désirer. On y voudrait plus de calme, quelque chose de plus reposé, de plus confiant, de moins agressif. Le zèle admirable de l'auteur, son ardeur de prosélytisme, ont passé jusque dans l'allure de sa diction, jusque dans la forme de ses phrases. Elle prêche et plaide trop habituellement, trop rarement elle parle. L'habitude qu'elle a de composer ses périodes avec des membres de phrases commençant par les mêmes mots, figure de style qui doit d'autant



plus être ménagée qu'elle est plus vive, a quelque chose qui cause non-seulement de la fatigue, mais une sorte d'irritation nerveuse. Le ton de l'insistance ou de l'instance ne peut pas se soutenir durant trois volumes : une diction tranquille et patiente agite moins, mais impose davantage, et finit par pénétrer plus avant.

Enfin on demande au style d'une femme, et l'on ne trouve pas assez dans celui de cet ouvrage, je ne sais quelle pureté particulière dont un livre d'homme peut se passer. Décidément le dictionnaire des femmes est plus restreint que celui des hommes. Il y a des mots, très honnêtes d'ailleurs, qui ne sont pas à l'usage de nos compagnes, un langage qui ne leur sied pas mieux qu'un chapeau rond et des bottes. La science et la politique ont leur dialecte ou leur patois, qui ont bien assez gâté le style des hommes sans nous gâter encore celui des femmes. C'est à elles à nous en corriger, si nous ne sommes pas incorrigibles. L'auteur de cet ouvrage aura peut-être un jour sa part de cette gloire, si j'en juge par des passages d'une pureté et d'une grâce parfaites que j'ai rencontrés dans son livre. Quand on a pu écrire une fois ainsi, on le peut toujours. C'est surtout dans la peinture des scènes champêtres et des phénomènes de la nature, que l'auteur, inspirée par ses souvenirs, écrit avec autant de pureté que de charme. On voit qu'elle a goûté ses premières joies et pour ainsi dire essayé son âme au milieu de ces divines merveilles, tant elle en parle avec un doux ravissement, et jette volontiers ces tou-

chantes images au milieu de la plus grande sévérité de ses enseignements. Est-il rien de plus frais, de plus gracieux, de mieux senti que les lignes suivantes :

« Que de fois, lorsque le tumulte des villes, lorsque  
« le soleil d'été qui darde ses rayons sur les rues brû-  
« lantes, fatiguaient sa tête, et que les conditions de  
« sa vie la retenaient prisonnière au milieu des cités ;  
« que de fois, solitaire, les regards plongés dans le  
« petit espace d'azur que lui laissaient voir les édifices  
« entassés autour d'elle ; que de fois sa pensée, ses  
« souvenirs, ne se sont-ils pas élancés vers les cam-  
« pagnes où s'écoula son enfance ! Elle entendait la  
« voix fraîche du ruisseau qui court sous les arbustes,  
« en mouillant leurs branches ; elle se reposait sous  
« les grands chênes, elle contemplait longtemps leurs  
« tremblantes feuilles qui se détachaient du ciel bleu  
« comme une verte broderie. Les insectes étincelants  
« de la prairie se soulevaient en foule à son approche ;  
« dans la nuit étoilée éclataient les notes brillantes du  
« rossignol ; le rivage lointain laissait tomber son reflet  
« sur les ondes du lac ; la poésie débordait de partout.  
« Ou bien c'était quelques-unes des longues prome-  
« nades d'autrefois qu'elle recommençait avec sa mère ;  
« c'était le bois, son ombre, son gazon élastique et fin ;  
« c'était la clairière et le tronc renversé où l'on s'as-  
« seyait ; c'était le jour qui tombait égal, mystérieux,  
« au travers de la verte feuillée ; c'était la reine des  
« prés avec ses grappes parfumées, la mauve avec ses  
« fleurs sombres, la campanule avec ses pétales d'a-

« zur ; c'étaient les troupeaux qui remplissaient les  
« champs des sauvages harmonies de leurs cloches ;  
« c'était un sentier, une source, un rocher : tout cela  
« cher, précieux et beau de cette beauté dont notre  
« mémoire revêt toutes choses qui nous sont ravies.  
« Comme elle s'attachait alors à chaque détail ! quel  
« déchirant adieu elle disait à ces objets ! de quel  
« amour passionné, déraisonnable, elle les aimait !  
« avec quelle douleur elle se prenait à les pleurer !  
« avec quelle ténacité son cœur et son âme s'y cram-  
« ponnaient ! »

Celle qui peut écrire ainsi doit s'y plaire, et se dé-  
fera peu à peu de ces locutions un peu dures, de ces  
tours un peu anguleux, de ces termes de la scolastique  
moderne qui rendent si maussade la diction du com-  
mun de nos écrivains.

En arrivant au terme de ce travail critique, où, si  
nous n'avons pas été complètement vrai, nous avons  
du moins voulu l'être, nous éprouvons le besoin de  
dire encore une fois que le livre du *Mariage* est un  
noble livre, une œuvre de foi et de courage, et, dans  
son ensemble comme dans la plus grande partie de  
son contenu, une œuvre de lumière et de vérité. Nous  
n'avons pas su mettre en relief, rendre palpables en  
quelque sorte ces divers caractères de l'ouvrage : en  
d'autres temps peut-être, sans atteindre le but, nous  
nous en serions approché davantage ; mais enfin, le  
livre aura soin de lui-même ; il se définira ; il saura  
bien s'ouvrir son chemin dans le monde et dans les  
consciences ; et si nous ne sommes pour rien dans tout

cela, le plaisir du moins nous est assuré de n'avoir pas été des derniers à saluer son apparition.

---

*Sur la deuxième édition du livre sur le Mariage,  
publiée en 1844.*

Les trois beaux in-octavo sont devenus trois charmants petits volumes, dans ce format anglais que la mode a consacré. Nous avons confronté les deux éditions, et nous avons remarqué dans celle-ci de nombreuses coupures, et beaucoup de corrections heureuses. Le livre a sensiblement gagné sous le rapport de la forme. Les doctrines, et nous en avons quelque regret, sont restées essentiellement les mêmes. Ce n'est pas un reproche que nous prétendons faire à l'auteur. Si, à quelques égards, elle se trompe, il est beau peut-être de se tromper ainsi quand on est jeune encore ; mais nous persistons à croire qu'au déclin des années, Madame de Gasparin aura regret, comme nous, plus que nous peut-être, à quelques pages de son livre. Aujourd'hui, elle maintient tout, en faisant çà et là des réserves ou plutôt des protestations contre les conséquences outrées qu'on voudrait tirer de ses doctrines. Mais toujours, comme dans la première édition, il faut qu'on se marie ou qu'on dise pourquoi ; encore ne suis-je pas bien sûr qu'on soit admis à dire pourquoi ; toujours la jeune femme doit étudier, à la lumière de la philosophie, l'apologétique du christianisme ; toujours les deux époux sont adjurés de se



faire l'un à l'autre confiance entière de leur passé; toujours, considérant que « rien ne pèse tant qu'un « secret, » ils doivent le porter à deux, c'est-à-dire déposer dans l'oreille l'un de l'autre les confidences que chacun d'eux a pu recevoir d'un tiers. A la bonne heure. Mais toujours aussi le livre du *Mariage* est un livre spirituel, éloquent, noble d'inspiration et de pensée; toujours il ramène, avec empire, les femmes et les hommes à la vraie source du bonheur domestique, qui, se répandant et se multipliant, composerait le bonheur public; toujours enfin l'idéal de la moralité chrétienne se réfléchit avec pureté dans cet idéal du mariage chrétien. Nous voudrions quelquefois, dans ce bel ouvrage, remplacer la véhémence par l'insinuation, quoique la véhémence y soit toujours affectueuse; il y a, pour nous, un peu trop de calvinisme dans le style, peut-être aussi dans la pensée; mais savons-nous si ce qui nous plaît moins n'a pas contribué au succès du livre? Toutefois, nous ne pouvons nous empêcher de désirer que, dans les ouvrages que nous devons encore à Madame de Gasparin, et en général dans toutes nos publications religieuses, Port-Royal adoucisse et complète Genève.

## XI.

### DU PRÊTRE.

(A l'occasion du livre de M. MICHELET \*.)

1845.

M. Michelet a-t-il vu des réalités ou des fantômes? C'est la première question que tout le monde s'est adressée, puisque son livre est, tout d'abord, l'affirmation et la description d'un fait. On a fait des réponses diverses; voici la nôtre.

M. Michelet a conclu du principe aux conséquences, et son livre, quoi qu'il en semble, est essentiellement une construction *à priori*. Des faits très réels, je le crois, et plus ou moins nombreux, ont éveillé, allumé sa pensée; mais au fond le livre est ceci : Le prêtre étant donné, que sera la famille? Et ce que la famille pourrait être, ce qu'elle serait nécessairement si le principe agissait dans toute sa force, s'il sortissait, comme disent les juristes, son plein et entier effet, M. Michelet en fait le tableau de la société actuelle considérée dans ses rapports avec le prêtre.

\* *Du prêtre, de la femme, de la famille*, par J. MICHELET, 1845.

Beaucoup de gens qui ont regardé ou qui croient avoir regardé, n'ont pas vu tout ce qu'a vu M. Michelet. Il a mal vu, diront-ils; de l'exception il a fait la règle, de l'abus l'usage; en un mot, il exagère; et on partira de là pour exagérer dans un sens opposé au sien.

En dépit des apparences et de la prévention établie, nous croyons que, dans certains cas, l'*à-priorisme*, mais bien pur, bien franc et bien complet, vaut mieux que la statistique, ou doit la précéder. Il est des faits qui n'ont point, qui n'auront jamais de statistique. Il vaut mieux prouver qu'ils sont nécessaires que de prouver qu'ils sont. Il vaut mieux étudier le prêtre que les prêtres, dire ce qu'il est que de dire ce qu'il fait. C'est diriger plus sûrement l'attention vers les faits; c'est, en résultat, en révéler un plus grand nombre et les mieux faire connaître. Souvent l'arbre se connaît moins bien aux fruits dont il se couvre, que les fruits eux-mêmes à l'arbre qui les porte.

Le prêtre! Qu'est-ce que le prêtre? Doit-il y avoir une chose telle que le prêtre? Est-ce une chose divine que le prêtre? Est-ce du moins une chose humaine? Grandes questions! Ceux qui ont accusé M. Michelet d'abolir le ministère spirituel, auraient dû se les poser.

Le ministre et le prêtre, ce n'est pas une même chose. Le prêtre est un médiateur, le ministre un instrument. Le ministre est un homme, le prêtre est plus qu'un homme, c'est-à-dire qu'il n'est pas un

homme. Le prêtre, c'est la grâce personnifiée, le miracle en permanence ; le prêtre, c'est Dieu. Cela est admirable ou horrible. Cela doit être immense en conséquences, bonnes ou mauvaises. Bonnes ou mauvaises, le catholicisme les porte toutes dans son sein ; car le catholicisme est la religion du prêtre, le catholicisme c'est la prêtrise, rien de plus ni de moins. Et la prêtrise, c'est, en matière religieuse, ce qu'en matière politique est le droit divin.

Le protestantisme peut également se définir en un mot : il a aboli le prêtre, ou si l'on veut, il l'a multiplié. Un seul est prêtre, c'est le Christ, et nous sommes tous prêtres, nous qui croyons en lui. Christ est prêtre par le sacrifice qu'il nous a fait, comme Dieu, de sa gloire, comme homme, de sa chair ; et nous, à notre tour, nous le sommes par le sacrifice de nos cœurs. Mais dans le sens intermédiaire où le catholicisme l'entend, il n'y a plus de prêtre.

L'institution catholique du prêtre, autant qu'il dépendait d'elle, a réintégré le christianisme dans la geôle du judaïsme. Christ, la réalité des figures, avait aboli les figures ; le catholicisme les a rétablies ; il nous a reportés dans la région des ombres ; il a nié, de fait, le culte en esprit et en vérité, la liberté évangélique, la personnalité religieuse. Tout cela est venu peu à peu ; rien ne date des premiers temps ; aucune trace de ces erreurs ne se trouve dans l'Évangile. Le catholicisme a été bâti, comme nos grandes cathédrales, par plusieurs générations, à longs intervalles, et selon les lois d'une



logique lente, mais sûre. Le sacrifice a fait le prêtre; avec le prêtre est venue la hiérarchie; avec elle, le célibat du prêtre; avec le célibat, tout le reste. Et quand la personne religieuse, enlevée à la conduite du Saint-Esprit, s'est trouvée absorbée dans l'Église, l'individualité dans l'universalité, quand l'âme a été remise, par la doctrine de l'*opus operatum*, sous les lois du temps et de l'espace, alors, non du haut d'une croix, mais du sommet d'une autre Babel, on a pu entendre tomber ces mots : « Tout est accompli ! »

De quelle sorte la société civile, qui gravite incessamment vers la liberté, pouvait vivre sous un même toit avec une Église qui, normalement, est la négation de la liberté, on peut se l'imaginer, et l'histoire nous en rend compte. Il y aurait un livre à faire là-dessus, si toute l'histoire moderne n'était pas ce livre-là. M. Michelet n'a voulu voir que la société domestique. Tout autre avantage mis à part, il était mieux placé que nous pour observer. Dans une position moins favorable, que nous sommes pourtant fort éloigné de lui envier, nous nous contentons de raisonner, et nous nous demandons : Au point de vue de la famille, qu'est-ce que le prêtre? le prêtre comme confesseur et comme directeur, deux qualités sans lesquelles, sans la première surtout, il n'y a point de prêtre? Un profond sentiment de répulsion s'élève en nous à cette seule question; et nous le démêlons, tout aussi instantané, tout aussi vif, chez bon nombre de ceux qui repro-

chent à M. Michelet de l'avoir éprouvé et de l'avoir exprimé. Nous les attendons, en tout cas, à l'épreuve. Ils nous diront peut-être alors, maris dévots ou indévots d'une femme pieuse ou du moins d'une femme croyante, de quel œil ils voient, s'ils daignent y arrêter leur regard, le confessionnal et la direction. Nul doute, d'ailleurs, que l'état d'irréligion où vit en général l'un des sexes, n'aggrave le mal ou ne le rende plus sensible. Mais il est sensible, il est réel dans tous les cas. Les confidences à un tiers sont toujours périlleuses, rarement légitimes; la confession obligée ne l'est pas moins, et il n'est pas difficile de concevoir que, sous plus d'un rapport, elle l'est même davantage. Nous la croyons incompatible avec l'état conjugal aussi bien qu'avec le christianisme, et nous sommes heureux de ne trouver pas dans l'Évangile la plus légère trace de ce *rite*. Nous ne parlons pas du fardeau qu'il fait peser sur le prêtre; c'est sous cet aspect surtout qu'il nous paraît *inhumain*. Les prêtres nous le diraient en chœur s'ils l'osaient. Non, jamais la sagesse divine qui parle dans l'Évangile n'a rien institué de pareil.

Ce qu'on peut reprocher au livre de M. Michelet, c'est d'induire à penser que tout le mal de la famille, et par conséquent de la société, est là. Avec le prêtre et la direction de moins, à l'entendre tout irait bien. A prendre le siècle dans l'ensemble de ses tendances et dans son caractère général, le siècle est admirable. Outre ce qui n'est qu'à lui, il a ce

dont le moyen âge se vantait. Il s'entend en mortification, il a ses hommes mortifiés, les écrivains, les industriels, les politiques. M. Michelet se fait-il donc illusion sur ce qui leur manque à tous? Je ne saurais le croire; mais son livre fera aux autres l'illusion qu'il ne se fait pas à lui-même. Et toute la colère qui devrait se distribuer sur tant de têtes, s'accumulera sur celle du prêtre. Est-ce juste? Ne faut-il pas, avant tout, nous accuser nous-mêmes? La famille! dit-on; le sanctuaire de la famille! la liberté de la famille! Ne dirait-on pas que tout est là? Il faut d'abord que la famille soit sainte. L'est-elle? Sans la religion, la famille est-elle ce qu'elle doit être? Où le foyer n'est pas un autel, y a-t-il une famille? Si nous désirons, nous aussi, le prêtre de moins, c'est afin qu'il y ait, dans la famille, la religion de plus. Il en dissimule l'absence, il fait bien pis, et je ne lui en veux pas, il fait confondre, par la multitude, la religion avec le prêtre. Mais de fait l'absence d'une religion spontanée et personnelle fait la puissance et crée la nécessité du prêtre.

M. Michelet paraît faire consister tout le bonheur de la famille dans la paix à tout prix. Il ne faut pas que le mari soit d'un côté de la table, la femme et la fille de l'autre. Que nul tiers ne s'interpose entre les différents membres de la famille, et tout ira bien. Or, le prêtre est ce tiers importun dans une famille où la femme est pieuse, je dis la femme, car l'auteur ne suppose pas que le mari puisse l'être. Il y a plus, il ne présente nulle part la piété du mari

comme une chose désirable. Supprimons donc le prêtre. Mais s'il ne tient qu'à cela, supprimons tout d'un temps la piété, car la piété toujours introduit des tiers. Elle introduit le ministre : point de ministre ; elle introduit une amie chrétienne : point d'amie de cette sorte ; elle introduit Dieu..... dirons-nous aussi : point de Dieu ? Ah ! c'est autre chose, me va dire l'auteur ; Dieu n'est pas un tiers. Quoi donc ? quand la femme est pieuse et que le mari ne l'est pas, Dieu n'est pas un tiers ? Je vous garantis qu'il en est un, et le plus redoutable de tous, et que ce grand principe d'union va devenir un grand principe de division. Mais le devoir pur et simple, le devoir abstrait et impersonnel, ne l'est-il pas aussi ? et le vieil adage : *Amicus Plato, sed magis amica veritas*, ne le dit-il pas ? M. Michelet n'aurait-il jamais, pour l'amour du devoir et de la vérité, rompu avec d'anciens amis ? Il faut donc de deux choses l'une, ou que la vérité ne compte pour rien dans la vie, ou que l'on consente à la voir, sous une forme quelconque, s'interposer dans la famille, entre l'un des époux qui croit et l'autre qui ne croit point. A laquelle de ces deux conclusions le livre de M. Michelet conduira-t-il le plus grand nombre de lecteurs ? A la première, je le crains fort ; et j'ai la conviction qu'un pareil résultat l'affligera plus que personne. Il n'a pas voulu conclure au bannissement de la religion, mais tout son livre y conclut.

On a reproché à M. Michelet d'avoir rompu, dans son livre, avec toute religion positive, et d'avoir atta-



qué comme hérétiques et comme immorales des doctrines qui, loin d'être propres à telle ou telle secte, sont essentielles au christianisme et le caractérisent en face de toutes les religions et de toutes les philosophies. On l'a particulièrement accusé d'avoir médité de la grâce. Sur tous ces points, nous n'hésitons point à l'absoudre. Il est certain tout au moins que la doctrine de la grâce n'est pas un abus ou une exagération du christianisme aux yeux de celui qui s'exprime ainsi : « Rome livra (aux Jésuites) « le *christianisme*, le principe qui en fait le fond, « le salut par le Christ ; » et ailleurs : « Toute la « théologie des Jésuites n'allait à rien moins qu'à « ruiner la base sur laquelle porte le christianisme : « la grâce, le salut gratuit par le sang de Jésus-Christ. » On aurait dû tenir compte des pages vraiment remarquables où l'on voit les Jésuites faisant servir à l'asservissement des consciences l'affaiblissement de la doctrine de la grâce, tandis qu'en tout lieu et en tout temps cette même doctrine a été, en politique et en morale, le symbole et l'étendard de la liberté ; car il ne faut pas le méconnaître, il faut le proclamer avec admiration, jamais le sentiment de la liberté morale, de la responsabilité individuelle et de la personnalité religieuse n'avait été aussi vif, aussi puissant que depuis la promulgation de cet Évangile qui se résume en ce peu de mots : « Le salut par grâce, « par le moyen de la foi. » Et nous trouvons qu'il y a de l'imprudence à accuser M. Michelet d'avoir médité de la grâce parce qu'il a médité du molinosisme.

Entre le molinosisme et la doctrine de la grâce, il y a tout un abîme. L'idée du molinosisme est l'annihilation de la personnalité ou son absorption en Dieu ; l'idée de l'Évangile de grâce, c'est, d'une part, le pardon gratuit, dont la notion n'a rien de compromettant pour la personnalité humaine, et de l'autre la grâce de la foi, qui n'est autre chose que Dieu lui-même parlant au cœur de l'homme avec une éloquence toute-puissante ; car la grâce, dans ce point de vue, n'est qu'une éloquence toute divine. Or cette idée ménage, respecte, suppose nécessairement la personnalité ; elle fait plus, elle en exalte le sentiment. La grâce, c'est un esprit parlant à un esprit ; c'est la consécration et le triomphe de deux personnalités à la fois. Aussi, voyez les effets : nulle part le sentiment de la responsabilité et celui de la liberté humaine ne sont plus vifs que chez les sectateurs de la grâce, et ces hommes n'ont rencontré nulle part une antipathie plus prononcée que chez les adeptes du quietisme. Ce dernier fait souffre des exceptions ; mais il est constant, et si nous n'ajoutons pas qu'en revanche il y a sympathie entre les quietistes et les partisans de la théologie des Jésuites, nous pouvons bien dire au moins qu'un rapprochement entre eux est facile, qu'il a eu lieu souvent, et qu'entre le molinisme et le molinosisme, il y a quelque chose de plus qu'un rapport accidentel de syllabes.

En réclamant pour la personnalité religieuse, M. Michelet a donc porté atteinte à une tout autre théologie que celle de la grâce, et nous ne voyons pas

qu'il ait fait autre chose. Son livre n'est tout entier que cette réclamation, reproduite sous différents aspects, et toujours éloquente. C'est une démarche d'une haute portée. Il peut y avoir, jusqu'à un certain point, de l'individualité sans religion, il n'y a point de religion sans individualité, et la religion affermit et consacre l'individualité en dehors même de la sphère religieuse. Or, l'individualité est à l'homme moral ce que la colonne vertébrale est à l'homme physique. C'est, pour mieux dire, la substance même de l'homme; c'est par l'individualité qu'il atteint à sa véritable hauteur, et tant qu'il reste au-dessous, il peut bien occuper sur la terre la place d'un homme, mais il n'est pas un homme. Si l'homme, comme on l'a dit, est un être religieux, il ne l'est qu'à condition d'être individuel, la religion n'étant autre chose qu'un rapport entre le Moi suprême et le moi de chacun de nous. Tout système d'absorption est par là même un système irrégulier, et l'union, non l'unité, est le vrai nom du rapport qui nous lie à Dieu dans l'acte de l'adoration et dans celui de l'obéissance.

Ce n'est ni une secte ni l'autre du catholicisme qui menace la personnalité religieuse, c'est le catholicisme lui-même; la réforme du seizième siècle a été, sinon formellement, implicitement du moins, la réhabilitation de cette personnalité, ou de ces rapports personnels et immédiats entre Dieu et l'âme, que tout, dans le catholicisme, tend à affaiblir ou, pour mieux dire, à intercepter. En prenant parti pour la personnalité religieuse, M. Michelet n'a pas voté pour cet ensemble

de dogmes qu'on est convenu d'appeler le protestantisme, mais il a appuyé le principe protestant en général, et en montrant qu'il ne trouvait dans la famille, pas plus que nous dans l'Église et dans l'État, une place pour le prêtre, il a pris, en face du catholicisme, une attitude que nous n'avons pas besoin de définir, et au sens de laquelle le catholicisme ne s'est point trompé.

On ne voudra pas s'avouer qu'ici c'est bien le catholicisme, le catholicisme tout entier, qui est en cause. Et ces catholiques, assez nombreux, qui voudraient le catholicisme sans le prêtre, essayeront de distinguer. Qu'ils essayent, en effet, d'enlever la tunique de Nessus sans déchirer Nessus. Il y a autre chose à faire, c'est d'amortir à la fois, s'ils le peuvent, le catholicisme et le prêtre; mais cela ne dépend d'eux ni de personne. L'époque présente ne saurait être, pour le catholicisme, une époque de sommeil; il faut qu'il se réveille ou qu'il meure, et réveiller le catholicisme, c'est réveiller le prêtre.

La forte sensation qu'a faite le livre de M. Michelet ne saurait être stérile. Sa vive éloquence, le nombre et l'originalité de ses aperçus, la générosité de sa pensée ne seront pas l'objet d'une vaine admiration. Il fera réfléchir ceux qui sont capables de réflexion. Quelques lecteurs, et nous sommes du nombre, regretteront ce que son ouvrage a de négatif. Un de nos amis le disait l'autre jour : « On ne détruit que ce « qu'on remplace. » Or, nous ne voyons pas par quoi, dans le cœur de l'homme, dans la vie humaine,



M. Michelet veut remplacer le prêtre; et cela nous étonne d'autant plus que nous croyons reconnaître qu'il a, tout à la fois, le sentiment du vide et de ce qui peut le combler.

## XII.

### LA LIBERTÉ.

3 Janvier 1831.

La liberté ! Ce mot, devenu le mot d'ordre de l'humanité, court aujourd'hui de nation en nation ; c'est une *générale* qui se bat d'un bout de l'Europe à l'autre, et au bruit de laquelle chacun saute sur ses armes. A ce nom magique, comme au son d'une trompette fatale, on voit tomber les vieux retranchements du despotisme, les vieilles traditions s'effacer, tout le passé disparaître. Jamais crise plus profonde ne travailla la société. Préparée par d'autres crises qui resteront toujours fameuses, elle les surpasse toutes, elle les complète, elle les achève, elle ouvre au bruit terrible du tocsin et des canons une ère nouvelle, dont il est impossible de calculer les développements et la durée. Mais si notre prévision ne nous abuse pas, elle amène pour l'humanité une épreuve longtemps attendue : on saura tout ce que l'homme peut faire de la liberté, et tout ce que la liberté peut faire de l'homme.

Au reste, il ne faut point se faire d'illusion, il faut s'entendre sur le sens d'un mot sacramental qui vole de bouche en bouche. Tous ceux qui cherchent la li-

berté ne cherchent pas une même chose, ne poursuivent pas un même but. Sous ce mot de liberté viennent se ranger deux notions non-seulement différentes, mais opposées. L'amour de la liberté est un sentiment éminemment social ou l'instinct le plus antisocial qui fut jamais. Chez les uns, c'est un enthousiasme généreux ; chez les autres c'est, en apparence, de l'enthousiasme aussi, mais en réalité une passion égoïste. Chez les uns, c'est la plus sûre garantie de l'ordre ; chez les autres, c'est presque le désordre.

Il est deux manières de vouloir la liberté. On la veut comme un intérêt ou comme un principe. Ces deux points de vue ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, mais ils sont distincts. Le libéral vulgaire est un homme que la société gêne, qui en souffre impatiemment les entraves, qui a regret à tout ce qu'il sacrifie de ses convenances particulières à des convenances plus générales, qui poursuit de ses vœux l'indépendance absolue de sa volonté. Je n'en fais pas encore un sauvage ; sa raison peut lui apprendre à céder à la nécessité ; il peut être un honnête homme ; mais je l'appelle toutefois un libéral vulgaire. Avec moins de culture, une éducation plus défectueuse, il peut devenir dans l'occasion un instrument d'anarchie ; car pour lui la société n'est qu'un mal nécessaire.

Le libéral d'un ordre plus relevé est un homme à qui la société apparaît comme le but, comme l'ordre, comme l'état normal de l'humanité, et comme éminemment social ; il veut la liberté dans l'intérêt même de la société. C'est pour ennoblir la société qu'il fait

une aussi large part que possible à l'individualité. C'est dans l'intérêt de la société qu'il repousse toutes les contraintes inutiles, vexatoires ou sacrilèges qui corrompraient l'association et lui enlèveraient sa beauté ! Il veut la société, l'union, l'harmonie ; c'est pour cela même qu'il veut la liberté. En un mot, la liberté lui apparaît comme une loi éternelle de la nature humaine, comme un moyen puissant de perfectionnement.

Je le répète ; le premier libéralisme est, dans son principe, antisocial ; le second, social par excellence. Les deux, en se réunissant, peuvent produire des effets immenses ; mais la palme est à celui qui repose sur une idée morale. Dans mon opinion, il est encore assez rare. Il ne sera commun que lorsque la culture, non pas intellectuelle seulement, mais surtout morale et religieuse, sera elle-même devenue commune. A cet égard, je n'hésite pas à le dire, la crise actuelle a pris l'Europe au dépourvu ; il est à désirer que les violentes émotions de la liberté eussent trouvé des âmes mieux préparées, et que quelques années de plus d'une lutte laborieuse eussent, à défaut des concessions pacifiantes, qu'il était si facile de faire, mûri et fortifié l'esprit des peuples. La Providence, dans sa sévérité ou dans sa bienveillance, en a décidé autrement. Nous voici livrés à la liberté. Nous voici en face d'un bien immense ou d'un grand danger. Il faut être libres, mais il faut être justes et modérés. A ce prix seulement la liberté est un bien. Vaudois ! si vous aimez la liberté comme un gage de sécurité, comme



un moyen de perfectionnement, comme un élément social, tenez-vous pour assurés que votre dernière révolution vous a acquis un trésor, et rendez grâces au ciel. Votre liberté, ne l'oubliez pas, vaudra justement ce que vous vaudrez (1).

(1) Cet article a été écrit peu de jours après la révolution qui eut lieu dans le canton de Vaud, le 18 décembre 1830, et il a été publié dans le *Nouvelliste Vaudois* du 5 février 1831. Ce journal était alors rédigé par M. Monnard. (*Éditeurs.*)

### XIII.

#### STATISTIQUE MORALE DES PARTIS POLITIQUES.

1833.

Lorsqu'il se prépare dans l'atmosphère une de ces grandes convulsions par lesquelles la nature semble aspirer à reprendre son équilibre rompu, on voit une sourde et indicible inquiétude s'emparer des êtres animés ; les oiseaux se croisent dans l'air, s'embarrassent dans des circuits superflus, cherchent à la hâte leur nid dont ils semblent avoir oublié le chemin ; la bête haletante aspire avec force un air trop rare ; la feuille même tressaille dans un air immobile ; tout dans la nature semble se recueillir pour une scène redoutable et solennelle ; tout semble, pour un moment, vivre d'une vie commune, dont l'expression commune est la terreur.

Les grandes crises de l'atmosphère sociale sont précédées de semblables pressentiments, qui se révèlent par des symptômes semblables. Pas une feuille qui ne tremble dans cette immense forêt du genre humain. Un instinct confus éveille la crainte dans les dernières profondeurs de la société. Je ne sais quelle vague inquiétude trouble jusqu'à la torpeur de l'homme, dont

l'ignorance et la misère circonscrivent le regard et la pensée dans le cercle le plus étroit. La prophétie est dans toutes les bouches. Il semble, à entendre cet accord d'anxiétés réunies, que l'âme du monde soupire. Quelque part, sans doute, les questions sont nettement posées ; mais partout une question est posée : Où allons-nous ? C'est comme le voyageur endormi dans son char, et que réveille tout à coup le sentiment d'une pente rapide.

Un orage ne vient pas toujours à la suite des pressentiments d'orage. Souvent, après quelques incertitudes dans l'atmosphère, vous voyez le ciel reprendre sa face ordinaire, l'air son élasticité, la nature son aise précédente ; toutefois la révolution atmosphérique a eu lieu, l'équilibre est rétabli, le but de la nature est atteint, et les pressentiments des êtres vivants sont justifiés dans leur déception même.

Il serait téméraire, dans de certaines situations politiques, de prophétiser une de ces terribles solutions dont le fer et le feu sont les agents nécessaires. Dans le monde social comme dans le monde physique, la Providence connaît des diversions imprévues, des dérivatifs puissants. Elle a, dans l'ordre de choses où nous vivons, multiplié, peut-être au delà de notre conception, les chances des solutions pacifiques. Mais elle n'a pas fait, elle ne fera jamais qu'une cause puisse mentir à son effet, un principe à sa conclusion, une idée à son développement. « Elle a tout arrangé « selon le poids, le nombre et la mesure. » Dans la variété des moyens, l'unité du dessein reste.

Cela posé, et jetant à l'écart toute espèce de pronostic, toute prétention à dicter à l'avenir sa feuille de route et ses stations, nous n'hésitons pas à dire que le moment présent est gros de pressentiments et d'attente. La multitude est comme haletante sous l'oppression d'un instinct qui ne la trompe pas. Au sein d'une nature qui ne change point, sous un ciel serein et bienveillant, lorsque nulle cause extérieure, ce semble, ne provoque des convulsions sociales, en un mot, dans un état qui peut se dire ordinaire et régulier, chacun se dit : « Cela ne peut pas durer, il faut que cela finisse ! » Tout le monde attend, tout le monde écoute ; on s'endort la main sur les armes ; on rêve de guerre après avoir raisonné en faveur de la paix ; il semble que toutes les situations soient douteuses et aspirent à se déterminer, que tous les rapports soient forcés et tendent à se libérer.

C'est qu'enfin une grande question, une question nouvelle en partie vient d'être posée dans notre vieux monde. Quelle est cette question ? Il y a longtemps que mille journaux, mille écrits, les mille échos des tribunes politiques, l'ont dit et répété à satiété. C'est le présent qui se détache du passé, le nouveau régime qui se substitue à l'ancien, la chrysalide qui s'ouvre à l'avenir qu'elle retenait captif. Tout cela n'est pas fort clair ; de semblables transformations sont à peu près de tous les temps. L'imperturbable progressivité du monde est autre chose que ce que nous voyons. Comme tout progrès social a lieu par élans successifs, dont chacun, après qu'il



a épuisé sa force, est remplacé par un élan nouveau, il est probable que nous sommes au moment d'un de ces efforts vigoureux, par lesquels se mesure, ainsi que par des nœuds, le mouvement du navire de l'humanité. Mais quel est le nom de ce mouvement? Vers quelles plages tend ce navire? Quel est le véritable accomplissement des destinées de l'humanité? La *foi* nous dit que l'homme ne jette l'ancre que dans l'éternité; que l'éternité est un port, et que les vicissitudes et les révolutions du monde visible sont subordonnées aux plans de Dieu relativement au monde invisible. La *philosophie* n'assigne point de terme définitif au développement des destinées humaines; un perfectionnement graduel, illimité, de l'état social est à ses yeux la destinée complète du genre humain; l'action toujours plus énergique, l'harmonie toujours plus entière des éléments de cette perfection, voilà l'éternelle asymptote de notre espèce. A la tête de ces éléments, notre âge a placé la liberté, terme sous lequel l'égalité est clairement sous-entendue, tour à tour comme garantie et comme résultat de la liberté.

Toutefois il n'y a que des observateurs superficiels et des amateurs d'une fausse concision qui puissent dire, comme nous l'entendons tous les jours : Ce que nous voyons n'est autre chose que la dernière lutte de la liberté. *La dernière lutte!* Elle en soutiendra, de ces luttes, jusqu'à la fin du monde; car, sous toutes les formes possibles d'organisation sociale, la liberté aura des ennemis. *La lutte de la liberté!* c'est la

liberté, et quelque autre chose, luttant contre la tyrannie, et quelque autre chose. Et rien n'empêcherait peut-être de renverser les termes, et de dire : C'est la licence, et quelque autre chose, luttant contre le principe d'ordre, et quelque autre chose. C'est, en d'autres termes, la famille humaine, partagée en deux groupes, dont l'un se presse autour d'un mot, l'autre autour d'un autre mot. De ces deux groupes, lequel est le mieux composé ? Franchement, je serais fort embarrassé de le dire. Il y a, dans chacun, de fort honnêtes gens, dans chacun des hommes pervers. Et pour achever ma pensée, il y a décidément beaucoup plus de sympathie entre les parties correspondantes des deux groupes, qu'entre les membres individuels de chacun des deux. Pour établir des rapports vrais, il faudrait que ces groupes se dédoublassent, pour se reformer ensuite, l'un de tous les honnêtes gens des deux camps, l'autre de tous les hommes pervers : car il n'y a de véritable inimitié, de véritable et profonde divergence de vues, qu'entre les gens de bien et les méchants. Ce sont là vraiment les deux partis entre lesquels le monde est divisé. Tous ceux du premier veulent au fond la même chose, tous ceux du second ont les mêmes desseins. Tous les libéraux gens de bien veulent l'ordre, tous les *stables* gens de bien veulent la liberté ; et pareillement tous les hommes mauvais, sous quelque bannière qu'on les trouve rangés, haïssent mortellement la liberté et l'ordre. Je dis la liberté et l'ordre, car ce ne sont que deux faces et

peut-être deux noms du *bien social*. La liberté n'est-elle pas une partie de l'ordre? L'ordre n'est-il pas une garantie de la liberté? Peut-on aimer l'un sans aimer l'autre? N'ont-ils pas leur racine dans la même région du cœur? Ne sortent-ils pas tous deux de l'idée de justice et de charité comme d'une souche commune? C'est pourquoi je répète qu'il n'y a pas dans le monde des libéraux et des stables, mais des hommes de bien et des méchants.

Quoi qu'il en soit, c'est, pour le moment, la première classification qui a prévalu; et il en résulte les associations les plus monstrueuses et les divorces les plus étranges. L'honnête homme de chaque parti a lieu de rougir des compagnons avec lesquels il lui faut marcher; le libéral, de cette cohue de factieux et d'anarchistes qui se réclament du même mot que lui; le stationnaire, de cette masse d'orgueilleux et d'égoïstes que range autour de lui « la passion abjecte du pouvoir arbitraire. » Chose extraordinaire! ses regards, se détournant de ce qui l'entoure, vont chercher des amis dans les rangs de ses adversaires; et il admire l'espèce de fatalité qui l'associe à ce qu'il méprise, et qui le sépare de ce qu'il estime.

De là vient le caractère singulier et probablement nouveau de la guerre déjà flagrante à nos yeux. C'est une guerre de religion; des deux parts on a divinisé un principe. Mais dans celle dont Gustave-Adolphe fut le héros, les situations étaient plus simples et plus nettes, l'opposition plus entière; aucune cause n'était embarrassée ni confuse de ses partisans; aucune, du



moins, n'avait à se demander si elle n'entraînait point sous ses pas et sous ses drapeaux ses propres ennemis, des ennemis plus redoutables que ceux qu'elle allait combattre. Décidément, ceux qui réclamaient la liberté de conscience et ceux qui la refusaient, étaient adversaires nés ; leur antipathie était profonde : antipodes séparés par toute l'épaisseur du monde moral, ils n'avaient pas, en arrière du sujet de leurs débats, quelque vérité sociale sur laquelle ils pussent s'entendre ; l'inimitié était dans les idées comme dans les sentiments. On comprend ce que dut être une lutte fondée sur de pareils éléments.

Mais, du moins, il y avait dans cette lutte un caractère de liberté morale, dont la lutte qui se prépare ou se consomme ne reproduira pas l'image. L'élément de la fatalité frappera sans doute, dans cette guerre de religion, les regards que l'Esprit de Dieu n'aura pas d'avance tournés vers le ciel. Je dis la fatalité, dans ce sens, que personne ne sera ni libre de choisir sa route entre les deux torrents, ni, entré dans l'un d'eux, d'en remonter le cours, ou de se prescrire une mesure dans la vitesse. Dans chacun de ces deux océans, qui se disposent à heurter l'un contre l'autre leurs deux immensités, la tendance de chaque flot est irrésistiblement accrue de la tendance de tous. Chaque masse pousse et précipite ses chefs. Derrière les idées se ruent les passions ; c'est la croisade de Pierre-l'Hermite sur les pas de Godefroi de Bouillon. Si le choc a lieu, il sera terrible ; terrible comme une guerre de religion, terrible parce que, dans les rapports pure-



ment sociaux, il agitera plus profondément l'humanité qu'aucun de ceux qui l'ont précédé. Les guerres de religion proprement dites, relevant d'un principe immatériel, ne modifiaient l'état social qu'en vertu de ce principe et dans la proportion qu'il commandait. La guerre que nous supposons, empreinte de matérialisme dans les masses, matérialiste jusqu'à un certain point dans son principe même, a pour dernier terme, et peut-être pour dernier but, un remaniement bien plus profond de la société. La charrue de 89 a rencontré une pierre qui l'a fait rebrousser ; le soc n'a reculé que pour revenir avec une nouvelle force contre l'obstacle et l'enlever. Des convulsions intestines accroîtraient l'intensité du fléau : il n'est plus question de guerres territoriales, mais de la guerre de deux principes, qui n'ont pas de limites géographiques, qui soulèvent encore moins des nations contre des nations, que chaque nation contre elle-même. Il y a deux Europes, superposées, entrelacées l'une à l'autre, qui cherchent à se dégager de leurs mutuelles étreintes. Représentants des deux principes qui les divisent, deux géants provoquent, hâteront peut-être la décision qui ne peut se consommer sans eux. Que ne pourra leur présence ? L'ombre qu'ils projettent est une puissance déjà ; sous leurs auspices, de vieilles neutralités, passées en droit public, s'évanouissent ; quand le nom reste, quand il se retranche encore derrière des traités et des serments, la chose a disparu ; et tel pays, dont ce mot était la loi première, est déjà félicité d'être *entré dans l'alliance de la révolution*, ou, suivant une

autre version, d'avoir accepté un glorieux *patronage*.

C'est parce que le choc serait terrible que nous espérons qu'il n'aura pas lieu. Des deux parts, soit humanité, soit prévoyance, on en recule la nécessité. D'une part même, il se peut qu'on redoute le succès presque autant que la défaite. Tel gouvernement, tel système se verrait infailliblement englouti dans sa victoire. A des trophées si funestes, on préférera longtemps encore le maintien d'une situation pénible, et fausse jusqu'à un certain point. Richelieu, vainqueur des huguenots en France, les protégeait en Allemagne. L'étrange complication des intérêts politiques peut reproduire ce phénomène, et la vue d'un gouvernement soutenant à l'étranger un parti entièrement identique à celui qu'il cherche à anéantir dans ses propres domaines, n'a rien, dans l'état présent des choses, qui doive trop nous étonner. Une révolution peut réprimer, *en elle-même*, des développements prématurés; elle n'est point censée par là renoncer à son principe; mais pour l'amour de ce principe, qui est sa vie, il faut quelquefois qu'elle encourage au dehors ce même principe, sous quelque forme qu'il se produise; elle n'est pas libre de choisir; d'indiscrètes amis sont pourtant des amis; et elle se pardonne volontiers de n'avoir pas pour le compte des autres la prudence qu'elle a pour elle-même. De cette situation, sans doute, peut naître la guerre; mais de cette situation naît aussi la force; cette situation, qui est un danger, peut sembler aussi une nécessité; et, bien ménagée, cette guerre, toute d'influence, paraît la plus sûre.

De l'autre part, on fait, négativement, la même offre de ses principes ; on accepte ce qui s'est fait, et, plus ou moins, ce qui se fait encore ; on abandonne ses amis naturels ; on sanctionne par le silence, par le langage, et, s'il le faut, par un concours actif, ce que, dans le fond du cœur, on appelle usurpation et violation du droit des gens ; on usurpe soi-même et l'on intervient sur les points où le retentissement est moins à craindre ; en un mot, on se passe réciproquement tout ce qu'on peut se passer ; mais on n'oublie, de part ni d'autre, qu'on a en tête un principe envahissant de sa nature, et qu'aux termes dans lesquels la question politique, ou, pour mieux dire, sociale, a été posée, aucune conciliation réelle n'est possible. Ainsi donc, l'un va d'un côté, tandis que l'autre va de l'autre ; on se longe parallèlement sur deux lignes dont l'intervalle semble se rétrécir toujours plus ; on évite de se rencontrer, et peut-être on réussira. On a, en faveur de cette chance, le temps, de grands intérêts généralement sentis, des souvenirs toujours présents, et, s'il faut tout dire, un égoïsme éclairé qui partout a envahi la classe qui possède, égoïsme qui n'est pas disposé à sacrifier à des idées beaucoup de sang, ni beaucoup d'or.

Toutefois, nul, parmi les plus pénétrants, ne parierait pour la paix, ni de l'an ni du mois prochain, parce que personne n'a essayé de peser des forces impondérables de leur nature, ou d'analyser des éléments que leur combinaison mutuelle et leur complication soustraient au calcul. Nul aussi, dans la suppo-

sition d'un conflit, et de quelque manière qu'il doive éclater, ne prophétise un dénouement. Qui se promettrait la victoire (je parle ici des principes et non des armées), y serait probablement trompé. Ceux qui voudraient imposer au genre humain leur instinct stationnaire ou rétrograde se trompent s'ils s'imaginent que le vœu de liberté n'est pas descendu dans la masse des esprits; il y a d'autant mieux pénétré que l'objet qu'il invoque se cache sous des nuages splendides. La liberté qu'appellent tant d'échos n'est pas la liberté qu'on aura, mais, en bien ou en mal, la liberté qu'on ne peut avoir; n'importe, c'est la liberté! le plus beau mot de toute langue, si celui d'amour n'existait pas; un mot qui doit sembler beau à tout homme, le nom d'une chose que tout homme veut, par de bons ou de mauvais motifs, et à laquelle, incontestablement, la dignité de l'homme est attachée. « Quand une fois, dit Bossuet, on a trouvé le moyen « de prendre la multitude par l'appât de la liberté, elle « suit en aveugle, pourvu qu'elle en entende seulement « le nom. » C'est au nom de la liberté ou de la gloire qu'on a convoqué les masses, et quand on leur a donné ces deux mots d'ordre à la fois, elles n'ont pas demandé qu'on articulât mieux; elles ont marché. Mais il ne faut pas, d'un autre côté, que le parti contraire s'abuse; il n'y a là qu'un instinct. Il s'en faut de beaucoup que la liberté soit aimée comme principe par les masses autant qu'on se l' imagine. Nos publicistes, qui ont généralement trop peu de connaissance du peuple, parce qu'ils ont trop peu de contact



avec lui, ignorent que les idées politiques, après avoir pénétré avec facilité les premières couches de la société, qui sont les plus minces, s'enfoncent bien moins aisément dans les couches inférieures, les plus épaisses; il y a, en général, dans ces classes, très peu de conscience de ce qui se passe et se pense à la surface, conséquemment très peu de consistance politique; de toutes les libertés, elles n'ont jamais bien compris que celle du sol; et il en est encore aujourd'hui de même, à quelques exceptions près, qu'il faudra chercher exclusivement dans les contrées en jouissance d'une forte culture morale, qui n'est en principe que la culture du sentiment religieux. Ailleurs, il ne faudra pas espérer des populations une grande constance dans une lutte qui n'aura pas pour objet la défense du sol; et surtout, il faudra s'attendre, en cas de revers, à voir ces populations se trouver prêtes pour des maîtres aussi bien que pour des libérateurs.

Si la terrible lutte que nous détournons de tous nos vœux devait pourtant éclater, elle créerait du moins ce que l'Europe demande à grands cris, des hommes. Elle en créerait *un*, peut-être. Mais ces individualités qu'elle aurait fait surgir, seraient obligées de compter avec leur siècle; elles devraient, pour être quelque chose, être leur siècle même, puissamment personnifié; en eux se trouverait la pensée définitive du siècle; de leur bouche sortirait le mot qui doit clore une période. Mais à travers combien de ruines, de sang, de barbarie, l'Europe arrive-

rait-elle jusqu'à ce nouvel *homme-destin* ! Plus malheureuse encore si, pour prix de ses incertitudes et de ses déchirements, elle était mise aux arrêts pour un long temps par un nouveau despotisme militaire ! A Dieu ne plaise ! mais qu'il lui plaise plutôt, au lieu de l'homme de guerre, dont le fantôme apparaît à l'horizon de notre époque, de nous envoyer des hommes de paix, dans la force et dans l'esprit du Prince de la paix !

S'il y avait beaucoup de ces hommes, il y aurait beaucoup de prières élevées tous les jours au trône de la paix.

Il y aurait beaucoup de conseillers dans les cabinets des rois et dans les assemblées des peuples.

Il y aurait beaucoup de soutiens de la justice et de la vérité, qui sont les seules bases solides de la paix.

Nous avons reconnu, dès l'abord, que chacun des deux partis en présence compte dans son sein des hommes de bien. Mais disons franchement la vérité sur ces hommes de bien. L'énergie et la décision ne sont pas de leur côté. Ils sont essentiellement hommes négatifs. Ils ne conseillent pas le mal, ils le font moins encore : ils l'empêcheraient s'ils osaient, mais ils n'osent. Ils n'osent pas même être de leur propre avis. Leur conviction s'épouvante devant les clameurs de l'opinion. Personnellement hardis et dévoués peut-être, ils sont timides devant des mots. Du centre, où les placerait une conviction forte, ils s'esquivent vers la circonférence, et tournoient en

gémissant autour de quelque sophisme. Modérer, et quelquefois seulement colorer le mal, est le dernier refuge de leur conscience : aux réclamations du droit ils opposent la nécessité ; ils plient sous une tempête, qui, d'après eux, ne doit pas durer ; ils attendent de meilleurs jours que leur condescendance n'amènera pas. Au lieu de se dire avec le poète :

Des astres faux conjurons l'influence :

Effroi d'un jour, ils pâliront demain,

ils encensent, avec un sentiment intérieur de mépris, les préjugés du peuple ou les prétentions des castes. Ils voudraient qu'on mît sur la même ligne que les ménagements et les temporisations équitables, des dénis de justice, des abus de pouvoir ou d'influence, des usurpations manifestes, des violations de parole. Tels sont les hommes de bien de l'époque. Certainement les artisans de nos malheurs ont sur eux l'avantage de la clarté, de la conséquence, et, dans un certain sens, du dévouement.

Jamais, ce nous semble, on n'a pu mieux voir que dans nos temps, combien les convictions religieuses sont nécessaires pour donner à la morale de la consistance et de la force. Dans des circonstances graves, dans des affaires où s'amasse une effrayante responsabilité, il faut de la *foi* pour être *juste*. « Faites votre « devoir et laissez faire Dieu ! » Ce cri du vieil Horace n'a d'écho que dans l'âme qui croit à Dieu, c'est-à-dire à un Dieu vivant. Il est difficile d'être entièrement juste, à moins de croire que Dieu pourvoira aux suites, et qu'il se charge de toutes les consé-

quences de notre justice. Or, cette foi, les honnêtes gens du monde ne l'ont guère. Et pourtant tout prouve que c'est à une telle foi que les nations et les individus doivent leur vraie force. En ce moment même, si nous cherchons quelles sont les contrées du monde qui résisteront le mieux, quoi qu'il arrive, aux ébranlements que prépare la lutte des deux principes, nous croyons que ce sont, sans aucune distinction de gouvernement et de théorie politique, celles où la foi religieuse, même altérée, sert encore de base et d'appui à la foi morale, qui, sans elle, se réduirait à un instinct vague, chancelant, incertain de lui-même. La force n'est pas, et ne sera pas dans les États les mieux organisés, mais dans les plus moraux, c'est-à-dire les mieux croyants. Il y a donc urgence à restaurer les bases de la morale, à redonner aux populations une religion, c'est-à-dire l'Évangile; à le prêcher partout, avec instance, avec fidélité, en temps et hors de temps, avant que Dieu prêche avec son tonnerre.



## XIV.

### SUR L'HABITUDE.

1834.

Plus on réfléchit et l'on observe, plus on a lieu de se convaincre du rôle important que l'habitude est appelée à jouer dans la vie humaine. Elle est le second des deux éléments non rationnels et non moraux qui entrent bon gré mal gré dans la nature de notre activité, dans la composition de nos destinées, dans notre individualité même. L'autre des deux éléments est l'imitation. L'imitation et l'habitude sont deux obéissances. L'imitation nous assujettit à l'exemple d'autrui; l'habitude nous lie à nos propres actes et enchaîne notre présent à notre passé. Ce sont, en elles-mêmes, deux dispositions passives, à la puissance desquelles on peut se soustraire plus ou moins, mais qu'on ne saurait absolument renier, et sans lesquelles il est douteux que la société eût pu persister, si même sans elles la société eût pu se former.

On donne, il est vrai, le nom d'imitation à un acte exprès de la volonté, qui s'applique à reproduire certains effets ou certains actes. Mais le même nom désigne le résultat involontaire d'une espèce d'aiman-

tation dont nos semblables semblent doués à notre égard, un penchant irrésistible à nous assimiler à eux sous certaines conditions données, une absorption continuelle des individualités dans l'ensemble, une infusion réciproque des êtres que les circonstances ont mis en contact. Il est presque inutile d'en citer des exemples et des preuves. L'imitation, telle que nous l'avons définie, l'imitation irréfléchie, instinctive et mutuelle, peut seule expliquer la communauté parfaite de langage, d'accentuation, d'habitudes physiques, de mœurs et de préjugés qui se prononce entre les membres d'une même famille, les habitants d'une même ville et les citoyens d'un même État. Il est étrange, et pourtant indubitable, que les opinions se contractent comme les maladies, qu'on *prend* une idée comme on prend la fièvre, qu'il y a des erreurs endémiques, qu'il y en a d'épidémiques; et que, dans certains temps plus agités et plus passionnés, la contagion devient si rapide, si instantanée, qu'elle semble exclure tout à fait la résistance et la réflexion.

Je m'étendrais davantage sur l'imitation si je n'avais pas en vue aujourd'hui l'*habitude* principalement. Elle a les mêmes caractères d'irréflexion et d'instinctivité que l'imitation, et elle n'influe pas moins sur les destinées publiques et particulières.

Sa puissance est si bien reconnue qu'on l'a, de tout temps, mise en réquisition pour le service de l'éducation. Donner de bonnes habitudes a semblé à plusieurs le résumé de la science pédagogique. D'après ce principe, l'homme devrait être ce qu'on a si heureusement

nommé un faisceau d'habitudes. Joignez-y le mobile de l'imitation, qui tend à faire de l'homme un simple reflet d'individualités étrangères, ou plutôt la réflexion de la masse dans l'individu, et vous aurez l'homme-automate, l'homme-machine, dans lequel les passions mêmes ne feront pas exception à la règle ; car ces passions elles-mêmes seront dans le sens de l'habitude et de l'imitation. La passion appartient bien à l'individu ; mais la direction, la forme de la passion sont dominées à son insu par la puissance occulte de ces deux agents. Et vraiment il est heureux que l'habitude ait besoin du temps, et que, dans l'intervalle des actes involontaires qui la caractérisent, la liberté puisse encore, pendant quelque temps, jeter ses propres actes, et devenir elle-même une sorte d'habitude ; sans cela, il ne resterait rien de l'homme dans l'homme.

Mais le même agent qui ne vaut rien comme roi peut être précieux comme ministre. L'habitude, mise au service du bien, est une des grandes forces de notre faiblesse. Il n'y a peut-être pas de volonté si forte, ni de conscience si constamment éveillée, qui s'en puissent passer absolument. Recourir expressément, pour chacun de nos actes, à une raison qui le dicte, à un sentiment qui l'inspire, ne serait peut-être pas toujours possible. On dit que marcher à contre-mont est chose aisée à l'amour ; mais l'amour a ses défaillances ; l'habitude, pour ces moments, nous entraîne sur la pente douce qu'elle a formée. Qui sait même si l'habitude n'est pas un élément subordonné de l'amour ? Ce qui

est certain, c'est que l'affection est le point de départ de l'habitude.

L'habitude ne remplace pas le bien, mais le bien ne peut guère se passer de l'habitude. Elle n'est pas la gerbe du blé nourricier, mais elle est le lien qui serre la gerbe et empêche les épis de s'éparpiller et de se perdre.

Il est même des cas où l'on peut s'estimer heureux de rencontrer, à la place du bien absent, une habitude qui ne soit pas absolument celle du mal, et qui en détourne. Cela est surtout sensible dans la vie des nations. En est-il une seule dont la constitution morale ait été assez forte pour jeter loin de son navire ce lest invisible ? Il y a telle époque où l'habitude est presque l'unique lien qui tienne réunis les divers éléments du corps politique. Ceci tend à montrer la force de l'habitude, rien de plus : elle ne peut pas tenir lieu de tout. Encore une fois, elle n'est vraiment bonne qu'à titre de complément. Vous pouvez lester votre navire avec des cailloux ; mais n'oubliez pas que l'or pèse davantage, et c'est de l'or.

D'ailleurs, il ne faut pas trop se fier à la force même de l'habitude. Une longue habitude est un joug malaisé à rompre ; mais une fois rompu, c'en est fait pour toujours. Autant un acte en sens opposé était difficile à provoquer, autant il est puissant et impérieux lorsqu'on a pu l'obtenir. Il se fait une solution de continuité irrémédiable. Si jusqu'alors on n'avait suivi une direction que parce qu'il n'y avait pas de raison déterminante d'en suivre une autre, il est clair que, cette



raison survenant, elle coupe à jamais la chaîne vive de la tradition. La religion des souvenirs, le culte du passé, seront invoqués en vain ; ils ne sont puissants que lorsque les affections du présent leur correspondent et les justifient. Hors de là, ce ne sont plus que des parfums ; on les respire, on ne s'en nourrit pas.

Il y a, dans la vie de certains peuples, un moment pénible : c'est celui où une habitude a disparu et n'a pas encore d'héritière. Si ce peuple a des convictions morales, le mal n'est ni grand, ni de longue durée. Elles ne tardent pas à devenir le noyau de nouvelles mœurs ; leur force attractive groupe autour d'elles toutes les parties de la vie publique, quelles que soient les formes particulières que cette vie a revêtues. Mais c'est grand pitié que de voir un peuple qui, ayant renié toutes ses traditions, incrédule au passé, mais incrédule aussi à l'avenir, parce qu'il est incrédule à l'œuvre de ses propres mains, ne pouvant se fier à la vertu spécifique d'institutions qu'il a vues, les unes après les autres, mourir au berceau, et enfin, ne trouvant plus dans son cœur, que le scepticisme a lentement vidé, cette primitive constitution, cette charte éternelle, qui est l'appui et la condition d'existence de toutes les autres, s'en va, désorienté, d'écueil en écueil, et pour avoir une route fixe, est réduit à consulter la boussole de l'égoïsme. Un peuple à la fois sans affections et sans habitudes, improvisant sa sagesse au jour le jour, ouvrant sa voile au vent de tous les systèmes, usant sa force morale dans les fatigantes alternatives de l'enthousiasme et du désappointement,

encore une fois, c'est une chose triste à voir. Qui ne voudrait redonner à un tel peuple des habitudes ? Mais qui croirait pouvoir les enraciner dans un autre sol que celui de la conviction morale ? Et qui chercherait ailleurs de telles convictions que dans le domaine de la foi religieuse ?

## XV.

### LE SUICIDE ET LA SOCIÉTÉ.

1834.

Serons-nous les seuls à négliger ce noir sujet, auquel tous les journaux, quelque opinion qu'ils représentent, ont cru devoir consacrer une mention plus ou moins étendue? Certes, notre titre et notre profession de foi semblaient nous engager à devancer nos confrères dans l'exploitation de ce triste à-propos; mais nous l'avouons, à la vue de la confirmation éclatante, quoique négative, que le débordement du suicide est venu donner à nos doctrines, notre première pensée n'a pas été de nous prévaloir d'un si déplorable avantage; hommes avant tout, nous nous sommes épouvantés, et nous avons laissé parler pour nous le suicide lui-même; nous avons laissé à loisir se former dans les esprits d'inévitables conclusions; et, grâce à Dieu, ces conclusions s'y sont formées. A peu d'exceptions près, tous ceux qui ont parlé du fléau, en ont indiqué, fût-ce en détournant la tête, et en rougissant d'une mauvaise honte, le vrai, l'unique, l'infailible remède. Car ici, plus d'hésitation, plus d'alternative possible. La morale humaine, qui se

flatte d'avoir contre tous les vices des spécifiques assurés, qui oppose savamment la nature à la nature et l'égoïsme à l'égoïsme, la morale humaine confesse n'avoir aucun principe à invoquer contre le suicide ; à ce dernier degré de la désorganisation morale, elle sent expirer les ressources de son art ; elle trouverait bien de quoi encourager le suicide et le justifier ; mais si elle répugne à cet affreux moyen de dissimuler son impuissance et de sauver son amour-propre, il faut qu'elle se confesse vaincue, et qu'elle remette son malade entre les mains d'un rival témérairement méprisé, entre les mains de Jésus-Christ.

Le suicide, horrible malheur pour les individus, épouvante des familles et de la société, a pourtant sa place et son emploi dans les plans miséricordieux du Père des hommes. Il a une valeur apologétique. Il est la réduction à l'absurde de l'athéisme, et par là même du déisme, qui n'est qu'un athéisme édulcoré. Il dresse le bilan comparatif de la religion de la nature. Tel est, dans les mystérieux conseils du suprême tuteur de l'humanité, le but de la multiplication de cet attentat de l'homme contre lui-même. Ce but, nous l'espérons, ne sera pas manqué ; et déjà peut-être il est à moitié compris. Une partie au moins de ce monde emporté par la fougue des sens et par l'ivresse du plaisir, aura vu comme une sinistre lumière fendre la nuit trompeuse où il tourbillonne, heureux de ne se point sentir et de ne se point connaître. Il aura eu du moins un moment pour ouvrir les yeux sur le vrai caractère et sur la valeur de ces



jouissances sociales, de ces jeux, de ces arts, de cette prétendue culture, de cette fausse poésie, dont il se forme, l'insensé qu'il est, l'idée d'une exquise civilisation. Du sein de cet incendie où des passions effrénées précipitent la vie du plus grand nombre, il verra, s'il le veut, des feux s'échapper pour allumer dans un moment sinistre l'imagination d'un malheureux, des lueurs homicides s'élancer pour éblouir sa raison, des vapeurs funestes s'exhaler pour enivrer sa pensée. Il verra que cette vie, qui n'est elle-même qu'un long suicide, respire et inspire le suicide :

Le suicide, en effet, n'est que l'expression franche et le résumé sublime d'une vie sans Dieu. C'est la logique de tous, plus rapide chez quelques-uns. La plupart, à force de plaisir, de distractions, de crimes peut-être, conjurent la pensée de mort qu'ils portent dans leur sein. Si ces préoccupations leur manquaient, ils voudraient mourir. L'homme ne peut appartenir qu'à Dieu ou à la mort. Entre ces deux abîmes qui le sollicitent, se prolonge une arête étroite et périlleuse. L'art du monde est de ne la jamais quitter ni du pied ni des yeux. Si le regard, si les pas s'en détachent, il n'y a qu'une alternative. Toute vie mondaine longe le désespoir. Le suicide est un mondain conséquent.

L'acte dont nous parlons est intéressant sous ce premier point de vue, qu'il fait éclater un des traits principaux de la société actuelle : le désespoir. Il peut sembler singulier de caractériser par le désespoir une époque de renaissance politique, où l'espérance convie

à ses magiques banquets une génération tout entière. Mais, au fait, peu de convives prennent place à cette table, et ceux mêmes qu'on y voit assis ne tardent pas à convenir que la chère est un peu maigre. Quand la société devrait bientôt être telle qu'on nous la promet, cette perspective toucherait peu le grand nombre. L'homme ne ressortit que passagèrement à la société; il lui est coordonné pour une partie de son être et pour une période de son existence; mais ses rapports les plus intimes, les plus essentiels et les plus profonds ne sont pas avec elle; ils sont avec l'invisible et l'infini. Il sent, quoi qu'on lui dise, que ses relations avec la société n'épuisent pas toutes les conditions de son être, et n'accomplissent pas sa destinée; les préoccupations individuelles s'enfoncent plus avant dans son cœur que les préoccupations politiques; et si les secondes ont pour un temps le pouvoir de l'arracher aux premières, il est bientôt rendu à celles-ci par le retour du calme social et par la loi de son être. S'il y a peu de suicides pendant les tourmentes politiques, c'est que les âmes malheureuses sont, par ces tourmentes, soulevées et comme suspendues au-dessus de leur désespoir; le calme revenu les y fait retomber; et c'est à la suite des commotions sociales qui ont surexcité et comme exaspéré la vie morale, que ces sinistres attentats deviennent plus fréquents. Un abattement plus profond doit suivre un plus violent paroxysme. C'est que, hors de ces intérêts politiques, qui ne peuvent pas à la longue absorber toute son âme, hors de ces espérances sociales dont je

ne veux pas pour l'heure sonder les fondements et apprécier la solidité, il y a un fonds d'angoisse, d'inquiétude et de malaise, naturel état d'une société que ronge le scepticisme. La première punition de toute âme et de toute société sans Dieu, c'est de ne plus compter sur rien. La croyance première emporte avec elle toutes les croyances; la première des vérités, reculant du terrain de l'humanité, laisse la barrière ouverte et le champ libre à toutes les plus effroyables imaginations. Rien n'est vrai dans le monde moral pour qui ne croit pas en Dieu; et comme Jésus-Christ est la définitive et dernière formule de la foi en Dieu, il est très vrai de dire que, hors du christianisme, il n'y a point de certitudes morales. Les bases primitives de la société, les lois de la morale, les affections de la nature, vérités soudées à la grande vérité, dès lors détachées de leur centre, descendent honteusement au rang des problèmes. Tout peut se soutenir, même l'exécration, tout peut se nier, même l'indispensable. L'intérêt, la nécessité tiennent encore unies les anciennes combinaisons; mais dans l'esprit tout se débande, s'éparpille, se perd. N'a-t-on pas tout récemment entendu des voix nombreuses réclamer l'abolition d'un lien sans lequel aucune société ne serait possible à la longue, je veux dire le mariage? Pouvait-on porter la hache plus près de la racine? Il y a dans cette doctrine toute une profession d'athéisme. Le jour où retentit ce premier coup est une date dans l'histoire du dix-neuvième siècle et de l'âge moderne.



En un mot, la société, rassemblée sous le vaste récipient d'une machine pneumatique, sent peu à peu se raréfier autour d'elle l'air dont elle fait sa vie. Le vide devient toujours plus parfait, l'asphyxie toujours plus imminente. Il nous semble qu'on a pu suivre à l'œil les progrès de cette opération funeste qui sou-tire à l'âme toutes les vérités qui sont sa naturelle atmosphère. Il nous semble qu'on a pu, par voie apogogique, comme disent les logiciens, constater par l'absence de l'élément vital, la nécessité de sa présence et de son action. On avait cru que l'homme pouvait vivre sans croire ; il se trouve, au contraire, que croire est sa vie, et qu'il n'est pas plus à son aise hors de la foi, qu'un poisson ne l'est hors de l'eau. Quand la grande idée de Dieu planait sur la société, de cette idée, vivement saisie par les uns, vaguement admise par les autres, sortaient et se répandaient dans le monde une foule de convictions morales, fermes, vives, incontestées ; ruisseaux purs où s'abreuvaient ceux mêmes qui n'avaient pas su remonter jusqu'à la source. On vivait dans un monde de réalités, on marchait d'un pas assuré sur un terrain qui ne cédait pas sous les pieds ; on s'endormait plein de confiance au monde moral, aussi certain de le retrouver au réveil, que le soleil dans les cieux. Aujourd'hui tout cède, tout s'enfuit sous le pied, sous la main, sous le regard. On achèterait à prix d'or le plus vulgaire axiome. On embrasserait comme un sauveur celui qui vous remettrait dans l'âme le plus commun des lieux communs de la morale. On serait heureux de croire à



son âme, en attendant de croire en Dieu. Mais, ô précepteurs des peuples, ô écrivains, est-ce de vous qu'il faut attendre ce service? Chacun de vos chefs-d'œuvre élargit l'abîme. La littérature du jour a pour thème le désespoir. Une inexprimable tristesse respire dans la plupart de ses productions. Je ne parle pas de son immoralité. Je ne parle pas de ses conceptions hypertragiques. Ce sang, ces cadavres, ces boucheries, épouvantail des enfants, nausée des gens de goût, n'attristent pas des âmes d'hommes. Une âme d'homme s'attriste de ce qui la dégrade. Or, nous ne sommes ennoblis ni par ce que nous voyons ni par ce que nous sommes, mais par ce que nous croyons. Notre dignité consiste dans notre foi. Sans les convictions morales, qui ne relèvent d'aucune expérience, mais d'elles-mêmes, l'homme est un être dégradé. Et que faites-vous donc qui ne vous dégrade, hommes de la plume et de la lyre? Ce venin est partout; il pénètre dans tous les genres et dans tous les écrits; il y a un parfum d'athéisme dans les livres les plus recherchés et les plus lus; les plus gracieuses productions, les plus riants opuscules, répandent je ne sais quelle odeur de mort, je dis de cette « mort seconde, » celle des croyances, celle de l'âme. Ne portez pas la main à ces charmantes fictions, n'abordez pas ces suaves écrivains; ils ont une parole qui glace, ils ont un regard qui tue...

Mais, lorsque revenant de mon trouble funeste,  
J'admirais sa douceur, son air noble et modeste,  
J'ai senti tout à coup un homicide acier  
Que le traître en mon sein enfonçait tout entier (1).

(1) RACINE, *Athalie*. Acte II, scène V.

Sans doute ces écrivains ont commencé par subir l'influence que maintenant ils exercent ; mais enfin ils l'exercent. Ce n'est pas assez dire , ils en réunissent, en aiguisent dans leurs écrits tous les traits meurtriers ; ils donnent au désespoir général son expression la plus poignante ; ils procurent conscience à l'âme de ses angoisses et de son malheur. Quoi plus ? ils s'en rient, ils essayent de l'en faire rire elle-même, ils tirent vanité de leur pénétration négative, et se plaisent à faire dire qu'on sort d'auprès d'eux navré et flétri. D'autres ont jadis « emmiellé le vase salutaire à « l'enfant ; » eux, c'est de fiel qu'ils en enduisent les bords ; et, chose mémorable, c'est ce fiel précisément qui attire. Les âmes se repaissent avidement de ces poisons ; chacun s'appesantit avec une complaisance funeste sur l'idée de son malheur. On quitte ces lectures, l'esprit et l'âme en désordre, on en sort comme d'une débauche, le cœur affadi, l'imagination noircie, haïssant, haïssable, respirant de loin le malheur et la mort, incrédule au ciel, à l'homme, à la vie, sans principes, sans règle, sans convictions.... et l'on y retourne pourtant. Alors, que le moindre choc survienne, et donne un noir commentaire à cette noire lecture ; tout ce qui, du ciel et du jour, restait encore ouvert, se voile et s'obscurcit ; et de la même épouvante dont serait saisi l'homme qui, levant les yeux au ciel, le verrait soudain privé de tous ses astres, non plus ciel, mais vide ténébreux, sans un autre ciel au-dessus, sans mesure, sans bornes.... de la même épouvante frissonne l'homme qui ne trouve plus au-

dessus de sa tête les convictions morales, éternelles étoiles de l'âme, et qui, en même temps, sent manquer sous ses pieds, cette terre où ses pieds s'enracinaient avec un amour insensé ; et alors, à la plus indicible horreur, à une terreur plus forte que celle de la mort et de l'enfer, à un instinct dont la tristesse est au-dessus de toutes les descriptions (car un tel moment n'aura jamais de peintre fidèle), il se laisse tomber dans un noir abîme, où sa chute donne un écho retentissant au mot du siècle : DÉSESPOIR !

Les journaux allemands nous racontèrent, l'an dernier, l'aventure d'une jeune somnambule, qui, dans une nuit sombre, sortit par une lucarne de la petite chambre qu'elle occupait dans les combles, et, tout endormie, se promena longtemps sur le toit à la vue d'une foule tremblante et silencieuse, qui délibérait vainement sur les moyens de la sauver. Rêvant d'une fête prochaine, elle préparait ses atours, elle fredonnait de gaies chansons ; et toujours mesurant d'un pas sûr la pente du toit (car son sommeil la préservait), elle s'avavançait jusqu'à la gouttière, où elle s'asseyait, et d'où, de temps en temps, interrompant son travail, elle se penchait en souriant vers la rue ; et alors mille cœurs battaient avec violence dans mille poitrines, comme s'ils eussent dû les faire éclater ; mais le silence n'en était que plus profond. Plusieurs fois elle s'éloigna de la limite fatale, plusieurs fois elle y revint, toujours souriant et toujours endormie. Mais tout à coup, à une fenêtre vis-à-vis, brille une petite lumière, les yeux de la somnambule la rencontrent, elle se ré-

veille, on entend un cri déchirant, puis une chute mortelle.... Son réveil l'avait tuée ! — Hélas ! hommes sans foi et sans Dieu, hommes dont ce monde est le dieu, qu'êtes-vous que des somnambules, qui marchez endormis au bord de l'abîme, chantant aussi peut-être, et rêvant à des fêtes, protégés par votre sommeil, mais portant, comme cette infortunée, la mort avec vous ? Qu'une petite lumière vous sorte de vos rêveries ; que le réveil vous surprenne au bord du toit, vous aussi vous chanceliez, vous tombez, vous mourez. Ceux qui ne tombent point étaient-ils moins somnambules que vous, moins égarés, moins exposés à la mort ? Non, tout mondain porte en soi le germe du désespoir, toute vie sans Dieu est grosse d'un suicide. Le *suicide* ne paraît *actuellement* que dans quelques cas isolés ; il est *virtuellement* partout (1).

(1) Ces réflexions, insérées dans le *Semeur*, devaient avoir une suite que M. Vinet n'a pas écrite. (*Éditeurs.*)



## XVI.

### RÉSIGNATION ET CHARITÉ.

(A l'occasion d'un article de M. CHAUDES-AIGUES dans la  
*Revue de Paris*.)

1837.

« Aujourd'hui, moins que jamais, la résignation est  
« permise. Aujourd'hui que, grâce à la persévérance  
« infatigable de nos pères, nous sommes appelés à  
« poser les fondements d'une société nouvelle, ne se-  
« rait-ce pas une lâcheté véritable que de se croiser  
« les bras en regardant le ciel?... »

« La charité ne peut plus passer pour une vertu  
« dans un temps où l'égalité des hommes est procla-  
« mée. Les hommes ne peuvent plus accepter l'humili-  
« ation de l'aumône après avoir nié les droits des  
« favoris de la fortune, et souffleté leurs ridicules pré-  
« tentions. »

C'est ce qu'atteste et munit de son seing M. Chau-  
des-Aigues dans la *Revue de Paris* du 19 février.

Tout ce qu'il y a en nous, non pas de christianisme,  
mais de philosophie, se soulève contre ces grossiers  
sophismes. Quelle tâche, quel dégoût que d'avoir tous

les jours à en relever de pareils ! Quelle douleur de penser qu'une foule de jeunes gens les accueillent avec empressement, et s'en font une cuirasse contre les vérités proclamées de concert par la religion et par la nature ! Ramassons pourtant cette poussière et pesons-la, puisqu'il le faut. Après cela, qu'on s'en empare, si l'on veut, et qu'on s'en nourrisse !

« La *résignation*, selon M. Chaudes-Aigues, consiste à croiser les bras en regardant le ciel. » Mais qui lui a permis de dénaturer la langue, et de faire mentir les mots ? Qu'il appelle comme il lui plaira la disposition qui porte certains hommes à passer leur vie les bras croisés en regardant le ciel ; mais que, pour la nommer, il ne nous enlève pas un terme réservé dès longtemps à un tout autre usage. Quel mot nous donnera-t-il, en échange, pour désigner l'acte volontaire d'une âme forte et tendre, qui remet avec confiance entre les mains du Dispensateur suprême les dons qu'elle en a reçus, et, par cet acquiescement spontané, imprime aux accidents de la fortune, aux pertes de la vie, le caractère d'un sacrifice et le mérite d'une offrande ? Si cette disposition n'existe pas et ne peut exister, qu'on le dise ; si elle est méprisable, qu'on le dise encore ; mais si elle est à la fois réelle et conforme à la dignité humaine, qu'on lui rende hommage et qu'on lui laisse un nom.

Lorsque, poursuivant l'œuvre de nos pères, nous aurons fondé une société nouvelle, croit-il, M. Chaudes-Aigues, que les douleurs n'y trouveront point de place ? ou pense-t-il que la gloire de cette institution

nouvelle endormira, charmera toutes les douleurs? A-t-il conjuré loin de cette nouvelle humanité les calamités naturelles, la haine, la calomnie et la mort? N'y aura-t-il plus de souffrances involontaires à convertir en volontaires sacrifices? Le progrès social consolera-t-il de tout? N'arrivera-t-il pas en toute vie un de ces moments où le fort lui-même se sent faible, et où, jeté dans le désert de la douleur, il cherche des yeux un asile? Et, en tout cas, la sympathie, et la religion, cette sympathie divine, ne doivent-elles leur aide qu'aux forts?

Je vois à côté de moi un homme de la nouvelle génération, homme de progrès et d'espérance, contraint, après quelques années d'une tendre union, de céder à la mort sa jeune épouse. M. Chaudes-Aigues lui rappellera la persévérance infatigable de nos pères, et, lui montrant du doigt les fondements de la société nouvelle, lui prouvera qu'il n'a rien perdu et qu'il n'a point à se résigner. Moi, je lui ai dit de « croiser les bras et de regarder le ciel. » A qui de nous deux sa douleur donnera-t-elle raison?

Laissons donc, une bonne fois, cette vaine fantasmagorie d'une société-modèle qui doit tenir lieu à l'homme du ciel et de Dieu même; et, au nom du christianisme, qui, ayant été la religion des âmes fortes, des hommes de volonté et d'action, a bien le droit aussi d'être celle des faibles, au nom du christianisme, qui se glorifie d'enseigner aux forts une sainte faiblesse, et aux faibles une sainte force, confessons sans honte la vraie condition de l'humanité,

et permettons-lui de remplacer une soumission orgueilleuse aux lois du destin par cette résignation qu'on essaye vainement de flétrir, et qui est puissance et liberté, puisqu'elle est amour ! La résignation est le courage de la douleur chrétienne (1).

Du reste, quand l'intérêt social devrait absorber tout l'homme, la victoire de la société est-elle si assurée, si prochaine, et sera-t-elle si complète, qu'il faille, dès ce moment, mettre la résignation au rebut ? Si l'individu ne doit plus la connaître, la société elle-même, qui est l'homme nouveau des nouveaux systèmes, n'en aura-t-elle jamais besoin ? Sait-elle tout son avenir ? Prévoit-elle tous ses combats, toutes ses douleurs, tous ses mécomptes ? Est-ce bien connaître l'âme humaine que de lui refuser un garant, une caution solidaire, que dis-je ? un œil ami, dont son œil puisse, dans les hauteurs du ciel, rencontrer le tendre regard ? L'homme est-il donc un être si complet, si absolu, qu'il puisse à lui-même se servir de point d'appui ? L'humanité est-elle son propre Dieu ? est-elle le Dieu de l'homme ? Et, pour elle comme pour l'individu, les actes de résignation ne sont-ils pas les haltes de l'espérance ?

De même qu'il n'y a plus de place pour la résignation dans l'ère de la souveraineté du peuple, des bateaux à vapeur et des chemins de fer, de même la

(1) Der ist ein Ritter, ist ein Krieger,  
Der in des Kampfes Schranken fällt ;  
Doch wer nicht klaget, ist ein Sieger,  
Und wer nicht seufzet, ist ein Held !

H. v. MALTIZ.



charité n'est plus une vertu « dans un temps où l'égalité des hommes est proclamée, etc. »

Quand la société devrait être, par les bienfaits de l'égalité, toute saturée de bonheur, et quand le bonheur par sa nature devrait exclure l'exercice de la charité, il ne s'ensuivrait pas que la charité, prise dans sa notion, dût changer de caractère; aucun fait extérieur ne peut réagir sur une notion, et la charité n'eût-elle plus d'occasion, n'existât-elle plus que par hypothèse, elle n'en serait pas moins, en elle-même, une vertu. Pourquoi nous force-t-on à relever de semblables paralogismes? Nous ne le faisons, en vérité, qu'avec pudeur.

Ramenons donc la pensée de l'écrivain, non pas à la vérité, c'est impossible, mais à l'état d'intelligible erreur. Voici la thèse qui nous reste entre les mains : La charité, dans l'ordre nouveau, est destituée; que peut-on en faire au milieu de l'égalité universelle? Lequel, parmi tant d'*égaux*, voudrait subir l'humiliation de l'aumône?

L'égalité proclamée doit, selon notre auteur, fermer pour jamais la porte à la charité. Il faut convenir que cette thèse n'a pas encore les apparences pour elle. Nous sommes déjà, ce me semble, passablement *égalisés*, et la charité ne laisse pas de trouver çà et là quelque prétexte pour se montrer, ou du moins pour agir. Moi qui vous parle, j'ai dans mon quartier une centaine d'*égaux*, qui, je vous assure, accepteraient volontiers de moi, pour leurs enfants du moins, quelques bons aliments ou quelques vêtements chauds;

et qui sait s'ils ne m'en feront pas la demande à la prochaine assemblée électorale de ma section, où je les rencontrerai votant, en liberté de conscience, contre l'éligible auquel j'ai réservé mon suffrage. Cette égalité, dont nous avons déjà un peu plus que la *proclamation*, laisse encore subsister dans la société assez de souffrances? Ces électeurs hâves et déguenillés ne s'engraissent pas à voter, à moins pourtant qu'ils ne vendent leur suffrage, ce qui ressemble plus au larcin qu'à la mendicité, et ne vaut guère mieux, pour la dignité humaine, que « l'humiliation de l'aumône. » Je veux croire que leur souveraineté finira par les nourrir et les vêtir ; mais jusque-là ils vous sauront gré peut-être de ne pas décourager la charité.

Il y a des choses qu'il faut voir. M. Chaudes-Aigues n'a peut-être jamais rencontré, à midi ou vers le soir, se traînant hors de leurs terriers, ces êtres à l'attitude gênée, à la démarche vacillante, au visage terreux, ces prisonniers qu'on relâche deux instants par jour sur la parole de la faim, plus malheureux encore lorsque tout d'un coup on les licencie définitivement, pères, mères, enfants, et qu'ils errent autour de leurs cachots de la veille, redemandant avec larmes, avec fureur peut-être, leurs chaînes et du pain. Dans mon pays, les mâles de cette race, parvenus à l'âge mûr, deviennent électeurs de droit et de fait. Par pitié pour eux, M. Chaudes-Aigues, accordez un sursis à la charité ; laissez-la, avant qu'elle sorte de ce monde, emporter quelques-uns de ces citoyens, de ces hommes libres, de ces membres du souverain, vos égaux et les

miens, dans les pans de son manteau. Donnez-lui quelques jours encore pour consoler et bénir tant d'infortunes que l'égalité n'a pas encore guéries; permettez à ces misères d'essuyer et à la charité d'infliger quelques affronts encore.

Votre monde futur sera ce qu'il pourra; le nôtre est ce qu'il est; la misère et la charité sont au nombre des pièces dont il se compose; mais votre société elle-même se pourra-t-elle passer de la charité, si la charité est quelque chose de plus que l'aumône?

Oh! le merveilleux pays, où sans doute il n'y aura ni haine, puisqu'il n'y aura point d'offense à pardonner, ni douleur, puisque nul ne souhaitera d'être consolé, ni mort, puisqu'on n'y pleurera plus avec ceux qui pleurent, ni danger pour le corps, ni tentation pour l'âme, ni courroux céleste à conjurer, ni paradis à conquérir, puisque aucune âme ne s'enquerra de la condition d'aucune âme! Car tout cela, ce sont autant d'offices de la charité, cette chose chrétienne, cette chose divine, dont M. Chaudes-Aigues peut lire les caractères dans le chapitre XIII de Paul aux Corinthiens, et contempler la réalité dans la vie et dans la mort du Christ; la charité, qui, s'élevant au-dessus des préférences, des sympathies, des convenances mutuelles, cherche et embrasse dans chaque homme l'homme lui-même, l'homme tout entier, la créature et l'image de Dieu; qui l'aime à ce titre seul, l'aime odieux ou aimable, hostile ou bienveillant, honorable ou méprisé, l'aime invisible, étranger, inconnu, l'aime dans son âme, l'aime en Dieu! La

société nouvelle n'aura-t-elle point affaire de cette chose-là ? Si cette chose ne doit point s'appeler charité, comment donc s'appellera-t-elle ? Est-ce à la langue que vous en voulez ou aux idées ? Sont-ce les mots que vous rejetez, ou sont-ce les choses ? Parlez, expliquez-vous, afin qu'on ne pense pas plus longtemps que, dans votre société nouvelle, il n'y a d'emploi ni pour la résignation, ni pour la charité, ni par conséquent pour Dieu, qui est l'objet de l'une et la source de l'autre ; parlez, afin qu'on ne haïsse pas ce que vous voulez faire aimer, et qu'on ne s'épouvante pas de vos espérances !

Au fait, il est trop étrange qu'après tant de protestations et contre tant d'évidence, on s'obstine encore à confondre la charité avec l'aumône. Il est difficile de croire que l'erreur sur ce point soit tout à fait involontaire. C'est bien à la charité qu'on en veut, parce que la charité, c'est le christianisme. L'amour des hommes pour l'amour de Dieu, l'amour de l'âme de l'homme dans l'homme, l'amour humble qui se rapetisse volontiers et s'anéantit, l'amour, enfin, naissant du mystère de la croix, cet amour, malgré la douceur généralement sentie de quelques-uns de ses fruits, a des caractères qui ne vont pas à l'orgueil de nos espérances ni à la hauteur de nos desseins, et qui pourraient contrarier dans son développement l'œuvre *humanitaire*. Le secret de cette longue méprise est là. Nous la signalons une centième fois, pour la dissiper. Nous produisons, après mille autres, ce que mille fois on a refusé de voir. Nous le faisons aujourd'hui.



d'hui, nous le ferons demain et toujours; car nous ne sommes point disposé à dire après Polyeucte :

Mais que sert de parler de ces trésors cachés  
A des esprits que Dieu n'a pas encor touchés ?

Car qui peut dire si ce n'est pas par ce moyen même que Dieu a résolu de les toucher? Jésus-Christ ouvrit avec un peu de boue les yeux d'un aveugle-né. Heureux si nous pouvions être cette boue entre les mains du Sauveur!

## XVII.

### DES ACCUSATIONS PORTÉES CONTRE LA SOCIÉTÉ.

1840.

C'est une chose convenue entre une centaine de beaux esprits, dont chacun éveille un millier d'échos, répercutés eux-mêmes par d'autres milliers, c'est, dis-je, une chose convenue que l'auteur de tous les maux répandus dans la société, c'est la société elle-même, fonctionnaire négligent, sentinelle endormie, dépositaire infidèle, qui, chargé de pourvoir à tout, ne pourvoit à rien. Cette plainte est de notre siècle, ce langage lui appartient; la société, il y a deux siècles, il y en a trois, ne fonctionnait guère mieux qu'aujourd'hui; car il n'y avait pas moins de souffrances, et elles ne lui étaient pas moins imputables, et cependant on ne se plaignait pas de la société, peut-être parce qu'elle n'était pas encore entrée en fonctions, et que, dans un certain sens, elle n'existait pas encore. Si l'on se fût plaint de quelqu'un, ce n'eût pas été de cet être abstrait, mais du gouvernement ou du prince, qui, en acceptant un pouvoir sans limites et sans contrôle, s'était tacitement engagé à donner aux hommes beaucoup de bonheur, en attendant l'égalité et la

liberté, qui n'étaient pas encore inventées. Eh bien ! il n'y avait pas non plus de clameur contre le gouvernement, mais seulement, çà et là, quelques petits cris bien vite étouffés, afin que la postérité, édifiée de ce silence, enviât l'ère fortunée des gouvernements absolus. Aujourd'hui l'on crie, et tant qu'on veut, quoique, selon toute apparence, on ne souffre pas davantage, quelques-uns vont jusqu'à dire qu'on souffre moins ; et cette multiplication de cris ne marque probablement qu'une vue plus distincte et plus complète des misères générales, plus de besoins peut-être, et certainement plus de liberté. Les malheurs factices mis à part, il y a bien sans doute pour celui qui sait voir et qui regarde, assez de misères pour justifier la plainte ; il n'est pas étonnant que la vivacité de l'accusation soit moins en raison de ce qui est, qu'en raison de ce qu'on voit ; mais encore pourquoi donc aujourd'hui est-ce à la société que tout le monde s'en prend ?

La société, si je ne me trompe, c'est tout le monde, en sorte que, à dire vrai, c'est tout le monde qui accuse tout le monde. Dira-t-on que, par société, on entend l'arrangement social ? Mais à qui donc, mauvais ou bon, cet arrangement doit-il être imputé ? N'est-ce pas à tout le monde encore ? Il faut répondre. Si l'on dit : Non, mais c'est à un petit nombre, c'est à quelques-uns, c'est à un seul, je demanderai si tout le monde n'est pas plus fort que le petit nombre, que quelques-uns, et surtout qu'un seul. Ah ! me va-t-on répondre, c'est que tout le monde n'est pas d'accord, c'est que jusqu'à présent la seule unité sociale saisis-

sable, réelle, à défaut d'une meilleure, se trouve dans le concert de quelques-uns, ou dans la volonté d'un seul. Tant pis ; mais commencez donc à mettre tout le monde d'accord, à faire vouloir à tout le monde la même chose, et autre chose que ce que veulent ces quelques-uns, ou ce que veut ce seul homme. Ensuite, nous verrons.

Il n'y a pas de sens à accuser comme une personne la société qui n'est pas une personne ; mais il y a du sens à se plaindre de l'état de la société, notamment de ce qu'on appelle l'anarchie des idées, ou de ce qu'il vaudrait mieux appeler l'absence des convictions, la dissolution des principes, et la mort des instincts. Mais comme une société n'a ni convictions, ni principes, ni instincts, c'est aux individus à en avoir pour elle ; c'est à tout le monde à réformer tout le monde ; c'est, du moins, au petit nombre qui sait et qui peut, à venir en aide à ceux qui ne savent ni ne peuvent, et surtout à leur apprendre à venir en aide à eux-mêmes. Procéder autrement, c'est vouloir, comme disait un sage, enfoncer le coin par le gros bout.

Il n'est pas inutile, il est nécessaire de dire que la société va mal ; il le faut faire dans l'intérêt des individus, sur la destinée desquels les institutions publiques exercent, directement ou indirectement, une grande influence. Mais à quoi bon détourner sur la société une accusation que personne n'acceptera, précisément parce qu'elle s'adresse à tout le monde ? A quoi sert à la plupart des hommes de pou-



voir, plus pertinemment, se dire : Cela va mal ? Tous, dites-vous, sont coupables du mal de chacun ; soit : mais chacun, aussi, n'est-il pas coupable du mal de tous ? Et ce que vous appelez *tous*, n'est-ce pas, au bout du compte, chacun ajouté à chacun ? L'accusation, si l'on accuse, ne tombe-t-elle pas sur chacun ? Le devoir ne concerne-t-il pas chacun ? Qui doit le remplir ? Chacun. Qui commencera ? Chacun. Sachez le persuader à tous : voilà l'initiative qui vous est dévolue ; mais ne mettez pas le fardeau sur les épaules de tout le monde à la fois : car tout le monde, dans le sens où vous l'entendez, ce n'est personne.

La voie est lente, dit-on, des individus à l'ensemble : mais qu'importe si, en fin de compte, il faut faire ce chemin-là ? car toute réforme de l'ensemble est illusoire quand une réforme des individus n'y correspond pas. L'œuvre collective peut concourir avec l'œuvre individuelle ; mais l'action de celle-ci sur celle-là est bien plus importante et plus sûre. L'opinion contraire est une des erreurs capitales de ce siècle de lumières. Chacun dédaigne l'action sur les individus, non-seulement comme lente, mais comme chétive ; nous voyons nombre de gens affairés à la conversion de l'espèce, à la guérison de l'espèce, et qui semblent dire à leurs plus proches voisins dans la vie : « Ayez patience ; vous aurez votre part du résultat total que nous ne manquerons pas d'obtenir. » Quand la société, par nos soins, sera devenue ce qu'elle doit être, elle vous donnera, au physique et au moral, tout ce qui vous manque ; nous la

« convertissons pour qu'elle vous convertisse ; laissez-  
« nous la restaurer, afin qu'elle vous restaure. Ce  
« sera son affaire : la nôtre est de songer à elle. »

Si, à travers les individus qu'on néglige, on va droit à la société, vous pouvez bien croire qu'il y a un individu qu'on néglige avant tous les autres ; et cet individu, pour chacun, c'est lui-même. On ne s'avise pas de se dire : En attendant que chacun fasse son devoir, je vais toujours faire le mien. Non, quand tout va si mal, ce n'est pas la peine que tout aille mieux chez moi. — Comme si c'était là la question ! comme si le bien que je fais n'avait de prix que comme partie du bien général ! comme si la méchanceté de tous pouvait me dispenser d'être bon ! Notre premier devoir envers la société, si l'on veut absolument voir là toute la question, c'est d'être exigeants et sévères envers nous-mêmes ; et celui qui sait fort bien ce que tout le monde doit faire, mais qui ne sait pas ou ne veut pas savoir à quoi lui-même est obligé, est un membre moins précieux de la société que celui qui ne sait pas le devoir des autres, mais qui connaît exactement le sien, et qui le pratique comme il le connaît. Les *Éloges* de Fontenelle nous ont conservé la mémoire d'un homme pour qui « le bien  
« public, l'ordre ou plutôt tous les différents éta-  
« blissements particuliers d'ordre que la société  
« demande, toujours sacrifiés sans scrupule, ou  
« même violés par une mauvaise gloire, étaient les  
« objets d'une passion vive et délicate. Il la portait  
« à tel point, ajoute le spirituel biographe, et en

« même temps cette sorte de passion est si rare,  
« qu'il est peut-être dangereux d'exposer au public  
« que, quand il passait sur les marches du Pont-  
« Neuf, il en prenait les bouts qui étaient moins  
« usés, afin que le milieu, qui l'est toujours davan-  
« tage, ne devînt pas trop tôt un glacis. Mais une si  
« petite attention s'ennoblissait par son principe; et  
« combien ne serait-il pas à souhaiter que le bien  
« public fût toujours aimé avec autant de supersti-  
« tion (1)? » Je ne sais si je me trompe; mais, à ne  
prendre de l'action que son principe, qui sans doute  
en a inspiré au même homme bien d'autres, le savant  
dont parle Fontenelle me paraît avoir été un excellent  
*socialiste*.

Il est naturel que ceux qui accusent la société de  
tout le mal, lui demandent aussi tout le bien; leurs  
prétentions à cet égard sont incroyables, et ne laissent  
rien en dehors d'elles. Si elles sont fondées, et si, un  
jour, elles sont satisfaites, en vérité, il fera beau voir  
et bon vivre. La société sera organisée de manière à  
prévenir toutes les souffrances ou à les guérir toutes  
de sa propre main; en sorte que la charité indivi-  
duelle pourra donner sa démission. Parce que tout  
le monde (au sens socialiste) sera dévoué, personne  
ne sera obligé, ou plutôt personne n'aura occasion de  
l'être. Pouvons-nous parler autrement, quand nous  
voyons tous les jours des hommes d'esprit rendre la  
société responsable de toutes les souffrances indivi-  
duelles, même de celles auxquelles la charité indivi-

(1) FONTENELLE, *Éloge de Des Billettes*.

duelle eût pu porter remède, et qui relèvent naturellement de cette charité-là? Il faudrait savoir d'abord si, même dans l'état actuel de la société (dont nous ne voulons pas, certes, faire l'apologie), il n'est pas possible aux individus d'empêcher beaucoup de mal et de faire beaucoup de bien, et si la quantité et la gravité des souffrances ne viennent pas surtout de ce que les individus qui ne souffrent pas ou qui souffrent moins, renvoyant tout à la société, c'est-à-dire à un autre arrangement, se demandent à eux-mêmes peu de chose. Nous croyons, franchement, mettre le doigt sur la plaie. Un jeune homme, entraîné par son ambition dans le gouffre de Paris, y meurt de faim, au milieu des hommes distingués dont il avait sollicité l'appui, et qui, le lendemain de sa mort, racontent avec un accent pathétique comme quoi il est mort de faim. Cette élogie, vers la fin, tourne à la satire et à l'invective; contre qui? contre le siècle et la société. Vous verrez qu'ils reprocheront au siècle de ne lui avoir pas donné à dîner, et à la société de ne lui avoir pas acheté des bottes. Mais quand il serait vrai que l'infortune de ce pauvre jeune homme tiendrait à l'état de la société, cet état même de la société tient à vous, tient à nous tous. La société, c'est vous, c'est moi, c'est tout le monde; c'est un, deux, dix, mille, cent mille hommes, plusieurs millions d'hommes; des hommes toujours, toujours des individus, tous responsables, tous tenus à ce que vous demandez à la société, qui, elle-même, étant impersonnelle, n'est tenue à rien. Et ne craignez-vous



pas, en n'accusant jamais qu'elle, en n'adjurant jamais qu'elle, de faire oublier à ses membres et d'oublier vous-mêmes, que vous devez faire ce qu'elle ne fait pas, et que si elle est mauvaise, vous devez, *pro parte virili*, la rendre bonne? Distinguez bien, d'ailleurs, les maux qui viennent de la société de ceux qui n'en viennent pas. Dans la société la mieux réglée, l'homme qui ne le sera pas, portera la peine de son orgueil et de ses imprudences.

Mais de toutes les prétentions la plus inconcevable est celle qui demande à la société pour l'individu ce que jamais la société n'a donné ni ne donnera, et ce que, tout bien considéré, elle reçoit elle-même de la main des individus, autant du moins qu'elle peut le recevoir. De quoi parlé-je? De la religion. Voici un autre jeune homme à qui la société a donné (puisque c'est la société qui donne tout), a donné, dis-je, non-seulement du pain, mais encore des terres, un château, de beaux ombrages, un horizon pour le plaisir des yeux, toutes les délices de la vie naturelle et de la vie sociale. N'allez-vous pas vous plaindre de ce qu'elle lui a donné, à lui seul, ce dont elle eût pu faire la part de dix autres? Vous ne vous en avisez pas; le seul à plaindre en cette affaire, le seul malheureux, c'est cet heureux précisément. La société (voyez quelle distraction!), la société a oublié de lui donner une religion. L'infortuné, faute de ce bien-fait, attendu en vain, est tombé malade de panthéisme, est mort de panthéisme! Et là-dessus on s'écrie : « Qu'a-t-elle donc fait pour notre éducation

« morale et que fait-elle pour nos enfants, cette société  
« conservée avec tant d'amour et de soin ? » Mais moi,  
je demande : Qu'avez-vous fait, vous, pour l'éducation  
morale de cette société ? Quelle religion lui avez-vous  
donnée, ou quelle religion lui avez-vous ôtée, à cette  
société qui n'a point de religion et qui ne peut point  
en donner ? Ne sera-t-on pas bientôt las de ces phrases  
vides de sens, et de ces entassements de mots dont  
on ne parvient jamais à faire la somme ? Si vous at-  
tendez que la société vous donne une religion, que  
la société vous élève, vous attendrez longtemps. N'at-  
tendez pas. Laissez un moment l'univers en repos, et  
songez à vous : l'univers se retrouvera plus tard.  
Songez à vous, puisqu'il s'agit de religion, c'est-à-  
dire de la chose la plus individuelle, la plus sociale,  
si vous voulez, puisqu'elle est le vrai ciment de toute  
société, mais la moins sociale aussi, puisqu'elle naît  
et réside dans les convictions de l'individu. Veuillez,  
d'abord, avoir une religion pour vous ; et si vous  
n'en voulez pas pour vous, mais seulement pour tout  
le monde, faites-nous la grâce de n'en point vouloir.  
Ce n'est pas une âme religieuse que celle qui, dans  
la religion, voit tout premièrement un intérêt social,  
et en qui cet intérêt seul fait naître l'idée et le désir  
d'une religion. Ici le socialisme fait défaut et tombe  
en contradiction avec lui-même : il sent le besoin de  
la religion, c'est-à-dire d'une vie spontanée de la  
conscience, et il prétend que la société, qu'il fait an-  
térieure à la religion, fasse présent d'une religion à  
chacun de ses membres, comme elle pourrait lui faire

présent d'un manoir, d'une charrue et d'un arpent de terre. L'homme veut faire la religion, et non la recevoir : il ne veut donc pas de religion.

Le christianisme a patiemment gravité des individus vers la masse. Il n'a pas prétendu avoir une société chrétienne, d'abord, pour avoir ensuite des individus chrétiens. Le socialisme, qui n'est pas patient (*patiens quia æternus*), veut avoir d'abord une société morale, laquelle pourvoira à former des individus moraux. Cela paraît plus court ; mais ce qui est impossible est toujours très long. Il faut croire que le vide, le déclamatoire et le danger de ces théories frappera bientôt tous les yeux. Mais toute chose a sa raison, même ce qui n'est pas raisonnable ; et ce n'est pas un phénomène sans signification que la successive naissance et la chute successive des différentes écoles socialistes. Le philosophe chrétien y devrait prendre garde. Las et dégoûté de toutes les chimères, il doit remonter à leur source et y trouver pour lui-même un avertissement. Le point de vue socialiste ou social est aussi contenu dans le christianisme, parce que le christianisme contient tout. Si les uns exagèrent ce principe, les autres peut-être le négligent injustement. C'est un point sur lequel les amis du progrès religieux devraient porter leur attention.

## XVIII.

### DE LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE.

(A propos des *Maximes politiques à l'usage de la démocratie nouvelle*, de M. EDOUARD ALLETZ.)

1844.

Il peut être utile, il peut aussi être superflu d'avertir que cette *démocratie nouvelle* est la démocratie française. Sous le titre le plus général, un livre de politique publié en France est presque toujours un livre sur la France et sur le moment présent. Le lecteur qui voudra s'instruire à cette lecture devra sans doute étendre et généraliser bien des choses. Ce n'est pas que le fait très vaste, le fait européen désigné sous le nom de *Démocratie nouvelle*, n'ait été le premier et le véritable objet de ce livre et ne s'y trouve caractérisé dans ce qu'il a de général. Toutefois il n'y apparaîtrait pas sous toutes ses formes principales, et peut-être que si l'auteur eût étudié sur place celles que son pays ne lui fournissait pas l'occasion d'observer, si, sur ces *espèces* du *genre*, il n'eût pas été réduit plus ou moins à l'induction, il eût modifié la forme et quelquefois même le fond de ses observations.



Un livre formé de pensées éparses a son avantage et surtout son agrément ; il a aussi ses inconvénients. Il n'y a pas eu entre l'écrivain et le lecteur une conférence préliminaire, des explications préalables, sur le sens des termes principaux, sur le point de vue du livre entier ; on s'est embarqué ensemble pour un assez long voyage sans se bien connaître, sans bien entendre la langue l'un de l'autre ; et peut-être sera-ce en débarquant qu'un mot qui, d'entrée, eût tout éclairci, tout facilité, sera prononcé par hasard. Ainsi, à ne s'en tenir qu'au début de ce petit livre, on pourrait imputer à l'auteur de confondre l'avènement des classes moyennes avec l'avènement définitif et le triomphe complet de la démocratie, si, beaucoup plus tard, on ne lisait que « le perfectionnement de la démocratie nouvelle consistera à appliquer de plus en plus l'esprit d'égalité qui coule du christianisme, en mettant le plus grand nombre possible des membres de la communauté en état d'être initiés à des droits que leur ignorance les rendait inhabiles à exercer. » La même pensée ressort du passage suivant : « Prédire le triomphe de la démocratie sur les bourgeois, quand tout le monde peut devenir bourgeois, c'est prophétiser qu'il n'y aura plus de paresseux ni d'ignorants ici-bas. Je le souhaite de toute mon âme. » On voit que la démocratie, dans le sens de M. Alletz, est moins un état qu'une faculté, moins une admission qu'une admissibilité, moins un terme atteint, une position occupée, qu'une carrière ouverte, le point de départ d'un développement, abstraction

faite du mode, de la vitesse et même du terme final ; en un mot, l'idée de démocratie, chez M. Alletz, est relative et progressive, au lieu d'être immobile et absolue comme chez les absolutistes de l'école démocratique. Néanmoins, le sens absolu, le sens puritain du mot *démocratie*, paraît être avoué comme le vrai dans cette autre phrase, où se résume toute la pensée du livre : « Nos institutions sont une double victoire sur « l'aristocratie qu'elles mobilisent et sur la démocratie « qu'elles tempèrent. » On peut conclure de cette phrase que ce que l'auteur, à l'ordinaire, et dès le titre de son ouvrage, appelle *démocratie*, n'est pas tant la démocratie, au sens littéral de ce mot, que l'aristocratie mobilisée, ou, si l'on aime mieux, la démocratie en expectative. Quoi qu'il en soit, M. Alletz, avec qui bientôt toute l'Europe sera d'accord, veut, sous le nom de démocratie ou de *polycratie* (terme plus exact), le libre passage ou la libre ascension des individus d'une classe à l'autre ; mais pour lui les *classes* existent encore ; elles ne finiront toutes, une seule exceptée, qu'en se vidant peu à peu dans cette dernière ; mais jusque-là il y aura plusieurs classes, qui ne pourront pas également prétendre au pouvoir, et l'individu, libre d'aspirer à tout, ne le sera pourtant que sous une forme déterminée, c'est-à-dire à la condition d'être préalablement promu dans la classe qui exerce le pouvoir ; il peut s'élever, rien ne l'en empêche absolument, mais il ne le peut qu'à travers les classes, et ces classes, on le comprend, ne peuvent se distinguer que par des caractères extérieurement ap-

préciables, c'est-à-dire qu'il ne suffira pas, pour participer à la gestion ou à la surveillance des affaires du pays, d'être intelligent et laborieux, il faudra de plus revêtir les signes palpables, l'estampille légale de l'intelligence et du travail. Telle est la démocratie de M. Alletz : elle ne se confondra avec la démocratie absolue que lorsque la classe moyenne aura absorbé toutes les classes au-dessous d'elle. Jusque-là il y aura deux classes dans la société : les citoyens actifs et les citoyens passifs (au sens politique), les majeurs et les mineurs, les tuteurs et les pupilles, des actionnaires et des gérants non responsables. Or, quand le peuple se divise en deux ordres, sans plus, comment parler d'une classe moyenne ou intermédiaire? Entend-on qu'il y ait une troisième classe, qui soit à la fois au-dessous de la classe moyenne sous le point de vue politique, et au-dessus d'elle sous tous les autres rapports? Cela ne se conçoit que d'une aristocratie dépossédée, et, comme il ne peut être question d'une exclusion légale, c'est un état transitoire, qui semble ne pouvoir durer qu'aussi longtemps que l'ancien régime boudera le nouveau. Ce fait accidentel et passager ne constitue ni une forme de gouvernement ni un système politique. A moins donc d'admettre que le pouvoir, qui se refuse à certaines classes, comme inférieures, se refuse également à d'autres comme supérieures, et que ceux-là se voient frappés d'incapacité ou d'indignité politique, qu'une opulence trop ancienne, ou une trop exquise culture, ou un emploi libéral de leurs loisirs, sépare ou du moins distingue



de la classe qui ne présente pas dans son aspect général tous les mêmes caractères, il faut que la classe moyenne, puisqu'elle comprend tous les citoyens actifs, renonce à un nom qui ne lui convient plus.

Si l'on nous disait qu'il ne s'agit point, il est vrai, d'une exclusion légale, mais de la prépondérance *de fait* des classes que M. Alletz désigne, sans les définir, sous le titre de *moyennes*, nous croirions pouvoir dire que ce système, faux en lui-même, serait un des moins favorables à la dignité d'une nation. Le monopole du pouvoir par la classe intermédiaire ne lèguerait rien de grand à l'histoire; une république purement bourgeoise ne ferait que des choses bourgeoises; c'est à l'aristocratie ou à la franche démocratie qu'est réservé le sublime en politique; et s'il est vrai que le temps de l'aristocratie soit passé, la politique bourgeoise ne s'élèvera au-dessus d'elle-même qu'en devenant, de bourgeoise, populaire. Il est remarquable, au reste, que l'auteur n'admet pas le gouvernement des classes moyennes sans un correctif assez important : ce correctif, c'est la monarchie (Maxime CLII). Là où manquera celui-là, il y en aura quelque autre, par cela seul qu'il en faut un. Chacune des idées dont se compose l'idée d'une nation trouve à la longue son point d'appui, et un état, pas plus qu'un navire, ne peut être à la merci d'un milieu unique. Les idées des classes intermédiaires sont trop spéciales, je ne dis pas pour contribuer, mais pour suffire à la grandeur d'une nation. C'est plus haut ou plus bas, quoique sous des aspects et des moments différents, que se trouvent



les idées qu'on peut, par opposition, appeler générales. Nous cherchons, dans ces réflexions, à compléter le résultat de notre lecture ; mais nous aurions voulu nous en dispenser ; notre ignorance et notre paresse auraient su gré à M. Alletz de deux définitions qu'il a jugées superflues : celle des classes *moyennes* et celle de leur *avènement*.

Une chose, en tout cas, est parfaitement claire : M. Alletz veut bien que les barrières tombent entre les individus comme tels, mais il laisse subsister celles qui séparent les classes, et il faut que l'individu franchisse ces dernières pour arriver au pouvoir, ou, pour mieux dire, à toute la dignité de citoyen. Beaucoup de gens refusent le nom de démocratie à la démocratie de M. Alletz ; ils y voient, dans la rigoureuse acception du mot, une aristocratie flottante, ou ce que lui-même appelle une aristocratie mobilisée, mais enfin toujours une aristocratie ; et le système politique de notre auteur leur paraît une hérésie, décorée d'un nom usurpé.

Nous ne sommes pas de ceux qui s'engagent volontiers dans cette controverse abstraite. Nous nous bornerons à dire que nous ne comprenons pas plus le droit divin de tous que le droit divin d'un seul, s'il est vrai que la société ait un but objectif, un objet supérieur à elle-même, et qu'au lieu d'être une simple association d'intérêts, un compromis entre les passions, elle soit tenue de réaliser le juste et le vrai. Or, dans bien des cas, le juste et le vrai seraient sacrifiés, s'ils pouvaient devenir des questions de majorité.

Une chose voulue par le plus grand nombre n'est ni juste ni *sociale* par cela seul; elle peut être, au contraire, exécrable et subversive de toute société; et fût-elle voulue par tous à la fois contre un seul, elle ne doit point se faire. Que si l'on objecte que certains objets seront naturellement réservés et mis à l'abri, c'est un cercle vicieux qui fait sourire : ne faudra-t-il pas pour cela une convention, et d'abord une délibération, dans laquelle, comme dans toute autre, la majorité prononcera, et sur quoi? sur le vrai absolu! Il n'y a, à parler exactement, de système vrai que la théocratie, qui n'est pas un système, mais un fait, ni même un fait ordinaire et constant, mais un miracle. Que faire? il faut pourtant arriver; et pour arriver, il faut partir. Quelques-uns pensent que ce n'est pas le point de départ, mais le chemin et le but qui importent; d'autres, et ce ne sont pas des membres de la république de M. Alletz, veulent que le point de départ soit pris dans le droit, et ils ne veulent voir le droit que dans l'égalité absolue de tous et dans l'égale participation de tous au gouvernement de la société. Voilà ce qu'on appelle par excellence la démocratie, que Thucydide, il y a deux mille deux cents ans, définissait en ces termes : « Comme notre gouvernement « n'est pas dans les mains d'un petit nombre de ci-  
« toyens, mais dans les mains du grand nombre, il a  
« reçu le nom de démocratie. » Thucydide n'eût pas appelé démocratique le gouvernement actuel de la France; la France, à son tour, qui sur son sol ne con-

naît pas d'esclaves, n'appellerait pas démocratie la république de Thucydide.

Au bout du compte, la nature des choses est le principe des principes; et cette nature des choses, qui n'est pas une abstraction, mais un fait vivant, finit toujours par surnager sur les abstractions. Jetez du haut d'une tour un objet léger par une extrémité et pesant par l'autre, il tombera, quoi que vous fassiez, sur le côté pesant. On ne peut très longtemps exclure les vraies capacités, ni durer longtemps sous le concours égal de toutes les incapacités. On peut bien anticiper, intervertir l'ordre des époques, ou diguer le fleuve du temps : mais aucune violence faite à la nature des choses ne reste impunie, ni ne reçoit la consécration de la durée : l'ordre se rétablit par le désordre même; ou bien les ressorts se détendent, se faussent, ce qui est encore un désordre.

Quoi qu'il en soit, la religion de la démocratie se partage en deux sectes ennemies : l'une ayant pour mot d'ordre l'admission successive de toutes les capacités, à mesure qu'elles se constatent; l'autre la supposition, non pas peut-être de la capacité, mais du droit de tous, capables ou non capables, en vertu de leur qualité d'hommes et de mâles et d'adultes.

Comme système, et sous le point de vue purement logique, la dernière de ces théories (contre laquelle d'ailleurs nous avons vu s'élever une difficulté assez grave) a peut-être quelque avantage sur la première, à qui elle peut toujours adresser cette objection embarrassante : Les gens à qui vous conférez le droit de



constater et de mesurer les capacités, devraient se récuser; car ils sont juges et parties; ils n'ont ni mission pour faire ce qu'ils font, ni mesure pour le faire congrûment; et toute leur œuvre, à la bien prendre, se réduit à ceci : Exclure le plus grand nombre et se camper au pouvoir, soi et les siens. Cette conquête fonde un pouvoir de fait, mais n'établit pas un droit.

Il en est du problème politique comme d'une courbe dont les extrémités cherchent en vain à se rejoindre; la Providence les laisse à distance l'une de l'autre; Dieu se tait, mais il fait incessamment concourir les lumières générales et l'action du christianisme à nous sortir de ce dédale; il se charge de résoudre par les faits des questions insolubles en elles-mêmes. La société, sous cette double influence, qui ne lui épargne pas, mais qui lui adoucit d'inévitables secousses, la société marche, non-seulement vers une distribution équitable du pouvoir, mais vers l'égalité des droits politiques, à la suite de cette grande conquête de l'égalité des droits civils. Ce n'est pas, à la vérité, dans l'égalité des droits politiques qu'elle trouvera son repos (car, dans tel temps et dans telles circonstances données, elle peut n'y trouver que le trouble et la guerre), mais bien dans *la vérité de cette égalité*, en d'autres termes dans l'égalité des capacités qui correspondent à l'exercice élémentaire ou primaire du pouvoir politique. C'est bien là la pensée fondamentale du livre de M. Alletz; et aucune des conditions essentielles de ce progrès ou de ce problème ne semble lui avoir échappé.



Nous n'essayerons pas de recomposer la théorie politique qui, dans ce livre, se brise en mille éclats brillants. Et dans le fond, elle y est moins exposée que supposée ; la démocratie *nouvelle* étant donnée, M. Alletz écrit des *maximes à son usage*. Nous voulons seulement relever celles de ces pensées qui révèlent l'esprit de l'auteur, et que nous appellerions volontiers la morale de sa politique. Cela ne sera pas superflu. En effet, ce que l'on serait tenté d'appeler la doctrine générale de l'auteur (nous voulons dire l'extension progressive du pouvoir politique à tous les membres de l'association) est moins encore une doctrine que l'énoncé d'un fait ; et entre gens qui proclament cette nécessité ou qui prédisent cet avenir, il peut y avoir des différences auprès desquelles la ressemblance qui les unit pourrait sembler assez superficielle. Il y a des questions plus vitales, plus intimes que celle sur laquelle ils se trouvent d'accord, et c'est sur ces questions qu'il faut recueillir la pensée de M. Alletz, pour bien connaître la couleur et, en quelque sorte, l'individualité de son livre. On la connaîtra, ce me semble, assez bien après avoir lu les maximes suivantes :

« Le mépris pour les hommes est le plus grand  
« écueil des princes. »

J'ajouterais seulement que cet écueil existe aussi pour les gouvernements républicains, et que plus d'un s'y est brisé.

— « La commune est au pays abstrait ce que la  
« révélation est au déisme. »

— « Je reconnais l'amant de la vraie liberté et  
« le sincère ami du bonheur des hommes à une  
« haine vigoureuse contre la centralisation adminis-  
« trative. »

— « Un député salarié n'est plus qu'un employé  
« dans une manufacture : peu importe qu'on y fa-  
« brique des lois ou du coton. »

— « Quand les fonctions législatives sont gratuites,  
« le plus beau rôle appartient aux députés pauvres :  
« sont-elles rétribuées, la balance de la considération  
« penche du côté des riches. En effet, dans le pre-  
« mier cas, plus un membre de cette assemblée au-  
« rait besoin d'un traitement, plus il fait preuve de  
« générosité. Dans le second, il laisse à penser qu'il  
« n'a brigué l'honneur de voter des lois que pour  
« faire meilleure chère. »

— « Il n'y a pas d'autre moyen de diriger la dé-  
« mocratie que de la rendre chrétienne. »

— « Le danger des sociétés modernes n'est pas  
« dans l'accroissement toujours plus rapide du nombre  
« des hommes ayant des lumières, mais dans la dimi-  
« nution de plus en plus sensible des hommes ayant  
« des croyances. »

— « La démocratie sans vertu est le plus grand  
« fléau des sociétés humaines. Elle conduit tout droit  
« à la tyrannie militaire. »

— « Vouloir satisfaire en même temps tous les in-  
« térêts, avoir cent mains pour fermer toutes les bou-  
« ches qui crient, faire quelque chose pour chacun,  
« donner un peu à tous, c'est d'une politique timide,

« mesquine, pleine de petitesse et menacée d'avortement. »

— « Il y a des gens qui veulent rétablir la morale par la politique, mais on ne ramène la morale que par elle-même, tandis qu'on doit arriver à un système politique par des principes qui tiennent à la morale. »

— « Refuser la liberté à un peuple parce qu'il ne saurait pas en jouir, c'est prononcer qu'il sera toujours esclave ; car c'est par l'exercice de la liberté que les hommes s'initient aux vertus qu'elle réclame. »

— « Si nous cherchons la doctrine cachée qui prévaut dans notre pays à travers le chaos d'opinions et d'idées dont se forme la politique du jour, nous reconnaitrons un reflet de ce déplorable panthéisme professé en Allemagne par de fortes intelligences, mais aveuglées par l'esprit superbe du dogmatisme philosophique. »

— « Faire une loi qui blesse la religion, c'est s'insurger contre Dieu ; y désobéir, ce n'est pas s'insurger contre le prince. »

S'il fallait prouver que M. Alletz est un observateur attentif et pénétrant, soit des hommes, soit des choses, nous pourrions citer un grand nombre de ses maximes, également remarquables par la finesse de la pensée et celle de l'expression. Il nous serait, au contraire, très difficile de le surprendre en flagrant délit de lieu commun, dans un sujet où les hommes de lettres, qui font de la politique en amateurs (et ils

en font aujourd'hui presque tous), ont fait abonder le lieu commun :

— « Le roi d'un peuple ennuyé est comme la sultane des *Mille et une Nuits*, qui doit chaque jour « la vie à un conte nouveau. »

— « Les demi-grands hommes passent d'une idée « à une autre ; les vrais grands hommes passent « d'une idée à ses effets. »

— « Pour bien gouverner, il faut pouvoir faire les « fautes qu'entraîne la passion et ne pas les faire. »

— « Gouverner, c'est *penser l'action* d'une infinité « de créatures. »

— « Plus un peuple est libre, plus le pouvoir judiciaire y est fort. »

— « Je ne sais trop si à la réputation d'avoir du « génie on ne doit pas préférer celle d'avoir du bonheur. »

— « La pénétration en politique est toute négative ; elle se borne à prévoir ce qui est impossible. »

— « Plus un homme est éminent, plus ses pensées « s'élèvent au-dessus de celles de la majorité. Cependant son triomphe tient à persuader à cette majorité « que les plans qu'il a conçus viennent d'elle-même, « et de l'amener si bien à penser comme lui qu'elle « s'admire dans tout ce qu'il fera. »

— « Les choses humaines ne s'enchaînent jamais « de conséquence en conséquence, comme les parties d'un raisonnement ; un esprit prompt et étendu et une excellente mémoire conviennent mieux



« au gouvernement qu'une raison profonde et un  
« esprit logique. »

— « Chez les esprits médiocres, la première in-  
« tuition est assez bonne, mais ils la gâtent par la  
« réflexion. Pour les hommes supérieurs, tout est d'a-  
« bord confus parce qu'ils voient trop de choses :  
« vient ensuite le rayon de soleil qui dissipe les  
« nuages et montre l'horizon. »

— « Le gouvernement d'une monarchie démocra-  
« tique pourra se contenter, sans se manquer à lui-  
« même, d'une très faible majorité dans le parlement.  
« Les ministères y seront rarement homogènes, et  
« représenteront, par la diversité des opinions assises  
« au conseil, la diversité des influences qui se com-  
« battent dans la nation. »

— « *Que voulons-nous?* Nos embarras intérieurs  
« cesseraient si tout le monde pouvait, en France,  
« répondre à cette question. »

En effet, toute vie individuelle veut un but : n'en serait-il pas de même de la vie d'une nation ? Et une nation peut-être s'en passe moins qu'un homme. Mais s'il est nécessaire qu'une nation ait un but, il serait à désirer qu'elle le trouvât sans le chercher. L'auteur a raison de souhaiter une réponse à cette question : « *Que voulons-nous?* » Nous souhaiterions, nous, que la réponse eût précédé la question. C'est dans l'indécision qu'est le mal, ou que le mal se révèle ; et une telle question amène difficilement une réponse vraie.

Je livre d'ailleurs ce petit nombre de pensées à

l'examen du lecteur ; toutes ne sont pas évidentes, il s'en faut ; mais par cela même, elles ne paraîtront que plus remarquables, si, après examen, on les trouve justes. J'ai quelques doutes sur la justesse de deux autres maximes, que je vais transcrire :

« La civilisation tourne dans le même cercle : déjà  
« trois fois elle a passé tour à tour, dans le monde,  
« de la religion à la poésie et aux beaux-arts, de la  
« poésie et des beaux-arts à la philosophie, et de la  
« philosophie aux sciences naturelles et exactes ;  
« nous sommes aujourd'hui à la fin de la quatrième  
« épreuve. Cette époque est celle qui voit le règne  
« des sciences : si la loi que nous avons signalée se  
« perpétue, nous devons rentrer bientôt dans l'ère  
« de la religion. »

Voilà un de ces passages où M. Alletz, qui n'est pas coutumier du fait, nous paraît avoir sacrifié à la mode. Rien, en effet, n'est plus à la mode que ces cycles, fondés sur une vue partielle des annales de l'univers. Il faudrait qu'une telle série se fût produite plusieurs fois dans l'histoire générale ou dans celle d'un peuple particulier, pour que cette série devînt loi. Si on ne l'a observée qu'une fois, ou si, pour en multiplier l'apparence, il faut passer d'un peuple à l'autre, et voir la continuité du temps indépendamment de l'unité du lieu, une base aussi artificielle ne peut pas fonder une conclusion sérieuse. J'aurais voulu que M. Alletz nommât le lieu et le temps. En attendant qu'il le fasse, je dirai qu'à prendre la chose *à priori*, je doute un peu de cet

ordre constant et de ce retour identique des mêmes phases. Chacune de ces phases n'a-t-elle, en vertu de sa nature, qu'un seul antécédent et qu'un seul subséquent possibles? La religion ne peut-elle aboutir qu'à la poésie, la philosophie qu'aux sciences exactes? Pour cela il faudrait au moins que ce qu'on appelle religion, poésie, philosophie, fût partout et toujours identique; alors seulement il serait permis de présu-mer que chacun de leurs retours aura les mêmes contre-coups et les mêmes suites. La preuve *à poste-riori* ne nous paraît pas plus frappante. « La civili-  
« sation, dit l'auteur, tourne dans le même cercle. » Il ne peut être question de celle du monde entier, qui n'a jamais été *un*, et qui ne tend que d'hier, pour ainsi dire, à cette unité, à laquelle sans doute il doit parvenir; à peine se pourrait-il agir de la civilisation de l'Europe, dont la solidarité morale, encore incom- plète aujourd'hui, ne date pas, en tout cas, de bien loin. C'est donc dans un seul et même pays qu'il faut chercher ce phénomène. Mais, en supposant que tous les mêmes éléments doivent surgir l'un après l'autre, sera-ce nécessairement dans le même ordre? Les conditions, en général, le point de départ, en parti- culier, sont-ils partout nécessairement les mêmes? La Grèce (et dans la Grèce les différentes républiques dont elle se composait), Rome, l'Inde, les États-Unis d'Amérique, présentent-ils leurs phases dans le même ordre? Ne s'élève-t-il pas, sous la main de la Provi- dence, des causes puissantes d'interruption ou de diversion? Mais enfin, quand l'ordre indiqué serait

fatal, je vois peu d'intérêt à le présenter sous le point de vue de sa fatalité, et particulièrement à faire de la restauration de la religion une affaire de date et une question de tour de rôle. La religion ne refluerait pas parce que c'est son tour; elle ne devra pas son crédit renouvelé au discrédit ou au dépérissement de la poésie, de la philosophie et des sciences exactes; elle n'a pas besoin que rien de tout cela s'écarte pour lui faire place; toutes ces nobles filles de l'intelligence humaine, ayant eu la religion pour nourrice et pour seconde mère, ne peuvent être toujours avec elle dans l'incompatibilité que l'on suppose; et il me semble que, si l'on veut parler de phases, il est permis, après toutes celles que l'on signale, d'en prédire une de plus, qui ferait correspondre, si l'on veut, à la *démocratie nouvelle* une *civilisation nouvelle*, une phase où l'on verra le développement religieux concourir ou du moins coexister avec tous les autres développements. Quoi qu'il en soit (car nous ne voulons pas prophétiser), il nous eût semblé plus intéressant de marquer comme quoi l'état actuel de toutes choses, dans les pays de liberté et de haute civilisation, a fait de la religion la première nécessité et le dernier asile de la génération qui s'élève.

Un mot encore sur le paragraphe suivant :

« A mesure que la liberté et la religion repa-  
« tront ensemble sur la terre, le catholicisme prévau-  
« dra sur le protestantisme; car ce dernier, ici pre-  
« nant les princes pour chefs et protecteurs de la foi



« là n'ayant dans son sein aucune hiérarchie qui lui  
« assure une protection suffisante en face de l'auto-  
« rité séculière, laisse la conscience religieuse des fi-  
« dèles exposée à la plus cruelle des tyrannies. Le  
« catholique n'a rien à craindre du pouvoir civil ; il  
« est protégé par toute l'Église ; il est fort ; il est  
« libre. S'il obéit au pape, c'est par sa foi même. Les  
« progrès de la liberté, s'ils s'accordent avec ceux  
« de la religion, doivent donc être partout favorables à  
« la foi catholique. »

Nous n'avons garde de nier ce qu'il y a de vrai dans ce passage. Ce n'est pas même d'aujourd'hui que nous le reconnaissons. L'avantage de l'Église catholique de ne pouvoir être entamée dans sa doctrine ni dans sa discipline par l'autorité séculière, est aussi réel qu'il est important, et nous dirons à cette occasion qu'elle est d'autant moins excusable quand elle contracte alliance avec le pouvoir civil. Le désavantage du protestantisme, jusqu'à ce qu'il se soit donné des institutions qui le complètent, c'est que le pouvoir civil, qui est censé faire partie de l'Église, peut pénétrer dans le domaine du dogme par celui du gouvernement extérieur et de la discipline. On a vu, on peut voir encore de nos jours, des Églises remaniées administrativement et changeant de constitution à la voix d'une assemblée purement politique. Nous ne voulons nier ni le fait ni ses conséquences immédiates, mais les conclusions de l'auteur sont exorbitantes. Il a pu s'assurer lui-même que l'indépendance *constitutionnelle* du catholicisme ne l'a point

préservé de devenir dépendant lorsqu'il n'a pu être dominateur. Eh bien ! le protestantisme, tout démantelé qu'il paraît, porte en soi un principe d'indépendance qui le défend contre ses propres concessions. S'il n'est pas fortifié en dehors, il l'est, on peut le dire, en dedans. Son adhérence au pouvoir politique ne lui est pas essentielle, ne fait pas partie de sa constitution, n'est pas son principe, mais seulement son danger. Son principe, qu'il faut chercher plus haut, est l'autorité de la Bible, de l'Esprit de Dieu, substituée à l'autorité d'un corps ; c'est la suppression de l'Église comme intermédiaire de rigueur entre l'individu et Dieu. Ce principe, qui ne peut être aboli et qui ne meurt jamais, est plus fort que tout système de rapports avec l'État ; c'est un ressort toujours monté, toujours prêt à jouer, et qui agit au moment où l'on s'y attend le moins. Ce mur de diamant que l'Église romaine a élevé autour d'elle la préserve moins sûrement que cette muraille vivante, sans cesse prête à se reformer autour du protestantisme, muraille dont la conscience humaine et la vérité même forment les assises et les créneaux. Quoique fassent les institutions, la communication des membres de cette Église avec la source de la lumière et de la vie peut toujours se renouveler et n'est même jamais complètement interrompue. Le protestantisme se donnera un jour à lui-même des garanties contre le pouvoir, ou contre les tentations qu'il aurait d'adhérer au pouvoir ; mais, en attendant, on ne voit pas que les progrès de la liberté aient nui à ceux du

protestantisme, ni les progrès du protestantisme à ceux de la liberté. M. Alletz, qui pense que le catholicisme a servi la cause de la liberté, prédit que la liberté, en se développant, servira la cause du catholicisme. Il doit sentir que sa conclusion déborde ses prémisses ; car le catholicisme pourrait être favorable à la liberté sans que la liberté fût à son tour favorable au catholicisme. La liberté pourrait fort bien se montrer ingrate et maltraiter son ancien patron. La liberté ne protégera que la vérité ; elle ne protégera donc du catholicisme que ce qu'il y a de vrai, et n'aura pour le surplus aucune molle complaisance. Il semble, au reste, que l'auteur l'ait senti : « Si les progrès de la liberté, dit-il, s'accordent avec ceux de la religion. » L'auteur en douterait-il ? Mais alors ce doute porte sur le catholicisme, qui, pour l'auteur, est évidemment la religion par excellence, ou tout au moins la religion la plus vraie.

Nous dirons, pour finir, que ce petit ouvrage, production d'une âme élevée et d'un esprit distingué, promet aux lecteurs sérieux, et même à tous les hommes cultivés, autant de plaisir que d'instruction.

## XIX.

### NOTRE ÉPOQUE EST-ELLE, SOUS LE RAPPORT DE LA FRANCHISE, EN PROGRÈS SUR LES PRÉCÉDENTES ?

1842.

Chaque époque, à son tour, agite quelque question fondamentale. Mais rarement une époque donne leur vrai nom aux questions qui la préoccupent. Les plus grands problèmes n'ont paru dans le monde que sous des noms supposés. On a pu voir tout un public se passionner pour une question ; il y a des questions frivoles, mais il en est quelquefois qui n'ont de frivole que l'apparence, ou bien elles sont plus sérieuses que ceux qui les discutent. A la distance de quelques années, après une génération écoulée, nous nous étonnons de l'âpreté, de l'acharnement avec lequel certaines thèses, dont la *terminologie* elle-même nous paraît bizarre, ont été défendues et repoussées : notre étonnement cesserait peut-être si ces thèses n'avaient pas eu un nom de convention ou d'occasion. Je ne sais si les champions de la *perfectibilité* humaine, il y a quarante ans, savaient tout ce qu'emportait leur principe ; j'ai quelques raisons d'en douter ; les adversaires de la thèse savaient beaucoup mieux ce qu'ils vou-



laient, ou plutôt ce qu'ils ne voulaient pas ; et quelque abstraite que cette question puisse paraître, elle mettait aux prises deux partis religieux, deux partis politiques.

Au fond, cette question de la perfectibilité est une question capitale ; et entre gens qui, la comprenant bien, la résolvent en sens opposé, il y a nécessairement la plus grande et la plus grave des divergences. Il est vrai qu'on pourrait ne pas croire à la perfectibilité, et n'en être pas meilleur chrétien pour cela ; mais il est impossible d'être chrétien et de croire à la perfectibilité. Si la nature intime de l'homme, si la direction générale de son être change avec le temps et la civilisation, si l'homme, à mesure que l'humanité avance en âge, devient essentiellement meilleur, il ne faut plus parler de chute ni de rédemption. Cette seule pierre arrachée fait crouler la voûte. Cependant nous avons vu des chrétiens, des chrétiens sincères, faire un peu plus qu'incliner vers ce système. Étaient-ils peut-être entraînés loin de leur système religieux par l'évidence plus forte ? loin d'une *doctrine* par des faits ? en d'autres termes, la première donnée du christianisme serait-elle démentie par un examen impartial du monde et de l'humanité ? C'est aux esprits sérieux qui peuvent se trouver en dehors du christianisme qu'il convient d'examiner cette question, résolue dans un sens ou dans l'autre avec tant de précipitation par des hommes prévenus ou légers. Tout ce que nous voulons dire ici, c'est qu'il y a certainement un progrès, un progrès qu'on pourrait appeler *moral* en tant

qu'il affecte les mœurs ; un progrès qu'on pourrait caractériser par ces mots : plus de justice, plus d'humanité, plus de respect de l'homme par l'homme ; mais convenir de tout cela ce n'est pas convenir que l'homme soit meilleur ; avoir concédé tout cela, ce n'est pas s'être interdit de soutenir que l'homme est exactement le même qu'il était le lendemain de sa chute, et qu'Adam renaît dans chaque homme que les décrets éternels appellent à cette vie d'épreuve.

Il y a même plus : ce progrès, auquel nous avons concédé le titre de moral, n'est pas toujours réel, même dans le sens restreint que nous n'avons pas contesté. Les institutions, les lois sont en progrès ; la société, comme telle, est perfectionnée, les individus ne le sont pas ; elle a, pour ainsi dire, des *vertus* qui sont étrangères à ses membres ; elle respire un esprit qui n'est pas le leur ; et le progrès dont on se vante se réduit peut-être à ceci : l'institution sociale, telle que les siècles l'ont faite, exige ou suppose actuellement de plus grandes ou d'autres vertus qu'autrefois.

La vérité de cette observation n'a pas besoin de preuves pour les hommes à qui leur position ou leurs lumières permettent de voir le fond des choses sous les formes qui le déguisent ; mais combien d'esprits, même cultivés, même sérieux, sont dupes des apparences ! Nous avons eu l'occasion de nous en assurer en rassemblant les éléments d'une démonstration qui devrait être inutile. Nous voulions presser l'obligation, pour l'homme social, d'être entièrement sincère et courageusement franc dans la manifestation des pen-

sées dont il a fait la base de sa vie (1). Mais à peine mettions-nous la main à cette œuvre, qu'une objection s'est présentée : « Insister sur le devoir de la franchise dans cette époque de large publicité et de discussion, est, nous a-t-on dit, prendre une peine « superflue. »

Qu'on dise, avons-nous répondu, qu'on annonce que nous faisons une œuvre perdue, à la bonne heure ; mais sur quoi peut-on se fonder pour l'appeler superflue ? C'est ici que paraît toute la force de l'illusion. Est-ce peut-être sur ce que le droit de publier sa pensée est une des ambitions et une des conquêtes de l'époque ? Mais qu'il y a loin de la possession du droit à l'exercice du devoir ! En réclamant cette liberté, qu'avez-vous prétendu réclamer ? Est-ce le droit de faire un sacrifice ? Or, ce qui constate et caractérise le devoir, c'est le sacrifice. Le droit de dire ce que vous pensez, vous l'avez désiré et vous en userez dans le sens de votre intérêt et de vos passions ; vous vous en prévaudrez pour manifester, de votre pensée, ce qui peut vous servir ou vous honorer, dirai-je ce qui peut desservir et déshonorer vos adversaires ? Mais, par cela seul que vous pouvez tout dire, direz-vous tout ? Direz-vous la conviction qui vous isole vis-à-vis de l'opinion publique ? celle qui vous classe dans les rangs d'une minorité odieuse ou méprisée ? ou même seulement celle qui, servant un intérêt général, est

(1) Allusion à l'*Essai sur la manifestation des convictions religieuses*, publié par M. Vinet en 1842, quelques semaines après ce morceau sur la franchise. (Éditeurs.)

sans correspondance à vos intérêts personnels? En un seul mot, le droit qui, métaphysiquement, engendre le devoir, donne-t-il l'éveil au sentiment du devoir? Hélas! c'est trop souvent le contraire; et, dans bien des cas, il suffit de proclamer le droit pour éteindre ou pour affaiblir le besoin de l'exercer. Je n'ai pas besoin d'en appeler à la raison et aux souvenirs du passé : le présent suffit.

La publicité, dont toute notre vie sociale est inondée comme d'une éclatante lumière, a-t-elle multiplié parmi nous les exemples de cette franchise austère, modeste et calme, qui naît de la publicité conçue comme devoir? J'estime, pour ma part, tout en les redoutant, les effets généraux de ce nouveau régime. S'il a dissipé bien des ombres tutélaires, et violé bien des mystères qui devaient être sacrés; s'il a ôté plus qu'on ne croit de douceur et de charme aux relations sociales, nul doute qu'il n'ait, en grand, les effets de cette *familiarité* que vante si noblement Vauvenargues; car la publicité est dans sa sphère ce qu'est la familiarité dans celle des relations privées; elle accoutume l'homme à l'homme; elle foule aux pieds bien des petitessees; elle enlève aux lâchetés de l'amour-propre bien des refuges honteux; elle imprime à notre vie de citoyen un caractère plus viril. Mais a-t-elle réussi à faire un devoir de la franchise dont elle fait presque une nécessité? Nous élançons-nous, ou nous laissons-nous traîner seulement dans cette vive lumière? Et quand nous manifestons ouvertement notre pensée, n'avons-nous pas plutôt en vue les consola-



tions de la gloire que la secrète approbation de la conscience? Au milieu de toutes ces protestations, de toutes ces déclamations, même réserve, même mystère pour tout ce qu'on a intérêt à cacher; par-dessous ce bruit, même silence; l'âme, comme auparavant, est voilée; elle se trahit dans la passion comme elle s'est toujours trahie; mais elle ne se communique, elle ne se répand pas davantage.

Et je dis plus : quand les circonstances nous feraient un intérêt d'user de notre droit aux dépens de tous nos secrets; quand ce motif nous ferait épancher tout le mystère de notre âme, par cela seul que le devoir n'aurait pas provoqué cette manifestation, elle ne serait pas sincère, elle ne serait pas authentique; on devrait s'en défier; et celui même qui viendrait de consommer cet acte de prétendue franchise, ne pourrait pas être certain d'avoir bien dit sa vraie pensée; le principe qui l'a déterminé a dû altérer la limpidité de la source; ce qu'on dit par intérêt, on n'est jamais sûr que l'intérêt ne l'ait pas dénaturé; et il n'y a que la présence et l'action sentie du devoir qui vous garantisse la pureté des révélations dont il a été le principe. C'est quand on se communique par devoir, qu'on peut compter sur sa propre sincérité.

Tel est le principe de vie et de santé qui manque à la démocratie moderne. Or, comment parler de liberté, de république, de communion sociale aussi longtemps que, avars de notre vie intérieure, nous n'y faisons pas participer ceux avec qui nous sommes ligüés pour le perfectionnement commun? car toute république

est, dans son idée, une ligue contre l'erreur et contre le mal. Toute république a pour idéal la famille. Or, qu'est-ce que la *famille* sans *familiarité*, qu'est-ce que la république sans la communication abondante et la fusion des pensées? Enfin, si toute république, prise dans son idée supérieure, est une Église, qu'est-ce qu'une Église sans communion?

Ce n'est pas d'un seul côté que les institutions modernes nous présentent cet aspect. L'idée qui y domine est la participation de tous à l'administration ou à la surveillance des intérêts publics. Le gouvernement légitime est celui des majorités, et le cours des affaires est censé déterminé par le suffrage universel. En un mot, la liberté moderne a consacré le grand principe de l'individualité, et en réclame incessamment l'application. L'institution, ne cessant d'en appeler aux vœux de tous et de chacun, suppose dans chacun une conviction personnelle sur les questions qu'elle pose. Ceci n'est pas uniquement propre à la démocratie pure; la démocratie représentative, quoiqu'elle ne pose pas les mêmes questions à tous, fait pourtant un appel à la conscience de tous. Les questions électorales ne sont pas purement personnelles; elles impliquent des questions de principes. L'électeur a besoin d'être fixé sur plus de points qu'on ne pense. Il ne peut avoir une opinion sur les hommes sans en avoir une sur les choses, et son vote électoral renferme, si je puis m'exprimer ainsi, un vote délibératif. La fonction qui lui est attribuée suppose donc quelques connaissances et quel-

ques convictions propres; si elles ne l'étaient pas, tout l'édifice constitutionnel serait un mensonge, et la démocratie se résoudrait, comme trop souvent on l'a vu, en une oligarchie mobile et périodiquement déplacée. Encore une fois, notre système social repose sur l'individualité. Mais l'individualité ne se forme qu'en se prononçant; elle ne se constate même qu'en s'exprimant. Qui, sur des questions de cet ordre, dissimule sa conviction, n'en a point, n'en aura jamais; et qui n'a pas de conviction ne sera jamais, malgré ses votes et toute son activité extérieure, un vrai membre de l'association politique, telle que notre siècle l'a faite. Et cette nullité, en se généralisant, nous ramène au point d'où nous sommes partis, au système que nous avons répudié; celui d'un seul ou de quelques-uns faisant les affaires de tous, ou leur propre affaire sous le nom de tous.

Il serait étrange que les mêmes institutions, qui supposent, qui réclament l'individualité, lui fussent contraires et funestes. En résultat définitif, je ne l'admets pas. La liberté, dont je ne fais pas la source de tout bien social, en est à mes yeux la condition; mais il y a, dans l'état présent des choses, des motifs de doute et d'inquiétude. D'un côté, la vie politique, en nous sortant de nous-mêmes, et nous mêlant sans cesse les uns aux autres, rend notre vie plus superficielle à mesure qu'elle l'étend, la communique et la répand. Un peu de solitude est nécessaire à la formation des convictions fortes. Le commerce social, trop fréquent, trop animé, agite, soulève, tient

suspendus et flottants dans notre intérieur les éléments qui demandent à se fixer et à se réunir pour faire un corps. Le recueillement nécessaire à la conviction ne se trouve guère sur la place publique où nous vivons. Cette place publique, pour nous, c'est la presse, avec ses mille et mille publications, ce sont les journaux avec leurs déclamations contradictoires. Ce bruit nous empêche d'entendre la voix intérieure, ou, se confondant avec elle, il produit, dans notre pensée, je ne sais quel résultat équivoque, auquel le nom d'opinion convient mieux que celui de conviction, et qui nous est quelquefois aussi peu personnel que possible. Il ne faut pas non plus se le dissimuler : dans ce nouveau système social, il y a une conspiration permanente contre notre individualité ; et rien ne menace plus notre liberté intérieure que cette liberté extérieure au sein de laquelle nous vivons, et à laquelle nous participons. Cette liberté organisée a ouvert aux ambitions individuelles des chemins vers le pouvoir ; mais on n'y pénètre que sous l'escorte de l'opinion publique ; c'est cette opinion qu'il faut captiver, qu'il faut formuler dans un certain sens ; on fait tout concourir à ce but ; on en appelle aux espérances et aux craintes ; on enivre l'imagination et l'amour-propre ; on émeut les affections personnelles ; on agit par les mots et par les choses ; on ne dédaigne pas même, au besoin, les bonnes raisons ; mais, en général, on agite ; et c'est dans le calme que se forment et se décident les vraies convictions. Ce qu'on appelle opinions n'est guère autre chose que des sen-



timents ou des préférences personnelles. Peu de gens sont propriétaires de leur opinion ; très peu même sont en état d'en rendre compte ; très peu, après l'avoir reçue d'autrui, se la sont appropriée par la réflexion. Comme tout l'ordre actuel repose sur l'opinion, il sied d'en avoir une ; on s'en pourvoit comme on se pourvoit d'une maison ; on est le locataire de son opinion ; mais on n'en répond pas ; on ne meurt pas de sa mort, car elle ne faisait pas partie de notre vie : *res perit domino* ; mais on la défend avec chaleur aussi longtemps qu'elle vit ; et cette chaleur factice, faisant d'abord illusion à celui même qui la manifeste, trompe les spectateurs à plus forte raison, en sorte qu'à l'époque peut-être où il y a le moins de convictions personnelles, et où, sous ce rapport, il n'y a plus d'individus, mais seulement des masses, la conscience humaine paraît plus directement en jeu et plus active que jamais.

Les gloires mêmes de la société moderne semblent étroitement liées à ce déplorable résultat. Dis-je que l'intelligence soit menacée ? Dans ce rapide mouvement d'industrie, dans cette ferveur de concurrence en toutes les carrières, dans cette estime toujours plus grande des talents et des idées applicables, qui pourrait trouver, pour l'intelligence, des causes de dépérissement ? Mais qu'on y prenne garde : l'intelligence de chacun peut fleurir, tandis que son individualité se dessèche et meurt. Ni la pensée dans tout son essor, ni les passions dans tout leur excès, ne la développent ni ne la manifestent. Avec tout cela, on

peut n'avoir aucun caractère à soi. L'âme ne reçoit son nom propre, sa personnalité vraie, que de la conscience, confident trop négligé, autorité trop méconnue, mais qu'il faut toujours écouter quand on ne veut pas livrer son *moi* à des influences fortuites et étrangères, quand on veut vivre de sa propre vie, quand on veut être soi-même. Par la vie de la pure intelligence, par les mouvements des affections naturelles, nous n'avons rien qui nous distingue profondément de nos semblables; ces deux faits ne nous manifestent pas encore personnels dans le vrai sens de ce mot; des facultés, des instincts, ce n'est pas encore nous-mêmes; il faut descendre plus avant pour nous trouver.

Paul n'a rien avancé de paradoxal, il a indiqué une vérité de haute psychologie, lorsqu'il a dit : « Ce « n'est pas moi qui le fais (ce que je ne voudrais pas « faire), mais c'est le péché qui est en moi (1). » Ainsi, dans le péché même, le *moi* est distinct du péché; or, quel est ce *moi* distinct du péché, qui juge et condamne le péché, si ce n'est la conscience? De même, dans l'homme en général, le *moi* est distinct de l'intelligence et des penchants naturels. Tant que nous ne vivons que dans ces deux parties, nous n'avons qu'une existence superficielle et excentrique, et les actes que nous consommons par elles sont moins des actes que des phénomènes humains dont notre personne est le lieu. Sans une excitation morale, l'intelligence n'agit qu'extérieurement. Elle mo-

(1) Épître aux Romains, VII, 2.

diffie notre destinée, nous-mêmes non; elle nous caractérise au dehors, non au dedans; elle renouvelle la forme, non la substance de notre vie. Il est des hommes d'une haute intelligence, dont la personnalité n'a pas des contours plus distincts que ceux d'un nuage, et qui ne reçoivent leur forme que des circonstances, de même que l'eau ne reçoit la sienne que des contours du vase qui la renferme. Un peuple tout composé d'êtres pareils ne pourrait pas être comparé à une bibliothèque, mais à l'amas des exemplaires diversement reliés d'un même ouvrage. Dans un pays où les convictions manquent, où la conscience n'est pas exercée, les passions seules, par leurs différents degrés d'énergie, diversifient l'aspect; le mouvement qu'elles occasionnent, les péripéties qu'elles amènent, créent des *individualités de situation*; mais la véritable individualité n'apparaît guère que dans les chefs de ce mouvement général, et même n'y paraît pas toujours.

Il y a plus : là où l'absence d'une vie intime a effacé l'individualité, le travail de l'intelligence, bien loin de la ranimer, contribue à l'éteindre. Elle nous distrait toujours plus de l'intuition spontanée, et nous la rend toujours plus superflue. Elle nous fait assister à toutes choses, et même à notre propre vie, comme à un spectacle. Elle tire nos convictions du dehors, au lieu de les recevoir du dedans. Elle nous dépayse, et nous entraîne loin du monde des impressions immédiates dans le monde des idées. La vie intérieure elle-même devient pour elle une idée,

une sphère d'idées. On observe tellement sa propre vie, qu'on en oublie de vivre ; à force de se regarder, on cesse de se voir. Les inspirations intérieures, les oracles de l'âme ne se font plus entendre ; on n'a presque plus d'instincts ; le premier fonds, la base des idées morales, leur point de départ est perdu ; on n'est plus homme, on est tout pensée.

Si nous étudions les caractères de ce qu'on appelle aujourd'hui *civilisation*, nous sentirons que, puisée à la même source que nos institutions, elle est tout aussi peu favorable au maintien et au développement de l'individualité. Civilisation, au rapport de l'étymologie, la formation du citoyen, de l'homme complet ; mais, dans le sens de l'époque, le progrès de l'intelligence dans l'intérêt du progrès matériel, ou, si cette combinaison nous est niée, le progrès de l'intelligence avec celui du bien-être. La science n'a pas créé cette étrange définition ; mais la science, qu'on voit toujours à la suite des mœurs, et se modelant sur elles, représente fidèlement cette idée. Elle a mis la psychologie à la place de la morale, et l'utilité à la place du droit. Sans nier la substance même des devoirs, elle les a transformés en nécessités rationnelles ; sans nier la substance du droit, elle en a nié l'essence, en le tirant tout entier de l'intérêt universel. Des tentatives, dans ce même sens, avaient plus d'une fois été faites ; mais elles étaient isolées, individuelles, à peine avouées ; aujourd'hui ce sont des doctrines accréditées. On ne dit plus, comme autrefois, que le devoir est préjugé, chose arbitraire et



factice; on ne va pas si loin en apparence; on va plus loin réellement, lorsqu'en le reconnaissant on le dépouille de son caractère; l'autre opinion se soutenait mal contre les répugnances de notre nature morale; celle-ci l'offense moins et la menace davantage. On n'attaque plus aussi le droit comme jadis; on ne le subordonne plus à l'utilité; on s'y prend mieux: on le confond avec elle; on tâche de faire voir que l'étude bien faite des intérêts rend superflue une théorie des droits. En un mot, on a partout substitué les faits aux principes, sans nier ceux-ci, sans les discuter; on a la confiance fondée que la meilleure manière d'en finir avec une doctrine n'est pas de l'attaquer, mais d'en élever une autre qui, peu à peu, rende l'ancienne superflue, comme un étau qui ne supporte rien.

Et que dirai-je de la ferveur, de l'enthousiasme avec lequel toutes les œuvres d'intérêt matériel sont poursuivies? Ces œuvres, ces admirables développements de l'industrie humaine, il ne s'agit nullement de les condamner. Je souscris à toutes ces merveilles, je n'en veux pas une de moins. Ce que je veux de moins, c'est cette violente préoccupation dont elles sont l'objet, c'est ce fanatisme de la matière, qui, s'emparant des hommes par l'éducation, jette des générations sous les roues du char de sa divinité; c'est cette servitude nouvelle qui attache, non plus les corps, mais les esprits à la glèbe. On me montre ou l'on me promet des populations laborieuses, économes, aisées; on veut que j'applaudisse;

et comment ne pas applaudir au bonheur des hommes? Mais si tout est cultivé, chez ces populations, excepté la conscience, et si leur bonheur, les enchaînant à la terre, étouffe en elles peu à peu la flamme de la vie morale, je leur souhaite de tout mon cœur la perte d'une aussi funeste félicité, j'appelle sur leur avenir de salutaires et régénérantes infortunes; car la prospérité porte toute la vie au dehors, et le malheur seul nous recueille et nous redonne le sentiment de notre vrai *moi*. Qui souffre davantage, vit davantage aussi; et s'il est un bonheur dont l'effet soit pareil, c'est un bonheur originaire de l'âme, et qui est lui-même essentiellement cette vie profonde que nous cherchons.

Ainsi la civilisation, s'il faut appeler de ce nom l'ensemble de faits sociaux dont notre siècle s'applaudit, la civilisation exténue la plus précieuse partie de nous-mêmes. Que la Providence, au reste, se serve d'elle dans un dessein tout opposé, et que, par une voie détournée, le siècle soit amené à nous rendre ce qu'il nous enlève, j'y compte fermement. La nature humaine ne peut longtemps respirer dans ce vide; plus il devient complet, plus le besoin d'air se fait sentir; et, en même temps, les circonstances dont nous déplorons l'action directe ont un effet indirect dont il faut se réjouir. La paix extérieure, l'ordre matériel, la liberté légale favorisent le libre cours de toute pensée; les mêmes moyens dont l'égoïsme fait son profit sont à la disposition de la vérité; l'activité, l'esprit d'entreprise qu'on applique à tout s'étendent jusqu'à elle;

mais enfin c'est la vérité seule, la vérité morale, qui peut remédier aux maladies du siècle; ces maladies sont là, et le remède est loin.

C'est à ce moment du naufrage de l'individualité, c'est lorsque la conscience humaine fait défaut, que des voix s'élèvent et font appel à une conscience humaine ! Il faut redonner une âme à l'homme qui n'en a plus : on lui donne l'âme de tout le monde ; et quand le guide intérieur a disparu, on lui impose l'autorité universelle, c'est-à-dire la conviction commune de cette humanité dont chaque membre n'a plus de conviction ! A vrai dire, il faudrait une conscience individuelle pour reconnaître cette conscience universelle ; il faudrait d'abord être homme pour se donner à l'humanité, dont l'unité ne peut se composer que d'unités et non de zéros, et dont l'autorité ne saurait résulter de la réunion de convictions annulées. Mais on se soucie peu d'une inconséquence, dans la nécessité d'imprimer une direction au monde social et de rallier vers un but les éléments épars de l'association ; et l'on oublie qu'une conviction générale, réelle, puissante, ne peut être autre chose que l'accord spontané des convictions individuelles. Comment de mille ingrédients insipides former un aliment savoureux ? Comment de la mort, mille et mille fois multipliée, ferait-on sortir la vie ?

Dans l'état présent du monde moral, où est le remède d'un si grand mal ? Tout semble, dans les circonstances actuelles, destiné à l'aggraver, à le perpétuer. Quand la conscience est démolie, comment la

reconstruire? et par conséquent, comment constituer de nouveau les individualités? Les moyens qui ont servi et suffi dans le monde antique ne suffisent plus; et même alors ils n'atteignirent le but qu'imparfaitement; l'histoire de ces temps nous montre quelques personnages fortement caractérisés entraînant après eux les masses; mais il n'appartient pas aux principes qui régissaient l'ancien monde d'y multiplier, d'y rendre en quelque sorte universelle cette possession de soi-même, cette consistance morale, qui est le sceau de la vraie individualité. Quoi qu'il en soit, nous sommes dans d'autres conditions; et l'état de notre époque se caractérise par deux traits en apparence contradictoires : le relâchement de l'unité sociale par la prédominance toujours plus avouée de l'égoïsme, et la pente toujours plus forte des consciences à s'abdiquer pour se livrer au torrent de ce qu'on appelle l'opinion publique ou l'esprit du siècle. Ainsi, les progrès de *l'individualisme* d'une part, de l'autre l'extinction graduelle de *l'individualité*, voilà, par l'action d'une même cause, le double abîme, ou plutôt les deux abîmes creusés l'un dans l'autre, où nous sommes précipités. Qui nous retiendra sur ce rapide penchant? Si quelqu'un le sait, qu'il le dise.

Il y a du moins une chose sur laquelle il faut s'entendre. Le remède, quel qu'il soit, qu'on proposera, doit correspondre aux deux maux qui viennent d'être signalés : il doit recomposer l'unité en un sens, et faire, dans l'autre, ressortir la pluralité; son action doit être telle que nous nous sentions à la fois vivre



plus énergiquement et en nous-mêmes et dans l'ensemble : deux effets qui, bien qu'ils semblent opposés, s'entreservent néanmoins, se supposent même l'un l'autre, et concourent ensemble au but de la vie humaine; car on n'est apte à la vie sociale qu'à condition d'avoir une vie propre, et l'on n'est vrai membre de la société qu'à condition d'abord d'être complètement homme. Or, il n'y a point de système, il n'y a que la révélation de Dieu, qui puisse en même temps et d'un seul coup nous arracher à l'individualisme et consacrer notre individualité. C'est une des dualités que la religion résout, une des merveilleuses conciliations qu'elle opère. Elle nous unit à la société par le dévouement, et nous y maintient individuels par la conscience. Les deux effets jaillissent d'un même principe; leur substance est la même; vus de près, ce ne sont que deux aspects d'un même fait; mais on peut les séparer aussi, pour envisager, avant tout, la consécration de l'individualité par le réveil de la conscience.

## XX.

### DU SOCIALISME CONSIDÉRÉ DANS SON PRINCIPE.

1846.

#### AVERTISSEMENT.

Cet essai sur le principe socialiste est né du besoin d'éclairer un sujet qui, malgré son importance bien sentie, reste enveloppé de vague et d'obscurité dans le plus grand nombre des esprits. Les tendances et les utopies socialistes excitent une répulsion assez générale et assez vive ; mais peu de personnes remontent jusqu'au principe, et envisagent toutes les conséquences des doctrines socialistes : la morale du socialisme est surtout peu approfondie. C'est à répandre du jour sur ces questions que ces pages sont destinées. Si, pour convaincre, il suffisait d'être convaincu, je serais bien certain d'avoir atteint mon but ; malheureusement cela ne suffit pas ; mais la vérité est plus éloquente que l'éloquence elle-même. Elle ne l'est, je l'avoue, qu'au moyen de la clarté, qui est une autre sorte de vérité, et je ne sais si dans mon écrit, cette vérité de la forme se joint à celle du fond ; je sais seulement que je n'ai jamais tant désiré d'être clair.

Je ne suis pas de ces écrivains qui naissent traduits ; j'ai besoin qu'on me traduise ; et l'on me traduira si ce que j'ai dit en vaut la peine. Si je n'ai su parler que pour peu de personnes, quelqu'un peut-être prendra la peine de me faire parler pour tous. Mais je confesse qu'en un sujet comme celui-ci je ne devais pas avoir besoin d'interprète. De quoi s'agissait-il en effet dans ces pages, et qu'ai-je entrepris ? De

dégager le principe, l'idée-mère du socialisme, qui n'est autre chose que l'identification de l'homme et de la société; d'établir, en opposition à ce principe, celui de la distinction fondamentale ou de la dualité de l'homme et de la société; de montrer comment l'humanité, asservie d'abord et avilie par le sacerdoce, améliora sa condition en échangeant une servitude contre une autre, je veux dire en se réfugiant dans les bras du socialisme politique; comment les religions antiques, bien loin de relâcher les liens du socialisme, ne purent que les serrer davantage; et pourquoi la philosophie fut impuissante à faire prévaloir et surtout à populariser le principe de l'individualité. Il s'agissait encore, après avoir fait assister le lecteur à la mort du socialisme antique, de lui donner le spectacle du réveil de l'individualité par la double action de l'Évangile et de l'invasion; puis, d'indiquer quelques pas rétrogrades de l'humanité dans cette carrière nouvelle, enfin, et surtout, le danger dont la menacerait l'extinction du principe individuel. Cette dernière partie du sujet m'imposait une double tâche : il fallait d'abord revendiquer les droits de l'individualité, et la défendre contre quelques objections; il fallait montrer ensuite combien le socialisme, en s'emparant de la pensée moderne, serait plus faux, plus immoral, plus irréligieux et plus funeste qu'il n'a jamais pu l'être dans les âges antiques. Telle était la matière, tel est le plan de cet écrit. L'exposer, c'est me faire mon procès à moi-même si je suis demeuré obscur; car mon sujet ne m'y contraignait pas; il m'exposait un peu plus, mais ne m'obligeait pourtant pas, à être abstrait et aride. Si mon écrit a tous ces défauts, et si pourtant j'ai pris la défense d'une importante vérité, qu'ai-je à désirer sinon que quelque talent lumineux veuille bien entrer avec un flambeau dans le sous-terrain que j'ai creusé?

Si j'avais écrit ces pages quelques mois plus tôt, il m'eût été doux de les adresser à M. AUGUSTE JAQUET; qu'il me soit permis aujourd'hui d'en faire hommage à sa mémoire.

Pour se donner, il faut s'appartenir.

C'est du socialisme en général, non d'aucun des systèmes socialistes, que je me propose d'entretenir ceux qui daigneront lire ces pages. Je ne suis point en état de discuter les divers plans d'organisation ou de réforme sociale que les vingt dernières années ont vus naître; et j'attache à cette discussion bien moins d'intérêt qu'à celle du principe même que tous ces systèmes recèlent ou qui leur a donné naissance. Ce principe, qui, sous le nom de socialisme ou sans nom, pénètre partout, et lève la tête plus haut que jamais, est la base fondamentale, ou la donnée première, d'une morale très distincte et très différente de celle de l'Évangile. Sans doute qu'au terme de son développement, comme au terme de toute morale, se trouve une certaine organisation de la société, et c'est un point que nous devons d'autant moins négliger qu'une morale n'a pas de critère plus décisif que l'ordre social qui la développe et l'explique; mais, dès qu'il s'agit de morale, il s'agit de principes; la question des principes domine toutes les autres; et jusqu'à ce qu'elle ait été résolue, toutes les autres sont des anticipations sans valeur.



A ce mot de socialisme, la plupart des gens s'étonnent, et s'interrogent de la voix ou du regard. L'idée qu'il fait naître d'abord est celle d'une invention inopinée de la sagesse ou de la folie moderne. Mais le mot seul est nouveau ; la chose, nous le verrons, est fort ancienne. Toutefois, il n'est pas indifférent pour un système, pour une idée, d'être enfin nommée, après avoir longtemps existé sans nom. Ce fait n'a rien de fortuit et ne saurait être sans valeur. Il accuse un mouvement des esprits. Si la chose anonyme a désormais un nom, c'est qu'elle ne peut plus s'en passer ; si elle ne peut plus s'en passer, c'est qu'elle est sortie de la région des instincts, du sentiment, du désir, et déborde celle des faits, pour pénétrer enfin dans le domaine de la pensée. Ce qu'on voulait aveuglément, on le veut maintenant les yeux ouverts ; ce qu'on aimait sans le connaître, on l'aime à bon escient ou par une préférence raisonnée ; ce qu'on pratiquait, on le formule. Le jour où la chose reçoit un nom est le jour d'un progrès en bien ou en mal, disons plutôt, dans tous les cas, d'un progrès en bien. La vérité est plus puissante quand elle a un nom, l'erreur est moins dangereuse quand elle se débarrasse de ses voiles. Sa force principale étant dans l'équivoque, elle s'affaiblit en se précisant ; la clarté est aussi funeste au mensonge que profitable à la vérité ; le faux se réfute en s'expliquant. Aussi, dans tous les temps et sur tous les sujets, sa ressource principale a été la réticence et l'ambiguïté, et la vraie tactique de ses adversaires est de la contraindre, s'ils le peuvent, à dire

son dernier mot. C'est le Protée de la fable, qui

Sous diverse figure, arbre, flamme, fontaine,  
S'efforce d'échapper à la vue incertaine  
Des mortels indiscrets.

Protée était vaincu, sitôt qu'il était lui-même.

Il est vrai, d'un autre côté, que, quand l'erreur en vient à dire son dernier mot, c'est qu'elle se croit puissante, et dans un certain sens elle l'est en effet. Il arrive un moment où, forte du nombre de ses partisans et de la complicité d'une foule de circonstances diverses, elle n'a plus, comme ces maires du palais, qu'à prendre le titre de son pouvoir. La vérité alors est le roi fainéant à qui l'on rase la tête et qu'on relègue dans le cloître. Mais la ressemblance commence et finit là. Si l'erreur, en se dessinant avec hardiesse, enhardit ses partisans cachés, si elle trouve dans cette franchise le moyen de s'organiser, si l'opinion dès lors devient un parti, et ce parti une armée, si son allure est plus ferme, ses démarches plus conséquentes et ses succès plus rapides, elle ne fait, en tout cela, que précipiter ses destinées. Habile à combattre dans l'ombre, la lumière du jour a trahi sa faiblesse; elle montre elle-même à ses adversaires vers quels côtés doivent s'adresser leurs coups; il y a plus, elle voit se ranger parmi ses adversaires un grand nombre de ses alliés, qui la favorisaient faute de la bien connaître, et à qui, sous ses véritables traits, sous son vrai nom, elle fait peur. Il en est ainsi de tous les pouvoirs injustes; le moment de leur triomphe est voisin de celui

de leur chute, et ils semblent ne s'être élevés que pour tomber de plus haut.

Il ne faut donc pas que les défenseurs de la vérité craignent de faire dire à l'erreur son dernier mot. Ils doivent, au contraire, tout faire pour le lui arracher. Mais cela est d'autant moins facile que ceux à qui ce dernier mot est demandé ne le connaissent pas toujours, un système n'arrivant que très difficilement et très tard à la pleine et distincte conscience de lui-même. Rien n'est plus rare peut-être que de savoir bien ce qu'on veut, tantôt parce qu'on ne veut que d'un vouloir vague et changeant, tantôt parce que, voulant avec décision, on répugne à se l'avouer. Cela est vrai des systèmes aussi bien que des individus. Rarement un parti, dans la plus grande franchise dont l'homme soit capable, se donne son vrai nom. En se qualifiant lui-même, à l'ordinaire il se ménage ; mais soyez sûrs qu'il se calomniera plutôt que de rester à cet égard dans les termes de la vérité. L'impudence même n'est pas une garantie d'exactitude. En s'appliquant le nom de l'espèce canine, les cyniques se faisaient tort.

Le mot de socialisme n'exprime pas toute la pensée, ne mesure pas toute la portée du socialisme. Mais enfin c'est un nom. Et si vous considérez que, depuis qu'il y a des hommes et des sociétés, l'idée et le mot se cherchaient sans avoir pu se réunir, leur rencontre soudaine vous paraîtra peut-être un des grands événements de l'époque singulière où la Providence vous a fait naître.

Dieu, en créant l'homme, a créé la société; les qualités, les forces, et, si j'osais m'exprimer ainsi, les besoins dont il l'a pourvu, attestent suffisamment que non-seulement il n'eût pas été bon, mais qu'il n'était pas même possible que l'homme fût seul. L'homme social est en germe dans l'homme individuel; l'idée de société est impliquée dans celle d'humanité.

Peut-être qu'au point de vue de l'innocence et de la félicité primitives, ce mot de *société* est impropre. *Communion* serait un mot plus vrai. Celui de *société* semble indiquer quelque chose de moins spontané, de moins libre, de moins spirituel et de moins intime. La société a suivi la chute, la communion l'a précédée. La société est, à quelques égards, une ligue défensive; cette idée est étrangère à la communion; car la communion appartient à une période de sécurité, où, tous les dangers étant écartés, tous les besoins prévenus, toutes les passions ensevelies dans l'amour divin, la seule sympathie, une sympathie toute sainte, pouvait pousser l'homme vers l'homme, et former entre eux des relations suivies.

Ici, toutefois, le mot nous important peu, nous nous en tiendrons à celui de société, comme au plus connu et au plus usité.

Dans l'état primitif d'innocence et de bonheur dont il nous est permis de concevoir l'idée, le besoin, le principe d'une société existe; en d'autres termes, l'état de société est essentiel à l'humanité, heureuse même et innocente.

Il y a plus, parmi des êtres entièrement saints et



parfaitement heureux, la société et l'homme ne diffèrent entre eux que comme le pluriel diffère du singulier. L'homme et la société ne sont pas deux substances ; la société n'est autre chose que l'homme, l'homme multiple et collectif. L'un ne fait jamais face à l'autre. L'individu, ayant à peine l'occasion et la pensée de se distinguer de la société, a bien moins encore l'occasion et la pensée de lui faire opposition. Point de limites là où il n'y a rien à partager. La différence de nombre ou de dimension ne saurait porter la moindre atteinte à une unité essentielle, intime, inaltérable. Exemplaires vivants d'une même pensée, ces âmes sont « consommées dans l'unité. »

Prenons maintenant l'humanité telle qu'elle est, et sans nous enquérir de son histoire. Admettons, sans contestation, qu'elle ait toujours été ce que nous la voyons être. La souffrance et le péché sont là. La lutte de l'homme avec la nature, la lutte de l'homme avec l'homme ont commencé. Et toutefois, la société subsiste, je dis la société, et non plus la communion. L'état social, dans cette période de déchéance ou d'imperfection, est encore une condition essentielle et le complément de l'existence humaine. Pas plus qu'auparavant ou que dans une autre condition, l'homme n'en peut ni ne veut se soustraire à cette nécessité. Les familles se multiplient, se groupent, et la société devient l'État. L'élément politique, encore imperceptible dans la famille, se fait jour et se prononce. Plusieurs milliers d'individus ou de familles, sous les ombrages d'Éden, n'eussent pas formé un

État. Quel changement est survenu ? Celui du nombre ? Ce n'est rien ; non ; mais la vérité et le bonheur ont disparu, et (notez-le bien) le besoin de la vérité, celui du bonheur sont demeurés. L'homme est également incapable de donner le change au premier et d'imposer silence au second.

Il ne faut plus dire désormais que l'homme et la société sont un. Ils sont deux. Je dis qu'ils sont deux, je ne dis pas qu'ils soient ennemis, essentiellement ennemis. Je proclame la dualité, rien de plus. Dans cette nouvelle période, comme dans celle qui a précédé, la société est le sol où s'enracine et croît la plante humaine, la société est la condition de tous les développements, même des plus élevés. Et je parle ici de la société civile, non des simples amitiés, des liens de famille ou des relations de choix. La société civile, ou l'État, sert d'occasion et de support à toutes ces sociétés plus particulières et plus libres ; l'État les inclut pour ainsi dire, l'État les rend possibles ou durables, et c'est par là d'abord qu'il est humain ; il l'est encore en faisant passer sur toutes les volontés le niveau de la loi, qui est à la fois un principe et un symbole d'unité ; il l'est, enfin, en agrandissant la sphère du devoir, et en créant des intérêts plus intellectuels, des rapports plus désintéressés que ne le sont la plupart de ceux auxquels donne lieu la vie privée. L'état de société réglée est le seul état normal ; le prétendu état de nature est un état contre nature ; et parce que, depuis la chute, l'État est la forme nécessaire de la société, nous disons de

l'État ce que nous disons de la société, nous disons qu'il est providentiel et d'institution divine au même titre, dans le même sens et au même degré que l'homme lui-même.

Cela ne nous empêche pas de répéter que l'homme et la société sont deux.

La société, ou la communion, antérieurement à la chute, accueillait, embrassait d'elle-même tous les intérêts, tous les devoirs, toute la vocation de l'homme. Chaque homme, en y entrant, s'y retrouvait tout entier, augmenté probablement, non diminué. Sur aucun point, le conflit n'était possible. Il l'est maintenant sur tous. Les volontés sont infiniment diverses, et pareilles seulement en ceci que chacune porte en soi non l'amour, mais la haine de la règle. Tandis que, dans l'ordre de choses normal, chacune emploie tout ce qu'elle a de force à se subordonner, chacune, dans l'état actuel, manifeste sa présence par un effort contraire. C'est pour cela, surtout, que la société est devenue État. L'État est la force de tous tenant en échec la force de chacun. L'État est la barrière opposée par la raison et l'intérêt général aux instincts sauvages qui grondent sourdement au fond de tous les cœurs. L'État, dans une même société, c'est la loi et sa sanction pénale ; d'une société à l'autre, l'État c'est la guerre ; l'État, primitivement, est donc une menace permanente et une contrainte organisée. On s'y soumet parce qu'il le faut ; on s'y soumet parce qu'à ne pas se soumettre il y aurait plus à perdre qu'à gagner ; on s'y soumet enfin parce qu'on finit

par y trouver quelque douceur; mais il a fallu se soumettre; il faut se soumettre tous les jours; la contrainte, quelque modérée qu'elle soit, ne cesse jamais d'être sensible; et l'homme, semblable à ce marbre que l'art avait fait si beau et qu'un prodige rendit vivant, peut tour à tour, jetant les yeux sur l'État et les reportant sur lui-même, s'écrier avec assurance : « C'est moi, ce n'est pas moi. »

La gloire de sa volonté, c'est de ne plus le dire lorsque l'intérêt seul lui a rendu cette distinction sensible. Il lui convient alors, comme à Galatée, posant sur le cœur de Pygmalion sa main récemment animée, de dire de la société, qui, lui aussi, l'a sculpté en quelque sorte : « C'est encore moi. » Noble confusion de deux existences ! Emblème, et pourquoi ne pouvons-nous pas ajouter apprentissage, de la pieuse subordination par laquelle la volonté de la créature s'identifie et se confond avec la volonté du Créateur ! Mais, hélas ! le civisme le plus sincère n'a rien de la piété et n'y conduit pas. Ne serait-ce pas que, dans le dévouement du patriotisme le plus exalté, la volonté propre se retrouve et se ressaisit encore ?

Toutefois, s'il convient à l'individu, si même, au point de vue d'un ordre plus élevé et plus vaste que celui de la société humaine, il lui est avantageux de se subordonner à la société en matière d'intérêts, il ne convient pas à la société de faire abstraction des intérêts de l'individu. Je ne dirai pas que ces intérêts peuvent être des droits, parce que je ne veux pas me faire un procès, pour un mot, avec ceux qui pen-



sent que c'est la société qui crée le droit ; je ne dirai pas même qu'un intérêt individuel peut avoir en sa faveur la conscience de tous, la justice et la nature, autorités auxquelles sans doute la société doit quelques égards ; je dirai seulement que dans le sacrifice systématique et général des intérêts individuels, l'intérêt social se trouve lui-même compromis, puisque, après tout, la sécurité habituelle et générale des intérêts est une condition essentielle de paix et de prospérité intérieure pour toute société. Si l'individu trouve son compte à ce que l'État soit fort, l'État trouve sa force à ce que les individus développent librement et avantageusement leur activité dans son sein. Il y a réciprocité, échange, je dirai même, en un certain sens, il y a contrat (1). Tout cela, je l'avoue, ne va pas encore à établir, sur le sujet des intérêts, une dualité essentielle et fondamentale entre la société et l'individu. On pourrait prétendre qu'au fond l'intérêt des individus et celui de l'État n'est qu'un même intérêt, et que ce qui est avantageux à l'État doit l'être définitivement à l'individu. Mais cela n'est absolument et universellement vrai que lorsque l'individu, pour juger de ce qui lui est expédient, se place au point de vue d'un ordre supérieur, qui est l'ordre religieux, ou, pour nous exprimer plus exactement, de l'ordre chrétien. A ce point de vue, qui est celui de la grâce, et non celui de la nature, la dualité se résout, mais, en se résolvant, elle se con-

(1) Contrat tacite, ou, si l'on veut, prétentions réciproques qui se balancent. Cela n'a rien de commun avec la doctrine du *Contrat social*.

state. puisque, pour la résoudre, il a fallu sortir de la sphère où elle se manifeste. L'abandon que fait un individu de son droit et de son avantage, et la paix sociale qui résulte de cet abandon, ne porte nulle atteinte à l'idée d'une dualité de fait entre l'individu et la société. Seulement nous apercevons qu'entre ces deux termes, mais au-dessus, fort au-dessus, dans une région surhumaine, il existe un principe de conciliation, que l'homme ni la société n'eussent inventé, et que rien ne peut remplacer. Ainsi la dualité subsiste.

Et je ne dis pas seulement la dualité de fait, ce qui est trop évident, et ce qui suffit à mon dessein. Je dis la dualité essentielle. Qu'on veuille bien m'écouter. Par l'effet même du péché, l'égoïsme, ou, comme on dit aujourd'hui, l'individualisme est au fond de tout. Il est à la base de toutes les sociétés. L'idée vraie de la société existe, mais la société idéale n'existe pas. Cette société idéale serait complètement étrangère au principe individuel; ce serait tout le monde et ce ne serait personne. Mais dans la réalité, c'est quelqu'un et ce n'est pas tout le monde. L'État est toujours un parti. Toujours il représente, à sa naissance et jusque dans ses perfectionnements, les intérêts et les prétentions d'un certain nombre, non de tous. Cela ne l'empêche pas d'être tout ce que nous avons dit, le nécessaire point d'appui de la vie humaine, la condition de tous nos développements, même du développement religieux. Mais enfin, il est toujours, il sera toujours le triomphe de plusieurs

sur quelques-uns, de quelques-uns sur plusieurs. Si c'est à partir du péché qu'il y a une *société*, il y a aussi, à partir du péché, dualité entre l'homme et la société; c'est-à-dire que, non-seulement leurs intérêts respectifs ne sont pas identiques ou que l'identité entre leurs intérêts leur échappe, mais encore que la société elle-même devient un individu, qui a, comme tel, des intérêts individuels distincts de ceux d'une partie considérable des individus qu'elle renferme dans son sein.

Mais il est un autre conflit, dans lequel se manifeste la dualité de l'homme et de la société. Ce n'est pas l'intérêt, c'est la conscience qui le fait naître. C'est sur le terrain de la pensée et du devoir, que la société et l'individu, après avoir marché de front, s'arrêtent brusquement, se font face l'un à l'autre, et se trouvent deux. Le dévouement, quand les seuls intérêts étaient en jeu, a pu réduire la dualité à l'unité; il ne le peut pas sur cet autre terrain, parce que, sur ce terrain, il n'y a pas lieu au dévouement, nous voulons dire que la vérité morale, qui est la loi de la société elle-même, ne peut abdiquer en faveur de la société.

Et qu'on ne vienne pas dire que ce sont là de grands mots; qu'il ne s'agit nullement d'un conflit entre la société et la vérité, mais d'un dissentiment sur une question spéculative ou pratique entre la société et l'un de ses membres; que, dans ce cas, comme dans tous les autres, l'individu doit se subordonner à l'ensemble; et que la prétention d'opposer

sa manière personnelle de voir à la volonté de l'ensemble, à cette volonté revêtue peut-être de la forme de loi, est une prétention exorbitante. Cet argument, qui peut soutenir un premier regard, n'en supporte pas un second, et ne peut paraître solide qu'à des esprits bien peu attentifs.

Nous partons ici du principe que l'homme est fait pour la vérité; qu'il a des devoirs envers elle; qu'il doit la chercher, et l'ayant trouvée, y conformer sa vie. Ceux qui pensent autrement peuvent, dès à présent, nous quitter, si tant est qu'ils nous aient accompagnés jusqu'ici.

L'État, comme tel, connaît-il la vérité? S'il la connaît, il doit la connaître mieux que personne; et chacun, sur toutes les questions controversées, fera bien de s'en rapporter à lui; ou plutôt il n'y aura pas de controverses, l'enseignement de l'État les prévenant toutes.

Mais il est plus facile et plus commode de dire comme Pilate: « Qu'est-ce que la vérité? » que d'attribuer à l'État une mission à l'égard de la vérité. Aussi devons-nous rendre justice aux adversaires de notre thèse: leur sentiment en général est celui de Pilate. Personne, en théorie, n'ose faire de l'État, comme État, le dépositaire et l'organe de la vérité. Aussi n'est-ce pas à eux que nous parlons, mais à cette partie du public qui, sans comprendre leurs principes, adopte leurs conclusions.

Il y a une vérité, et l'État n'en est pas le dépositaire.



taire. A qui donc, pour la connaître, chacun de nous est-il renvoyé? A lui-même incontestablement. Cela ne signifie pas qu'il la trouve en soi, et qu'il n'a recours à personne. Non, mais chacun écoute et croit, chacun examine et juge, chacun compare et choisit : c'est librement que chacun se soumet. La conscience de l'individu a reconnu la vérité, et sa volonté accepte la loi de la conscience.

Dans bien des cas, dans la plupart peut-être, les conclusions auxquelles il sera arrivé se rencontreront avec celles de l'État, avec les termes de la loi. Mais en d'autres occasions, il y aura désaccord, c'est-à-dire que l'individu recevra de sa conscience une direction tout opposée à celle que la loi prétend lui imprimer. Alors encore se manifestera ce que nous appelons la dualité de l'homme et de la société ; alors il sera constant que l'homme et la société sont deux. La seule question sera de savoir si, en matière de conviction morale, de même que, tout à l'heure, en matière d'intérêt, l'homme doit rétablir l'unité en se subordonnant. Il n'est point de plus grande question.

Quelques hommes, qui se portent défenseurs de la société, quoique, à vrai dire, leur opinion l'atteigne dans le principe même de sa vie, lui donnent raison contre l'individu dans tous les conflits de cette espèce, ou plutôt, sans vouloir examiner si elle a raison ou tort, font à l'individu un devoir absolu de la soumission et de l'obéissance. Ils ne l'obligent pas à dire solennellement, comme autrefois Fénelon dans sa chaire épiscopale : Ce que je pensais, ce que je

pense encore, ce qu'intérieurement je tiens à cette heure pour vrai, ce dont le contraire, à mes yeux, est odieux ou absurde, je le désavoue, et j'engage tous ceux qui peuvent m'entendre à le tenir pour faux. On ne va pas jusque-là ; on vous demande seulement de ne tenir aucun compte de votre persuasion, d'agir comme si vous en aviez une autre, de faire, sans examen, tout ce que la société vous impose, et de vous abstenir, également sans examen, de tout ce qu'il lui plaît de vous interdire.

Que signifie cette prétention ?

Jusqu'ici la société civile n'était pas le but de l'existence humaine ; elle était pour l'homme un moyen ; le but était la vérité, dont la connaissance et la réalisation impliquent tous les genres de perfectionnement, et qui, dans sa plénitude, est l'accomplissement des desseins du Créateur à l'égard de l'homme et du monde. Ici le but, qui est la vérité, se trouve sacrifié au moyen, qui est la société ; et, puisqu'il s'agit de l'ordre le plus élevé des vérités accessibles à l'homme, disons que la société étant à la morale ce que le corps est à l'esprit, l'esprit est sacrifié au corps. Car, en ce conflit, c'est l'individu, non la société, qui représente le principe moral ; c'est, du moins, l'individu qui l'invoque, et non point la société.

Dira-t-on peut-être que l'intérêt de la société est le suprême devoir ? Réduira-t-on la morale au respect des vœux et des exigences, légalement constatées, de la société ? Soutiendra-t-on que ce respect est à la tête de

nos devoirs, que tout le reste ne vient qu'après et sauf ce premier devoir? qu'il a seul une valeur absolue, que tous les autres n'ont qu'une valeur relative? Mais parler ainsi, c'est déifier la société; c'est du moins restaurer la théocratie; c'est supposer que toute la volonté de Dieu, à l'égard de chaque individu, est renfermée dans les lois et dans les ordonnances de la société au sein de laquelle est né cet individu. Mais alors il ne faut pas se borner à le supposer; il faut le dire; il faut que chaque société s'intitule le peuple de Dieu, et qu'elle place ses lois sous la protection des miracles du désert et des tonnerres du Sinaï. Nulle part, jusqu'ici, le peuple ne songe à le faire; il se contente, çà et là, de s'ériger en Dieu; procédé plus sommaire et moins coûteux.

A quelque haut prix, d'ailleurs, qu'on mette l'intérêt de la société, il ne faut pas nous donner pour l'intérêt permanent et fondamental de la société la satisfaction immédiate de ses exigences et l'acquiescement de tous les individus à ses lois. Cet acquiescement, bon et utile en général, lui est plus funeste en certaines occasions qu'il ne lui est avantageux à l'ordinaire. Ce qui lui importe avant tout, par-dessus tout, nous l'avons dit, c'est la vérité, c'est la justice, c'est la vertu. Ce qui lui est nécessaire, ce n'est pas que sa volonté, mais que la volonté de Dieu soit faite. Ce que réclame son intérêt, c'est qu'en tout temps, et même contre son gré, la vérité morale, qui comprend aussi la vérité religieuse, reçoive des témoignages, soit en paroles, soit en actions. Voilà l'intérêt de la société.

Nous demandons que cela soit reconnu en général et en principe. Nous ne demandons pas que la loi ou le peuple s'arrête ou recule devant chaque répugnance de chaque individu. Elle aurait bien à faire, encore même qu'elle ne voulût tenir compte que de celles de ces répugnances qui allégueraient un motif de conscience. Cent fois contre une elle devra passer sur le corps des récalcitrants. Ce que l'on peut, ce que l'on doit lui demander, c'est de respecter les scrupules, même mal fondés, autant qu'elle le peut ; soit pour ne pas multiplier les chocs et les collisions, soit pour témoigner de son respect pour le principe moral, qui, après tout, est la vraie beauté et la vraie force du corps social. Si ce témoignage ne vient pas d'elle, il sera rendu, contre son gré, par les consciences individuelles ; et leur résistance, qu'elle regardera comme une atteinte à ses droits et à ses intérêts, sera, tout au contraire, sous une forme qu'elle repousse, le plus grand service qui puisse lui être rendu. Ceux qu'en de telles occurrences elle envisage comme ses ennemis, sont, au contraire, ses véritables, ses seuls amis, et le ressentiment qu'elle a de leur opposition se changera tôt ou tard en reconnaissance. Elle les remerciera, un jour, de lui avoir tenu tête. Nous l'affirmons à coup sûr, puisque tous les peuples, aujourd'hui, mettent au rang de leurs grands hommes et saluent dans le passé comme leurs bienfaiteurs, ceux qui, par un motif de conscience, ont osé rompre en visière à la société, soit en elle-même, soit dans la personne de ses chefs. Nous ne prétendons pas que quelque inconvénient n'ac-



compagne un aussi grand avantage. La résistance, même la plus désintéressée, même la plus consciencieuse, aux injonctions de la société, est toujours une résistance; l'aspect en est périlleux; l'autorité des lois en souffre plus ou moins; les passions égoïstes s'appuient de cet exemple; l'esprit de révolte a des précédents à citer; c'est un mal. Mais rapprochez-le, par la pensée, de cet autre mal, l'indifférence générale pour la vérité et la torpeur générale des consciences; supposez une société qui ne rencontre jamais, quelques lois qu'elle porte, quelques obligations qu'elle impose, aucune résistance à ses volontés; et dites-nous si cette obéissance n'est pas un plus grand mal; s'il n'y a pas, dans cette unité tout extérieure, un principe de dissolution infiniment plus actif que celui que vous avez cru apercevoir dans les résistances individuelles; et si ces généreuses résistances, qui vous paraissent, à chaque fois, relâcher le lien social, ne le serrent pas au contraire, et ne donnent pas à la société son plus haut degré de consistance. Car la force d'une société est essentiellement dans la vigueur de sa morale; et plus elle compte, dans son sein, d'hommes de conscience prêts à résister à la loi humaine lorsqu'elle commande ce que défend la loi de Dieu, ou lorsqu'elle défend ce que la loi de Dieu commande, plus elle comptera de citoyens fidèles, soumis et dévoués. Pourquoi? parce que le même principe qui, dans certains cas, commande la désobéissance, commande à l'ordinaire la soumission; parce que la conscience, qui nous lie à la loi divine, nous lie, avec une force propor-

tionnée, à la loi humaine ; parce que, enfin, moins on sera disposé à céder où Dieu veut qu'on résiste, plus on sera prêt à céder où Dieu veut que l'on cède. Le plus indépendant se trouvera le plus soumis, comptez-y bien ; mais ne comptez pas que le plus aveuglément, le plus servilement soumis, celui qui ne fait pas entrer la volonté de Dieu dans les motifs de son obéissance, persévère dans la fidélité quand son intérêt prochain lui conseillera le contraire, et quand il s'imaginera pouvoir désobéir impunément. Qui n'obéit qu'aux hommes et sans égard à Dieu, obéit mal et n'obéira pas longtemps. L'anarchie n'a point de recrues à faire dans les rangs des hommes de conscience ; elle en fait d'innombrables parmi les partisans de l'obéissance implicite. Esclaves aujourd'hui, rebelles demain.

On a imaginé une distinction. On refuse à la conscience individuelle le droit de braver la loi (c'est le terme dont on se sert), mais on lui accorde celui de la blâmer. C'est quelque chose, et même, au jugement de plusieurs, ce sera trop. Mais enfin cette doctrine qui, du temps de nos pères, eût paru téméraire et mal sonnante, elle est acquise à notre époque ; le paradoxe, l'énormité est devenue un lieu commun. « Obéissez, vous direz vos raisons après, — ou avant, » en voilà la traduction dans la langue du peuple. Je veux bien qu'en certains cas, et le plus souvent peut-être, le devoir de la conscience soit renfermé dans ces termes : obéir en blâmant, blâmer mais obéir. Je ne pense pourtant pas que des parents à qui l'État demanderait leur enfant de quatre ans pour l'élever à sa

guise et loin des yeux maternels, qu'un fils qu'une loi impie appellerait à déposer en justice contre les auteurs de ses jours, qu'une épouse à qui la loi du pays commanderait l'adultère, consentissent jamais, s'ils avaient une conscience chrétienne, à se réduire à cette formule, et j'ai pour moi, sur ce point, tous mes lecteurs, si j'en ai. Qu'on ne m'oppose pas que mes exemples sont extrêmes; vraiment je le sais bien; et c'est même à dessein que j'en ai choisi de pareils; je ne voulais pas qu'on pût incider sur le cas proposé et s'échapper hors de la question. Qu'on aille jusqu'à prétendre que de tels faits sont impossibles, je n'en crois rien; mais j'y consens. Je ne demande qu'une chose : c'est que chacun cherche dans sa pensée quelque autre cas moins improbable; il n'est pas un de mes lecteurs qui ne se soit dit une fois ou qui ne puisse se dire : Voici une action, en voilà une seconde, en voilà d'autres encore que, sur aucun ordre, à aucun prix, sous aucun prétexte, je ne pourrai me permettre, à moins que le cœur ne me manque ou que je n'oublie qu'il y a un Dieu; et si je le fais, je saurai bien alors et je me dirai que j'ai eu tort; et si je m'allègue à moi-même l'autorité des hommes, je me répondrai à moi-même qu'il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes; et si je me dis que j'ai été contraint, je me dirai que rien ne devait me contraindre; et si je cherche à me consoler en me rappelant que j'ai blâmé ce que j'ai fait, je serai obligé d'avouer que plus je l'ai blâmé, moins je devais le faire. Quel sera, je le demande, celui de mes lecteurs, ou même, en dehors

de ce cercle étroit, quel sera l'homme qui osera dire : Je ne sais ce que l'État pourra m'ordonner, je ne m'en informe pas ; mais quoi qu'il ordonne, je le ferai, sauf à le blâmer ? Aucun ne parlera ainsi ; ceux-là m'étonneront beaucoup moins qui termineront en ces mots : Quoi que l'État ordonne, je le ferai sans le blâmer ; — mais il faudra qu'ils ajoutent : parce qu'il n'y a pas de Dieu, ou parce que le peuple est Dieu. Et n'en désespérez pas ; car aujourd'hui tout se dit.

Nous ne l'inventons pas ; on l'a dit. On a parlé de l'inspiration des masses. On a donné un sens absolu au vieux paradoxe : *Vox populi, vox Dei*. On a érigé en oracles ces rumeurs qui sortent du sein d'un peuple, comme la vapeur s'élève d'une masse liquide soumise à l'action d'un feu véhément. Mais l'instinct même du peuple proteste contre cette apothéose. Le peuple sait bien à quoi s'en tenir sur sa prétendue infailibilité. Sans doute il y a une voix du sang, un cri de la nature, qui, dans certains moments tragiques et solennels, sans concert, sans préméditation, éclate à la vue de quelque attentat inouï ou de quelque monstrueuse aberration de l'esprit humain. C'est un coup de tonnerre qui interrompt le sommeil et les rêves de la multitude. C'est l'humanité qui, refoulée dans ses derniers retranchements, se jette tout entière à la rencontre de ses ennemis avec une clameur terrible. Mais qu'il y a loin de là à l'autorité doctrinale et permanente qu'on essaye de lui conférer ! Qu'à l'ordinaire la pensée de la multitude est servile et passive ! qu'elle est changeante et divisée ! Qu'il est difficile, ou plutôt



qu'il est impossible d'établir que ce qu'elle pense, si tant est qu'elle pense, est la vérité ! Comment s'y prendre pour le prouver ? Voudrait-on citer des faits à l'appui ? Il s'agirait donc de juger les jugements du peuple ; mais juger les jugements d'un tribunal, qu'est-ce autre chose que les comparer à la loi qui dut les dicter ? Il y a donc une loi, que le tribunal est tenu d'appliquer, comme l'individu est tenu de l'observer. Cette loi, que le tribunal applique, il ne l'a pas faite apparemment ; elle est au-dessus de lui, hors de lui ; et dans ce cas, il n'est pas ce que vous prétendez. Ayez donc le courage d'aller plus loin ; dites que c'est le peuple qui a fait la loi morale, dites qu'il en est la source, dites que la vérité réside en lui, ou plutôt, puisqu'à tout moment il l'efface, il la mutile, il se rétracte, dites qu'il ne s'agit pas de vérité, mais de nombre, ni de justice, mais de force, ni d'une solution rationnelle, mais d'un expédient commode. Dites qu'il faut bien en finir, et que le trône de la vérité étant demeuré ou devenu vacant, le peuple ou le nombre a dû s'y asseoir à sa place.

Vous répugnez à conclure de la sorte ; parce que ce serait dire qu'il n'y a point de vérité, et que vous n'oseriez le dire ; car le peuple croit qu'il y a une vérité, et c'est par cette croyance, comme par une bride, que vous le retenez et que vous l'entraînez. Vous êtes comme pressé entre cette croyance du peuple et l'impossibilité de mettre la vérité dans le peuple. Cercle vicieux, problème insoluble et désespérant pour qui n'accepte pas le dogme de la chute. Ce dogme seul ex-

plique comment la vérité a conservé un trône et comment ce trône est vacant. En dehors de ce dogme, il faut, de toute nécessité, ou laisser ce trône vide pour jamais, ou le renverser. Vous ne pouvez vous résoudre à l'un, vous n'oseriez tenter l'autre. Pour nous, nous disons que la vérité est en Dieu, et que du sein du Père des esprits, elle se communique dans le silence et dans le mystère, non à la société, ni à l'État, mais à tout esprit que l'humilité et le repentir rendent propre à la recevoir. La mortification est la clef de ce trésor; le secret de l'Éternel est pour ceux qui le craignent.

Vous en appelez au peuple, à la multitude; vous nous traînez à sa barre; nous vous y suivrons volontiers, nous ne lui refusons pas toute compétence; nous l'écoutons volontiers, c'est vous qui fermez vos oreilles à sa voix. La multitude ne fut jamais de votre avis; et tout en exerçant le pouvoir arbitraire que vous lui conférez, elle a protesté, sous mille formes et en mille occasions, contre sa propre tyrannie. En thèse générale, elle ne se croit pas infallible; elle ne fait pas de la vérité une question de majorité; elle croit (ses souvenirs l'y contraignent) qu'un seul peut avoir raison contre tous, que chacune des vérités dont la découverte a fait faire un progrès à l'humanité, a commencé par être l'apanage d'une minorité ridiculisée ou flétrie, en un mot, qu'à son début, la vérité est sectaire. Voilà ce que nous dit l'humanité : que ne l'en croyez-vous? Voilà ce qu'ont dit, non-seulement les hommes avec qui nous marchons, mais ceux dont

vous avez fait en quelque sorte les saints de votre calendrier.

Et, croyez-le bien, parmi ces hommes rares qui dévouèrent leur vie entière au service d'un principe, nul ne se dit ce que vous dites : que chacun est libre de se faire un idéal, de lui prodiguer, dans l'ombre, des caresses que le secret rend légitimes, et de parer tous les jours son idole de fleurs nouvelles, mais qu'il en doit rester là. Idée, à leur avis, n'était pas synonyme d'idole, et la vérité ne leur paraissait pas un simple amusement de l'intelligence. Ils la professaient, et quand la vérité avait des conséquences pratiques, ils la pratiquaient. Ils se fussent bien gardés de la démentir dans leurs actes, et de rien faire surtout de ce qu'elle leur interdisait. Quand l'idéal prend le nom de devoir, il ne se contente pas de quelques genuflexions furtives ; il est le vrai, l'unique souverain ; il dispose de notre vie. Plaignez-vous, j'y consens, de ce que l'homme est exposé à prendre pour un devoir ce qui ne l'est pas ; nous le déplorons avec vous, et c'est pour nous une preuve que l'homme est tombé ; mais n'imposez pas à l'homme une seconde chute, ne le dégradez pas au-dessous de lui-même, en arrachant de son esprit l'idée du devoir, et de son cœur le sentiment nécessaire de la souveraineté du devoir.

Il y a donc (et c'est proprement le sujet de tout ce discours), il y a, en vertu de la chute première, ou à prendre la nature humaine telle qu'elle est, il y a



dualité entre l'homme et la société, et, sur certains points, cette dualité, pour parler le langage de l'école, est irréductible. Je ne m'étonne point, je ne suis pas très fâché qu'on le nie ; je verrais avec peine qu'on en prît trop aisément son parti ; je suis presque bien aise qu'on se récrie ; j'aime assez que, de premier mouvement, on repousse cette dualité et qu'on proclame vivement l'unité ; cela est d'un bon naturel. Je nie seulement que cela soit d'un esprit bien mûr, et je me scandalise un peu si c'est un chrétien qui se récrie ; car un chrétien croit à la chute générique et à la restauration individuelle. Il a donc, non pas exclusivement, mais excellemment, des raisons d'abonder dans le sens de notre doctrine.

L'Évangile, avons-nous dit, lui enseigne la doctrine d'une chute ou déchéance générique et d'une restauration individuelle. Cette restauration ne résulte pas du développement spontané et progressif des forces qui sont demeurées à l'homme ; elle se rattache indissolublement à un fait mystérieux et surnaturel, qui n'est autre que l'intime union de Dieu et de l'homme en Jésus-Christ. Dieu s'abaissant jusqu'à l'homme pour que l'homme puisse s'élever jusqu'à Dieu. Cette restauration est individuelle ; elle pourrait envelopper tous les individus sans cesser de l'être, puisque ce serait toujours un à un qu'ils auraient été atteints et gagnés. Ils s'agit bien ici d'une race ou d'un peuple, mais non d'une race ou d'un peuple dans le sens naturel du mot. Ce qui est né de la chair est chair, ce qui est né de l'esprit est esprit. Sans accepter ceci, on



peut le comprendre. Les analogies secourables ne manquent pas. Christianisme à part, l'humanité est divisée, selon l'esprit ou selon le cœur, en différentes classes, on dirait presque en différentes humanités, qui s'entre-croisent et se mêlent sans s'unir. On peut diviser autrement que l'Évangile, mais on divise. Le peuple a distingué en tout temps, et à sa manière, entre les bons et les méchants. Les amis et les ennemis de la liberté forment sans doute deux sortes d'hommes; et l'on ne voudra pas nier qu'entre ceux qui croient au monde invisible et s'en préoccupent, et ceux qui repoussent avec mépris toutes les idées de cet ordre, il n'y ait une différence profonde qui, des uns aux autres, rend difficiles tous les rapports, et impossibles les rapports intimes. Les chrétiens rejetant toutes ces distinctions, ou comme superficielles, ou comme insuffisantes, ou comme fondées sur des prétentions arbitraires, divisent l'humanité par le don de la seconde naissance, offert à tous, mais refusé par les uns et accepté par les autres. Il y a pour tous une naissance selon la chair, et pour un certain nombre une naissance selon l'esprit. Or, la société civile, qui embrasse sans distinction tous les individus humains nés sur le même sol, est-elle née de l'esprit ou de la chair? Il faut ou répondre qu'elle est née de la chair, ou effacer de l'Évangile la distinction des deux naissances. Donc l'homme individuel capable d'une seconde naissance est revêtu d'une capacité que n'a point la société. Une différence aussi considérable atteste suffisamment que l'homme et la société sont deux.

C'est là précisément ce que nous tenions à établir, et ce que nous croyons avoir établi en nous plaçant tour à tour au point de vue de la connaissance naturelle et de la connaissance chrétienne de l'homme. Si les moments de collision entre la société et l'homme rendent cette dualité plus sensible, elle ne laisse pas de l'être aux heures même d'accord et d'entente. Toute volonté qui cherche sa loi au-dessus de la sphère sociale, tout homme qui, sur ses devoirs et sur sa vocation, n'en veut croire que Dieu et sa conscience, sait très bien, lorsqu'il fait la volonté de ses semblables, que c'est, en dernier ressort, à sa conscience et à Dieu qu'il obéit; il n'éprouve jamais mieux leur empire que lorsqu'il se soumet plus fidèlement aux intimations sociales, et ne se sent jamais plus distinct de la société qu'à l'instant même où son dévouement réfléchi l'absorbe, pour ainsi dire, en elle.

Eh bien! cette dualité de l'homme et de la société, c'est ce que, depuis l'origine des États, la société, ou l'homme plutôt, s'est obstiné à méconnaître. Son hypothèse favorite, ce n'est pas la dualité, mais l'identité. Le principe qu'en silence il a mis à la base de toute association, politique ou religieuse, c'est que la société n'est autre chose que le pluriel de l'homme. Il a réduit toutes leurs différences à une simple différence de nombre. Il a quelquefois professé cette erreur; plus souvent, sans la professer, il l'a pratiquée. Il l'a rivée, incrustée dans ses institutions et dans

ses lois, en transportant à l'association civile toutes les attributions, toutes les capacités, et, l'on peut bien employer ce terme, tous les pouvoirs de l'homme individuel. L'individualité a résisté et persisté ; sans cesse émondée, elle a sans cesse poussé de nouveaux jets ; elle ne s'est pas laissé annihiler ; mais il n'a pas tenu aux sociétés, et, chose singulière, il n'a pas tenu à l'homme lui-même qu'elle ne s'y ensevelît tout entière, et c'est, en quelque sorte, malgré lui que l'homme s'est sauvé.

C'est cette tendance qui, érigée en système, prend le nom de socialisme. Qu'on nous permette, dans le cours de ce travail, de donner à la tendance le nom du système.

Le caractère du socialisme est de procéder comme si l'homme et la société, au lieu d'être deux, n'étaient qu'un.

Cette erreur, comme toutes les erreurs possibles, se rattache à une vérité. Elle est même, on pourrait le dire, le résultat de plusieurs vérités. Il a été facile d'identifier l'État avec l'homme ou l'homme avec l'État, parce que l'État est humain, parce que rien ne l'est davantage, parce que la nature humaine n'obtient que dans l'État et par le moyen de l'État tout le développement dont elle est susceptible. Ajoutez à cette première cause d'erreur l'inclination naturelle et louable de l'esprit humain vers l'unité, qu'il cherche à réaliser en toutes choses, dans la politique, dans la religion, dans la philosophie et dans l'art : il est évident qu'un



des principaux charmes du socialisme se trouve précisément dans cette apparence d'unité et de simplicité dont il revêt l'institution sociale. Enfin, et ceci est plus sérieux, l'homme a le juste sentiment qu'il n'existe pas pour lui-même, qu'il n'est pas son propre but, que sa place n'est pas au centre, mais à la circonférence, qu'il ne peut se donner pour le principe même de l'ordre général (car cela est absurde en soi, et chacun le pouvant au même titre, nul ne le peut), et que n'en étant pas le principe, il est simplement une partie, et s'y doit subordonner. Or, il est à l'égard de la société ce qu'est la société elle-même à l'égard de l'humanité peut-être, et, dans tous les cas, à l'égard d'un plus vaste ensemble. Et maintenant, remarquez-le bien, pour celui que l'instinct de l'obéissance, de l'adoration, le sentiment, si vous voulez, de l'infini, n'a pas abandonné, et à qui l'accès du vrai sanctuaire demeure néanmoins fermé, il n'y a rien de plus haut que la société, rien de plus digne de respect et même d'adoration ; la société, le peuple, la patrie revêt facilement pour lui des attributs divins, peut intercepter et retenir ses hommages, peut devenir l'objet de son culte. Des exemples modernes, aussi nombreux, aussi frappants que ceux que l'antiquité nous peut offrir, attestent que si quelque chose peut contrefaire la religion, si quelque chose est propre, je ne dis pas à satisfaire, mais à amuser dans les âmes l'impérissable besoin de Dieu, c'est le patriotisme, et, en général, les affections politiques. Ces affections ne revêtent pas nécessairement un caractère socialiste ; mais dans l'absence d'autres



préoccupations, ou religieuses ou philosophiques, elles y inclinent ; les peuples anciens ne s'arrachèrent aux étreintes de la hiérarchie que pour abonder dans le sens du socialisme ; ce fut même un progrès plutôt qu'une chute, et le socialisme, qu'aujourd'hui nous combattons au nom de la liberté, fut, dans les premiers âges du monde, un premier pas de l'esprit humain dans la carrière de la liberté.

Toute l'antiquité, sacerdotale d'abord, fut ensuite socialiste. Elle le fut dans ses institutions plus que dans ses mœurs, et plutôt par une sorte de nécessité que par le vœu de la nature. L'énergie de l'âme humaine et cette force des choses qui, dans la pratique, impose des limites et assigne un terme à toute erreur, n'ont pas permis et ne permettront jamais au principe de tirer ses dernières conclusions. La conséquence parfaite n'est possible que dans le domaine de la pure pensée. En bonne logique, l'État socialiste est, selon les mœurs et le tempérament de la nation, une caserne ou un monastère. L'État socialiste est nécessairement communiste en ce sens que seul il est propriétaire, et que les individus sont réduits à l'usufruit dans la mesure de leur mérite ou de leur utilité. L'État socialiste impose à tous sa religion, son goût, sa philosophie, s'il en a une. L'État socialiste, en un mot, accepte pour type une famille où les enfants sont éternellement mineurs. Sparte, Athènes et Rome restèrent sans doute en deçà de ces termes. Bien qu'il soit certain qu'aucune de ces républiques n'avait fait, et qu'aucune aussi n'aurait accepté la distinction fondamentale que nous avons tout

d'abord établie, cette distinction fit valoir çà et là ses droits dans la pratique : l'homme, de son propre chef, se démêla d'avec la société ; de grandes individualités apparurent ; de grands noms étincelèrent, et brillent encore dans le firmament de l'histoire ; mais qu'on y prenne garde : la grandeur des uns est d'avoir résumé cet ordre social qui, comme tout autre, ne vit et ne se soutient qu'à condition de se personnifier ; la grandeur des autres apparaît dans le déclin du système et naît de sa décomposition. C'est pour lui que les premiers furent grands ; les autres l'ont été contre lui, et par l'effort même qu'ils ont fait pour se séparer de lui. Et du reste, l'apparition, même nombreuse, de ces fortes personnalités n'a rien d'incompatible avec le caractère socialiste de l'État antique ; d'abord, parce qu'il n'appartient à aucun système d'abroger la nature humaine et d'étouffer jusqu'aux moindres étincelles de l'individualité ; ensuite, parce qu'il n'est aucune idée qui n'ait besoin de représentants personnels et qui ne les trouve ou, pour mieux dire, qui ne les crée ; enfin, parce que quelques individus, soustraits par leur énergie propre, ou par les circonstances, à l'empire de la loi commune, n'en balancent pas, quelquefois même en corroborent l'action ; subie en silence par la société tout entière.

Une religion individuelle, je dis individuelle dans sa nature, eût assoupli cette masse compacte et inarticulée qui, sous les auspices du socialisme, résulte de l'agglomération des individus et des familles. Nous dirons bientôt à quelles conditions une religion est indivi-

duelle ; ici, bornons-nous à dire que le principe socialiste lui-même l'exclut et la repousse. D'ailleurs, elle n'était pas là ; Dieu seul eût pu la donner et la faire accepter ; mais la main divine demeurerait fermée. Le socialisme, qui ne repousse point toute religion, qui même ne s'en passe point, s'en fit donc une à son image, ou, du moins, sut accommoder à ses desseins, ajuster à sa pensée les superstitions populaires et les rêves de la poésie. Toutes les religions de l'antiquité sont essentiellement nationales. Elles sont intimement unies à l'institution politique, elles en font partie, elles en sont le reflet, l'empreinte ou l'emblème. Elles se modèlent sur l'État, non l'État sur elles. Issues des besoins individuels, nées auprès du foyer domestique, qui fut partout le premier autel, elles ont néanmoins en vue, dans les États antiques, l'État d'abord, l'individu ensuite. Il est vrai que l'État n'interdit point à l'individu de faire de la religion publique une religion à lui, de penser sa religion, de la sentir, de l'individualiser ; mais ces religions, comparables, dans leur stérile magnificence et dans leur grâce frivole, à ces fleurs doubles qui ne recèlent point de fruit, ces religions n'ont rien qui réveille l'individualité, rien qui puisse devenir individuel ; elles ne s'incarnent pas, elles ne deviennent pas l'homme lui-même, l'âme pour ainsi dire de son âme ; et, remarquez-le bien, leurs dogmes, leurs prescriptions sont telles qu'elles ne donnent jamais à l'individu la conscience de la dualité qui existe entre l'homme et la société. Leur loi se superpose exactement à la loi du pays, si bien qu'on dirait



qu'elles ont été taillées à la mesure de cette loi. En un mot, la religion, qui semble faite pour nous élever au-dessus de nous-mêmes et de la société, la religion, au point de vue de l'antiquité, c'est encore nous-mêmes, c'est encore la société. Nous revenons par un détour au point d'où nous sommes partis. La religion est à l'État ce que la périphrase est au mot propre.

Ceci peut se dire de toutes les religions antiques et modernes, rêvées par les poètes, fabriquées par les philosophes, proclamées par des sectaires, de toutes, dis-je, une seule exceptée.

Prétendons-nous que la politique les ait inventées, qu'un principe spéculatif ou un besoin moral ait été étranger à leur naissance? Rien n'est plus loin de notre pensée; rien n'est mieux démenti par l'histoire des mythologies. L'État n'a pas créé la religion. La religion et l'État sont nés ensemble; ce sont deux pousses vigoureuses qui sont sorties à la fois et par un même effort du tronc de la nature humaine. S'il y a, sous le rapport de la spontanéité, quelque différence à faire, elle est, sans aucun doute, en faveur de la religion. L'homme est un animal politique, mais plus naturellement encore un animal religieux. Mais il faut bien reconnaître que ce que nous appelons aujourd'hui la distinction du temporel et du spirituel était absolument inconnu aux peuples antiques. L'unité de l'homme et de la société était universellement supposée. Tout ce qu'est l'homme, la société devait l'être; voilà la première formule; elle ne dut pas tarder à être remplacée par celle-ci : Tout ce qu'est la société, l'homme



aussi devra l'être. Ou plutôt, on ne les distingua point, et un flux et reflux tumultueux et confus communiqua tour à tour à la société la religion de l'homme, à l'homme les croyances de la société. Si, en matière de religion, un moment fut donné à l'individualité, ce moment se déroba à nos regards. Si, dans un certain moment, la religion fut disproportionnée à la société, soit en restant au-dessous des mœurs générales, soit en les dépassant, ce moment nous échappe.

Les *mystères* ne sont guère qu'un appareil plus solennel, dont s'entourait la religion publique, une sorte de concentration dans laquelle elle tentait de renouveler ses forces, et où des respects usés par l'habitude essayaient de se retremper. Si les mystères furent quelque chose de plus, ce ne fut pas d'abord : c'est plus tard qu'ils devinrent le refuge de la libre pensée, qui n'a jamais entièrement abdiqué, et à laquelle le couvert de la religion officielle était alors absolument nécessaire. On sait ce qu'il en coûta à quelques grands esprits pour avoir philosophé et surtout adoré en dehors du sanctuaire. Et d'ailleurs, qui ne voit que les mystères, en supposant que l'ésotérisme en fût le principe et le but, attestent autre chose encore que l'inextinguible besoin de la liberté, dont l'âme humaine est travaillée? Ils attestent que l'individualité, et la communion (car, depuis la chute, la communion suppose l'individualité) avaient besoin d'un lieu de franchise que l'institution de la religion publique ne leur ménageait pas, ne leur accordait pas

même. Ce lieu de franchise, les philosophes le trouvèrent dans leur pensée, et ils philosophèrent d'autant plus librement qu'ils surent cacher aux autres et se déroberent à eux-mêmes les liens d'intime continuité qui existent entre la religion et toute philosophie vraiment digne de son nom. D'autres, nous l'avons dit, abritèrent leur individualité dans le fond le plus voilé, dans les *penetralia* du culte même qui la proscrivait. Ainsi, en attribuant aux mystères un caractère d'ésotérisme, notre thèse n'a rien à perdre ; elle a, au contraire, tout à gagner. Une religion individuelle dans son principe ne connaît pas l'ésotérisme ; elle le repousse ; toutes les autres, non-seulement le comportent, mais le supposent. Elles le supposent en vertu même de leur principe socialiste. Le christianisme (et nous donnons ce fait à méditer à nos lecteurs) est, parmi les religions des peuples civilisés, la seule qui n'ait pas connu l'ésotérisme. Et si elle ne l'a pas connu, c'est qu'elle y répugne profondément, c'est qu'il la contredit dans son essence.

La religion, chez aucun peuple, n'a opposé une barrière ou tracé des limites au développement du principe socialiste ; elle l'a bien plutôt, dans tous les temps, consacré et fortifié. Pour exercer une influence contraire, il eût fallu que la religion, s'élevant au-dessus de l'humanité, cessant d'en être l'expression et l'image, procédât, non du cœur humain, mais de quelque source plus haute. Car, toute religion humaine, ou naturelle, comme on voudra l'appeler, s'enferme dans les limites, philosophiques et morales,

où s'enferme la société. La philosophie, par où nous entendons la libre spéculation (et sur ce pied les poètes ont leur place à réclamer parmi les philosophes), la philosophie a paru dépasser les limites où toute religion humaine se circonscrit nécessairement, et l'on ne saurait nier que les systèmes philosophiques naissent du peuple et rentrent dans son sein, sous une forme, il est vrai, moins rigoureuse et moins parfaite ; mais la philosophie n'éveille dans le peuple aucun principe de rénovation et de vie ; la foi seule a ce privilège ; c'est par la foi, humaine ou divine, qu'un peuple vit et qu'un peuple se meut. Et, quoi qu'il en soit, ni la religion, ni la philosophie n'ont tiré les nations antiques des langes du socialisme. Ces nations se sont dissoutes sans avoir changé de principe. La société est morte avant le socialisme.

L'incontestable grandeur et la poétique beauté des œuvres du socialisme antique ne pouvait être une preuve de sa vérité, encore moins était-elle un motif de rattacher à ce principe l'avenir du monde. Il était mort, bien mort. Si quelque chose est évident, c'est l'impossibilité, à l'époque dont nous parlons, de rien édifier sur cette base. L'humanité n'était pas morte, elle ne meurt point ; mais toutes les nationalités l'étaient, sans en excepter celle qui dans son sein, comme dans un vaste gouffre, avait englouti toutes les autres (1). Les religions, qui sont des patries, des nationalités de l'esprit, étaient mortes pareillement. L'individualité, resserrée durant des siècles

(1) Il faut excepter la nationalité juive, gardée par sa religion.

dans des limites rigoureuses, n'avait point appris à les dépasser; et dans l'asile que la spéculation lui avait ouvert, elle s'était peu exercée dans le sens de l'action. Quel astre nouveau, quelle comète lointaine pouvait alors, selon l'expression du poète,

Des mondes épuisés ranimer la vieillesse?

Un astre allumé au sein de Dieu même, dès avant les siècles, réservait ses rayons pour le minuit de l'humanité. Sur la terre, un nouvel avenir s'ébauchait dans le sein d'un chaos fécond, comme un enfant dans le sein de sa mère. Dans l'une des tribus d'un peuple odieux à tous les peuples, et le seul qui n'eût pas abjuré sa nationalité, un descendant des rois et tout ensemble un homme du peuple élève sa voix pure, parle d'autorité, et, d'un même temps, ouvre à l'âme humaine un avenir dans le ciel, à l'humanité un avenir sur la terre. Ce terrestre avenir, le seul qui nous occupe en ce moment, est le développement d'un nouveau principe, avec l'appui duquel l'humanité a pu se remettre en route. C'est le principe de l'individualité. Jésus-Christ l'a enseigné en le créant, ou, si l'on veut, en lui rendant la liberté. Il l'a mis dans le monde en le mettant dans la religion, d'où il a passé dans toutes les sphères de la vie. Car la société moderne, qui, comme cet oiseau fabuleux, s'échappa, il y a quatorze siècles, des cendres du monde romain, n'a point dérogé à la loi universelle; elle est née d'une religion, ou, pour dire la chose en d'autres termes, d'une morale enracinée dans le ciel. C'est à la religion, du moins,



qu'elle a dû ses caractères permanents, ses premières et persistantes impulsions. Or, au point de vue psychologique, rien ne la caractérise plus vivement que l'appel qu'elle fait à l'individualité, l'éveil qu'elle lui donne, l'aliment qu'elle lui fournit, les occasions qu'elle lui présente.

L'Évangile a fait une chose qu'on ne remarque point assez. L'homme, avant lui, n'arrivait à la Divinité que sous les auspices du prêtre. L'Évangile a supprimé le prêtre; l'Évangile nie le prêtre; le prêtre, comme tel, est contradictoire à l'Évangile. Il n'y a, en un sens, qu'un prêtre, qui est Jésus-Christ; dans un autre sens, il y en a autant qu'il y a de fidèles. Mais le prêtre proprement dit, tel que l'entendait la religion juive, tel que l'entend le catholicisme, est, à l'égard du christianisme, un véritable contre-sens. Dans l'économie nouvelle, les secours, les moyens ne sont pas abolis; l'homme y sert encore de secours à l'homme, et l'Église est le moyen de tous; mais le fidèle reste entièrement libre et entièrement responsable, en sorte qu'à cet égard comme à tout autre, il est fondé à dire : « Il m'est  
« permis d'user de toutes choses; mais je ne me ren-  
« drai esclave de rien (1). » Cela signifie que les rapports entre Dieu et le fidèle, tels que les a établis celui qui s'appelle le Médiateur, sont des rapports immédiats. Ils ne l'avaient jamais été, et n'avaient pu jamais l'être. Indépendamment du prêtre, que nous trouvons partout, il y avait la nation, espèce de

(1) Première Épître aux Corinthiens, VI, 12.

prêtre qui, après s'être fait une religion à son image et à son usage, l'imposait telle quelle aux particuliers. N'ajouterons-nous pas qu'il y avait encore un ensemble d'actes matériels, dont la vertu tout objective, quels qu'en eussent été, d'abord, le sens et l'intention, déterminait la condition religieuse de l'individu, de préférence aux faits immatériels, et substituait, dans le culte, le *faire* à l'*être*, le corps à l'âme, et, pour ainsi parler, l'acte à l'agent lui-même? De tout cela, l'Évangile n'a rien laissé subsister. A tout cela il a fait succéder l'adoration en esprit et en vérité, dont la première condition, comme le premier caractère, est une franche, vive et intime personnalité. Partout où l'adoration chrétienne a pris un autre aspect, la faute en est à l'homme, non à l'Évangile, et il n'est de cet Évangile pas un dogme, pas un précepte, pas une page qui ne proteste.

Aucun homme, Dieu seul pouvait poser ce principe, imposer cette loi. Cette innovation est divine. L'homme naturel est socialiste; toute religion humaine est socialiste; c'est là, tout à la fois, sa faiblesse et sa force; sa faiblesse, si vous regardez au principe, sa force, si vous considérez les résultats extérieurs. La spontanéité, la consistance, et, pour le bien dire, la souveraineté de l'individu en matière de religion, se rattachent à un principe dont l'homme ne dispose pas. L'instinct, vraiment personnel, qui élance tout homme hors de la sphère créée, se termine, après quelques instants, à le dissoudre dans un océan confus où toute nuance particulière s'éteint et se perd.

Il cherche le prêtre ou le crée ; il cherche encore cet autre prêtre, la multitude ou la nation ; il n'use de sa liberté que pour se donner un maître, et ce maître ce n'est pas Dieu.

Ainsi l'homme ne s'est possédé quelques instants que pour se donner. Formule excellente, je l'avoue, lorsque l'homme finit par se donner à Dieu ; j'entends : lorsque c'est bien lui qui se donne, et quand c'est à Dieu qu'il se donne ; un tel acte est le triomphe, la consécration et la garantie de sa personnalité ; jamais l'homme n'est plus lui-même que dans cet acte ; ou plutôt c'est alors seulement qu'il est entièrement lui-même ; mais ce qu'il fait à l'ordinaire est tout autre chose : il se donne à qui ne le rendra jamais à lui-même ; il se donne moins qu'il ne se perd et ne s'efface ; car si, en Dieu, l'on se retrouve tout entier, dans la multitude on ne se retrouve pas : elle ne vous laisse que vos passions, elle vous prend tout le reste. C'est au contraire de Dieu, qui vous laisse tout le reste et ne vous prend que vos passions.

Mais le Dieu dont je parle est le Dieu vivant et personnel ; car notre vie et notre personnalité ont pour mesure les siennes. Le Dieu dont je parle est le Dieu saint, dont la sainteté éveille et développe notre conscience morale, c'est-à-dire ce qu'il y a en nous de plus personnel. Par-dessus tout il est le Dieu que chacun de nous peut aimer, parce qu'il aime chacun de nous et pardonne à chacun de nous, et qu'il nous sauve un à un. Il est, en un mot, le bien suprême de chacun de nous, distinctement aperçu, clairement

connu, directement saisi. A tous les titres que nous avons énumérés, il donne un point d'appui à notre personnalité, plante rampante qui, en s'attachant au tronc du grand chêne, s'élève avec lui, toute faible qu'elle est, jusque dans le ciel, et s'y maintient éternellement à côté de la personnalité divine. Dès lors elle ne peut plus ramper; elle se défend avec un avantage immense contre les entreprises du milieu social dans lequel elle se trouve plongée; elle se défend sans effort; à peine a-t-elle même à se défendre; sa force est d'être, comme sa faiblesse était de n'être pas; le saint contact qui lui donne la vie lui donne l'immortalité.

L'individualité que l'énergie de la pensée entretenait à grand'peine et imparfaitement chez un petit nombre d'hommes privilégiés, devient, sur le terrain plus populaire du devoir et de l'amour, l'apanage de tous les chrétiens. Le plus obscur des adorateurs de Jésus tient tête, dans l'occasion, au plus docte des philosophes, au plus passionné des hommes de parti. C'est sur le terrain de la liberté que Dieu est venu le chercher; c'est librement qu'il s'est soumis, cette soumission volontaire et réfléchie lui donne une consistance nouvelle; et désormais, à l'égard du monde, sa dépendance fait sa liberté. Ainsi l'*obligation* et l'*espérance* réunies ont fait ce que n'eussent pu faire, séparément l'un de l'autre, ni le mobile de l'espérance, ni le principe de l'obligation : elles ont créé l'individualité et la liberté. Mais ces biens ne pouvaient demeurer exclusivement propres au chrétien dans une so-



ciété chrétienne. La forte saveur du christianisme, mêlée intimement à tout, était la sève même de la société nouvelle ; l'idée de la valeur personnelle de l'homme devait croître avec celle de sa responsabilité, et avec celle de l'intimité des rapports qui venaient de s'établir entre Dieu et lui. Si peu que l'on eût, individuellement, l'intelligence de la religion chrétienne, quelque part qu'on eût ou qu'on n'eût pas à l'alliance de grâce et au bénéfice tout personnel de l'adoption, on en savait assez, on croyait assez au christianisme pour comprendre cela. L'individualité, d'ailleurs, s'était héroïquement affirmée et affermie, à proportion, dans la longue période des persécutions. On avait pu voir tous les jours ce dont toute l'antiquité avait à peine offert un exemple, des hommes et de faibles femmes donnant leur vie aux bourreaux pour une conviction personnelle, après avoir prouvé, par leur obéissance aux lois civiles, que leur conduite n'était pas le fait d'une indépendance sauvage, qu'ils ne méconnaissaient pas les droits de la société, et qu'ils ne prétendaient lui refuser que ce qui n'est point à elle. Ces grands exemples achevaient de rendre familière à tous la distinction entre l'homme et la société, trop identifiés jusqu'alors.

La liberté de la pensée naissait ainsi de celle de la foi ; toutes les autres libertés en devaient naître à leur tour. Au point de vue temporel, les libertés sont la dot que la religion de Christ a apportée aux États, dot payable en plusieurs termes, et point encore entièrement payée, mais dont, le jour même des noces,

l'humanité a touché un à-compte. Et, par une coïncidence providentielle, les barbares dont l'invasion forma, avec celle de la foi nouvelle, un confluent si merveilleux, ces barbares n'étaient nullement socialistes. Si le sentiment d'indépendance personnelle qui bouillonnait dans leur sein n'était pas identique à cette individualité qui ne peut être qu'une création de Dieu, elle ne lui était pas contraire, et elle avait avec elle plusieurs points communs (1). Chacun lit, à sa manière, l'histoire de l'humanité; on peut, en parcourant celle des peuples modernes, y trouver la servitude plus que la liberté, y voir des masses plutôt que des individus, et même transporter aux siècles antiques le caractère que j'attribue aux âges modernes; mais un regard plus attentif ne tarde pas à découvrir dans ces derniers tout un ordre nouveau de faits et de phénomènes qui démontrent que, si l'homme déchu est enclin à la tyrannie et dévolu à la servitude, et si, à cet égard, la meurtrissure de la chute première est commune à toutes les époques de l'humanité, le sentiment de l'individualité et le principe de la liberté (personnelle et non plus seulement nationale), l'idée enfin de la dualité entre l'homme et la société, sont nés, pour les peuples modernes, sous

(1) Un ami nous rend attentif à la différence des deux invasions, septentrionale et arabe. La première ne déployait point une bannière sacrée; la religion ne constituait point l'unité de ces peuplades conquérantes; elles devaient moralement se briser dans leur victoire même, et bien loin d'amener le socialisme avec soi, elles n'apportaient pas même un élément social. Il n'en eût pas été de même de l'invasion musulmane si la Providence avait permis qu'elle triomphât. Moralement elle était bien plus compacte que l'autre; et l'on peut dire que son principe religieux, très peu social, la rendait très socialiste.

l'inspiration de deux dogmes évangéliques : le dogme de la chute et celui de la rédemption.

Ainsi le principe de l'identification avait été condamné, celui de la dualité avait été consacré ; mais la nature humaine penche de tout le poids de sa faiblesse vers les doctrines socialistes. Un pas rétrograde, en religion même, ne se fit pas attendre. La nouvelle Rome inaugura, insensiblement, un socialisme nouveau. Le catholicisme, en effet, n'est point autre chose. Il n'a pas ouvertement nié le principe de l'individualité en matière religieuse ; il ne l'eût pas osé ; il se contenta de proclamer des prétentions avec lesquelles ce principe est incompatible, et, pour tout dire en un mot, de déplacer hardiment le siège de l'autorité. Il le déplaça en effet, et le christianisme, dès lors, changeant de nature autant que cela pouvait dépendre de l'homme, fut sacerdotal et juif. Après beaucoup de tentatives, malheureuses en un sens, mais non pas vaines puisqu'elles eurent pour effet de maintenir, en dépit du socialisme romain, la tradition de l'individualisme religieux, l'autorité, au commencement du seizième siècle, retrouva enfin sa base, et le principe de l'individualité reçut des mains de nos réformateurs, non pas une consécration explicite, mais des gages irrécusables. Le socialisme toutefois ne se tint pas pour battu. Dans l'enceinte même du protestantisme, qui n'est autre chose qu'un rempart élevé pour la défense de l'individualité religieuse, un nouveau catholicisme prit naissance, comme si une puissance ennemie avait conjuré l'éternel avortement de

la liberté. Ce catholicisme louche et boiteux, c'est l'Église d'État ou le nationalisme religieux. La nature humaine et l'histoire expliquent assez sa naissance : comment s'expliquer la prolongation de son existence à travers les révolutions qui ont politiquement émancipé les peuples, si ce n'est en se disant bien que les libertés qu'un même berceau a réunies dans leur enfance, peuvent, dans la suite des temps, devenir étrangères l'une à l'autre, et se méconnaître enfin, comme deux sœurs qui se sont mariées en deux pays différents ? Il ne faut pas se le dissimuler : si la liberté religieuse, si la religion elle-même, qui est une liberté, introduit partout ou prépare à la liberté civile, celle-ci est moins prompte à rendre la pareille à celle-là. Il ne faut pas s'en étonner ou s'en plaindre ; il vaut mieux se dire, avec une joyeuse assurance, que partout où un christianisme sérieux s'affirme et se maintient, ne fût-il professé que par le petit nombre, la liberté est là, ou la liberté n'est pas loin.

Jésus-Christ, bienfaiteur des nations comme des individus, a irrévocablement établi dans les sociétés humaines le règne des lois et celui de la liberté, qui, dans le vrai, ne sont qu'un seul et même règne. L'avenir leur est assuré, n'en doutons pas, et nous pouvons continuer d'espérer, autant que le permettra la condition morale de l'humanité, au lieu d'une société morte une société vivante.

C'est, au contraire, une société morte que nous préparent les systèmes socialistes que nous voyons surgir depuis quelques années.



Avant d'essayer de faire partager à nos lecteurs notre persuasion, notre effroi et nos espérances, il est à propos de nous entendre avec eux sur cette *individualité* dont le nom semble avoir pris place dans le dictionnaire à l'époque précisément où la chose que ce mot désigne se voit menacée dans son existence et dans son principe mêmes.

Nous allons faire de la métaphysique; nous en prévenons loyalement nos lecteurs afin qu'ils aient le temps de s'écarter; mais, d'ailleurs, nous n'avons garde de nous excuser; la métaphysique est ici de rigueur : si elle se trouve au fond de toutes les questions, elle est à la surface même ou aux abords de celle qui nous occupe.

L'*individualité* peut être définie une unité indivisible, en ce sens que tout ce qu'on en détache n'est pas une unité, mais un simple fragment. L'*individualité* suppose l'organisation : partout où il y a organisation, il y a individualité. Un arbre est un individu.

La vie, avec la conscience de la vie, constitue la *personnalité*. Le sentiment n'y suffit pas sans la pensée. Il ne faut pas seulement sentir que l'on vit, il faut le savoir, il faut se le dire. C'est pourquoi un animal, à moins qu'on ne suppose qu'il se parle à lui-même, c'est-à-dire qu'il pense, n'est pas une personne.

Le fait de la personnalité, moins simple que celui de la vie, mais également primitif, est un profond

mystère, comme tous les faits du même ordre, je veux dire non dérivés.

Le dogme de la personnalité divine n'est point distinct de celui de l'existence de Dieu. Dire que Dieu est personnel, c'est dire que Dieu est. L'infini ou l'absolu, s'il n'est pas personnel, n'est pas Dieu. S'il y a un Dieu, il se parle à lui-même. La parole est de toute éternité avec Dieu. (Jean I, 1.)

La personnalité de Dieu ne se conçoit pas ; son impersonnalité pas davantage. Mais comment Dieu aurait-il pu donner ce qu'il n'avait pas, comment l'impersonnalité aurait-elle pu produire quelque chose de plus excellent qu'elle-même, je veux dire la personnalité ? Puisqu'il y a des êtres finis qui sont personnels, il y a un infini qui est personnel, il y a une personnalité infinie ; et toute la question est de savoir comment il peut y avoir des personnalités finies, comment, en dehors de Dieu et vis-à-vis de Dieu, quelque chose peut dire *moi*, en d'autres termes comment il peut y avoir un *moi* qui n'est pas Dieu. Évidemment cela nous passe ; mais il n'importe, cela est. L'homme, chaque homme est un être personnel, et la personnalité est une partie essentielle de la notion d'homme.

Cet être personnel, cet être à qui il a été donné de dire *moi*, le dit trois fois. Il le dit à Dieu, au monde, aux autres hommes (chacun à chacun, chacun à tous). En un mot, il se distingue.

Cette distinction n'est pas un isolement. Si cet être n'est personnel qu'en se distinguant, il ne vit de sa

triple vie, organique, intellectuelle et spirituelle, qu'en s'unissant. Il ne saurait s'isoler sans périr.

La personnalité implique l'individualité. L'être personnel est encore plus pleinement, plus énergiquement individuel que l'être impersonnel; l'homme est plus individuel que la plante; mais il a aussi des liens, et, parce que son existence est plus riche, il a des liens plus nombreux; il est dépendant, il est solidaire; il est à la fois un tout et fait partie d'un tout : on peut le comparer à un corps entier, qui serait en même temps un membre.

Cette image est la formule la plus exacte comme la plus générale de l'existence humaine. L'homme est un tout et une partie.

Il est impossible de ne pas être frappé de la manière intime dont chaque existence humaine est engagée dans mille autres existences. Au moral comme au physique, nous avons des ancêtres, une généalogie. Idées, caractère, tempérament, rien n'est absolument à nous, ni ne procède uniquement de nous. Les racines de tout ce que nous sommes s'enfoncent dans un passé lointain, s'enveloppent d'une impénétrable obscurité, et leur extrême ténuité, non moins que la distance, les dérobe à tous les regards. L'accident le plus insignifiant, une rencontre, un mot, une minute perdue ou gagnée ont, plusieurs siècles d'avance, déterminé ce que nous serions. A dater de l'origine du genre humain, cent générations successives nous ont pétris et façonnés. Chacun de nous, dans son caractère propre et dans la forme de son existence, est la

somme et l'expression d'innombrables éléments, parmi lesquels figurent, à côté des faits domestiques ou individuels les plus imperceptibles, les événements les plus vastes, tels que le bouleversement des empires et les grandes révolutions de l'esprit humain. Le présent nous modifie comme le passé. Intellectuellement, nous vivons d'emprunt. L'esprit de notre temps nous fait d'énormes avances, qu'il faut, bon gré mal gré, que nous acceptions. Nous nous endettons au berceau ; et quand nous venons à nous en apercevoir, il n'est plus temps de nous acquitter. Quand il nous serait possible de faire le départ de ce qui nous est propre et de ce qui nous est ajouté, quand nous pourrions nous séparer des idées que nous avons acquises, et nous mettre à penser à nos frais, encore ne pourrions-nous le faire qu'avec un instrument à la confection duquel un monde entier a concouru, et dont un monde entier nous a enseigné l'usage. Nous avons beau faire : nous mourrons insolubles.

Il y a longtemps qu'on a remarqué que toute vérité meurt si elle ne devient homme, et qu'à cause de cela toute grande époque revêt un nom personnel ; mais on devait ajouter que cet homme nécessaire ne manque jamais, et que si son jour l'attend, lui-même attend son jour. Il est le fruit du passé, comme il est la semence de l'avenir ; il rend au public, selon l'expression de La Bruyère, ce que le public lui a prêté ; tout un monde a aidé à le faire ce qu'il est ; ce qui lui est propre, c'est d'avoir conçu avec une puissance et une clarté particulière ce qui, essentiellement, était



dans l'esprit de tous ; ce qui l'élève au-dessus d'eux, ce qui le couronne roi, c'est le courage de la pensée et de l'action. Est-il le seul courageux, le seul fort ? Non ; mais le plus grand sans doute, et il est venu le premier. Si la mort le prévenait, un autre, un peu plus tard ou ailleurs, surgirait. L'œuvre, en tout cas, suppose un point de maturité dans les esprits, sans lequel ou cet homme ne paraît pas, ou cet homme n'est pas entendu.

Et non-seulement chaque esprit dépend de tous les autres pris en masse ; mais les âmes individuelles sont coordonnées les unes aux autres par une impénétrable prédestination. Tout esprit a dans quelque autre son père ou son auteur ; toute individualité de quelque valeur engendre. Il semblerait que jusqu'à l'heure d'une rencontre ou d'une conjonction mystérieuse, chaque âme, selon l'expression de Platon, ne soit qu'une moitié d'âme. Lucrèce a eu peut-être la même pensée en parlant de cette lampe ou de ce flambeau de vie que nous nous passons l'un à l'autre en courant. Tout homme, peut-être, n'est pas le Prométhée de quelque autre ; mais peut-être que tout homme a son Prométhée. Cet aspect de la solidarité moins observé, moins évident que l'autre, n'en est pas le moins important.

Ce fait de la *solidarité*, la religion ne l'a ni détruit ni infirmé. Elle lui donne, au contraire, une double confirmation dans le dogme de la transmission du péché et dans le précepté de l'intercession mutuelle. Et nous osons penser qu'alors même que, sur ces deux

points, l'Évangile aurait gardé le silence, quelque chose d'analogue à ses enseignements se serait retrouvé dans l'esprit et dans le cœur de l'homme.

Mais cette implication ou, si l'on veut, cette involution de toutes les existences les unes dans les autres, n'est-elle point une objection contre le fait même de l'individualité?

« Qu'est-ce qui est *à nous*, » diront quelques-uns, « et qu'est-ce qui est *nous*? Personne le sait-il? Ne sommes-nous pas à l'humanité ou, si l'on veut, à la tradition, ce qu'à la tige est le rameau, lequel n'est que la tige continuée? Ou, pour nous servir d'une image biblique, ne reconnaissons-nous pas dans la société « la carrière dans laquelle nous avons été taillés (1)? » Des antécédents qui remontent au berceau du genre humain, ne nous déterminent-ils pas, irrésistiblement, à penser ce que nous pensons, à sentir ce que nous sentons, à être ce que nous sommes? » Vous pourrez, répondrai-je, soutenir tout cela le même jour que vous aurez osé dire que notre constitution physique décide absolument de nos convictions, nous impose nos principes, je dis plus (car il faut aller jusque-là), nous donne des convictions et des principes. L'une des doctrines vaut l'autre. Dans l'une et dans l'autre il n'y a qu'un homme, et les différents individus n'en sont que les apparitions différentes ou les moments fugitifs. Dans l'un des systèmes, le cerveau sécrète la pensée; dans l'autre, l'humanité sécrète les individualités; l'humanité dans son ensemble, l'es-

(1) Ésaïe, LI, 1.

pèce, ressortit au monde invisible, au Créateur; l'individu, si ce mot peut le désigner encore, n'a de rapport qu'à l'espèce, à l'humanité prise dans son ensemble; et qui sait si celle-ci même n'est pas une sorte d'individu relatif à un plus vaste ensemble, et sans rapport direct avec le Créateur? Qui le sait en effet? car ces choses-là ne se savent pas. Mais, sans se livrer à l'entraînement de ces vaines déductions, le *moi* se sent, se pose, se distingue de tout ce qui n'est pas lui, s'affirme vis-à-vis du monde et du Créateur, et, pour *être*, veut être *soi* : c'est son premier attribut. L'individualité ne date que d'elle-même et ne relève que de Dieu. Elle est plantée dans l'humanité comme la plante l'est dans le sol, et elle plonge ses rameaux dans l'air nourrissant du ciel, comme la plante y plonge les siens. L'individualité reçoit, mais par une force qui est en elle-même, qui est elle-même, et qui convertit en sa propre substance tout ce qu'elle reçoit. Elle hérite, mais elle accepte (1). Elle reproduit, elle donne à son tour, elle ajoute à ce fonds commun qui, après tout, est formé du concours des individualités, et n'a rien puisé en dehors; car enfin, supprimez par la pensée ces avances de la spontanéité individuelle, que reste-t-il dans le trésor général? Absolument rien.

L'individualité peut, il est vrai, succomber sous le nombre, se rendre, abdiquer; mais tout ce qui la diminue, diminue l'homme lui-même; et si l'absorption pouvait être complète, le nom d'homme ne dési-

(1) Mot de M. de Gasparin dans la discussion de la Chambre des députés, le 6 avril 1846.

gnerait tout au plus qu'un organisme sensible pourvu d'un appareil dialectique. Les deux qualités d'homme et d'individu sont inséparables; l'une des deux ne se perd point sans l'autre; et l'un de nos soins les plus chers, comme aussi l'un des plus hauts problèmes de l'éducation, c'est de conserver l'individu pour conserver l'homme.

Nous plaindrons-nous de ce que l'individualité n'agit pas seule, de ce qu'elle reçoit, de ce que l'initiative absolue lui est refusée, de ce qu'avec la liberté elle n'a pas l'indépendance? Nous n'avons garde. Cette condition de l'existence humaine lui est aussi essentielle que l'individualité elle-même l'est à notre nature d'hommes. L'essentiel n'est pas de ne rien subir, mais de réagir à proportion; ni de ne rien devoir, mais de rendre. Or, les dons mêmes que nous acceptons nous servent à donner à notre tour, et si nous ne recevions rien, nous aurions peu à donner. En tout cas, il nous faut admettre ce concours ou cette antinomie de l'individualité et de la tradition, de la pensée générale et de la pensée personnelle, comme une de ces dualités dont notre nature est tissée, et que rien ne saurait effacer. Ni l'un des termes, ni l'autre ne peuvent absolument disparaître. Mais il est à remarquer que notre déchéance morale tend sans cesse à diminuer l'énergie de l'un, à augmenter la puissance de l'autre; et si la tentation de s'isoler vient à quelques-uns, la tentation de s'absorber est celle de presque tous. On n'est pas *soi-même* en commençant, on le devient par un acte de volonté.



« Il en est, avons-nous dit ailleurs, il en est de  
« l'âme engagée dans la vie de la religion ou dans  
« celle de la pensée, comme du navire lancé sur les  
« flots, et cherchant à travers l'océan les rivages d'un  
« nouveau monde. Cet océan, c'est la société, reli-  
« gieuse ou civile. Elle nous porte comme l'océan,  
« masse fluide sur laquelle le navire trace des sillons  
« à son gré sans prendre pied nulle part. L'océan  
« porte le navire, mais l'océan peut l'engloutir, et  
« l'engloutit quelquefois. La société nous engloutit  
« plus souvent encore ; mais enfin elle nous porte, et  
« nous ne pouvons arriver sans être portés par elle ;  
« car elle est semblable à la mer, qui, moins fluide  
« que l'air et moins dense que la terre, nous cède  
« justement assez et nous résiste justement assez pour  
« soutenir, sans l'entraver, notre marche vers le terme  
« désiré. Notre but n'est pas au fond, mais aux limites  
« de la mer. En sillonnant ces eaux profondes, gar-  
« dons-nous de disparaître dans leurs profondeurs.  
« Il doit nous suffire de céder à l'élément qui nous  
« soutient la carène de notre navire. On peut sombrer  
« sur l'océan de la société comme sur l'océan de notre  
« globe, et il est inutile de dire sur lequel des deux  
« les naufrages sont plus fréquents. Le navire que  
« chacun de nous est chargé de gouverner et de sau-  
« ver, c'est l'individualité (1). »

J'admire également le navire et l'océan, l'homme  
et l'humanité. Sans l'homme point d'humanité, sans

(1) *Études sur Blaise Pascal*, pages 195-196. — M. Vinet a changé quelques  
mots au passage qu'il cite, en le transcrivant. (*Éditeurs.*)

l'humanité point d'homme. J'aime à contempler, tour à tour, ces deux forces et dans leur concours, et dans leur opposition, laquelle, à sa manière, est aussi un concours.

Tout homme qui a fait faire un pas à l'humanité, tout homme dont le nom se lit en lettres d'or ou de feu dans les annales des peuples et dans l'histoire des arts, était pourvu d'une haute individualité. Point de talent, point de génie, point d'action étendue, sans l'individualité. Mais, d'un autre côté, point de talent, point de génie, point d'action étendue sans ces pensées qui sont à tous, qui sont de tous les temps, qui, pour ainsi dire, sont l'homme lui-même, l'homme universel. La puissance et le charme de l'individualité ne consistent pas tant à avoir des pensées qui soient à nous seuls, qu'à exprimer d'une manière qui n'est qu'à nous une pensée qui est à tout le monde, à tout le monde, dis-je, sans excepter ceux qui la combattent : *proprie communia dicere*. La vérité, certes, n'est pas individuelle ; mais il faut qu'elle le devienne. C'est là le double mystère, la double magie du talent : vous y sentez quelque chose qui ne ressemble parfaitement qu'à soi-même, et vous vous y retrouvez, tout entier, mais lumineux et transfigurés. Le double secret de la puissance qu'exercent les grandes œuvres du génie, c'est d'être de leur époque et de la devancer. Cent ans plus tôt, Montesquieu n'eût pas écrit *l'Esprit des lois* ; mais il ne lui suffisait pas non plus de naître cent ans plus tard : il lui fallait, pour élever ce monument, être du dix-huitième siècle et le dominer.

J'admire donc le navire et l'océan ; mais un autre que moi rassemble et mesure les ondes du grand abîme, et mon navire est à moi. Il y a plus encore : l'océan est fait pour le navire, non le navire pour l'océan ; l'essentiel, le but, c'est que le navire aborde, c'est que l'homme individuel, seul en rapport direct avec Dieu, véritable objet de Dieu dans l'œuvre créatrice, accomplisse sa destination : la société y contribue en le portant (1) ; mais il est distinct de la société, il ne saurait se confondre avec elle ; et malheur à elle, aussi bien qu'à lui, si elle vient à l'engloutir !

Il arrive assez souvent d'entendre protester contre l'individualité au nom de la paix sociale, pour qui, selon quelques esprits effarouchés, elle est une menace perpétuelle. Je ne m'arrêterai pas à remarquer que l'individualité est la meilleure partie de ce que, jusqu'à ces derniers temps, on a honoré sous le nom de liberté. La liberté de conscience, en philosophie, en religion, n'est autre chose que l'individualité ; en sorte que la condamnation qui l'atteint, atteint et renverse du même coup des libertés qui ont passé jusqu'ici pour l'honneur et la couronne de la civilisation moderne. Mais c'est peut-être en haine de ces libertés qu'on repousse le principe de l'individualité, et dans ce cas notre argument nous reviendrait *protesté*. Ce n'est pas notre faute si ce moyen n'est qu'une pétition de principe et ne va pas au fond.

(1) C'est, dans une sphère plus générale, le même rapport que celui de l'Église et de chaque fidèle.



L'objection que nous avons recueillie est susceptible d'une réponse plus directe et plus utile.

Commençons par nous entendre sur le sens du terme principal. L'individualité dont il s'agit n'est point cette individualité sensitive qui prend communément le nom d'égoïsme ou d'amour de soi, et à laquelle nous donnerions celui d'*individualisme*, si ce mot-là ne faisait pas double emploi dans la langue. L'animal est pourvu, aussi bien que l'homme, de cette espèce d'individualité, qui, pour l'un et pour l'autre, est une condition de l'existence sentie, et qui, pour l'homme en particulier, est le point de départ du dévouement ; car il se possède afin de pouvoir se donner.

L'individualité dont nous parlons, et qui seule mérite ce nom, est celle par laquelle un homme, semblable, d'une manière générale, à tous les êtres de son espèce, ne ressemble pourtant exactement qu'à lui-même, se rend propre ce qui est commun à tous, et a, moralement et intellectuellement, le droit de dire *moi*.

Or il est très vrai que, dans la condition actuelle de l'humanité, c'est-à-dire depuis la chute, le développement de cette individualité est l'*occasion* de bien des divisions dans la société ; mais je réponds qu'elle n'en est pas la *source*, et qu'elle ne les produirait pas sans l'égoïsme dont elle se complique et s'envenime. Je dis encore qu'une société d'où l'individualité aurait été bannie n'en serait pas plus paisible, puisque, en la supprimant, on n'aurait pas supprimé l'égoïsme ; je



dis enfin que l'égoïsme y trouverait son compte, puisqu'il s'emparerait de toute la place que le départ de l'individualité intellectuelle et morale aurait laissée vacante dans les âmes, et qu'ainsi la nature humaine se vengerait en s'avilissant.

Faisons maintenant un pas de plus. C'est l'unité sociale que vous prétendez affermir sur les ruines de l'individualité. Mais ce ne serait pas une véritable unité, puisque entre des êtres moraux il n'y a d'unité que dans la liberté. Vous auriez une masse animée, vous n'auriez pas une société. Je n'oublie pas, en parlant ainsi, que l'État est une institution qui part de la contrainte et y aboutit. Mais, idéalement ou en droit, la contrainte de l'État s'exerce dans l'intérêt de la liberté. L'État n'est pas la société, mais il ne saurait en être la négation, puisque, dans ce cas, il serait la négation de l'humanité elle-même : il en est bien plutôt le rempart. Nous dirons, en faisant un sacrifice à la phraséologie moderne, qu'il est établi contre l'individualisme et non contre l'individualité.

Laissons l'État, qui n'est pas proprement de notre sujet, et revenons. L'unité, à laquelle toute société aspire, n'est réalisable jusqu'à un certain point que par l'individualité ; et il n'y a rien de paradoxal à prétendre que l'individualité a été instituée en vue de cette unité même. De même que l'homme, nous l'avons déjà dit, n'aimerait rien hors de soi si d'abord il ne s'aimait soi-même, de même il ne s'unirait d'une manière intime à aucun être ni ensemble d'êtres, si d'abord il n'était lui-même. C'est d'ailleurs une grande

erreur de penser que ce qui nous rend à nous-mêmes nous enlève à l'ensemble, et que nous soyons moins sociaux à mesure que nous sommes plus individuels. L'assertion est purement gratuite. En aucun genre l'individualité ne nous isole. J'en appelle à la sympathie que, dans la littérature, dans l'art, dans le commerce de la vie, nous éprouvons tous pour les hommes d'une individualité prononcée. Ce caractère les unit à nous. Ce même caractère fait la force des hommes d'action qui entraînent l'humanité sur leurs pas. C'est au fond d'eux-mêmes, qu'ils ont trouvé distincte et vivante, sous la forme de leur propre pensée, la pensée de tous. L'individualité ne consiste point à différer des autres hommes, mais à réaliser, sous une forme individuelle, et par là même avec plus d'énergie, les caractères généraux de l'humanité. Être individuel, c'est, autant qu'il est possible, être propriétaire de ses opinions, de ses sentiments, de tout son être, au lieu d'en être simplement locataire, comme tant d'hommes, des plus savants et des plus éclairés, ont bien voulu s'y réduire. Non-seulement l'individualité n'est point essentiellement un schisme, une hérésie, mais c'est une chance d'être mieux compris, mieux senti, et le principe d'une vaste et vivante unité.

Je recommande à l'attention de mes lecteurs une dernière considération. Le socialisme, qui est la négation ou la diminution de l'individualité, a toujours en vue l'intérêt d'une individualité collective, qui s'appelle tour à tour la secte, l'ordre, le pays, la nation.

Mais en nous y attachant sans réserve, le socialisme nous détache d'autant du grand tout, qui s'appelle l'humanité, et il devient, sous le nom de nationalisme, une sorte d'individualisme en grand, très injuste et très répréhensible, quoique la nationalité, prise dans son principe, ne soit pas moins innocente que l'individualité. Il est tout à fait superflu que je m'élève contre le nationalisme : il est jugé. Mais ce qui n'est pas superflu, c'est de remarquer que la culture de l'individualité est un obstacle apporté au nationalisme et un secours offert au principe humanitaire. Plus on est capable de refuser à l'une de ces relations ce qui ne lui appartient pas, mieux on est en état d'accorder à l'autre ce qui lui revient de droit ; ce qui ne veut pas dire que, pour mieux aimer l'humanité, il faille moins aimer sa patrie. Mais, encore une fois, plus nous sommes individuels, plus nous sommes hommes ; ce qu'il y a de primitif et de général en nous, ce qui, par conséquent, nous assortit à l'humanité générale, se retrouve dans le respect et dans la culture de l'individualité ; nous en devenons plus universels, plus cosmopolites ; en sorte que, par un même effet et du même coup, l'unité partielle devient vivante, l'unité totale plus réelle et plus sensible.

Et puis, après tout, l'individualité, c'est l'humanité, c'est la vie. Qui ne vit pas d'une vie individuelle, ne vit pas véritablement, et n'offre aux regards déçus que le simulacre d'un être humain. Il trompe sa destination, car il traverse l'existence comme une ombre sans réalité ; la société vit à sa place en vertu d'une



procuration qu'il s'est laissé arracher. Il souffre qu'elle ait coupé les communications que le Créateur de l'homme avait établies entre lui-même et sa créature; car ce n'est pas avec la société, c'est avec l'individu, que Dieu communique, et l'individu manquant, Dieu, si j'ose m'exprimer ainsi, ne trouve pas à qui parler. L'homme se perd, dans tous les sens, en abdiquant le caractère individuel; car si l'individualité n'est ni le salut, ni le gage du salut, elle en est l'indispensable condition. Il n'y a point de vie religieuse, conséquemment point de salut sans l'individualité, et la foi, qui nous rend à Dieu, commence par nous rendre à nous-mêmes. Il faut être homme pour devenir chrétien.

Trouverai-je ici des adversaires dans les chrétiens eux-mêmes? Quelqu'un d'eux me dira-t-il que le dogme de la chute, sur lequel je me fonde dans tout ce travail, exclut les avantages que j'attribue à l'individualité? Supposons-le pour un moment. Sera-ce une raison pour déferer à l'homme collectif, à la société, au peuple, à la secte, les pouvoirs que je crois propres à l'homme individuel? Mais, au point de vue du dogme que l'on rappelle, l'homme collectif n'est pas meilleur que l'homme individuel, et, sur les questions fondamentales, il n'en sait pas davantage. Ce point reconnu, comment s'y prendra-t-on pour établir qu'il vaut mieux n'être pas individuel que de l'être? Où est la preuve que l'individualité soit du malin? que le soin de se maintenir indépendant de la puissance de la foule et du joug de la tradition, l'at-



tention scrupuleuse à la voix intérieure, le respect de sa propre raison, la recherche anxieuse du vrai, que tout cela soit un fruit du péché? Nous dirons que si tout cela n'est pas encore la vérité, c'est un pas vers elle, ce sont des avances qu'on lui fait, des gages qu'on lui donne. Notre individualité, sans doute, est l'individualité de créatures pécheresses, mais c'est tout ce que le péché nous a laissé de bon s'il nous l'a laissé; le fait du péché c'est de l'avoir affaiblie; elle n'est pas mauvaise en soi, son mal c'est d'être faible et très souvent de n'être pas; et la gloire de l'Évangile est de la stimuler chez les uns, de la ressusciter dans le grand nombre, et de l'épurer chez tous.

Redescendons de cette hauteur, et résumons-nous. Une société d'où l'individualité est proscrite peut être socialiste, elle n'est point sociale; elle n'est pas humaine; elle n'est pas vivante; elle n'est pas une société: elle ment aux desseins de Dieu, et lui enlève ce qui est à lui, je veux dire l'homme. Ceci nous ramène à la considération du grand fait qui se passe sous nos yeux: l'invasion du socialisme au sein des sociétés modernes. Employons encore quelques moments à observer la germination et le développement de cette semence de mort.

Nous avons défini l'individualité; nous en avons dit la nécessité, la valeur et la sainteté. Le lecteur est en état de mesurer le dommage que le socialisme, en la détruisant, ferait essuyer à l'homme et à la société.

Mais ce dont la seule pensée nous épouvante à bon

droit, c'est précisément ce que le socialisme espère, et ce qu'il tente sous nos yeux.

On a pu s'inquiéter peu de quelques utopies bizarres, de quelques plans d'organisation sociale enveloppés dans un lambeau de religion. Les monastères détruits ne prêtaient plus à rire ; les phalanstères sont venus, et l'on a ri des phalanstères. On rit moins, ce me semble, du communisme et de ses adeptes. Tout cela pourrait bien avoir son côté sérieux ; mais ce qui vaut surtout qu'on y pense et qu'on s'en soucie, c'est le principe ou la morale socialiste, dont toutes ces tentatives, tous ces projets ne sont que des applications ou des symboles. On n'essayera pas de s'y tromper : burlesques ou dégoûtantes, matérialistes ou poétiques, toutes ces manifestations, et la faveur qu'elles obtiennent, ne peuvent s'expliquer que par un certain état des esprits ; et c'est dans cet état des esprits qu'est tout le mal et tout le danger.

Le socialisme, né de bien des causes diverses, au nombre desquelles il faut compter les déceptions successives de la gloire et de la liberté, le socialisme nous envahit et nous entraîne.

Toute organisation sociale correspond à une certaine philosophie ; toute philosophie, lorsqu'elle devient générale, finit par imprimer une certaine forme à la société et une certaine direction à toutes les affaires humaines. La philosophie socialiste, en devenant la philosophie des masses, nous promet un monde socialiste.

Ce qu'un tel monde sera, nous le savons, au moins

d'une manière générale. Mais, pour mesurer la profondeur de l'abîme, il est bon de rapprocher, par la pensée, le socialisme moderne du socialisme antique.

Le nouveau socialisme, comme l'autre, est condamné par son nom même. C'est toujours le socialisme, l'absorption de l'individu dans la masse, la négation de leur dualité. Mais, comme nous l'avons déjà remarqué, le socialisme antique fut l'éclosion du principe social, et l'avènement de l'État. Le despotisme du chef de horde combiné avec le despotisme du prêtre, avait été la transition nécessaire entre la famille et l'État. La société politique n'existait pas encore, mais seulement la famille, dans le sens à peu près d'une plantation aux Antilles avant la promulgation du Code noir. La création de l'État socialiste fut un progrès bien considérable ; il n'était pas donné à l'humanité, réduite à ses seules forces, d'en faire un plus grand. Le socialisme antique marchait donc dans la direction de l'avenir et dans le sens de la vérité sociale ; il ne reculait pas, il avançait. Il n'était pas la négation du christianisme, puisque le christianisme n'existait pas ; on doit dire plutôt qu'il gravitait vers le christianisme considéré comme doctrine sociale, et qu'il lui préparait un meilleur terrain que n'eût été celui des religions sacerdotales et de cet esclavage primitif qui, politique en apparence, était réellement un esclavage domestique.

Les peuples qui mirent alors le socialisme en pratique étaient des peuples jeunes qui avaient, pour parler avec M. de Chateaubriand, « tout leur avenir

« devant eux. » Le socialisme était dans les institutions, l'individualité dans les caractères. L'abdication du *moi* avait quelque chose de volontaire et de généreux. Chacun, s'identifiant avec l'État, se trouvait assez libre dans une libre patrie, et se contentait, pour son compte personnel, de la mesure de liberté que lui accordaient les mœurs. L'activité politique, presque toujours relative à l'extérieur, ajournait ce travail intérieur qui devait si vivement caractériser les âges modernes. Mais ce qu'il y avait d'exclusif, et par conséquent de faux, dans les tendances du nationalisme antique, n'allait pas jusqu'à l'extinction de l'individualité. Il y avait de l'individualité puisqu'il y avait de la vie. L'insuffisance du principe devait se révéler plus tard ; c'est plus tard qu'on devait le voir « enseveli dans son triomphe. » Pendant longtemps, il déplaça, il égara les forces morales plutôt qu'il ne les étouffa. Enfin, ne l'oublions pas, le socialisme des nations antiques était un simple fait, ce n'était pas un système ; il ne le devint jamais. La philosophie contemporaine put sans doute en recevoir l'empreinte ; mais on ne saurait dire qu'elle l'ait consacré : elle en fut bien plutôt la limite et le correctif. En un mot, le socialisme antique, encore que justement condamné par ses œuvres et par ses effets, ne peut pas nous dévoiler tous les vices intérieurs, tout le mensonge ni tout le danger du principe que nous combattons.

Tout autres sont les conditions du socialisme moderne. Il vient après le christianisme, après la liberté ; il n'avance pas, il recule ; celui de l'antiquité fut un



progrès, celui-ci n'est qu'une chute et une apostasie. Cela met une opposition directe entre son principe et celui de son aîné, ou, pour mieux dire, entre l'état moral des socialistes anciens et celui des socialistes modernes. Il y avait de la foi et de l'espérance chez les premiers ; l'espérance et la foi sont mortes chez les autres. Le socialisme antique était créateur, il fondait l'État ; le nouveau socialisme, tout négatif, détruit l'homme. Les intentions du premier étaient meilleures que ses actes ; chez le second, la pensée vaut l'œuvre : l'homme se méconnaît et s'abjure. Le premier était spiritualiste ; le matérialisme est à la base du second ; il l'avoue, il s'en vante. Le premier, nous l'avons dit, n'était qu'un fait, et certes c'était bien assez pour donner le change au sens moral et suborner la conscience : le second est un système, un système conséquent, logique, absolu, incapable d'enthousiasme, mais capable de fanatisme. L'heureuse inconséquence du premier laissait debout quelques-uns de ces instincts traditionnels qui rattachent encore à son glorieux passé l'humanité déchue : le second les abolit tous, et ses prédications sont comme un couvre-feu général à l'heure mélancolique où l'humanité s'endort. Conscience et devoir, ne sont pour lui que des *entités* scolastiques, des mots vides de sens, le nuage d'Ixion, le rocher de Sisyphe, des feux follets au moyen desquels on a détourné l'humanité de sa route naturelle. Naguère encore il était beau de tout sacrifier à sa conviction ; ce qui est beau maintenant, si ce mot même de *beau* peut avoir sa place dans le dic-

tionnaire socialiste, c'est le sacrifice de la conviction. A qui? à quoi? nul ne le sait. On parle pourtant encore de dévouement et d'amour; dernier ménagement pour les faibles; dernière offrande au préjugé; car le dévouement et l'amour supposent l'individualité, contre laquelle on n'a pas assez d'anathèmes.

Précisément parce qu'il a pris naissance chez des nations chrétiennes, le socialisme moderne est plus immoral et plus irrégulier que le socialisme païen. Ce qui était simple ignorance chez les uns est négation et mépris chez les autres. Les premiers furent polythéistes, ce qui n'est, après tout, qu'une forme du théisme et ce qui le suppose; les seconds seront panthéistes, c'est-à-dire athées. Le panthéisme est tour à tour le complément naturel et le principe du socialisme; plus souvent toutefois son complément que son principe. Aujourd'hui, ce me semble, ils viennent ensemble, ils se rencontrent; au moins est-il malaisé de dire lequel des deux a devancé l'autre. Où l'un se montre, l'autre doit bientôt paraître. C'est dans les deux cas la négation de la personnalité; on ne peut pas la refuser à l'homme et l'accorder à Dieu, ou la nier à Dieu et la maintenir à l'homme; car ces deux personnalités sont mutuellement solidaires. En tous cas, le socialisme et le panthéisme se flétrissent en s'unissant: le premier n'est pas moins la condamnation du second, que le second celle du premier; on peut les juger l'un par l'autre, aussi bien que chacun en soi.

Que deviendrons-nous, que deviendra le monde, si

l'opinion vient à s'accréditer que ce qu'on appelle hypocritement la conscience générale, c'est-à-dire la prévention de la masse, est tout, absolument tout? si du ciel, où l'Évangile adressait nos regards, nous les abaissons pour jamais sur la terre, et les laissons traîner et se perdre dans cette foule confuse, dont les exemples désormais doivent être nos leçons, les impulsions notre loi, et les rumeurs nos oracles?

Verrons-nous périr les nobles conquêtes que nous avons faites, si lentement et si laborieusement, sous les auspices et l'inspiration du christianisme? Tant de travaux et tant de pleurs seraient-ils donc perdus? Ils le seraient si les droits et la dignité reconnus à l'homme individuel par les lois des États modernes pouvaient lui être niés, et, ce qui est pire encore, si, les abandonnant, il se désertait lui-même. L'État antique avait pourvu à la défense de tous contre chacun; il était réservé à l'État moderne de maintenir le droit, non-seulement de chacun contre chacun, mais de chacun contre tous (1). Voilà qui est distinctivement moderne, distinctivement chrétien dans notre politique. Voilà le butin, hélas! le butin sanglant, de tant de siècles de douleurs. Voilà nos glorieuses couleurs, voilà la vérité qui, tout à l'heure encore, flottait joyeuse et brillante sur le navire de l'humanité. Allons-nous voir le drapeau noir du socialisme remplacer à jamais ce noble pavillon?

On pourrait le croire quand on étudie avec soin la marche de la pensée et celle des faits; quand on voit

(1) Voir MONTESQUEU, *Esprit des lois*.



Le socialisme se donner habilement le double appui des plus mauvais et des plus généreux instincts, étonnés de conspirer ensemble ; quand on l'entend faire appel tour à tour à la haine et à la pitié ; quand on voit ce despotisme, le plus terrible, le plus absolu de tous, invoquer effrontément le nom de la liberté et se décorer de ses emblèmes ; enfin, quand on réfléchit que l'homme est naturellement socialiste ; qu'il lui faut un Dieu, et que, quand Dieu n'est pas son Dieu, la multitude le devient ; que l'égoïsme, au lieu de l'en détourner, le pousse à cette idolâtrie ; et que, plus un homme est rempli de soi, moins il s'appartient à lui-même. Il est des temps où la société est trop sûre d'être écoutée, où d'avance elle est crue lorsqu'elle ose crier à l'homme : « Tu n'auras point d'autre Dieu devant ma face. » L'homme, tout prêt à s'adorer soi-même, ne trouvera-t-il pas beau d'offrir un culte à l'humanité, c'est-à-dire à lui-même encore, mais idéalisé, mais grandi, mais sublime ?

Telle est, sans aucun doute, la portée politique du socialisme. Il en fait d'ailleurs peu de mystère. Il aura des haltes, il les prévoit, il les nomme ; mais ce provisoire ne sera pas long. La première de ces haltes est le régime sous lequel vivent encore les nations les plus libres de l'Europe ; la seconde, si du moins elle est nécessaire, sera la souveraineté du peuple : de celle-ci au pouvoir paternel, qui est l'utopie du socialisme, il n'y a pas si loin que l'on pense, partout où le christianisme fait défaut. Quelle sera, dans cette ère nouvelle, la condition de la famille, celle de l'industrie et du



commerce, celle de l'éducation et de la science, celle, enfin, de la liberté de pensée et de la liberté de conscience? Telles sont les questions qui se présentent. Toutes se résolvent, pour nous, dans le sens le plus sinistre. Nous ne savons pressentir, à tous ces égards, qu'un avenir de compression et d'abaissement, analogue à l'état auquel le sacerdoce, ce geôlier de l'humanité, avait su réduire les peuples de l'ancien monde. Nous ne concevons, sous l'empire du socialisme, ni l'inviolable intimité des relations domestiques, ni la féconde émulation des talents dans l'emploi des forces et des richesses de la nature, ni la possibilité d'une éducation supérieure qui accroîtrait l'importance de certains individus, ni, dans la science, cette autonomie qui subordonne tout le mouvement social au mouvement de la pensée, ni surtout, en matière de croyance ou d'opinion, ce libre épanouissement et ces ramifications variées où l'élément de l'individualité se constate et se développe. Rien de tout cela n'est compatible avec le principe socialiste; il faut bien se le dire, et savoir d'avance à quel prix on payera cette unité désirée qui réveille dans beaucoup d'esprits je ne sais quelle idée d'ordre, et qui nous rappelle à nous cette *épouvantable masse* que la matière, selon Buffon, aurait nécessairement formée sans la distinction et la séparation de ses parties. Sous une vaine apparence d'ordre, la société socialiste est à la société véritable ce qu'est au monde le chaos; car enfin, entre des êtres moraux, l'ordre n'est pas un fait matériel, mais un fait moral; l'ordre, parmi eux, c'est la justice, la

liberté, et l'inviolable respect des lois de leur nature.

Les augures sont funestes, le ciel est noir ; mais, grâces à Dieu, il y a, derrière ces nuages, un soleil de justice qui porte la santé dans ses rayons. Ce moment est celui d'une crise que mille antécédents avaient rendue inévitable, et dont l'issue, problématique pour le philosophe, n'est pas douteuse pour le chrétien. Le christianisme est, dans le monde, l'immortelle semence de la liberté.

Le Dieu qui s'est servi de la liberté humaine pour restaurer la nature humaine, ce Dieu sans doute aime la liberté. Ce Dieu qui, en rendant immédiats les rapports de l'homme avec son créateur, a glorifié la personnalité humaine, ne veut pas apparemment que cette personnalité se perde et s'anéantisse. Ce Dieu qui, par la dispensation évangélique, je veux dire par la double grâce du repentir et du pardon, a donné à la conscience une vie toute nouvelle, et a rendu, d'un même coup, l'individualité sacrée, protégera sans doute le principe qu'il a lui-même accrédité dans le monde. On a vu, mille fois, grâces à lui, ce que vaut, ce que peut, armé de sa pensée et de sa foi, un seul homme contre tous ; on l'a vu, et on n'a pas pu le voir impunément. Ce type de la dignité humaine s'est profondément empreint dans les esprits. Avec la vérité, la liberté a paru sur la terre : elle a été vue, c'est assez. Oui, c'est assez, si les représentants naturels de l'individualité morale, si les chrétiens la représentent en effet, et si, de toutes les manières, ils en rafraîchissent l'image. C'est leur mission : y manqueront-ils ?

Pour la remplir, dira-t-on, il suffit aux chrétiens d'être chrétiens. Nous le croyons aussi; mais les chrétiens sont-ils assez chrétiens? le sont-ils à fond? le sont-ils dans tous les sens et dans toutes les applications? La religion seule, nous en sommes convaincu, peut lutter avec avantage contre le socialisme; mais c'est à condition de n'être pas socialiste.

« C'est donc là, dira quelqu'un, que vous en voulez venir? » Non, mais nous y sommes irrésistiblement poussé. Nous aurions pu sans doute éprouver le besoin, après avoir protesté contre le socialisme panthéiste, de protester aussi contre le christianisme socialiste; et pourquoi ne l'aurions-nous pas fait? Mais notre dessein est d'appeler les chrétiens au secours de la société contre le socialisme. Et comment pourraient-ils répondre à cet appel s'ils étaient eux-mêmes socialistes? Or, ils le sont presque tous.

Nous ne prétendons pas qu'il n'y ait qu'une manière de l'être. Nous croyons bien que l'instinct et le besoin du socialisme poursuivent le chrétien jusque dans l'intérieur des retranchements derrière lesquels il se croit le plus à l'abri. Mais c'est avoir beaucoup fait que d'avoir désavoué le principe socialiste en se séparant de toute institution qui repose sur ce principe ou qui le suppose. Or, le nationalisme en religion, ou le système des Églises nationales, est du *socialisme*, du mieux caractérisé, du plus fortement constitué.

Le nationalisme en religion, ou le christianisme national, nie implicitement le grand principe de la dualité.



lité de l'homme et de la société ; par là même il nie la chute première ; car la chute première implique cette dualité, et le nationalisme, au contraire, suppose l'identité. Par là il tend la main au socialisme, lui donne des gages, lui prête un point d'appui.

Le réveil religieux, dont personne n'est disposé moins que nous à méconnaître la beauté, sera plus célèbre dans l'avenir par la franchise des affirmations que par le courage des applications, ou même par le courage de la pensée. Il n'a pas tiré, à beaucoup près, toutes les conclusions de ses prémisses ; et nous ne craignons pas de dire que plusieurs d'entre les plus importantes ont échappé à son regard. — On n'a pas besoin que nous en fournissions toutes les preuves, et ce n'en est pas le moment. Mais la persistance du plus grand nombre des chrétiens dans les voies du nationalisme en est une qu'il faut donner. C'est notre *usque ad aras*. Chaque époque a peut-être le sien, c'est-à-dire son point réservé. Or, il nous est impossible de penser que, de la position nationaliste que l'on s'obstine à conserver, c'est-à-dire d'une position toute socialiste, on puisse être bien fort contre le socialisme : c'est pour lui, c'est dans son sens qu'on est fort.

Peut-il y avoir un moyen plus efficace de prêcher une doctrine que de la mettre en pratique ? Et de toutes les manières de mettre en pratique celle dont nous parlons, le nationalisme ecclésiastique n'est-il pas la plus ostensible en quelque sorte et la plus solennelle ? Y manque-t-il rien dans le fond ? Y manque-



t-il rien dans la forme ? Et quiconque se rend compte du fait, n'y trouvera-t-il pas, je ne dis point seulement un exemple, mais le type même du système socialiste ? Le socialisme a-t-il rien de plus hardi que l'hypothèse en vertu de laquelle tous les habitants d'un même pays sont censés appartenir à la même conviction, et soudoient forcément un culte à la prospérité duquel la plupart sont indifférents, qu'un grand nombre même haïssent et désavouent ? Se plaindre des prétentions du socialisme et s'étonner de ses progrès, après lui avoir donné de pareils gages, c'est, dans notre opinion, la plus étrange conséquence.

Le nationalisme est complice du socialisme d'une manière plus directe, en éteignant autant qu'il est en lui, ou du moins en affaiblissant dans l'âme des chrétiens, ce principe d'individualité qui, sans doute, n'est pas le christianisme, mais qui en est inséparable et sans lequel le christianisme ne se conçoit pas. Nous ne faisons pas à l'erreur des hommes l'honneur de la croire plus forte que Dieu ; si le nationalisme avait pu tuer l'individualité religieuse, il eût, d'un même coup, tué le christianisme, et, grâces à Dieu, le christianisme n'est pas mort. Mais si quelque chose est propre à l'affaiblir et en lui-même et dans son action, c'est une institution qui présuppose arbitrairement chez tous la conviction de quelques-uns ou de plusieurs ; qui, du mieux qu'elle peut, dispose des consciences ; qui fait naître chrétiens ceux qui ont à le devenir et peut-être ne le deviendront jamais ; qui,

à l'imitation de ces navigateurs conquérants, prend possession au nom de Jésus-Christ et s'empare, en y plantant la croix, d'un pays habité et d'une population autochtone régie par ses propres lois. Il est impossible que l'individualité résiste toujours, n'abandonne jamais rien à une telle hypothèse inscrite dans la loi. Nier directement le principe eût été plus téméraire et moins sûr; c'était vouloir ployer du doigt une massive barre de fer; la rouille, qui ronge lentement et sourdement le métal, est bien plus sûre de son fait. Telle est, en tout genre, l'influence du nationalisme sur l'individualité religieuse; et l'on en serait facilement convaincu si l'œil, tout préoccupé des individualités qui résistent, pouvait voir aussi distinctement et compter celles qui ne résistent pas. Mais il est tout naturel qu'un seul fait d'une nature positive nous frappe beaucoup plus que mille faits négatifs. Dans un tableau ce qui est obscur, dans une scène ce qui est silencieux, ne compte pas, n'existe pas.

Or, c'est ici que vous pouvez observer toute la puissance de la religion. Comme sceau et garantie morale des lois, des idées, des passions, rien ne lui est comparable. Lui donnez-vous à consacrer l'individualité, l'individualité devient pour la vie morale ce qu'est au corps humain la colonne vertébrale. C'est par elle que l'homme est debout, au lieu de rester assis ou couché. Appliquez-vous, au contraire, la puissance de la religion, je dis même d'une religion individualiste dans son principe, l'appliquez-vous (et les

faits prouvent assez que cela se peut) à la consécration du socialisme, elle le fera déborder dans les mœurs, dans les institutions, dans l'opinion. Car, après tout, rien de considérable, par conséquent rien de durable et de définitif ne se fait sans l'aveu de la religion. Tout est précaire, tout est provisoire où elle manque; et les institutions les plus vicieuses sont capables d'une longue durée lorsqu'elles ont réussi à la mettre dans leurs intérêts. Montesquieu donne la crainte pour principe au gouvernement despotique. Mais, avant d'avoir reçu le baptême de la foi, la crainte est bien peu de chose. Si l'homme était tombé assez bas pour que la crainte eût pu, toute seule, être l'âme d'une société, l'homme fût resté à jamais où il était tombé. Le despotisme ne vit que de son alliance avec la religion; ainsi la religion, qui est la vie par excellence, fait vivre ce qui n'était pas né viable : pareillement, le socialisme, cet autre despotisme, le seul que notre état de civilisation puisse comporter, et, néanmoins, la plus redoutable espèce du genre, le socialisme, greffé sur la religion, aurait de l'avenir, et le nationalisme lui en donnerait. Et qu'on ne s'y trompe pas : les socialistes modernes sont peu disposés à faire du christianisme la religion de l'État, et de Jésus-Christ le génie protecteur du phalanstère; mais, s'ils ont une pensée politique, ils auront une religion; cette religion sera une religion d'État : ils seront donc nationalistes, ils le sont d'avance. Le nationalisme chrétien, en tant que nationalisme, les a, malgré lui, pour complices; et jusqu'à ce que le socialisme ait rejeté tous ses voiles



et renoncé à toute accommodation, le nationalisme et lui font cause commune.

Certes, ce n'est ni uniquement ni principalement par là que le nationalisme religieux ou la religion d'État sert les intérêts du socialisme ; c'est surtout en laissant s'affadir, dans l'Église, le sel dont elle devait saler la terre entière. Car c'est aussi comme représentants naturels de l'individualité morale que les chrétiens sont « le sel de la terre. » Le respect de l'homme individuel, respect par lequel la civilisation moderne est si évidemment caractérisée, est dû aux chrétiens ou plutôt à l'Évangile ; un affaiblissement notable de ce principe de vie ne peut venir que d'eux, et leur sera très justement imputé. Ceux qui ont eu une telle puissance pour le bien peuvent seuls en avoir une égale pour le mal. Mais ils ne l'auront pas. L'Évangile n'est pas seulement plus fort que ses ennemis, il est plus fort que ses amis ; il convertira les chrétiens au christianisme, s'ils ont, à quelque égard, besoin d'être convertis. Leur foi ravivera en eux un principe qui fait partie intégrante de la foi. Ils pourront tarder à le professer, et, quelque temps encore, traiter d'adversaires ceux qui se font un devoir de le leur rappeler ; mais, s'ils sont réellement chrétiens, ils ne pourront s'empêcher de lui rendre hommage dans les faits. Ils ne diront pas, mais ils feront ce que le principe commande ; et faire conduit plus sûrement à dire que dire ne conduit à faire. D'ailleurs, n'en doutez pas, ils finiront pas *dire* aussi, car l'unité est un besoin de l'âme comme de l'esprit, et tout homme tend à se



compléter. C'est notre ferme espérance ; et cette heureuse prévision s'appuie sur des prévisions d'une nature tout opposée. Un christianisme fortement individuel est réclamé par les périls, par les salutaires périls, de la situation présente. Elle fait directement appel à des forces vives et intimes qui ne se trouvent que dans la foi individuelle, et desquelles résulte la force de l'ensemble. Il faut, pour le coup, être conséquent ou succomber, vivre de toute sa vie ou mourir. Le christianisme de masse ou collectif, le christianisme socialiste, a pu paraître suffisant à d'autres circonstances, a pu faire face à d'autres nécessités : il est sans proportion avec celles de notre siècle. J'espère donc dans le danger même ; mais ce n'est pas une raison de ne pas dire aux disciples de l'Évangile, lorsque la société, plongée dans le socialisme, s'y affadit et s'y corrompt : « Vous êtes le sel de la terre (1) ! »

Mais, dès le premier instant où j'ai abordé cette discussion, un murmure, toujours grossissant, résonne autour de moi. Je n'ai pas cessé de l'entendre, et j'ai hâte de lui prêter des articulations distinctes. « Voulez-vous, dira-t-on, voulez-vous, au moment de frapper, rompre le faisceau, désorganiser l'armée à l'approche de l'ennemi ? Si jamais les chrétiens furent intéressés à former un tout compact, c'est aujourd'hui, et votre *individualisme* les dissipe, au lieu de les réunir. Si ce n'est au nom de l'Église, du moins au nom de la société, dont vous invoquez l'intérêt, soyez socia-

(1) Évangile selon saint Matthieu, V, 13.

liste, oui, socialiste contre le socialisme. Ensuite, on verra. »

On nous parle de la force d'un tout compact : on a raison ; mais quand on nous crie de respecter ce tout et de n'y pas toucher, nous demandons : Où est-il ? Le nationalisme, à la vérité, crée une masse, mais non une masse compacte. Il fait justement ce que vous ne voulez pas, il divise : car séparer, par l'interposition d'éléments étrangers, les éléments homogènes, admettre des ennemis au conseil, composer l'Église à peu près de la même façon que l'Autriche, en 1815, avait composé *la légion étrangère*, qu'est-ce autre chose que diviser ? Un corps pareil est-il rien de plus que le *monstrum immane* dont parle le poète, et son volume, que vous prenez pour une force, n'est-il pas bien plutôt un gage de faiblesse ? Le nationalisme, considéré au point de vue de cette discussion, n'est qu'un grand et vaste embarras. Les adversaires de l'Évangile et les amis du socialisme le savent très bien. Il leur plaît de voir à l'Église politique ces dimensions trompeuses, cette ampleur vide, cet embonpoint maladif et cette majesté frivole. Et quand les chrétiens nationalistes se réjouissent à haute voix de ces avantages futiles, eux se réjouissent à voix basse de tant de crédulité. L'Église nationale, garrottée dans son officialité et retenue par ses privilèges mêmes, mêlée au monde et son alliée, entassant fictions sur fictions au grand dommage de la simplicité évangélique, supposant à tout coup ce qui n'est pas et feignant de ne pas voir ce que tout le monde voit,

substituant au style apostolique le style de chancellerie, inconséquente à son rôle si elle essaye d'être excentrique, infidèle à sa mission si elle ne l'est pas, l'Église nationale n'est plus une armée; c'est dire qu'elle n'est pas une Église; son principe, qui la confond avec le monde, affaiblit, jusqu'à l'annuler quelquefois, son action sur le monde, parce que ce qui est faux est toujours faible; et ses rapports officiels, qui mentent sans cesse, empirent sa situation, par la simple raison que tout ce qui dissimule un danger, l'aggrave. Les politiques savent tout cela; seulement ils ne le disent pas; est-ce donc qu'à moins qu'ils ne parlent, on ne le saura jamais? et les chrétiens, ces prophètes (car ils le sont tous), auront-ils donc toujours des yeux pour ne point voir?

Qui parle de supprimer l'Église, de renoncer aux bienfaits de l'unité? Nous la voulons aussi, nous la voulons forte, mais naturelle. Et pour qu'elle se forme, il faut prendre congé d'une unité factice. Quand l'Église sera, autant qu'elle peut l'être, ce peuple de franche volonté qu'a prophétisé l'Écriture, elle aura, sous quelques formes d'ailleurs qu'elle se présente, une puissance toute nouvelle. Elle n'aura plus le nombre, le caractère officiel, son chapitre au budget; mais elle s'enrichira de toutes ces pertes. La prudence de Dieu n'est pas celle des hommes. Ce qui s'appellerait force dans une autre sphère, dans celle-ci prend le nom de faiblesse. La politique du nationalisme est bien différente de celle de Dieu.

Les adversaires du socialisme religieux ont été ac-

cusés de nier l'Église. C'est le dernier reproche auquel ils eussent dû s'attendre, car c'est le premier qu'ils adressent eux-mêmes au christianisme socialiste. A leur avis, l'Église d'État nie l'Église, en lui substituant le peuple de la cité. Eux, au contraire, partant du principe d'une accession volontaire, et donnant à l'Église visible les mêmes bases que Jésus-Christ a données à l'Église invisible, substituent, dans la première, le principe de l'unité à celui de la confusion : voilà la différence entre eux et les nationalistes. Leur doctrine est, par cela seul, bien plus *ecclésiastique* que la doctrine opposée. On a beaucoup dit, sans le prouver, que leurs vues conduisent à faire autant d'Églises qu'il y a d'individus, ce qui reviendrait à anéantir l'Église ; bien loin que les faits donnent raison à cette accusation, combien d'indices satisfaisants ne nous encouragent pas à penser que la liberté est la condition de l'unité, que les différences mêmes rendent les rapports plus sensibles, que, le respect mutuel du droit étant garanti, on se recherche plus volontiers, et que chaque Église digne de ce nom est une fonction dans l'Église universelle ! S'il s'agissait en revanche de prouver que la préoccupation de l'Église concrète ou historique entraîne vers le catholicisme, les faits manqueraient-ils également ? Et ce danger, certes, n'est pas le seul. Le plus prochain n'est pas d'avoir une Église plutôt qu'une autre : c'est de n'en point avoir. Or, avec le principe socialiste, le nom reste et la chose s'en va. Le principe protestant, qui est purement le nôtre, est le vrai



principe ecclésiastique. S'il débute par l'isolement, que j'appellerais plus volontiers la solitude ou le recueillement, il finit par la réunion : l'autre commence par la réunion, et finit par la division. On habite ensemble, mais on ne vit pas ensemble. On est voisins, mais on ne communique pas, ou plutôt on ne communie pas. Je ne confonds point, en parlant ainsi, l'Église visible avec l'Église invisible. J'en sais les différences. Mais, parce qu'il y a des différences, n'y a-t-il point de rapports ? et de ce qu'on doit reconnaître des différences entre l'Église invisible et l'Église visible, est-il logique de conclure qu'il n'y en a point entre l'Église visible et l'Église d'État, ou pour mieux dire encore, que l'Église visible n'est autre chose que l'État *dogmatissant* ? Certes, s'il n'y a pas d'autre définition de l'Église visible, il faudra bien qu'on revienne à la nôtre.

Lorsque le christianisme parut, la société humaine avait été longuement, et dans tous les sens, dévastée par l'égoïsme et par les voluptés, par le sacerdoce et par les systèmes. Elle n'avait aucune pensée à opposer à l'invasion du christianisme ; le christianisme n'avait rien à déplacer dans l'humanité que l'homme lui-même : mais sans doute c'était assez ; et contre ses attaques formidables, l'homme était capable de tout, excepté de se pourvoir, pour la nécessité présente, ou d'une idée ou d'une passion. La société n'était pas organisée pour la défense ; elle n'était pas même avertie du danger ; mais elle avait la puissance de la haine et celle du nombre. Supposez maintenant

(les suppositions ne coûtent rien) que le christianisme fût entré dans le monde sous la forme d'une religion d'État, supposez que Tibère eût fait de la foi des chrétiens la religion de l'Empire ; et dites-nous ce qu'il en fût advenu. Rien, sinon la décadence rapide et la prompte mort de la foi nouvelle. Le ressort, avant d'avoir joué, était faussé ; avant d'avoir été goûté, le sel perdait sa saveur ; la haine était moindre : le nationalisme lui limait, comme au lion de la fable, les dents et les ongles ; mais il y avait moins d'amour aussi, beaucoup moins d'amour ; et le sens intime de l'Évangile, tout ce qui le fait haïr, tout ce qui le fait aimer, restait obscur au plus grand nombre des esprits. Ce qui fit de l'Évangile, selon son propre langage, une épée à deux tranchants, propre à pénétrer jusqu'aux moelles des individus et de la société, ce fut l'isolement de l'Église dans le monde, sa condition toute spirituelle, et, pour tout dire, ce caractère individualiste auquel, deux siècles plus tard, le socialisme devait se substituer. Eh bien ! la position, dans nos jours, est la même essentiellement. Le christianisme est ramené à ses commencements. Les aggregations factices prennent fin. L'unité conventionnelle laisse paraître les réelles et profondes diversités. Les ennemis se comptant parce qu'ils s'avouent, les amis ont pu se compter aussi : combien sont-ils ? Le monde se précipite dans une direction ; le sceau d'un nouveau paganisme s'imprime sur les masses ; le monde antique opposait au christianisme l'audace de la haine et d'une sorte de désespoir, le

monde moderne lui oppose l'audace de l'orgueil et de l'espérance. L'union de l'Église et de l'État signifie aujourd'hui, à peu de chose près, le contraire de ce qu'elle signifiait sous Constantin, et les mêmes hommes qui, alors, auraient assisté avec frémissement à la signature du contrat, en conseillent aujourd'hui, en réclament vivement le maintien : les mêmes répugnances qui, jadis, voulaient l'Église hors de l'État, plus clairvoyantes aujourd'hui, la veulent dans l'État. A ce mensonge près, la franchise et la clarté sont partout ; et la position du christianisme, plus nette de jour en jour, est celle d'un vieillard importun dont une ingrate famille, impatiente d'hériter, accuse le long âge.

Mais, entendez-le bien, enfants du dix-neuvième siècle, il n'y a point ici de vieillard. Celui dont vous parlez est éternellement jeune. Il est le même que, lorsque, sous les yeux d'une race dès longtemps disparue, il jaillit soudain du désert. Le jour que vous appelez le vôtre, est *son* jour. Accablé sous des vêtements et des insignes qui ne vont à sa taille ni à sa figure, il vous paraît courbé sous le poids de l'âge ; mais qu'il retourne au désert, et vous verrez bientôt qu'il n'a point d'âge, et que c'est vous qui êtes vieux. Oui, qu'il retourne au désert ; qu'il redevienne ce qu'il fut toujours, une secte ; que, remontant à ses origines, il s'avance de là vers la société, armé de sa seule vérité, sans autre introducteur que lui-même, sans autre lettre de recommandation que l'Évangile éternel, et réclamant des sociétés humaines le droit



commun seulement, que sans doute il est tenu de réclamer ; alors il fera voir ce qu'il est ; à cette condition, il pourra se mesurer avec le siècle, et reprendra du fond de son exil (car c'est ainsi qu'on appellera sa fière solitude), la direction des affaires humaines et le gouvernement de l'avenir. Mondain, le monde l'entraînerait ; spirituel, il entraînera le monde. Rien n'est décisif dans un rôle équivoque ; tout marche au but dans une position vraie. Le christianisme, par sa nature même, est agressif, conquérant, fondateur ; un train de guerre lui est ordonné ici-bas ; il a été envoyé pour troubler une fausse paix en vue de la véritable qu'il apporte aux hommes ; la lutte et les hasards sont sa part en ce monde : que cette part ne lui soit point ôtée ; qu'il se garde, lui dont la condition naturelle est d'être toujours debout, de s'asseoir, de s'accroupir dans des institutions tout humaines avec lesquelles il n'a rien de commun ; car s'il est humain, il ne l'est pas comme elles ; il l'est comme l'était l'Homme-Dieu.

Oppressé par ma conviction même et par le sentiment de mon impuissance, je m'arrête. J'en ai trop dit et pas assez. Il est dur, c'est un grand homme qui l'avoue (1), d'avoir à prouver des choses trop claires. Un charme offusque des regards beaucoup meilleurs que les miens : « Leurs yeux sont retenus (2), » dit l'Écriture. Comment ignorent-ils une vérité qu'il m'est donné de reconnaître ? comment sais-je ce qu'ils ignorent ? C'est un mystère. C'est un mystère aussi que les retards et les lenteurs des vérités les plus éviden-

(1) Montesquieu.

(2) Ésaïe, XXXII, 3.



tes. Mais les faits parleront à la fin trop haut pour n'être pas entendus, ils parlent déjà ; tous les jours quelqu'un les entend ; et le temps approche où tous les chrétiens connaîtront à quel prix ils peuvent sauver l'Église et le monde.

---

### POST-SCRIPTUM.

J'ai fait une brochure sur un sujet qui demandait un livre (1), et qui, dans tous les sens, le *demande* en effet. A mesure que j'avais, je voyais le courant principal grossir d'une quantité d'affluents, et de nouvelles questions jaillir au centre même de l'enceinte où je m'étais confiné. J'ai, quelque part, demandé grâce pour un peu de métaphysique : en vérité, c'était me vanter ; car j'ai laissé presque intacte la vraie métaphysique du sujet : la seule question de l'*individualité* renferme bien d'autres mystères. A une hauteur moins inaccessible, le sujet de l'*association*, d'autant plus intéressant qu'il est plus actuel, pouvait aussi m'arrêter ; il eût valu la peine de montrer que le plus riche développement de ce principe ne compromet ni ne menace le dogme que j'ai défendu. Sans rien augurer sur les modifications que peut subir le fait des *nationalités*, qui sont des individualités collec-

(1) D'abord inséré, en 1846, dans le journal intitulé *La Réformation au dix-neuvième siècle*, qui paraissait à Genève, ce travail a été ensuite publié séparément comme brochure. (Éditeurs.)

tives, j'eusse pu lui ménager une place dans l'intérieur de mon sujet. Il eût été pour le moins aussi intéressant de rechercher pourquoi, de nos jours, le socialisme se fait *économiste*, ou pourquoi l'économie publique devient socialiste. Enfin (et peut-être ai-je tort de dire *enfin*), la question de l'application se présentait après celle des principes, et l'on pouvait rechercher à quelles *conditions* et par quels *moyens* l'individualité morale, consacrée par le christianisme, peut l'être aussi par les institutions.

Sans m'éloigner beaucoup de mon propos, je pouvais discourir de l'*Église universelle*, et chercher de quelle manière, sans cesser d'être invisible, sa présence ici-bas peut être manifestée par l'*Église visible*. Car enfin, il y a une Église visible que ne limitent point les fleuves, ni les montagnes, ni les mers. Nous devons tendre à la réaliser, et nous y tendons, je le crois. Après les cœurs, les mains se cherchent et s'unissent, et l'unité d'esprit s'étend peu à peu jusqu'à l'unité d'action. L'individualité, ou la liberté, car ce sont deux noms plutôt que deux choses, aura servi de point d'appui à cette œuvre excellente.

Ces idées, et d'autres encore, ne réclameraient pas vainement une place dans un travail plus étendu. Toutefois, à la prendre dans sa généralité, la question qui a donné naissance à cet opuscule pouvait, si je ne me trompe, les exclure ou les ajourner; et je ne croirais pas avoir écrit en vain si j'avais pu rendre évidentes à quelques-uns de mes lecteurs la dualité de l'homme et de la société et quelques-unes des

conséquences les plus directes de cette grande vérité. Celui qui en convaincrail un grand nombre d'esprits aurait renversé la fatale enclume sur laquelle, avec tant d'ardeur, on nous forge des fers.

## XXI.

### LE CHRISTIANISME ET LE PROGRÈS SOCIAL.

1846.

Sommes-nous, socialement, en voie de progrès? Il n'est peut-être pas un siècle qui n'ait cru être dans cette voie, et de la part de plusieurs, c'était une illusion. Nous pourrions donc, à cet égard, nous hommes du dix-neuvième siècle, nous tromper aussi. Il serait peu sûr de nous en rapporter, sur ce point, à l'espèce d'instinct qui nous attache à nos œuvres; il serait peu raisonnable de chercher les symptômes et les gages d'un progrès général dans quelques améliorations particulières, de quelque ordre qu'elles puissent être. Il faut bien se dire que tout mouvement n'est pas un progrès, que tout ce qui trouble l'onde ne guérit pas le paralytique (1); et de ce que tout enfantement est douloureux, on ne doit pas conclure que toute douleur est un enfantement.

La question de droit, si l'on veut bien nous permettre ce langage, doit précéder la question de fait. En quoi consiste le progrès social? Le progrès est le passage, rapide ou lent, soudain ou graduel, du mal

(1) Évangile selon saint Jean, V, 4.



au bien, du bien au mieux : quel est le bien, quel est le mal social ? qu'est-ce qui est bien, qu'est-ce qui est mieux au point de vue de la société ?

L'antiquité, là-dessus, a eu des pensées sublimes : c'est dire qu'elles étaient morales. La poursuite du bien matériel n'a été le but avoué d'aucune législation. Toutes ont professé le spiritualisme, ou la recherche d'un bien immatériel. Cela étant, le perfectionnement des âmes, le redressement des volontés s'annonçait comme le but social. Cette tendance était unie à plus d'une erreur. La méconnaissance de la chute première est à la base de tous les systèmes sociaux. Il n'en est pas un qui n'ait nié implicitement ou la misère de l'homme ou sa grandeur, laquelle consiste essentiellement à se connaître misérable. Les droits et les besoins de la personnalité ont été perdus de vue et sacrifiés. Mais toujours est-il que l'antiquité a vu le progrès social dans le progrès moral.

Est-il ailleurs ? Nous ne le pensons pas. Le bien matériel, qui est quelquefois une suite et un signe du progrès, ne le constitue pas. Et s'il est poursuivi dans un autre esprit que l'esprit de justice et de charité, il peut y avoir gain, profit, amélioration relative : il n'y a pas progrès social.

Aujourd'hui encore, aujourd'hui que le culte du bien-être matériel est avoué sans détour, c'est encore sous l'invocation de la charité et de la justice que les réformateurs sociaux s'empressent de placer leur œuvre. Et le nom que le bien social a reçu d'eux dans ces derniers temps est celui d'*égalité*.

La liberté a eu son temps. Si nous comparons, au point de vue moral, la poursuite de ces deux biens, nous ne pourrions pas dire peut-être qu'il y ait plus de spiritualisme dans l'une que dans l'autre. On peut se représenter à la même hauteur morale un partisan de l'égalité, un champion de la liberté. L'une et l'autre aussi peuvent être aimées d'un amour sauvage et dans l'esprit le plus hostile à la civilisation. Mais, à considérer dans l'histoire ces deux poursuites, ces deux amours, l'un apparaît plus noble que l'autre, et leur solidarité n'est pas réciproque. L'amour de la liberté n'est pas généralement uni au sentiment de l'envie ; l'amour de l'égalité n'en est souvent que l'expression ou le déguisement. La recherche de la liberté entraîne à celle de l'égalité ; l'amour de l'égalité peut s'allier à la haine de la liberté. L'égalité, possible sous le despotisme, est, dans un tel régime, une des consolations, dirai-je un des charmes, de la servitude. La liberté civile, moins vivement désirée par plusieurs que la liberté politique, réclame en tout cas celle-ci comme garantie et comme complément. La liberté politique serait nommée plus justement puissance, et dès lors les trois *moments* du bien politique des individus, considérés en face de l'ensemble, seraient la liberté, la puissance et l'égalité. Conservons toutefois aux deux premiers, nous le pouvons sans inconvénient, le nom commun de liberté.

Un minimum de liberté, un minimum d'égalité, sont nécessaires. Aucune société politique n'est supportable, ni même concevable sans un certain degré

de l'une et de l'autre. La société même, en tant que société, est la consécration de l'une et de l'autre. Mais ni la plénitude de l'une et de l'autre, ni même le plus haut degré de liberté et d'égalité compatible avec l'existence de la société, ne peuvent être présentés comme des vérités absolues, indépendantes des circonstances et des temps. Ce qui, dans ce genre, est juste et bon, vrai par conséquent, à telle époque, ne l'était pas à une époque précédente. A partir du minimum dont nous avons parlé, et qui nous paraît déterminé par le droit éternel et inviolable qu'a tout homme d'être homme, il n'y a plus que vérité relative. La pleine liberté, la pleine égalité peuvent être, en certains temps, d'une injustice et d'une fausseté révoltantes.

Quoi qu'il en soit, l'égalité est aujourd'hui le nom convenu du bien social. Et nous avouons volontiers qu'à supposer (ce dont l'antiquité ne serait pas volontiers convenue) que le bien des individus comme tels et leur bien extérieur soit le vrai bien social, la société doit tendre à réaliser, entre les hommes, toute l'égalité qui est selon la justice, toute l'égalité qui n'est pas, dans le fond, une inégalité; car ce qu'on nomme *égalité* serait mieux nommé *proportion*. Toutes les inégalités qui sont, à la fois, artificielles, arbitraires, inutiles et excessives, peuvent être considérées comme un mal, et l'on doit considérer comme un bien que chacun soit ici-bas tout ce qu'il peut être. Toutefois, on doit bien se garder de perdre de vue les vérités suivantes.



La première, c'est que l'égalité devant la loi et l'égalité de bien-être, encore qu'elles puissent avoir, dans tel cas donné, la même légitimité, n'ont nullement, en soi, la même dignité ni la même valeur.

Une seconde vérité, c'est que si l'inégalité sans raison, sans utilité et sans mesure est un mal, l'égalité factice et forcée en est un beaucoup plus grand et doit être jugée comme la pire des inégalités.

Il faut reconnaître, en troisième lieu, qu'un certain degré d'inégalité est profitable à tous ; qu'il faut que quelques-uns aient plus pour que tout le reste ait assez ; que cette irrégularité apparente est une condition essentielle de vie et de mouvement dans la société humaine ; et que l'égalité absolue, au cas qu'elle pût se maintenir, ne serait autre chose que l'égalité de dénûment et de souffrance. Si les forces ne sont accumulées, ne surabondent sur aucun point, les progrès d'une importance générale deviennent impossibles. Conclure de là à des mesures spéciales en faveur de l'inégalité, cela serait absurde : la nature y a pourvu, et au cas qu'elle n'y eût pas pourvu, nous dirions qu'il est absolument inutile de vouloir ce qu'elle ne veut pas (1).

Il faut convenir, en quatrième lieu, qu'il est beaucoup plus facile de concevoir l'idée de l'égalité que de la réaliser (eût-on pour cela tous les pouvoirs en main), et même que de la constater. L'égalité ou l'iné-

(1) S'il n'était pas ridicule de transcrire ici toute une page d'un auteur aussi connu que La Bruyère, nous le ferions ; nul n'a mieux développé ce que nous ne faisons qu'indiquer. Nous nous bornons à avertir le lecteur ou à lui rappeler que cette page est l'avant dernière du livre des *Caractères*.



galité de bonheur est un fait complexe et déterminé, pour chaque cas, par des circonstances très diverses et très délicates dont la mesure nous échappe. Où nous voyons égalité, il y a inégalité; l'erreur inverse est tout aussi fréquente. A partir de la différence franchée, terrible, entre celui qui a et celui qui n'a pas de quoi satisfaire sa faim, aucune condition n'est absolument préférable à une autre. On est toujours réduit à comparer le fait individuel avec un autre cas individuel, et non pas seulement le riche avec le pauvre, mais le riche avec le riche, le pauvre avec le pauvre. L'égalité humaine, selon l'idée que nous y attachons tous instinctivement, est plus grossière encore que la justice humaine, si désespérément grossière. S'il s'agit de bonheur (et c'est de cela qu'il se devrait agir), il est impossible de faire les parts égales, impossible de mesurer les parts. Aussi ne peut-il être question, en fait d'égalité ou d'inégalité, que du bien-être matériel, le seul qui soit poursuivi, convoité ou envié par tous. Cette espèce de bonheur est susceptible d'être constatée et mesurée. La question est de savoir si la société doit s'appliquer à rendre tous ses membres égaux entre eux sous ce rapport. Nous pensons que la société, qui, si elle pouvait encore être théocratique ou philosophe, aurait à poursuivre un tout autre but, ne peut, au point de vue où elle se réduit, se dispenser de graviter vers un ordre de choses où le nécessaire ne manquera pas à l'homme laborieux, et où le désir d'une condition meilleure, lorsqu'il est favorisé au dedans par les facultés de l'individu, ne rencon-

trera pas au dehors, nous voulons dire dans les institutions, d'invincibles empêchements. — Il va sans dire que la société ne peut, en même temps, affecter la théocratie; car, nous le répétons, au point de vue théocratique, l'égalité ne saurait, en aucun sens, être considérée comme le bien social par excellence et comme l'objet du progrès.

Le monde chrétien est en marche vers l'égalité depuis que Dieu nous a tous enveloppés dans la rébellion pour faire miséricorde à tous. La chair s'est emparée, à son ordinaire, d'une vérité de l'ordre spirituel pour en faire une vérité temporelle. La poursuite de l'égalité a marché d'un pas inégal, mais simultané, avec celle de la liberté et celle de la puissance. Aujourd'hui, dans les pays libres, déjà en possession de l'égalité des droits, on s'empresse vers l'égalité des avantages temporels, et l'on s'avance à cette conquête par le chemin de l'égalité politique absolue, qui, dans l'état intellectuel et moral de la génération présente, se résout à placer dans le nombre le principe de l'autorité, et réagit, chose remarquable, contre la liberté même. Jamais les idées morales ne furent plus étrangères à l'agitation du monde occidental. Jamais révolutions ne furent moins spiritualistes. Elles le seraient à un certain degré, par cela même qu'elles seraient morales, si, comme quelques-uns se plaisent à le croire, la compassion pour les classes souffrantes en était le véritable principe; mais non, la charité n'est pas séditeuse, et la misère ne l'est pas non plus. De fait, ce n'est pas au nom de la souffrance, mais au

nom de la convoitise, que se rassemblent les assaillants, et l'inquiétude ardente des masses trouve bien plutôt son explication dans l'accroissement du bien-être que dans celui de la misère. Toutes les détresses étant adoucies, cette inquiétude, nous le croyons, durerait encore, et quand elle aurait tout obtenu, elle se chargerait de nous prouver qu'au delà de tout il y a quelque chose. Nous ne voulons pas dire que la misère publique ne soit à la longue une source de perturbations politiques ; nous n'hésitons pas à la reconnaître pour la vraie cause de certains mouvements dont elle n'a pas l'initiative, et à la tête desquels figurent de tout autres gens que des mendiants ou des assistés ; nous ne prétendons pas que rien pût excuser l'indifférence de la société à la vue d'une multitude laborieuse et dénuée qu'elle verrait arrêtée sur le chemin du bien-être par des obstacles qui seraient l'œuvre des institutions et non celle de la nature : nous refusons seulement de reconnaître dans les clameurs factieuses que nous entendons retentir en certaines contrées l'écho des cris de l'infortune.

Mais il n'importe ; nous savons désormais dans quel sens, vers quel but marchent les sociétés. Le christianisme doit-il y marcher avec elles ? doit-il concourir, se prêter du moins à ce mouvement général ? En général, quels doivent être, en présence de ce grand fait, les sentiments, les pensées, les résolutions, la part d'action des disciples de l'Évangile ? Voilà ce que nous voudrions examiner.

Nous avons parlé du progrès social au point de vue de la politique, non de la politique en général, mais de la politique moderne.

Cette politique, se récusant presque absolument sur quelques-uns des intérêts de l'humanité, et notamment sur les plus élevés, s'arrête à l'idée de droit, et reste en deçà de celle de devoir. L'antiquité, pour qui l'État était tout l'homme, ne l'entendait point comme nous. L'État, chez elle, attirait à soi toutes les questions ; il ne se récusait sur aucun point ; il n'avait garde de se renfermer dans le domaine du visible et du temporel ; et si l'on a dit qu'alors la religion était politique, on a pu dire, non moins correctement, que la politique était théocratique, par conséquent spiritualiste. L'État, du moins, afficha le spiritualisme, et le défendit, au besoin, contre la philosophie, engagée dans une autre voie. C'est que, dans l'état intellectuel et social du paganisme antique, l'opposition entre les exigences de la politique et celles de la religion était impossible, et ne se conçoit même pas. Le christianisme a apporté, à cet égard, d'immenses changements dans le mode d'existence de la société civile. L'État antique, avec l'universalité de sa compétence et de sa responsabilité, a disparu pour jamais. S'il a continué à gérer des intérêts purement moraux, ce n'a plus été de plein droit, ni de l'aveu de tous. Les conflits, jadis impossibles, entre la religion et la politique ont, au contraire, été perpétuels, et l'histoire moderne est, en grande partie, l'histoire de ces conflits. S'ils viennent à cesser, ce ne sera pas par la restauration



de l'État antique, mais par son abolition plus entière et plus absolue. Les théories de quelques spéculatifs, leurs instincts qu'ils érigent en système, n'y peuvent décidément rien ; l'État, aujourd'hui, n'est plus tout l'homme ; il n'est qu'une des formes et une des conditions de la vie humaine ; il représente et garantit le droit : il ne gère plus tous nos intérêts, mais il les protège tous : l'âme humaine pourvoit désormais à ce qui ne regarde qu'elle. Les hommes les plus ardents et les plus obstinés à revendiquer pour l'État moderne les attributions de l'État antique, seraient plus que déconcertés s'il les reprenait. Le lendemain ou le soir de ce jour nous les verrions au premier rang de ceux que, depuis quelque temps, on appelle *individualistes*.

Cette réduction des attributions de l'État, dans nos sociétés modernes, semble, au premier coup d'œil, nous mettre au-dessous des anciens. Leur politique, dit-on, était donc plus pénétrée de religion que la nôtre : quelle honte pour le christianisme ! Notre siècle, tout particulièrement, semble déchu de la dignité des précédents ; car jamais, de la part de l'État, la récusation ne porta sur plus d'objets et ne fut plus absolue. C'est même là un des griefs du *socialisme* contre le *libéralisme*, dont cette récusation constitue une des principales doctrines. Mais l'accusation est sans justice et sans intelligence. Rien n'a péri, rien ne périclite ; il y a seulement un autre partage de pouvoirs, une autre division de travail. L'esprit ne s'est pas enfui du sein de la société ; il est quelque

part; cette révolution n'est pas un signal de détresse de l'humanité comme d'un navire en perdition : le vaisseau n'a fait que changer de pavillon. Il a les mêmes voiles, la même mâture, le même pilote : je me trompe, il a changé de pilote; la liberté est au gouvernail. Quant à la grandeur, c'est bien toujours le même vaisseau de haut bord. L'État n'est pas moins grand qu'il était; il porte, comme auparavant, tout l'homme, tous ses intérêts, toute sa destinée; il est le majestueux abri, le ferme rempart de la liberté; il la défend contre ses ennemis, il la défend contre elle-même; il est à l'humanité, prise dans ses plus nobles attributs, ce qu'est à notre esprit l'organisme vivant où l'esprit se déploie. A l'État, le domaine du droit; à l'homme, la vérité et le devoir.

Les pouvoirs politiques ont-ils si admirablement géré les intérêts spirituels de l'espèce humaine, que nous devions beaucoup regretter l'espèce d'abdication que le cours des temps leur impose? Dépendrait-il d'eux, quand ils le voudraient, de rassembler dans leurs mains les rênes qu'ils se sont vus contraints d'abandonner? C'est là, nous le savons, le rêve de quelques utopistes, à qui la liberté elle-même n'apparaît que comme une risible utopie, digne de tous leurs mépris. Mais ces ennemis de la liberté, laquelle est essentiellement spiritualiste, ne le sont pas moins de l'esprit lui-même. Ces hommes ne voient dans l'homme qu'un animal intelligent; ce n'est plus, comme l'appelait Pascal, un roseau pensant, mais un estomac pensant : voilà leur anthropologie. Et en

même temps, comme s'il y avait des intérêts immatériels, ils attribuent à l'État le gouvernement des pensées et la discipline des consciences ; ils le font, d'administrateur et de juge, éducateur et père ; en un mot, faisant rétrograder la lumière sur le cadran d'Achab, ils reculent de dix-huit siècles dans le passé, et restaurent l'État païen.

Nous en sommes convaincu : on ne verra pas cette restauration se consommer sous d'autres auspices ni dans un autre intérêt. Le spiritualisme est libéral, le libéralisme est spiritualiste : le matérialisme penche de tout son poids vers la tyrannie. Et si quelque chose aujourd'hui menace la liberté, ce n'est pas, comme jadis, la superstition, ce n'est pas le zèle atrabilaire de quelques dévots, ce n'est pas non plus le caractère impérieux et dominateur de quelques hommes d'État (la liberté résisterait à tout cela), c'est la préoccupation, la passion du bien-être matériel. Sa pente, n'en doutons pas, est du côté de la tyrannie. Les représentants de cette tendance, ses apôtres, car le malheur des temps lui en a donné, n'en conviennent pas tous ; le nom de la liberté se lit même en lettres d'or sur les larges phylactères de quelques-uns d'entre eux. Ils ne mentent pas, mais ils se trompent : à quoi donc aboutirait le matérialisme ? quelle espèce de société peut-il fonder ? quelle sorte de liberté peut-il aimer ? qu'y a-t-il de commun entre le matérialisme et la liberté ? Nous n'attendrons pas les faits, ou plutôt nous n'attendrons pas de nouveaux faits, pour attester qu'une société vouée au culte du bien-être est mûre et

toute prête pour l'esclavage ; et une raison, sans plus, c'est que déjà elle est esclave.

Quoi qu'il en soit, nous nous trouvons, pour l'heure, au confluent de deux causes diverses, ou même opposées, qui tendent au même but : les gouvernements, gardiens de l'ordre extérieur, dépositaires de la prospérité matérielle des États, sont contraints par leur nature même à ne voir du progrès social que l'une de ses faces, si même c'en est une ; et les hommes à qui, pour l'heure, les multitudes obéissent, ceux dont la voix a le plus de retentissement, leur apprennent à identifier l'idée du progrès social avec celle de la jouissance, ou, pour dire plus exactement la chose, avec celle de l'égalité dans la jouissance ; car ce n'est pas tant de jouir, que de jouir autant qu'un autre, qu'il s'agit pour les plus ardents. Il y a donc, aujourd'hui, entre les tendances les plus générales de la société et les préoccupations de l'État comme État, sinon identité parfaite, du moins similitude, analogie, convergence. C'est cette direction des esprits, à notre époque, que nous avons constatée, et dont nous avons reconnu, non certes la bonté absolue, mais la légitimité relative. Nous nous sommes, pour le faire, isolé de nos convictions chrétiennes ; nous avons parlé comme pourrait parler un homme du monde, n'ayant, autant qu'il est possible, ni préoccupation religieuse, ni prévention matérialiste. C'est maintenant comme chrétien que nous allons aborder le même sujet, avec l'intention de montrer ce qu'en face des tendances dominantes et à la vue du grand combat qui se livre au nom



de l'égalité, tout chrétien doit penser, doit sentir, doit faire.

L'État a cessé d'être théocratique ; mais la théocratie est la loi du chrétien, et de l'Église comme église. Nous entendons par là que le chrétien, et l'Église aussi, qui est le chrétien collectif, maintient à Dieu son droit de souveraineté sur la vie humaine, et se place, quant au règlement de ses propres pensées et de ses propres volontés, au point de vue de Dieu lui-même. Pour Dieu, fondateur de la société, assurément la société existe, et le progrès social n'est pas un mot. On se figure aisément, d'ailleurs, que ce que Dieu appelle progrès est autre chose que ce que la chair et le sang peuvent appeler de ce nom ; car Dieu ne consulte ni la chair ni le sang. Rien, aux yeux de Dieu, n'est progrès dans l'humanité que ce qui, dans l'humanité, rétablit l'image de Dieu. Le chrétien, qui voit tout avec les yeux de Dieu, dans la lumière de Dieu, ne donne aussi à nulle autre chose le nom de progrès ; car la société, n'étant ni hors de l'humanité, ni hors du plan de Dieu, doit tendre au même but vers lequel chaque homme est appelé à se diriger. On en conclura fort aisément que l'égalité n'est, aux regards du chrétien, ni tout le progrès, ni même une partie essentielle du vrai progrès, mais tout au plus (et ceci reste à discuter) une des conséquences ou un des signes du véritable progrès. Car un homme devenu l'égal de tout autre n'en est pas, pour cela, plus semblable à Dieu, et une société où l'égalité la plus absolue serait établie, n'en répondrait pas mieux, par cela seul, à la pensée divine.

La pensée divine, à l'égard de la société, n'est point autre qu'à l'égard de l'individu : la sainteté est la loi de l'une comme de l'autre, et la société humaine ne peut être, dans les vues du Dieu saint, qu'un établissement propre à développer l'homme dans ce sens, et, pour chaque individu, le théâtre d'une activité sainte.

Est-il un état politique plus en rapport que tel autre avec l'accomplissement du but divin ? Oui ; c'est celui où l'homme dispose d'une mesure de liberté proportionnée à toute sa responsabilité d'homme, et où les abus de cette liberté rencontrent, dans la force du gouvernement et dans la sagesse des lois, un contre-poids et un obstacle suffisants. Loin que l'égalité absolue soit essentielle au but, il peut y avoir des inégalités qui le servent, et que, par conséquent, fût-ce à leur détriment individuel, tous les chrétiens accepteraient volontiers. L'égalité devant la loi est seule d'une vérité absolue ; et si tout homme de cœur souscrit à cette parole d'un écrivain du dernier siècle : « Il n'y a de pays dignes d'être habités par des hommes que ceux où toutes les conditions sont également soumises aux lois (1), » le disciple de l'Évangile, loi de justice non moins que de charité, doit tendre de tous ses désirs et de tous ses efforts à la consécration d'un principe qui est la justice même, et sans lequel la liberté civile, à laquelle nous avons vu que le chrétien est attaché, n'existe réellement pas (2). Tout au moins doit-il s'en réjouir comme d'une ressemblance du gouvernement

(1) VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs*.

(2) L'inviolabilité de la personne royale, dans les monarchies constitutionnelles

civil avec le gouvernement de ce Dieu « auprès duquel, « dit l'Écriture, il n'y a nulle acception de personnes (1). » C'est une vérité de l'ordre spirituel transportée dans l'ordre temporel. Il n'en est pas de même de l'égalité des biens ; ce fait, pris en soi, ne correspond à aucune vérité de l'ordre spirituel. Mais ici le christianisme se trouve d'accord avec la philosophie naturelle, avec la politique rationnelle, pour réclamer, sinon comme un très grand avantage pour les intéressés, du moins comme essentiellement conforme à l'idée de la justice, l'emploi de tous les moyens non spoliatoires, non attentatoires aux lois fondamentales de la nature humaine, qui paraissent propres à faire arriver tout homme, par le moyen du travail, à la plus grande somme de bien-être que comportent la mesure de ses forces et la nature de ses facultés.

Notre siècle, *progressiste* dans l'âme, a omis de compter l'*obéissance* parmi les éléments du progrès social. L'inadvertance est caractéristique. Est-ce que, par hasard, l'idée d'obéissance ne ferait point partie de la vérité sociale ? Ou se tient-on peut-être pour assuré qu'il y aura toujours, ici-bas, de l'obéissance de reste ? Quoi qu'il en soit, le progrès de l'obéissance ne figure point dans le programme, assez ample pourtant et assez fastueux, des hommes du progrès. En revanche,

semble une exception et une anomalie. Mais ceci tient à l'essence même de la monarchie ; l'exception, d'ailleurs, n'est peut-être qu'apparente, et le privilège d'un seul se justifie aisément quand il sert de garantie à la liberté de tous. Qui ne sait, au reste, qu'une pétition de principe ou une supposition gratuite est au point de départ ou au centre de tout ordre politique ?

(1) Épître aux Éphésiens, VI, 9.

il occupe une place honorable dans le programme évangélique. Aux yeux du chrétien, il en est le point le plus noble comme le plus nécessaire. Le mot de *liberté* est plus en honneur dans le monde ; pourquoi donc ? ne peut-il pas y avoir une liberté sauvage comme il y a une obéissance servile ? et des deux la meilleure ne vaut rien. Mais, quand elle est exempte de servilité, l'obéissance vaut-elle moins que la liberté ? est-elle une pièce moins importante du bien social ? enfin, est-elle hostile ou contradictoire à la liberté ? Loin de là : la liberté ne tire toute sa dignité et tout son prix que de son union avec l'obéissance. Une liberté qui n'obéit pas est un pur non-sens ; car c'est pour obéir que nous sommes libres. Non pas pour obéir à l'homme en tant qu'homme, encore que la soumission mutuelle, celle de chacun à chacun, s'ennobliant par ses motifs et justifiée alors par son utilité, puisse, à l'examen, nous apparaître comme la première et la plus essentielle des vérités sociales (1) ; eh bien, non ; nous ne prétendons parler que de l'obéissance à la loi, civile ou divine, et de l'obéissance à l'autorité dans les limites de la loi. Si vous la retranchez du progrès, que peut dès lors valoir la liberté ? à quoi est-elle bonne ? et à quoi se réduit votre progrès ? Il est sûr, tout au moins, qu'un progrès pareil ne saurait satisfaire des chrétiens, et qu'ils ne peuvent s'associer à des plans d'avenir d'où l'obéissance est tacitement ou formellement exclue. Ceux qui peut-être objecteraient

(1) Voir, dans les œuvres du doyen Swift, un excellent discours *On the duty of mutual subjection*.



que dans l'ordre social dont l'idéal leur sert de phare, il n'y aura plus lieu à l'obéissance, ceux-là ne connaissent pas l'homme, et se représentent une société impossible. Il faudrait d'abord éteindre, en les rassasiant, toutes les convoitises, 'puisque c'est la convoitise qui, rendant la loi nécessaire, donne lieu, d'un même coup, à la révolte et à l'obéissance. Et puis, que serait-ce qu'une société tellement organisée et tellement pourvue qu'il n'y aurait, dans son sein, plus de lieu à l'obéissance? Qu'est-ce que l'homme, privé de la faculté ou de l'occasion d'obéir? Cette chimère n'est pas de celles qui peuvent nous enchanter, puisque, avec l'obéissance, toute la noblesse de la vie humaine s'en va. Que prétendrait-on lui substituer? L'amour? Mais ce sont de hardis rêveurs et de pauvres moralistes que ceux qui se figurent l'amour, le véritable amour, possible dans un être qui n'obéit pas. L'attrait (c'est le système de Fourier)? Mais quand on aurait, par un miracle, rendu attrayants tous les offices nécessaires, qu'aurait-on fait de l'homme? nous l'avons déjà dit : un estomac pensant. Si c'est là le dernier mot du progrès, ne progressons pas : reculons plutôt.

Dans quel sens et dans quelle proportion mutuelle ces trois choses, la liberté, l'égalité, l'obéissance, peuvent, au point de vue du progrès, préoccuper la pensée et même occuper l'activité du chrétien, nous espérons l'avoir montré. Nous l'autorisons, nous l'encourageons même à mettre la main à l'œuvre, convaincus que tout ce qui est bon, pur, honnête, juste, aimable, digne d'être loué, devant, selon le précepte

de l'Apôtre, remplir habituellement l'esprit du chrétien (1), doit être aussi, par une conséquence inévitable, l'objet de son travail et le but de ses efforts. Nous ne savons pas voir comment le chrétien pourrait être tenu de penser et d'aimer ce qu'il n'est pas obligé de faire. Nous ne découvrons pas mieux quelle souillure il pourrait contracter en concourant, par des moyens légitimes, à un très bon but, le règne de la justice parmi les hommes. Ni la loi, ni la foi ne sont contre ces choses (2), puisque ces choses sont bonnes et utiles aux hommes (3); et qui se les interdit, n'importe sous quel prétexte, n'a point compris tout le sens ni toute la portée du blâme infligé par saint Paul à ces chrétiens superstitieux qu'on entend sans cesse crier : « Ne mangez, ne goûtez, ne touchez point (4)! » Tout est à eux, en tant qu'ils sont à Christ (5); le bonheur public est de leur ressort; et s'ils allèguent que le règne de leur Maître est un règne spirituel, on leur répondra, tout en abondant dans leur sens, qu'il n'y a, dans la carrière qui s'ouvre à leur zèle, rien de contraire à la spiritualité du règne de Jésus-Christ; que rien n'est plus spirituel que la justice et la charité, sous quelque forme qu'elles s'exercent; que l'Esprit divin, dont Jésus-Christ avait la plénitude (6), ne l'a pas empêché de voir et de soulager les maux temporels de ses semblables selon la chair, et qu'aussi longtemps qu'existe cette société civile, dont Dieu est

(1) Philippiens, IV, 8.

(3) Tite, III, 8.

(5) 1 Corinthiens, III, 22.

(2) Galates, V, 23.

(4) Colossiens, II, 21.

(6) Jean, III, 34.

aussi l'architecte et le fondateur (1), il sera digne des disciples de Jésus d'y réaliser, autant qu'il peut dépendre d'eux, les principes d'équité et de bonté qui caractérisent, ou plutôt qui constituent toute la doctrine sociale du divin ami des hommes. Pour tous pouvoirs et pour toute force, il leur a légué son Esprit : que servirait de s'en pénétrer, si ce n'était pour le répandre? d'une si pure et si éclatante lumière, le plus léger, le plus lointain reflet n'a-t-il donc pas sa valeur? et si nous repoussons l'erreur fatale qui si longtemps identifia la qualité de chrétien et celle de citoyen, trouverons-nous dans la nature des choses, trouverons-nous dans les préceptes de l'Évangile rien qui interdise au citoyen d'être chrétien, au chrétien d'être citoyen?

Avons-nous tout dit? Il nous reste une grande erreur à combattre, une grande illusion à dissiper.

Nous rencontrons sur notre chemin une idée ou, pour mieux dire, une préoccupation à laquelle nous ne pouvons, sans manquer à notre sujet, refuser un moment de sérieuse attention. Cette préoccupation, que le christianisme semble exclure, et que nous avons néanmoins reconnue chez plus d'un chrétien, c'est l'espérance de voir le repos, un repos durable, naître du triomphe définitif et complet du principe de l'égalité.

Ce repos, même absolu, ne serait pas le progrès

(1) « Tout ce que Dieu a créé est bon, » (1 Tim. IV, 4) par conséquent digne de Dieu; et ce qui est digne de Dieu n'est pas indigne de l'homme.

social ; nous avons prévenu l'erreur qui, de ces deux choses, prétendrait en faire une seule. Mais enfin, si ce n'est pas tout le progrès, c'en est une partie, ou si ce n'est pas le progrès, c'en est un signe ; nous y consentons. Consentirons-nous également à voir un gage de repos dans la satisfaction et dans les garanties accordées à l'égalité ?

L'égalité, d'après l'idée qu'on nous en donne, est un autre nom du bonheur. Ce qu'on se figure sous ce mot, ce n'est pas l'égalité nue, abstraite ; c'est une part ou égale ou tout au moins suffisante accordée à tous dans la somme d'avantages temporels que la nature a mise à la disposition de l'espèce humaine prise dans son ensemble.

Sur quoi il faut remarquer, d'abord, que ces avantages sont acquis au travail et se refusent à l'inertie. Pour posséder, il faudra travailler. Or, tout le monde y sera-t-il disposé ? L'oisiveté, même besoigneuse, aura-t-elle tout d'un coup perdu tous ses charmes ? Ne faudra-t-il pas imposer le travail ? et, à supposer cette contrainte possible, peut-on se faire une idée bien séduisante du sort d'un groupe d'individus humains condamné aux travaux forcés ? Puisque le travail est nécessaire, et qu'on veut du bonheur, force n'est-il pas de revenir, avec les harmonistes, à la théorie des travaux attrayants ? Ce nœud dénoué dénouera tous les autres ; et je conviens qu'alors, si nous n'avons pas le progrès, nous aurons du moins le repos. *Dignus vindice nodus* ; mais nous attendons encore le *vindex* de ce nœud-là, l'Œdipe de cette énigme.



Seconde remarque. « Une part, avons-nous dit, « égale ou tout au moins suffisante. » C'est, nous le croyons, la formule convenue. Mais elle est incorrecte. Ces mots : Une part suffisante, ne disent rien. Qu'est-ce qui est suffisant ? Ce qui suffit à l'un ne suffit pas à l'autre. Ce qui suffit avant qu'on l'ait, ne suffit plus sitôt qu'on l'a. On a toujours trop peu quand on a moins qu'un autre. Il faut donc rayer ces mots, et s'en tenir, en toute simplicité, à ceux-ci : Une part égale ; ce qui doit se traduire ainsi : Beaucoup, ou le plus possible, et en aucun cas moins qu'un autre. Si l'on peut espérer du repos pour la société, c'est de la réalisation de ce seul programme. Tout autre moins absolu, moins rigoureux, ne saurait nous conduire au but.

Celui que nous venons de rédiger nous y conduirait-il (car nous voulons, contre toute probabilité, le supposer réalisable) ? Il y conduirait, si l'homme pouvait trouver, s'il avait jamais trouvé le repos et la paix dans la possession d'une certaine somme d'avantages matériels. Mais si haut que nous élevions nos regards, et même à mesure que nous les élevons sur l'échelle du bien-être, ce n'est pas le repos que nous observons, mais l'inquiétude. On parle de gens *arrivés* : personne n'arrive. Il faut croire qu'un million, dix millions, cent millions ne suffisent pas ; car cent, pas plus qu'un seul, n'ont satisfait personne : le but est au delà, ou plutôt le but est ailleurs. Et qu'on ne dise pas que les gens qui possèdent beaucoup sont, en général, grands amis du repos, et même du repos

à tout prix, qui, dans leur langue, prend le nom d'ordre, et que, par conséquent, lorsque tous posséderont, tous seront tranquilles. Quand tous posséderont, chacun aura peu ; personne du moins n'aura beaucoup ; et si l'on ne voit personne au-dessus de soi, on ne verra non plus personne au-dessous. Celui qui trouverait dans une telle situation et dans de tels rapports des garanties de repos et d'ordre, montrerait peu de connaissance de l'homme et de soi-même. Dût chacun des individus dont se compose la famille humaine nager dans l'opulence, la paix ne serait point assurée, les principes d'agitation ne seraient point étouffés ; l'homme retrouverait toujours la guerre dans son sein.

Nous ne prétendons combattre que l'absolu des théories et l'exagération des espérances. Nous savons bien que la justice réclame une espèce et une mesure d'égalité, et que des intentions justes sont toujours bénies. Nous croyons que tout ce qui rend les rapports sociaux plus vrais et plus naturels enlève des occasions de conflit et des causes de perturbation ; et si la justice était le principe de ces changements, que l'égoïsme refuse et que l'égoïsme arrache, si ce progrès, en un mot, était un progrès moral, on pourrait, comme à coup sûr, prophétiser la paix à l'univers ; car « la paix, pour parler avec l'Écriture, sera l'effet « de la justice (1). » Mais le progrès de l'égalité, et même le progrès du bonheur, ne nous paraît point, en soi-même, propre à soutirer, comme l'aiguille de

(1) Ésaïe, XXXII, 17.

Franklin, les orages dont les nuées de notre ciel sont éternellement gonflées ; ces nuées se remplissent incessamment d'un fluide que nous leur fournissons incessamment. Non-seulement les inégalités dont on se plaint renaîtront sans cesse, et les plus justes ne seront pas toujours les moins abhorrées ; mais eussent-elles disparu tout à fait, eussent-elles, en disparaissant, emporté bien des sujets d'agitation, il en resterait encore assez pour nous engager, pour nous obliger même à élever, à côté de ce paratonnerre, un second paratonnerre d'une autre nature.

Nul doute sur un point : si l'homme était heureux, il serait tranquille, et il ne sera point tranquille tant qu'il ne sera point heureux. Mais ici-bas l'indispensable complément du bonheur, c'est le contentement ; disons mieux : il en est le *supplément* ; disons toute la vérité : le vrai nom du bonheur terrestre, c'est le contentement. Rien ne peut nous combler, il faut donc nous borner. Mais c'est un art qu'il faut apprendre : naturellement on l'ignore ; on croit au bonheur, et quand on a cessé d'y croire, on continue à le poursuivre comme si l'on y croyait. Se contenter, se contenir, c'est une même chose, un même mot : et qui est-ce qui ne songe pas plutôt à s'étendre qu'à se contenir ? A supposer que ce qui fait l'objet avoué du désir de tous, *l'aisance*, devînt le partage de tous, de qui, parmi les humains, cette aisance si convoitée remplirait-elle le cœur ? Mais il est trop certain que tous n'en jouiront pas, et qu'elle échappera tôt ou tard à bon nombre de ceux qui l'auront obtenue. Nous

aurons donc toujours des pauvres avec nous : pauvres d'argent, d'honneur, de force, de santé : tous malheureux dans le sens ordinaire du mot, ils le seront moins, ils seront peut-être heureux s'ils savent *se contenter*. S'ils ne savent pas se contenter, ils resteront malheureux, et deviendront facilement coupables : le mécontentement est toujours près de l'être.

Que le soin du bonheur proprement dit, de l'égalité si l'on veut, préoccupe le politique et le législateur ; que, comme tel, il n'ait pas d'autre soin ; comme homme, il doit en avoir un autre, qui sera, d'ailleurs, d'une façon spéciale, celui du philosophe et du philanthrope : c'est celui de persuader aux hommes d'être contents. L'animal n'exerce par la pensée, puisque la pensée lui est étrangère, aucune puissance sur sa propre situation : la condition de l'homme est en grande partie, et même totalement, ce qu'il veut, les circonstances d'ailleurs ne changeant point. Le bonheur de l'homme est en lui, son malheur pareillement. Selon ce qu'il est lui-même, les événements qui le touchent restent ce qu'ils sont ou se transforment, et même sont ou ne sont pas. Tout lui devient rien, rien lui devient tout ; et, pour nous en tenir à notre sujet, peu lui suffit, lorsque peu le contente.

L'orgueilleuse satisfaction de pouvoir se dire avec cet ancien : « Que de choses dont je n'ai pas besoin ! » est, pour certaines âmes, une riche indemnité, plus qu'une indemnité. Dans tous les cas, il en faut une. Le contentement, pour toutes les âmes d'une trempe



moins stoïque, et peut-être à la fin pour celles-ci mêmes, n'est autre chose, au fond, qu'une assignation sur des biens absents, mais réels, ou sur des biens présents, mais invisibles. Ces biens, ou plutôt ce bien, c'est Dieu. Dieu seul peut nous contenter ou nous contenir, parce qu'il nous remplit. Il n'y a de content que celui qui croit; mais celui qui croit est content; et en donnant à un peuple le principe du contentement, on lui donnerait le solde ou l'arriéré du bonheur, on lui donnerait mieux que le bonheur.

Nous entendons d'ici l'ancienne rumeur. « Nous « voulons, dit-on, briser le ressort, endormir l'espérance, éteindre le courage; vieille et décriée manœuvre du sacerdoce antique et moderne. » Que nous importe de ces discours, si nous avons la conscience que ce n'est pas de chimères que nous prétendons nourrir les âmes, et si le bien que nous leur proposons est, à nos yeux, un bien réel? Quand les adversaires de notre foi prêchent le contentement (car il faut bien qu'ils le prêchent aussi), quels fonds assignent-ils au payement de cette dette que la fortune contracte envers nous et qu'elle n'acquitte jamais? Car enfin, eux aussi, il faut bien qu'ils assignent quelque chose. Si, comme ils le pensent, nous renvoyons les hommes à un mot, à quoi donc prétendent-ils les renvoyer? Qu'y a-t-il, que peut-il y avoir sous un contentement qui n'est pas religieux? et, ne donnant pas Dieu, que peuvent-ils donner?

Les peuples sont malheureux, dit-on sans cesse, et

nous le croyons, sans croire que leur infortune aille croissant ; mais les peuples sont surtout mécontents, et ce mécontentement est le malheur même de notre siècle. Oserons-nous le dire ? nous soupçonnons que le mécontentement, ou, tout au moins, son expression, est assez souvent en raison inverse du malheur. Nous sommes peut-être, de toutes les générations, la plus mécontente qui ait jamais été : sommes-nous la plus disgraciée ? Or, le contentement est à nos yeux, non moins que l'obéissance, un élément de progrès social. Nous ne concevons pas de progrès social sans ce progrès-là, et nous ne connaissons que l'Évangile qui présente les conditions et fournisse la matière du progrès que nous avons en vue. Et la paix, le repos dont on parle tant, et dont on aime à lire le pronostic dans les victoires de l'égalité, sont uniquement, indissolublement attachés au progrès du contentement. Fondé sur l'observation de l'homme et sur l'expérience des siècles, « cet oracle est plus sûr que celui « de Calchas. »

On a, sans le vouloir peut-être, calomnié l'Évangile, quand on l'a accusé d'inspirer aux hommes une résignation apathique. Les faits répondent. La liberté des âges modernes est toute chrétienne, la religion elle-même est une liberté. Le christianisme est un levain,

Qu'une bonté profonde

A jeté tout brûlant dans la masse du monde.

Est-ce peut-être malgré le christianisme que tant d'énergie, d'invention, d'activité politique et intellec-

tuelle a caractérisé, à l'époque de leur plus grande ferveur religieuse, les plus grandes nations de l'Occident? Ceux qui parlent ainsi de la religion de Jésus-Christ n'y entendent rien. Quand ils l'auront étudiée avec la moitié de l'attention qu'ils accordent à une théorie chimique, ou à la discussion comparative du système protectionniste et du libre échange, ils verront que la religion, cet axe du monde moral, a deux pôles comme tous les axes, soumission et liberté, activité et résignation, noblesse et humilité, ardeur et patience, le présent et l'avenir, le visible et l'invisible, l'idéal et le positif, l'habitant de la terre et l'héritier du ciel. Mais ce n'est pas, à présent du moins, à ceux-là que nous nous adressons; nous parlons aux chrétiens, pour les supplier, en ce qui concerne la question du progrès social, de marcher dans leur propre voie et non dans celle d'autrui.

Si la religion rend l'homme content, ce n'est pas seulement parce qu'elle solde, avec de magnifiques promesses, le compte de la fortune, c'est encore et surtout parce qu'elle nous apprend à vouloir ce que Dieu veut (1). La religion est une obéissance, et un principe d'obéissance. Nous avons déjà réclamé pour l'obéissance une place, et la première, parmi les éléments du progrès, et nous ne nous en départons pas. Mais ici nous avons à considérer l'obéissance comme principe de contentement. Elle l'est sans doute, puisque, devenue le tempérament de l'âme, elle *contient*

(1) Vouloir ce que Dieu veut est la seule science  
Qui nous mette en repos.

(MALHERBE.)

nos regrets, et jusqu'à nos désirs. Et cette source de contentement est plus noble que l'autre. S'il est tout au moins convenable de faire crédit à Dieu, lequel d'ailleurs ne nous doit rien, il est plus que convenable de nous soumettre à lui parce que c'est son droit, et que ce qu'il ordonne n'est pas seulement bon à notre égard, mais bon en soi. Nous ne prétendons pas que l'homme tel qu'il est se puisse élever à ce motif de contentement sans avoir passé par l'autre; mais en le reconnaissant, il faut reconnaître aussi que, dans le détail et dans les cas particuliers, le principe de l'obéissance suffit à l'âme religieuse. Le droit de Dieu est pour elle une réponse péremptoire et universelle, et si ce n'est pas sans effort, c'est du moins sans murmure qu'elle obéit, et cela de deux manières, en faisant ce qu'elle doit faire, en souffrant ce qu'il faut souffrir. On a ridiculement essayé de flétrir cette seconde sorte d'obéissance, après avoir, cela va sans dire, jeté la première, comme une idole difforme, parmi les débris des vieilles superstitions. Rien n'est moins philosophique, pourtant, que le mépris de la résignation chrétienne; car le moment de se résigner vient toujours; tout au moins faut-il que les hommes de cette génération se résignent à ne pas voir l'époque où l'on ne sera plus malade, où l'on ne mourra plus, et, chose non moins extraordinaire, où l'on ne s'ennuiera pas. Et dès qu'il faut qu'on se résigne, quelle résignation sera plus noble que celle dont le christianisme est l'unique source? Quoi de plus noble, en effet, que ses ingrédients, la confiance,



l'obéissance et l'amour ? Ni cette résignation ne nous avilit ni elle ne nous énerve, comme on l'a dit, puisqu'elle n'exclut point l'action où l'action est possible et légitime, et qu'elle exerce les forces les plus précieuses, forces dont l'être moral trouve le principe en soi. Qu'ensuite elle produise le contentement, et par le contentement le repos ; qu'ainsi la religion, qui ne serait pas vraie si elle n'unissait pas les contraires, excite et tempère tour à tour, calme et anime, élance et captive, cela n'est pas douteux pour nous, et nous demandons ce que la société peut souhaiter de meilleur.

Nous voudrions pouvoir ne pas lire l'avenir dans le passé, et par conséquent, ne pas nous défier des destinées que la société prépare au christianisme. Mais, quoi qu'il en soit, les chrétiens ont dans leurs mains la solution du problème social, et le double principe, admirablement un, de la liberté et de l'obéissance. C'est là le sel dont, au point de vue social, ils doivent saler la terre. Si, dans d'autres temps, ils ont enseigné au monde la liberté, il ont aujourd'hui à lui enseigner l'obéissance. C'est l'enseigner, ainsi que la liberté, que de répandre autour d'eux la connaissance de l'Évangile ; mais il est question de savoir s'ils ne doivent pas s'occuper directement, dans l'esprit et dans le sens chrétien, des questions politiques et sociales. On a déjà pu voir quel est, sur ce point, notre pensée ; n'oserons-nous pas les engager à la méditer, après qu'il aura été bien entendu, entre eux et nous, que le plus utile et le seul absolument nécessaire,

c'est d'exposer au grand jour, par leurs discours et par leur vie, la merveilleuse sagesse, et morale et sociale, de leur adorable Chef?

Si la société n'est point infidèle à sa vocation ni à celle de la nature humaine en préférant l'activité à l'agitation et, dans un certain sens, en aspirant au repos, on voit tout ce qu'elle peut attendre du principe de l'obéissance, dont rien, sous ce rapport, ne peut lui tenir lieu. Pour nous, toutefois, l'obéissance n'est pas le moyen, mais le but, ni une partie du progrès, mais le progrès même. Aucun principe, aujourd'hui, n'est plus en souffrance, et c'est pour cela précisément que celui de la liberté s'en va; car les deux sont étroitement unis et quand l'un a disparu, ce qui reste de l'autre, c'est seulement un nom. Et maintenant où s'apprend l'obéissance? Nulle part, si ce n'est dans la famille, type à la fois de la religion et de l'État, école du citoyen et du chrétien, foyer commun de deux vies, institution merveilleuse sans laquelle toute autre, ou plus étendue ou plus haute, paraît impossible. Mais c'est à condition de porter dignement son nom. L'obéissance, dans la famille, doit être une sorte de piété, symbole de l'autre, prélude et apprentissage du patriotisme. Dans la vie de la famille, si l'obéissance n'est pas tout, elle est le centre de tout; sans l'obéissance affectueuse, la famille n'est qu'un groupe physique, une camaraderie plus ou moins intime; elle n'a rien de saint, et, n'ayant rien de saint, elle n'est plus la famille. Or, l'État se règle et se modèle sur la famille; il ne saurait avoir les caractères

qu'elle n'a pas ; il se désorganise avec elle ; il renaît avec elle : et quand on veut le relever de ses ruines, c'est par la restauration de la famille, également et antérieurement ruinée, qu'il faut que l'on commence. Tous autres moyens, bons avec celui-là, sans celui-là ne sont rien.

On l'a dit, mais point assez. On n'est pas, du moins, parvenu à le faire croire. Tous les soins, tous les efforts se portent d'un autre côté ; on croit que la politique se suffit à elle-même ; ce qui n'empêche pas de proclamer, avec très peu de discrétion, que l'État n'est autre chose que l'épanouissement de la famille, une famille composée de toutes les familles. Il vaudrait mieux, laissant cette théorie fort indigeste, partager ses soins entre l'État et la famille, en donnant à celle-ci la meilleure part. C'est là proprement qu'est le mal du siècle. Non pas que nous ne trouvions dans beaucoup de familles assez d'affection, assez d'intimité, assez et trop d'esprit de corps : l'esprit de famille n'est souvent que cela, c'est-à-dire de l'égoïsme ; car il y a trois sortes d'égoïsme : celui qui dit *moi* tout court, celui qui dit : *moi et les miens*, celui enfin qui dit : *les miens et moi*. Mais ce qui manque, généralement, au sentiment de la famille, c'est ce qui, si on l'y pouvait reconnaître, mériterait le nom de *piété* ; il y a une piété conjugale, une piété paternelle, comme il y a, de l'aveu de tout le monde, une piété filiale, dont au reste on n'inventerait pas le nom s'il n'était pas inventé. Or, jusqu'à ce que les affections de la famille aient ce caractère de piété, qui inclut le respect



mutuel, l'autorité, l'obéissance, quelque chose, en un mot, de saint, l'État, quelque forme qu'on lui donne, n'aura point de base solide ; et la piété entre parents dérive uniquement de la piété proprement dite. C'est aux chrétiens, tout spécialement, à y pourvoir ; j'entends d'abord au sein de leurs propres familles, dont plusieurs, même dans les régions de la plus haute orthodoxie, sont trop éloignées d'être, dans la force du terme, des familles chrétiennes. On ne ferait même, hélas ! que rester dans les limites du vrai en imputant à certaines méthodes religieuses, qui se piquent de rigueur et de fidélité, le visible déclin de la discipline chrétienne dans mainte et mainte maison taxée d'ailleurs de rigorisme. Il y a, nous l'avons vu, une certaine piété, haute en couleur, vive d'accent, sévère d'aspect, qui méprise l'éducation, et qui, dans l'occasion, élève à la hauteur d'un système les faiblesses du sang et les infidélités de la paresse. En un mot, quoique nous restions convaincu que c'est autour de quelques foyers chrétiens qu'il faut chercher la reproduction la plus correcte du vrai type de la famille, nous sommes contraint d'avouer que bien des familles de chrétiens auraient à profiter à voir vivre des familles du monde, étrangères ou même hostiles aux convictions évangéliques. Bon nombre de ceux du milieu desquels la réforme doit venir ont donc à se réformer. Ils y penseront. Malgré la résistance que le monde a toujours opposée et qu'il opposera toujours aux doctrines caractéristiques du christianisme, malgré l'état de guerre où vivent, à l'égard l'un de l'autre,



l'Évangile et le siècle, l'Évangile toutefois, réalisé dans la vie de ses disciples, exerce, exercera toujours sur les mœurs générales, en vertu de sa vérité, c'est-à-dire de son rapport intime avec la nature des choses, en vertu de son utilité qu'on ne peut lui contester longtemps, une influence incalculable. La famille chrétienne, qui est la vraie famille, est comme un de ces tableaux d'un grand maître, dont le temps et la négligence ont voilé le dessin et noyé les couleurs. Cette surface noire, c'est un Poussin, c'est un Raphaël : tout à l'heure ce n'était qu'une planche ou un lambeau de toile ; bientôt, grâce aux soins d'un art pieux, ce sera un monument et un trésor. Que, dans cette courte allégorie, les chrétiens lisent leur devoir. Le sort de l'État dépend de la condition de la famille ; la condition de la famille dépend d'eux peut-être.

## APPENDICE.

---

### L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES JEUNES FILLES A LAUSANNE.

NOTICE LUE A LA SOCIÉTÉ VAUDOISE D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
DANS SA SÉANCE DU 26 AVRIL 1842.

MESSIEURS,

Le Bureau de votre Société a bien voulu m'engager à entretenir cette assemblée d'une œuvre d'utilité publique à laquelle mes loisirs appartiennent depuis quelques mois : je veux parler de l'École supérieure des jeunes filles établie à Lausanne vers le milieu de l'année 1839. La position que j'occupe auprès de cette école me donnant une espèce de vocation à traiter ce sujet, j'ai accepté cette tâche avec un plaisir et une reconnaissance que comprendront ceux de mes amis qui savent que je portais cette institution dans mon cœur avant même qu'elle existât. Mais peut-être suis-je seul à me souvenir que, dans une série d'articles publiés il y a dix-huit ans par un journal de ce canton (1), je tâchai de démontrer à mes concitoyens l'obligation et la nécessité de pourvoir à l'instruction supérieure des jeunes filles de notre pays à qui l'instruction primaire ne suffit pas. J'étais dans l'âge de

(1) C'est le morceau *De l'Éducation des femmes de la classe moyenne*, inséré dans ce volume, pages 214-240.

l'espérance; j'ignorais que chaque chose ne vient qu'en son temps, c'est-à-dire après avoir longtemps manqué; mes raisons, mal exposées peut-être, me paraissaient si bonnes, si évidentes, qu'on s'y rendrait sans délai, et même avec un peu de confusion de ne s'en être pas plus tôt avisé. Mais si, dans un sens, j'espérais trop, il s'est trouvé que, dans un autre, je n'espérais pas assez. Non-seulement l'école que je demandais existe enfin, mais je me suis vu appelé à faire partie du Comité qui la dirige.

Il est des souvenirs, des rapprochements auxquels on ne résiste point. Ceux qui l'ont éprouvé me pardonneront peut-être d'avoir violé une des lois les plus élémentaires de l'art, en commençant mon discours par une digression. Maintenant j'arrive à mon sujet.

« Tout établissement vient tard, » dit La Fontaine. Il a raison, et les preuves en sont frappantes. La vérité, le bien ne marchent point au pas de charge. Il y a partout, à des degrés divers, une force d'inertie qui résiste passivement au progrès. Le bien ne se fait pas tout seul, il exige des efforts, et il ne trouve pas toujours dans les volontés de ceux à qui on le propose ce ferme point d'appui de l'intérêt prochain, ce ressort de la crainte ou de l'espérance personnelle, seul doué du talent de l'improvisation. En toutes choses, « l'esprit est prompt et la chair est faible (1). » L'esprit lui-même, si l'on entend par *esprit* la raison publique, l'esprit lui-même est lent. Et puis, même chez les intelligents, et surtout chez eux, la prudence intervient et veut atermoyer. Tantôt elle ne veut pas agir sans l'aveu ou l'appui de l'opinion générale; tantôt, fixée sur les principes, elle ne l'est pas sur les moyens d'exécution, et elle croit sentir que le style, qui est la condition de vie des œuvres littéraires, est également celle des œuvres philanthropiques. Je ne parle pas des intérêts privés qu'un progrès quelconque ne manque jamais de froisser; je ne parle

(1) Évangile selon saint Matthieu, XXVI, 41.

pas de cette haine de tout bien, honteux instinct dont le germe, trop naturel à l'homme, acquiert chez quelques individus un effroyable développement, et dont les perfides chuchotements, passant de rang en rang dans toutes les oreilles, démoralisent le bataillon sacré des hommes de dévouement, rendent l'inertie plus inerte, l'ignorance plus opaque, la prévention plus obstinée. Je ne parle pas des imprudences et des exagérations dans lesquelles le premier éblouissement de la vérité, une secrète vanité, et l'irritation causée par des résistances égoïstes, précipitent trop aisément les amis du bien. Avec quel empressement on s'en prévaut ! avec quel art on place les moindres erreurs sous le microscope de l'envie ! avec quel bonheur on imprime sur les projets de l'homme de bien le timbre sec du ridicule ! Le facile succès de ces pratiques doit nous rendre humbles pour le compte de notre espèce, et fort circonspects dans la forme de nos innovations.

Toutes ces explications, néanmoins, expliquent à peine le retard qu'a subi, en tous pays, et dans notre pays même, l'instruction supérieure des jeunes filles. L'utilité privée, l'importance nationale de la culture intellectuelle des jeunes personnes de la classe moyenne, n'étaient-elles pas évidentes ? Pouvait-on avoir les yeux si bien ouverts sur l'intérêt général de développer, d'assainir, de diriger l'intelligence d'un peuple, et ne pas voir que cette œuvre pèche par la base aussi longtemps que les femmes, ces premières éducatrices de l'homme, ces éducatrices, j'oserai le dire, de la société elle-même, ne reçoivent pas une éducation proportionnée à leur admirable mission ? Avait-on pu méconnaître que nous sommes plus d'à moitié ce que nous font nos mères ; que parmi les choses qui manquent à un homme, celles qui lui manquent le plus sont celles que sa mère seule eût pu lui donner ; qu'en général nous devons à nos mères, en bien surtout, beaucoup plus qu'à nos pères ; et que les hommes supérieurs ont pu naître de pères médiocres, mais qu'ils ont eu presque tous des mères distinguées ? Les sexes auraient-ils donc un esprit de



corps, et l'esprit de corps de notre sexe consisterait-il à nier l'influence de l'autre ? Mais si l'on peut la nier quand elle s'exerce pour le bien, il est impossible de la nier quand elle se développe dans le sens du mal. Quand nous l'accusons, nous rendons tristement hommage à l'importance du sexe féminin, car c'est être puissant que de pouvoir beaucoup nuire ; quand nous l'accusons, nous nous accusons nous-mêmes, puisqu'il dépendait de nous de semer la vie où nous voyons croître la mort.

S'il y a longtemps que le besoin des jouissances intellectuelles se propage et devient plus vif parmi nous, il y a longtemps que nous devrions sentir, au moins il le semble, le besoin de rapports intellectuels plus intimes avec les compagnes que Dieu nous a données. Loin de moi la pensée de mettre à trop haut prix ces rapports et cette espèce de communion. Il y a sans doute entre deux âmes des rapports plus profonds et plus saints. La proportion entre les intelligences ne vaut pas, ne peut remplacer le rapport entre les caractères ; et deux époux qui ont beaucoup de pensées à échanger sont moins étroitement liés que le mari savant à son épouse illettrée, ou même que la femme instruite à son époux sans culture, lorsque d'ailleurs le lien d'une foi et d'une espérance commune a fait une âme de leurs deux âmes. Qui pourrait toutefois nier absolument le danger des mésalliances sous le rapport intellectuel ? Qui pourrait méconnaître ce que la facilité et l'abondance des communications intellectuelles ajoute de beauté et de douceur à l'union conjugale ? Qui pourrait ne pas avouer qu'une mère capable et digne de donner à l'esprit de ses enfants cette première forme qui ne s'efface plus, a par là même un titre de plus au respect et à la confiance de son époux ?

Les circonstances de notre pays faisaient, d'ailleurs, un pressant appel à notre sollicitude. Reconnaissons d'abord l'importance que donne à une solide éducation des femmes le périlleux avantage de la liberté civile. Que le bon sens nous

préserve d'affubler leur tête du bonnet phrygien, et de faire de l'épouse et de la mère un personnage politique ! Il faut sans doute que la femme aime sa patrie, et qu'elle apprenne à ses enfants à l'aimer ; mais, pareille à cet astre aux clartés consolantes qui suit notre globe dans son céleste pèlerinage, la femme, noble et affectueux satellite de l'homme, suit dans la vie l'orbite où son époux l'entraîne, et si elle ne lui dit pas, ainsi que Ruth à Noémi : « Ton Dieu sera mon Dieu, » elle lui dit bien sans doute : « Ton peuple sera mon peuple. » Il vaut mieux qu'une femme ne soit d'aucun parti ; mais si elle était de celui de son mari, qui donc voudrait s'en scandaliser ! Être du parti de son mari, ce n'est pas être d'un parti. Toutefois, l'importance politique de la culture des femmes est grande dans une république comme la nôtre. L'homme, sous le régime de la liberté, s'apprécie plus haut ; il est censé valoir davantage ; il doit valoir davantage : la république a pour fondement cette hypothèse, cette prétention ou cette espérance. Or, pour que l'homme vaille tout son prix, il faut que la femme vaille aussi tout le sien. Vainement on voudrait constituer à chaque sexe une existence indépendante ; c'est l'hypothèse du paganisme et de la barbarie. Il n'est pas dit que Dieu a créé l'homme et la femme, mais qu'il a fait l'homme mâle et femelle. Le *sexe* est la séparation de deux éléments humains, de deux formes de l'humanité, morales encore plus que physiques, qui, pour mieux concourir, devaient être séparées. L'homme générique est mâle et femelle, à condition que l'homme individuel n'ait qu'un sexe. Et dans mon humble conviction, la différence physique a été déterminée par la différence morale, et non celle-ci par celle-là. Chaque sexe a été organisé selon l'idée qu'il devait représenter, selon les fonctions morales qu'il était destiné à remplir. Il y a donc solidarité entre les deux. Mais cette solidarité peut être plus ou moins méconnue dans une société asservie ; elle ne saurait l'être impunément dans une société libre, dans une démocratie.

Les hommes, les peuples même, savent rarement toute la

portée de ce qu'ils font. Ils ont fondé la liberté politique, ils ont institué la démocratie, sans savoir tout ce que la liberté, tout ce que la démocratie emportent. On en a vu qui proclamaient la liberté politique et repoussaient la liberté religieuse, sans se douter que la seconde est non-seulement le corollaire immédiat de la première, mais le noviciat, l'apprentissage, l'initiation nécessaire de la liberté politique. On en a vu qui promulguaient la démocratie, sans se douter que ce changement dans les lois en entraîne beaucoup d'autres, sans se douter, par exemple, que la démocratie ou la souveraineté du nombre veut pour tempérament la théocratie ou la souveraineté de Dieu, ou pour parler plus intelligiblement, la religion; sans se douter encore que l'homme doit grandir avec sa destinée, mais que l'un des sexes ne peut grandir si l'autre ne grandit aussi, et que les soins accordés à l'éducation de l'homme ne peuvent pas atteindre tout leur but si l'on n'en donne pas de pareils et de proportionnés à l'éducation de la femme. En nous adjugeant toute la dignité de citoyens, nous nous sommes engagés à élever, en même temps que nous, l'être que Dieu nous a donné pour aide. *Élever* est le mot; notre langue a admirablement nommé la tâche de l'éducation.

Mais le besoin et l'obligation de pourvoir libéralement à l'instruction des femmes avait précédé de bien des années l'époque de notre affranchissement. Libre ou non politiquement, le peuple vaudois n'est pas libre de négliger cet intérêt. Depuis bien longtemps, nous fournissons des éducateurs et des éducatrices à presque toute l'Europe. De grandes familles, des grands hommes, des rois, ont dû leur éducation, leur destinée peut-être et celle de peuples entiers, à des citoyens vaudois. Que la confiance que l'Europe nous témoigne sous cette forme se soit soutenue dans les temps mêmes où l'instruction de nos instituteurs laissait le plus à désirer, rien n'honore plus, à mon sens, le caractère vaudois. Il y avait, à ce qu'il paraît, de bonnes raisons pour nous passer notre mauvais français, notre accent vicieux, et le reste. Mais on ne



peut pas nous le passer toujours, et surtout nous ne devons pas nous le passer à nous-mêmes. Le temps n'est plus où nos jeunes filles pouvaient, avec quelques chances de succès, apprendre à la hâte un peu d'orthographe la veille du jour où elles devaient l'enseigner. Quelques-unes ont payé bien cher l'imperfection de leur culture. Leur position est assez pénible en elle-même pour n'y pas joindre encore l'amertume sans compensation d'une humiliation méritée. Ah ! qui pourrait dire combien de fois, dans le silence et dans le secret, des larmes de sang ont coulé des yeux de ces pauvres exilées, de ces enfants, arrachés par une dure nécessité des bras de leurs mères avant l'âge de dix-sept ans, et à qui leur ignorance même n'avait pas permis de prévoir les suites amères que cette ignorance devait avoir ! Messieurs, pardonnez si j'arrête votre pensée sur un objet pénible. Chacun de vous, peut-être, a vu partir pour des contrées lointaines, inconnues, quelqu'une de nos jeunes compatriotes, et sans doute que, témoin des pleurs et des sanglots de l'adieu, il en a eu le cœur serré. Mais vous n'avez pas vu, comme moi, des caravanes entières de ces jeunes filles, atteignant les dernières limites de la patrie helvétique, et jetant alors un premier regard, un regard désolé, sur cette terre de l'exil qui tout à coup s'ouvrait devant elles. Je ne voyais pas sans douleur ces filles de mon pays, ces enfants de ma ville natale, s'en aller, sans expérience et sans guide, à la rencontre de l'inconnu. Mais si j'avais pu me dire : « Elles « y sont du moins préparées ; elles sont munies de connais-  
« sances qui commanderont la confiance et le respect ; elles ne  
« se trouveront pas, on ne les trouvera pas au-dessous de leur  
« tâche ; elles ne seront pas contristées par des reproches fon-  
« dés et pourtant injustes ; elles feront honneur à leur pays et  
« à elles-mêmes, » je me serais dit aussi : « Après tout, voilà  
« une belle, une noble carrière. Allez, jeunes filles de mon  
« pays, allez avec Dieu et prenez courage. Vous avez une  
« autre vocation que celle du besoin ; vous avez celle du  
« talent, de l'instruction et du zèle ! » Mais aurais-je pu par-



ler ainsi à toutes? Vous le savez, Messieurs; vous savez aussi que les exigences ont augmenté, que le taux des aptitudes requises s'est élevé partout, que le danger est plus grand, les mécomptes plus amers pour l'ignorance et pour la superficialité : une instruction solide est donc plus que jamais une nécessité pour une classe nombreuse de nos jeunes Vau-  
doises.

Je ne parle ici, on le comprend bien, que de l'instruction supérieure, l'État ayant pourvu convenablement à l'instruction primaire des jeunes filles (1); je ne cherche pas même de quels éléments doit se composer cette instruction supérieure, à quelle hauteur elle doit s'élever; cette question, qui peut-être n'a pas été résolue trop malheureusement dans la pratique, présente dans la théorie des difficultés qui me retiendraient trop longtemps loin de mon but. Je la suppose résolue dans tous les sens, et je m'en tiens à la nécessité d'une instruction supérieure des jeunes filles par tout pays, et particulièrement dans le nôtre.

Cette nécessité, vivement sentie par une femme respectable qui porte, si je puis m'exprimer ainsi, l'enthousiasme dans le devoir, j'aime à lui rendre cet hommage au moment où elle aussi va quitter son pays (2), cette nécessité donna naissance à une institution privée, mais conçue sur une grande échelle, et en faveur de laquelle plusieurs hommes distingués disposèrent de leurs loisirs. Ce n'était plus un pensionnat, c'était une école. La fondatrice, je le crois, ne méconnaissait ni l'excellence de plusieurs de nos pensionnats, ni la nécessité de ce genre d'établissement (3). Mais un pensionnat, à moins

(1) Nous ne lui faisons point un reproche de n'avoir pas fondé des écoles supérieures. On ne fait pas tout à la fois, et il a déjà beaucoup fait. Il y a peut-être quelque convenance et quelque avantage à ce que cette œuvre conserve un caractère privé ou municipal.

(2) Je ne nommerais pas Madame de Molin si elle restait parmi nous; mais qu'il me soit permis de tirer de son absence le seul avantage qu'elle puisse avoir.

(3) Je ne crois pas que la fondation des écoles supérieures doive, en définitive, être nuisible aux pensionnats. Il y a des raisons de prévoir le contraire.

de devenir une école ou un collège, comme l'institution qui fut fondée alors, ne répond pas à tous les besoins.

En réservant les exceptions de droit, et en nous réjouissant qu'il y en ait, remarquons néanmoins que l'institutrice future ne peut guère se former complètement et solidement dans un pensionnat. Que feront dès lors les pères de famille peu aisés, ceux précisément qui destinent leurs enfants à cette carrière ? Ils recourront, et ils feront bien, aux maîtres spéciaux ; mais il faudra les choisir ; il faudra choisir, assortir, combiner les objets d'étude ; l'artisan fera la besogne du pédagogue et du savant ; les frais, si l'on veut avoir quelque chose de complet, seront exorbitants ; je ne parle pas du résultat, qui sera presque toujours incohérent et informe. L'école a donc, par rapport au but et aux circonstances que nous avons en vue, plus d'une supériorité sur le pensionnat (1) ; mais le pensionnat, il faut l'avouer, offre un avantage qui compense plus d'un inconvénient : c'est celui d'une surveillance et, pour ainsi dire, d'une inspiration féminine. Des jeunes filles peuvent être enseignées par des hommes, et même, s'il s'agit d'une instruction supérieure, cela est plus rationnel sous tous les rapports ; mais tout cet enseignement doit être enveloppé, pénétré, et à certains égards dominé par une influence maternelle. Telle est l'influence de la maîtresse de pension, lorsque cette maîtresse est bien ce qu'elle doit être ; telle est aussi l'influence

(1) Un des membres de la Société Vaudoise, dans un discours qui a suivi la lecture de ce mémoire, a relevé avec raison le caractère populaire d'une école comme la nôtre, qui correspond à plus de degrés de l'échelle sociale qu'aucun pensionnat. Le génie des femmes oppose à l'esprit d'égalité des obstacles assez forts en arrière de ceux que la main de l'homme a déjà renversés. Un instinct délicat peut avoir au moins autant de part que la vanité dans leurs répugnances. Le mélange des cultures inégales a plus d'inconvénients pour les femmes que pour les hommes. Les rapports de ces derniers entre eux, surtout dans les affaires publiques, restent comparativement superficiels : il n'en serait pas de même des rapports entre les femmes, et par conséquent entre les familles. Mais quand la politesse des mœurs est venue avec la politesse de l'esprit, quand les âmes se sont rencontrées dans les régions élevées de l'intelligence, certaines répugnances peuvent diminuer et certaines barrières peuvent être un peu retirées.

des maîtresses d'études, quand elles ressemblent à celles que nous nous félicitons de voir à la tête de nos classes dans l'École supérieure. Et j'oserai même prétendre que des maîtresses d'études qui n'enseignent point, mais qui seraient capables d'enseigner, qui voient sans distraction toute la suite et tout l'ensemble des études, qui n'ont d'autres fonctions habituelles que de surveiller les élèves, de les aider, de les conseiller, de les consoler (je peins ici d'après nature), sont dans une position plus analogue à celle d'une mère que des institutrices proprement dites, qui enseignent, et enseignent presque toute la journée.

Tels étaient les avantages qu'avaient réunis dans une institution privée le zèle courageux d'une personne à qui notre ville a dû l'initiative de plus d'une bonne œuvre. Cet établissement n'existe plus ; mais pourquoi ne dirais-je pas qu'il existe encore puisque notre École supérieure est debout ? La fondatrice du premier de ces établissements l'a été en quelque sorte du second, s'il est vrai que l'école qui est fermée depuis un an ait donné l'idée de celle que nous possédons.

C'est en 1839 que quelques citoyens, jaloux d'assurer aux jeunes filles de Lausanne le bienfait d'une instruction à la fois variée et solide, demandèrent à la municipalité de Lausanne, qui y consentit avec empressement, de provoquer la fondation et d'accepter le patronage d'une École supérieure pour les jeunes filles, école qui devrait, d'ailleurs, tirer toutes ses ressources d'elle-même. Les fondateurs, on le voit, comptaient sur les forces de l'École, et jusqu'ici cette confiance n'a pas été trompée. La finance que payent les élèves (120 francs par an) a suffi à toutes les dépenses, dont les plus considérables sont les honoraires des trois maîtresses d'études (700 francs par an à chacune), ceux des maîtres (15 batz par heure), et le loyer de la maison, pour laquelle l'École paye à la ville de Lausanne 550 francs par an. La municipalité, dont l'École n'a jamais inutilement réclamé l'intérêt, a fourni en grande partie l'ameublement des classes. Jusqu'au mois de novembre de



l'année dernière, l'École avait été dirigée par le même comité qui dirigeait l'École moyenne ; pour faire apprécier les services qu'il a rendus, il nous suffira de dire que l'École lui doit sa forme actuelle, son plan d'études, le choix des directrices et de la plupart des maîtres, et enfin tous les arrangements d'intérieur : le comité actuel a fait peu d'additions, et encore moins de changements. Le premier comité était composé de MM. Verdeil, Fischer, Joël ; le second l'est de MM. A. Vinet, Ammann, Wehrly-Boisot.

Ce nouveau comité fut nommé en 1841, probablement afin que chacune des deux Écoles (la *moyenne* des garçons et la *supérieure* des jeunes filles) eût sa direction particulière. Peu de temps après, une troisième classe fut ouverte, et compléta l'École telle que ses fondateurs l'avaient conçue.

Actuellement l'École supérieure compte 62 élèves, dont 33 dans la première classe, 24 dans la seconde, et 15 dans la troisième.

La première classe a 34 leçons (dont aucune n'est de *préparation* ou de *répétition* : j'appelle ainsi les heures pendant lesquelles les élèves préparent, sous la direction de la maîtresse d'études, leurs travaux du lendemain). La seconde classe a 33 leçons, dont 4 de préparation. La troisième classe en a 34, dont 8 de préparation.

Les objets d'enseignement communs aux trois classes sont : la religion, la langue maternelle, l'allemand, l'anglais, l'histoire, la géographie, l'arithmétique, le dessin. — L'étude des langues étrangères a été jusqu'ici facultative ; le nouveau règlement rend obligatoire l'étude de l'une des deux langues allemande et anglaise, au choix de l'élève.

L'écriture s'enseigne dans la troisième et dans la seconde classe ; le chant dans la seconde et dans la première ; l'italien à quelques élèves de la première.

Les sciences naturelles sont enseignées seulement dans la première classe.



Deux après-dînées dans la troisième classe, et une dans la seconde sont consacrées aux ouvrages à l'aiguille.

En tout ceci, rien de considérable n'appartient au nouveau comité. Il ne réclame que la responsabilité d'une proposition ; et encore les réserves sous lesquelles la municipalité vient de l'adopter rendent cette responsabilité assez légère : il s'agit d'ajouter à l'École une *quatrième* classe.

Cette idée, Messieurs, s'était présentée au comité dès son entrée en fonctions, et peut-être avait-elle déjà occupé la précédente administration, qui, du reste, avait beaucoup fait en établissant trois classes. Il ne fallait guère moins qu'une expérience de trois années pour se convaincre qu'il y avait une masse d'études et de pensées comprimées dans un espace bien resserré. Le point de départ et le terme étant données, trois périodes ne pouvaient paraître suffisantes : il fallait accumuler dans chacune et trop d'objets et trop d'efforts. Ceci s'applique à presque toutes les branches de l'enseignement ; dans chacune d'elles, chacun des pas est trop grand. On veut arriver néanmoins ; un voyageur ne peut s'arrêter aux portes de la cité qui est le but de sa course. Que faire alors ? Si l'on veut être solide, si l'on veut approfondir les questions, si l'on tient à imprimer les idées dans la mémoire par des répétitions fréquentes, si l'on ne prétend pas gagner de vitesse la pensée, qui a ses temps marqués, si l'on tient compte de ce principe pédagogique qui demande que les idées séjournent dans la pensée, et s'y déposent avec une calme lenteur, de manière à y former des couches successives et compactes, il est difficile qu'on arrive. On aura mieux fait, je le crois ; on aura donné à l'esprit une bonne forme et de bonnes habitudes ; mais enfin ne voulait-on pas, ne devait-on pas arriver ? le but de l'enseignement est-il tout *formel* ? n'est-il pas aussi *matériel* ? c'est-à-dire n'y a-t-il pas un certain fonds, un certain nombre de notions dont l'esprit de l'élève doit être mis en possession ? Si l'instruction ne réside pas tout entière dans les acquisitions de la mémoire, peut-on, d'une autre part, ne considérer ces ac-

quisitions que comme un véhicule, un instrument pour la formation de l'être intellectuel ? Le maître est un sculpteur : mais n'est-il que cela ? Vous ne le ferez jamais croire à la multitude, vous ne le pourrez croire vous-même ; le poids de votre conviction joint à celui du préjugé universel vous entraînera : vous voudrez donc arriver, et tellement quellement vous arriverez, c'est-à-dire que vous ferez en trois ans ce qui en demanderait quatre ; au besoin même vous feriez en deux ans ce qu'aujourd'hui l'on vous fait faire en trois. Mais comment ? au prix de votre but principal, qui était de discipliner et de fortifier l'esprit, ou bien au prix de la santé des élèves, ou bien enfin au prix d'une certaine partie de leur éducation pour laquelle l'école ne peut rien ; ou plutôt, ce ne sera pas au prix de l'une ou l'autre de ces choses, mais de toutes à la fois. Car si vous voulez faire, dans les conditions données, aussi bien au moins qu'il est possible, la délicate organisation des élèves, délicate surtout à cet âge, n'y résistera pas ; et quand elle y résisterait, vous aurez dû interrompre, d'autorité, une partie de leur éducation qui ne se fait pas à l'école, je parle de l'étude et de l'apprentissage des choses domestiques. Que le gymnase, l'académie enlèvent presque entièrement le jeune homme à sa famille, nous y sommes accoutumés, et jusqu'à un certain point nous sentons que cela doit être ; mais l'école féminine doit chaque jour, au moins pour quelques instants, rendre une fille à sa mère, aux travaux domestiques, aux soins de fille et de sœur, qui la préparent à de plus grands encore, au ménage, dirai-je en un seul mot, au ménage qui sera sa république à elle, sa politique, son forum. On regardera toujours, à bon droit, comme défectueux un plan d'études qui, pendant des années, entretient une jeune fille dans l'ignorance de ce que toute femme, fût-elle princesse, ne peut absolument ignorer.

Ces divers intérêts ont fait désirer au nouveau comité la division de l'enseignement général en quatre périodes, chacune d'une année, l'élève entrant dans l'école à douze ans et

en sortant à seize. Commencer à douze ans n'est pas commencer trop tôt, ce nous semble; et finir à seize ans n'est pas finir trop tard.

Les parents néanmoins voudront-ils, pourront-ils nous laisser leurs enfants pendant quatre années? Voilà ce qu'on dit. Nous demandons à notre tour : Quelle difficulté a-t-on précisément en vue? Celle du temps? Nous répondons qu'en effet quatre années, c'est une de plus que trois; nous n'y pouvons rien changer; mais où donc une éducation, dans le sens convenu de ce mot, a-t-elle jamais été censée se terminer avant seize ans? D'ailleurs, cette quatrième année d'études serait moins chargée de leçons; il paraît probable que la matinée suffirait. S'agit-il de la dépense? L'argument vaut la peine qu'on l'envisage. La finance d'école, sans être exorbitante, est plus forte que nous ne l'aurions voulu; et sans doute on l'eût volontiers modérée si elle ne constituait pas toute la fortune de l'établissement; mais ne sera-t-il pas possible de la modérer dans cette quatrième année? Les leçons seront moins nombreuses; il est vrai que les élèves le seront peut-être moins aussi; mais s'il est permis de considérer l'école comme un tout, dont toutes les parties sont réciproquement solidaires, il paraît possible de réduire la finance d'école dans cette quatrième classe, alors même qu'un enseignement plus élevé devrait être un peu plus rétribué.

L'École, à ce qu'il nous semble, ne méritera son titre de supérieure (car remarquez qu'elle ne s'appelle pas *moyenne*, n'ayant rien au-dessus d'elle), l'École ne remplira tout son objet que lorsqu'elle aura pour couronne une quatrième classe. Si elle demeure réduite à trois, il faut renoncer à la doter de nouveaux enseignements, ou à donner aux études déjà introduites de nouveaux développements, qui sont indispensables soit aux jeunes personnes appelées par leur fortune à occuper une position élevée dans la société, soit à celles que des circonstances moins heureuses selon le monde appellent à occuper la position encore plus élevée de gouvernante et d'insti-



tutrice. Des services précieux sont assurés à l'École pour l'enseignement de la pédagogie ; mais nous ne savons aucune place pour la pédagogie dans une école d'où l'on sort à quinze ans ; nous n'en savons non plus aucune pour la religion comme science ; et si l'école reste réduite à ses trois classes actuelles, nous sommes convaincu qu'il faudra retrancher de la tâche du professeur de français l'enseignement de la littérature, qui ne laisse point assez d'espace à ses préliminaires, et qui, par là même, est prématuré. En général, si l'École ne doit avoir que trois classes, on devra, en maintenant le point de départ de chaque étude, en rapprocher le terme, ou, pour tout dire en un mot, *faire moins et faire mieux*. Pour notre part, Messieurs, nous n'hésiterions point ; et s'il se trouvait en effet que l'addition proposée ne peut avoir lieu, nous ne regarderions pas comme une œuvre manquée une école réduite à trois classes ; mais, je le répète, notre mot d'ordre serait dorénavant : *faire moins et faire mieux* (1).

Des écoles du même genre que la nôtre, et beaucoup plus anciennes, n'ont pas quatre classes, mais cinq. Celle de Morges, qui fleurit sous une direction habile, vient d'ouvrir une quatrième classe.

Je sens, Messieurs, que j'ai trop abusé de votre patience pour oser m'étendre davantage sur cette question ou sur toute autre. Mais je ne voudrais pas terminer sans dire combien, à mes yeux un peu prévenus peut-être, cette École donne de justes espérances, et combien de reconnaissance elle mérite à ses fondateurs. Cet établissement n'est pas encore tout ce qu'il peut devenir ; il laisse notamment quelque chose à désirer sous le rapport du système et de la coordination des études ; mais le dévouement des maîtres, leurs talents, l'esprit de leur enseignement sont, dès à présent, un juste sujet de satisfaction. Je dirai un seul mot qui, dans ma pensée, a beaucoup

(1) En parlant ainsi, j'ai l'assentiment de mes honorables collègues du Comité. Sur les moyens d'organisation de la quatrième classe, je n'ai pas recueilli leur pensée, et je ne parle qu'en mon nom.



de signification : ils aiment l'École et ils respectent leur mission. Ce n'est pas tout qu'il y ait, pour les jeunes filles, une école au-dessus de l'école primaire. Trop souvent, dans les leçons destinées aux jeunes filles, comme dans les livres à leur usage, on avilit la science. L'apparence est le but, l'amusement est le moyen. On dirait que les pensées sérieuses et les connaissances solides ne sont pas faites pour les femmes. La science a de brillants lambeaux ; on les ramasse, on les réunit, et l'on en compose, non l'ornement, mais la parure de l'esprit. Au lieu de farder le visage, on farde l'intelligence. Nos maîtres ne l'entendent point ainsi. Ils respectent le sexe dont la culture leur est confiée, et par là d'abord ils apprennent à nos élèves à le respecter aussi. Je ne parle pas ici de ce respect que tout homme doit à toute femme, et même à la femme enfant, de cette réserve de langage, de cette aménité dans le ton, de cette politesse dans les manières, dont l'absence rendrait impropres à un tel enseignement des hommes très savants et même très moraux ; je parle du respect qui est dû, et qu'on n'accorde pas toujours, à l'âme, à l'intelligence, à la destination sociale de la femme ; je parle de ce respect qui manque de la part du maître le plus convenable d'ailleurs et le plus honnête, quand son enseignement est superficiel et frivole. L'École supérieure des jeunes filles n'aspire point à former des *femmes savantes* ; elle s'en gardera bien ; mais nous avons lieu d'espérer que ce ne sera pas sa faute si les jeunes filles qu'elle reçoit dans son sein ne sont pas un jour des femmes instruites, sérieuses et sensées.

Je suppose, Messieurs, qu'en m'engageant à vous faire cette espèce de rapport, votre Bureau avait moins en vue d'attirer votre attention sur l'établissement dont je viens de parler, que sur le grand intérêt de l'éducation des femmes. Je crois sentir que le simple exposé que je vous ai fait soulève plus d'une question générale et grave ; les faits, dans ce domaine, ont en quelque sorte devancé les idées ; quand les deux Écoles supérieures de Lausanne et de Morges ont été

fondées, aucune discussion publique n'avait eu lieu, que je sache, sur la question d'appliquer aux jeunes personnes de la classe moyenne les formes de l'éducation publique, ni même sur la notion d'instruction supérieure, dans son application au sexe féminin. Il n'est point trop tard pour en discourir, ni surtout pour chercher les moyens de perfectionner et de consolider l'œuvre commencée. Je devrais à votre Bureau deux remerciements au lieu d'un, si l'honneur qu'il a bien voulu me faire devenait, dans le sein de la Société, aujourd'hui ou plus tard, l'occasion de quelque entretien sérieux sur un sujet que je n'ai fait qu'effleurer, sur des questions que j'ai à peine indiquées. J'ai dit.

# TABLE DES MATIÈRES.

AVERTISSEMENT DES ÉDITEURS. . . . .	v
L'Orphelin et l'Homme. . . . .	1
Nécessité de l'éducation des éducateurs. — A propos d'un <i>Essai sur l'éducation de l'enfance</i> . . . . .	5
De l'Éducation de l'enfance. — Tomes I et II de <i>l'Éducation progressive</i> de Madame Necker de Saussure . . . . .	19
De l'instruction populaire. . . . .	72
I. Introduction . . . . .	<i>Ib.</i>
II. La moralité politique et la moralité sociale. . . . .	80
III. Instruction proprement dite . . . . .	90
IV. Complément de l'instruction . . . . .	104
V. Le Christianisme éducateur. . . . .	114
VI. Le Christianisme instituteur. . . . .	132
VII. Conclusion. . . . .	144
Des Études classiques. — A propos d'une discussion entamée dans la Chambre des députés, le 29 mai 1835 . . . . .	156
De la petite morale en éducation. — Sur les <i>Lettres de Lord Chesterfield à son fils Philippe Stanhope</i> . . . . .	189
William Cobbett éducateur. — A propos de son <i>Avis aux jeunes gens et aux jeunes femmes de toutes les classes de la société</i> .. . . .	202
Pensées diverses sur l'éducation . . . . .	210
De l'Éducation des femmes de la classe moyenne. . . . .	214
Du Mariage au point de vue chrétien. — A propos du livre publié sous ce titre par Madame la comtesse de Gasparin. . . . .	241
Du Prêtre. — A l'occasion du livre de M. Michelet . . . . .	306
La Liberté. — 3 janvier 1831. . . . .	318
Statistique morale des partis politiques. — 1833 . . . . .	322
Sur l'Habitude. . . . .	337
Le Suicide et la Société. . . . .	343

Résignation et Charité. — A l'occasion d'un article de M. <i>Chaudes-Aigues</i> dans la <i>Revue de Paris</i> . . . . .	353
Des Accusations portées contre la société . . . . .	362
De la Démocratie française. — A propos des <i>Maximes politiques à l'usage de la démocratie nouvelle</i> , de M. <i>Édouard Alletz</i> . . . . .	372
Notre époque est-elle, sous le rapport de la franchise, en progrès sur les précédentes ? . . . . .	392
Du Socialisme considéré dans son principe. . . . .	410
Le Christianisme et le progrès social . . . . .	500
APPENDICE. — L'École supérieure des jeunes filles à Lausanne. . . . .	534

1075-3 PB













309.144 V783E c.1

Vinet # L'education, la  
famille et la societe. --

OISE



3 0005 02003619 3

309.144

V783E

Vinet

L'éducation, la famille  
et la societe

309.144

V783E

Vinet

L'éducation, la famille et la  
société

